6

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1963

Ce volume contient les tables de la session extraordinaire de décembre 1962 - février 1963, de la 2e session ordinaire de 1962-1963 et de la 1re session ordinaire de 1963-1964.

REDIGEE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SENAT

TABLES
Volume 6

PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 26

1964

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1963

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

Session extraordinaire.....	Du 27 décembre 1962 au 21 février 1963.
2e session ordinaire de 1962-1963.....	Du 1er mai au 26 juillet 1963.
1re session ordinaire de 1963-1964.....	Du 1er octobre au 20 décembre 1963.

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1962-1963 pour la période du 1er janvier au 30 septembre et à la session de 1963-1964 pour la période du 1er octobre au 31 décembre.

ABREVIATIONS

I	Impression.
J. O.	*Journal officiel.*
p.	page.

TABLE DES DÉBATS

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;

— enfin, dans la dernière partie, divers renseignements relatifs au fonctionnement du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.

TABLE NOMINATIVE

A

ABEL DURAND (M.) [Loire-Atlantique].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission supérieure de codification et simplification des textes législatifs et règlementaires [9 mai 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est nommé membre du conseil supérieur de la sécurité sociale [8 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi complétant l'article 775 du code de procédure pénale [16 juillet 1963] (n° 181).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des articles L. 115, L. 116 et L. 123, du code des postes et télécommunications [24 juillet 1963] (n° 205).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant certaines dispositions des titres I[er] et IV du livre I[er] du code de l'aviation civile relative aux droits réels sur aéronefs et aux saisie et vente forcée de ceux-ci [15 octobre 1963] (n° 9).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 699 : *explique son vote sur l'amendement de MM. Vignon et Namy tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 24). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2[e] partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Observations sur les subventions aux comités régionaux d'expansion économique (p. 194). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 269). INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 288, 289). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 519, 520). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 586, 587). — **Suite de la discussion de ce budget** [11 février 1963]. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 713 à 715). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 775). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 884, 885). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à **l'aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1132, 1133). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financières** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 : (p. 1229) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1261). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1297 à 1299). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant, pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1744). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant modification du code des postes et télécommunications** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1965, 1966). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi complétant l'article 775 du code de procédure pénale** [17 octobre 1963] (p. 2112). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi concernant les droits réels sur aéronefs** [29 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2186 à 2188). — Discussion des articles : *son amendement, au 2[e] alinéa du texte proposé pour l'article* 12-14 *du code de l'aviation civile, tendant à remplacer le délai de trois mois par celui de deux mois* (p. 2189). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1[er] : *amendement de M. Emile Dubois* (p. 2297) ; Art. 3 (p. 2299) : Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Prélot* (p. 2306). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963] — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2499, 2500). — Observations ayant porté notamment sur les subventions d'investissement accordées par l'Etat et la situation des magistrats. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 5 *ter* (*nouveau*) *relatif au mode de calcul de la pension de retraite des magistrats* (p. 2503, 2504). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2719, 2720, 2721). — Observations sur le rôle des conseils généraux. — Intervient dans la discussion en **troisième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Répond à M. Courrière (p. 3238).

AHMED (M. ABDALLAH) [Comores].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2[e] partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 388, 389).

ALRIC (M. GUSTAVE) [Aube].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de

loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [1er juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (services d'outre-mer), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 352). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 670 à 672) ; (p. 687, 688). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 847). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2472 à 2475). — Observations ayant porté notamment sur : l'industrie textile ; l'aide à la recherche technique appliquée ; le problème de la coordination de l'énergie ; l'usine marémotrice de la Rance. — Discussion des articles (p. 2489). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour le service des essences, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2748).

ANDRE (M. LOUIS) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. Art. 1er : *son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa de l'article* 811 *du code rural, un nouvel alinéa réglant les conditions de reprise de fonds en cas de décès du bailleur en cours de bail* (p. 1025) ; le retire (p. 1026).

ARGENLIEU (M. PHILIPPE d') [Sarthe].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Interventions :

Intervient, au nom de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. Discussion générale (p. 1977). — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa précisant les règles de discipline, de compétence judiciaire et le régime des pensions d'invalidité applicables aux jeunes gens affectés dans une formation civile* (p. 1985). — En qualité de vice-président de la commission des affaires étrangères, intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de ce projet de loi** [6 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2282).

ARMENGAUD (M. ANDRÉ) [Français établis hors de France].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles [29 janvier 1963] (n° 49). — *Proposition de loi* portant amnistie [11 juin 1963] (n° 117).

Proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles les capitaux d'origine publique peuvent être investis dans les entreprises industrielles et commerciales [4 juillet 1963] (n° 161).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE IV. — Mutations à titre gratuit. — Art. 20 *ter : son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa relatif au problème de l'imposition des successions dont une partie de l'actif est frappée d'indisponibilité à l'étranger* (p. 87) ; le retire (p. 88). — A l'occasion de la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie), fait part de ses observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 174). — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Charges communes. — Titre II : *amendement de M. Courrière* (p. 181) ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans l'examen des dispositions du projet de loi de finances concernant le COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 198 et suivantes) (p. 202). — Observations sur la suite des débats et sur la nécessité d'instaurer devant le Sénat, à l'issue du débat budgétaire, un débat de politique étrangère (p. 207). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 230). — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 243 et suivantes). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* 52 bis *A relatif aux documents budgétaires concernant la coopération* (p. 249). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion des articles. — Art. 16 : *amendement de M. Courrière* (p. 368). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — Au nom de la commission des finances, intervient dans la discussion du budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendements de MM. Nayrou et Dutoit* (p. 597) ; ETAT C, TITRE VI : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à réduire les dotations du titre VI de* 32 *millions de francs sur le montant de la part de l'Etat dans le financement de la tranche* 1963 *du « métro express »* (p. 598, 599) ; le retire (p. 599) ; Article additionnel après l'article 57 *sexies : amendement de M. Bertaud* (p. 600). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS — Discussion générale (p 739, 740) — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [21 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29 (p. 929, 930). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1097 à 1100). — Intervient dans la discussion **du projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économiques et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1206). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p 1217) ; sur les articles 4 et 4 *bis* (réserves) : observations sur l'interprétation de l'article 86 du traité de Rome (p 1221) — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1227) ; Art. 4 : observations concernant le statut des entreprises publiques bénéficiant, à l'échelle nationale, d'un monopole légal (p. 1227) ; Art. 4 *bis* : pose une question à M. Boulin, secrétaire d'Etat (p. 1229) ; Art. 8 (p. 1233) ; Art. 10 ; *amendements de MM. Jager, Pellenc et Bardol tendant à supprimer cet article* (p. 1235, 1236) ; observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1253) ; Art. 21 : *son amendement tendant à modifier le libellé de la loi* (p. 259). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1328). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 12 juin 1963 [13 juin 1963] (p. 1338). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement de M. Longchambon* (p. 1342). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1828). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1880). — Discussion des articles. — Art. 9 (p. 1899) ; Art. 10 (p. 1900) ; Art. 10 *ter (nouveau)* : observations sur le problème du relogement des rapatriés d'Afri-

que du Nord (p. 1901) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1903) ; Art. 14, ETAT A : observations sur les crédits du ministère de l'aviation civile (p. 1910) ; Art. 20 : observations sur la réévaluation des crédits affectés aux dépenses militaires (p. 1914, 1915). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963] (p. 1989). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963** [26 juillet 1963] (p. 1992). — Explique son vote sur le **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [24 octobre 1963] (p. 2155). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2250 à 2252). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2333 à 2335). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis : explique son vote sur l'amendement de M. Dulin relatif à la taxation de la margarine et des huiles végétales* (p. 2364) ; Art. 4 (précédemment réservé) : observations sur la taxation des biens possédés en France par des Français résidant à l'étranger (p. 2391). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget du ministère des RAPATRIÉS (p. 2508 à 2510) ; (p. 2519). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2682). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — ARMÉES. — Observations sur les crédits destinés à la force de frappe (p. 2875, 2876). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — Art. 53 : au nom de la commission des finances présente ses observations sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Chochoy ; demande le renvoi de ce texte à la commission des finances (p. 2901). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 30 : observations sur l'application de l'accord franco-tchécoslovaque (p. 2912). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE. — Art. 18, ETAT B : observations sur le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux de nationalité française de la France d'outre-mer (p. 2978). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3112, 3114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discusison des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Pellenc* (avances aux institutions gérant des régimes complémentaires de sécurité sociale) (p. 3158). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention relative aux accords conclus entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3179), dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification des accords et conventions entre la République française et la République togolaise** (p. 3184).

AUBERT (M. EMILE) [Basses-Alpes].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

AUDY (M. MARCEL) [Corrèze].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [12 février 1963]. ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer*, in fine, *un article additionnel demandant l'unification des taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers* (p. 799, 800 et 801). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1769 à 1771). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement, au 5e alinéa, tendant à préciser qu'un ingénieur des eaux et forêts est placé auprès de chaque centre régional en qualité de conseiller technique* (p. 1784) ; le retire (p. 1785) ; Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1789) ; *son amendement tendant, au 1er alinéa, à introduire la notion d'âge des plantations pour l'établissement du plan de gestion* (*ibid.*) ; *son amendement, à l'alinéa 1er, relatif à la prise en charge de l'établissement des plans de gestion par des experts agréés* (p. 1789, 1790) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à insérer, entre le 1er et le 2e alinéa de cet article, un alinéa plaçant en dehors du champ d'application de la loi le propriétaire d'une surface inférieure à vingt-cinq hectares d'un seul tenant* (p. 1791) ; *son amendement, au 2e alinéa, tendant à laisser au propriétaire une partie de son droit à décision en matière de programme d'exploitation* (p. 1791, 1792). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Art. 4 (*suite*) : *son amendement, au 3e alinéa, tendant à prévoir un délai d'un mois pour réaliser des coupes dans certains cas* (p. 1846, 1847) ; *son amendement au 4e alinéa tendant à prévoir l'accord de l'autorisation de la coupe par le centre de gestion* (p. 1848) ; le retire (p. 1849) ; *son amendement à l'avant-dernier alinéa de cet article relatif à l'aide de l'Etat* (p. 1851) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 4 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1852, 1853) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 5 : *son amendement tendant à préciser que les mesures dont il est fait état à cet article ne seraient pas nécessaires dans le cas de régénération naturelle* (p. 1854) ; Art. 5 *bis : amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 1856) : Art. 6 : *son amendement tendant à n'appliquer les sanctions pénales prévues à cet article qu'aux actes compromettant l'avenir de la forêt* (p. 1857) ; *son amendement, au 1er alinéa, relatif à l'abattage des taillis* (p. 1858) ; *amendement de M. Brun* (p. 1858, 1859) ; *après l'article 8 : son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel prévoyant l'exemption d'impôts fonciers pour les nouvelles plantations* (p. 1861, 1862) ; le retire (p. 1863) ; Art. 9 : *son amendement tendant à modifier le § III* (p. 1863) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 10 : *amendement de M. Brun* (p. 1864) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa précisant que lors de la mise en vente des terrains à vocation forestière par une S.A.F.E.R., priorité est donnée aux agriculteurs et sylviculteurs possédant ou exploitant des parcelles limitrophes aux parcelles vendues* (p. 1865, 1866) ; Art. 11 : *son amendement tendant à modifier le début du texte proposé par l'article 111 du code forestier* (p. 1867) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 18 (nouveau) : *son amendement tendant à remplacer le mot « gestion » par le mot « propriété »* (p. 1868) ; le retire (*ibid.*) ; *explique son vote sur l'ensemble* (p. 1868). — **Discussion en deuxième lecture** [2 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 *bis* (p. 1942) ; explique son vote sur l'ensemble (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* (p. 2367).

B

BAGNEUX (M. JEAN DE) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 383 du code pénal en vue de protéger contre le cambriolage les habitations privées classées monuments historiques et ouvertes au public [20 juin 1963] (n° 136).

Proposition de loi tendant à assurer aux enfants handicapés physiques et mentaux le bénéfice des dispositions de la loi du 28 mars 1882 [4 juillet 1963] (n° 162).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 479). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles : Art. A (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot tendant à abroger les articles 58, 59 et 60 du code du travail et à les remplacer par des articles nouveaux ;* Art. 58 (*nouveau*) (p. 1731) ; Art. 58 *a* (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Tinant* (p. 1732). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'obligation et à la gratuité scolaires pour les enfants handicapés physiques ou mentaux** [19 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1760). — Prend part au débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2128, 2129 et 2130). — Prend part à la discussion du **projet de loi de**

finances pour 1964 [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2535, 2536). — Observations sur la situation des cadres hospitaliers. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES ; en remplacement de M. Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les monuments et les sites, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2989, 2990).

BAJEUX (M. OCTAVE) [Nord].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 608). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 629, 630). — Discussion des articles. — Art. 50 *quater : son amendement tendant à préciser que l'acquisition d'exploitation donnant droit aux prêts à long terme peut être soit totale, soit partielle* (p. 660) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 66 : *son amendement tendant à compléter cet article par un 3e alinéa relatif à l'exercice du droit de préemption* (p. 664). — Intervient en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er *ter : son amendement relatif à la substitution d'un autre bénéficiaire du droit de reprise à celui qui figure dans les congés* (p. 1027) ; Art. 2 : *amendement de M. Molle* (p. 1031) ; *son sous-amendement tendant à préciser que le bénéficiaire de la reprise devra avoir des connaissances suffisantes en matière agricole* (p. 1032, 1033) ; *son sous-amendement relatif à l'invalidation possible du congé par le tribunal paritaire* (p. 1033) ; Art. 2 A (*nouveau*) : *son sous-amendement relatif à l'article* 846 *du code rural* (p. 1035) ; Art. additionnel 2 B (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article modifiant le 2e alinéa de l'article* 846 *du code rural* (p. 1036) ; Art. 2 *bis : amendement de M. Molle* (p. 1037, 1038). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique** [4 juillet 1963] (p. 1581). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1645 à 1647). — Explique son vote sur la **proposition de loi relative aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens de certains incapables** [7 novembre 1963] (p. 2303, 2304). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 45 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article précisant qu'à titre transitoire, le revenu cadastral moyen départemental à l'hectare retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles ne sera pris en compte que dans la limite d'un plafond égal à* 30 *francs* (p. 2783, 2784). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies : observation sur l'amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral moyen départemental à l'hectare, retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles* (p. 3161). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [17 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat* (p. 3221, 3222).

BALESTRA (M. CLÉMENT) [Var].

Et nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 475).

BARATGIN (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

BARDOL (M. JEAN) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural, en vue d'améliorer le statut des baux ruraux [30 avril 1963] (N° 80).

Questions orales :

M. Jean Bardol demande à *M. le ministre de l'industrie* de supprimer la taxe à la valeur ajoutée (T. V. A.) appliquée à l'allocation de chauffage accordée au personnel des houillères et aux retraités et veuves. L'article 22 du statut des mineurs précise au paragraphe « a » que les membres du personnel des mines ont droit à une attribution de combustible fournie par l'exploitant. Si cette attribution n'est pas possible, ils ont droit à une indemnité compensatrice versée par l'exploitant. Cet avantage est également accordée aux agents retraités et aux veuves. Le charbon attribué aux ayants droit est considéré comme un charbon non commercial. Sa qualité laisse d'ailleurs très sérieusement à désirer et les mineurs revendiquent, à juste titre, son amélioration. C'est pourtant sur cette attribution de combustible non commercial et de basse qualité qu'est appliquée la T. V. A. qui s'élève actuellement à environ 600 anciens francs pour une tonne. L'application de cette taxe à un avantage social découlant d'un droit reconnu par le statut des mineurs, et alors qu'il ne s'agit ni d'une vente, ni d'une opération commerciale, est donc abusive. Cela motive donc sa suppression [19 juin 1962] (n° 410). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1425).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation des mineurs silicosés. L'article 89 de la loi de finances (*Journal officiel* du 24 décembre 1960) précise que : « Tout mineur, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers, reconnu atteint, dans les conditions prévues par la législation sur les réparations des maladies professionnelles, d'une incapacité permanente au moins égale à 30 p. 100 résultant de la silicose professionnelle, peut, s'il le désire, obtenir la jouissance immédiate d'une pension proportionnelle de retraite correspondant à la durée et à la nature de ses services miniers ». Les dispositions de cet article ne concernent que les travailleurs présents à la mine à la date de la demande de pension. Elles ne jouent malheureusement pas pour les silicosés ayant quitté la mine avant le 1er janvier 1961. Ces mineurs silicosés pourraient être classés en deux catégories : 1° les mineurs silicosés à plus de 30 p. 100, justifiant d'au quinze ans de services miniers et ayant quitté volontairement la mine pour éviter l'aggravation de leur état. Il serait juste que ces mineurs puissent bénéficier également des avantages de l'article 89 de la loi de finances puisque le but de la retraite anticipée est justement d'éviter l'aggravation de la maladie professionnelle ; 2° les mineurs silicosés à plus de 30 p. 100, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers et qui ont été admis obligatoirement à l'invalidité générale avant le 1er janvier 1961 à cause même de leur pourcentage de silicose. Il est absolument injuste que ces mineurs les plus gravement atteints ne puissent bénéficier comme les autres, s'ils le désirent, des avantages de la retraite anticipée. Dans l'état actuel des textes, ils ne pourront faire valoir leurs droits à la pension vieillesse qu'à lâge de cinquante ans et même de cinquante-cinq ans pour ceux ayant effectué moins de vingt ans de travail au fond. C'est seulement à cet âge qu'ils pourront cumuler leur rente de silicose avec la pension de retraite correspondant à la durée et à la nature de leurs services miniers (le cumul de la rente de silicose et de la pension d'invalidité n'étant pas autorisé). Ces mineurs gravement silicosés et admis à l'invalidité générale sont donc l'objet d'une véritable injustice. Leurs souffrancs physiques et morales sont encore accentuées par leur difficultés matérielles de vie. Pour le seul bassin du Nord et du Pas-de-Calais, 712 décès imputables à la silicose ont été relevés pour l'année 1961. Il faut faire beaucoup plus en faveur des mineurs atteints de la plus terrible des maladies professionnelles. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de permettre à tous les silicosés à 30 p. 100 justifiant de quinze ans de services miniers de

bénéficier, s'ils le désirent, des dispositions de l'article 89 de la loi de finances précitée [19 juin 1962] (n° 411). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1425, 1426).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la situation de la ville d'Etaples dans le Pas-de-Calais. Alors que le projet départemental de carte scolaire avait prévu : 1° le principe de la création d'un collège d'enseignement technique à Etaples ; 2° l'ouverture dans cette même commune de classes techniques dès la rentrée de 1962, il apparaît officiellement qu'aucun de ces projets n'a été retenu. C'est à Montreuil-sur-Mer (3.253 habitants) qu'est créé un collège d'enseignement technique dépendant du lycée technique de Boulogne. La décision qui prive Etaples d'un établissement technique pourtant indispensable ne s'explique pas et crée une légitime émotion parmi la population. En effet, de multiples raisons militent en faveur de l'ouverture à Etaples de cet établissement : 1° l'importance de la population d'Etaples : 8.650 habitants au dernier recensement ; 2° la proximité immédiate de localités importantes (Cucq-Trépied, Camiers, le Touquet, etc.), qui font d'Etaples le centre d'une agglomération de près de 20.000 habitants ; 3° le taux de natalité dans la commune (l'un des plus élevés en France) et la proportion considérable d'enfants d'âge scolaire. Faute de qualification professionnelle, ces enfants ne peuvent prétendre, dans le meilleur des cas, dans une région déjà frappée par le chômage, qu'à l'emploi de marin-pêcheur ou de manœuvre du bâtiment ; 4° la décision de création d'une zone industrielle à Etaples (première tranche en cours de réalisation) ; 5° la facilité des communications (trains-autobus) entre Etaples et les localités voisines ; 6° la réservation au nouveau plan d'urbanisme de la ville d'une vaste zone scolaire (plus de trois hectares) à proximité du collège d'enseignement général en voie d'achèvement. Dans ce collège d'enseignement général, dès la rentrée 1962, du fait de l'achèvement de la deuxième tranche des travaux, deux ou trois salles de classes seront vacantes. En outre, va commencer cette année la réalisation de la troisième tranche qui permettra de disposer dans quelques mois de nouveaux locaux dont deux salles spécialement prévues pour l'enseignement ménager ; 7° l'existence à proximité de cette zone d'une vaste cantine scolaire à l'équipement ultra-moderne, de plateaux d'éducation physique et d'une grande salle des sports en voie d'achèvement. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir réexaminer le problème et de donner les instructions nécessaires pour que le collège d'enseignement technique prévu à Etaples soit ouvert dès la rentrée 1962 [28 juin 1962] (n° 423). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1427).

M. Jean Bardol signale à *M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'information* que les travaux accomplis au relais émetteur de télévision du Mont-Lambert (près de Boulogne-sur-Mer) ont eu et ont encore de fâcheuses répercussions. La majorité des téléspectateurs ont été pratiquement privés d'émissions pendant deux mois. D'autre part, ils ont été dans l'obligation de faire procéder au changement de leur antenne, ce qui leur a occasionné des frais importants. En outre, la nouvelle disposition du relais émetteur ne donne pas satisfaction. Les images reçues sont de mauvaises qualité dans la majeure partie de l'agglomération boulonnaise. Les protestations justifiées élevées par les télespectateurs et par le groupement des radio-électriciens sont restées jusqu'alors sans effet. Il lui demande en conséquence de bien vouloir : 1° exempter les téléspectateurs de leur redevance annuelle en réparation du préjudice matériel et financier subi ; 2° prendre les dispositions techniques nécessaires à une bonne réception des émissions de la région boulonnaise [5 décembre 1962] (n° 451). — Réponse [14 mai 1963] (p. 1048, 1049).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les difficultés de logement éprouvées par les étudiants de l'académie de Lille. Sur 16.000 étudiants, 1.215 seulement sont logés dans les cités universitaires. 50 appartements environ sont affectés à des étudiants mariés alors que leur nombre s'élève à 1.400. De nombreux étudiants logent chez l'habitant et la limite de saturation semble atteinte. D'après les statistiques du B. U. S., le nombre des étudiants s'élèvera à 18.000 en octobre de cette année, à 20.000 en 1964, pour atteindre 32.000 en 1969. Il est donc absolument indispensable de construire rapidement de nombreux logements au loyer accessible aux étudiants aux ressources les plus modestes. Or, aucune construction n'est actuellement en cours. Des démarches sont entreprises pour la construction d'une nouvelle cité de 360 chambres. Mais quand sera-t-elle édifiée ? Le problème n'en sera pas réglé pour autant, pas plus qu'il ne le sera par les constructions projetées à Annappes. Il faut noter d'ailleurs que les objectifs, pourtant nettement insuffisants du IV° Plan, ne sont même pas atteints. Les crédits prévus ne sont pas utilisés et le décalage entre les prévisions et les réalisations grandit chaque année. Le retard sur les objectifs sera déjà en octobre de 1.485 chambres. Ce retard ne va que s'amplifier et la proportion d'étudiants ayant la possibilité de loger en cité ne fera que diminuer. C'est un moyen supplémentaire d'écarter des études universitaires les jeunes gens disposant de peu ou pas de ressources. Dans ces conditions, il lui demande : 1° de bien vouloir prendre d'urgence les mesures nécessaires à la construction effective des logements prévus, en particulier en donnant les moyens réglementaires et financiers aux Domaines pour acquérir les terrains, en simplifiant les démarches administratives, en débloquant les crédits indispensables ; 2° d'accorder les crédits nécessaires à la construction de 2.000 logements supplémentaires d'ici à 1965 (pour étudiants célibataires et mariés), les logements prévus s'avérant dans tous les cas nettement insuffisants [20 juin 1963] (n° 506). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1802).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de la construction* sur la situation du personnel de son administration à Boulogne-sur-Mer. Ce personnel serait réduit de plus d'un tiers par la mutation ou le licenciement de 19 agents temporaires. L'immense majorité de ces agents travaille à la construction depuis 17 ou 18 ans. La mutation qui leur est proposée et qui doit intervenir, pour les uns le 30 septembre, pour les autres le 30 décembre, est un licenciement déguisé. En effet, une lettre-circulaire du 20 août 1963 avise ces agents « qu'ils sont mutés dans l'intérêt du service » à la direction départementale du Lot, mais cette même circulaire « attire tout spécialement leur attention sur le fait qu'aucune garantie ne peut leur être donnée quant à la durée de leur maintien en fonctions au ministère de la construction et qu'aucun délai ne pourra leur être accordé pour rejoindre leur nouvelle affectation ». Ainsi, on demande à ces agents, âgés pour la plupart de 40 à 50 ans, chargés de famille, de partir s'installer à l'autre extrémité du pays, mais sans qu'il leur soit accordé la garantie d'emploi et des possibilités de logement. Bien au contraire, il est insisté sur la précarité de leur futur emploi. Le procédé est inélégant et l'intention évidente : l'administration place ces agents dans l'obligation de refuser, puis s'abrite derrière ce refus pour les licencier. Il lui demande donc de surseoir à toute mutation et à tout licenciement. Diverses possibilités d'utilisation de ce personnel qualifié (commis, agents de bureau, chefs de section, etc.) existent. Les nombreuses tâches en matière de construction et d'aménagement du territoire pourraient permettre le maintien d'un certain nombre d'agents temporaires en fonctions dans leur administration actuelle. Ces agents devraient être titularisés ou assurés de la sécurité dans leur emploi jusqu'à l'âge ouvrant droit à la retraite. La procédure du reclassement dans les cadres titulaires d'une administration ou d'un établissement public de l'Etat, prévu par le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 offre également des possibilités réelles. Tous les agents intéressés ont postulé pour ce reclassement dans une autre administration de la localité, ce qui ne doit pas soulever de difficultés dans une sous-préfecture aussi importante que Boulogne-sur-Mer. Il lui demande donc de prendre les mesures nécessaires pour ne pas priver de leur emploi dans une ville déjà frappée par le chômage des fonctionnaires attachés à leur administration depuis plus de quinze années [1er octobre 1963] (n° 528). Réponse [29 octobre 1963] (p. 2184, 2185).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. additionnel 4 (*nouveau*) : *son amendement tendant à préciser que les dispositions de la présente loi ne pourront porter atteinte à l'activité des partis politiques* (p. 24). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 334, 335). — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion des articles. — Art. 15 ; *son amendement tendant à réduire les crédits du titre III de 2 millions de francs si la durée du service militaire est réduite à une année* (p. 366) ; *son amendement tendant à une augmentation du prêt des militaires* (p. 367) ; Art. 16 : *son amendement tendant à supprimer les 816 millions de francs destinés à la force de frappe* (p. 368). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 641, 642). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 675, 676). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 715 à 717). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 451** (*cf. supra*) [14 mai 1963] (p. 1049). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs et mytiliculteurs inscrits maritimes** [16 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de*

M. Grand (p. 1068). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1071). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1235) ; Art. 16 : *son amendement tendant, à la fin du § I de cet article, à remplacer la date du 1er janvier 1959 par celle du 1er janvier 1960* (p. 1242) ; Art. 19 : *son amendement tendant à exclure des mesures d'économie les budgets sociaux, à majorer le montant des économies à réaliser sur le budget des armées et à affecter les crédits dégagés au relèvement des allocations aux personnes âgées, aux aveugles, aux infirmes et incurables* (p. 1257, 1258). — Est entendu lors de la réponse du ministre à ses **questions orales nos 410, 411 et 423** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1425, 1426, 1427). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1773). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 506** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1802). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1886, 1887, 1897). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : explique son vote sur cet article relatif à l'impôt sur le tiercé (p. 2348) ; art. 10 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2349, 2350). — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES. — Art. 13 : explique son vote sur cet article (p. 2350, 2351). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1963]. — IMPRIMERIE NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2470, 2471). — Observations ayant porté sur la prime de 2 p. 100 et sur le restaurant de l'Imprimerie nationale. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2477, 2478). — Observations sur le problème des mineurs et sur notre industrie charbonnière. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — En remplacement de M. Marrane, rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2654, 2655). — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 70 : explique son vote sur les amendements tendant à supprimer cet article relatif au régime de la sécurité minière (p. 2670). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 2706, 2707). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ETAT E, *ligne* 123 : RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2826). — Observations sur la mise en service de la deuxième chaîne dans la région du Nord. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2931). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3023, 3024). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 (p. 3157).

BARRACHIN (M. EDMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et sur la politique gouvernementale (p. 219, 220). — Informe le Sénat de la présence de M. le ministre des affaires étrangères devant la commission des affaires étrangères convoquée pour le jeudi 14 février 1963 [12 février 1963] (p. 803). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 *bis* (p. 1250). — Intervention dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à rétablir cet article supprimé par l'A. N.* (p. 1919). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — A l'occasion de la procédure du vote unique invoquée par le Gouvernement à propos de l'art. 4, fait part de ses observations sur le fonctionnement du régime parlementaire (p. 2393, 2394). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 6 décembre 1963 pour expliquer la signification du vote des républicains indépendants sur le projet de loi de finances pour 1964 [10 décembre 1963] (p. 3102). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3238). — Intervient, au congrès du Parlement, au nom du groupe des républicains indépendants et du groupe du centre républicain d'action rurale et sociale du Sénat, sur le **projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution** (date et durée des sessions) [*Journal officiel*, Congrès du 20 décembre 1963] (p. 7).

BAUMEL (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [30 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 766 à 769). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1101 à 1105, 1106 et 1107). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1397 à 1400).

BAYROU (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963] (p. 834, 835) ; explique son vote sur ce projet discuté en **deuxième lecture** [19 février 1963] (p. 884). — Explique son vote sur le **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963] (p. 1261). — Prend la parole sur une motion d'ordre [26 juillet 1963] (p. 1959). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Explique son vote sur l'ensemble de ce budget (p. 2585). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Demande un scrutin public sur la ligne 123 de l'Etat E concernant la radiodiffusion-télévision française (p. 2826). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3027, 3028). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3191, 3192).

BEAUJANNOT (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 506, 507). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 (p. 1219). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2644, 2645, 2653). — Discussion des articles. — Art. 75 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Chochoy* (p. 2654).

BÈNE (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la **discussion du projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 556). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 626, 627). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer*, in fine, *un article additionnel modifiant la législation en vigueur en matière de vinification pour le cépage clairette* (p. 797, 798 et 799).

BENOIST (M. DANIEL) [Nièvre].

Elu sénateur le 24 février 1963.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [4 juin 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Daniel Benoist expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le Conseil constitutionnel a annulé les dispositions de l'article 28 du texte du projet de loi récemment adopté par le Parlement et portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. Cette loi substitue ainsi aux droits d'enregistrement jusqu'ici en vigueur une imposition nouvelle dont le produit sera exclusivement affecté aux recettes de l'Etat, alors que précédemment une partie de ces droits était perçue au profit des collectivités locales. Ce nouveau texte prévoit que ces collectivités bénéficieront de ressources nouvelles provenant de taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement, mais le nouveau régime fiscal n'en entraîne pas moins, pour certaines collectivités locales, une moins-value de leurs recettes. Aussi, le Parlement avait-il adopté un amendement présenté par un de nos collègues sénateur, spécifiant que les collectivités locales bénéficieraient d'une compensation intégrale pour les moins-values subies du fait de la nouvelle loi. Considérant que cet amendement mettait à la charge de l'Etat une dépense nouvelle, le Premier ministre a saisi, le 5 mars 1963, le Conseil constitutionnel, en se référant à l'article 40 de la Constitution qui stipule que les propositions ou amendements de membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. Le Conseil constitutionnel lui a donc donné raison. En conséquence, la disposition litigieuse a été supprimée et la loi ainsi modifiée a été publiée au *Journal officiel* du 17 mars 1963. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre en faveur des collectivités locales qui se trouvent ainsi privées de ressources dont elles bénéficiaient jusqu'alors [11 juin 1963] (n° 500). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1609, 1610).

M. Daniel Benoist expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* les difficultés rencontrées par un certain nombre de communes qui désirent réaliser l'installation de bassins nautiques sur leur territoire, signale qu'en effet, la fameuse circulaire n° 21 SA du 1er septembre 1961 qui introduit la notion de bassin-école reçoit différentes interprétations suivant les préfectures et les ministères, du fait du double financement, l'un venant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports, l'autre du ministère de l'éducation nationale ; que pour l'installation de certains de ces bassins, il n'est pas fait mention du nombre de classes que doit compter la commune pour obtenir la subvention du ministère de l'éducation nationale ; que pour d'autres, il est précisé qu'il faut que la commune possède sur son territoire un groupe d'écoles de plus de trente classes ; rappelle qu'à l'heure actuelle, de nombreux dossiers sont en souffrance, la subvention d'Etat, de 50 p. 100 au maximum, n'étant établie que sur la moitié des travaux relevant de l'un ou de l'autre ministère ; et tenant compte de cette situation, il lui demande de vouloir bien préciser la politique qu'il entend appliquer dans ce domaine [18 juin 1963] (n° 503). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1801).

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre du travail* comment il convient d'interpréter la circulaire ministérielle TR 8745 du 4 octobre 1945 relative au paiement des congés payés. En effet, ladite circulaire précise que la période servant de référence pour le calcul de l'indemnité journalière est celle qui précède immédiatement le départ en congé et recommande, pour en fixer la durée et les limites, de prendre en considération le mois précédant le départ en congé. Si le délai d'un mois est recommandé pour éviter les inconvénients qui pourraient résulter de la prise en considération de périodes trop courtes, il ne semble pas que l'auteur de la circulaire ait envisagé l'éventualité d'une période de référence plus longue. Il lui demande de bien vouloir préciser si les employeurs sont habilités à effectuer le calcul des indemnités journalières de congé payé en se référant à une période qui, bien que précédant le départ en congé, est de durée supérieure à un mois, tel qu'il résulte de l'application de la circulaire ministérielle déjà citée. En effet, suivant que l'on applique au calcul des indemnités journalières la formule : salaire du mois précédent — nombre de jours ouvrables dans le mois — ou l'autre formule : salaire d'une période de durée supérieure à un mois — nombre de jours ouvrables dans la période, les résultats sont différents, quoique théoriquement les deux formules soient identiques. Or, l'application intégrale de la circulaire ministérielle (première formule) représente un avantage pour les travailleurs d'une entreprise de la métallurgie qui ont été payés selon la seconde formule. C'est pourquoi il désirerait connaître son opinion à ce sujet et savoir si les employeurs sont fondés d'appliquer la circulaire ministérielle dans un sens défavorable aux salariés [29 octobre 1963] (n° 537). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3044).

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre des postes et télécommunications :* 1° dans quelles conditions un centre de chèques postaux est autorisé, sans avoir consulté le titulaire d'un compte, à entreprendre les démarches, par protestation par huissiers, pour un chèque qui avait été protesté et qui avait été endossé au nom du titulaire du compte ; celui-ci, en effet, pour ce chèque, dont le montant était de 38,25 francs, a vu retenir sur son compte par l'administration une somme de 28,20 francs, ce qui portait le préjudice à 66,45 francs, au titre de frais engagés, augmentant ainsi des deux tiers la somme non payée ; 2° si cette pratique est habituelle en fonction de règlements applicables, ce qui n'existe pas pour les comptes déposés dans les banques privées ; 3° s'il ne pense pas que, de ce fait, un certain nombre de dépositaires aux comptes chèques postaux seraient susceptibles de retirer leur confiance à cette administration, c'est-à-dire à l'Etat, au profit du secteur des banques privées [10 décembre 1963] (n° 548).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 500** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1610) ; à sa **question orale n° 503** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1801). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2436, 2437). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'adduction d'eau ; le problème des abattoirs et de l'habitat rural. — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2531, 2532). — Observations sur : les difficultés de recrutement du personnel soignant ; le danger des réformes portant modification de recrutement du personnel médical à temps plein dans les hôpitaux publics (p. 2534). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 537** (cf. *supra*) [3 décembre 1963] (p. 3044).

BERNIER (M. LUCIEN) [Guadeloupe].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion [17 décembre 1963] (n° 86).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'extention de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outremer [17 décembre 1963] (n° 87).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 326, 327). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 383, 384 et 385). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale

(p. 417, 421). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Pauzet par l'extension aux départements d'outre-mer du projet de loi de programme relatif aux travaux d'adductions d'eau rurales* (p. 661). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies* : *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à l'application des dispositions de sécurité sociale aux départements d'outre-mer* (p. 792) ; Art. 74 : *son amendement tendant à prolonger de deux ans les délais impartis aux entreprises exerçant leur activité dans les départements d'outre-mer pour l'application de la réforme du contentieux fiscal du 28 décembre 1959* (p. 795) ; Art. 75 (*nouveau*) : *son amendement tendant au même but que le précédent* (ibid.). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Art. 57 *octies* : *observations sur la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer* (p. 844, 845). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article étendant aux départements d'outre-mer les dispositions de l'article 527 du code de la sécurité sociale* (p. 1744) ; Art. 3 : *son amendement tendant à préciser que les dispositions du nouveau chapitre introduit dans le code de la sécurité sociale sont applicables dans les départements visés à l'article 714 du présent code* (p. 1745, 1746). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Emile Dubois* ; observations sur l'application des textes aux départements d'outre-mer (p. 2296) ; observations sur la suppression des combats de coqs dans les départements d'outre-mer (p. 2297, 2298) ; Art. 3 : observations (p. 2298, 2299). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2536, 2537). — Observations sur la situation des départements d'outre-mer en matière d'aide sociale. — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur le problème du balisage dans les trois départements français d'Amérique (p. 2610, 2611). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2938 à 2940). — Observations sur le S. M. I. G. dans les départements des Antilles et de la Guyane ; les cantines scolaires ; l'industrialisation ; la création des régies départementales portuaires de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre. — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3111, 3112). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 3 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel étendant aux travailleurs salariés des départements d'outre-mer une série de dispositions existant en métropole pour l'attribution des prestations familiales* (p. 3154) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 3167, 3168 et 3169). — Explique son vote sur le **projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963] (p. 3196). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements d'outre-mer** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3247, 3248 et 3249). — Discussion des articles. — Art. 9 : *son amendement tendant à faire partir la date d'application de cette loi au 1er janvier 1964* (p. 3249) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3249, 3250).

BERTAUD (M. JEAN) [Seine].

Est nommé président de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant diverses dispositions du code des douanes [10 octobre 1963] (n° 3.)

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant diverses dispositions du code des douanes [12 décembre 1963] (n° 81).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [18 décembre 1963] (n° 91).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture, modifiant diverses dispositions du code des douanes [18 décembre 1963] (n° 94).

Interventions :

Intervient, en remplacement de M. Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 566, 567 et 568). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article 57 sexies, un article additionnel nouveau relatif à certaines intégrations dans le corps des administrateurs civils* (p. 600). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE ; en remplacement de M. de Villoutreys, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 672 à 674). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; en qualité de président de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 745, 746). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963] (p. 1072). — Intervient dans la discussion, **en deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1153). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction** [13 juin 1963] (p. 1343). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Houdet et sous-amendement de M. Blondelle* (p. 1783). — **Discussion en deuxième lecture** [25 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Brun* (p. 1941). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1979, 1980). — Discussion des articles. Art. 12 (*nouveau*) : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa interdisant la délivrance du permis de chasse aux objecteurs de conscience* (p. 1988, 1989). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [24 octobre 1963]. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2157, 2158). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, avant le titre Ier, un article additionnel A nouveau relatif à la procédure de ratification des textes douaniers* (p. 2160, 2162, 2163) ; Art. 5 : amendement de M. Talamoni (p. 2165) ; Art. 23 : *son amendement tendant à préciser la rédaction de ce texte* (p. 2167). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2168). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs** [29 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2190). — Discussion des articles. — Art. 2. : *amendement de M. Pams tendant à préciser que la présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer* (p. 2190). — Prend part, en qualité de président de la commission des affaires économiques, au nom de M. Bouquerel, rapporteur pour avis de la même commission (travaux publics, routes, voies navigables) à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2592

à 2594). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — En remplacement de M. Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2838, 2839). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Pellenc* (p. 3158, 3159). — Prend part, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à rétablir l'article A supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 3200) ; observations (*ibid.*, p. 3201, 3202, 3203, 3204). — **Discussion en troisième lecture** [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3241). — Discussion des articles. — Art. A : *son amendement tendant à permettre au Gouvernement de présenter ses décrets en forme de projets de loi au Parlement* (p. 3241).

BERTHOIN (M. JEAN) [Isère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (section commune), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 351, 352). — Discussion des articles. — Art. 16 : *amendements de MM. Le Bellegou et Bardol tendant à supprimer les crédits destinés à la force de frappe* (p. 368, 369). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2329 et 2330). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour la section commune, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2745, 2746).

BESSON (M. ROGER) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

BÉTHOUART (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Question orale :

M. le général Antoine Béthouart rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* qu'en vue d'apporter une aide aux populations sinistrées du Gharb, la France a fait don au Maroc, par l'intermédiaire de l'O. N. U., de 7.000 tonnes de blé ; que ce blé est arrivé au Maroc sur deux bateaux battant pavillon allemand et a été consigné à son arrivée à Casablanca par une agence maritime anglaise, ce qui est très regrettable ; que, sans rien retirer à la valeur de ce geste, il eût été normal que les conditions de sa réalisation soient telles qu'aucun doute ne fût possible sur la qualité du donateur et que le mérite en revînt très explicitement à notre pays. Il lui demande pour quelles raisons ce don français n'a pas été transporté sous pavillon français et consigné à son arrivée par une maison française, ainsi qu'il eût été naturel, et souhaitable qu'à l'avenir, en de pareilles circonstances, des dispositions soient prises pour qu'à l'imitation d'autres pays ayant déjà fait des gestes du même ordre, mais sous leur pavillon national, toutes opérations soient effectuées sous pavillon français et par des intermédiaires également français [16 mai 1963]. (N° 485.)

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 360, 361). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (*suite*). — *Discussion générale* (p. 691) ; (p. 697). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement de M. Longchambon* (p. 1340). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTANGÈRES. — Discussion générale (p. 2678 à 2680). — Observations ayant porté notamment sur la situation actuelle des postes à l'étranger ; les services de presse et d'information ; le programme de coopération technique ; les questions intéressant nos ressortissants à l'étranger. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 63 : *soutient l'amendement de M. Filippi tendant à compléter cet article par un paragraphe concernant les fonctionnaires des services publics marocains et tunisiens reclassés dans l'administration métropolitaine* (p. 3016) ; le retire (p. 3017).

BILLIEMAZ (M. AUGUSTE) [Ain].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (chemins de fer et R. A. T. P.), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 569, 570). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (S. N. C. F., R. A. T. P.), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [9 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2594, 2595).

BLONDELLE (M. RENÉ) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — ART. 2 *bis : amendement de M. Molle* (p. 1037, 1038). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — ART. 1er : *amendement de M. Brun* (p. 1782) ; ART. 2 : *son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte de l'amendement de M. Houdet* (p. 1783, 1784) ; ART. 3 : *son amendement tendant à reporter à la loi de finances pour* 1964 *le financement des centres régionaux de la propriété forestière* (p. 1786). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. ART. 3 (précédemment réservé) (p. 1860). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2579, 2580).

BOIN (M. RAYMOND) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, signée le 7 décembre 1956 [18 juillet 1963] (N° 191).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'une convention relative à l'esclavage** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1961, 1962).

BONNEFOUS (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Questions orales avec débat :

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre des affaires étrangères* de définir les grandes lignes de la politique extérieure de la France.

Il lui demande notamment d'exposer les conceptions du Gouvernement en ce qui qui concerne le fonctionnement de la Communauté Atlantique [9 mai 1963]. — Réponse [21 mai 1963] (p. 1085 et suivantes).

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le Premier ministre* s'il entend déposer, au cours de la présente session, sur le bureau des assemblées parlementaires, ainsi que le Gouvernement en avait pris l'engagement formel, un projet de statut de la radiodiffusion-télévision française [16 mai 1963].

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures il compte prendre pour redresser la situation de notre industrie touristique, lutter contre la concurrence étrangère et développer toutes les formes de tourisme populaire [15 octobre 1963].

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le Premier ministre* si, à la suite des nombreuses spoliations qui ont frappé les biens français dans différents territoires et notamment en Afrique du Nord, le Gouvernement envisage de modifier l'ensemble de sa politique d'aide et s'il ne juge pas le moment venu d'assortir les prêts et les dons de la France de garanties formelles [17 octobre 1963]. — Réponse [5 novembre 1963] (p. 2245 et suivantes).

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre de la construction* si, en raison des accidents successifs qui se produisent dans les grands ensembles et du développement du banditisme dans la région parisienne, il ne lui apparaît pas nécessaire de renoncer à ces constructions aussi longtemps que les équipements collectifs et les services publics (police, pompiers, écoles, maisons de jeunes, terrains de sports notamment) n'auront pas pu être réalisés préalablement à de telles constructions, et de favoriser, au contraire, comme cela se fait à l'étranger, les programmes d'habitations individuelles, ou de logements à l'échelle humaine [24 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (cinéma), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 440 à 443). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 560) ; I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 572). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 763 à 766). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1085 à 1090) (p. 1109). — Est entendu au cours de la discussion de sa question orale relative au **statut de la radiodiffusion-télévision française** [18 juin 1963] (p. 1350 à 1353) (p. 1357, 1358). — Explique son vote sur le **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963] (p. 1412, 1413). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coutrot et Duclos relatives à la **réorganisation de la région parisienne** [5 novembre 1963] (p. 2242). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2245 à 2250) (p. 2259). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — ETAT E, *ligne* 123. — RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2815 à 2818). — Observations sur la situation budgétaire de la R. T. F. ; les émissions publicitaires ; le statut de la R. T. F. ; la retransmission des séances du Parlement. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — *Discussion générale* (p. 2828 à 2831). — Observations ayant porté notamment sur : la création du service de presse ; la situation de la presse après le relèvement de ses prix de vente ; l'introduction éventuelle de la publicité à la télévision et ses conséquences sur la situation financière de la presse. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — TITRE III : (p. 2896). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (cinéma), intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2984, 2985).

BONNEFOUS (M. RAYMOND) [Aveyron].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* 56 ter *relatif à l'intégration de certains agents supérieurs du ministère de l'intérieur dans le cadre des administrateurs civils* (p. 298). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies* : *amendement de M. Bernier* (p. 792). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : **amendement de M. Molle** (p. 1034). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [24 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. additionnel A (*nouveau*) : *amendement de M. Bertaud relatif à la procédure de ratification des textes douaniers* (p. 2163). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur l'amendement de M. Masteau (conférences interdépartementales) (p. 2734). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963]. — Oppose la question préalable (p. 3193).

BONNET (M. GEORGES) [Lozère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 638).

BORDENEUVE (M. JACQUES) [Lot-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Jacques Bordeneuve demande *à M. le ministre de l'intérieur* quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour régler dans les meilleurs délais les dossiers qui intéressent l'amélioration de la situation des fonctionnaires et des agents de l'administration préfectorale et, notamment, en ce qui concerne : *a*) l'augmentation des effectifs pour tenir compte de l'accroissement de la population et de l'augmentation des tâches ; *b*) la prise en charge et la titularisation des auxiliaires ; *c*) la discussion du nouveau statut des commis nouvelle formule et le transfert total des commis ancienne formule, dans le grade de rédacteur ; l'application de la circulaire du 6 mai 1959 ; *d*) le passage des agents de bureau dans le grade de commis ; *e*) la mise au point d'un nouveau statut des agents dits « de service » ; *f*) le soutien au sein du Gouvernement des propositions de relèvement indiciaires en faveur des sténodactylographes, des dactylographes et des mécanographes ; *g*) l'octroi de surnombre au titre des tableaux de 1962 dits des « 25 p. 100 » ; *h*) l'application rapide aux non-intégrés des décisions résultant des décrets des 14 avril et 31 octobre 1962 ; *i*) la promulgation du nouveau statut du cadre B et le règlement du contentieux de 1960 (reclassement des dix-huit mois) ; *j*) la revision du statut du cadre A (achèvement de l'alignement sur les régies financières et normalisation de l'accès à la 1re classe d'attaché). [30 avril 1963] (n° 475). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1468, 1469 et 1470).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 475** (cf. *supra*) [2 juillet 1963] (p. 1469, 1470). — Intervient dans la discussion du

projet de loi de finances pour 1964 [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2859, 2860).

BOSSUS (M. RAYMOND) [Seine].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à permettre effectivement aux conseils généraux de s'administrer librement [11 juin 1963] (n° 123).

Proposition de loi tendant au remplacement de l'appellation « Assistance publique » par « Administration hospitalière et sociale de la ville de Paris » [26 juillet 1963] (n° 232).

Questions orales :

M. Raymond Bossus appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le mécontentement justifié des citoyens et de nombreux élus républicains d'arrondissements de Paris qui ont été informés par le *Journal officiel*, soit de mutations, soit de nominations à différents postes de maires et maires adjoints dans les arrondissements de Paris. Il lui demande : 1° en vertu de quels critères ces nominations ont été effectuées ; 2° s'il estime normal que celles-ci aient eu lieu sans aucune consultation des élus parisiens ; 3° s'il considère que l'appartenance au parti gouvernemental est la condition nécessaire pour assumer les fonctions de maires et maires adjoints des arrondissements de Paris [2 juillet 1963] (n° 509). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1805, 1806).

M. Raymond Bossus expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* qu'unanimement il a été constaté dans tous les congrès d'organisations groupant les aveugles, infirmes et vieillards que le Gouvernement ne met pas en application ce qui a été préconisé par le rapport de la commission Laroque qui, dans ses conclusions, proposa de rattraper en quatre ans le retard social à l'égard de la vieillesse et de l'infirmité ; appelle à nouveau son attention sur le fait que, en raison de l'augmentation constante du coût de la vie, la misère des aveugles, grands infirmes et vieillards ne cesse de s'aggraver (deux millions de Français ne reçoivent actuellement que trois francs par jour) ; en conséquence, il lui demande quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour l'application du plan Laroque en vue de permettre à ces différentes catégories de connaître une vie plus normale. Il aimerait savoir également quelles mesures indispensables vont être prises en vue de l'élévation des plafonds de ressources, pour qu'aucune pension ou allocation ne soit inférieure à 60 p. 100 du S. M. I. G. [11 juillet 1963] (n° 518). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2178, 2179).

M. Raymond Bossus rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population :* — le mécontement grandissant parmi l'ensemble du personnel hospitalier qui, depuis de nombreux mois, agit pour la défense de ses droits, de meilleurs traitements et des conditions de travail humaines ; — que lors des derniers débats parlementaires, beaucoup d'inquiétudes ont été exprimées dans ce sens par de nombreux parlementaires, mais qu'à ce jour rien n'a été fait dans le sens justement désiré par le personnel ; — qu'en conséquence de cette situation, notre capitale et son administration de l'assistance publique disposent d'un service ultra-moderne qui vient d'être installé à l'hôpital de la Salpêtrière et ne peut être mis en activité par manque de personnel ; qu'à la veille de l'hiver (période de recrudescence des malades) les hôpitaux vont être surchargés malgré les quelques réalisations hospitalières prévues dans la région parisienne. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour satisfaire les légitimes revendications du personnel hospitalier (traitements et conditions de travail) ; 2° pour obtenir le recrutement et la formation d'infirmières et de personnel hospitalier [15 octobre 1963] (n° 531). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2180, 2181).

M. Raymond Bossus expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les premiers résultats connus par suite de l'application de sa circulaire du 11 octobre concernant les prix de journée des établissements d'hospitalisation pour l'année 1964 sur la mise en œuvre du plan de stabilisation économique et financier élaboré par le Gouvernement. C'est ainsi que les propositions de la direction de l'assistance publique de Paris par rapport au budget de 1964 de cette administration comportent, en comparaison des premières évaluations, une réduction de 12.721.000 F sur les crédits de fonctionnement des services hospitaliers. Ces réductions toucheront : 1° les travaux de grosses réparations ; 2° les travaux de gros entretien ; 3° les honoraires médicaux pour soins donnés à des malades bénéficiant de l'aide médicale, etc. Relevant également qu'il a donné des instructions pour ralentir la création d'emplois nouveaux, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : *a*) comment il pense possible d'améliorer les conditions de soins donnés aux malades en prescrivant des économies, des compressions de dépenses, alors que le dernier débat budgétaire a démontré l'insuffisance du budget de la santé ; *b*) quelles sont les vues du Gouvernement sur l'élaboration des prix de journée d'hospitalisation, la composition de la commission chargée d'étudier cette question, le bilan de son activité et ses méthodes de travail [3 décembre 1963] (n° 545). — Réponse [17 décembre 1963] (p. 3211, 3212 et 3213).

M. Raymond Bossus fait connaître à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* l'émotion causée parmi les victimes de guerre et leurs associations en apprenant que le Gouvernement entendrait utiliser un million de francs pour commémorer en 1964 le cinquantenaire du début de la guerre 1914-1918 et le vingtième anniversaire de la Libération du territoire métropolitain. Tenant compte qu'il serait heureux que soit annulée l'organisation des fêtes commémorant une déclaration de guerre et souhaitant que la somme d'un million de francs soit utilisée dans de meilleures conditions, il lui propose de répartir ce crédit de la façon suivante : *a*) 500.000 F à l'U. F. A. C. qui aura à charge de répartir cette somme entre ses unions départementales pour organiser les fêtes commémoratives de la fin de la guerre 1914-1918 ; *b*) 500.000 F aux conseils généraux qui, conjointement avec les comités départementaux de la Libération, organiseront les fêtes anniversaires de la Libération [3 décembre 1963] (n° 546). — Réponse [17 décembre 1963] (p. 3213, 3214).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention internationale pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrôl »** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 106). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 291). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 317). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 405 à 409, 420 et 421). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 560). I. — TRANSPORTS PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 585). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 691, 692). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article* 43 bis, *un article additionnel nouveau relatif aux anciens militaires ayant participé aux opérations d'Algérie* (p. 702). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Golvan* (p. 721). — Intervention dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 *bis nouveau : Soutient l'amendement de M. Marrane tendant à insérer, après cet article, un article additionnel prévoyant une compensation pour les communes lésées par le remplacement du droit d'enregistrement par la T. V. A.* (p. 816) ; Art. 29 : *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel faisant bénéficier du taux réduit des droits de mutation les organisations de tourisme ou de culture populaire* (p. 873). — **Suite de la discussion** [21 février 1963] ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 931). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1302, 1303 et 1304) ; (p. 1310). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à la **question orale n° 509** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1805). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1827, 1828). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1892, 1893, 1896). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1983, 1984). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 518 et 531** (*cf. supra*) [29 octobre 1963]

(p. 2179, 2180 et 2181). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coutrot et Duclos relatives à la **réorganisation de la région parisienne** [5 novembre 1963] (p. 2243). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** (6 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2478). — Observations sur l'approvisionnement des foyers domestiques en charbon. — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2527, 25528, 2529). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire d'un million de francs le crédit affecté à ce titre* (p. 2542). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2601, 2602) — observations sur la R. A. T. P. — **Suite de la discussion** [27 nocembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2921, 2922, 2923) ; (p. 2933). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [5 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3066). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 545 et 546** (*cf. sufra*) [17 décembre 1963] (p. 3212, 3213, 3214).

BOUCHER (M. ALBERT) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2454).

BOULANGÉ (M. MARCEL) [Territoire de Belfort].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Questions orales :

M. Marcel Boulangé signale à **M. le ministre de l'agriculture** que certaines prestations agricoles risquent d'être payées par les caisses de mutualité sociale agricole avec un retard important, parce que le budget annexe des prestations sociales n'est pas en mesure de faire face à ses engagements en temps utile. C'est ainsi que la caisse de Vesoul devait encore percevoir une somme de 2.006.426,25 F pour la période du 1er janvier au 30 avril 1963 et pour le reliquat impayé au 31 décembre 1962 ; il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier à cette situation [9 mai 1963] (n° 480).

M. Marcel Boulangé expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les travaux proposés par les préfets au titre du programme d'équipement urbain — adduction d'eau et assainissement notamment — n'ont pas encore fait l'objet d'une décision ministérielle pour l'exercice 1963. En effet la commission qui doit examiner les dossiers n'a pas encore été convoquée et de ce fait les notifications ne pourront être faites aux différents départements que vers la fin du mois de juin. Si l'on tient compte des délais d'adjudication il apparaît que les travaux afférents à l'année en cours ne pourront commencer au mieux avant le mois d'août, ce qui handicape considérablement les départements où l'hiver commence tôt. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier les procédures au sein du ministère et d'autant plus légitime qu'ils craignent une forte augmentation du prix des travaux qui risque de remettre en cause le financement des projets [9 mai 1963] (n° 481).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 2787, 2788). — Observations sur la situation des retraités civils et militaires.

BOULANGER (M. GEORGES) [Pas-de-Calais].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Intervention :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 47 (p. 40).

BOULIN (M. ROBERT), **Secrétaire d'Etat au budget** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Est entendu, en cette qualité, au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 162 et suivantes) ; (p. 171). — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p 179, 180). — Discussion des articles. — ETAT B. — TITRE II : *amendement de M. Courrière* (p. 180,181). — ETAT C. — TITRE V : *amendement de M. Tron* (p. 182) ; Art. 53 : *amendement de M. le général Ganeval soutenu par M. Yver* (p. 183) ; le déclare irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*, p. 184) ; *amendement de M. le général Ganeval soutenu par M. Yver* (p. 184) ; le déclare irrecevable (p. 185) ; *amendement de M. Tron* (p. 185) ; *amendement de M. Tron* (p. 186) ; *amendement de MM. Ganeval et Tron* (p. 186) ; Art. 55 A : *son amendement tendant à insérer cet article validant certaines dispositions de 3 décrets du 1er juin 1956 relatifs aux personnels de l'Etat en Allemagne* (p. 187, 188) ; Art. 57 *septies : amendement de M. Fosset, soutenu par M. Jager, relatif au personnel de l'ancienne assemblée de l'Union française* (p. 189). — II. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Répond aux observations présentées dans la discussion générale (p. 194, 195). — Discussion des articles. — Art. 55 : *amendement de M. Tron* (p. 196) ; Art. 55 *septies :* (p. 198). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 201, 202). — IMPRIMERIE NATIONALE (p. 204). — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Répond à la question posée par M. Paul Chevallier relative à la construction de la nouvelle usine de monnaies et médailles (p. 207). — Se propose de transmettre au ministre des affaires étrangères le désir exprimé par M. Armengaud, tendant à instaurer devant le Sénat, à l'issue du débat budgétaire, un débat de politique étrangère (p. 207). — **Suite à la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 230 et suivantes). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Duclos* (p. 233). — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 239 et suivantes). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — Discussion générale (p. 257). — JUSTICE. — Discussion générale (p. 268 à 271). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : (p. 270) ; *amendement de M. Brun* (p. 271). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 292 à 296). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Masteau* (p. 296) ; TITRE IV : *amendement de M. Courrière* (p. 297). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 335 à 338). — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 362 à 366). — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendements de M. Courrière, soutenu par M. Le Bellegou, et de M. Bardol* (p. 367) ; oppose l'article 40 à l'amendement de M. Bardol (p. 367) ; Art. 16 : *amendement de M. Courrière* (p. 368) ; *amendement de MM. Le Bellegou et Bardol tendant à supprimer les crédits destinés à la force de frappe* (p. 368). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 385, 386). — Discussion des articles. — Art. additionnel 52 *bis* A (*nouveau*) : *amendement de M. Desaché soutenu par M. Vignon* (p. 386) ; Art. additionnel 65 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Desaché soutenu par M. Vignon* (p. 387). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 394, 395). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion des articles. — *Amendement de M. Louvel tendant à insérer* in fine *du projet de loi un article additionnel nouveau* (p. 422). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 433). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 449 à 452). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Pellenc* (p. 453) ; Art. additionnel : *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Louvel ;* le déclare irrecevable aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 454) ; Art. 70 (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc ;* invoque l'irrecevabilité aux termes de l'art. 40 (p. 455, 456). — DÉPENSES MILITAIRES (fin). — Demande aux termes de l'art. 44 de la Constitution et de l'art. 42 du règlement du Sénat l'adoption sans modification ni amendement, de ce projet (p. 458). — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 491 à 494). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendements de M. Tailhades et*

de Mme Dervaux (p. 494, 495) ; ETAT C, TITRE V : *amendements de M. Tailhades et Mme Dervaux* (p. 495). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 512 à 514). — Discussion des articles. — Art. additionnel 57 *sexies* A (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc* (p. 516). — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 520). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 534 à 539). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Bousch* (p. 539) ; *amendement de M. Bousch* (p. 540, 541) ; Art. 27 : *amendement de M. Chochoy* (p. 542) ; Art. 51 : *amendements de M. Desaché soutenus par M. Motte* (p. 544). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 608). — Discussion des articles. — Art. 50 *ter* : *amendement de M. Pauzet* (p. 609) ; répond aux observations présentées sur cet article (p. 610) ; *amendement de M. Dulin* (p. 610). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 648 à 654). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV (p. 653) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Pauzet* (p. 656) ; *amendement précédent, repris par M. Courrière ;* le déclare irrecevable (p. 657) ; *amendement de M. Dulin* (*ibid.*) ; *amendement de M. Dulin* (p. 657, 658) ; Art. 50 : *amendement de M. Marie-Anne* (p. 659) ; Art. 50 *quater* : *amendement de M. Bajeux* (p. 660) ; Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Pauzet et sous-amendement de M. Bernier* (p. 660, 661) ; après l'art. 50 *quater* : *amendement de M. Isautier* (p. 662) ; *amendement de M. Dailly,* le déclare irrecevable aux termes de l'art. 40 (p. 663) ; Art. 66 : *amendement de M. Molle soutenu par M. Pauzet* (p. 663, 664) ; *amendement de M. Bayeux* (*ibid*). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 684 à 688). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : répond aux observations présentées par M. Bousch sur les houillères nationales (p. 688). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion générale (p. 693 à 698). — Discussion des articles. — Art. 48 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Descours-Desacres* (p. 701) ; *amendements de Mme Cardot et M. Bossus* (p. 702, 703). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 717 à 720) . — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Golvan* (p. 720, 721) ; après l'art. 36 : *amendement de M. Yvon ;* le déclare irrecevable aux termes de l'art. 41 de la Constitution (p. 723, 724). — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 735 à 739). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendements de MM. Fosset et Pellenc* (p. 741) ; *amendements de MM. Fosset et Pellenc* (*ibid.*, p. 742) ; TITRE IV : *amendement de Mlle Rapuzzi ;* le déclare irrecevable (p. 742) ; Art. 57 : *son amendement tendant à insérer après cet article, un article additionnel* 57 *A* (*nouveau*) *relatif à l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* (p. 743, 744) ; *sur l'amendement de Mlle Rapuzzi* (précédemment réservé) (p. 748). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 751, 752 et 753). — Discussion des articles .— Art. 21 : *amendements de MM. Descours-Desaeres et Verdeille* (p. 754 755) ; répond aux observations présentées par M. Pinton (fonds routier) (p. 756) ; aux observations présentées par M. Pellenc (p. 757) ; *amendement de M. Descours-Desacres* (p. 758) ; *amendement de M. Vallin, soutenu par Mme Dervaux,* le déclare irrecevable (p. 758). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 775 à 778). — Discussion des articles. — Art. 57 *quater nouveau : amendements de M. Courrière et Mme Dervaux ;* les déclare irrecevables (p. 783, 784) ; *amendement de M. Courrière ;* le déclare irrecevable aux termes de l'art. 41 de la Constitution (p. 784, 785). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art 53 *bis : amendements de Mme Cardot ;* les déclare irrecevables (p. 790) ; Art. 56 *ter : amendement de M. Jung ;* le déclare irrecevable (p. 791) ; Art. 57 *septies : amendement de MM. Bernier et Toribio* (p. 791, 792) ; Art. 71 : *son amendement rédactionnel* (p. 795) ; Art. 76 (nouveau) : *son amendement relatif aux droits et formalités pour le transport des récoltes et concernant plus particulièrement le titre de transport* (p. 796, 797) ; *amendement de M. Filippi* (p. 797) ; *amendement de M. Audy* (p. 800) ; sur l'ensemble de la loi de finances (p. 809). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — CONCLUSIONS DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 838) ; Art. 14 : répond aux observations de M. Dulin sur le remembrement (p. 839) ; Art. 15 : répond aux observations de M. Le Bellegou sur le sort de Toulon (p. 840). — Art. 57 *octies* (p. 845) ; sur l'ensemble (p. 848) . — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1017, 1018). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Courrière* (p. 1022, 1023). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Hector Dubois* (p. 1025) ; *amendement de M. Louis André* (p. 1026) ; *amendement de M. Molle* (*ibid.*) ; Art. additionnel 1er A (*nouveau*) : *amendement de M. Molle* (p. 1027) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 1er *A* bis *nouveau précisant que les dispositions de l'article* 830-1 *du code rural sont applicables aux instances en cours* (p. 1027) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 1er *ter : amendement de M. Bajeux* (p. 1027) ; *son amendement tendant à préciser le texte de ce texte modifié par l'amendement de M. Bajeux* (p. 1028) ; *amendement rédactionnel de M. Molle* (*ibid.*) ; Art. 1er *ter* A (*nouveau*) : *amendement de M. Molle* (p. 1029) ; Art. 2 : *amendement de M. Molle* (p. 1031, 1032) ; *sous-amendement de M. Bajeux* (p. 1033) ; *son sous-amendement tendant à préciser les avantages donnés au bailleur* (p. 1034) ; Art. 2 A (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Bajeux et amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1035) ; Art. 3 : *amendement de M. Molle* (p. 1038) ; *son sous-amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Deguise* (p. 1039). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Jager* (p. 1213) ; *amendement de M. Jager au* § 2 (p. 1214) ; sur l'ensemble de l'article 1er (p. 1215, 1216) ; Art. 2 (p. 1217) ; *amendement de M. Pellenc tendant à la suppression de cet article* (p. 1218, 1219) ; *sur les art.* 4 *et* 4 *bis* (réserves) : observations (p. 1220, 1221). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1226) ; Art. 4 *bis* : répond à M. Armengaud ; *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1229) ; Art. 5 : (p. 1229) ; Art. 6 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1231, 1232) ; Art. 8 : (p. 1233) ; Art. 10 : (p. 1234) ; *amendements de MM. Pellenc, Jager et Bardol tendant à supprimer cet article* (p. 1235, 1236) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1237) ; Art. 14 : (p. 1238) ; après l'article 14 : *amendement de M. Dailly* (p. 1239) ; Art. 15 : (p. 1241) ; *amendement de M. Molle* (*ibid.*) ; Art. 16 : *amendements de MM. Monichon et Bardol* (p. 1242) ; *Art. additionnel* 16 *bis : amendement de M. Dailly* (p. 1243) ; après l'article 16 *bis :* oppose l'article 40 à l'amendement de M. Talamoni (p. 1244) ; observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1253, 1254, 1255) ; demande qu'il soit statué sur l'article 17 *bis* (p. 1257) ; Art. 19 : oppose l'article 40 à l'amendement de M. Bardol (p. 1258) ; Art. 21 : *amendement de M. Armengaud* (p. 1259). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1324, 1325) ; (p. 1327, 1328). — **Discussion en deuxième lecture** [19 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1367). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1497, 1498). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1879 à 1881 ; 1884, 1895 à 1897). — Discussion des articles. — Art. 6 *ter* (*nouveau*) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 1898) ; Art. 7 : *amendement de M. Bousch soutenu par M. Ribeyre* (p. 1899) ; Art. 10 : victimes des événements d'Algérie (p. 1900, 1901) ; Art. 10 *ter : son amendement relatif aux logements pour les rapatriés d'Algérie* (p. 1902) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (*ibid.*) ; Art. 11 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Fosset* (p. 1903) ; Art. 12 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1904) ; Art. 13 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1905) ; Art. 13 *ter* (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc* (p. 1906) ; après l'article 13 *sexies : amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1907) ; Art. 14 : *amendements de M. Pellenc* (p. 1908) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 1909) ; Art. 16, ETAT C : *amendement de M. Pellenc* (p. 1912) ; *amendement de M. Pauly soutenu par M. Cornu* (p. 1913) ; Art. 18 : *son amendement tendant à rétablir le crédit de* 50.000 *francs destiné au versement d'une subvention à l'association Cotravaux au titre des travaux effectués par des obpjecteurs de conscience ayant fait l'objet d'une condamnation* (p. 1913) ; Art. 20 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1915) ; Art. 25 : *son amendement tendant à rétablir cet article relatif aux crédits destinés aux H. L. M. et à préciser que* 10 *p.* 100 *des prêts aux H. L. M. devraient être réservés à l'accession à la propriété* (p. 1916, 1917) ; demande un vote unique sur l'ensemble des amendements adoptés et de l'article 25 tel que le Gouvernement en demande le rétablissement (p. 1917, 1918, 1920). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1991, 1992 et 1993). — Associe le Gouvernement au message de sympathie adressé par M. Gaston Monnerville, président du Sénat, aux victimes de la castrophe de Skoplje en Yougoslavie [26 juillet 1963] (p. 1998). — Exprime ses remerciements à l'Assemblée à l'occasion de la clôture de la deuxième session ordinaire du Sénat pour 1962-1963 (p. 1999). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [24 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 33 (p. 2145) ; Art. 37 : *amendement de M. Tron tendant à suppri-*

mer le paragraphe 3 *de cet article :* observations (p. 2146) ; Art. 40 : *amendement de M. Tron* (p. 2147, 2148) ; Art. 42 : *amendement de M. Tron* (p. 2148) ; Art. 74 : *amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article relatif à la poursuite des infractions à la réglementation du marché du vin* (p. 2151) ; Art. 76 *bis : amendement de M. Tron* (p. 2152) ; Art. 78 : *son amendement tendant à porter à dix ans le délai de conservation des documents* (p. 2153) ; Art. 26 *bis (suite)* (p. 2153) ; Art. 40 *(suite)* (p. 2154) ; sur l'ensemble : observations sur le fonctionnement du comité départemental spécial prévu à l'article 10 *bis* (p. 2155) ; répond aux observations présentées par M. Courrière *(ibid.)*. — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réduction de la taxe sur l'essence ordinaire** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2156) ; dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** *(ibid.)*. — Discussion générale (p. 2159). — Discussion des articles. — Art. additionnel A *(nouveau) : amendement de M. Bertaud tendant à insérer cet article relatif à la procédure de ratification des textes douaniers* (p. 2160, 2161, 2162, 2163 et 2164). — Art. 5 : *amendement de M. Talamoni* (p. 2165). — Art. 23 : *amendement de M. Bertaud* (p. 2167). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2314 à 2317) ; répond aux observations présentées par M. Pellenc sur la politique budgétaire et le plan de stabilisation du Gouvernement (p. 2339, 2340 et 2341). — Examen des articles. — TITRE I^er^. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 2 : *amendement de M. Dailly* (p. 2344) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 2345) ; Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2347, 2348) ; Art. 10 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2349, 2350). — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES. — Art. 13 : (p. 2351). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* et 16 : *amendements de M. Dulin* (p. 2362, 2363, 2365) ; demande un vote unique sur l'article 15 *bis* (p. 2365) ; (p. 2366, 2367) ; Art. 2 *bis* à 8 (précédemment réservés) : observations sur l'ensemble des dispositions relatives à la fiscalité immobilière (p. 2369, 2370, 2371) ; *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer l'article* 2 *bis* (p. 2378) ; Art. 3 : observations sur la taxation des plus-values foncières (p. 2378, 2379) ; demande au Sénat, en application de l'art. 44 de la Constitution et de l'art. 42 du règlement du Sénat un vote unique sur les articles 2 *ter*, 3 et 3 *bis* et certains amendements (p. 2380) ; sur les conclusions de la commission des finances concernant ce vote unique (p. 2381) ; demande une suspension de séance (p. 2382) ; demande à être entendu par la commission des finances avant d'user de la procédure prévue par l'art. 44 de la Constitution (p. 2386) ; à la suite de son audition par la commission des finances, retire de l'ensemble du vote bloqué qu'il avait demandé, l'article 16 (p. 2392) ; Art. 16 : *ses amendements rédactionnels* (p. 2404). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — MINISTÈRE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2515 à 2519). — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendements de MM. Plait et René Dubois relatifs à la réforme des services extérieurs du ministère de la santé* (p. 2543) ; Art. 66 : *amendement de M. René Dubois* (p. 2544). — LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 2547, 2548). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Darou* (p. 2548). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2626) ; (p. 2633 à 2637). — Discussion des articles. — Art. 33 : *amendement de M. Bousch* (p. 2638, 2639) ; Art. 52 : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 2640). — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 2656). — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2662 à 2664). — Discussion des articles. — Art. 18 : (p. 2665) ; Art. 67 : observations sur les amendements tendant à supprimer cet article prévoyant le transfert d'une charge de 615 millions du fonds des assurances sociales à celui des prestations familiales (p. 2667, 2668 et 2669) ; Art. 67 *bis (nouveau) : amendement de M. Kistler* (p. 2670). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2729 à 2733). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond aux observations de M. Dailly relatives à la situation des 2.000 policiers en surnombre (p. 2733) ; *amendement de M. Masteau* (suppression du crédit accordé au fonctionnement des conférences interdépartementales) *(ibid.*, p. 2734). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2757 à 2760) ; (p. 2770, 2771). — Discussion des articles. — Art. 20 : *amendement de M. le général E. Petit* (p. 2771, 2772) ; observations sur le montant du prêt aux soldats ; *amendement de M. Guyot soutenu par Mme Dervaux* (p. 2772) ; *amendement de M. de Chevigny relatif au sport hippique* (p. 2773) ; Art. 73 : *amendement de M. Courrière tendant à porter l'âge limite de la retraite des généraux de division de gendarmerie à soixante et un ans* (p. 2774) ; *amendement de M. Courrière tendant à supprimer le paragraphe III de cet article* (ibid.) : Art. 75 *bis* A : *amendement de M. le général Ganeval tendant à reconnaître les services accomplis avant l'âge de dix-sept ans par les engagés volontaires entre le* 6 *juin* 1944 *et le* 8 *mai* 1945 ; *son amendement tendant au même but* (p. 2775). — A l'issue de cette séance, associe le Gouvernement à l'**hommage** rendu par le président du Sénat **à la mémoire du président Kennedy,** victime d'un attentat politique (p. 2776). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 2782). — Discussion des articles. — Art. 44 : *son amendement tendant à fixer à la somme de vingt-deux francs vingt centimes la cotisation prévue à l'article* 1124 *du code rural* (p. 2783 ; Art. 45 *bis (nouveau) : amendement de M. Bajeux* (p. 2784). — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 2790, 2791). — Répond à M. Courrière (p. 2792). — Discussion des articles. — TITRE II : *amendement de M. Tron* (p. 2792) ; TITRE IV : répond à Mme Cardot (p. 2792, 2793). — II. — SERVICES FINANCIERS. — *Discussion générale* (p. 2798 à 2800). — Discussion des articles. — TITRE III : *amendement de M. Pellenc tendant à réduire de* 1 *million de francs le crédit destiné à l'émission « Télex-Consommateur »* (p. 2800, 2801). — TAXES PARAFISCALES. — Discussion des articles. — Art. 35, ETAT E : *amendement de M. Marie-Anne* (p. 2815). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale. — Répond à M. Cogniot (p. 2860). — DÉPENSES MILITAIRES **(suite de la discussion).** — Discussion des articles. — Art. 21. — Observations sur les crédits affectés à la force de frappe et réponse aux arguments présentés par M. Lecanuet (p. 2868 à 2872) ; (p. 2874, 2875). — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS **(suite de la discussion générale)** (p. 2889 à 2894). — Discussion des articles. — TITRE III : *amendement de M. Métayer :* oppose l'art. 42 de la loi organique à cet amendement (p. 2897) ; *amendement de M. Dailly* (p. 2899) ; Art. 13 : *amendement de M. Chochoy* (p. 2901) ; oppose l'article 40 de la Constitution *(ibid.)*. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 31 : répond à la question posée par M. Descours-Desacres sur les avances consenties au Gouvernement algérien (p. 2912) ; Art. 32 : *amendement de M. Pauzet sur les crédit affectés aux caisses régionales agricoles* (p. 2913) ; *amendement de M. Brousse* (zones témoins) (p. 2914, 2915) ; répond à la question posée par M. Momichon ayant trait au concours financier d'Electricité de France au profit de certains départements (p. 2915). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — *Discussion générale* (p. 2928 à 2932) ; demande au Sénat, en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42 du règlement du Sénat, de se prononcer par un seul vote sur les dispositions de l'article 18, Etat B, intéressant les anciens combattants, et sur les articles 46 à 51 *bis* dans le texte voté par l'Assemblée nationale, à l'exclusion de tout amendement et article additionnel (p. 2932) ; répond aux observations présentées (p. 2934). — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — **Discussion générale (p. 2950 à 2952). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER.** — Discussion générale (p. 2957 et 2958). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 2992, 2993). — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *amendement de M. Pellenc concernant l'inventaire général des monuments historiques* (p. 2993, 2994) ; *amendement de M. Pellec sur « les secteurs sauvegardés »* (p. 2994) ; *amendement de M. Pellenc* (travaux de la commission parlementaire sur les théâtres nationaux) (p. 2995) ; *amendements de MM. Fruh et Lamousse* (p. 2996, 2997) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 2998) ; après l'article 81 : oppose l'article 40 à l'amendement de M. Lamousse (p. 2999) ; Art. 82 : *amendement de M. Pellenc (ibid.)*. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3006 à 3008). — Discussion des articles. — Art. 71 *ter (nouveau) : amendement de M. Louis Gros* **(p. 3009, 3010). —** ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS ; ARTICLES RÉSERVÉS ; ARTICLES ADDITIONNELS. — Art. 53 : *amendement de M. Bernard Chochoy* (p. 3015) ; Art. 63 : *amendement de M. Pellenc* (p. 3106) ; *amendement de M. Filippi soutenu par M. le général Béthouart* (p. 3016) ; Après l'art. 76 : *amendement de M. Monichon* (p. 3017, 3018) ; Après l'art. 87 : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 3019, 3020) ; *amendement de M. Monichon ;* oppose l'art. 41 de la Constitution à ce texte (p. 3020) ; Art. 90 *(nouveau) : amendement de M. Monichon soutenu par M. Pauzet* (p. 3021) ; Art. 91 *(nouveau) : amendement de M. Audy soutenu par M. Brun* (p. 3022) ; Après l'art. 91 : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Romaine (p. 3022, 3023) : sur l'ensemble du projet de loi (p. 3028, 3029). — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963] ; CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 3080 à 3082) ; répond aux observations présentées par M. Courrière (p. 3080, 3081). — Discussion des articles (vote unique à la demande du Gouvernement sur le texte de

la commission mixte paritaire modifié par les amendement déposés par le Gouvernement) ; Art. 3 : observations (p. 3084, 3085, 3086) ; Art. 4 : observations (p. 3087) ; Art. 5 (p. 3088) ; Art. 8 : (p. 3089). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3148 à 3150). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la répression des abus et des fraudes en matière de dépenses d'assurance maladie* (p. 3151, 3152 et 3153) ; Après l'art. 3 : *amendement de M. Bernier ;* oppose l'article 40 de la Constitution à ce texte (p. 3155) ; Art. 4 : *amendement de M. Pellenc ; son sous-amendement tendant à fixer la date limite du délai au* 31 *mars* 1964 (p. 3155, 3156) ; Art. 6 : *amendement de M. Pellenc* (avances aux institutions gérant des régimes complémentaires de sécurité sociale) (p. 3158, 3159) ; *sous-amendements de M. Lagrange ;* leur oppose l'article 40 (p. 3159) ; Art. 15 : *amendement de M. Pellenc* (p. 3165) ; Art. 26 : (p. 3167) ; sur l'ensemble ; répond aux observations de M. Bernier (p. 3168, 3169). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation du Conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3192, 3194). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant unification des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 26 *bis* (supprimé par l'A. N.) : observations (p. 3198) ; Art. 40 : *amendement de M. Delalande ;* oppose à ce texte l'art. 44 de la Constitution et l'art. 49, § 5, du règlement du Sénat (p. 3199). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 : *amendement de M. Bertrand tendant à rétablir cet article supprimé par l'A. N.* (p. 3202, 3203, 3204). — Discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [17 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Grand* (p. 3226, 3227) ; Art. 6 : *amendement de M. Lagrange* (p. 3227, 3228) ; Art. 12 *nonies :* observations sur le lancement éventuel d'un emprunt nouveau (p. 3228).

BOULOUX (M. JEAN-MARIE) [Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction [5 juin 1963] (n° 110).

BOUQUEREL (M. AMÉDÉE) [Oise].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 9 janvier 1963 ; la séance du 11 janvier 1963 ; la séance du 22 janvier 1963 ; la séance du 1er février 1963 ; la séance du 8 février 1963 ; la 2e séance du 11 février 1963 ; la séance du 15 février 1963 ; la séance du 9 mai 1963 ; la séance du 14 mai 1963 ; la séance du 5 juin 1963 ; la séance du 19 juin 1963 ; la séance du 16 juillet 1963 ; la séance du 19 juillet 1963 ; la 1re séance du 24 juillet 1963 ; la séance du 17 octobre 1963 ; la séance du 22 octobre 1963 ; la séance du 30 octobre 1963 ; la séance du 12 décembre 1963 ; la séance du 17 décembre 1963.

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale [24 juillet 1963] (n° 203).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale. — Observations sur le problème routier (p. 1209, 1210). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale. — Observations sur la mise hors gel de certains itinéraires et la construction d'autoroutes (p. 1877, 1878).

BOUSCH (M. JEAN-ERIC) [Moselle].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : observations sur l'*amendement de M. Coutrot* (p. 135, 137). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. Discussion générale (p. 294). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 522, 523) ; (p. 533, 539). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à diminuer le montant des crédits (création du corps de l'inspection générale)* (p. 539) ; *son amendement tendant à diminuer le montant des crédits (création d'emplois de contractuels)* (p. 540) ; ETAT C, TITRE VII (p. 541) ; Art. 27 : *amendement de M. Chochoy* (p. 542). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — Art. 33 : *amendement de M. Chochoy* (p. 562). — **Suite de la dicussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 681, 682 et 683). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur les houillères nationales (p. 688). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion des articles. — Art. 48 *bis* (nouveau) : *amendement de Mme Cardot* (p. 703) ; *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à la condition des orphelins* (p. 704). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 21 : observations sur le financement de la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre (p. 756). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies : son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à la nomination d'administrateurs des postes et télécommunications* (p. 792, 793). — Explique son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 806, 807). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 848). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1132). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1207 à 1209). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1499). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2480 à 2483) ; observations ayant porté notamment sur : la politique énergétique ; la situation de l'industrie sidérurgique et des mines de fer ; la liaison Rhin-Rhône (p. 2488). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2620 à 2622) ; (p. 2637). — Discussion des articles. — Art. 33 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa du § IV de cet article* (p. 2638) ; le retire (p. 2639) ; Art. 52 : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 2640). — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 70 : explique son vote sur les amendements tendant à supprimer cet article relatif au régime de la sécurité minière (p. 2670, 2671).

BOUVARD (M. ROBERT) [Haute-Loire].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

BRAYARD (M. JOSEPH) [Ain].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

BRÉGÉGÈRE (M. MARCEL) [Dordogne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Marcel Brégégère expose à **M. le ministre de la construction** que la diminution des crédits affectés à l'attribution des primes à la construction a entraîné, dans la liquidation des demandes présentées un retard considérable ; il lui signale qu'en ce qui concerne notamment le département de la Dordogne, le conseil général vient de constater que ce retard atteint maintenant près de deux années, ce qui porte un préjudice énorme à l'ensemble de la population ; que cette politique pratiquée dans ce domaine est absolument contraire au progrès social et, tenant compte de ces faits, il lui demande quelles sont les mesures immédiates qu'il envisage de prendre pour remédier à cet état de choses dans tous les départements qui se trouvent dans cette situation regrettable et plus particulièrement dans le département de la Dordogne [30 avril 1963] (n° 476). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1470, 1471).

Question orale avec débat :

M. Marcel Brégégère, devant l'aggravation de la situation dans l'agriculture provoquée par la diminution permanente des revenus et la hausse continue des coûts de production, demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir la politique agricole qu'il entend poursuivre ainsi que les mesures immédiates qu'il compte prendre pour faire face à l'inquiétude présente du monde agricole [30 avril 1963]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1627 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 623, 624 et 625). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à la question orale de M. Sempé relative aux **tarifs des transports de marchandises** [25 juin 1963] (p. 1436). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 476** (*cf. supra*) [2 juillet 1963] (p. 1470). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1627 à 1630). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2431, 2432).

BROGLIE (M. JEAN DE), **secrétaire d'Etat auprès de M. le Premier ministre** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Répond : à la question orale de M. Kauffmann relative à la **protection de la bouteille dite « A vin du Rhin »** [8 octobre 1963] (p. 2068) ; à la question orale de M. Nayrou concernant les **mesures à prendre en faveur des agriculteurs sinistrés** (p. 2068, 2069) ; à la question orale de M. Vallin relative à la **situation des arsenaux** (p. 2069). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2124) ; (p. 2133 à 2136). — Répond : à la question orale de M. Namy relative aux **dangers éventuels des survols à basse altitude** [29 octobre 1963] (p. 2176) ; à la question orale de M. Marcel Molle relative aux **subventions de transport aux élèves fréquentant les établissements privés** (p. 2177) ; aux questions orales de M. Bossus concernant l'**aide aux aveugles, aux grands infirmes et aux vieillards** (p. 2178) ; la **situation de personnels hospitaliers** (p. 2180) ; à la question orale de M. Pauzet relative au **soutien des cours des vins blancs de consommation courante** (p. 2181) ; à la question orale de M. Péridier sur le **déblocage des vins stockés** et sur la **politique d'importation** (p. 2182) ; à la question orale de M. Bardol concernant le **personnel du ministère de la construction** (p. 2184). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2258 et suivantes). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2273 à 2276). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Prélot* (p. 2306) ; Art. 3 : *amendement de M. Prélot* (p. 2307). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — *Discussion générale* (p. 2454 à 2462). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Brousse* (p. 2463) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 2464) ; *amendement de M. Dulin* (p. 2465) ; Art. 43 A. *amendement de M. Deguise* (p. 2467). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1963]. — IMPRIMERIE NATIONALE. — Discussion générale (p. 2471). — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2483 à 2488). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dailly* (p. 2489). — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2500 à 2502). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Garet* (p. 2502) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Abel-Durand ;* oppose l'article 40 (p. 2503, 2504). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2518). — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2537 à 2541). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendements de MM. Plait et René Dubois relatifs à la réforme des services extérieurs du ministère de la santé* (p. 2542). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2567 à 2571) ; répond à M. Daillly (p. 2572, 2573) ; répond à M. Champeix (p. 2575, 2582 à 2583). — Discussion des articles. — ETAT B, art. 18 : répond à M. Monteil (p. 2585) ; sur l'ensemble (p. 2586). — Répond : à la question orale de M. Marcilhacy relative à l'**opportunité d'un référendum sur la politique nucléaire du Gouvernement** [3 décembre 1963] (p. 3041) ; à la question orale de M. Duclos sur la **politique du Gouvernement à l'égard de l'Union sud-africaine** (p. 3042) ; aux questions orales de M. Marcilhacy relatives : à la **preuve de la filiation maternelle naturelle** (ibid.) ; à la **conciliation et à l'arbitrage en cas de menace de grève dans les services publics** (p. 3043) ; à la question orale de M. Benoist concernant le **calcul des indemnités journalières de congé payé** (p. 3044) ; à la question orale de M. Chochoy sur la **protection de l'industrie de la papeterie** (p. 3044) ; à la question orale de M. Kauffmann relative à la **taxe de résorpion sur la betterave et le sucre** (p. 3045) ; aux questions orales de M. Chochoy relatives : à la **situation des communes possédant un collège d'enseignement général** (p. 3046) ; aux **modalités d'attribution de la retraite vieillesse aux déportés et internés** (p. 3047). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** de la **proposition de loi modifiant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [3 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3048) ; dans la discussion du **projet de loi portant non-approbation d'une délibération de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie en matière de droits de douane** [3 décembre 1963] (p. 3050) ; dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [3 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3051). — Répond : aux questions orales de M. Marie-Anne relatives : au **régime des eaux dans les départements d'outre-mer** [10 décembre 1963] (p. 3103) ; aux **congés des travailleurs originaires des départements d'outre-mer** (p. 3105) ; à la question orale de M. Nayrou sur les **dégâts au réseau routier causés par les pluies de septembre 1963** (p. 3104) ; à la question orale de M. Naveau relative à **l'impôt sur le revenu des frontaliers français travaillant en Belgique** (p. 3105). — Intervient : dans la discussion du **projet de loi portant approbation de l'accord commercial France-Japon** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3172, 3173) ; dans la discussion du **projet de loi portant ratification de deux conventions instituant une organisation européenne dans le domaine spatial** (p. 3174) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne de recherches astronomiques dans l'hémisphère austral** (p. 3175) ; dans la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention relative aux accords conclus entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache** [12 décembre 1963] (p. 3179, 3180) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant association entre la Turquie et la Communauté économique européenne** (p. 3182, 3183) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification des accords et conventions entre la République française et la République togolaise** (p. 3184). — Répond : à la question orale de M. Delagnes relative à la **construction d'un nouveau pont à Arles** [17 décembre 1963] (p. 3211) ; aux questions orales de M. Bossus relatives : à l'**amélioration des conditions de soins et prix de journée dans les établissements d'hospitalisation** (p. 3212) ; à la **commémoration en 1964 de la guerre 1914-1918 et de la libération du territoire en 1944** (p. 3213) ; à la question orale de M. Vaurullen sur les **formalités douanières pour les remorques de camping** (p. 3214)). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [17 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3218). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à modifier les 6e et 7e alinéas du texte proposé pour l'article* 845 *du code* rural (p. 3220) ; *son amendement tendant à modifier le § II relatif à l'article* 845-I *du code rural (limite d'âge pour l'exercice du droit de reprise)* (p. 3221, 3222) ; Art. 2 *ter : son amendement tendant à modifier le texte rectificatif proposé pour l'art.* 862

du code rural relatif à la conversion du métayage en fermage (p. 3223) ; Art. 3 : *son amendement tendant à préciser les conditions d'application du nouveau texte (ibid.)* . — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant les monuments historiques** [19 décembre 1963] (p. 3246) ; dans la discussion du **projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements d'outre-mer** [19 décembre 1963] (p. 3248) ; dans la discussion du **projet de loi sur l'extension de l'assuranve vieillesse agricole aux départements d'outre-mer** (p. 3250). — A l'occasion de la clôture de la première session ordinaire du Sénat pour 1963-1964, exprime les remerciements du Gouvernement à l'Assemblée, aux fonctionnaires et employés du Sénat pour le travail législatif accompli au cours de cette session [20 décembre 1963] (p. 3258).

BROUSSE (M. MARTIAL) [Meuse].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Martial Brousse rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le plan 1962-1966 prévoit le remembrement annuel de 600.000 hectares. Il lui indique que : 1° les crédits affectés à ces opérations n'ont permis de remembrer en 1962 que 250.000 hectares ; 2° toujours faute de crédit, il ne sera remembré en 1963 qu'environ 300.000 hectares. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les opérations de remembrement prévues par le plan de quatre ans, soit 2.400.000 hectares, soient effectuées [5 juin 1963] (n° 496) . — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1607 à 1609).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 422 à 425). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 616, 635 à 637). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 658). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (*suite*). — Discussion générale (p. 697). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 496** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1608, 1609). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2437, 2438 et 2439). — Observations ayant porté notamment sur le remembrement ; le financement du fonds de vulgarisation. — (p. 2456). — Discussion des articles. — ETAT B. — *Son amendement tendant à réduire les crédits du titre IV pour souligner l'insuffisance des crédits affectés au fonds de vulgarisation* (p. 2463). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 32 : *son amendement tendant à diminuer les autorisations de programme de 34.350.000 francs pour souligner l'insuffisance des crédits destinés aux zones témoins et à la vulgarisation agricole* (p. 2913, 2914, 2915). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce bubget (p. 2916, 2917) ; observations sur la procédure du vote bloqué demandée par le Gouvernement (p. 2932). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies : amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles* (p. 3162).

BRUN (M. RAYMOND) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [18 juillet 1963] (n° 197).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises [25 juillet 1963] (n° 221).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route territoriale n° 1 (section Nouméa—Tontouta) [30 octobre 1963] (n° 17).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III. — *Son amendement tendant à réduire le crédit de 50.000 francs pour exprimer la crainte de certaines réformes judiciaires* (p. 270). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 625). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 731, 732) ; (p. 734). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1140, 1141). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1766 à 1769). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *son amendement rédactionnel* (p. 1781) ; *son amendement rédactionnel au 1er alinéa de l'article 2 du code forestier (ibid.)* ; *amendement de M. Monichon (ibid.)* ; Art. 1er ; *son amendement tendant, au 1er alinéa, à supprimer les mots définissant l'objet des établissements susvisés* (p. 1782) ; Art. 2 : *amendement de M. Audy* (p. 1784) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1785) ; *son amendement, au 6e alinéa, tendant à préciser que le propriétaire doit être avisé personnellement quinze jours avant la date de la visite des personnels du centre* (p. 1786) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 4 : *amendement de M. Blondelle* (p. 1787) ; Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1788) ; *amendement de M. Audy* (p. 1790) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1791) ; *amendement de M. Audy (ibid.)* ; *amendement de M. Audy* (p. 1792). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Art. 4 (suite) : *amendement de M. Audy* (p. 1846) ; *son sous-amendement complétant l'amendement de M. Audy par une disposition tendant à préciser que pendant le délai prévu, le centre n'ait pas fait opposition à l'abattage* (*ibid.*, p. 1847) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa précisant que le propriétaire pourra procéder à l'abattage des bois nécessaires à ses besoins personnels ou à ceux de son exploitation* (p. 1847) ; *son amendement rédactionnel au 4e alinéa (ibid.)* ; *amendement de M. Audy* (p. 1848) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1849) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1850) ; *son amendement rédactionnel, au neuvième alinéa (ibid.)* ; *amendement de M. Monichon* (p. 1851) ; Art. 4 *bis* ; *son amendement tendant à laisser à un règlement d'administration publique le soin de fixer les conditions dans lesquelles s'exercera la priorité visée à cet article* (p. 1852) ; Art. 5 : *amendement de M. Audy* (p. 1854) ; Art. 5 *bis* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 1855) ; Art. 6 : *amendement de M. Audy* (p. 1857) ; *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; *son amendement tendant à remplacer les 3e et 4e alinéa de cet article par une disposition fixant les modalités de constatation des délits par les fonctionnaires des Eaux et Forêts* (p. 1858) ; Art. 9 : *amendement de M. Audy* (p. 1863) ; Art. 10 : *son amendement tendant à prolonger dans certains cas de cinq à dix ans, le délai de rétrocession des biens acquis par les S. A. F. E. R.* (p. 1864) ; *amendement de M. Audy* (p. 1865) ; Art. 11 : *amendement de M. Audy* (p. 1867) ; Art. 18 (*nouveau*) ; *amendement de M. Audy* (p. 1868). — **Discussion en deuxième lecture** [25 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1940). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement relatif au nombre des administrateurs désignés* (p. 1941) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2842, 2843). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 91 (*nouveau*) : *soutient l'amendement de M. Audy tendant à insérer cet article relatif*

à l'unification des taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers (p. 3021, 3022). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi portant non-approbation d'une délibération de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie en matière de droits de douane** [3 décembre 1963] (p. 3050).

BRUNEAU (M. ANDRÉ) [Sarthe].

Devenu sénateur le 22 novembre 1963 en remplacement de M. François de Nicolay, décédé.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 décembre 1963].

BRUNHES (M. JULIEN) [Seine].

Donne sa démission de membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [9 mai 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économique de la Nation [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, section Air, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 343, 344). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 62 : observations sur la formation professionnelle dans les transports (p. 794). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1396, 1397). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963] ; sur la motion de M. Lagrange tendant à opposer la question préalable (p. 1837, 1838). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide à la France** [5 novembre 1963] (p. 2248). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2578, 2579). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour la section Air, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2746 à 2748). — Observations ayant porté notamment sur le recrutement et la formation du personnel de l'aviation ; les appareils en projet ; la situation de l'industrie aéronautique française.

BRUYAS (M. FLORIAN) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

BRUYNEEL (M. ROBERT) [Loir-et-Cher].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 11, 12). — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 21 : *amendement de M. Vignon* (p. 30). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. Discussion des articles. — Art. 24 : *soutient au dernier alinéa du § III, l'amendement de M. Hugues tendant à exonérer du prélèvement de 25 p. 100 institué par la loi du 21 décembre 1961 certaines opérations immobilières* (p. 143). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 639, 640). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 *bis* : (p. 1250). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1983). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2252 à 2255). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2346, 2347).

BURRET (M. ROBERT) [Hautes-Pyrénées].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

C

CAPELLE (M. OMER) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

CARCASSONNE (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse [9 janvier 1963] (n° 37).

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 470 du code de la sécurité sociale [18 juillet 1963] (n° 196).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie [6 décembre 1963] (n° 62). — *Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord relatif au protocole financier annexé à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie [6 décembre 1963] (n° 63).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 290 du livre 1er du code du travail [18 décembre 1963] (n° 92).

Question orale avec débat :

M. Roger Carcassonne demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour assurer à notre pays une information objective et neutre, et régler les conflits permanents suscités par la non-application du statut de la R. T. F. (n° 25) [5 juin 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence du ministre compétent et la politique gouvernementale (p. 216, 218). — Discussion générale (p. 226, 227). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 625, 626). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 678, 679). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 771, 772). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 14 : observations, au nom de M. Durieux, sur l'impôt sur les automobiles des sociétés (p. 1238) ; Art. 17 *bis* : observations sur le prélèvement spécial frappant les paris sur le tiercé (p. 1249 à 1251) : Art. 19 : (p. 1252). — Est entendu au cours de la discussion de sa question orale relative au

statut de la radiodiffusion-télévision française [18 juin 1963] (p. 1354 à 1356) ; (p. 1358). — Intervient dans la discussion des questions orales relatives à **la politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1649, 1650). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2447, 2448). — Prend part en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant association entre la Turquie et la Communauté économique européenne** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3181, 3182).

CARDOT (Mme MARIE-HÉLÈNE) [Ardennes].

Vice-président du Sénat (élue le 4 octobre 1962).

Est nommée membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (*décret du 3 août* 1959) [2 juillet 1963].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est nommée membre du conseil supérieur du service social [8 octobre 1963].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 11 janvier 1963 ; la séance du 29 janvier 1963 ; la séance du 1er février 1963 ; la séance du 2 février 1963 ; la séance du 7 février 1963 ; la séance du 9 février 1963 ; la 1re séance du 11 février 1963 ; la séance du 15 février 1963 ; la séance du 7 mai 1963 ; la séance du 21 mai 1963 ; la séance du 23 mai 1963 ; la séance du 6 juin 1963 ; la séance du 2 juillet 1963 ; la séance du 16 juillet 1963 ; la séance du 22 juillet 1963 ; la 1re séance du 26 juillet 1963 ; la séance du 29 octobre 1963 ; la 1re séance du 5 novembre 1963 ; la séance du 14 novembre 1963 ; la séance du 15 novembre 1963 ; la séance du 16 novembre 1963 ; la séance du 19 novembre 1963 ; la séance du 21 novembre 1963 ; la séance du 22 novembre 1963 ; la séance du 26 novembre 1963 ; la 1re séance du 26 novembre 1963 ; la 1re séance du 3 décembre 1963 ; la séance du 6 décembre 1963 ; la séance du 17 décembre 1963.

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de Mme Renée Dervaux, M. Georges Cogniot, Mme Jeannette Vermeersch, M. Adolphe Dutoit et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets, ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants [13 juin 1963] (n° 125).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle et à réglementer l'usage des rémunérations perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire [16 juillet 1963] (n° 180).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale [23 juillet 1963] (n° 200).

Proposition de loi portant amnistie des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie [15 octobre 1963] (n° 10).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE VII. — Dispositions diverses. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* 47 ter *nouveau étendant les dispositions de l'article* 1373, 2° *du code général des impôts, au cas des associations en instance de reconnaissance d'utilité publique* (p. 96) ; le retire (p. 97). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : (p. 270). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 361). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 425 à 430). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — *Discussion générale* (p. 683, 684). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion générale (p. 697). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article* 48 bis, *un article additionnel nouveau relatif aux anciens militaires ayant participé aux opérations d'Algérie* (p. 702, 703). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 735). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 53 *bis : son amendement tendant à insérer après cet article, un article additionnel relatif à la revision des pensions des personnels ayant ocupé des fonctions supprimées ou transformées* (p. 790) ; *son amendement tendant à insérer un second article additionnel relatif aux bonifications accordées par des lois d'exception* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1700, 1701). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discusion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1727, 1728). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer, avant l'art.* 1er, *cet article ayant pour but d'abroger les articles* 58, 59 *et* 60 *du livre II du code du travail et de les remplaer par des articles nouveaux* (p. 1730) ; Art. 58 (*nouveau*) : observations sur l'autorisation préalable individuelle (p. 1730, 1731) ; Art. 58 *a* (*nouveau*) : observations sur l'octroi des autorisations visées à l'article précédent (p. 1731) ; *sous-amendement de M. Tinant* (p. 1732) ; Art 58 *b* (*nouveau*) : observations sur la création du pécule et sur sa gestion par la caisse des dépôts et consignations (p. 1732, 1733) ; Art. 59 (*nouveau*) : (p. 1734) ; Art. 60 (*nouveau*) : observations (p. 1734) ; Art B (*nouveau*) : *son amendement tendant, avant l'article* 1er, *à insérer cet article stipulant que l'article* 170 *du livre II du code du travail est abrogé et remplacé par de nouvelles dispositions* (p. 1735) ; Art. C (*nouveau*) : *son amendement tendant, avant l'article* 1er, *à insérer cet article modifiant l'intitulé de deux sections du code du travail* (*ibid.*) ; art. D (*nouveau*) : *son amendement tendant, avant l'article* 1er, *à insérer cet article étendant à certains enfants les dispositions nouvelles des articles* 58 b *et* 58 c *du livre II du code du travail* (p. 1735) ; Art. E (*nouveau*) : *son amendement tendant, avant l'article* 1er, *à insérer cet article relatif aux peines sanctionnant les infractions aux dispositions de l'article D de la loi* (p. 1735) ; Art. F (*nouveau*) : *son amendement tendant, avant l'article* 1er, *à insérer cet article fixant uniformément à seize ans pour l'application de la loi l'âge de la fréquentation scolaire* (p. 1736) ; Art. 8 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1737) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1743, 1744). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *ses amendement tendant à modifier cet article et faisant référence au code général des pensions civiles et militaires* (p. 1900). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963] sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1992). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2488). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2533). — Observations sur la rééducation des enfants handicapés. — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2605). — Observations sur l'aménagement de la Meuse et l'électrification des écluses de l'Est. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — TITRE III : observations sur la situation des veuves des titulaires d'une retraite proportionnelle (p. 2792). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2887). — Discussion des articles. — TITRE IV : observations sur le manque de formation de la jeunesse (ignorance de la signification du 11 novembre) (p. 2895). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2917 à 2920) ; (p. 2932). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; III. — JOURNAUX OFFICIELS. — Observations sur la promotion sociale intéressant l'artisanat et le secteur des métiers (p. 2973). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3110, 3111).

CARRIER (M. MAURICE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 732, 733). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1889, 1890). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention fiscale franco-monégasque** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1956). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2513, 2514).

CHAMPEIX (M. MARCEL) [Corrèze].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Interventions :

Prend la parole pour un rappel au règlement à l'occasion du débat sur les projets de loi instituant une cour de sûreté de l'Etat [9 janvier 1963] (p. 6). — A l'occasion de la discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2e partie) demande des précisions sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 172). — Intervient dans la discussion de la **résolution portant modification des articles 44 et 45 du règlement du Sénat** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1061). — Présente des observations sur le procès-verbal de la séance du 6 juin 1963 [11 juin 1963] p. 1273). — Prend la parole pour un fait personnel [23 juillet 1963] (p. 1840). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2574, 2575).

CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — *Discussion générale* (p. 306 à 308, 316, 317). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; III. — JOURNAUX OFFICIELS. — Observations sur l'usage civil de l'énergie atomique (p. 2969 à 2971).

CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Adolphe Chauvin demande à *M. le Premier ministre* s'il est dans les intentions du Gouvernement de proposer prochainement une réforme des finances locales, considérée tant par l'administration que par les élus locaux comme étant indispensable et, au cas où cette réforme n'interviendrait pas prochainement, quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour assurer aux communes des ressources leur permettant de faire face à leurs besoins [14 mai 1963]. — Réponse [11 juin 1963] (p. 1285 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 : *amendement de M. Molle* (p. 138) ; *amendement de M. Pellenc* ; observations sur l'expression « maisons individuelles » (p. 139). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 283, 284). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 473, 474). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Armengaud* (p. 599). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1285 à 1287). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1688 à 1690). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963] (p. 1989). — Intervient dans la discussion en **deuxième lecture du projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitations** [30 octobre 1963]. — Discussion **des articles.** — Art. 63 *bis (nouveau)* (p. 2223) ; explique son vote sur cet article (p. 2224).

CHEVALIER (M. ROBERT) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommé membre suppléant de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret du 15 juillet 1960) [24 octobre 1963].

CHEVALLIER (M. PAUL) [Savoie].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Discussion générale (p. 205, 206) ; observation sur la construction de la nouvelle usine des Monnaies et Médailles (p. 207). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — Discussion générale (p. 256, 257). — ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 258). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 407, 408) ; (p. 412). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 592). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1878). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 2545, 2546). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Darou* (p. 2548, 2549). — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Discussion générale (p. 2549, 2550).

CHEVIGNY (M. PIERRE DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 342, 343). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les forces terrestres, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2750 à 2752). — Observations ayant porté notamment sur : l'amélioration de la carrière des sous-officiers ; le casernement ; l'organisation du service militaire ; les dépenses d'équipement. — Discussion des articles. — Art. 20 : *son amendement tendant à rétablir dans leur intégralité les crédits consacrés au sport équestre militaire* (p. 2772, 2773).

CHOCHOY (M. BERNARD) [Pas-de-Calais].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963] ;

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [22 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le fonctionnement du service des télécommunications en Suède [9 janvier 1963] (n° 35).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 19 au 22 mars 1963, par une délégation de cette commission, sur le fonctionnement du service des télécommunications en Suisse [18 juillet 1963] (n° 190).

Questions orales :

M. Bernard Chochoy appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le grave problème scolaire qui se trouve actuellement posé dans la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) ; il lui signale que l'état vétuste des bâtiments scolaires dans cette ville est tel qu'il soulève de véhémentes et légitimes protestations, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et de sécurité pour les maîtres et les élèves ; qu'un incident récent s'est notamment produit dans une classe du C. E. G. de filles, heureusement en dehors des heures de classe ; il lui rappelle à ce sujet que la municipalité, les associations de parents d'élèves, le syndicat des instituteurs ont élevé de nombreuses protestations qui sont restées sans effet ; que, depuis 1954, le projet de création d'un collège d'enseignement général est envisagé ; que ledit projet est classé sur la liste départementale avec le numéro 2 d'urgence ; que ce classement et cette urgence ont été reconnus par le conseil général du Pas-de-Calais ; que les inspecteurs généraux sont venus et ont constaté également l'urgence de cette réalisation ; que malgré tous ces faits et alors même que des crédits de paiement restent inemployés chaque année pour les constructions scolaires, la population de cette ville attend toujours cette construction indispensable ; que les menaces de grève administrative, voire même de démission du conseil municipal sont envisagées devant cette situation regrettable ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures immédiates pour remédier à ces difficultés : *a*) en accordant les crédits nécessaires pour permettre enfin la construction du collège d'enseignement général ; *b*) en prévoyant, en attendant la réalisation de ce groupe scolaire, l'implantation rapide de quinze classes préfabriquées pour faire face à l'urgence qui s'impose [29 janvier 1963] (n° 462). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1428, 1429).

M. Bernard Chochoy signale à *M. le ministre de la construction* qu'à l'heure actuelle les offices publics d'H. L. M. n'ont pas encore reçu notification des crédits dont ils disposeront pour la construction de logements locatifs au titre de l'année 1963. Il craint, dans ces conditions, que la réalisation des programmes de l'année subisse un retard considérable. En effet, la notification des crédits conditionne la mise au point définitive des projets par les architectes, puis l'adjudication. Aussi, dans la meilleure hypothèse, les chantiers de 1963 ne pourront pas être ouverts avant octobre-novembre et aucun crédit de paiement ne sera utilisé avant la fin de l'exercice. En 1962, 40 milliards d'anciens francs de crédits de paiement H. L. M. n'ont pas pu être utilisés pour des raisons analogues. Des retards de ce genre, que M. le ministre des finances apprécie peut-être en ce qu'ils facilitent la trésorerie de l'Etat, placent les organismes H. L. M. en situation difficile car ils sont dans l'impossibilité de satisfaire, à un rythme normal, les centaines de milliers de demandes de logements en instance. De plus, cette désinvolture à l'égard des organismes H. L. M. témoigne du peu d'intérêt que leur porte le Gouvernement, alors qu'ils pourraient être, si on leur en donnait réellement les moyens, à la fois un régulateur du marché du bâtiment et le meilleur instrument pour mettre honnêtement un terme à la crise du logement et qu'ils ont pratiquement été les seuls constructeurs à venir au secours de l'Etat pour donner un toit aux rapatriés d'Algérie. Il lui demande : 1° si, compte tenu des besoins connus, de l'augmentation des prix et des assurances maintes fois répétées que les objectifs du plan seraient rapidement atteints et dépassés, les crédits consentis aux offices H. L. M. en 1963 seront plus élevés que ceux de 1962 ; 2° à quelle date ces crédits seront mis à la disposition des offices [14 mai 1963] (n° 484). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1471 et suivantes).

M. Bernard Chochoy rappelle à *M. le ministre des armées* que la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée précise notamment que « les jeunes gens dont deux frères sont morts pour la France » sont dispensés de leurs obligations de service militaire actif ; lui signale que cette mesure, parfaitement normale, est cependant la cause d'injustices dans un certain nombre de cas ; qu'en effet, pour être admis dans certaines administrations, et notamment dans la gendarmerie, par exemple, on exige préalablement des candidats l'accomplissement du service militaire ; qu'il en résulte que les candidats se trouvant dans la situation précitée sont automatiquement écartés des concours pour la simple raison qu'ils n'ont accompli aucun service ; qu'ils se trouvent ainsi pénalisés du seul fait que la disposition précitée les a normalement exemptés d'office de l'accomplissement du service militaire ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre rapidement une mesure précisant notamment que, dans le cas où les jeunes gens sont exemptés de tout service militaire dans les conditions prévues par les dispositions de la loi du 30 novembre 1950, il ne peut être tenu compte de cette situation pour refuser, par la suite, d'admettre leur candidature dans les mêmes conditions que les candidats ayant rempli leurs obligations militaires pour les concours ou examens ouverts par les administrations de l'Etat, quelles qu'elles soient [28 mai 1963] (n° 491). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1467, 1468).

M. Bernard Chochoy appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le problème des candidatures aux postes de coopération culturelle en Afrique et à Madagascar ; lui rappelle les conversations qui ont eu lieu à ce sujet les 25 et 26 avril dernier au ministère de la coopération avec les responsables de ce ministère, ceux de la direction de la coopération avec la Communauté et l'étranger, les représentants des syndicats nationaux de l'enseignement secondaire, de l'enseignement technique et des instituteurs ; lui précise notamment que le problème de l'affectation des militaires du contingent à des postes d'enseignement en Afrique avait été soulevé à la demande des représentants du syndicat des instituteurs ; qu'à la suite de cette requête il avait été précisé que des discussions étaient en cours entre le ministère des armées, celui de la coopération et celui de l'éducation nationale pour régler cette situation ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande de vouloir lui préciser : 1° les conclusions qui ont pu être adoptées à la suite de ces discussions ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour qu'une solution rapide intervienne [28 mai 1963] (n° 492). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1477).

M. Bernard Chochoy rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation difficile dans laquelle se trouvent les communes qui ont un collège d'enseignement général public ; que l'accroissement constant des charges pose pour celles-ci un problème qui tend à devenir insoluble dans la mesure où elles doivent, seules, financièrement faire face aux dépenses résultant de la construction de nouvelles classes, de l'augmentation des frais d'entretien, de matériel, etc. ; que cette situation est d'autant plus anormale que les collèges d'enseignement général privés, sous contrat d'association, ont vu leurs frais de fonctionnement (matériel) pris en charge par l'Etat ; que l'argumentation du Gouvernement pour expliquer cette différenciation, selon laquelle les collèges d'enseignement général privés sont considérés comme des établissements du second degré, alors que les collèges d'enseignement général publics ne seraient administrativement que le prolongement de l'enseignement primaire, apparaît spécieuse, regrettable et inacceptable. Et, tenant compte de cette situation, il lui demande : 1° si dans le domaine des collèges d'enseignement général l'enseignement public de la Nation peut espérer obtenir de l'Etat des avantages analogues à ceux qui sont accordés à l'enseignement privé ; 2° s'il peut lui faire connaître la conclusion des travaux de la commission d'études des problèmes municipaux, instituée par le décret du 29 octobre 1959, en vue de la prise en charge par l'Etat d'une partie des dépenses de fonctionnement des collèges d'enseignement général actuellement à la charge des communes [29 octobre 1963] (n° 538). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3046).

M. Bernard Chochoy rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques,** les termes de sa question écrite n° 3655 à M. le ministre du travail, et tendant à régler le problème de l'attribution de la retraite vieillesse du régime général dès l'âge de soixante ans aux personnes titulaires de la carte de déporté ou d'interné résidant ou politique ; et, tenant compte de la réponse faite à cette question et publiée au *Journal officiel* des débats du Sénat, séance du 22 octobre 1963, il lui demande s'il est permis d'espérer que le projet de loi concrétisant cette situation pourra être rapidement soumis à l'examen du Parlement [5 novembre 1963] (n° 539). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3047).

M. Bernard Chochoy appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'industrie de la papeterie, et notamment sur celle de la région Nord-Pas-de-Calais, spécialisée dans la fabrication des papiers similis ingraissables ; il lui précise : qu'il apparaîtrait, en effet, que des importations importantes en provenance des pays scandinaves et de la Hollande auraient été réalisées, que d'autres importations, moins importantes certes, en provenance de Tchécoslovaquie, perturberaient également le marché intérieur français de par les prix de dumping pratiqués ; que, d'autre part, il semblerait que l'on assiste à la mainmise, par certaines sociétés étrangères, sur plusieurs papeteries françaises, ce qui a aussi pour conséquence des acquisitions, de leur part, de papier en provenance de marchés extérieurs ; que ces constatations provoquent en définitive un malaise fort important dans la production française précitée, malaise qui, s'il n'était pas rapidement jugulé, aboutirait à la fermeture ou à la disparition de certaines entreprises et par voie de conséquence créerait pour les travailleurs de ce secteur une situation sociale grave ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande : 1° s'il est exact que d'importantes importations ont été faites et quel en est le volume par pays ; 2° s'il ne pense pas, tenant compte de l'esprit et de la lettre du traité de Rome, qu'il conviendrait de faire jouer, en faveur des industries des pays signataires de ce traité, les clauses de protection contre l'emprise des marchés étrangers ; 3° les mesures générales qu'il envisage de prendre pour la protection du marché français et des travailleurs qualifiés utilisés dans ces papeteries [13 novembre 1963] (n° 541). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3044).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : (p.132) ; *son amendement tendant à compléter* in fine, *le § I par une disposition exonérant de la T. V. A. les acquisitions de terrains effectuées par les collectivités locales ou les offices d'H. L. M.* (p. 141) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — TITRE II : *soutient l'amendement de M. Courrière tendant à réduire le crédit de* 1.600.000 *francs destinés aux dépenses nécessitées par les réunions de parlementaires de la Communauté* (p. 180, 181). — TITRE V, Art. 53 : *amendement de M. le général Ganeval, soutenu par M. Yver* (p. 184). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 264). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 282) ; (p. 295). — **Suite de la discussion** [13 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 316). — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 332) ; (p. 336, 337, 338). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 471, 472). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget des POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 502 à 506). — Discussion des articles. — Art. additionnel 57 *sexies* A (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc* (p. 516). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 527 à 529) ; (p. 537). — Discussion des articles. — Art. 27 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition concernant les opérations de construction intéressant les communes rurales* (p. 542) ; *son amendement tendant à insérer, après l'article* 33, *un article additionnel relatif à la priorité rurale pour les primes à la construction* (p. 543). — **Suite de la discussion** [7 février 1963] : *amendement précité, préeédemment réservé* (p. 562). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies* : explique son vote sur l'amendement de M. Bousch (p. 793). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [20 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 : observations (p. 906, 907) ; Art. 29 : *amendement de M. Pellenc* (p. 910, 911). — Suite de la **discussion** [21 février 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 930, 931). — Est entendu, en remplacement de M. Courrière, auteur de la question orale relative à l'**aménagement du territoire,** au cours du débat institué sur cette question [28 mai 1963] (p. 1121 à 1124). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 462** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1428, 1429). — Intervient dans la discussion du **projet de loi concernant les sous-officiers de gendarmerie** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1448). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 491** (*cf. supra*) [2 juillet 1963] (p. 1468) ; à sa **question orale n° 484** (*cf. supra*) (p. 1471 à 1474) ; à sa **question orale n° 492** (*cf. supra*) (p. 1478). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1884) (p. 1894). — Discussion des articles. — Art. 10 *ter : amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1902) ; Art. 25 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à rétablir cet article supprimé par l'A. N. ;* observations sur le problème du logement et des H. L. M. (p. 1918, 1919). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1993). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Delalande* (p. 2201) ; Art. 7 : *amendement de M. Delalande* (p. 2201) ; Art. 9 : *amendement de M. Delalande* (p. 2202) ; Art. 10 : observations sur la garantie bancaire (p. 2203) ; Art. 11 *bis : amendement de M. Delalande* (p. 2204) ; Art. 21 : *amendement de M. Delalande* (p. 2208) ; Art. 32 : observations (p. 2211) ; Art. 62 *quater : amendement de M. Delalande tendant à supprimer cet article* (p. 2220) ; Art. 63 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Vallin* (p. 2222, 2223) ; *amendement de M. Molle tendant à insérer un article additionnel* 63 *ter* (*nouveau*) (p. 2225) ; Art. 64 : explique son vote sur cet article (p. 2226) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 2231). — Intervient au cours de la discussion de la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2260). Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Art. 2 *bis* à 8 : observations sur le problème foncier et la taxation des plus-values foncières (p. 2373, 2374 et 2375). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE ET HABITAT RURAL. — Discussion générale. — Observations sur les crédits destinés à l'habitat rural (p. 2421). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2626 à 2629). — Observations ayant porté notamment sur : l'épuisement du contentieux et la liquidation des groupements de construction ; la situation des agents temporaires ; la formation professionnelle du bâtiment ; les prêts bonifiés H. L. M., la prime à l'habitat rural. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 2641 à 2644). — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur : la situation des personnels des postes et télécommunications ; le problème du logement du personnel ; le déficit des chèques postaux ; le téléphone automatique rural et le téléphone automatique intégral ; la participation des collectivités locales aux dépenses de construction des bureaux de poste. — ; (p. 2650). — Discussion des articles. — Art. 75 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article visant le taux d'intérêt payé sur les sommes mises à la disposition du Trésor par le service des chèques postaux* (p. 2653, 2654). — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 67 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au transfert des charges des dépenses de prestations relatives à la maternité* (p. 2665). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2769, 2770). — Observations sur les problèmes concernant la gendarmerie. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2881). — Discussion des articles. — Art. 53 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice des dispositions de cet article aux collèges d'enseignement général* (p. 2900, 2901). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS, ARTICLES RÉSERVÉS, ARTICLES ADDITIONNELS. — Art. 53 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition étendant l'aide prévue à cet article aux collèges d'enseignement général* (p. 3015). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 451, 538 et 539** (*cf. supra*) [3 décembre 1963] (p. 3045, 3046, 3047). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [6 décembre 1963]. — Sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire. — Discussion des articles. — Art. 67 : observations (p. 3095). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Pellenc et sous-amendement du Gouvernement* (p. 3156).

CLAIREAUX (M. HENRI) [Saint-Pierre-et-Miquelon].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 389, 390). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 2832, 2833). Observations sur la création, à Saint-Pierre-et-Miquelon, d'un poste de radio de langue française vers le Canada. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2954, 2955).

CLAPAREDE (M. EMILE) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1641 à 1643).

CLERC (M. JEAN) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

COGNIOT (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Questions orales avec débat :

M. Georges Cogniot appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la crise la plus grave que traverse actuellement l'enseignement français depuis l'école maternelle jusqu'aux facultés.

En conséquence, il lui demande :

1° Quels sont les buts poursuivis par la réforme de l'enseignement envisagée par le Gouvernement ;

2° Quels sont les moyens financiers que celui-ci entend consentir à l'éducation nationale pour assurer une rentrée scolaire normale en 1963 [4 juillet 1963]. — Réponse [16 juillet 1963] (p. 1682 et suivantes).

M. Georges Cogniot signale à *M. le ministre de l'éducation nationale* les conditions extrêmement pénibles — classes de 50 et 60 élèves — écoliers sans maîtres, surabondance de classes, baraques, etc., dans lesquelles s'est opérée la rentrée scolaire de septembre 1963 en dépit des affirmations optimistes prodiguées par le Gouvernement et il lui demande de lui faire connaître pour quelles raisons l'écart a été si dramatique entre les promesses et les réalités [3 octobre 1963]. — Réponse [22 octobre 1963] (p. 2124 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1682 à 1685). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2124 à 2127). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2860 à 2863).

COLIN (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (services des essences et des poudres), dans la discussion du **projet de loi de finance pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 354). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 *bis* (p. 1251). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1823, 1824, 1825) (p. 1835, 1836). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2348). — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES. — Art. 13 : observations sur le maintien du droit de timbre sur les connaissements (p. 2350, 2351). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963] à l'occasion d'un vote bloqué demandé par le Gouvernement sur l'article 3 relatif à la taxation des plus-values foncières, fait part de ses observations sur le fonctionnement du régime parlementaire et notamment sur la procédure de l'article 44 de la Constitution (p. 2392, 2393). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour le service des poudres, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2748). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. SERVICES GÉNÉRAUX ; VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; III. — JOURNAUX OFFICIELS. — Observations sur l'application de la loi portant approbation du IVe plan d'équipement (p. 2972, 2973). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3023).

CORNAT (M. HENRI) [Manche].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [27 juin 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement, au deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 94, relatif à la notion de résidence habituelle* (p. 1454).

CORNU (M. ANDRÉ) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense [14 mai 1963] (n° 92).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments historiques et sites), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (deuxième partie) [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 446, 447) ; (p. 448) ; (p. 452). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 559, 560). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 : (p. 1248). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1875) ; Discussion des articles. — Art. 16, ETAT C : *amendement de M. Pellenc ;* observations, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la restauration du Grand Trianon (p. 1911, 1912) ; *Soutient l'amendement de M. Pauly tendant à augmenter la dotation éducation nationale, autorisations de programme, d'un million de francs (bibliothèques municipales)* (p. 1913). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2565, 2566) ; (p. 2569) ; (p. 2571).

COUDE DU FORESTO (M. YVON) [Deux-Sèvres].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative portant maintien de la

stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 29 août au 24 septembre 1962, par une délégation de cette commission chargée d'étudier l'infrastructure de certains aérodromes [19 février 1963] (N° 62).

Question orale avec débat :

M. Yvon Coudé du Foresto demande à *M. le Premier ministre* quelle est la politique qui va être suivie en matière d'aménagement du territoire, en particulier, pour éviter que des régions entières ne soient simplement transformées en réservoirs de main-d'œuvre, sans aucune possibilité d'amélioration du standard de vie de leur population.

Il demande, en outre, quelles sont les relations qui existent entre les différents organismes : plan, délégation à l'aménagement du territoire et différents ministères, quelles sont les attributions exactes des uns et des autres et dans quelle mesure cette superposition d'organismes ne risque pas de créer des retards regrettables dans l'examen de tous les dossiers qui pourraient être soumis [7 mai 1963]. — Réponse [28 mais 1963] (p. 118 et suivantes).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963 (deuxième partie)** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 304 à 306). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. AVIATION CIVILE. — En qualité de rapporteur spécial, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 550, 551 et 552). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. INFORMATION. — Discussion générale (p. 775). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *amendement de M. Audy* (p. 800). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1118 à 1121) ; (p. 1132 ; p. 1141). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : observations sur le service de répression des fraudes (p. 1230) ; *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1232) ; art. 10 : (p. 1234). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1306). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière** [12 juin 1963]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1327). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2335 à 2337). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2445, 2446). — Observations sur l'électrification rurale et son financement. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; II. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; III. — JOURNAUX OFFICIELS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2966 à 2969). — Observations ayant porté notamment sur : les crédits du commissariat à l'énergie atomique ; le centre national d'études spatiales ; la délégation à l'aménagement du territoire ; le district de Paris. — Discussion des articles. — Article 62 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article faisant obligation au Gouvernement de déposer à l'appui de la loi de finances un document annexe récapitulant les dépenses effectuées au titre de l'énergie atomique ainsi que les ressources qui doivent permettre d'y faire face* (p. 2980, 2981). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3000 à 3002). — Observations ayant porté notamment sur : les aérodromes de Cayenne-Rochambeau et de Nouméa-La Tontouta ; les aérodromes de Polynésie ; la construction de 25 *Caravelle* supplémentaires. — Discussion des articles. — Art. 71 *ter* (*nouveau*) : *amendement de M. Louis Gros* (p. 3009). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Après l'article 87 : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 3019, 3020).

COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est nommé président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie [11 juillet 1963] (N° 176).

Questions orales :

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* si c'est sur son ordre que le personnel de son cabinet chargé du courrier avec les parlementaires omet toujours, dans les réponses, de donner le nom de la personne ayant fait l'objet d'une intervention et, dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui peuvent motiver une attitude aussi discourtoise vis-à-vis des parlementaires [30 mai 1963] (N° 493).

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs du département de l'Aude, victimes des gelées de l'hiver et des récents orages de grêle qui ont dévasté plusieurs cantons de la régions de Castelnaudary, d'Alzonne, de Saissac, de Mas Cabardes et des Corbières [5 juin 1963] (N° 497).

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* si c'est sur son ordre que toutes les correspondances émanant de son cabinet en réponse à des interventions de parlementaires ne portent jamais le nom du fonctionnaire dont il s'agit ; dans l'affirmative, quelle est la raison qui motive vis-à-vis des parlementaires une pareille désinvolture et vis-à-vis des fonctionnaires des postes et télécommunications, un pareil mépris du personnel [22 juillet 1963] (N° 521).

Questions orales avec débat :

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre sur le plan économique, social et financier pour rétablir la parité entre les travailleurs du secteur public et du secteur privé, entre les revenus de l'agriculture et ceux du commerce et de l'industrie et, en général, pour faire cesser les injustices flagrantes dont sont victimes les salariés, les retraités, les économiques faibles, les personnes âgées et les titulaires de revenus fixes devant la hausse croissante du coût de la vie que jusqu'ici le Gouvernement s'est montré incapable de juguler [30 avril 1963]. — Réponse [4 juin 1963] (p. 1164 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir les principes directeurs qui conditionnent la politique d'aménagement du territoire et plus spécialement les mesures qu'il compte prendre pour la mise en valeur de la région côtière du Midi méditerranéen [14 mai 1963]. — Réponse [28 mai 1963] (p. 1121 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* si son Gouvernement entend apporter des modifications aux structures administratives de l'Etat, s'il envisage de modifier la forme des collectivités locales et le mode de désignation des élus locaux et, en général, quelle est l'orientation de sa politique en la matière [14 mai 1963].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour faire rattraper aux salaires, traitements et retraites du secteur public et parapublic, ainsi qu'aux prestations sociales, le retard qu'ils ont pris par rapport aux hausses du coût de la vie et ce qu'il compte faire pour que les revenus agricoles soient harmonisés avec les prix industriels [3 octobre 1963].

M. Antoine Courrière, se faisant l'écho de l'émotion qui s'est emparée des ingénieurs et du personnel des arsenaux ainsi que des municipalités des villes dans lesquelles existent des arsenaux, en raison des projets du Gouvernement prévoyant la modification des structures de ces derniers, demande à *M. le ministre des armées* de bien vouloir définir sa politique en la matière [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répressions des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 698 : *son amendement tendant à supprimer l'alinéa 6° de cet article* (p. 20). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : observations sur l'assujetissement à la taxe à la valeur ajoutée (p. 132) ; observations sur l'amendement de M. Coutrot (p. 136) ; § IV : *amendement de M. Pellenc* (p. 147). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 169, 170) ; observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat (p. 173). — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — TITRE II : *son amendement tendant à réduire le crédit de* 1.600.000 *francs destinés aux dépenses nécessitées par les réunions de parlementaires de la Communauté* (p. 181). — TITRE V. — Art. 53 : observations sur la situation de l'ancien personnel de l'Union française (p. 185). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 220). — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 237) ; explication de vote sur les crédits concernant les affaires algériennes (p. 241). — SAHARA. — Explication de vote sur ce budget (p. 243). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 269). — Discussion des articles. — TITRE III (p. 271). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 295). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire les crédits de* 85 *millions de francs pour obtenir l'amélioration du sort des communes à qui les reboisements enlèvent une partie de leurs revenus* (p. 297) ; prend la parole pour un rappel au règlement (p. 300). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 313) ; (p. 315, 317). — Discussion des articles. — Explique son vote sur les crédits figurant au titre III (p. 321). — DÉPENSES MILITAIRES. — Intervient dans la discussion générale de ce budget en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, section marine (p. 348, 349) ; (p. 364). — Discussion des articles. — Art. 16 : *son amendement tendant à une réduction de crédits de* 233 *millions de francs relatifs aux intercepteurs de porte-avions et aux tranches navales* (p. 367) ; *amendements de MM. le Bellegou et Bardol tendant à supprimer les crédits destinés à la force de frappe* (p. 368). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 490, 491). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : *amendement de M. Thaillades* (p. 495). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (chemins de fer, R. A. T. P.), intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 565, 566). — **Suite de la dicussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *reprend l'amendement de M. Pauzet tendant à réduire le crédit de ce titre afin de souligner l'insuffisance des dotations en matière d'hydraulique agricole* (p. 657). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 678). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion des articles. — Art. 48 *bis : son amendement tendant à insérer un article additionnel reportant la date d'application de l'article* 55 *de la loi de finances pour* 1962 *au* 1er *juillet* 1963 (p. 703). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion des articles. — Art. 57 *quater nouveau : son amendement tendant à modifier cet article par des dispositions relatives à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires de la R. T. F.* (p. 783) ; *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel nouveau relatif aux fonctionnaires de la R. T. F. placés dans le cadre d'extinction en application de l'article* 5 *de l'ordonnance du* 4 *février* 1959 (p. 784, 785). — Explique son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 805, 806). — **Suite de la discussion** [14 février 1963] ; CONCLUSIONS DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 837) ; explique son vote sur les conclusions de la commission (p. 847). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29, § I : *amendement de M. Pellenc* (p. 866) ; observations sur l'application de l'article 40 aux amendements tendant à insérer un article additionnel 24 *bis* (p. 873, 874) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 875). — **Suite de la discussion** [21 février 1963]. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire. — Discussion des articles. — Art. 22 : observations (p. 926) ; Art. 24 : observations sur la situation des artisans (p. 928) ; Art. 29 : observations (p. 929) ; sur l'ensemble (p. 932). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à limiter les exonérations fiscales prévues pour cet emprunt à un délai de cinq ans* (p. 1022). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1104). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1128 à 1131) ; (p. 1135) ; (p. 1140, 1142). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1164 à 1168) ; (p. 1189). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1200). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1256). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1278 à 1282) ; (1292, 1309). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** (suite) [12 juin 1963] ; explique le vote du groupe socialiste sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1325, 1326). — **Discussion en deuxième lecture** [19 juin 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 1371). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1707). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Monichon* (p. 1786) ; Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1788). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Demande la parole pour un rappel au règlement (p. 1838). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1849) ; après l'article 8 : *amendement de M. Minvielle* (p. 1862) ; art. 10 : *amendement de M. Audy* (p. 1865, 1866). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1877, 1878) ; (p. 1883 à 1886) ; (p. 1895, 1896). — Intervient dans la discussion du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [26 juillet 1963] (p. 1957). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1980) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1989). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963** [26 juillet 1963] (p. 1992, 1993). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au domaine public maritime** [10 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er, alinéa *b : amendement de M. Golvan* (p. 2078, 2079) ; Art. 4, 2e alinéa : *amendement de M. Golvan* (p. 2082). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2134). — Explique son vote sur le **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [24 octobre 1963] (p. 2155). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture,** relatif au **statut des objecteurs de conscience** [6 novembre 1963] (p. 2283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 2 : *amendement de M. Dailly* (p. 2344) ; art. 10 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2349). — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES. — Art. 13 : explique son vote sur cet article (p. 2350). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — Observations sur la procédure du vote unique et explication de vote sur l'article 4 (p. 2393) ; explique son vote sur l'article 16 (p. 2404). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2519). — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. —

Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendements de MM. Plait et René Dubois relatifs à la réforme des services extérieurs du ministère de la santé* (p. 2542, 2543). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances pour les chemins de fer et la Régie autonome des transports parisiens, dans la discussion générale de ce budget (p. 2590 à 2592); (p. 2607). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 67 : observations sur le transfert d'une charge de 615 millions du fonds des assurances sociales à celui des prestations familiales (p. 2669). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, en remplacement de M. Maroselli, empêché pour raison de santé, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2740 à 2743 : observations sur le budget des forces terrestres) ; (p. 2743 à 2745 : observations sur le budget de la marine) ; (p. 2756) ; (p. 2771). — Discussion des articles. — Art. 20 : *amendement de M. le général E. Petit* (p. 2771) ; Art. 73 : *son amendement tendant à porter l'âge limite de la retraite des généraux de division de gendarmerie à soixante et un ans* (p. 2774); *son amendement tendant à supprimer le § III de cet article* (ibid.). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 2792). — Observations sur le problème de la retraite des cheminots anciens combattants. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — ARMÉES. — Crédits destinés à la force de frappe ; observations sur le respect du traité de Paris (p. 2876) ; sur une motion d'ordre (déroulement des travaux budgétaires) [26 novembre 1963] (p. 2885). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Après l'article 76 : *amendement de M. Monichon* (p. 3018). — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3024, 3025). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur le **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [3 décembre 1963] (p. 3040). — **Discussion en troisième lecture** [5 décembre 1963] (p. 3066). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [6 décembre 1963] ; explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire ; prend la défense du Sénat contre ceux qui le dénigrent et justifie les positions prises par la Haute Assemblée (p. 3078, 3079) ; répond à M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget (p. 3082). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3149). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3236, 3237) ; répond à M. Abel-Durand (p. 3238) ; répond à M. le ministre (*ibid.*). — Intervient, au congrès du Parlement, au nom des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, sur le **projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution** (date et durée des sessions) [*Journal officiel*, congrès du 20 décembre 1963] (p. 6 et 7).

COURROY (M. LOUIS) [Vosges].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Mohamed Kamil et des membres du groupe de l'Union pour la nouvelle république, relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis [18 juin 1963] (n° 129). — *Rapport* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis [24 juillet 1963] (n° 210).

Question orale :

M. Louis Courroy a l'honneur de demander à *M. le ministre de l'industrie* s'il pense, véritablement, à rétablir les zones dites d'urgence et cela dans le cadre de l'expansion économique et de l'aménagement du territoire. En effet, dans le département des Vosges en particulier, plusieurs cantons et régions avaient été classés comme bénéficiant des avantages accordés lors de cette décision ; cela avait permis l'implantation de plusieurs industries nouvelles. Lors de la discussion du budget au Sénat, il a été porté à la connaissance de l'Assemblée que cette décision entrerait dans le cadre d'une réorganisation de l'aménagement du territoire. Aujourd'hui et malgré les promesses faites on se trouve toujours devant des décisions isolées, rendues difficiles par suite de l'interprétation des services officiels. La situation économique des vallées vosgiennes en particulier demande l'aide totale du Gouvernement aux industries nouvelles et à celles qui, installées dans la région, veulent procéder à des aménagements indispensables à leur survie. Le rétablissement des bénéfices accordés aux « zones d'urgence » doit donc être décidé rapidement [11 juillet 1963] (n° 519).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 683). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1449). — Discussion des articles. — Art. 5 (p. 1450). — Intervient dans la discussion **du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1981, 1982). — Discussion des articles. — Art. 12 (*nouveau*) : *amendement de M. Bertaud* (p. 1988). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif aux conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis** [26 juillet 1963] (p. 1995). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [6 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2282, 2283).

COUTROT (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Questions orales :

M. Maurice Coutrot demande à *M. le ministre du travail* de lui préciser : 1° en vertu de quelle disposition la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du département de la Seine a été autorisée à accepter l'ouverture de grands magasins au-delà des horaires normaux prévus jusqu'ici ; 2° les raisons pour lesquelles, au surplus, cette décision a été prise sans consultation préalable des délégués du personnel et du comité d'entreprise ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour préserver les droits essentiels des travailleurs employés dans ces magasins et pour maintenir la législation prévue et appliquée jusqu'ici en ce qui concerne la durée normale des heures de travail dans les commerces non alimentaires [30 avril 1963] (n° 473).

M. Maurice Coutrot, tenant compte d'un certain nombre d'informations parues dans la presse, demande à *M. le ministre de l'intérieur :* 1° s'il est exact que l'on envisage d'apporter des réformes de structure dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne ; 2° si, préalablement à ces modifications, les collectivités départementales et communales de ces départements ont été ou seront consultées ; 3° s'il est également exact que le Parlement sera appelé à statuer sur ces éventuelles modifications [15 octobre 1963] (n° 532).

Question orale avec débat :

M. Maurice Coutrot, tenant compte d'un certain nombre d'informations parues dans la presse, demande à *M. le ministre de l'intérieur :*

1° S'il est exact que l'on envisage d'apporter des réformes de structure dans les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne ;

2° Si, préalablement à ces modifications, les collectivités départementales et communales de ces départements ont été ou seront consultées ;

3° S'il est également exact que le Parlement sera appelé à statuer sur ces éventuelles modifications [22 octobre 1963]. — Réponse [5 novembre 1963] (p. 2236 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : observations sur l'assujetissement à la taxe à la valeur ajoutée (p. 132) ; *son amendement tendant, au § I, à supprimer la fin du 5e alinéa et à le remplacer par une disposition exonérant du paiement de la T.V.A. la cession de terrains par les collectivités locales à des offices publics d'H.L.M.* (p. 135, 136). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 310). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Pellenc* (p. 321). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 530, 531) ; (p. 538). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Bousch* (p. 540, 541). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 679, 680). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septiès : amendement de M. Bernier* (p. 792). Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1309, 1310). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'obligation et à la gratuité scolaires pour les enfants handicapés physiques ou mentaux** [19 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1760, 1761). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1897). — Prend part au débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2130, 2131 et 2132) ; (p. 2134). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **réorganisation de la région parisienne** [5 novembre 1963] (p. 2236 à 2239) ; (p. 2243, 2244). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2528). — Observations sur le centre technique du Vésinet (p. 2541). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2881) ; (p. 2892, 2894).

CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommée membre titulaire de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (décret du 15 juillet 1960) [24 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 413). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 772). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) ; observations sur le texte modificatif proposé pour l'article 58 *b* du code du travail (p. 1733).

D

DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 12 : *amendement de MM. Vignon et Messaud* (p. 29). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 : § IV : *amendement de M. Pellenc* (p. 147). — A l'occasion de la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie), fait part de ses observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 173). — Examen des dispositions concernant le COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 200, 201) ; (p. 202). — Demande au Gouvernement de fixer le Sénat quant à la possibilité ou l'impossibilité de voir un débat de politique étrangère s'instaurer devant cette Assemblée avant la fin de la session extraordinaire (p. 208). — **Suite de la discussion** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 216). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE V : explication de vote sur ce titre (p. 233) et observations sur l'opportunité d'un débat sur les affaires étrangères (p. 234). — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 237, 238) ; (p. 241) ; explication de vote sur les crédits concernant les affaires algériennes (p. 241). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — Prend la parole pour un rappel au règlement (p. 271). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 291) ; (p. 296). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 362). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 485 à 488) ; (p. 490). **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer,* in fine, *un article additionnel nouveau dispensant de péage l'utilisation des sections d'autoroutes situées à l'intérieur des limites du district de Paris* (p. 600, 601) ; le retire (p. 602). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations (p. 654) ; TITRE IV : observations sur l'activité du F.O.R.M.A. (p. 655) ; *son amendement tendant à insérer, après l'art.* 50 quater, *un article additionnel nouveau relatif à la taxe sur le sucre* (p. 662). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion des articles. — Art. 48 *bis : son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à la condition des orphelins* (p. 703, 704). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : explique son vote sur l'amendement de Mlle Rapuzzi (p. 749). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 752, 753). — Explique son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 808, 809). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *son amendement relatif aux plus-values pour les scissions-fusions et les fusions d'une part, pour les cessions et cessations d'entreprises d'autre part* (p. 857, 858) ; *son amendement rédactionnel* (p. 858) ; *son amendement tendant à compléter l'art.* 25 *par une disposition relative à l'imposition des plus-values de cession* (p. 858) ; *son amendement tendant à remplacer la formule « droits immobiliers » par la formule « droits sociaux représentatifs de ces immeubles »* (p. 859) ; *son amendement tendant, au § IV, de cet article, à remplacer les mots « permis de construire délivré » par les mots « accord préalable »* (p. 860) ; *son amendement relatif à l'imposition des constructeurs renonçant à l'aide de l'Etat* (p. 861) ; Art. 29, § I : *son amendement tendant à préciser la proportion de superficie construite qui doit être réservée à l'habitation* (p. 867) ; § II : *son amendement tendant à compléter l'alinéa b de ce § par une disposition exonérant les sociétés immobilières d'investissement de l'impôt sur les sociétés, pour la fraction de leur bénéfice net provenant des primes à la construction encaissées et des plus-values sur immeubles par elles réalisées* (p. 870) ; le retire (*ibid*) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un § VII prévoyant que les dispositions de l'art.* 15 *de la loi du* 25 *février* 1963 *relative à diverses dispositions d'aide financière intéressant l'épargne, sont applicables aux actions des sociétés immobilières d'investissement* (p. 872). — **Suite de la discussion en deuxième lecture** [20 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : observations (p. 908) ; Art. 29 : *son amendement, au § I, tendant à préciser que la proportion de superficie construite qui doit être réservée à l'habitation représente au moins les trois quarts de la valeur de l'ensemble des immeubles* (p. 910, 911). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du

Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1125 à 1127) ; (p. 1140). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 14 bis relatif à l'équilibre du marché du sucre* (p. 1238, 1239) ; le retire (p. 1240) ; Art. additionnel 16 *bis : son amendement tendant à insérer cet article reportant, dans le second alinéa de l'art. 1er de la loi du 1er août 1957, au 31 décembre 1963 la date du 1er juillet 1958* (p. 1243, 1244) ; Art. 17, 17 *bis* et 19 : propose une discussion article par article (p. 1244, 1245) ; Art. 17 : observations (p. 1245 à 1248) ; observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1255) ; demande que le Sénat se prononce sur l'amendement qu'il a déposé à l'article 19 (p. 1257). Art. 19 : *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de la commission des finances, à remplacer* « 650 *millions de francs* » *par* « 738 *millions de francs* » (p. 1258). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1496, 1497) ; (p. 1499). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour l'art. 1094 du code civil permettant à l'époux de disposer en faveur de l'autre époux du quart de ses biens en propriété et de la moitié en usufruit ou encore des trois quarts en usufruit* (p. 1590, 1591). — Prend la parole sur un fait personnel invoqué par M. Champeix [23 juillet 1963] (p. 1841). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 16, ETAT C : *amendement de M. Pellenc* (p. 1913) ; Art. 25 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat tendant à rétablir cet article supprimé par l'A.N.* (p. 1917, 1918, 1919). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'une convention relative à l'esclavage** [26 juillet 1963] (p. 1962). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article* (p. 1985) ; Art. 11 : *son amendement, au 1er alinéa, tendant à supprimer les mots : « en dehors de toutes considérations d'ordre philosophique »* (p. 1987) ; Art. 12 (*nouveau*) : *amendement de M. Jung* (p. 1988) ; *son sous-amendement tendant à supprimer, dans l'amendement de M. Bertaud, la clause relative au permis de chasse* (p. 1989). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2099) ; (p. 2103, 2104). — Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [24 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. additionnel A (*nouveau*) ; *amendement de M. Bertaud tendant à insérer cet article relatif à la procédure de ratification des textes douaniers* (p. 2161, 2162,2163). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2262, 2263). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE 1er. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2342, 2343 et 2344) ; Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2348). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2461) ; observations sur le plan Mansholt. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 2465). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion des articles. — ETAT C : *son amendement tendant à supprimer les crédits du titre VI affectés au bureau des recherches pétrolières* (p. 2488, 2489). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2571, 2572, 2573). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur la situation des 2.000 policiers en surnombre (p. 2733). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — TITRE IV : observations sur le remboursement des frais de déplacement des instituteurs (p. 2896) ; TITRE VI : *son amendement tendant à réduire le chiffre des autorisations de programme pour souligner l'insuffisance des crédits destinés aux constructions scolaires de l'enseignement primaire et maternel* (p. 2898, 2899). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3025). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur le **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [3 décembre 1963] (p. 3040). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Pellenc* ; observations sur l'institut européen d'administration des affaires (p. 3165). — Intervient dans la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 : *amendement de M. Bertrand tendant à rétablir ce texte supprimé par l'A.N.* (p. 3203, 3204).

DARDEL (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

DAROU (M. MARCEL) [Nord].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Marcel Darou attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la pénible situation des étudiants de l'académie de Lille en ce qui concerne le problème du logement. Actuellement, sur 16.000 étudiants, 1.200 seulement sont logés en cité universitaire ; de nombreux étudiants sont obligés de chercher un logement chez l'habitant. Très peu d'étudiants mariés sont logés : 50 environ sur 1.400. Les statistiques prévoient 18.000 étudiants en octobre 1963 ; 20.000 en 1963 ; 32.000 en 1969. Si des dispositions ne sont pas prises, la situation, sérieuse et préoccupante aujourd'hui, deviendra dramatique et catastrophique. Il est donc absolument indispensable de construire de nombreux logements pour étudiants célibataires et mariés, au loyer accessible surtout pour les étudiants aux ressources modestes. Il faudrait d'urgence construire de nouvelles cités à Lille et dans la banlieue lilloise, réquisitionner des terrains et réaliser immédiatement les objectifs, trop insuffisants d'ailleurs, du IVe plan ; mais cet effort, s'il se réalise, serait nettement insuffisant. Dans ces conditions, il lui demande : 1° de prendre d'urgence toutes dispositions pour la construction des logements prévus au IVe plan en donnant, en particulier, les moyens réglementaires et financiers aux Domaines pour acquérir les terrains, en simplifiant les démarches administratives, en débloquant les crédits indispensables à ces réalisations ; 2° d'étudier la possibilité d'accorder des crédits supplémentaires pour réaliser une première tranche de 2.000 logements avant 1965 afin de donner aux étudiants célibataires et mariés les moyens de poursuivre leurs études dans l'intérêt de la nation et dans le cadre de la démocratisation de l'enseignement. [20 juin 1963] (n° 505). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1802).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — Discussion générale (p. 257). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 432, 433 et 434). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 469). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à la suppression de ce crédit en vue d'obtenir l'amélioration, demandée au Gouvernement, du sort des anciens combattants* (p. 699). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — CONCLUSIONS DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Art. 42 : observations sur les indices des pensions des anciens combattants (p. 841). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 505** (cf. *supra*) [23 juillet 1963] (p. 1802). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 2547). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel prévoyant qu'un contingent spécial, prélevé sur le contingent annuel de médailles militaires et de Légion d'honneur, sera réservé, à partir du 1er janvier 1964, aux anciens combattants* (p. 2548, 2549). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — *Discussion générale* (p. 2923 à 2925), (p. 2933, 2934).

DASSAUD (M. FRANCIS) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 331).

DAVID (M. LÉON) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Question orale avec débat :

M. Léon David, en face de la situation de plus en plus grave des exploitations familiales agricoles françaises, demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre, notamment en matière d'importation de produits maraîchers, fruitiers et de vins en provenance des pays du Marché commun et de tous autres pays [4 juillet 1963]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1630 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 16 : observations sur la garde à vue ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 31) ; Art. 17 : *son amendement tendant à supprimer cet article concernant les perquisitions de nuit* (p. 32) ; Art. 19 : *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 32). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 246, 248). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 361). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 553). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 631, 632). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi modifiant l'article 94 du code du travail des Territoires d'outre-mer** [27 juin 1963] (p. 1456). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux tarifs douaniers** (*décret du 27 novembre* 1962) [4 juillet 1962]. — Discussion générale (p. 1579, 1580). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1630 à 1632). — Explique son vote sur le **projet de loi portant réduction de la taxe sur l'essence ordinaire** [24 octobre 1963] (p. 2157). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2271, 2272 et 2273). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2430, 2431). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 67 : (p. 2666). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3004, 3005). — Observations sur le caractère social de ce budget.

DEGUISE (M. JEAN) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi de MM. Jean Brajeux et Modeste Legouez, tendant à prolonger le délai de deux ans fixé par l'article 7 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 prévoyant la définition des exploitations types [9 mai 1963] (n° 89).

Questions orales avec débat :

M. Jean Deguise demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il est exact que la résiliation des contrats d'importation de pommes de terre de consommation, souscrits par la S. N. I. P. O. T. se solde par un versement d'une indemnité par le F. O. R. M. A. de trois millions de francs aux exportateurs étrangers. Il lui demande, d'autre part, de lui indiquer la totalité des sommes versées par le F. O. R. M. A. au titre de soutien des cours du marché intérieur de la pomme de terre de consommation et des primeurs pendant les années 1961 et 1962. Il lui serait agréable d'avoir cette réponse détaillée : sommes versées directement aux producteurs, aux négociants et à divers (n° 30) [4 juillet 1963]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1632 et suivantes).

M. Jean Deguise demande à *M. le ministre de l'agriculture* si le Gouvernement a l'intention de compenser, par une augmentation des prix agricoles, l'importante baisse de revenu des paysans, résultant du climat pourri de l'été 1963 et de toutes les hausses intervenues depuis un an dans les coûts de production. Dans la négative, il souhaiterait connaître les mesures compensatoires prévues par les pouvoirs publics [10 octobre 1963]. — Réponse [5 novembre 1963] (p. 2264 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 833). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis : amendement de M. Molle* (p. 1037, 1038) ; *son sous-amendement tendant à préciser que les dispositions de l'amendement précité sont applicables aux instances en cours pour lesquelles n'est pas intervenue une décision judiciaire passée en force de chose irrévocablement jugée* (p. 1038, 1039). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle des produits antiparasitaires agricoles** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1069, 1070). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1070, 1072). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1632 à 1634). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2264, 2265, 2275). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à compléter l'article* 43 A *par un nouveau paragraphe demandant qu'un document supplémentaire soit annexé au budget de l'agriculture faisant apparaître les crédits spécifiquement destinés à l'agriculture* (p. 2466, 2467).

DEHÉ (M. ALFRED) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

DELAGNES (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Roger Delagnes expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que depuis de nombreuses années et malgré de multiples protestations, l'usine Progyl de Pont-de-Claix déverse dans le Drac des quantités importantes de produits phénolés ; ces produits vont ensuite dans l'Isère et puis dans le Rhône. L'eau de ce fleuve est polluée au point qu'elle est impropre à la consommation. Personne n'a d'ailleurs jamais démontré que ces produits ne compromettaient pas la santé publique. Des villes comme Arles (40.000 habitants), les Saintes-Maries-de-la-Mer (3.000 habitants), Saint-Gilles (10.000 habitants) sont privées d'eau potable. Ces faits résultent d'une enquête minutieuse dont le sérieux ne saurait être mis en doute. M. le préfet des Bouches-du-Rhône et les services de la santé publique sont au courant de cette affaire particulièrement grave et, tenant compte de cette situation, il lui demande de faire connaître quelles mesures il compte prendre pour assurer aux populations de la région d'Arles (plus de 50.000 habitants), le droit à une eau potable, en faisant cesser ces déversements [24 janvier 1963] (n° 460). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1437).

M. Roger Delagnes expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que le pont d'Arles-Trinquetaille est actuellement le nœud routier entre Bordeaux et Marseille, l'Italie et l'Espagne ; qu'Arles est par ailleurs la porte de la Camargue dont on sait combien elle est visitée ; que le pont de Trinquetaille, qui n'a que six mètres de large, a un trafic d'une exceptionnelle densité ; qu'aux heures de pointe, des files de plus de 5.000 voitures s'étalent à ses deux extrémités et qu'il faut plus d'une

heure et demie pour traverser la ville d'Arles ; que quatre à cinq millions de véhicules par an le traversent, c'est-à-dire autant de véhicules qu'il en circule sur les onze mètres de la route nationale n° 7 après Avignon, route que l'on va doubler par une autoroute ; qu'un projet de construction d'un deuxième pont et actuellement à l'étude et prévu au 3e plan d'investissement ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande si, en raison de son caractère d'extrême urgence, il ne serait pas possible, d'ores et déjà, de dégager par anticipation les crédits nécessaires à la construction de ce deuxième ouvrage. [3 décembre 1963] (n° 544). — Réponse [17 décembre 1963] (p. 3211).

Interventions

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 409). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat à sa **question orale n° 460** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1437). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1647, 1648). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2447, 2448), observations sur l'organisation du F. O. R. M. A. ; la fixation du prix du riz cultivé en Camargue. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2647, 2648). — Observations sur l'insuffisance de crédits concernant les télécommunications (saturation des équipements des centraux dans la région méditerranéenne). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 544** (*cf. supra*) [17 décembre 1963] (p. 3211).

DELALANDE (M. JACQUES) [Mayenne].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion [2 juillet 1963] (n° 159). — *Rapport* fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [24 octobre 1963] (n° 15). — *Rapport* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif au bail à ferme dans les département de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion [7 novembre 1963] (n° 21).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 49 : observations sur l'abaissement de l'âge de la retraite de certains magistrats (p. 41). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 1er A (*nouveau*) : *Amendement déposé par le Gouvernement tendant à insérer un article additionnel* 1er A bis *nouveau précisant que les dispositions de l'article* 830-1 *du code rural sont applicables aux instances en cours* (p. 1027). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1582). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement à l'alinéa* b *tendant à subordonner l'allocation de l'indemnité accordée au preneur à l'existence d'un préjudice direct et certain* (p. 1584) ; Art. 7 : *son amendement relatif aux cessions et sous-locations* (ibid.) ; Art. 9 : *son amendement tendant à préciser les conditions de renouvellement du bail* (p. 1585) ; Art. 10 : *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du* 1er *alinéa de cet article* (ibid.) ; *son amendement tendant à mettre le* 2e *alinéa de cet article en harmonie avec le statut métropolitain* (ibid.) ; *son amendement tendant à mettre le* 3e *alinéa de cet article en harmonie avec le statut du fermage métropolitain* (ibid.) ; Art. 18 : *son amendement tendant à préciser les exceptions au droit de préemption en cas d'échange* (p. 1586) ; Art. 23 : *son amendement rédactionnel* (ibid. : p. 1587). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, à la discsusion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles en copropriété à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2199). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à introduire la notion de réception des travaux suivant l'achèvement de l'immeuble* (p. 2200) ; art. 5 *bis (nouveau)* : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2200, 2201) ; art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; Art. 7 : *son amendement tendant à poser le principe de la création du syndicat de copropriété* (p. 2201) ; Art. 8 *bis (nouveau)* : *son amendement tendant, dans cet article, à supprimer la formule « à leurs frais et risques »* (p. 2202) ; Art. 9 : *son amendement tendant à proposer, pour cet article, la fusion des règles retenues par l'Assemblée nationale dans les articles* 17 *à* 20 *(promesse) avec les dispositions de la section II du chapitre* 1er *concernant la vente à terme* (p. 2202) ; Art. 4 *(suite)* : *son amendement tendant à compléter cet article par une mention indiquant que la vente à terme et la promesse synallagmatique de vente sont un seul et même contrat* (p. 2203) ; Art. 10 : *son amendement tendant à maintenir la possibilité de dépôts* (p. 2203) ; Art. additionnel 10 *bis (nouveau)* et article 10 *ter (nouveau)* : *son amendement tendant à fusionner les deux dispositions de l'article* 10, *dernier alinéa, et de l'article* 18 (p. 2203, 2204) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer les mots « vendu à terme »* (p. 2204) ; Art. 11 *bis* : *son amendement, au premier alinéa, tendant à stipuler que les prêts visés dans cet article sont ceux envisagés par le vendeur, et à introduire la mention relative à l'achèvement des fondations* (p. 2204) ; Art. 11 *bis* A : *son amendement tendant à reprendre pour cet article la rédaction de l'article* 6 (p. 2205) ; Art. 11 *ter* : *son amendement tendant à modifier le second alinéa de cet article relatif à la garantie des vices apparents et cachés* (p. 2205) ; Art. 11 *quinquies (nouveau)* ; *son amendement tendant à insérer cet article qui reprend le premier alinéa de l'article* 17 *frappant de nullité toute promesse d'achat ou de vente non conforme aux dispositions du titre* Ier *de la loi* (p. 2205) ; Art. 12 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 13 : *son amendement tendant à préciser que les comptes seront ouverts au nom de l'acheteur* (p. 2206) ; *son amendement, au second alinéa, tendant à préciser que, dans certains cas, les fonds déposés majorés des intérêts, sont acquis de « plein droit » au vendeur* (p. 2206) ; Art. 14 : *son amendement rédactionnel* (p. 2207) ; Art. 15 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; *ses amendement tendant à traduire dans les textes des décisions prises à l'article* 13 (ibid.) ; *son amendement tendant à supprimer l'intitulé du chapitre III « de la promesse de vente »* (ibid.) ; après l'article 15 : *ses amendements tendant à supprimer les articles* 17, 18 *et* 18 *bis* (p. 2208) ; Art. 21 : *son amendement tendant à substituer aux mots « à mettre en œuvre et à mener à bien » le mot « effectuer »* (p. 2208) ; Art. 22 : *son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième phrases du premier alinéa de cet article* (p. 2209) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 26 : *son amendement tendant à reprendre, pour cet article, une formule analogue à celle prévue à l'article* 13 *pour la limite de l'insaisissabilité et l'incessibilité des fonds déposés* (ibid.) ; *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (ibid.) ; Art. 28 : *son amendement tendant à limiter à dix ans la durée de la garantie concernant les vices cachés* (p. 2210) ; Art. 29 : *son amendement tendant à reprendre, pour le premier alinéa de cet article, la rédaction proposée pour l'article* 7 (p. 2210) ; Art. 30 : *son amendement tendant à préciser que la défaillance d'un propriétaire visée au second alinéa est celle qui a lieu dans les conditions préves à l'article* 32 (ibid.) ; Art. 31 : *son amendement tendant à modifier la fin du premier alinéa de cet article pour préciser que le syndicat est mandataire légal des propriétaires pour assurer l'achèvement des travaux* (ibid.) ; Art. 35 : *son amendement tendant à préciser que l'insertion du contrat en annexe des statuts est obligatoire* (p. 2211) ; Art. 37 *bis* : *amendement de M. Molle* (p. 2212) ; Art. 46 : *son amendement tendant à préciser que c'est au profit d'un associé qu'est contractée l'obligation de la société* (p. 2213) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 47 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 48 : *ses amendements tendant à harmoniser cet article avec les rédactions pro-*

posées pour les articles 13 *et* 15 (ibid.) ; *son amendement, au dernier alinéa, visant la souscription ou l'acceptation d'effets de commerce* (p. 2214) ; Art. 49 : *son amendement tendant à mettre en harmonie ce texte avec la rédaction proposée pour l'article* 14 (ibid.) ; Art. 50 : *ses amendements modifiant la rédaction de cet article, conséquence des modifications apportées aux articles précédents* (ibid.) ; Art. 51 : *son amendement tendant à supprimer le second alinéa de cet article* (ibid.) ; Art. 53 : *son amendement tendant à rétablir les deux derniers alinéas dans le texte adopté par le Sénat en première lecture* (p. 2215) ; Art. 55 *bis* : *son amendement tendant à rendre applicables les dispositions de cet article, dès la publication de la présente loi, aux sociétés régies par la loi du* 28 *juin* 1938 *ou par l'article* 80 *de la loi du* 7 *février* 1953 (p. 2216) ; Art. 57 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à proposer une nouvelle rédaction de cet article concernant la gestion de l'immeuble après construction et le cas des promesses de cession de parts* (p. 2216) ; Art. 62 : *son amendement tendant à reprendre l'expression « réception des travaux » pour fixer la date de l'achèvement de l'immeuble* (p. 2218) ; *son amendement tendant à insérer un article* 62 bis A (*nouveau*) *concernant les nullités relatives* (p. 2219) ; Art. 62 *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à limiter les inconvénients de la clause compromissoire, notamment la longueur de la procédure* (ibid) ; Art. 62 *quater* : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2220) ; Art. 62 *ter* (réservé) : *sous-amendement de M. Molle* (p. 2221) ; Art. 63 : *ses amendements tendant à compléter le paragraphe* 2° *et à supprimer les paragraphes* 5° bis *et* 5° ter (p. 2221) ; *son amendement au paragraphe* 5° quater *tendant à ne prévoir la réglementation de la marge de commercialisation que dans le cas où la construction bénéficie de l'aide de l'Etat* (p. 2222) ; demande que cet amendement soit réservé (*ibid.*) ; Art. 63 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2222, 2224) ; Art. 64 : *ses amendements rédactionnels* (p. 2226) ; sur l'ensemble de cet article (*ibid.*) ; Art. 65 : *son amendement tendant à la suppression du mot « sciemment » partout où il figure dans les textes concernant les pénalités* (p. 2226) ; Art. 66 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2227) ; Art. 68 et 70 : *amendements identiques à celui déposé à l'article* 65 (ibid.) ; Art. 73 : *son amendement tendant à reprendre, pour la fin du paragraphe* 1er, *le texte du Sénat adopté en première lecture* (p. 2228) ; Art. 73 *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à reporter à cet article le deuxième alinéa de l'article* 66 (ibid.) ; Art. 75 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2229) ; Art. 78 A (*nouveau*) : *son amendement tendant à proposer une nouvelle rédaction pour cet article qui détermine les conditions d'entrée en vigueur de la loi et à instaurer le système prévoyant la date de publication du règlement d'administration publique* (p. 2229) ; Art. 79 : *son amendement tendant à revenir au délai de six mois pour les formalités à accomplir par les sociétés de construction* (ibid.) ; *son amendement tendant à rétablir l'alinéa* b *supprimé par l'Assemblée nationale* (ibid.) ; Art. 81 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article prévoyant la transformation des sociétés de construction régies par la loi du* 28 *juin* 1938 *en sociétés de construction prévues par la présente loi* (p. 2231). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [3 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3051). — Discussion des articles. — Art. 5 : observations (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi portant unification des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 40 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe* 2 *de cet article de façon à laisser à l'avis du comité consultatif la simple portée d'un avis et non d'une décision juridictionnelle* (p. 3198, 3199).

DELORME (M. CLAUDIUS) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 (p. 1038). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son sous-amendement tendant à prévoir une zone de sécurité de cent mètres autour des habitations* (p. 1723) ; le retire (p. 1724). — Intervient dan la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur le problème de l'enseignement et de la formation professionnelle.

DELPUECH (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommé membres titulaire de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (*décret du* 15 *juillet* 1960) [24 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 225). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 442). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 773). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29, § I : *son amendement tendant à insérer les mots « en ce qui concerne les constructions nouvelles »* (p. 867). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 (p. 1230) ; demande le renvoi de cet article (p. 1231). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963] sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1327). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la pension de retraite de certains fonctionnaires de l'ordre technique** [4 juillet 1963] (p. 1488). — Intervient au cours du débat sur la question orale de Mlle Rapuzzi relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1636). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1662, 1663). — Discussion des articles. — Art. 2 (p. 1663). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour** 1963 [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1894). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au domaine public maritime** [10 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er, alinéa *b* : *amendement de M. Golvan* (p. 2079). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *amendement de M. Delalande* (p. 2202). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2515). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2680, 2681). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 2831, 2832).

DERVAUX (Mme RENÉE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi de Mme Renée Dervaux, M. Georges Cogniot, Mme Jeannette Vermeersch, M. Adolphe Dutoit et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets, ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants [30 avril 1963] (N° 81).

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi de MM. Jean de Bagneux, Clément Balestra, Roger Besson, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Adolphe Chauvin, Georges Cogniot, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Alfred Dehé, Claudius Delorme, Vincent Delpuech, Mme Renée Dervaux, MM. René Dubois, Charles Durand, Hubert Durand, Charles Fruh, François Giacobbi, Louis Gros, Alfred Isautier, Eugène Jamain, Louis Jung, Georges Lamousse, Adrien Laplace, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Henri Paumelle, Gustave Philippon, André Picard, Georges Rougeron, Pierre Roy, François Schleiter, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Tinant, Maurice Vérillon et Jean-Louis Vigier tendant à assurer aux enfants handicapés physiques et mentaux le bénéfice des dispositions de la loi du 23 mars 1832 [11 juillet 1963] (N° 175).

Questions orales :

Mme Renée Dervaux appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur les décisions de la direction de l'usine Timken-Asnières de licencier 192 ouvriers et employés, dont 7 délégués et anciens délégués. Cette entreprise donne comme prétexte à ces licenciements une baisse de production et des difficultés sur les marchés étrangers (alors que le Marché commun devait apporter une expansion économique à notre pays). Ces arguments ne peuvent être acceptés par les travailleurs à qui la direction refuse la communication de son bilan d'activité, ceci en violation des lois sur l'organisation des comités d'entreprise. Devant l'émotion soulevée parmi les travailleurs et les commerçants locaux qui comprennent que cette situation est préjudiciable à leurs intérêts, au moment où l'on discute le IV[e] plan d'expansion économique et sociale, elle lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que les services de l'inspection du travail s'opposent aux licenciements envisagés par la direction de l'usine Timken-Asnières ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour obliger la direction de cette usine à rétablir et à respecter les attributions qui sont dévolues aux comités d'entreprise en ce qui concerne la marche des affaires de l'usine ; 3° comment il concilie l'application du IV[e] plan présenté comme « Plan d'expansion économique et sociale » avec une politique économique se traduisant par des licenciements, c'est-à-dire une politique contraire à l'intérêt des travailleurs [3 juillet 1962] (n° 426). — Réponse [7 mai 1963] (p. 1008, 1009).

Mme Renée Dervaux expose à *M. le ministre du travail :* 1° que l'article 3 du décret du 31 décembre 1938, pris en application de la loi du 21 juin 1937, stipulant que le nombre d'heures comprises entre le commencement et la fin de la journée de travail ne peut excéder onze heures — y compris les heures consacrées au repos — lorsque le personnel est réparti en équipes, ne permet pas à un magasin d'ouvrir, même une fois par semaine, jusqu'à 22 heures ; 2° que l'article 23 du livre II du code du travail interdit également à un magasin dont le personnel est composé en majorité de femmes, d'ouvrir jusqu'à 22 heures, alors que la reprise du travail du lendemain est fixée à l'heure normale (9 heures du matin), le repos de nuit devant avoir une durée de 11 heures consécutives. Elle lui demande en conséquence : 1° en vertu de quelle disposition l'ouverture d'un magasin jusqu'à 22 heures a été autorisée ; 2° les raisons pour lesquelles cette satisfaction a été accordée sans consultation préalable des organisations syndicales ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour l'application stricte des textes en vigueur et le respect des horaires de travail [16 mai 1963] (n° 487). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1610, 1611).

Mme Renée Dervaux expose à *M. le ministre de l'intérieur* que la pendaison d'un enfant de 13 ans dans une cellule de la prison militaire de Metz, survenant après la « pendaison » de Michel Loubet dans une cellule du commissariat du 9[e] arrondissement, soulève l'émotion et l'inquiétude dans le pays. Quelles pressions, quelles menaces et quels sévices sont donc pratiqués pour amener un enfant et une jeune homme à choisir la mort après un passage de quelques heures dans des locaux de la police ? De plus, dans les deux cas, le médecin appelé est arrivé trop tard. Est-ce un manque de surveillance, de la négligence ? Ou ne serait-ce pas plutôt dû au mépris de l'homme, quel qu'il soit, qui, même pour une raison futile, a franchi la porte d'un poste de police ? D'autre part, dans le cas de l'enfant de Metz, malheureuse victime d'une société injuste, sa place est-elle vraiment dans une cellule de prison ? On l'a isolé, soi-disant pour éviter une fâcheuse promiscuité ; mais le laisser seul avec sa détresse et son espoir de liberté envolé, n'était-ce pas le vouer au désespoir ? A cet enfant qui voulait vivre libre mais qui jusqu'ici n'avait connu que la misère et les barreaux, il eut fallu offrir autre chose que la cellule d'une prison et la perspective d'une maison de redressement. En conséquence, elle lui demande si des mesures sont envisagées pour que de tels faits ne se renouvellent plus [28 mai 1963] (n° 488). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1614, 1615).

Question orale avec débat :

Mme Renée Dervaux expose à *M. le Premier ministre* que la radiodiffusion-télévision française prenant une place de plus en plus grande dans la vie des Français, il est devenu indispensable de la doter d'un statut qui réponde à la fois aux desiderata des usagers, des personnels de la R. T. F. et à la nécessité d'une gestion démocratique de ce puissant et moderne moyen de propagande. Elle lui demande si le Gouvernement a l'intention de déposer un tel statut sur le bureau des Assemblées [5 juin 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — *Son amendement tendant à compléter l'article 698 par une disposition excluant de la présente loi les faits commis par l'usage de moyens légaux* (p. 22). — COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT. — Art. 22 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 33). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2[e] partie) [1[er] février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 309, 310). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 382, 383). — **Suite de la discussion** [5 février 1963] .— AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 447, 448). — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 465 à 468). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à supprimer l'aide à l'enseignement privé* (p. 494) ; ETAT C, TITRE V : *son amendement tendant à supprimer les crédits de ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à l'éducation nationale* (p. 495). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion générale (p. 696). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 21 : *soutient l'amendement de M. Vallin tendant à insérer, après cet article, un article additionnel disposant que le prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les carburants affecté au fonds routier sera porté à 15 p.* 100 (p. 758). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 769, 770). — Discussion des articles. — Art. 57 *quater nouveau : son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires de la R. T. F.* (p. 783). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29 : *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel portant extension du taux réduit des droits de mutation aux acquisitions d'immeubles nécessaires au fonctionnement des associations reconnues d'utilité publique ayant pour objet l'assistance, la bienfaisance ou l'hygiène sociale* (p. 872). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 426** (*cf. supra*) [7 mai 1963] (p. 1008, 1009). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relative à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1136, 1137). — Est entendu au cours de la discussion de sa question orale relative au **statut de la radiodiffusion-télévision française** [18 juin 1963] (p. 1353, 1354). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n[os] 487 et 488** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1610, 1614, 1615). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1697, 1698). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'obligation et à la gratuité scolaires pour les enfants handicapés physiques ou mentaux** [19 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1758 à 1760). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 2546, 2547). — Observations sur le nouvel ordre national de la Légion d'honneur. — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion des articles. — Art. 20 : *soutient l'amendement de M. Raymond Guyot tendant à augmenter la réduction de crédits de 20 millions pour inciter le Gouvernement à ramener la durée du service militaire à un an* (p. 2772). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ETAT E, ligne 123 : RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2821, 2822) ; après l'article 35 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel accordant aux fonctionnaires de la R. T. F. le bénéfice d'une mise à la retraite anticipée au bout de trente ans de services effectifs avec une bonification d'ancienneté* (p. 2828). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE, INFORMATION. — Discussion générale (p. 2832). — Observations ayant porté sur la cessation des discriminations dans la publicité d'Etat et sur la répartition sans discrimination du fonds culturel. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963] .— EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. Art. 53 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice des dispositions de cet article aux collèges d'enseignement général* (p. 2901) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ;

III. — JOURNAUX OFFICIELS. — Observations sur le programme civil de l'énergie atomique (p. 2971). — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 2990, 2991). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3129, 3130). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à étendre les dispositions de cet article au personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française* (p. 3136).

DESACHÉ (M. MARC) [Indre-et-Loire].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commisison mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Marc Desaché demande à *M. le Premier ministre,* à la suite des incidents déplorables de la journée du 27 juin provoqués par les grèves surprises du personnel des services publics de l'Etat, quelles mesures il compte prendre — sans porter atteinte au droit de grève prévu par la Constitution mais en l'organisant — pour que toutes ces manifestations intempestives qui n'ont rien de commun avec une grève démocratiquement décrétée, ne viennent plus troubler l'activité économique de la région parisienne ainsi que l'ordre social en enlevant aux travailleurs la possibilité de se rendre librement à leur lieu de travail et de rentrer normalement dans leur foyer en fin de journée [2 juillet 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Art. 19 (p. 87). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — Art. 24 : *amendement de M. Molle* (p. 138). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Observations (p. 191). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 586) ; (p. 593). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29, § I. *son amendement tendant à préciser qu'en matière d'agrément l'absence de réponse de la part de l'administration dans un délai d'un mois ou deux vaudrait acquiescement* (p. 866) ; *son amendement tendant à compléter l'alinéa* b *de cet article par la même dispositions que ci-dessus* (p. 868) ; *son amendement tendant à compléter l'alinéa C du paragraphe I de cet article par une disposition prévoyant une limitation des actions souscrites* (p. 869) ; le retire (*ibid.*) ; paragraphe II : *son amendement tendant à remplacer l'alinéa C par des dispositions exonérant les sociétés mères et filiales* (p. 870). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1137, 1138). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1305, 1306. — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1887 à 1889). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2604). — Observations sur la reconstruction des ponts et notamment celui de Chaumont sur la Loire. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. SERVICES FINANCIERS : en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2796, 2797). Observations relatives à l'expansion économique extérieure. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3006). — Observations sur la création d'un musée de l'air.

DESCOURS DESACRES (M. JACQUES) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : (p. 133) ; observations sur les opérations de lotissement effectuées par les collectivités locales (p. 134) ; *son amendement tendant à exonérer de l'application de cet article les opérations susvisées* (p. 135) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 286). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 414) ; (p. 419). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, pour les prêts concernant les H. L. M., intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 523, 524). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 688). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). Discussion générale (p. 690). — Discussion des articles. — Art. 48 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article* (p. 701) . — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SCÉCIAUX DU TRÉSOR. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 744, 745) ; (p. 752, 754). — Discussion des articles. — Art. 21 : *son amendement tendant à supprimer les crédits du fonds d'investissement routier pour en souligner l'insuffisance* (p. 754, 755, 756) ; *son amendement tendant à réduire de* 150.000 *francs les crédits du* § 3 *de l'art.* 21 (*administrateurs dans les conseils d'administration des entreprises contrôlées par l'Etat*) (p. 757, 758). Art. 55 *sexies* : demande la modification de l'intitulé du compte cité à cet article (p. 759). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Art. 21 : observations sur la majoration des autorisations de programme pour les tranches départementale et communale du fonds routier (p. 840). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 29, § I : *soutient l'amendement de M. Guy Petit relatif aux constructions à destination hôtelière* (p. 867) ; *soutient un second amendement de M. Guy Petit tendant à supprimer les mots « construits suivant des programmes agréés par le ministre de la construction et par le ministre des finances »* (ibid.) ; *soutient l'amendement de M. Armengaud tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa b du § I de cet article* (p. 868) ; *amendement de synthèse présenté par M. Giscard d'Estaing* (p. 868, 869) ; art. additionnel 24 *bis* (précédemment réservé) (p. 874). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'art. 75 du code civil relatif à la célébration du mariage** [30 mai 1963] (p. 1157). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *amendement de M. Audy* (p. 1866). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2338, 2339). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* : (p. 2366, 2367). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2729). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 45 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Bajeux* (p. 2784). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2908, 2909 et 2910). — Discussion des articles. — Art. 31 : observations sur les avances consenties au Gouvernement algérien (p. 2912). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2926, 2927, 2933, 2934). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Observations sur la représentation des élus locaux au sein des comités d'expansion économique (p. 2977). — ARTICLES

DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Après l'art. 87 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel créant une redevance au profit des communes sur le territoire desquelles sont installés gazoducs, oléoducs et lignes électriques* (p. 3019, 3020) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 90 (*nouveau*) : *amendement de M. Pauzet* (p. 3021) . — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963]. — Sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 3085, 3086) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3096, 3097).

DESSEIGNE (M. HENRI) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2479, 2480). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 18 : TITRE III : observations, au nom de Mme Cardot, sur l'attribution des divers avantages vieillesse aux veuves de guerre ascendantes d'un ou plusieurs militaires « morts pour la France » et sur l'octroi de la sécurité sociale aux veuves titulaires d'une pension de veuve de guerre au taux de reversion (p. 2664).

DRIANT (M. PAUL) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 610 à 613). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Pauzet* (p. 656) ; Art. 50 *quater* : *amendement de M. Bajeux* (p. 660) ; Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Pauzet et sous-amendement de M. Bernier* (p. 660, 661) ; Art. 66 : *amendement de M. Bajeux* (p. 664). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE ET HABITAT RURAL. — Discussion générale (p. 2416 à 2419). — Observations ayant porté notamment sur : la formation des exploitants et des techniciens agricoles ; les adductions d'eau, l'électrification, le remembrement et les regroupements fonciers ; le fonctionnement et l'évolution du crédit agricole ; (p. 2455, 2456). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Brousse* (p. 2463) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 2464) ; *amendement de M. Dulin* (p. 2466) ; Art. 43 A : *amendement de M. Deguise* (p. 2466) . — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 32 : *amendement de M. Pauzet* (p. 2913). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies* : *amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles* (p. 3162).

DUBOIS (M. EMILE) [Nord].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à préciser que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux combats de coqs lorsqu'une tradition locale ininterrompue peut être invoquée* (p. 2293, 2294 et 2295).

DUBOIS (M. HECTOR) [Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à insérer en tête de cet article un paragraphe stipulant que la durée des baux sera au minimum de douze ans* (p. 1025) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1152). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Audy* (p. 1790). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Art. 6 : *amendement de M. Audy* (p. 1857) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1868). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2454). — Observations sur l'école nationale supérieure agronomique de Rennes. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Observations sur l'alcoolisme (p. 2974). — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (suppression de l'augmentation du crédit prévu pour le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme) (p. 2980).

DUBOIS (M. RENÉ) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée [18 juillet 1963] (n° 185).

Question orale :

M. René Dubois demande à *M. le ministre de la justice* quelles sont actuellement les directives médicales prescrites dans l'ensemble des maisons d'arrêt exceptionnellement surchargées, alors que les prisonniers se trouvent entassés à plusieurs par cellules, pour leur assurer un minimum de sécurité sanitaire, éviter les contagions de maladies transmissibles rendues plus fréquentes et plus graves par la cohabitation et la promiscuité permanente de l'internement, et à qui incombe la responsabilité ou la négligence d'avoir laissé en milieu pénitentiaire un officier supérieur, poursuivi devant une juridiction d'exception et donc non condamné, mais seulement en prévention, atteint d'une affection pulmonaire ayant entraîné le décès sans que le transport en milieu hospitalier ait seulement été effectué. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable que la Croix-Rouge fasse une enquête, afin de voir affirmer les mesures de sauvegarde auxquelles tout prisonnier peut prétendre dans un pays civilisé [9 mai 1963] (n° 482). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1475, 1476).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 413, 414). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 559). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 15 : (p. 1240). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 482** (*cf. supra*) [2 juillet 1963] (p. 1475, 1476). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1742). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'obligation et à la gratuité scolaires pour les enfants handicapés physiques ou mentaux** [19 juillet 1963] (p. 1762). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1984). — Prend part, en

qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2520 à 2524). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire de un million de francs le crédit affecté à la réforme des services extérieurs du ministère de la santé* (p. 2542, 2543) ; Art. 66 : *son amendement tendant à supprimer cet article et à transférer les crédits pour la lutte contre le cancer, des centres de dépistages vers les centres régionaux de traitement* (p. 2544) ; le retire (p. 2545). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Observations sur le haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme (p. 2974). — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 2980). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3006). — Observations sur la diminution du trafic d'Air France ; sur le problème d'Air Inter. — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article (p. 3153).

DUCHET (M. ROGER) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

DUCLOS (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers [29 janvier 1963] (n° 48).

Proposition de loi portant statut de la radio-télévision française [21 mai 1963] (n° 97).

Questions orales :

M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la réorganisation de la région parisienne, au sujet de laquelle la presse fait état de projets qui tendent à la destruction des libertés communales et à la substitution de technocrates incontrôlables aux élus du peuple [17 octobre 1963] (n° 533).

M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelle politique il compte appliquer envers le gouvernement raciste de l'Union sud-africaine ; s'agit-il d'une politique tendant à obliger ce gouvernement à respecter la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ou d'une politique de soutien permettant à ce gouvernement de ne pas appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies ? Il lui demande, en particulier, s'il est exact, comme l'affirment certains représentants du mouvement de libération africain, que la France fournirait des armes au Gouvernement sud-africain. [17 octobre 1963] (n° 534). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3042).

Questions orales avec débat :

M. Jacques Duclos signale à M. le Premier ministre que la substitution au slogan officiel des « caisses pleines » abondamment utilisé avant le référendum d'octobre 1962 et les élections législatives qui suivirent de mises en garde contre la « facilité » est interprétée par l'opinion publique, légitimement inquiète, comme traduisant la volonté du pouvoir d'aggraver les conditions de vie des masses travailleuses ;

Que le projet visant à prêter d'importantes sommes à un gouvernement voisin qui vient de commettre un crime le mettant au ban de l'humanité, s'ajoutant aux dépenses considérables résultant de la création d'une force de frappe atomique, aggrave l'inquiétude des masses populaires qui considèrent avec raison que le désarmement est la garantie suprême de la paix.

Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les légitimes revendications de la population laborieuse des villes et des campagnes, au lieu d'appuyer financièrement le gouvernement dont il est question plus haut et de jeter de très importants crédits dans le gouffre de la course aux armements [30 avril 1963]. — Réponse [4 juin 1963] (p. 1168 et suivantes).

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir préciser quelle est la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne : 1° les projets de regroupement des départements dont la presse a fait état à diverses reprises et l'avenir des conseils généraux, compte tenu du rôle de plus en plus important que des organismes économiques sont appelés à jouer à l'échelle des régions ; 2° les projets de regroupement des petites communes et de substitution de fonctionnaires d'Etat aux élus du peuple pour assurer l'administration des communes regroupées et des communes de plus de 30.000 habitants, les communes d'importance moyenne étant appelées à disparaître par voie d'intégration dans les districts [16 mai 1963].

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir préciser quelle est la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne : 1° les prérogatives, la composition, le recrutement et le fonctionnement du conseil économique et social tels qu'ils sont envisagés à la suite des récentes déclarations de M. le Président de la République et de M. le Premier ministre ; 2° l'attitude que le pouvoir entend adopter par rapport aux syndicats ouvriers quant à la préservation de leur indépendance et au respect du droit de grève que l'organe de presse du parti gouvernemental a déclaré vouloir mettre en cause [16 mai 1963].

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le Premier ministre* qu'il a déclaré dans une interview accordée il y a un mois : « Je ne crois pas que l'objet principal de ce régime... soit d'assurer la prospérité des Français », à qui, était-il ajouté, il s'agit d'assurer la dignité à défaut de prospérité. Il lui fait observer que ces propos apparaissent différents de ceux employés dans une déclaration officielle selon laquelle « la France des années 1960 avance à grands pas sur la route de la prospérité », et que le plan d'austérité dit de stabilisation élaboré par le Gouvernement soulève dans le pays de nombreuses protestations parfaitement légitimes de la part des masses laborieuses des villes et des campagnes. Il lui demande en conséquence pourquoi il en vient à traiter de mauvais Français ceux qui n'approuvent pas ce plan, lequel tend à freiner le relèvement des salaires et traitements des travailleurs, néglige les intérêts des masses paysannes, comporte d'écrasantes charges budgétaires improductives et fait bénéficier le grand capital de substantiels avantages [3 octobre 1963].

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la réorganisation de la région parisienne, au sujet de laquelle la presse fait état de projets qui tendent à la destruction des libertés communales et à la substitution de technocrates incontrôlables aux élus du peuple [24 octobre 1963]. — Réponse [5 novembre 1963] (p. 2239 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 168) ; observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat (p. 172, 173). — Examen des dispositions concernant le budget de l'IMPRIMERIE NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations dans la discussion générale (p. 202 et suivantes). — **Suite de la discussion** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 217, 221). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à supprimer les crédits relatifs aux traitements du ministre et du secrétaire d'Etat* (p. 233). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 329, 330 et 331). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 430, 431 et 432). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 773, 774). — Observations sur les décisions de la conférence des présidents [12 février 1963] (p. 803). — Explique son vote sur le **projet de loi**, discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 886). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1095 à 1097). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1168 à 1170). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1282 à 1285). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **réorganisation de la région parisienne** [5 novembre 1963] (p. 2239 à 2241). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2324 à 2326). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2764, 2765). — Observations ayant porté notamment sur le problème des licenciements

dans les arsenaux et établissements de l'Etat. — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 534** (cf. *supra*) [3 décembre 1963] (p. 3042). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3235, 3236) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 3239). — Intervient, au congrès du Parlement, au nom des groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, sur le **projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution** (date et durée des sessions) [*Journal officiel,* congrès du 20 décembre 1963] (p. 7 et 8).

DUFEU (M. JEAN-BAPTISTE) [Isère].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

DULIN (M. ANDRÉ) [Charente-Maritime].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (n° 27).

Question orale :

M. André Dulin demande à *M. le Premier ministre* quelles dispositions entend prendre le Gouvernement pour apporter d'urgence à l'agriculture française qui voit ses récoltes détruites en grande partie par les gelées persistantes sévissant sur notre pays, l'aide nécessaire, particulièrement en semences de printemps et en crédits, permettant de limiter, si possible, cette catastrophe qui touche toute l'économie de notre pays. Il lui demande, en outre, s'il ne pense pas qu'un problème de cette importance nécessiterait un additif à l'ordre du jour de la session parlementaire extraordinaire actuelle [2 février 1963] (n° 467).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion des articles. — Observations sur la rupture des négociations de Bruxelles (p. 234). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion générale du budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 607, 608). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'art.* 50 ter, *un article additionnel nouveau, invitant le Gouvernement à promulguer avant le* 1er *avril* 1963 *le décret fixant les conditions de rachat des cotisations d'assurance vieillesse* (p. 610) ; le retire (*ibid*). — AGRICULTURE. — Discusion générale (p. 612, 613) ; (p. 617, 619 à 621) ; (p. 645) ; (p. 652, 653, 654). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Pauzet* (p. 656) ; *son amendement tendant à réduire la dotation du titre VI pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à la recherche agronomique* (p. 657) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à réduire la dotation du Titre VI pour souligner l'insuffisance des crédits affectés au remembrement* (p. 657, 658). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion générale (p. 695). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Golvan* (p. 721) ; prend la parole pour un rappel au règlement (p. 724). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : art. 14 : observations sur le remembrement (p. 839). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1093, 1094 et 1095). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1307). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1895). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2267 à 2269) ; (p. 2270, 2275). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à doubler le taux de la taxe sur les corps gras ;* art. 16 : *son amendement tendant à supprimer la majoration de l'impôt sur le foncier non bâti et à réduire la cotisation des exploitants ; son amendement, au même article, proposant que l'alignement de l'allocation de la mère au foyer sur l'allocation de salaire unique soit effectué le* 1er *janvier* 1964 ; discussion commune (p. 2360, 2361 et 2362) ; (p. 2363, 2364, 2365) ; retire l'amendement déposé à l'article 15 *bis* (p. 2365) ; (p. 2367) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 15 ter *proposant de doubler le taux de la taxe sur les corps gras* (p. 2367) ; Art. 16 : *son amendement tendant à diminuer la cotisation cadastrale de* 20 *millions* (p. 2368). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE ET HABITAT RURAL. — Discussion générale (p. 2426, 2427 et 2428). — Observations sur le plan Mansholt (p. 2457 ; 2458, 2461, 2462). — Discussion des articles. — ETAT C ; TITRE VI : *son amendement tendant à réduire les crédits prévus à ce titre pour souligner la mauvaise utilisation du fonds d'adduction d'eau* (p. 2164) ; *son amendement tendant à réduire les crédits du titre VI pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à l'aide à l'habitation rurale* (p. 2465).

DUMAS (M. PIERRE), **secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Associe le Gouvernement à l'**hommage rendu** par M. Gaston Monnerville, président du Sénat, **à la mémoire de M. de Maupéou, sénateur de la Vendée** [29 janvier 1963] (p. 162). — A l'occasion de la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) fait part de l'attitude du Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 170, 171 et suivantes). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Répond aux observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 217, 218, 219, 220). — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 246 et suivantes). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 314, 315 et suivantes). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Pellenc* (p. 320, 321). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 556 à 559) ; (p. 560). — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 588 à 596). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendements de MM. Nayrou et Dutoit* (p. 597) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Armengaud* (p. 599, 600) ; Art. additionnel après l'art. 57 *sexies : amendement de M. Bertaud* (p. 600) ; Art. additionnel à insérer *in fine : amendement de M. Dailly* (p. 601). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 881, 882). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [19 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er *ter* (*nouveau*) : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 888) ; Art. 10 : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 891). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'application du protocole judiciaire avec l'Algérie** [19 février 1963]. — Discussion générale (p. 891, 892). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [20 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 20 *quater : amendement de M. Pellenc* (p. 904) ; Art. 22 : *amendement de M. Pellenc* (p. 905) ; Art. 24 : en application de l'art. 44 de la Constitution, demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur cet article dans la rédaction votée par l'Assemblée nationale (p. 906) ; Art. 25 : (p. 908) ; Art. 26 : (p. 909) ; Art. 29 : demande au Sénat, en vertu de l'article précité, de se prononcer par un seul vote sur cet article dans la rédaction votée par l'Assemblée nationale (p. 909) ;*amendement de M. Pellenc* (p. 910, 911) ; *amendement de M. Dailly* (p. 911) ; Art. 29 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 912) ; sur l'art. 24 (précédemment réservé) (p. 912). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif aux travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique** [20 février 1963]. — Discussion générale (p. 919). — Discussion des articles. — Art. 7 : observations sur la police des eaux (p. 920) ; Art. 8 (*nouveau*) : *amendement de M. Lalloy* (p. 920, 921). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant accord de coopération monétaire avec les républiques membres de l'union ouest-africaine** [21 février 1963]. — Discussion générale (p. 922, 923). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission paritaire sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre**

et de la fiscalité immobilière [21 février 1963]. — Discussion générale (p. 926). — Discussion des articles. — Art. 22 : (p. 926) ; Art. 29 : (p. 929, 930) ; sur l'ensemble (p. 931, 932). — Son allocution à l'occasion de la clôture de la session extraordinaire ouverte le 27 décembre 1962 [21 février 1963] (p. 933). — Répond à la **question orale de M. Vallin relative à la menace de fermeture des hauts fourneaux de Chasse** [7 mai 1963] (p. 1004). — Répond aux **questions orales de M. Marie-Anne relatives à la représentation du Parlement au comité directeur du F. I. D. O. M. et au conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique** [7 mai 1963] (p. 1007, 1008). — Répond à la **question orale de Mme Dervaux concernant le licenciement d'ouvriers à l'usine Timken-Asnières** [7 mai 1963] (p. 1008). — Répond à la **question orale de M. Bardol relative à la réception des émissions de télévision dans la région boulonnaise** [14 mai 1963] (p. 1048, 1049) ; à la **question orale de M. Sempé concernant l'attribution de carburant détaxé à l'agriculture** (p. 1049, 1050) ; à la **question orale de M. Naveau relative à la parité économique pour le monde agricole** (p. 1050, 1051) ; à la **question orale de M. Nayrou sur l'équipement de la montagne pyrénéenne** (p. 1052). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1131 à 1136) ; (p. 1139, 1140, 1142). — Intervient : dans la discussion du **projet de loi concernant les substances explosives** [30 mai 1963]. Discussion générale (p. 1150, 1151) ; dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1152). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Lévêque* (p. 1154) ; dans la discussion des **propositions de loi relatives à l'extension de la prime mensuelle de transport à tous les salariés des entreprises privées** [30 mai 1963] ; en vertu de l'article 41 de la Constitution déclare ces propositions irrecevables (p. 1156). — Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. le président du Sénat à la mémoire de Sa Sainteté le pape Jean XXIII [4 juin 1963]. — Maintient l'exception d'irrecevabilité au texte du rapport de la commission des affaires sociales tendant à l'extension, à tous les salariés des entreprises privées, de la **prime de transport** [4 juin 1963]. — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière, Duclos, Menu et Hugues relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1178 ; p. 1184 à 1189). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. de La Gontrie, Courrière, Duclos et Chauvin relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1291 à 1296) ; (p. 1300, 1307, 1308 et 1309). — Oppose l'irrecevabilité, en vertu de l'article 41 de la Constitution, à la proposition de loi de Mme Dervaux portant **extension aux enfants infirmes et déficients des obligations scolaires** [13 juin 1963] (p. 1343). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous, Carcassonne et Mme Dervaux relatives au **statut de la radiodiffusion-télévision française** [18 juin 1963] (p. 1357 à 1360). — Répond aux questions orales de M. Bardol relatives : à l'**allocation de chauffage des mineurs** [25 juin 1963] (p. 1425) ; à la **situation des mineurs silicosés** (p. 1425, 1426) ; à la **situation scolaire de la ville d'Etaples** (p. 1427). — Répond à la question orale de M. Chochoy relative à la **situation scolaire à Saint-Omer** [25 juin 1963] (p. 1428) ; aux questions orales de M. Nayrou concernant : les **cours postscolaires agricoles et ménagers** (p. 1429) ; la **situation de l'école Freinet** (p. 1430, 1431) aux questions orales de M. Louis Gros relatives à la **situation des Français ayant exploité des terres collectives au Maroc** (p. 1432) ; à la **situation des agents français des offices, services concédés et établissements publics marocains** (p. 1433) ; à la question orale de M. Pinton concernant les **services ruraux de transports de voyageurs** (p. 1434) ; à la question orale de M. Jung relative à la **reconstruction des ponts détruits par faits de guerre** (p. 1435) ; à la question orale de M. Sempé concernant les **tarifs des transports de marchandises** (*ibid.*, p. 1436) ; à la question orale de M. Nayrou relative aux **cheminots anciens combattants** (p. 1437) ; à la question orale de M. Delagnes relative à la **pollution des eaux du Drac, de l'Isère et du Rhône** (p. 1437) ; à la question orale de M. Nayrou relative à la **titularisation des auxiliaires de préfecture** (p. 1438). — Répond à la question orale de M. Louis Namy concernant les **accidents mortels au camp de Montlhéry** [2 juillet 1963] (p. 1466) ; à la question orale de M. Chochoy relative à l'**accession à certaines administrations de jeunes gens dispensés d'obligations militaires** [2 juillet 1963] (p. 1467, 1468) ; à la question orale de M. Bordeneuve relative à l'**amélioration de la situation des personnels de préfecture** (p. 1469) ; à la question orale de M. Brégégère concernant les **retards dans l'attribution des primes à la construction** (p. 1470) ; à la question orale de M. Chochoy concernant les **offices publics d'H. L. M.** (p. 1471, 1473 et 1474) ; à la question orale de M. Hugues relative à la **redevance d'équipement** (p. 1474) ; à la question orale de M. René Dubois relative à la **surveillance médicale dans les maisons d'arrêt** (p. 1475, 1476) ; à la question orale de M. Hugues sur la **réforme de la composition de la juridiction d'expropriation** (p. 1476, 1477) ; à la question orale de M. Chochoy relative à l'**affectation de militaires à des postes d'enseignement en Afrique** (p. 1477, 1478). — Répond aux questions orales de M. Marcilhacy relative à l'**attribution d'un seul indicatif d'appel téléphonique aux services publics essentiels** [9 juillet 1963] (p. 1606) ; de M. Nayrou sur le **rétablissement des droits statutaires des inspecteurs du Trésor** (p. 1607) ; de M. Brousse sur le **remembrement** (p. 1607, 1608 et 1609) ; de M. Daniel Benoist relative à la **compensation d'une perte de ressources pour les collectivités locales** (p. 1609, 1610) ; de Mme Dervaux sur les **heures d'ouverture des magasins** (p. 1610) ; de M. Nayrou sur le **classement de certaines affections parmi les maladies dites de longue durée** (p. 1611) et le **congé de longue durée pour les fonctionnaires atteints de certaines maladies graves** (p. 1613) ; de Mme Dervaux relative à la **détention préventive des mineurs pénaux en maison d'arrêt** (p. 1614) ; de M. Henriet sur les **sessions d'examen pour les rapatriés d'Algérie aspirant aux fonctions de notaire** (p. 1615) ; de M. Sempé concernant les **indemnités viagères de départ aux agriculteurs âgés** (p. 1616) **et les prêts à long terme aux agriculteurs pour certaines opérations foncières** (p. 1617) ; de M. Nayrou relative à la **lutte contre la sclérose en plaques** (p. 1618). — Répond aux questions orales avec débat relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1636 à 1641 ; 1650 à 1652). — Répond à la question orale de M. Méric relative aux **salaires horaires de Sud-Aviation de Toulouse** [16 juillet 1963] (p. 1674, 1675). — Est entendu au cours de la discussion des questions orales avec débat de MM. Lamousse, Gros et Cogniot sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1703 à 1709). — Répond : à la question orale de M. Tinaud relative à la **réparation des dégâts causés à la voirie par le dégel** [23 juillet 1963] (p. 1798) ; à la question orale de M. Nayrou sur le **relèvement des plafonds pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité** (p. 1799) ; à la question orale de M. Golvan relative à la **situation du personnel saisonnier des conserveries de poisson** (p. 1800) ; à la question orale de M. Métayer sur l'**horaire de service dans les collèges d'enseignement général** (*ibid.*) ; à la question orale de M. Daniel Benoist relative à l'**installation des bassins nautiques par les communes** (p. 1801) ; aux questions orales de MM. Darou et Bardol concernant le **logement des étudiants de l'académie de Lille** (p. 1802) ; à la question orale de M. Métayer relative aux **traitements des instituteurs** (p. 1803) ; à la question orale de M. Naveau sur le **prix du lait et des produits laitiers** (p. 1804) ; à la question orale de M. Bossus relative à la **nomination des maires et maires adjoints dans les arrondissements de Paris** (p. 1805) ; à la question orale de M. Marcilhacy concernant le **placement de l'emprunt 4,25 p. 100 1963 par les caisses publiques** (p. 1806) ; à la question orale de M. Golvan relative à la **lutte contre la pollution atmosphérique** (p. 1806, 1807). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1808 à 1811) ; (p. 1832 et suivantes) sur la motion de M. Lagrange opposant la question préalable (p. 1838) ; en application de l'article 44 de la Constitution demande au Sénat de se prononcer en un seul vote sur les articles et sur l'ensemble du texte en discussion (p. 1839). — Répond à M. Champeix (p. 1840) ; à M. Dailly (p. 1841). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963] CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1958). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1975). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1976). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coutrot et Duclos relatives à la **réorganisation de la région parisienne** [5 novembre 1963] (p. 2241, 2242 et 2243). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 2561, 2562). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2606 à 2610). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : (p. 2611) ; *amendement de M. Nayrou* (*ibid.*) ; TITRE IV : *amendements de MM. Nayrou et Dutoit* (*octroi du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants*) (p. 2611, 2612). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2649 à 2653). — Discussion des articles. — Art. 75 *bis* (nouveau) ; *amendement de M. Chochoy* (taux d'intérêt servi par le Trésor aux chèques postaux) (p. 2653, 2654). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 2708 à 2710). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — TAXES PARA-

FISCALES. — Discussion de l'art. 35, *Etat E, ligne* 123 : RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2822 à 2825) ; répond à la question de M. Bardol concernant la mise en service de la deuxième chaîne dans la région du Nord (p. 2826) ; Art. 35 (*suite*) : *amendement de M. Pellenc* (p. 2826) ; oppose l'article 40 (p. 2827) ; après l'article 35 : *amendement de Mme Dervaux tendant à accorder aux fonctionnaires de la R. T. F. le bénéfice d'une mise à la retraite anticipée avec une bonification d'ancienneté* (p. 2828) ; oppose l'article 40 à ce texte (*ibid.*). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 2833 à 2835). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2845 à 2849). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; *III.* — JOURNAUX OFFICIELS. — Discussion générale (p. 2975 à 2978). — Discussion des crédits concernant les services généraux. — Art. 18, ETAT B : répond à la question de M. Armengaud sur le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux de nationalité française de la France d'outre-mer (p. 2978) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné* (suppression de l'augmentation du crédit prévu pour le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme) (p. 2979) ; Art. 62 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Coudé du Foresto* (p. 2980).

DURAND (M. CHARLES) [Cher].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

DURAND (M. HUBERT) [Vendée].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

DURIEUX (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Emile Durieux appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur certaines conséquences résultant de l'arrêté n° 24755 du 14 janvier 1963 fixant les prix limites de vente de certains légumes ; il apparaît en effet, selon des indications émanant d'organisations agricoles particulièrement qualifiées, que seule la production maraîchère métropolitaine aurait été soumise à la taxation alors que certains produits importés, de même nature, les endives en provenance de Belgique notamment, ne le seraient pas. Tenant compte de ces informations, il lui demande : 1° si les faits sont exacts et, dans l'affirmative, les raisons qu'il peut invoquer pour justifier cette discrimination ; 2° comment il peut concilier la position prise par le Gouvernement dans ce domaine avec les règles essentielles de la politique agricole commune [24 janvier 1963] (N° 461).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 622, 623) ; (p. 654). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1648) ; (p. 1652). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 (nouveau) : sur le texte modificatif proposé pour l'article 58 D du code du travail relatif à la création du pécule (p. 1733). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réduction de la taxe sur l'essence ordinaire** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2156). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2271) ; (p. 2274). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2434, 2435). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2479). — Observations sur la politique du Gouvernement en matière de production charbonnière. — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3147) — observations sur la vente de sucre à certains pays d'Afrique et sur la taxe de résorption.

DUTOIT (M. ADOLPHE) [Nord].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur les propositions de loi : 1° de MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transports instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 ; 2° de MM. Francis Dassaud, Gabriel Montpied, Michel Champleboux, André Méric et des membres du groupe socialiste et apparenté relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province [25 juin 1963] (N° 146). — *Deuxième rapport supplémentaire* fait au nom de la commission des affaires sociales sur les propositions de loi : 1° de MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 ; 2° de MM. Francis Dassaud, Gabriel Montpied, Michel Champleboux, André Méric et des membres du groupe socialiste et apparenté, relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province [4 juillet 1963] (N° 160).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 313, 314). — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 324, 325 et 326) ; (p. 336). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur l'indemnisation des fonctionnaires des services extérieurs du ministère du travail (p. 338). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 470). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 576). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à accorder aux cheminots anciens combattants le bénéfice de la double campagne* (p. 596). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. — Explique sont vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 848). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1127, 1128). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion des **propositions de loi relatives à l'extension de la prime mensuelle de transport à tous les salariés des entreprises privées** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1154 à 1156). — **Suite de la discussion** [4 juillet 1963] (p. 1593, 1594). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1820 à 1823) ; (p. 1831). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2136). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* et 16 : explique son vote sur les amendements de M. Dulin (p. 2364). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2541). — Observations sur l'allocation aux infirmes et incurables. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 2553). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2600, 2601). — Observations sur la situation et les salaires des cheminots ; la politique ferroviaire du Gouvernement. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire ce crédit afin d'obtenir du Gouvernement l'octroi du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants* (p. 2611). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2660, 2661). — Observations ayant porté notam-

ment sur la revalorisation des allocations familiales et des allocatons vieillesse ; (p. 2664). — Discussion des articles. — Art. 70 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au régime de la sécurité minière* (p. 2670). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 2790). — Observations sur l'insuffisance des moyens en personnel de la direction générale des impôts. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2933). — Observations sur l'octroi du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants. — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3109, 3110). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice de cet article aux jeunes gens démobilisés* (p. 3115) ; *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par une disposition prévoyant que des logements décents seront assurés aux travailleurs déplacés* (p. 3116) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux droits des travailleurs refusant de quitter une région de sous-emploi* (p. 3116) ; Art. 3 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice de l'allocation spéciale aux travailleurs dans l'incapacité de se reclasser, même s'ils n'ont pas atteint l'âge de soixante ans* (p. 3117) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements d'outre-mer** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3248).

E

EMAILLE (M. JULES) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

ERRECART (M. JEAN) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Jean Errecart fait part à *M. le ministre de l'intérieur* de l'émotion profonde qui s'est emparée de toute la population du pays basque à la suite de l'accident tragique qui a coûté la vie à un jeune homme d'Ainhoa, abattu le 23 avril 1963 par un C. R. S. d'une balle en plein front.

L'enquête doit établir, d'une façon précise, les circonstances de cet accident mais des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter dans l'avenir le retour de telles erreurs.

Si les circonstances ont pu, à un certain moment, justifier dans notre département frontalier des mesures exceptionnelles de police et de contrôle, il semble, d'après les déclarations rassurantes faites par les ministres responsables eux-mêmes, qu'il est possible de revenir aujourd'hui à des contrôles plus souples et plus normaux.

Il demande en conséquence à *M. le ministre de l'intérieur* quand il espère que cette région frontalière paisible pourra retrouver le calme et la tranquillité.

Il lui signale que cela est particulièrement souhaitable pour une région dont la réputation d'hospitalité n'est pas à faire et qui tient à la conserver ; de tels accidents, comme des contrôles trop tracassiers et répétés, ne peuvent que gravement porter atteinte aux intérêts de toute cette population et en particulier aux intérêts légitimes de tous ceux qui vivent du tourisme. Il serait éminemment souhaitable que les hommes qui sont chargés de ces contrôles soient des hommes capables de rester maîtres de leurs réactions [30 avril 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2443, 2444). — Observations sur le financement du F. A. S. A. S. A. (fonds d'action sociale et d'amélioration des structures agricoles) ; l'équipement des industries alimentaires. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2646). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2721, 2722 et 2723). — Observations ayant porté notamment sur la réforme de la taxe locale.

ESTEVE (M. YVES) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommé secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des communautés européennes [19 décembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 172). — Intervient dans la discussion de la **résolution portant modification des articles 44 et 45 du règlement du Sénat** [16 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à mettre aux voix la question préalable après les explications du Gouvernement et du rapporteur* (p. 1061). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1138, 1139). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 17 *bis* : (p. 1252). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2453). — Observations sur l'enseignement et la formation professionnelle agricole. — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963] ; sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 3079, 3080).

F

FASTINGER (M. PIERRE) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Intervention :

Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière, Duclos, Menu et Hugues relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1173 à 1180) ; (p. 1188).

FAURE (M. EDGAR) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Lévêque* (p. 1153, 1154). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1390 à 1393).

FILIPPI (M. JEAN) [Corse].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté [11 décembre 1963] (n° 73).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer* in fine *un article additionnel relatif aux taxes et impositions en Corse* (p. 797). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Courrière* (p. 1022, 1023). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 (*nouveau*) : *amendement de M. Jung* (p. 1988). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Explique son vote sur l'art. 3 (p. 2385). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2449). — Observations sur le financement des travaux d'irrigation en Corse. — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963] ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale du budget du PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 2558, 2559). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 2707, 2708). — Observations sur : les liaisons entre la Corse et le continent ; l'étalement de la saison. — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention relative aux accords conclus entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3178, 3179).

FLECHET (M. MAX) [Loire].

Réélu Sénateur le 24 février 1963.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [9 mai 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1963, discuté en deuxième lecture, portant maintien de la stabilité économique et financière** [19 juin 1963] (p. 1371). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendements de MM. Plait et René Dubois relatifs à la réforme des services extérieurs du ministère de la santé* (p. 2542) ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget du PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 2556 à 2558).

FLEURY (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale [11 décembre 1963] (n° 72).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 490, 491). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *explique son vote sur l'amendement de M. Audy* (p. 800). — Intervient dans la discussion des questions orales relatives au **statut de la radiodiffusion-télévision française** [18 juin 1963] (p. 1356, 1357). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ETAT E, *ligne* 123 : RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE. — (p. 2818, 2819). — Observations sur les dépenses d'investissement occasionnées par l'installation de la seconde chaîne de télévision. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 2831). — Observations sur la création d'un service de presse et d'information et sur le relèvement des crédits affectés au fonds culturel. — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi concernant l'emploi d'officiers dans les services de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3128, 3129). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à insérer une disposition relative aux diplômes exigés* (p. 3135).

FOSSET (M. ANDRÉ) [Seine].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963, restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés [28 novembre 1963] (n° 44).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, prorogeant certaines dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 sepetmbre 1962 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie [28 novembre 1963] (n° 45).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — Titre V. — Art. 53 : *amendement de M. le général Ganeval, soutenu par M. Yer* (p. 184). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget des RAPATRIÉS (p. 726 à 728). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire le crédit de 2 millions de francs, le ministère des rapatriés disposant de crédits trop largement évalués* (p. 740, 741) ; *son amendement tendant à réduire de 500.000 francs le crédit d'un million prévu au titre III pour le fonctionnement des commissions* (p. 741) ; TITRE IV ; *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 742) ; Art. 41 : *son amendement rédactionnel* (p. 743) ; Art. 57 : *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel 57 A (nouveau) relatif à l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés* (p. 743) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 743, 744) ; *sur l'amendement de Mlle Rapuzzi au titre IV ;* observations sur la recevabilité de cet amendement (p. 748). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1210, 1211). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 15 : observations sur le versement aux rapatriés d'une allocation vieillessse (p. 1240) ; observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1252). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 11 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif aux assurés sociaux rapatriés d'Algérie* (p. 1903). Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2494, 2495). — Observations sur : la situation de la magistrature ; la réforme des méthodes de l'administration pénitentiaire ; l'amnistie. — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion : du **projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés** [4 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3058, 3059) ; du **projet de loi prorogeant certaines dispositions relatives au logement des rapatriés d'Algérie.** — Discussion générale (p. 3060). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à étendre les dispositions de cet article au personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française* (p. 3136).

FOURNIER (M. JEAN-LOUIS) [Landes].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 415). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 504). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). Discussion générale (p. 689, 690) ; (p. 694). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2925, 2926).

FOYER (M. JEAN), **Garde des Sceaux, Ministre de la Justice** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Est entendu au cours du débat sur les **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 14 et suivantes). — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 30 : *amendement de M. Vignon* (p. 18) ; Art. 63 et 77 : *amendements de M. Vignon* (*ibid.*). — Art. 698 : répond aux observations de M. Hugues relatives au régime pénitentiaire (p. 18) ; répond à M. Marcilhacy (p. 19) ; *amendement de M. Vignon* (*ibid.*) ; *amendement de M. Vignon à l'alinéa* 6 (p. 19, 20) ; *amendement de M. Courrière tendant à supprimer l'alinéa* 6 *de cet article* (p. 20) ; répond à la question posée par M. Rougeron (*ibid.*) ; *amendement de M. Vignon modifié par M. Le Bellegou* (p. 21) ; *amendement de M. Vignon à l'alinéa* 11 (*ibid.*) ; *amendement de M. Vignon à l'alinéa* 15 (*ibid.*) ; *amendement de M. Vignon à l'avant-dernier alinéa* (*ibid.*) ; *amendement de Mme Dervaux* (p. 22) ; Art. 699 : *amendements de MM. Vignon et Namy tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 22, 23) ; art. additionnel 4 (nouveau) : *amendement de M. Bardol* (p. 24). — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 1er : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 26) ; Art, 2 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 27, 28) ; Art. 12 : *amendements de MM. Vignon et Messaud* (p. 29, 30, 31) ; Art. 17 : *amendement de M. David* (p. 32) ; Art. 19 : *amendement de M. David* (*ibid.*) ; Art. 22 : *amendement de Mme Dervaux* (p. 33) ; Art. 26 : *amendement de M. Messaud* (p. 35) ; Art. 29 *bis* (nouveau) : *amendement de M. Henriet* (p. 36) ; Art. 33 : *amendement, présenté au nom du Gouvernement, relatif aux conséquences des sanctions disciplinaires pouvant être prononcées par la cour à l'encontre d'un avocat* (p. 37, 38) ; Art. 47 (p. 40) ; Art. 49 : répond à la question posée par M. Delalande à propos de l'ordonnance du 12 juillet 1962 (p. 41). — **Suite de la discussion** [11 janvier 1963] (p. 59). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — **Discussion générale** (p. 114). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *amendement de M. Jozeau-Marigné tendant à supprimer cet article* (p. 114) ; Art. 1er *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 115) ; Art. 2 : *son amendement concernant le § 1er de cet article relatif à la tierce opposition* (p. 116) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné :* observations sur la détermination des personnes habiles à exercer la tierce opposition (*ibid.*) ; Art. 5 : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 119) ; Art. 6 : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (*ibid.*) ; Art. 9 (*nouveau*) : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 120) ; Art. 10 (*nouveau*) : *amendement de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article* 81 *du code de la famille et d'aide sociale concernant les règles du secret* (p. 121, 122) ; *son sous-amendement relatif à la communication des dossiers par le service de l'aide sociale aux magistrats de l'ordre judiciaire* (p. 123). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion générale (p. 824, 825) ; (p. 829). — Discussion de l'article unique ; *amendement de M. Marcilhacy* (p. 831, 832, 833). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1581, 1582). — Discussion des articles. — Art. 23 : *amendement de M. Delalande :* observations (p. 1586). — Est entendu dans la suite de la discussion de la **proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** [4 juillet 1963]. — Oppose, aux termes de l'article 41 de la Constitution, une fin de non-recevoir à la nouvelle rédaction de la proposition de loi en discussion (p. 1587). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1589). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 1590, 1591) ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1592) ; *son amendement tendant à limiter la possibilité d'indexation aux seules rentes viagères entrant dans le cadre de cette loi* (p. 1593). — **Suite de la discussion de la proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** [4 juillet 1963]. — Estimant que cette proposition de loi est inopportune, demande au Sénat de la repousser (p. 1594). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organique modifiant le statut de la magistrature** [25 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1927). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux donations mutuelles entre époux** [29 octobre 1963] (p. 2186) ; dans la discussion du **projet de loi concernant les droits réels sur aéronefs** (*ibid.*). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Abel-Durand à l'article* 12-14 *du code de l'aviation civile* (p. 2189) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs** (*ibid.*). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pams* (p. 2190). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Soudant* (p. 2291) ; *son amendement tendant à préciser que les dispositions de la loi sont applicables aux accidents survenus après le* 31 *décembre* 1961 *ainsi qu'aux instances engagées à l'occasion d'accidents survenus avant cette date et n'ayant pas fait l'objet d'une décision passée en forme de chose jugée* (p. 2291). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de MM. Lafay et Richard* (p. 2295) ; *amendement de M. Emile Dubois* (p. 2297) ; répond à MM. Bernier et Abel-Durand (*ibid.*) ; Art. 3 : (p. 2299). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens de certains incapables** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement rédactionnel* (p. 2301) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer le* 2e *alinéa du texte proposé pour l'art.* 595 *du code civil et d'insérer,* in fine, *un nouvel alinéa* (p. 2302) ; Art. 4 : (*ibid.*) ; Art. 6 : *son amendement tendant à donner à l'administrateur légal des pouvoirs analogues à ceux prévus à l'article* 509 *du code civil* (p. 2302, 2303). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3238). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3253).

FRUH (M. CHARLES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (n° 24).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 16). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 443, 444 et 445). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion générale (p. 829, 830). — Explique son vote sur ce projet discuté en **deuxième lecture** [19 février 1963] (p. 886). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres) intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2985 à 2988). — Discussion des articles. — Art. 18, ÉTAT B : *son amendement tendant à diminuer le crédit du titre IV* (*suppression des crédits destinés aux festivals*) (p. 2995, 2996, 2997).

G

GADOIN (M. JACQUES) [Nièvre].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 267).

GANEVAL (GÉNÉRAL JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1963 adopté par l'Assemblée nationale (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [29 janvier 1963] (n° 47).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi modifiant l'article 1er de la loi du 30 mars 1928 en ce qui concerne l'admission des sous-officiers de gendarmerie au statut des sous-officiers de carrière [18 juin 1963] (n° 127).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale : 1° autorisant la ratification de la convention signée le 31 juillet 1962 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de divers problèmes frontaliers ; 2° transférant la propriété d'un immeuble [2 juillet 1963] (n° 155).

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (n° 26).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire [10 décembre 1963] (n° 69).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale [10 décembre 1963] (n° 70).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 352 à 354). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article* 48 bis, *un article additionnel nouveau relatif à l'intégration de certains fonctionnaires du ministère des anciens combattants* (p. 702). — Explique son vote sur le **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963] (p. 1412). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi concernant les sous-officiers de gendarmerie** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1447, 1448). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant, au deuxième alinéa de cet article, à préciser que les sous-officiers de gendarmerie totalisant au moins trois ans de service conservent le bénéfice des dispositions antérieures* (p. 1449). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1876, 1877). — Discussion des articles. — Art. 20 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1915). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification d'une convention avec la République fédérale d'Allemagne et le transfert de propriété d'un immeuble** [26 juillet 1963] (p. 1960). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section commune, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2748 à 2750). — Observations ayant porté notamment sur : le programme nucléaire ; les armes et services en particulier la gendarmerie ; la condition militaire (p. 2771). — Discussion des articles. — Art. 75 *bis* A : *son amendement tendant à insérer cet article demandant que soient reconnus les services accomplis, avant l'âge de dix-sept ans, par les engagés volontaires entre le 6 juin 1944 et le 8 mai 1945* (p. 2775). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion des **projets de loi relatifs : à la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire** [11 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3124, 3125) ; à **l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** (p. 3127, 3128). — Discussion des articles du projet de loi relatif à la réduction du nombre des officiers. — Art. 1er : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition précisant que, toutes les pensions d'ancienneté étant acquises à 25 ans de service, aucun abattement n'existe plus* (p. 3133) ; Art. 3 : *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou à l'échelon exceptionnel de leur grade lorsqu'il en existe un »* (*ibid.*) ; Art. 5 : *son amendement rédactionnel* (p. 3134). — Discussion des articles du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services de l'éducation nationale. — Art. 3 : *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ou à l'échelon exceptionnel de leur grade lorsqu'il en existe un »* (p. 3136).

GARET (M. PIERRE) [Somme].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963, restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant au maintien du contrat de travail pour le personnel s'absentant pour satisfaire à des obligations de défense civile [17 décembre 1963] (n° 88).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 258 et suivantes) ; (p. 269). — Discussion des articles. — TITRE III : *amendement de M. Brun* (p. 271). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 449). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 518, 519) ; (p. 521). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 534) ; (p. 538). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2490 à 2493). — Observations ayant porté notamment sur : la situation des magistrats ; la Cour de sûreté de l'Etat ; les tribunaux d'instance ; la situation du personnel et le problème des bâtiments de l'administration pénitentiaire ; la réforme des professions d'avoués et de greffiers. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire ce crédit relatif à l'octroi d'une subvention à l'association pour le développement de l'action pénitentiaire et post-pénale* (p. 2502, 2503) ; ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Abel-Durand* (p. 2503). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2632). — Observations ayant porté notamment sur la réparation des dommages de guerre. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 2656). — Observations sur le relèvement du montant des dépôts et sur le taux d'intérêt. — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3025, 3026 et 3027).

GEOFFRE DE CHABRIGNAC (MARQUIS JEAN DE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

GEOFFROY (M. JEAN) [Vaucluse].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi tendant à compléter l'article 335-4 du code pénal [9 mai 1963] (n° 87).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 595, 1429, 1430 et 1718 du code civil relatifs aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits ainsi que l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés [5 juin 1963] (n° 112).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger le décret impérial du 12 août 1807 concernant les baux à fermes des hospices et des établissements d'instruction publique ainsi que le dernier alinéa de l'article 812 du code rural [20 juin 1963] (n° 138).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant répression du proxénétisme** [30 mai 1963] (p. 1156). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique** [4 juillet 1963]: — Discussion générale (p. 1581). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : demande que cet article soit réservé (p. 1592) ; Art. 4 : *amendement de M. Jean Foyer, garde des sceaux, tendant à supprimer cet article* (p. 1593). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens de certains incapables** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Jean Foyer, garde des sceaux* (p. 2303).

GIACOBBI (M. FRANÇOIS) [Corse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

GISCARD D'ESTAING (M. VALÉRY), **Ministre des finances** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

En cette qualité, prend la parole au cours de la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963] — Discussion générale (p. 78, 79). — Discussion des articles. — CHAPITRE Ier. — MUTATIONS DE JOUISSANCE. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc* (p. 80). — CHAPITRE II. — ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES. — Art. 7 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Molle* (p. 82). — CHAPITRE III. — VENTES DE BIENS MEUBLES CORPORELS ET INCORPORELS. — Art. 8 : *amendement de M. Pellenc ;* Art 10 : *amendement de M. du Halgouët* (p. 84) ; Art. 12 : *amendement de M. Marcel Molle* (p. 85) ; répond à la question posée par M. Jozeau-Marigné (p. 85). — CHAPITRE IV. — MUTATIONS A TITRE GRATUIT. — Art. 19 : oppose l'article 40 à l'amendement de M. Marcel Molle (p. 87) ; Art. 20 *ter* : *amendement de M. Armengaud* (p. 88) ; Art. 20 *quater* (*nouveau*) : *amendement de M. Marcel Molle* (p. 88) ; Art. 23 : oppose l'article 40 à l'amendement de M. Voyant (p. 90). — CHAPITRE VI. — Art. 30 : répond à la question posée par M. Marcel Molle (p. 90) ; Art. 33 (p. 91) ; oppose l'article 40 à l'amendement de M. Voyant (p. 91). — CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS DIVERSES. — Art. 40 *ter* : *amendement de M. Marcel Molle* (p. 92) ; Art. 43 : *amendement de M. Pauzet ;* oppose l'article 40 (p. 93) ; *amendement de M. Blondelle soutenu par M. Pauzet* (*ibid.*) ; Art. 47 *bis* : *amendement de M. Guy Petit* (p. 95) ; *son amendement tendant à préciser le texte voté par l'Assemblée nationale* (p. 95, 96) ; Article additionnel 47 *ter* (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot* (p. 96). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — CHAPITRE V (précédemment réservé). — RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION. — Art. 24 : observations concernant la fiscalité immobilière (p. 129, 130, 131) ; répond aux observations présentées : par M. Molle (p. 132) ; par M. Courrière (p. 132) ; par M. Coutrot (*ibid.*) ; (p. 133) ; *amendement de M. Marrane tendant à supprimer cet article* (p. 134) ; *amendement de M. Molle* (*ibid.*) ; *amendement de M. Descours Desacres* (p. 134, 135) ; observations sur l'*amendement de M. Coutrot* (p. 135, 136, 137) ; *amendement de M. Marcel Molle* (p. 138, 139) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 139) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 140) ; répond à la question posée par M. Voyant sur l'octroi des primes à la construction (p. 140) ; *amendement de M. Chochoy* (p. 141) ; répond aux observations présentées par M. Molle au § III de cet article 24 (p. 142) ; *oppose l'article 40 à l'amendement de M. Hugues soutenu par M. Bruyneel* (p. 144) ; § IV : répond aux observations présentées par M. Molle relatives à la fixation des taux de réfaction de la T. V. A. (p. 144) ; *amendement de M. Guy Petit* (p. 145) ; *son amendement tendant à modifier les troisième et quatrième alinéas du § IV relatifs aux taux de réfaction* (p. 145, 146) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 146) ; § VI : *amendement de M. Pellenc* (p. 148). — **Suite de la discussion** [15 février 1963]. — Art. 24 *bis* (*nouveau*) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de MM. Marrane et Courrière (p. 856) ; Art. 25 : *amendement de M. Dailly* ; le déclare irrecevable (p. 857, 858) ; *amendement de M. Voyant* (p. 858) ; sur le § II de l'art. 25 (p. 859) ; *amendement de M. Dailly* (p. 859) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 860) ; *amendement de M. Dailly* (*ibid.*) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 860) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 862) ; observations sur les amendements déposés à l'art. 25 (p. 862, 863) ; *son amendement tendant, dans les deux alinéas du § VI de l'art. 25, à substituer les mots « à la date de publication de la présente loi » aux mots « au 1er octobre 1962 »* (p. 863) ; Art. 25 *bis* : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à la taxation des entreprises individuelles de construtcion* (p. 864) ; Art. 26 : *amendement de M. Voyant* (*ibid.*) ; *Art. 29, § I : son amendement proposant une synthèse des amendements déposés sur cet article* (p. 868, 869) ; *son amendement tendant à modifier l'alinéa c du § I de cet article relatif aux statuts des sociétés immobilières d'investissement* (p. 869) ; *amendement de M. Desaché* (*ibid.*) ; § II : *amendement de M. Dailly* (p. 870) ; *amendement de M. Roubert* (p. 871) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du § III de cet article* (*ibid.*) ; répond à MM. Voyant et Masteau (p. 872) ; oppose l'article 40 à l'amendement de Mme Dervaux (p. 872) ; oppose l'article 40 à l'amendement de M. Bossus (p. 873) ; sur les amendements tendant à insérer un article 24 *bis nouveau* (*précédemment réservés*) (p. 873, 874, 875) : invoque l'article 40 de la Constitution (p. 875) ; sur l'ensemble (p. 875). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1194 à 1197) ; (p. 1200). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [25 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1929, 1930). — Discussion des articles. — Art. 8 *bis* : *son amendement tendant à insérer cet article exonérant du droit de frais de justice les jugements et arrêts rendus par les tribunaux administratifs en matière de contributions directes et de taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 1932) ; Art. 9 : *son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental, sans recours devant la Cour d'appel* (*ibid.*) ; après l'article 10 : *amendement de M. Ludovic Tron* (p. 1933, 1934) ; Art. 19 : *amendement de M. Ludovic Tron* (p. 1935) ; Art. 20 : *amendement de M. Marcilhacy* (*ibid.*) ; Art. 24 : *amendement de M. Ludovic Tron* (p. 1937) ; Art. 32 : *amendement de M. Ludovic Tron* (p. 1939). — Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. le président du Sénat à la mémoire de M. François de Nicolay, sénateur de la Sarthe [26 novembre 1963] (p. 2867).

GOLVAN (M. VICTOR) [Morbihan].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au domaine public maritime [24 juillet 1963] (n° 202).

Questions orales :

M. Victor Golvan expose à *M. le ministre du travail* la situation difficile dans laquelle se trouvent les travailleurs saisonniers dont l'activité dépend exclusivement des mouvements

de la pêche à la sardine. Selon le protocole d'accord signé le 7 décembre 1959 et adopté dans le cadre de l'article 2 de la convention du 31 décembre 1958 créant le « régime d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi », les ouvrières des usines de conserve de poissons cotisent obligatoirement sans pouvoir espérer un bénéfice quelconque. Les conditions exigées des travailleurs saisonniers pour l'octroi des allocations spéciales prévoient qu'ils doivent justifier, dans tous les cas, d'au moins 1.000 heures de travail salarié au cours des douze mois précédant la cessation d'activité. Depuis 1959, pratiquement, aucune ouvrière travaillant dans les usines de conserve de sardine n'a pu réaliser cet horaire, même en 1962 où la pêche aurait pu être excellente mais où elle a dû être limitée, le nombre d'heures global moyen de la saison n'a été que de 850 heures. L'hiver a été rude et la pêche déficitaire. La saison sardinière 1963 s'annonce mauvaise, un salaire brut de 388 F durant la première quinzaine de juin 1962 est tombé à 222 F pendant la même période de juin 1963 et la situation de bien des familles est alarmante. Déjà les ouvrières, venues des communes voisines des ports de pêche, envisagent un départ plus ou moins rapide, pour se placer dans des emplois plus rentables. Si la campagne sardinière reprend dans les mois à venir, les conserveries ne pourront absorber la pêche, faute de personnel et nous verrons en 1963 se reposer les mêmes problèmes qu'en 1962. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir intervenir auprès de la direction des caisses d'A. S. S. E. D. I. C., pour que soient améliorées les conditions d'action des allocations spéciales de chômage. Il lui demande également de bien vouloir accorder au personnel des usines de conserve de poisson le bénéfice des allocations aux salariés partiellement privés de travail [2 juillet 1963] (n° 511). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1800).

M. Victor Golvan demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les motifs pour lesquels les décrets d'application de la loi du 2 août 1961 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ne sont pas encore publiés. L'organisation mondiale de la santé estime qu'au niveau actuellement atteint, la pollution atmosphérique constitue un danger sérieux et certain et les retards apportés sont largement préjudiciables à la santé publique [2 juillet 1963] (n° 512). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1806).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 287). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 476, 477). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 632). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — IV. — MARINE MARCHANDE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE *IV : son amendement tendant à supprimer les crédits afin d'obtenir du Gouvernement une solution aux transports maritimes avec les îles atlantiques ou méditerranéennes* (p. 720) ; le retire (p. 721). — Intervient dans la discussion des questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1649). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 511** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1800) ; à sa **question orale n° 512** (*cf. supra*) (p. 1807). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi relatif au domaine public maritime** [10 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2077). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, à l'alinéa D tendant à préciser la situation des terrains gagnés sur la mer, notamment à la suite de travaux d'endigage* (p. 2078) ; *son amendement, à l'avant-dernier alinéa de cet article, tendant à concéder d'office aux collectivités locales et sociétés d'économie mixte les accroissements artificiels* (p. 2079) ; le retire (p. 2080) ; *sous-amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 2080) ; Art. 4 : *son amendement tendant, dans ce texte, à remplacer le mot « immeuble » par le mot « terrain »* (p. 2082) ; *son amendement, au 2e alinéa de cet article, tendant à fixer à vingt mètres la limitation de réserve aux seuls propriétaires de terrains bâtis* (p. 2082) ; *sous-amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 2083) ; *son amendement tendant à insérer, après le second alinéa, un nouvel alinéa* (p. 2083) ; le retire (p. 2084). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2446). — Observations ayant porté notamment sur la situation des petits exploitants agricoles. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion gnérale (p. 2841, 2842).

GRAND (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est nommé membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [27 novembre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport (au nom de la commission des affaires sociales) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser que les ostréiculteurs et les mytiliculteurs inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins ne dépendent pas du régime de l'assurance vieillesse des personnes non-salariées de l'agriculture [30 avril 1963] (N° 78).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée [16 juillet 1963] (N° 182).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée [26 juillet 1963] (N° 229).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 412). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 611) ; (p. 632). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 713). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 848). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1062). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à modifier l'intitulé du chapitre III nouveau* (p. 1063), *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (ibid.) ; *son amendement tendant à déterminer les conditions de compétence technique que devront remplir les médecins praticiens exerçant la médecine du travail agricole* (p. 1064) ; *son amendement tendant à supprimer le texte présenté pour l'article* 1000-3 *du code rural* (p. 1064) ; retire son amendement et se rallie au texte déposé par le Gouvernement relatif à l'exercice de leurs fonctions par les médecins agréés (*ibid.*) ; *son amendement rédactionnel* (p. 1065), *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (ibid.). — Intervient en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la **proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs et mytiliculteurs inscrits maritimes** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1065, 1066). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement proposant une nouvelle rédaction du texte modificatif présenté pour l'article* 1060 (6e) *du code rural* (p. 1066, 1067) ; art. 1er *bis : son amendement tendant à insérer cet article complétant l'article* 645 *du code de sécurité sociale* (p. 1068) ; art. 2 : *son amendement tendant à compléter* in fine *cet article par une disposition précisant qu'aucun remboursement de prestations ou de cotisations ne pourra être réclamé en application de la présente loi* (ibid.). *Son amendement tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi* (p. 1069). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion **du projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1741, 1742). — Discussion des articles. — Art. 2 *bis nouveau : amendement de M. Bernier* (p. 1744) ; art. 3 : *son amendement tendant à modifier l'article* 543-1 *du code de la sécurité sociale afin d'étendre le bénéfice de cet article aux femmes seules ayant un enfant infirme à charge* (p. 1745) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; *amendement de M. Bernier* (p. 1746). — **Discussion en deuxième lecture** [26 juillet 1963] (p. 1974). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2462). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2526, 2527). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963].

— CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2624, 2625). — Observations sur la lutte contre les termites en Charente-Maritime. — Intervient, en remplacement de M. Bernard Lemarié, rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en **troisième lecture**, de la **proposition de loi modifiant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [3 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3048). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer l'article* 94 ter *du code du travail* (p. 3049 3050). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [6 décembre 1963]. — Sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire. — Discussion des articles. — Art. 18 : observations (p. 3091). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 3152). — **Discussion en deuxième lecture** [17 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à ajouter au 2e paragraphe les mots : « par les conseils régionaux des ordres », après les mots : « de l'ordre des chirurgiens dentistes »* (p. 3226) ; le retire (p. 3227).

GRANDVAL (M. GILBERT), **ministre du travail** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient en cette qualité dans la discussion du **projet de loi complétant l'article 107 a du livre 1er du code du travail** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1660) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1662). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 1663). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1730). — Discussion des articles. — Article A (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot tendant à abroger les articles* 58, 59 *et* 60 *du livre II du code du travail et à les remplacer par des articles nouveaux ;* Art. 58 (*nouveau*) : observations sur l'autorisation individuelle préalable (p. 1731) ; Art. 58 *a* (*nouveau*) : observations sur l'octroi des autorisations visées à l'article précédent (p. 1731) ; *sous-amendement de M. Tinant tendant à assouplir la procédure des autorisations* (p. 1732) ; Art. 58 *b* (*nouveau*) : observations sur la création et la gestion du pécule (p. 1733) ; Art. 58 c (*nouveau*) : (p. 1733) ; *sous-amendement de M. Tinant* (p. 1733, 1734) ; Art. 59 (*nouveau*) : (p. 1734) ; Art. 60 (*nouveau*) : observations (*ibid.*) ; Art. c (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot* (p. 1735) ; Art. d (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot* (*ibid.*) ; Art. f (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot* (p. 1736) ; Art. 11 : *amendement de Mme Cardot* (p. 1737). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à permettre le recours contre le tiers responsable d'un accident de trajet** [18 juillet 1963]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1740) ; *amendement de M. Philippon* (*ibid.*). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3106, 3112, 3113 et 3114). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de M. Lagrange* (p. 3115) ; Art. 2 : *amendement de M. Dutoit* (p. 3116) ; lui oppose l'article 40 de la Constitution (*ibid.*) ; *amendement de M. Dutoit* (p. 3116) ; Art. 3 : *amendement de M. Lagrange* (p. 3117) ; Art. 4 : *amendement de M. Lagrange* (*ibid.*) ; Art. 5 : *amendement de M. Lagrange* (p. 3118).

GRAVIER (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

GREGORY (M. LÉON-JEAN) [Pyrénées-Orientales].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *amendement de M. Bène* (p. 798, 799). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 53 : *amendement de M. Chochoy* (p. 3015).

GROS (M. LOUIS) [Français établis hors de France].

Est nommé président de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Louis Gros rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* la situation des Français exploitant des terres collectives au Maroc, en vertu de contrats de longue durée ou bénéficiaires de conventions d'aliénation perpétuelle de jouissance qui, à la suite de l'application du dahir du 9 mai 1959, ont dû abandonner, sans préavis ni indemnité, les domaines qu'ils avaient mis en valeur et qu'ils exploitaient depuis de nombreuses années en vertu de droits régulièrement et légalement acquis. Il lui demande s'il est permis d'espérer que ces Français recevront dans un avenir prochain, la juste indemnisation qui leur est due [4 juillet 1962] (n° 427). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1432).

M. Louis Gros rappelle à M. le *ministre des affaires étrangères* le rôle essentiel, à tous les échelons, des agents français des offices, services concédés et établissements publics marocains, dans l'œuvre de coopération technique franco-marocaine pour le fonctionnement de ces services et la formation des cadres marocains. Il rappelle, en outre, que dans la lettre et l'esprit de la loi du 4 août 1956, il n'était fait aucune distinction entre ces agents et ceux de la fonction publique. Il lui demande s'il n'estime pas équitable et également nécessaire au succès de la coopération technique de reconnaître à tous ces agents la qualité, la situation et les avantages d'agents de la coopération technique et d'éviter ainsi des inégalités de traitements nuisibles à l'harmonie et à l'efficacité de l'effort commun [30 avril 1963] (n° 472). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1433).

Question orale avec débat :

M. Louis Gros demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :*

1° Quels sont les motifs qui ont amené le Gouvernement à envisager de modifier et compléter le décret du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement public ;

2° Quels sont les moyens prévus pour réaliser cette réforme [4 juin 1963]. — Réponse [16 juillet 1963] (p. 1676 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 488, 489). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendements de M. Tailhades et Mme Dervaux ; explique son vote* (p. 494). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 733 à 735). — **Discussion des articles.** — ETAT B, TITRE IV : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 749). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement de M. Longchambon* (p. 1341). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales nos 427 et 472** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1432, 1433). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1676 à 1679). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2689 à 2692). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion des articles. — Art. 18. ETAT B : *amendement de M. Pellenc concernant l'inventaire général des monuments historiques* (p. 2993) ; *amendement de M. Pellenc* (maisons de la culture) (p. 2998). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — En qualité de président de la commission des affaires culturelles, intervient dans la discussion des articles de ce budget. — Art. 71 *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article qui, par un transfert de crédits, permettrait à la direction des relations culturelles de faire bénéficier certaines personnes de passages gratuits sur des avions voyageant en partie à vide* (p. 3008, 3010).

GUILLAUMOT (M. PAUL) [Yonne].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

GUILLE (M. GEORGES) [Aude].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Questions orales avec débat :

M. Georges Guille demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien préciser devant le Sénat l'orientation de la politique européenne de son gouvernement, notamment en matière économique et de défense, au lendemain de la conférence de presse du Président de la République et des déclarations et réactions qu'elle a provoquées sur le plan international [16 janvier 1963]. — Réponse [21 mai 1963] (p. 1080 et suivantes).

M. Georges Guille demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir : 1° la politique de la France, dans le domaine des armements atomiques et nucléaires, au lendemain de l'accord conclu à Moscou le 25 juillet 1963 entre les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ; 2° la politique étrangère de la France, plus spécialement dans ses rapports avec les puissances membres de l'Organisation atlantique [3 octobre 1963]. — Réponse [15 octobre 1963] (p. 2088 à 2104).

Interventions :

A l'occasion de la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) fait part de ses observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 173, 174). — Présente des observations sur les décisions de la conférence des présidents [12 février 1963]. — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1080 à 1085). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2088 à 2092) ; (p. 2101, 2102). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion des articles. — Art. 21 : observations sur la politique de la force de frappe (p. 2869, 2870) ; (p. 2873).

GUILLOU (M. LOUIS) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est nommé membre suppléant de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance (*décret du* 15 *juillet* 1960) [24 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2442, 2443). — Observations sur l'enseignement et la vulgarisation agricoles ; l'équipement de la Bretagne en magasins de conservation pour plants de pommes de terre.

GUYOT (M. RAYMOND) ([Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à ramener à un an la durée du service militaire [10 décembre 1963] (n° 67).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 227 et suivantes). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Explique son vote sur les crédits figurant au titre III de ce budget (p. 322). — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 355, 356 et 357). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1388 à 1390). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2104). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2683, 2684).

H

HABIB-DELONCLE (M. MICHEL), **secrétaire d'Etat aux affaires étrangères** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi portant ratification de la convention internationale pour la sécurité de la navigation aérienne « eurocontrol »** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 104, 105) ; (p. 107). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1107 à 1111). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1378 à 1381) ; sur la motion préjudicielle présentée par M. Le Bellegou opposant la question préalable à la ratification du traité (p. 1406 à 1409). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Lecanuet* (p. 1410, 1411) ; déclare cet amendement irrecevable aux termes de l'article 41 de la Constitution (p. 1412) ; sur l'ensemble (p. 1413). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention fiscale franco-monégasque** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1954 à 1956). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant autorisation de la ratification d'une convention avec la République fédérale d'Allemagne et le transfert de propriété d'un immeuble** [26 juillet 1963] (p. 1960). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'une convention relative à l'esclavage** [26 juillet 1963] (p. 1962) ; dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'une convention entre la France et Madagascar** (p. 1963) ; dans la discussion du **projet de loi portant accords et conventions entre la France et le Mali** (p. 1965). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification du code des postes et télécommunications** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1966). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2097 ; 2099 à 2104). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 2553, 2554 et 2555). — Discussion des articles. — Art. 18, TITRE *IV : amendement de M. Pellenc* (p. 2555, 2556). — Observations sur le « service des volontaires du progrès ». — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2691 ; 2693 à 2701). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Portmann* (dotation du fonds culturel) (p. 2701). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention entre la France et l'Espagne en matière fiscale** [21 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2702).

HALGOUET (M. ROGER DU) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE III. — Ventes de biens meubles corporels et incorporels. — Art. 10 : *son amendement tendant à compléter cet article* (p. 84). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2346). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2449, 2450). — Observations sur les opérations de remembrement et la vulgarisation agricole.

HAMON (M. YVES) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 511, 512). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2448). — Observations sur le remembrement et les adductions d'eau dans le Finistère.

HENRIET (M. JACQUES) [Doubs].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Jacques Henriet expose à *M. le ministre de la justice* que le décret n° 62-1226 du 19 octobre 1962 permet aux avocats et avoués, rapatriés d'Algérie, d'être nommés notaires en métropole, après avoir accompli un stage de six mois dans une étude de notaire et avoir subi avec succès un examen devant une commission siégeant à Paris ; que depuis octobre 1962 les rapatriés aspirant aux fonctions de notaire en métropole ont pu

accomplir valablement le stage imposé, mais qu'ils n'ont pu subir l'examen prévu audit décret, aucun examen n'ayant eu lieu à ce jour et la date d'ouverture des sessions n'étant pas encore fixée ; que, de ce fait, ils sont gênés dans la possibilité de se réinstaller et qu'ils subissent un préjudice grave. Il lui demande en conséquence de bien vouloir organiser, dès que possible, des sessions d'examen, au besoin même pendant la période des vacances judiciaires, étant donné l'urgence [20 juin 1963] (n° 504). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1615, 1616).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté. — Art. 29 *bis* : *son amendement tendant à insérer cet article accordant des dommages-intérêts moraux et matériels aux individus victimes de garde à vue injustifiée* (p. 36). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 364). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 408) ; (p. 415, 416) ; (p. 418, 419). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 484, 485). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 592, 593). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 686). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière, Duclos, Menu et Hugues relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1182 à 1184). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1685 à 1687). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p, 2531, 2532). — Observations sur : la vaccination antipoliomyélitique (p. 2533) ; la création d'un Institut mondial du cerveau (p. 2534) ; le problème de la route et de ses dangers (*ibid.*, p. 2535). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2606). — Observations sur la liaison Rhône—Rhin et la réfection de la route Dijon—Vallorbe. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2661, 2662). — Observations sur la revalorisation des allocations familiales et sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes. — Discussion des articles. — Art. 67 : observations sur le transfert d'une charge de 615 millions du fonds des assurances sociales à celui des prestations familiales (p. 2668). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2886, 2887). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Pellenc tendant à la suppression de cet article* (p. 3152).

HEON (M. GUSTAVE) [Eure].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Donne sa démission de membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [30 mai 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères [30 mai 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'Exécutif provisoire algérien [14 février 1963] (n° 61).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Jacques Descours Desacres, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil [9 mai 1963] (n° 86).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 1577-III du code général des impôts (minimum garanti de la taxe locale) [23 mai 1963] (n° 103).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 12 de l'ordonnance n° 62-718 du 30 juin 1962 relative aux tribunaux des forces armées en Algérie [25 juillet 1963] (n° 218).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'application du protocole judiciaire avec l'Algérie** [19 février 1963]. — Discussion générale (p. 892). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'article 75 du code civil relatif à la célébration du mariage** [30 mai 1963] (p. 1157). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif aux tribunaux des forces armées en Algérie** [26 juillet 1963] (p. 1971). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2634).

HERZOG (M. MAURICE), **secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi portant réglementation de la profession d'éducateur physique ou sportif** [19 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1755, 1756). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Noury* (p. 1756) ; Art. 4 : *son amendement tendant à fixer les conditions dans lesquelles ceux qui exercent la profession d'éducateur physique ou sportif devront souscrire un contrat d'assurances* (p. 1757) ; dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'obligation et à la gratuité scolaires pour les enfants handicapés physiques ou mentaux** [19 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1761, 1762).

HOUDET (M. ROGER) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Israël, du 21 avril au 1er mai 1963, relative aux conditions de la mise en valeur du territoire et aux formes d'organisation économique et sociale du secteur agricole [27 juin 1963] (n° 150).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à modifier les trois premiers alinéas de cet article relatifs à l'élection des administrateurs des centres régionaux* (p. 1783, 1784). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Art. 4 : *amendement de M. Audy* (p. 1848) ; *son sous-amendement tendant à préciser que l'autorisation de procéder à des coupes serait donnée par le service des eaux et forêts après avis du centre régional* (ibid.) ; Art. 10 : *amendement de M. Audy* (p. 1866).

HUGUES (M. EMILE) [Alpes-Maritimes].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, portant suppression des droits dits « de bandite » [5 juin 1963] (N° 111).

Proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct [2 juillet 1963] (N° 153).

Questions orales :

M. Emile Hugues rappelle à *M. le ministre de la justice* que la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 prévoit, dans son article 18, la réforme de la composition de la juridiction d'expropriation ; il lui demande pour quelles raisons le Gouvernement n'a pas encore publié les textes d'application de cette réforme et dans quels délais il compte la mettre en œuvre [28 mai 1963] (N° 489). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1476, 1477).

M. Emile Hugues rappelle à *M. le ministre de la construction* que la loi n° 61-691 du 3 juillet 1961 dispose que, dans les secteurs en voie d'urbanisation ou de rénovation, les propriétaires des terrains nus ou bâtis peuvent être tenus de participer à l'effort d'équipement collectif dont ils bénéficient sous la forme d'une redevance d'équipement ; il souhaite connaître les résultats obtenus par l'application de cette loi [28 mai 1963] (N° 490). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1474, 1475).

Question orale avec débat :

M. Emile Hugues demande à *M. le Premier ministre* de définir la politique des salaires qu'entend suivre le Gouvernement.

Il lui demande, notamment, de préciser par quelles mesures il compte assurer aux travailleurs une participation réelle à l'augmentation du revenu national et s'il entend laisser subsister la libre discussion des conventions collectives [14 mai 1963]. — Réponse [4 juin 1963] (p. 1175 et suivantes).

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 6 et 7). — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. Art. 698 : observations sur le régime pénitentiaire (p. 18) ; *amendement de M. Vignon* (p. 19) ; Art. 699 : *explique son vote sur l'amendement de MM. Vignon et Namy tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 23). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émision d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1019, 1020). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1175 à 1178) ; (p. 1186). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 : observations (p. 1212, 1213) ; (p. 1215) ; demande que cet article soit réservé (p. 1216) ; sur les articles 4 et 4 *bis* (*réservés*) : observations sur les législations de même nature applicables dans les autres pays du Marché commun (p. 1221). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963] sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1326). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 490** (*cf. supra*) [2 juillet 1963] (p. 1474, 1475) ; à sa **question orale n° 489** (*cf. supra*) (p. 1477). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 1590, 1591). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1813, 1814, 1815). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale; observations sur le plan de stabilisation du Gouvernement (p. 2321 à 2324). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Art. 2 *bis* à 8 : observations sur la fiscalité immobilière et la taxation des plus-values foncières (p. 2375, 2376, 2377) ; Art. 3 (p. 2380). — A l'occasion de l'adoption du procès-verbal de la séance du 14 novembre 1963, prie le bureau du Sénat de demander les raisons pour lesquelles le Sénat n'a plus sa place dans l'information du pays (actualités télévisées) [15 novembre 1963] (p. 2416).

I

ISAUTIER (M. ALFRED) [La Réunion].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 379, 380). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 646, 647). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article* 50 quater, *un article additionnel nouveau, relatif au prix du sucre* (p. 662) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Discussion des articles. — Art. 35, ETAT E : *amendement de M. Marie-Anne* (p. 2815). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2940 à 2942). Observations ayant porté notamment sur le financement du projet d'hydraulique agricole du Bras de la Plaine par le fonds européen.

J

JACQUET (M. MARC), **Ministre des travaux publics et des transports** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la pension de retraite de certains fonctionnaires de l'ordre technique** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1487). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Marie-Anne* (p. 1488) ; dans la discussion du **projet de loi instituant une obligation d'assurance pour les exploitants d'engins de remontée mécanique** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1489). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au domaine public maritime** [10 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement rédactionnel de M. Marcilhacy* (p. 2078) ; alinéa *b* : *amendement de M. Golvan* (p. 2078, 2079), avant-dernier alinéa : *amendements de MM. Golvan et Marcilhacy* (p. 2080) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Marcilhacy tendant à introduire dans ce texte la notion de création et d'usage de plages artificielles* (p. 2080) ; Art. 3 : *amendement de M. Marcilhacy et sous-amendement tendant à préciser qu'au cas de déclassement des parcelles, leur mise en vente n'est pas obligatoire* (p. 2081) ; Art. 4 : *amendement de M. Golvan* (p. 2082) ; *amendement de M. Golvan au deuxième alinéa de cet article* (ibid.) ; *son sous-amendement à l'amendement ci-dessus tendant à donner une garantie spéciale aux terrains clos de murs et attenant à une habitation* (p. 2083) ; *amendement de M. Golvan* (p. 2084).

JACQUINOT (M. LOUIS), **ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi modifiant l'art. 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [27 juin 1963] (p. 1456).

JAGER (M. RENÉ) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales [29 janvier 1963] (N° 44).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi relatif à la constatation des infractions à la législation sur les substances explosives [16 mai 1963] (N° 93).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, adopté par l'Assemblée nationale [5 juin 1963] (N° 107).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (N° 25).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — Art. 57 *septiès : soutient l'amendement de M. Fosset tendant à compléter cet article par un § III relatif au personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française* (p. 189) ; le retire (*ibid.*). — II. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, présente ses observations (p. 192,

193). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 577, 578). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi concernant les substances explosives** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1150). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la désignation des personnes habilitées à relever les infractions à la législation et à la réglementation des substances explosives* (p. 1151). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1202 et 1203). — Discussion des articles — Art. 1er : *son amendement au § 1er tendant à préciser que le prix d'achat effectif s'entend déduction faite des rabais ou remises consentis par le fournisseur au moment de la facturation* (p. 1213) ; *son amendement, au § 2e, tendant à la suppression du 2e alinéa* (p. 1214) ; *son amendement tendant à substituer au § 2 à l'expression « produits périssables »* celle de *« produits périssables non transformés »* (*ibid.*), (p. 1215). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Art. 4 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer ce texte* (p. 1228) ; Art. 4 *bis* : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1228) ; Art. 8 : observations concernant la réglementation des certificats de qualité (p. 1233) ; *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; Art. 10 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1234). — **Discussion en deuxième lecture** [19 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1366, 1367). — Intervient, au nom de M. Pinton, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi modifiant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1996). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 2794, 2795 et 2796). — Observations ayant notamment porté sur les travaux de l'I. N. S. E. E. (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) et la situation de notre commerce extérieur.

JAMAIN (M. EUGÈNE) [Cher].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Manche].

Vice-Président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

En qualité de vice-président, préside la séance du 30 janvier 1963 ; la séance du 31 janvier 1963 ; la séance du 6 février 1963 ; la séance du 7 février 1963 ; la séance du 13 février 1963 ; la première séance du 20 février 1963 ; la première séance du 21 février 1963 ; la séance du 12 juin 1963 ; la séance du 20 juin 1963 ; la séance du 25 juin 1963 ; la séance du 11 juillet 1963 ; la séance du 22 juillet 1963 ; la deuxième séance du 23 juillet 1963 ; la séance du 25 juillet 1963 ; la séance du 6 novembre 1963 ; la séance du 13 novembre 1963 ; la séance du 19 novembre 1963 ; la séance du 20 novembre 1963 ; la séance du 21 novembre 1963 ; la deuxième séance du 26 novembre 1963 ; la séance du 27 novembre 1963 ; la séance du 28 novembre 1963 ; la séance du 19 décembre 1963.

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du code civil, relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive [16 janvier 1963] (n° 41).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée générale en deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale [14 février 1963] (n° 59).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi concernant la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1er mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales [16 mai 1963] (n° 94).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant une obligation d'assurance pour les exploitants de chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, de téléphériques ou d'autres engins de remontée mécanique [20 juin 1963] (n° 137).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 3 et 39, alinéa 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [18 juillet 1963] (n° 192).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [11 janvier 1963] ; explique son vote sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire (p. 61). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE III. — Ventes de biens meubles corporels et incorporels. — Art. 12 : observations relatives au partage d'immeubles et au partage de successions et de communautés (p. 85). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 108, 109). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article concernant le délai de la procédure d'adoption en ce qui concerne les mineurs de seize ans* (p. 114, 115) ; Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'adoption d'un enfant naturel* (p. 115) ; Art. 1er *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer ce texte relatif à l'autorisation d'adoption en cas de refus abusif des parents* (p. 115) ; Art. 2 : *son amendement, au § I, tendant à porter à une année le délai de la tierce-opposition et à déterminer les personnes habiles à l'exercer* (p. 116) ; *amendement de M. le garde des sceaux* (p. 117) ; Art. 3 : *son amendement tendant à la suppression de cet article relatif à la mention de l'adoption en marge des actes de l'état civil* (p. 118) ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer cet article concernant certaines mentions figurant sur l'acte de naissance d'un enfant adopté* (p. 118) ; Art. 5 : *son amendement rédactionnel ;* observations sur l'ensemble de cet article (p. 118) ; *son amendement tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 368 du code civil* (p. 119) ; *soutient le sous-amendement de M. Marcilhacy au même article* (ibid.) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 119) ; Art. 8 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'irrévocabilité de la légitimation adoptive et au refus d'adhésion* (p. 120) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 9 (nouveau) relatif au transfert des droits de puissance paternelle* (p. 120) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 10 (nouveau) modifiant l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale concernant les règles du secret* (p. 121) ; *sous-amendement de M. le garde des sceaux relatif à la communication des dossiers aux magistrats de l'ordre judiciaire* (p. 123). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 521). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [19 février 1963]. — Discussion générale (p. 887). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis* : *son amendement rédactionnel* (p. 888) ; Art. 1er *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid) ; le retire (p. 889) ; Art. 2 demande le vote de cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 889) ;

Art. 5 : *son amendement tendant à modifier le § 3 de l'art. 368 du code civil* (ibid., p. 890) ; *son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de l'art. 368 du code civil* (p. 890) ; Art. 10 : *son amendement tendant à modifier l'art. 81 du code de la famille et de l'aide sociale concernant les règles du secret* (p. 890, 891) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'art. 81 du code de la famille* (p. 891). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Molle* (p. 1026) ; Art. 2 A *(nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article modifiant le début de l'art. 846 du code rural* (p. 1035) ; Art. 3 : *son amendement au premier alinéa de cet article, relatif à la forclusion* (p. 1039). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à relever de la forclusion certains preneurs de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1039, 1040). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1040) ; Art. 1er *bis : son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 2 : *son amendement tendant à préciser qu'en cas de non-conciliation le tribunal pourra être saisi au fond et à tout moment par la partie la plus diligente* (ibid.) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1041). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi concernant la pêche dans les eaux territoriales** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1446) ; en remplacement de M. Hugues, rapporteur de la commission des lois, intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi portant suppression des droits dits « de bandite »** (p. 1447). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi instituant une obligation d'assurance pour les exploitants d'engins de remontée mécanique** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1488). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 1591). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à permettre le recours contre le tiers responsable d'un accident de trajet** [18 juillet 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à insérer dans le code de la sécurité sociale un article L 470-1 relatif au recours contre le tiers responsable* (p. 1739, 1740). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article 13 sexies, un article additionnel nouveau demandant au Gouvernement de soumettre au Parlement la ratification des textes concernant la lutte antialcoolique* (p. 1907). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi organique modifiant le statut de la magistrature** [25 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1927). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable** [26 juillet 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement, au § III, tendant à proposer la date du 31 décembre 1962 pour la mise en application des dispositions de la loi* (p. 1975, 1976). — Après la discussion du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation,** remercie, en tant que président de la commission spéciale, M. le rapporteur, le secrétaire et les membres de cette commission, du travail accompli à l'occasion de l'élaboration de ce projet [30 octobre 1963] (p. 2231, 2232). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2633). — Observations sur le problème des sinistrés et le recouvrement des trop-perçus sur les dommages de guerre. — Discussion de articles. — Art. 52 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux cessions de parts sociales* (p. 2639, 2640). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Art. 18, ETAT B : *son amendement tendant à la suppression de l'augmentation de crédit prévu pour le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme* (p. 2978, 2979).

JUNG (M. LOUIS) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommé membre suppléant de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [24 octobre 1963].

Question orale :

M. Louis Jung expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la non-reconstruction des ponts détruits par faits de guerre représente un danger et une entrave très grave à la circulation. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement pense prendre afin d'accélérer la reconstruction des ponts et dans quels délais ces travaux pourraient être réalisés [10 juillet 1962] (n° 432). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1435).

Question orale avec débat :

M. Louis Jung expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que la rentrée scolaire 1963 dans l'enseignement primaire, secondaire et technique s'est faite dans des conditions alarmantes et ceci malgré les promesses réitérées faites devant le Sénat.

Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour améliorer cette situation dans l'avenir et si, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, la rentrée pourra se faire normalement [15 octobre 1963]. — Réponse [22 octobre 1963] (p. 2127 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 537). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 587). — Discussion des articles. — ETAT B TITRE IV : *amendements de MM. Nayrou et Dutoit* (p. 597). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 56 *ter : son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel relatif à l'intégration des commis de préfecture* (p. 791). — Intervient dans la discussion des questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1307). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 432** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1435). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1688). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1773, 1774). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 1868). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1978, 1979). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement* (p. 1984) ; Art. 8 : *son amendement tendant à proposer pour ces jeunes gens une durée de service égale à une fois et demie celle accomplie par la classe à laquelle ils appartiennent* (p. 1986) ; Art. 12 *(nouveau) : son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1987, 1988). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2127, 2128). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [6 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — COOPÉRATION. — Discussion des articles. — Art. 18 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2556). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2603, 2604). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2637). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2885, 2886). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi portant extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant les monuments historiques** [19 décembre 1963] (p. 3246).

K

KALB (M. PAUL-JACQUES) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [16 novembre 1963] (p. 2285). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2603). — Observations sur : la liaison fluviale Rhin-Moselle—Saône et Rhône ; la percée des Vosges et du tunnel de Bussang ; la liaison ferroviaire de Neuf-Brisach à Fribourg.

KAMIL (M. MOHAMED) [Côte française des Somalis].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis [9 mai 1963] (n° 84).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 389). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1449).

KAUFFMANN (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Michel Kauffmann expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le décret n° 55-673 du 20 mai 1955 a institué la protection de la bouteille flûte dite à « Vin du Rhin » ; que cette protection a été réclamée par les organisations de la viticulture alsacienne et de son commerce, pour mettre un terme aux abus de plus en plus fréquents d'y loger des produits d'autres origines, un arrêté du 13 mai 1959 paru au *Journal officiel* du 3 juin ayant donné suite à ce désir en mentionnant les exceptions tolérées ; que toutefois, afin de permettre l'écoulement des vins déjà embouteillés, frappés désormais de l'interdiction d'emploi de la bouteille susvisée, le service de la répression des fraudes avait accordé un délai de deux ans (d'ailleurs déjà prévu dans le décret du 20 mai 1955) pour la mise en application de l'arrêté du 13 mai ; que ce délai qui venait à expiration le 31 juillet 1961, fut prorogé d'un an par une circulaire du 14 juillet 1961 et fut par la suite prolongé à nouveau jusqu'au 31 décembre 1962, et ne trouve pas encore son application aujourd'hui à la suite d'autres manœuvres de tergiversation. Il lui demande les raisons de ces lenteurs et les mesures qu'il compte prendre pour que les textes parus soient enfin mis en application [2 juillet 1963] (n° 513). — Réponse [8 octobre 1963] (p. 2068).

M. Michel Kauffmann expose à *M. le ministre de l'agriculture* que si la taxe de résorption des excédents a trouvé sa justification dans les années excédentaires en betteraves et en sucre, il ne comprend pas les raisons qui ont incité le Gouvernement à ne pas la supprimer en totalité cette année où le marché international se révèle déficitaire en raison du renversement opéré depuis plus d'un an sur le marché mondial du sucre. L'ouragan Flora qui vient de dévaster les Caraïbes a encore accentué cette situation. La taxe de résorption constituant la participation des producteurs au financement des pertes subies à l'exportation les années de grosses récoltes ne trouve plus sa justification dans la campagne en cours pour laquelle, en raison du marché mondial, il existe des possibilités d'exportation de sucre et de betteraves à des prix supérieurs aux prix intérieurs français. Il lui demande pour quelles raisons la taxe de 7,50 francs a été ramenée à 3,50 francs et n'a pas été supprimée en totalité et quelles mesures il compte prendre pour laisser bénéficier les producteurs de betteraves d'une conjoncture favorable après les difficultés qu'ils ont connues les années pasées [24 octobre 1963] (n° 536). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3045).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 288). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 645, 646). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle des produits antiparasitaires agricoles** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1070). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1072). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès de M. le Premier ministre, à sa **question orale n° 513** (*cf. supra*) [8 octobre 1963] (p. 2068). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2444, 2445) — observations ayant porté, notamment, sur le remembrement ; le régime d'assurance accident en vigueur dans les départements du Rhin et de la Moselle. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2631, 2632). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2649). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 536** (*cf. supra*) [3 décembre 1963] (p. 3045).

KISTLER (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 287). — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 300 à 302). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 480). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 518). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 532 à 534). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1400, 1401). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2657, 2658) — observations sur l'article 67 prévoyant le transfert d'une charge de 615 millions du fonds des assurances sociales à celui des prestations familiales et sur l'article 70 instituant une surcompensation interprofessionnelle des prestations de vieillesse et d'accidents du travail entre le régime minier et le régime général de sécurité sociale. — Discussion des articles. — Art. 67 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (*cf. supra*) (p. 2667) ; Art. 67 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article fixant les modalités du remboursement aux assurés sociaux des produits pharmaceutiques* (p. 2669) ; Art. 70 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (*cf. supra*) (p. 2670). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2926).

L

LACAZE (M. JEAN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

LACHEVRE (M. ROGER) [Seine-et-Oise].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [11 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 708 à 711) ; (p. 719). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III. — *Amendement de M. Golvan* (p. 720) ; Art. 36 : *Amendement de M. Yvon* (p. 722). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Observations sur l'article additionnel 24 *bis* (p. 873). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. —Discussion générale (p. 1021, 1022). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs et mytiliculteurs inscrits maritimes** [16 mai 1963]. —

Discussion des articles. — Art. 1er : explique son vote sur l'amendement de M. Grand (p. 1067). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 2703, 2704). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 3027).

LACHOMETTE (M. JEAN DE) [Haute-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 : observations (p. 1727).

LAFAY (M. BERNARD) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à adjoindre la recherche de l'oxyde de carbone à celle de l'alcool sur la personne des conducteurs d'automobiles auteurs d'accidents de la circulation [25 juillet 1963] (n° 222).

Intervention :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à rendre les dispositions de cet article applicables aux tirs aux pigeons vivants* (p. 2295) ; le retire (*ibid*).

LAFLEUR (M. HENRI) [Nouvelle-Calédonie].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRE D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 390, 391, 392). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2955 à 2957). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3190, 3191).

LA GONTRIE (M. PIERRE DE) [Savoie].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Pierre de La Gontrie, au nom du groupe de la gauche démocratique, demande à *M. le Premier ministre* de définir la politique du Gouvernement en ce qui concerne les libertés locales et l'autonomie communale, bases essentielles de la démocratie, et de préciser sa position sur les modifications qui lui sont prêtées au sujet de la structure et de l'administration des collectivités locales.

Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour obtenir la diminution des charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur ces collectivités, afin de permettre à ces dernières, tant par le transfert effectif à l'Etat des charges qui lui incombent et qui sont injustement supportées par les communes, que par la création d'une véritable caisse de prêts et d'équipement, d'engager les investissements nécessaires à leur expansion.

Il lui demande enfin comment il envisage d'associer efficacement les représentants élus des collectivités aux études de réformes administratives portant sur leurs droits et leurs moyens d'action, à la conception et à la réalisation des plans et décisions en matière d'aménagement du territoire, aux conférences départementales et régionales et d'une façon générale à tout ce qui peut concerner le développement et la prospérité des communes [9 mai 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Déplore l'absence des ministres compétents pour chacun des budgets ainsi que l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat (p. 170). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Explique son vote sur la suspension de séance demandée par MM. Carcassonne et Lecanuet (p. 219). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies :* explique son vote sur l'amendement de M. Bousch (p. 793). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963] (p. 835). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 883). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1210). — Discussion des articles. — Art. 1er : demande que le vote de cet article soit réservé (p. 1217). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1275 à 1278). — Explique son vote sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1963, discuté en deuxième lecture, portant maintien de la stabilité économique et financière** [19 juin 1963] (p. 1371). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963] ; explique son vote (p. 1839). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Emile Dubois* (p. 2294). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Observations sur la procédure du vote unique et explication de vote sur les articles 4 à 8 (p. 2393).

LAGRANGE (M. ROGER) [Saône-et-Loire].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige [4 juillet 1963] (n° 165).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [19 juillet 1963] (n° 198).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [25 juillet 1963] (n° 211).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable [26 juillet 1963] (n° 228).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au fonds national de l'emploi [6 décembre 1963] (n° 66).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 328, 329). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1660, 1661). — Discussion des articles. —

Art. 2 : *son amendement tendant à modifier l'art. L. 514-1 du code de la sécurité sociale* (p. 1663). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1811, 1812 et 1813) ; pose la question préalable avant le passage à la discussion des articles (p. 1837). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963]. — En qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission (p. 1956, 1957). — Intervient, en remplacement de M. Messaud, rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion en **deuxième lecture** de la **proposition de loi tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1975). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1976). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2658, 2659 et 2660). — Observations ayant porté notamment sur : les problèmes de l'emploi, du travail et de la main d'œuvre, les prestations familiales ; la situation financière de la sécurité sociale ; les problèmes particuliers qui se posent dans les départements et territoires d'outre-mer. — Discussion des articles. — Art. 70 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au régime de la sécurité minière* (p. 2671). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3106 à 3109). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, au 2e alinéa, à supprimer les mots « à caractère consultatif »* (p. 3114) ; *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du 2e alinéa de cet article* (p. 3115) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 2 :*amendement de M. Dutoit* (p. 3116) ; art. 3 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice des allocations spéciales prévues au dernier alinéa de cet article, aux travailleurs âgés de plus de cinquante ans non bénéficiaires de la législation relative aux travailleurs handicapés ou à l'assurance invalidité* (p. 3117) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 4 : *son amendement tendant à préciser les informations d'ordre budgétaire que le rapport annuel du ministre devra contenir* (p. 3117) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, au nom de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son sous-amendement tendant à supprimer les mots : « compte tenu du supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie »* (p. 3159) ; *son sous-amendement tendant à remplacer le taux de 10 p. 100 par celui de 7 p. 100* (*ibid.*). — **Discussion en deuxième lecture** [17 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant, au paragraphe II, à substituer aux mots : « charge nette » les mots : « charge supplémentaire »* (p. 3227) ; le retire (p. 3228).

LALLOY (M. MAURICE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la réalisation de certains travaux d'équipement rural, notamment en matière d'hydraulique [13 février 1963] (n° 55).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi modifiant la loi du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole [9 mai 1963] (n° 90).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie [11 décembre 1963] (n° 74).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 643, 644, 645). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI, *amendement de M. Pauzet* (p. 656). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique** [21 février 1963]. — Discussion générale (p. 918, 919). — Discussion des articles. — Art. 8 (*nouveau*) : *son amendement tendant à étendre les dispositions de cette loi aux départements d'outre-mer* (p. 920) ; le retire (p. 921). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle des produits antiparasitaires agricoles** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1069). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2451, 2452 et 2453). — Observations sur le remembrement et les adductions d'eau (p. 2462). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant association entre la Turquie et la Communauté économique européenne** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3182).

LAMBERT (M. MARCEL) [Morbihan].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi de Mlle Irma Rapuzzi, MM. Antoine Courrière, Roger Carcassonne, Edouard Soldani, Edouard Le Bellegou, Clément Balestra et des membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'établissement national des invalides de la marine marchande [27 juin 1963] (n° 147).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 107 *a* du livre Ier du code du travail [27 juin 1963] (n 148).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 519). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion générale (p. 690). — Est entendu au cours des débats sur les questions orales de MM. Courrière, Duclos, Menu et Hugues relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1184). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi complétant l'article 107 « a » du livre Ier du code du travail** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1660).

LAMOUSSE (M. GEORGES) [Haute-Vienne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Georges Lamousse demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :*

1° De vouloir bien définir la politique qu'il entend poursuivre dans le domaine de la réforme de l'enseignement ;

2° De préciser les moyens financiers qu'il compte mettre en œuvre pour l'appliquer (n° 26) [20 juin 1963]. — Réponse [16 juillet 1963] (p. 1679 et suivantes).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtres nationaux), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 445, 446). — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 474). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **réforme**

de l'enseignement [16 juillet 1963] (p. 1679 à 1682). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — TITRE III : *observations sur l'Université de Paris et sur la création de nouvelles académies* (p. 2895) ; TITRE IV : observations sur les bourses d'enseignement supérieur (p. 2898). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma), intervient dans la discussion de ce budget (p. 2988). — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *son amendement tendant à réduire la dotation du titre IV pour protester contre la diminution des subventions allouées en faveur des activités musicales et la suppression des crédits concernant les festivals* (p. 2996, 2997) ; après l'article 81 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel modifiant l'article* 1561, 2° du *code général des impôts* (détaxe de certains films) (p. 2999). — Intervient dans la discussion des **projets de loi relatifs à la réduction des effectifs des officiers par le départ volontaire et à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale commune (p. 3131, 3132). — Discussion des articles. — Art 2 : *amendement de M. Fleury tendant à insérer une disposition relative aux diplômes exigés* (p. 3135) ; le reprend (*ibid.*).

LAPLACE (M. ADRIEN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

LAURENS (M. ROBERT) [Aveyron].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

LA VASSELAIS (M. GUY DE) [Eure-et-Loir].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à considérer la présence ininterrompue au front (zone de combat) pendant quatre années, de 1914 à 1918, comme titre de guerre entrant dans le décompte des titres exigés des anciens combattants de la guerre de 1914-1918 pour l'attribution de la médaille militaire ou la croix de chevalier de la Légion d'honneur [30 avril 1963] (n° 73).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 693) ; (p. 697, 698). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 887). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2276). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2610). — Observations sur l'aménagement de la route nationale 10 entre Rambouillet et Chartres.

LAVY (M. ARTHUR) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

LE BASSER (M. FRANCIS) [Mayenne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [30 octobre 1963].

LE BELLEGOU (M. EDOUARD) [Var].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission supérieure de codification et simplification des textes législatifs et réglementaires [18 juillet 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi organique tendant, conformément au dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution, à préciser et à compléter les dispositions dudit article [4 juillet 1963] (n° 166).

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 9, 10 et 11). — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 698 : *amendement de M. Vignon : demande le remplacement de l'expression «entraves armées » par « entraves à main armée »* ; Art. 699 : *explique son vote sur l'amendement de MM .Vignon et Namy tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 23, 24). — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 1er : *son amendement à l'alinéa* 3e *tendant à remplacer les militaires par des magistrats de l'ordre judiciaire* (p. 26) ; *son amendement tendant à supprimer la fin du* 4e *alinéa de cet article* (p. 27) ; Art. 2 : *son amendement tendant à garantir l'indépendance des magistrats de la cour de sûreté* (p. 27, 28) ; Art. 9 (p. 28). — Art. 12 : *amendement de M. Vignon* (p. 30). — Art. 16 : *son amendement tendant à la suppression de la garde à vue* (p. 32) ; Art. 26 : *amendement de M. Messaud* (p. 35) ; Art. 33 : *son amendement tendant à prévoir l'audition du bâtonnier ou d'un représentant du conseil de l'ordre avant toute sanction contre un avocat* (p. 37, 38). — **Suite de la discussion** [11 janvier 1963]. — Explique son vote sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire (p. 60, 61). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 109 et suivantes). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis (nouveau) : amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 115) ; Art. 2 : observations sur les amendements de M. Jozeau-Marigné et M. Foyer, garde des sceaux (p. 117) ; Art. 10 *(nouveau) : amendement de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article* 81 *du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux règles du secret* (p. 121, 122). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 357 à 359). — Discussion des articles. — Art. 15 ; *soutient l'amendement de M. Chochoy tendant à réduire les crédits du titre III de* 2 *millions de francs si la durée du service militaire est réduite à une année* (p. 366) ; Art. 16 : *son amendement tendant à supprimer les* 816 *millions de francs destinés à la force de frappe* (p. 368). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 517, 518) ; (p. 521). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion générale (p. 827 à 829). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [14 février 1963]. — Conclusions de la commission mixte paritaire. — Art. 15 : observations sur le port de Toulon et l'escadre de la Méditerranée (p. 840). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 884). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Explique son vote sur l'article 1er (p. 1215, 1216) ; Art. 15 : *amendement de M. Molle* (p. 1241). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Sa motion préjudicielle tendant à opposer la question préalable à la ratification du traité (p. 1402 à 1406). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2256, 2257). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2305). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussions générale (p. 2496 à 2498). — Observations ayant porté sur : la situation des magistrats et de différents personnels de ce ministère ; la loi d'amnistie ; les atteintes portées par l'exé-

cutif à l'indépendance du pouvoir judiciaire. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : explique son vote sur l'amendement de M. Garet (p. 2503). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2510, 2511) ; (p. 2518). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2575 à 2578). — Discussion des articles. — ETAT B, Art. 18 : *son amendement tendant au rejet des crédits demandés* (p. 2585). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 2655, 2656). — Observations sur le plafond des dépôts et le taux d'intérêt. — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2766, 2767 et 2768). — Observations ayant porté notamment sur la partie de ce budget relative à la marine nationale et en particulier sur le plan de charge des arsenaux ; explication de vote sur les crédits destinés à la force de frappe.

LEBRETON (M. MARCEL), [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 646). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 *(nouveau)* : *explique son vote sur l'amendement de M. Audy* (p. 800). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2273) ; (p. 2274).

LECANUET (M. JEAN), [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

A l'occasion de la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie), présente des observations sur l'attitude prise par le Gouvernement à l'égard du Sénat [29 janvier 1963] (p. 171). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963** [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères fait part de ses observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 216, 217), (p. 219), (p. 220, 221). — Discussion générale (p. 224, 225). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Duclos* (p. 233) ; TITRE V : observations sur l'opportunité d'un débat de politique étrangère (p. 234). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 448). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE — II. — INFORMATION. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur la R. T. F. et la liberté d'information (p. 782). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 885, 886). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à faire précéder cet article d'un exposé des motifs* (p. 1410, 1411). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2760 à 2763) : observations sur le problème de la force de frappe et ses implications stratégiques et politiques (p. 2770). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — ARMÉES *(suite)* prend la parole à l'issue de la réponse de M. Boulin, secrétaire d'Etat, à ses observations présentées dans la séance du 22 novembre 1963 *(cf. supra)* (p. 2873, 2874).

LEGOUEZ (M. MODESTE) [Eure].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-18 du 11 janvier 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [10 octobre 1963] (n° 2).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-140 du 20 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [19 juin 1963] (n° 132).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 31 du code général des impôts [19 décembre 1963] (n° 109).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1071). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif aux tarifs douaniers** *(décret du 20 février* 1963) [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1580). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif au tarif des droits de douane d'importation** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2167).

LEGROS (M. MARCEL) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 630, 631).

LEMAIRE (M. MARCEL) [Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5. : (p. 1854). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies* : explique son vote sur l'amendement de M. Pauzet (p. 3162).

LEMARIE (M. BERNARD) [Côtes-du-Nord].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de MM. Auguste Pinton, Henri Cornat, René Jager, Modeste Legouez et Robert Liot, modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer [20 juin 1963] (n° 134).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [26 juillet 1963] (n° 230).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [22 novembre 1963] (n° 37).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUELIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 410, 411). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1152). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commision des affaires sociales, à la discussion de la **propositon de loi modifiant l'art. 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [27 juin 1963] — Discussion générale (p. 1451, 1452). — Discussion de l'article unique. — *Amendement de M. Cornat au deuxième alinéa du texte proposé pour l'art.* 94 (p. 1454) ; *amendement de M. Pinton tendant à compléter le texte proposé pour l'art.* 94 *bis* (p. 1455) ; Art. additionnel 2 *(nouveau)* : *son sous-amendement tendant, dans*

le texte proposé par l'amendement de M. Pinton, à rédiger comme suit le début du paragraphe 3° « Sauf dispositions plus favorables des conventions collectives ou du contrat de travail, ces voyages interviendront... » (p. 1456). — **Discussion en deuxième lecture** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1996). — Discussion des articles. — Art. 1er — *son amendement au premier alinéa du texte proposé pour l'article* 94 *bis du code du travail* (p. 1997) ; *son amendement tendant à supprimer l'article* 94 ter *introduit dans le code du travail* (*ibid.*) ; Art. 3 (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer l'article* 125 bis *introduit dans le code du travail* (p. 1998).

LEONARD (M. ROGER), **premier président de la Cour des Comptes.**

Dépose, en cette qualité, sur le bureau du Sénat le rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année [28 mai 1963].

LE SASSIER-BOISAUNE (M. ETIENNE) [Orne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Intervention :

Intervient lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat au budget, à la question orale de M. Henriet relative aux **sessions d'examen pour les rapatriés d'Algérie aspirant aux fonctions de notaire** [9 juillet 1963] (p. 1616).

LEVACHER (M. FRANÇOIS) [Eure-et-Loir].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

LEVEQUE (M. PAUL) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant [28 mai 1963] (n° 99).

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963] (p. 834). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en deuxième lecture, de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1151, 1152). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 1153, 1154).

LIOT (M. ROBERT) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

LONGCHAMBON (M. HENRI) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de : 1° la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962, et ses protocoles annexes ; 2° la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes [4 décembre 1963] (n° 51).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 489, 490). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à compléter* in fine *cet article par un paragraphe III permettant au procurataire d'un Français résidant hors de France de bénéficier de deux procurations* (p. 1339) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 3 *nouveau visant à mettre à la disposition des Français de l'étranger les moyens de participer aux consultations électorales* (p. 1340 ; p. 1342). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1694 à 1697). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant convention fiscale franco-monégasque** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1951 à 1954). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1964]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2512). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2681 à 2683) ; (p. 2691). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2858, 2859). — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963] ; sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 3085). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant ratification de deux conventions instituant une organisation européenne dans le domaine spatial** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3173, 3174).

LOSTE (M. HENRY) [Wallis et Futuna].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — SAHARA. — Discussion générale (p. 242). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 374 à 376). — Discussion des articles. — Art. additionnel 52 *bis* A (*nouveau*) : *amendement de M. Desaché soutenu par M. Vignon* (p. 386) ; Art. additionnel 65 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Desaché soutenu par M. Vignon* (p. 387). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 387, 388). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 421). — Discussion des articles. — *son amendement tendant à insérer* in fine *du projet de loi un article additionnel nouveau disposant que le décret portant répartition par département des charges d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales, sera revisé avant le* 1er *juillet* 1963 (p. 422) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion des articles. — *Soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à insérer après l'article* 41 *un article additionnel nouveau prévoyant le dépôt d'un projet de loi de programme pour la restauration des monuments historiques* (p. 453, 454). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 676, 677). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : observations sur les rentes versées aux victimes de la guerre d'Algérie (p. 1900, 1901). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour** 1964 [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2937, 2938). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2952 à 2954).

M

MARCELLIN (M. RAYMOND), **ministre de la santé publique et de la population** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1743). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Grand* (p. 1745) ; *amendement de M. Bernier* (p. 1746) ; répond à une question posée par Mme Cardot (*ibid.*).

MARCILHACY (M. PIERRE) [Charente].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi constitutionnelle portant revision de la Constitution [7 février 1963] (n° 52).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale [14 février 1963] (n° 58).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale [19 février 1963] (n° 63).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale [19 février 1963] (n° 65).

Proposition de loi portant réforme des régimes matrimoniaux [21 mai 1963] (n° 98).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur sa proposition de loi portant réforme des régimes matrimoniaux [25 juin 1963] (n° 142).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et à instituer des sanctions de caractère professionnel [27 juin 1963] (n° 154).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au domaine public maritime [18 juillet 1963] (n° 194).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la protection des animaux [30 octobre 1963] (n° 18).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur les propositions de loi : 1° n° 117 (1962-1963) de M. Alric et plusieurs de ses collègues, portant amnistie ; 2° n° 176 (1962-1963) de M. Courrière et des membres du groupe socialiste et apparenté, portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie ; 3° n° 10 rectifié (1963-1964) de Mme Cardot et des membres du groupe des républicains populaires et du centre démocratique, portant amnistie des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie ; 4° n° 49 (1963-1964) de M. Louis Talamoni et des membres du groupe communiste et apparenté, portant amnistie [12 décembre 1963] (n° 82).

Questions orales :

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* s'il ne lui paraît pas possible de faire attribuer dans chaque localité pour les services publics essentiels, un numéro d'appel téléphonique identique. Ces services pourraient être les pompiers, la police, la mairie, la préfecture ou la sous-préfecture, les médecins ou les hôpitaux [18 décembre 1962] (n° 454). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1606, 1607).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire connaître le pourcentage de titres de l'emprunt autorisé par la loi n° 63-464 du 10 mai 1963 qui a été réservé aux caisses publiques et bureaux de poste, distributeurs habituels des bons du Trésor aux petits et moyens épargnants [2 juillet 1963] (n° 510). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1866).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le Premier ministre* si, compte tenu d'un usage établi à l'occasion d'autres problèmes, il ne pense pas qu'il est indispensable et urgent d'interroger par voie de référendum le peuple français sur la politique d'armement nucléaire du Gouvernement, ainsi que sur la ratification des accords de Moscou [1er octobre 1963] (n° 527). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3041).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre de la justice* s'il est dans les intentions du Gouvernement de ratifier sans vote préalable d'une loi, une convention internationale qui lui a été soumise par la commission internationale de l'état civil et aux termes de laquelle les règles de la preuve de la filiation seraient profondément modifiées en ce qui concerne la filiation maternelle naturelle [22 octobre 1963] (n° 535). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3042).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le Premier ministre* si, en considération des inconvénients et de l'inefficacité de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 organisant le préavis obligatoire pour la grève dans les services publics, il ne lui paraît pas indispensable de rechercher dans la conciliation et l'arbitrage obligatoires la solution au moins partielle des servitudes imposées aux usagers et la défense des droits légitimes des ouvriers et employés de l'Etat et des services nationalisés [6 novembre 1963] (n° 540). — Réponse [3 décembre 1963] (p. 3043).

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 7 et 8). — Discussion des articles. — Art. 698 du code de procédure pénale (p. 18), *amendement de M. Vignon à l'alinéa 6° de cet article* (p. 20) ; *amendement de M. Vignon à l'avant-dernier alinéa* (p. 21) ; Art. 699 : *amendements de MM. Vignon et Namy tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 22). — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 16 : observations sur la garde à vue (p. 31) ; Art. 22 : *amendement de Mme Dervaux* (p. 33) ; Art. 49 : observations (p. 41). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 111). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis (nouveau)* : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 115) ; Art. 2 : observations (p. 117) ; Art. 5 : *son amendement tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 368 du code civil* (p. 119) ; Art. 10 *(nouveau)* : *amendement de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale relative aux règles du secret* (p. 122) ; *sous-amendement de M. le garde des sceaux relatif à la communication des dossiers aux magistrats de l'ordre judiciaire* (p. 123). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 220). — Discussion générale (p. 226). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. —

JUSTICE. — Discussion générale (p. 263, 264) ; (p. 270). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 774, 775) ; (p. 777). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion générale (p. 825 à 827). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition relative au contrôle de la légalité par la voie du recours en cassation pour toute décision rendue par la cour militaire de justice* (p. 831, 832, 833). — **Discussion en deuxième lecture** [19 février 1963] (p. 881, 882). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à compléter ce texte par les dispositions suivantes : « les règles résultant en matière de voies de recours, des dispositions de la présente loi étant applicables aux arrêts rendus par la cour militaire de justice après le 15 janvier 1963 »* (p. 883). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc tendant à la suppression de ce texte* (p. 1218, 1219) ; Art. 6 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1231, 1232). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 454** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1607). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur le contrôle du maniement des armes de chasse (p. 923). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 510** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1806). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 13 *ter (nouveau)* : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1906) ; Art. 14 : *amendements de M. Pellenc* (p. 1909). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [25 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *amendement de M. Tron* (p. 1931) ; *amendement de M. Tronc* (p. 1932) ; Art. 8 : observations (*ibid.*) ; Art. 20 : *son amendement tendant à supprimer les mots « quelle qu'en soit la forme »* (p. 1935). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1981) ; (p. 1983). — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Dailly* (p. 1987). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif au domaine public maritime** [10 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2076, 2077). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement rédactionnel* (p. 2078) ; *alinéa b : amendement de M. Golvan :* observations (p. 2078, 2079) ; *son amendement, à l'avant-dernier alinéa, tendant à donner aux collectivités et sociétés visées à cet article un droit de préférence pour la réalisation des accroissements artificiels ainsi que pour leur usage* (p. 2080) ; *sous-amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 2080) ; Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (p. 2081) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un second alinéa conférant aux collectivités locales un droit de préférence pour l'acquisition des parcelles déclassées du domaine public (ibid.)* ; Art. 4 : *son amendement tendant à lier entre eux les différents alinéas de cet article (ibid.) ; amendement de M. Golvan* (p. 2082) ; *amendement de M. Golvan au deuxième alinéa de cet article* (p. 2082) ; *sous-amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 2083) ; *amendement de M. Golvan* (p. 2084). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Soudant* (p. 2291, 2292). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2292, 2293). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de MM. Lafay et Richard* (p. 2295) ; *amendement de M. Emile Dubois :* observations sur les combats de coqs (p. 2296, 2297) ; Art. 3 : observations (p. 2298, 2299). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2498, 2499). — Observations ayant porté notamment sur le fonctionnement de la justice. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Garet* (p. 2503). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2688, 2689). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 527, 535, 540** (*cf. sufra*) [3 décembre 1963] (p. 3041, 3042, 3043).

MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Martinique].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport (au nom de la commission des affaires sociales) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant à certains fonctionnaires de l'ordre technique une option en faveur d'une pension acquise au titre de la loi du 2 août 1949 à la date de leur mise à la retraite [30 avril 1963] (n° 75).

Questions orales :

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le Premier ministre* ce qui suit : aux termes du décret n° 60-408 du 26 avril 1960, le Parlement est représenté au comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer par : quatre députés choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer, à raison d'un pour chaque département, et désignés par le président de l'Assemblée nationale, sur proposition de la commission de la production et des échanges de cette Assemblée ; deux députés représentant la commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer et désignés par le président du Sénat, sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette assemblée ; un sénateur représentant la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants des assemblées aux organismes extraparlementaires font l'objet d'une nouvelle désignation au moins après chaque élection générale. Mais le texte précité n'ayant pas fixé expressément la durée du mandat des députés et sénateurs représentant le Parlement au comité directeur du fonds des départements d'outre-mer, il s'ensuit que bien que l'Assemblée nationale ait été récemment renouvelée dans son intégralité et le Sénat pour un tiers de ses membres, les députés et sénateurs désignés en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation, sauf ceux qui n'ont pas été réélus. Il est évident qu'il s'agit là d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager : 1° de modifier le décret n° 60-408 du 26 avril 1960, de telle sorte que les représentants du Parlement au comité directeur du fonds des départements d'outre-mer soient soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale pour l'Assemblée nationale, et chaque renouvellement triennal pour le Sénat ; 2° de porter de deux à quatre le nombre des sénateurs des départements d'outre-mer à désigner par le président du Sénat sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette Assemblée [27 décembre 1962] (n° 456). — Réponse [7 mai 1963] (p. 1007, 1008).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le Premier ministre* ce qui suit : le décret n° 60-69 du 12 janvier 1960 réglant la composition du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique a prévu entre autres dispositions que le conseil comprend : deux députés choisis parmi les représentants des départements ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants du Parlement à cet organisme extraparlementaire auraient dû faire l'objet d'une nouvelle désignation, au moins après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Mais le texte précité n'ayant pas expressément prévu la durée du mandat des représentants du Parlement au conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique, les représentants désignés auprès de cet organisme en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation bien qu'il y ait eu récemment renouvellement de l'Assemblée nationale dans son intégralité et renouvellement du Sénat pour le tiers de ses membres. Il s'agit là, de toute évidence, d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne serait pas disposé à envisager : 1° de modifier le décret du 12 janvier 1960 par une disposition qui stipulerait que les représentants du Parlement auprès du conseil de surveillance de la caisse centrale seront soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; 2° de préciser par ailleurs : *a*) que les deux députés choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un député pour les D. O. M. et un député pour les T. O. M. ; *b*) que les deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un sénateur pour les D. O. M. et un sénateur pour les T. O. M. [27 décembre 1962] (p. 457). — Réponse [7 mai 1963] (p. 1007, 1008).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre de l'agriculture* ce qui suit : le tarif commun extérieur de la Communauté de Bruxelles prévoit pour les bananes importées des pays tiers un droit commun de 20 p. 100. C'est à ce taux de protection que les droits inscrits nationaux des six partenaires doivent parvenir au terme de la dernière étape d'application du traité de Rome. La France applique bien ce droit de 20 p. 100, mais la République fédérale allemande n'a jusqu'à présent qu'un droit national de 6 p. 100. Bien plus, en dérogation à ce droit de 6 p. 100, elle a obtenu pour 1963 l'autorisation d'importer en franchise des pays tiers un contingent de 347.000 tonnes. Elle vient de demander que cette franchise soit étendue à un contingent supplémentaire de 125.000 tonnes soit donc au total de 347.000 tonnes plus 125.000 tonnes = 472.000 tonnes correspondant sensiblement à la totalité de ses besoins annuels. La production nationale française de bananes originaires des départements des Antilles ne bénéficierait ainsi d'aucune marge préférentielle sur le marché allemand et n'aurait de ce fait aucune chance de modifier si peu que ce soit les courants commerciaux traditionnels des importateurs allemands de bananes. Ces derniers se sont jusqu'à présent refusé au moindre effort en faveur des bananes des Antilles bien qu'elles répondent à toutes les exigences de qualité et de prix (37.000 F la tonne F. O. B.). Or, dans ce même temps, à la faveur de l'application aux départements des Antilles des réductions progressives de droits de douane prévues au traité, on assiste à une véritable invasion du marché de ces départements par les produits industriels allemands (ciments, machines-outils, voitures automobiles, accumulateurs, tracteurs, etc.). Pour ce qui concerne ces départements, et sur le plan des échanges commerciaux, le Marché commun ne joue donc que dans le seul sens, et les producteurs antillais de bananes expriment leurs très vives doléances au sujet de cette situation. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour intégrer les bananes des Antilles dans les négociations concernant les produits de l'agriculture nationale, et assurer ainsi à la production bananière française la protection à laquelle est en droit de prétendre légitimement à l'intérieur du Marché commun [19 juillet 1963] (n° 520). — Retrait par son auteur [8 octobre 1963].

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* ce qui suit : au moment de l'implantation dans les départements d'outre-mer de la législation métropolitaine, un décret n° 48-633 du 31 mars 1948 inséré au *Journal officiel* du 6 août 1946 relatif au régime des eaux, et dont les dispositions sont devenues depuis l'article L. 90 du code du domaine de l'Etat, stipulait que: « Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, toutes les eaux stagnantes ou courantes, tous les cours d'eau navigables, flottables ou non, naturels ou artificiels, font partie du domaine public de l'Etat... ». Il s'avère que cette législation d'exception est un obstacle au développement de l'économie rurale du département de la Martinique en raison du fait qu'elle permet l'intervention abusive, mais légale, des autorités gestionnaires, sur n'importe quel trou d'eau, mare, abreuvoir, aménagé sur les propriétés privées pour recueillir les eaux de pluie nécessaires à l'élevage du bétail ou à l'arrosage des cultures. Elle s'oppose au développement de la pisciculture par l'initiative privée dans les rivières non navigables ni flottables et dans les viviers artificiels. Elle permet aux autorités gestionnaires actuelles de se confirmer dans une attitude purement négative, voire répressive, alors que si la législation métropolitaine était appliquée, toutes les eaux non navigables ni flottables rentreraient sous le contrôle du ministère de l'agriculture qui, par le truchement du génie rural qui en dépend, pourrait promouvoir les mesures nécessaires au développement de l'économie rurale. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas disposé : 1° à abroger l'article 90 du code du domaine de l'Etat ; 2° à introduire dans le département de la Martinique la législation métropolitaine sur le régime des eaux tel qu'il découle de la loi du 8 avril 1898 et des textes qui l'ont modifié ou complété, du décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux, et du décret n° 62-1449 du 24 novembre 1962 concernant la police et la gestion des eaux placées sous l'autorité du ministre de l'agriculture.

[12 octobre 1963] (N° 522). — Réponse [10 décembre 1963] (p. 3103).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer* ce qui suit : les ressortissants des départements d'outre-mer qui, à la suite des concours nationaux pour le recrutement des fonctionnaires de l'Etat, sont affectés en France métropolitaine ont, aux termes de la réglementation en vigueur, la possibilité de cumuler leurs congés annuels, et de bénéficier tous les cinq ans d'un voyage aller et retour pour eux et leur famille. Par contre, ceux qui sont recrutés par les collectivités locales ou par les organismes autonomes (préfecture de police, préfecture de la Seine, hôpitaux, R. A. T. P., caisses de sécurité sociale, etc.), ainsi que ceux qui travaillent comme employés ou ouvriers dans les entreprises privées, ou même dans les corps d'ouvriers de l'Etat, sont condamnés, eu égard au prix élevés des transports maritimes ou aériens, à ne jamais plus pouvoir revoir leurs parents et leurs familles restés dans le département d'outre-mer d'origine. Compte tenu du fait que le mouvement de migration dans le sens départements d'outre-mer—métropole s'inscrit dans le cadre de la politique arrêtée par le Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer, il lui demande si des dispositions légales ou réglementaires ne pourraient pas être prises d'une manière ou d'une autre pour humaniser la situation de ces travailleurs, et leur permettre selon une périodicité à déterminer de pouvoir passer leurs congés cumulés dans leur département d'outre-mer d'origine.

[13 novembre 1963] (N° 542). — Réponse [10 décembre 1963] (p. 3105).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Observations sur la situation de la recette et des douanes de Fort-de-France (p. 194). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 376 à 378). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 484) — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 534). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 560). — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 587, 588). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — Art. 10 : *son amendement tendant à modifier le 2e alinéa du paragraphe I de cet article relatif à l'intégration des agents des services départementaux du conditionnement* (p. 658, 659). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 775, 778). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies : amendement de M. Bernier* (p. 792). — **Suite de la discussion** [14 février 1963]. CONCLUSION DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Art. 50 : observations sur le personnel des services départementaux du conditionnement des départements d'outre-mer (p. 842). — Est entendu lors de la réponse du ministre à ses **questions orales n°s 456 et 457** (cf. *supra*) [7 mai 1963] (p. 1008). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à la pension de retraite de certains fonctionnaires de l'ordre technique** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1487, 1488). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à donner un caractère général au texte en discussion* (p. 1488) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1583, 1584). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1780). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1893, 1894) ; (p. 1897). — Remercie M. le président du Sénat de son message de sympathie adressé aux populations sinistrées des Antilles françaises [8 octobre 1963] (p. 2071). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2337, 2338). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 2789, 2790). — Observations sur la dualité des personnels de préfecture dans les départements d'outre-mer. — II. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 2798). — Observations sur la construction à Fort-de-France d'un nouvel hôtel des douanes. — TAXES PARAFISCALES. — Discussion des articles. — Art. 35, ETAT E. : *son amendement tendant à rétablir la ligne* 107 (redevance sur les importations de rhum contingenté) (p. 2815) ; *ligne* 123 : RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2821). Observations sur l'installation d'une chaîne de télévision aux Antilles. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2945 à 2948). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat à ses **questions orales n°s 522 et 532** (cf. *supra*) [10 décembre 1963] (p. 3103, 3105). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3150). — Observations sur l'aide de l'Etat aux producteurs de bananes de la Martinique sinistrés par les cyclones *Edith* et *Eléna*. — Discussion des articles. — Art. 26 : (p. 3166) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 3169).

MAROSELLI (M. ANDRÉ) [Haute-Saône].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 339 à 342). — Discussion des articles. — Art. 15 : déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol (p. 367).

MARRANE (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à donner aux conseils municipaux le droit de s'administrer librement et à la ville de Paris les mêmes droits qu'aux autres villes françaises [7 mai 1963] (n° 83).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 78). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : *son amendement tendant à supprimer cet article ;* observations sur l'incidence du projet de loi sur les ressources des collectivités locales (p. 133) ; le retire (p. 134) ; *amendement de M. Coutrot* (p. 136, 137). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — (p. 178, 179). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 480 à 484). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 516, 517) ; (p. 521). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1021). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1203, 1204). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963] sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1328). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1494, 1495). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2881 à 2883).

MARTIN (M. LOUIS) [Loire].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Donne sa démission de membre de la commission des affaires sociales [6 décembre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 décembre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2927, 2928).

MASTEAU (M. JACQUES) [Vienne].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 33 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 38) ; *amendement présenté par le Gouvernement* (p. 39). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 271 et suivantes) ; (p. 285). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire le crédit pour obtenir le règlement de la situation des policiers provenant des Forces françaises libres* (p. 296) ; le retire (p. 297) ; TITRE IV : *amendement de M. Courrière* (p. 297, 298) ; Art. additionnel 56 *ter* : *amendement de M. Raymond Bonnefous* (p. 298). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *amendement de M. Pellenc* (p. 861) ; Art. 29 (p. 872). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1287 à 1291) ; (p. 1294). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2326 à 2328). — Observations sur l'autonomie des collectivités locales, les charges qu'elles doivent supporter et les moyens qui leur sont donnés pour y faire face. — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2711 à 2715). — Observations ayant porté notamment sur les réformes administratives entreprises au niveau des préfectures pilotes ; la situation des personnels des préfectures et des personnels communaux ; les crédits de la sécurité ; la protection civile ; les autorisations de programme ; le fonds spécial d'investissement routier. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à la suppression du crédit accordé pour le fonctionnement des conférences interdépartementales* (p. 2733, 2734).

MATHEY (M. PIERRE) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

MAUPEOU (M. JACQUES DE) [Vendée].

Décédé le 22 janvier 1963. — Eloge funèbre prononcé par M. Gaston Monnerville, président du Sénat [29 janvier 1963] (p. 161).

MAZIOL (M. JACQUES), **ministre de la reconstruction** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement de M. Longchambon* (p. 1340, 1341 et 1342). — Prend part à la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *amendement de M. Delalande* (p. 2201) ; Art. 10 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande tendant à préciser que les conditions imposées par l'article* 10 *et par l'article* 11 bis *sont cumulatives* (p. 2203) ; Art. 11 *bis* : *amendement de M. Delalande* (p. 2204) ; Art. 11 *ter* : *amendement de M. Delalande* (p. 2205) ; Art. 13 : *amendement de M. Delalande* (p. 2206) ;

amendement de M. Delalande (ibid.) ; Art. 21 : *amendement de M. Delalande* (p. 2208) ; Art. 32 : (p. 2211) ; Art. 35 : *amendement de M. Delalande (ibid.)* ; Art. 36 : *amendement de M. Marcel Molle* (p. 2211) ; Art. 37 *bis* : *amendement de M. Molle* (p. 2212) ; Art. 56 : *son amendement relatif au retrait anticipé de certains associés lorsque la construction est réalisée* (p. 2216) ; Art. 58 : *amendement de M. Molle* (p. 2217) ; Art. 58 *bis* : *amendement de M. Molle (ibid.)* ; Art. 62 *ter (nouveau)* : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande, tendant à prévoir, en dehors des magistrats en activité, des listes de techniciens* (p. 2219) ; *son sous-amendement tendant à apporter une précision dans le fonctionnement de l'arbitrage (ibid.)* ; Art. 62 *quater* : *amendement de M. Delalande tendant à supprimer cet article* (p. 2220) ; Art. 63 *bis (nouveau)* ; *amendements de MM. Delalande et Vallin* (p. 2223) ; *amendement de M. Molle tendant à insérer un article additionnel* 63 *ter (nouveau)* (p. 2225).

MENARD (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatf à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [20 novembre 1963] (n° 34).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, section air, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale : observations ayant porté sur : la force de dissuassion et l'armée de l'air ; l'avenir de notre industrie aéronautique ; l'insuffisance de nos moyens aériens tactiques (p. 344 à 346). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section air, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2753 à 2755). — Observations ayant notamment porté sur : le personnel ; le matériel et le plan de charge de notre industrie aéronautique. — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, sur les **conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience** [3 décembre 1963] (p. 3039).

MENU (M. ROGER) [Marne].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé président de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission supérieure des allocations familiales [8 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Roger Menu demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat, comme cela fut envisagé au cours de la discussion budgétaire, quelle est la politique du Gouvernement en matière économique et sociale.

Dans le cadre de l'application du IVe plan, il demande particulièrement quelle est la pensée actuelle du Gouvernement sur : la politique des revenus et la politique salariale, l'emploi et la durée du travail, la sécurité de l'emploi et les reconversions, l'intéressement des travailleurs dans une planification démocratique, les investissements sociaux, les prestations sociales. l'aide aux personnes âgées et la solidarité envers les plus déshéritées [7 mai 1963]. — Réponse [4 juin 1963] (p. 1170 et suivantes).

Interventions :

Intervient, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 308, 309). — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 333, 334). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 juin 1963] (p. 1170 à 1175). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires sociales, dans la discussion de la **proposition de loi modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [27 juin 1963]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Cornat au 2e alinéa du texte proposé pour l'article* 94 (p. 1455). — En qualité de président de la commission des affaires sociales, intervient sur la fin de non-recevoir opposée par le Gouvernement, aux termes de l'article 41 de la Constitution, à la **proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** [4 juillet 1963] (p. 1588) ; **suite de la discussion** (p. 1593) ; après délibération en commission, propose une rédaction nouvelle de l'article 2. — Intervient, en qualité de président de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de cette commission sur le **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [26 juillet 1963] (p. 1958). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 67 : observations sur cet article relatif au transfert des charges des dépenses de prestations relatives à la maternité (p. 2665, 2666).

MERIC (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

En qualité de vice-président, préside la séance du 10 janvier 1963 ; la séance du 31 janvier 1963 ; la 1re séance du 5 février 1963 ; la 2e séance du 5 février 1963 ; la séance du 6 février 1963 ; la 1re séance du 12 février 1963 ; la séance du 9 mai 1963 ; la séance du 30 mai 1963 ; la séance du 5 juin 1963 ; la séance du 6 juin 1963 ; la séance du 11 juin 1963 ; la séance du 18 juin 1963 ; la séance du 27 juin 1963; la 2e séance du 9 juillet 1963 ; la 1re séance du 23 juillet 1963 ; la 2e séance du 24 juillet 1963 ; la séance du 25 juillet 1963 ; la séance du 10 octobre 1963; la 2e séance du 5 novembre 1963 ; la séance du 7 novembre 1963 ; la séance du 14 novembre 1963 ; la séance du 18 novembre 1963 ; la séance du 20 novembre 1963 ; la séance du 21 novembre 1963 ; la séance du 25 novembre 1963 ; la 2e séance du 26 novembre 1963 ; la séance du 28 novembre 1963 ; la séance du 4 décembre 1963; la séance du 11 décembre 1963.

Question orale :

M. André Méric rappelle à *M. le Premier ministre* que depuis deux mois le personnel horaire de Sud-Aviation poursuit un mouvement revendicatif pour obtenir une augmentation justifiée des salaires. Quotidiennement durant une heure ou deux ce personnel est en grève ; que lorsque ces travailleurs ont cru devoir dans le calme et la dignité rendre publique leur action, ils se sont heurtés à des forces de polices nombreuses qui ont cru devoir se livrer à des arrestations et à des actes de violences et que la liberté est brimée dans la République lorsque le prolétariat n'a plus le droit de manifester dans la rue ; que, par ailleurs, les propositions faites par la direction générale de cette entreprise nationalisée tendant à augmenter les salaires de 2 p. 100, tant horaires que mensuels, sont inacceptables, compte tenu du retard existant entre les salaires octroyés par Sud-Aviation et ceux servis à Toulouse par d'autres entreprises nationalisées telles que : O. N. I. A., Renault, Air France, etc. ; que le personnel horaire de Sud-Aviation de Toulouse réclame l'intervention d'un accord société identique à celui en vigueur à Nord-Aviation, car il se trouve défavorisé par rapport au personnel Sud-Aviation employé à Bouguenais, Cannes, Marignane, Rochefort et Saint-Nazaire ; qu'en outre la direction a refusé la revision des primes d'ancienneté en fonction du relèvement des salaires depuis 1949 qui, depuis cette date, n'ont pas été modifiées. Il lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les légitimes revendications du personnel de Sud-Aviation de Toulouse, et s'il ne serait pas utile de mettre en place une convention collective nationale pour les personnels des constructions aéronautiques. [11 juin 1963] (n° 499). — Réponse [16 juillet 1963] (p. 1674, 1675).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 554). — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 579 à 581). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière, Duclos, Menu et Hugues, relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement**

[4 juin 1963] (p. 1180 à 1182). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 499** (*cf. supra*) [16 juillet 1963] (p. 1675). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1815 à 1818) ; (p. 1831, 1832). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1879). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2348). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2604-2605). — Observations sur la modernisation du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2629, 2630). — Observations sur le prix des loyers à Toulouse ; la politique du Gouvernement en matière de construction de logements sociaux ; la refonte des conseils d'administration des offices H. L. M. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — Discussion générale (p. 2932). — Observations sur la procédure du vote bloqué demandée par le Gouvernement ; explique son vote et présente ses observations au sujet des prisonniers de guerre français déportés à Rawa-Ruska (p. 2937).

MESSAUD (M. LÉON) [HAUTE-GARONNE].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés (*décret du 3 août* 1959) [2 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable [11 juillet 1963] (n° 177).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (p. 29, 30) ; Art. 26 : *son amendement, au dernier alinéa, tendant à substituer au délai d'une année un délai d'un mois* (p. 35). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur les amendements de M. Jozeau-Marigné et M. Foyer, garde des sceaux (p. 117). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [24 janvier 1963]. — Discussion des articles — Art. 24 : *amendement de M. Coutrot* (p. 137). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — *Discussion générale* (p. 264, 265, 266). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 331, 332). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 410). — intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *sous-amendement de M. Deguise* (p. 1039). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la **proposition de loi tendant à permettre le recours contre le tiers responsable d'un accident de trajet** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1737, 1738 et 1739). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1740) ; *amendement de M. Philippon* (*ibid.*) ; *son amendement, au § III, tendant à proposer la date du 31 décembre* 1962 *pour la mise en application des dispositions de la loi* (p. 1741). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2529, 2530). — Observations sur : la situation des vieillards et des infirmes ; la situation des conjoints et des ascendants des bénéficiaires de l'aide sociale. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 2661). — Observations sur les zones de salaires et sur l'insuffisance des crédits nécessaires à l'équipement des services de main-d'œuvre. — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à préciser que le règlement d'administration publique d'application sera pris dans les six mois de la promulgation de la loi* (p. 3118) ; le retire (*ibid.*).

MESSMER (M. PIERRE), **ministre des armées** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi concernant les sous-officiers de gendarmerie** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1448). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification au code de justice militaire** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1664) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels des réserves de l'armée de mer** (p. 1665). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active** [26 juillet 1963] (p. 1972). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1976, 1977 ; 1982, 1983). — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Dailly* (p. 1987). — **Discussion en deuxième lecture** [6 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2282). — En application de l'article 44 de la Constitution, demande au Sénat de se prononcer en un seul vote sur les articles et l'ensemble du texte tel qu'il a été adopté par l'A. N., à l'exclusion de tout amendement (p. 2283). — **Suite de la discussion** [3 décembre 1963]. — Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 3039, 3040). — **Discussion en troisième lecture** [5 décembre 1963] (p. 3066). — Intervient dans la discussion **des projets de loi relatifs à la réduction des effectifs des officiers par le départ volontaire et à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale commune (p. 3125, 3126) ; (p. 3132, 3133). — Discussion des articles du projet de loi relatif à l'emploi d'officiers dans les services de l'éducation nationale. — Art. 2 : *amendement de M. Fleury* (p. 3135) ; Art. 1er (précédemment réservé) : *oppose aux amendements de M. Fosset et de Mme Dervaux l'article 49 du règlement du Sénat* (p. 3136). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de la loi relative au recrutement de l'armée** [11 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3137).

METAYER (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :* 1° sur quelle disposition réglementaire il s'est appuyé pour justifier sa circulaire du 20 mai 1963 fixant à vingt-quatre heures hebdomadaires l'horaire de service minimum des maîtres C. E. G. ; 2° ce qu'il entend par service minimum ; 3° s'il ne croit pas que cette circulaire est en contradiction flagrante avec le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 fixant à dix-huit heures le service hebdomadaire des instituteurs exerçant dans les classes primaires ou secondaires des lycées et collèges et des établissements d'enseignement technique [12 juin 1963] (n° 502). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1800).

M. Pierre Métayer rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* la situation dans laquelle se trouvent présentement les instituteurs et lui demande : 1° les raisons pour lesquelles le décret indiciaire portant normalisation de l'échelle II du traitement des instituteurs n'a pas été publié, contrairement aux engagements pris par le Gouvernement ; 2° les motifs qu'il invoque pour refuser d'examiner les conditions d'application de la normalisation de l'échelle II et de la majoration prévue pour l'ensemble de la fonction publique de 25 points bruts pour les débuts de carrière de la catégorie B ; 3° ce qu'il compte faire pour améliorer la situation des chargés d'école exerçant dans des conditions difficiles dans les petites communes rurales, en apportant notamment une majoration indiciaire du traitement, sans qu'il puisse être tenu compte d'une notion quelconque d'effectif, ce qui serait contraire à toutes les traditions universitaires françaises [25 juin 1963] (n° 507). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1803).

Questions orales avec débat :

M. Pierre Métayer appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les conditions difficiles dans lesquelles s'effectuent les rentrées scolaires de septembre 1963 et qui

démentent les nombreuses et récentes affirmations optimistes du Gouvernement sur ce point et lui demande de lui faire connaître :

1° Pour l'enseignement primaire, pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement technique, sur le plan national d'une part, et dans le cadre des trois départements constituant le district parisien d'autre part, le nombre de classes ouvertes financées d'abord par le budget de 1962, puis par le budget de 1963, collectif compris, et ceci pour chacun des trois ordres d'enseignement ;

2° La moyenne actuelle des élèves par classe, tenant compte de cette situation et également pour chacun des trois enseignements ;

3° Pour l'enseignement primaire, la répartition par titres universitaires :

a) Des anciens élèves de l'école normale ;
b) Des titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur ;
c) Des titulaires du brevet élémentaire ;
d) Des remplaçants classés par titres universitaires ;

4° Pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement technique, la répartition :

a) Des professeurs agrégés ;
b) Des professeurs certifiés ;
c) Des professeurs licenciés ;
d) Des délégués rectoraux classés par titres universitaires [3 octobre 1963]. — Réponse [22 octobre 1963] (p. 2120 et suivantes).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 459, 460). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1205 et 1206). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1687 et 1688). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 507** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1803). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [32 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1833). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2120 à 2124). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2765, 2766). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2851, 2852). — Discussion des articles. — TITRE III : *ses amendements tendant à la suppression des crédits destinés à l'enseignement supérieur, à l'enseignement technique et à la recherche scientifique pour en souligner l'insuffisance* (p. 2896, 2897) ; *amendement de M. Dailly* (p. 2899).

MINVIEILLE (M. GÉRARD) [Landes].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 509, 510). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1772, 1773). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles: *son amendement tendant à insérer, après l'article 8, un article additionnel relatif à la prise en charge par l'Etat du montant de l'exonération décidée en faveur des nouvelles plantations forestières* (p. 1861) ; le retire (p. 1863) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1869). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2645, 2646).

MISSOFFE (M. FRANÇOIS), **ministre des rapatriés** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 23 novembre et 6 décembre 1962).

En cette qualité, intervient dans la discussion du **projet de loi instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés** [4 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3059) ; dans la discussion du **projet de loi prorogeant certaines dispositions relatives au logement des rapatriés d'Algérie.** — Discussion générale (p. 3061).

MISTRAL (M. PAUL) [Isère].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1307).

MOLLE (M. MARCEL) [Ardèche].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à augmenter la quotité disponible entre époux [25 juin 1963] (n° 143).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [10 octobre 1963] (n° 4).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Jean Geoffroy, tendant à modifier les articles 595, 1429, 1430 et 1718 du code civil relatifs aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits ainsi que l'article 31 de la loi du 30 juin 1938 sur les aliénés [5 novembre 1963] (n° 19).

Question orale :

M. Marcel Molle rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* : que par décret du 2 avril 1962 pris en application du décret du 5 septembre 1953 et de l'arrêté du 23 février 1962, il a décidé que les élèves fréquentant des établissements privés sous contrat d'association pourraient bénéficier des subventions de transport prévues par l'article 1er de l'arrêté du 23 février 1962, que cet avantage a été étendu aux élèves fréquentant des établissements privés sous contrat simple par circulaire du 24 juillet 1962. Il lui demande si les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 23 février 1962 accordant l'aide financière de l'Etat aux enfants ne pouvant en l'absence de service de transport bénéficier des subventions prévues à l'article 1er, sont également applicables aux enfants fréquentant les établissements privés sous contrat ; et, dans la négative, comment il peut justifier cette mesure discriminatoire, qui semble au surplus en contradiction avec l'esprit des textes relatifs à l'aide accordée aux enfants ayant des difficultés pour la fréquentation d'établissements scolaires éloignés de leur domicile [4 juillet 1963] (n° 516). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2177, 2178).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 76, 77). — Discussion des articles. — CHAPITRE II. — Actes judiciaires et extrajudiciaires. — Art. 7 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer ce texte visant à faire disparaître rétroactivement la nullité qui pèse sur des actes antérieurs à cette législation* (p. 82). — CHAPITRE III. — Ventes de biens meubles corporels et incorporels. — Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 84) ; le retire (p. 85). — CHAPITRE IV. — Mutations à titre gratuit. — Art. 19 : *son amendement tendant à fixer à douze mois le délai prévu pour les déclarations de succession* (p. 86) ; Art. 20 *quater* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article ayant trait, en matière de succession, aux déclarations*

d'objets mobiliers (p. 88). — CHAPITRE VI. — Timbre. — Art. 30 : observations sur la situation des registres des officiers ministériels (p. 90) ; Art. 33 (p. 91). — CHAPITRE VII. — Dispositions diverses. — Art. 40 *ter* : *son amendement*, au § 1er *tendant à supprimer le mot « unique »* (p. 92) ; le retire (*ibid*) ; Art. 48 : observations sur le régime de taxation des ventes dont le prix est indexé (p. 97). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — CHAPITRE V (précédemment réservé). Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : observations sur l'assujettissement à la taxe à la valeur ajoutée (p. 131) ; *son amendement tendant à compléter le 5e alinéa du § I de cet article tout en le précisant* (p. 134) ; *amendement de M. Coutrot* (p. 136) ; *son amendement au § I, alinéa (a), tendant après les mots « sur des maisons individuelles », d'insérer les mots « ou collectives »* (p. 138) ; le retire (p. 139) ; observations au 8e alinéa (b) (*ibid.*) ; *son amendement tendant à remplacer le dernier alinéa du § I par une disposition exonérant de la T. V. A. les cessions de parts sociales* (p. 140) ; *son amendement au 2e alinéa du § II tendant à substituer à la référence citée dans cet alinéa, une référence relative au permis de construire* (p. 141) ; § III : observations sur ce § fixant la base de perception de la T. V. A. lors de l'opération finale du circuit (p. 141, 142) ; *son amendement au 1er alinéa du § III tendant à substituer l'acquéreur au vendeur, pour le paiement de la T. V. A. lors de la première acquisition de terrain* (p. 142) ; § IV : observations sur la fixation des taux de réfaction de la T. V. A. (p. 144). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de législation, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 260 à 262). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière** (suite) [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : (p. 859) ; *amendement de M. Dailly* (p. 859) ; Art. 26 : (p. 864) ; *amendement de M. Voyant* (p. 864) ; Art. 27 : observations (p. 865). — **Suite de la discussion de ce projet de loi en deuxième lecture** [20 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 20 *quater* : *amendement de M. Pellenc* (p. 904). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1023, 1024). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Hector Dubois* (p. 1025) ; *son amendement rédactionnel* (p. 1025) ; *amendement de M. Louis André* (p. 1026) ; *son amendement tendant à préciser que la reprise triennale ne peut être exercée par un acquéreur à titre onéreux qu'à l'expiration du bail en cours lors de l'acquisition* (p. 1026) ; Art. additionnel 1er A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la résiliation* (p. 1026) ; Art. 1er *ter* : *amendements de M. Bajeux et M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget* (p. 1028) ; *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 1er *ter* A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif au droit de reprise en cas de décès ou de donations entre vifs* (p. 1029) ; Art. 1er *quater* : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 1er *quinquies* : *son amendement tendant à préciser que le premier alinéa de l'art.* 843 *du code rural est abrogé* (*ibid.*) ; Art. 1er *sexies* (*nouveau*) : *son amendement tendant à abroger les trois derniers alinéas de l'art.* 844 *du code rural* (*ibid.*) ; Art. 2 : *son amendement relatif* : 1° *à l'application des dispositions concernant la législation sur les cumuls* (p. 1030) ; 2° *aux conditions dans lesquelles l'exploitation peut être considérée comme personnelle pour le propriétaire qui effectue la reprise* (p. 1031, 1032) ; *sous-amendement de M. Bajeux au 2e de cet amendement* (p. 1032) ; 3° *à la reprise par les personnes morales* (p. 1033) ; *sous-amendement de M. Bajeux au 3e de cet amendement* (p. 1034) ; *sous-amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat au même alinéa* (p. 1034) ; 4° *à la suppression du dernier alinéa du texte de l'A. N.* (p. 1034) ; Art. 2 A (*nouveau*) : *son amendement tendant à modifier l'art.* 846 *du code rural* (p. 1035) ; *sous-amendement de M. Bajeux et amendement de M. Jozeau-Marigné* (p. 1035) ; Art. 2 *bis* : *son amendement tendant à modifier le dernier alinéa de l'article* 861 *du code rural relatif aux baux des collectivités publiques* (p. 1036, 1037, 1038) ; Art. 3 : *son amendement, au 1er alinéa de cet article, tendant à fixer les dispositions applicables aux baux et aux instances en cours* (p. 1038) ; *sous-amendement de M. Deguise* (p. 1039) ; *son amendement, au 2e alinéa, tendant à remplacer le mot « fonds » par le mot « bien »* (p. 1039) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi* (ibid.). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : (p. 1216) ; Art. 2 : observations (p. 1217) ; Art. 4 et 4 *bis* (*réserves*) : observations (p. 1219). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963]. — Art. 4 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1228) ; Art. 4 *bis* : observations (*ibid.*) ; Art. 5 : observations sur les sanctions à apporter aux délits (p. 1229) ; Art. 15 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe V précisant que les dispositions du paragraphe IV sont applicables à la caisse nationale des barreaux français* (p. 1241). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Art. 15 : observations sur les avocats rapatriés (p. 1330). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1588, 1589). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 1590). — Art. 4 : *amendement de M. Jean Foyer, garde des sceaux, tendant à supprimer cet article* (p. 1592) ; *amendement de M. Jean Foyer* (p. 1593). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 516** (*cf. supra*) [29 octobre 1963] (p. 2178). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963] Discussion des articles. — Art. 36 : *son amendement tendant à rétablir cet article dans le texte voté par le Sénat en première lecture* (p. 224) ; Art. 37 *bis* : *son amendement tendant à supprimer la nécessité d'une décision judiciaire dans le cas d'un accord unanime* (p. 2212) ; Art. 55 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à préciser la disposition introduite dans le texte par l'Assemblée nationale relative à la garantie des créances de la société* (p. 2215) ; Art. 58 : *son amendement tendant à préciser que les sociétés coopératives de construction s'occuperont également des équipements sociaux nécessaires dans un groupe d'habitation* (p. 2217) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 58 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer, au 1er alinéa, les mots « à une autre coopérative », cette disposition pouvant introduire une possibilité de fraude* (p. 2217) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 62 *ter* : *son sous-amendement relatif au fonctionnement de l'arbitrage* (p. 2220, 2221) ; son *amendement tendant à insérer un article* 63 *ter* (*nouveau*) *stipulant que le règlement d'administration publique prévu à l'article* 63 *déterminera la marge de commercialisation de la construction* (p. 2224) ; *amendement de M. Delalande* (p. 2225) ; Art. 64 : *son amendement rédactionnel* (p. 2226) ; Art. 73 : *son amendement tendant à reprendre, pour le paragraphe* 2, *la rédaction du Sénat adoptée en première lecture* (p. 2228). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son sous-amendement tendant à limiter la rétroactivité de la loi au seul cas où l'employeur a accompli un acte entraînant l'accident* (p. 2292). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois à la discussion de la **proposition de loi relative aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens de certains incapables** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2300, 2301). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Jean Foyer, garde des sceaux* (p. 2302) ; Art. 6 : *amendement de M. Jean Foyer* (p. 2303). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2493, 2494). — Intervient, en qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire, dans la discussion des **conclusions du rapport de cette commission sur la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [17 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3215 à 3218). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat* (p. 3220) ; *amendement de M. de Broglie* (p. 3221) ; Art. 2 *ter* : *amendement de M. de Broglie* (p. 3223).

MONICHON (M. MAX) [Gironde].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963, restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 16 : *son amendement tendant à la fin du § I de cet article, à remplacer la date du 1er janvier* 1959 *par celle du 1er janvier* 1960 (p. 1242, 1243). — Intervient dans la discussion du **projet de**

loi relatif à la structure foncière des forêts françaises [22 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article en y introduisant la double notion de la rentabilité et de la gestion économique* (p. 1781) ; Art. 2 : *amendements de M. Houdet et sous-amendement de M. Blondelle* (p. 1783) ; *son amendement, tendant à compléter* in fine *le 5e alinéa de cet article par une disposition précisant que le fonctionnaire remplit le rôle de conseiller technique et n'a pas le droit de veto* (p. 1785) ; Art. 4 : *son amendement tendant à exclure les plantations de pins maritimes de l'application de la loi* (p. 1788) ; *son amendement, au premier alinéa, tendant à réintroduire dans la loi la notion de seuil de surface* (p. 1790, 1791). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963] ; Art. 4 (*suite*) : *son amendement tendant à compléter le 4e alinéa par une disposition prévoyant que dans certains cas le propriétaire pourra procéder à des coupes si l'exploitation résulte d'un usage constant* (p. 1849) ; *le retire* (p. 1850) ; *son amendement, à l'alinéa 7, tendant à porter à cinq ans de délai prévu* (ibid.) ; *son amendement tendant à compléter le neuvième alinéa par une disposition précisant qu' « en cas de refus d'agrément, le propriétaire pourra faire appel de cette décision auprès du directeur général des eaux et forêts »* (p. 1850, 1851) ; Art. 5 *bis* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 1855, 1856). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2350). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis :* (p. 2366) ; Art. 16 : (p. 2368). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2440 à 2442). — Observations ayant porté notamment sur la production gemmière ; l'équipement agricole ; l'électrification rurale. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2780, 2781). — Discussion des articles. — Art. 45 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Bajeux* (p. 2784). — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ETAT E, *ligne* 123 : RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2822). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 32 : observations sur le concours financier d'Electricité de France au profit de certains départements pour l'équipement en électricité des régions rurales (p. 2915). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Après l'article 76 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au droit de mutation exigible sur les acquisitions immobilières susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles* (p. 3017, 3018) ; le retire (*ibid.*) ; après l'article 87 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif aux travaux réalisés par les communes* (p. 3020). — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963]. — TEXTE ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 3086).

MONNERVILLE (M. GASTON) [Lot].

Président du Sénat (élu le 2 octobre 1962).

En sa qualité de président du Sénat, préside la séance du 9 janvier 1963 [Session extraordinaire ouverte le 27 décembre 1962] ; la séance du 16 janvier 1963 ; la séance du 24 janvier 1963 ; la séance du 29 janvier 1963. — Prononce l'**éloge funèbre de M. Jacques de Maupeou,** sénateur de la Vendée [29 janvier 1963] (p. 161). — Préside la séance du 31 janvier 1963 ; la séance du 1er février 1963 ; la séance du 2 février 1963 ; la séance du 4 février 1963 ; la 2e séance du 5 février 1963 ; la séance du 9 février 1963 ; la 2e séance du 12 février 1963 ; la séance du 14 février 1963 ; la séance du 19 février 1963 ; la 2e séance du 21 février 1963. — Prononce le discours de clôture de la session extraordinaire ouverte le 27 décembre 1962 [21 février 1963] (p. 932, 933). — Préside la séance du 30 avril 1963 et déclare ouverte la 2e session ordinaire de 1962-1963. — Préside la séance du 16 mai 1963 ; la séance du 21 mai 1963 ; la séance du 28 mai 1963 ; la 1re séance du 4 juin 1963. Rend **hommage à la mémoire de Sa Sainteté le Pape Jean XXIII** [4 juin 1963]. — Préside la deuxième séance du 4 juin 1963. Ne reconnaît pas applicable l'exception d'irrecevabilité opposée par le Gouvernement le 30 mai dernier, au texte du rapport de la commission des affaires sociales tendant à étendre la **prime de transport** à l'ensemble des salariés des entreprises privées. Devant le maintien par le Gouvernement de cette exception d'irrecevabilité décide, conformément à l'art. 41 de la Constitution, de saisir le Conseil constitutionnel [4 juin 1963] (p. 1163, 1164). — Préside la séance du 6 juin 1963 ; la séance du 11 juin 1963 ; la séance du 13 juin 1963 ; la séance du 20 juin 1963. — Constate le bien-fondé de l'exception d'irrecevabilité opposée le 13 juin par le Gouvernement à la **proposition de loi** de Mme Dervaux relative à la **scolarité des infirmes** [20 juin 1963] (p. 1378). — A l'occasion du débat sur la ratification du **traité sur la coopération franco-allemande,** reconnaît applicable l'exception d'irrecevabilité opposée par le Gouvernement à l'amendement de M. Lecanuet [20 juin 1963] (p. 1412). — Préside la séance du 4 juillet 1963 ; au cours de la séance, prend la parole à l'occasion du débat sur la **proposition de loi** tendant à l'attribution d'une **prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** et commente la décision prise par le Gouvernement d'opposer, aux termes de l'article 41 de la Constitution, une fin de non-recevoir à la nouvelle rédaction de la proposition de loi en discussion (p. 1587, 1588). — Préside la première séance du 9 juillet 1963 ; la séance du 18 juillet 1963 ; la deuxième séance du 23 juillet 1963 ; la deuxième séance du 24 juillet 1963 ; la deuxième séance du 26 juillet 1963. — Adresse un message de sympathie attristée au peuple et au gouvernement yougoslaves douloureusement éprouvés par la **catastrophe de Skoplje** [26 juillet 1963] (p. 1998). — Exprime ses remerciements au Sénat et prononce la clôture de la deuxième session ordinaire de 1962-1963 [26 juillet 1963] (p. 1999). — Préside la séance du 1er octobre 1963 et déclare ouverte la session ordinaire du Sénat de 1963-1964. — Adresse un message de sympathie aux sinistrés des Antilles françaises [1er octobre 1963] (p. 2038). — Préside, en qualité de Président du Sénat, la séance du 3 octobre 1963. — Répond à l'intervention de M. Jacques Soufflet relative aux propos tenus par M. Gaston Monnerville au congrès radical d'Evian le 27 septembre 1963 [3 octobre 1963] (p. 2062). — Préside la séance du 8 octobre 1963 ; la séance du 15 octobre 1963 ; la séance du 24 octobre 1963 ; la séance du 30 octobre 1963 ; adresse à la fin de cette séance ses remerciements à M. le président de la commission spéciale et aux membres de cette commission pour le travail accompli au moment de l'élaboration du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation ;** souligne, à cette occasion, l'efficacité de la formule de la commission spéciale qui permet d'utiliser les meilleures compétences pour traiter des problèmes difficiles et complexes (p. 2232). — Préside la deuxième séance du 5 novembre 1963 ; la séance du 13 novembre 1963 ; la séance du 14 novembre 1963 ; la séance du 15 novembre 1963 ; la séance du 16 novembre 1963 ; la séance du 18 novembre 1963 ; la séance du 19 novembre 1963 ; la séance du 21 novembre 1963 ; la séance du 22 novembre 1963 ; à l'issue de cette séance, rend **hommage à la mémoire du président des Etats-Unis d'Amérique, John Kennedy,** victime d'un attentat politique (p. 2775). — Préside la séance du 25 novembre 1963 ; la deuxième séance du 26 novembre 1963. — Prononce l'**éloge funèbre de M. François de Nicolay,** sénateur de la Sarthe [26 novembre 1963] (p. 2866, 2867). — Préside la séance du 27 novembre 1963 ; la séance du 28 novembre 1963 ; la deuxième séance du 3 décembre 1963 ; la séance du 10 décembre 1963 ; la séance du 12 décembre 1963 ; la séance du 13 décembre 1963 ; la séance du 18 décembre 1963 ; la séance du 20 décembre 1963. — Son **allocution à l'occasion de la clôture de la première session ordinaire du Sénat pour 1963-1964** [20 décembre 1963] (p. 3258).

MONSARRAT (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 638, 639).

MONT (M. CLAUDE) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 289, 290 et 296). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 487). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 647, 648). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 2551, 2552). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2728). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — TITRE VI : observations et explication de vote sur le compte de préfinancement des constructions scolaires dans l'enseignement primaire (p. 2899, 2900).

MONTALEMBERT (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963, restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 607) ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget de l'AGRICULTURE (p. 614, 615). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *amendement de M. Audy* (p. 1865) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1868). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Art. 2 *bis* à 8 : observations sur la taxation des plus-values foncières et les profits immobiliers (p. 2377, 2378). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour l'habitat rural, intervient sans la discussion générale du budget de l'AGRICULTURE ET DE L'HABITAT RURAL (p. 2420 à 2422 et 2459). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 2465). — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963] ; CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 3085, 3086).

MONTEIL (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant l'article 5 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 6 du code de justice militaire pour l'armée de mer [9 juillet 1963] (N° 168).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certains personnels des réserves de l'armée de mer [9 juillet 1963] (N° 169).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention portant revision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité [6 décembre 1963] (N° 59).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la communauté économique européenne, les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations de café vert dans les pays du Benelux ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté [6 décembre 1963] (N° 60).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (marine), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le budget de la marine pour 1963 ; le bilan de nos forces navales ; les problèmes fondamentaux de la marine (p. 349 à 351) ; (p. 365). — Discussion des articles. — Art. 16 : *amendement de M. Courrière* (p. 367, 368) ; *amendements de MM. Le Bellegou et Bardol tendant à supprimer les crédits destinés à la force de frappe ;* explique son vote sur ces amendements (p. 369). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 477, 478, 479). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *explique son vote sur les amendements de M. Tailhades et de Mme Dervaux* (p. 494, 495). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1090 à 1093). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Coudé du Foresto et Courrière relatives à l'**aménagement du territoire** [28 mai 1963] (p. 1131). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1227). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant modification au code de justice militaire** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1663, 1664) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels des réserves de l'armée de mer** [11 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1664). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2094 à 2098) ; (p. 2100). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion des articles. — Etat B ; Art. 18 : explique son vote sur cet article (p. 2583, 2584, 2585). — **Suite de la discussion** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section marine, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2755, 2756, 2757). — Observations ayant porté notamment sur la situation du personnel militaire et du personnel civil des arsenaux ; la force navale de dissuasion ; les forces navales et aéronavales ; les bases et la flotte logistique. — **Suite de la discussion** (p. 2768, 2769). — Observations sur le personnel de la gendarmerie ; le casernement ; la situation des personnels militaires non-officiers ; la situation des veuves (p. 2771). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2878 à 2881). — Intervient dans la discussion des **projets de loi relatifs à la réduction des effectifs des officiers par le départ volontaire et à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale commune (p. 3130, 3131). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention relative aux accords conclus entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3176, 3177 et 3178) ; à la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention portant revision du traité relatif au régime spécial d'association entre la Communauté économique européenne et les Antilles néerlandaises** (p. 3180, 3181).

MONTPIED (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

MOREVE (M. ROGER) [Indre].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2598).

MOTAIS DE NARBONNE (M. LÉON) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 416). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 730, 731). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 770, 771). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963] (p. 833, 834). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2511, 2512). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2691, 2693) ; (p. 2700.

MOTTE (M. EUGÈNE) [Nord].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion des articles. — *Soutient les amendements de M. Desaché tendant à insérer, après l'article* 51, *deux articles additionnels, le premier dispensant le souscripteur d'occuper par lui-même le logement souscrit, le second complétant l'article additionnel précédent en ce qui concerne les primes à la construction* (p. 544) ; les retire (*ibid.*)). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2605, 2606). — Observations sur les conditions d'acheminement des laines de Dunkerque à Roubaix ; la liaison entre Lille et Roubaix-Tourcoing. — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds national de l'emploi** [10 décembre 1963]. — Discussion générale p. 3111).

MOUTET (M. MARIUS) [Drôme].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Edouard Bonnefous relatives à la **politique extérieure de la France** [21 mai 1963] (p. 1105, 1106). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 2684 à 2688) ; (p. 2699). — Intervient dans la discussion des **projets de loi relatifs à la réduction des effectifs des officiers par le départ volontaire et à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale** [11 décembre 1963]. — Discussion générale commune p. 3126, 3127) ; (p. 3131).

N

NAMY (M. LOUIS) [Seine-et-Oise].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Louis Namy expose à *M. le ministre des armées* que le 4 décembre 1962, deux jeunes soldats du contingent, affectés au 151e train stationné au camp de Montlhéry, ont trouvé la mort à la suite de l'éboulement d'une sablière dans laquelle ils effectuaient une corvée. Il lui rappelle qu'il y a quelques mois un accident mortel dont un jeune soldat fut victime s'est déjà produit dans cette unité lors d'une corvée de vidange d'une fosse d'aisance. Considérant la multiplication de tels accidents mortels au camp de Montlhéry — accidents nullement imputables à la fatalité — il lui demande: 1° pourquoi les mesures de sécurité de rigueur dans les entreprises privées ou nationalisés effectuant des travaux dangereux ne sont pas prises par les autorités militaires lorsqu'elles font exécuter par les militaires des travaux du même genre ; 2° quelles sanctions il entend prendre à l'encontre des responsables de tels accidents mortels plongeant des familles dans la douleur ; 3° quelles dispositions réglementaires il estime devoir édicter ou rappeler aux chefs d'unités afin que ces accidents ne se reproduisent pas [13 décembre 1962] (n° 452). — Réponse [2 juillet 1963] (p. 1466, 1467).

M. Louis Namy expose à *M. le ministre des armées* que, le 14 juin 1963, un grave incendie causant de nombreuses victimes et des dégâts importants s'est déclaré dans une usine de produits chimiques près d'Arpajon (Seine-et-Oise), au moment précis où un biréacteur du centre d'essai en vol de Brétigny-sur-Orge survolait Arpajon à très basse altitude. Tous les témoins oculaires confirment ce fait. Sans aborder les relations possibles de cause à effet qu'une enquête précisera, entre cet incendie et le survol à basse altitude de la région par cet appareil à réaction, il lui demande : 1° les raisons motivant, sur cette région très urbanisée, de tels vols dangereux qui troublent la population et, malgré de multiples protestations du conseil général de Seine-et-Oise, restées sans effet ; 2° quelles mesures il entend prendre pour que cesse un tel état de choses [2 juillet 1963] (n° 514). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2176, 2177).

Interventions :

Prend part à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 12, 13). — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 699 : *son amendement tendant à l'abrogation de ce texte* (p. 22). — **Suite de la discussion** [11 janvier 1963] ; explique son vote sur le texte élaboré par la commission mixte paritaire (p. 62). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 112). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 262, 263). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 289). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 728). — Explique son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 803, 804 et 805). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [14 février 1963]. — Discussion générale (p. 830, 831). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 18 : *son amendement tendant à porter de* 1,50 *à* 2 *p.* 100 *le taux du prélèvement sur les réserves des sociétés* (p. 1259) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1260). — Explique son vote sur la **proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis** [27 juin 1963] (p. 1450). — Est entendu lors de la réponse de M. Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 452** (*cf. supra*) [2 juillet 1963] (p. 1467). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au bail à ferme dans les départements d'outre-mer** [4 juillet 1963). — Discussion générale (p. 1582, 1583). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1718, 1719). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 514** (*cf. supra*) [29 octobre 1963] (p. 2176, 2177). — Est entendu, lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à la question orale de M. Bardol relative au **personnel du ministère de la reconstruction** [29 octobre 1963] (p. 2184, 2185). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 2495, 2496). — Observations ayant porté sur : la situation du personnel de l'administration pénitentiaire ; le problème de la délinquance juvénile ; l'amnistie. — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2723, 2724). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur le **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [3 décembre 1963] (p. 3040). —

Explique son vote sur l'ensemble du **projet de loi de finances pour 1964** [6 décembre 1963] (p. 3097). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3191). — Intervient dans la discussion des conclusions du **rapport de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [17 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3218, 3219).

NAVEAU (M. CHARLES) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Charles Naveau demande à *M. le ministre de l'agriculture* si, dans le cadre de l'évolution actuelle de notre économie nationale basée sur les déclarations optimistes du pouvoir en matière financière et sur ses intentions si souvent énoncées de pratiquer une politique sociale, il juge suffisantes les dispositions de la loi d'orientation agricole et de la loi complémentaire pour apporter au monde agricole la parité économique qui lui a été promise ? [11 janvier 1963] (n° 459). — Réponse [14 mai 1963] (p. 1050, 1051 et 1052).

M. Charles Naveau demande à *M. le ministre de l'agriculture* les réserves qu'il lui a faites récemment en ce qui concerne la fixation d'un prix unique du lait pour la campagne de mai 1963 à mars 1964 ainsi que sur l'accord de principe de la part des organisations professionnelles spécialisées chargées de le faire appliquer ; réaffirme la nécessité de fixer des prix saisonniers officiels si l'on veut assurer l'approvisionnement en hiver tout en garantissant la rentabilité à la production ; signale que les craintes qu'il avait formulées d'une certaine anarchie du marché du lait par époque et par région se concrétisent déjà par des manifestations paysannes légitimes ; que l'interprofession est dans l'impossibilité d'établir une juste péréquation des prix entre les périodes de grande et de faible production du fait que le marché des produits laitiers s'aventure dans la plus grande inconnue, tant que ne sera pas définie une véritable politique de soutien des prix par les moyens de stockage qui se sont révélés nécessaires et efficaces les années précédentes ; précise en outre que l'augmentation du prix du lait de 6,14 p. 100 par rapport au prix de l'année précédente qui est inférieur à ce qu'aurait donné l'application de la loi Laborde, ne correspond déjà plus aux indices du coût actuel de la vie résultant du fait inflationniste et qu'il y a lieu de prévoir un nouveau rajustement pour l'hiver prochain. Il lui demande de vouloir bien définir enfin sa position dans le domaine du marché des produits laitiers, non seulement dans l'immédiat, mais également pour les années à venir [27 juin 1963] (n° 508). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1804).

M. Charles Naveau signale à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* l'intolérable injustice qui existe, en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, entre les contribuables salariés situés sur la frontière belge, selon qu'ils travaillent en France ou en Belgique et qui résulte des dispositions de la convention signée entre la France et la Belgique ; considérant que d'après cette convention la Belgique ne perçoit pas l'impôt cédulaire sur les salaires versés aux particuliers et qu'en conséquence l'employeur belge ne verse pas au Trésor français les 5 p. 100 sur les salaires comme le fait l'employeur français, il en résulte que le travailleur frontalier ne bénéficie pas de la réduction d'impôts correspondante ce qui le place dans le domaine fiscal en infériorité flagrante avec son homologue travaillant dans l'industrie française ; et, tenant compte de cette situation, il lui demande s'il ne conviendrait pas d'engager de nouvelles négociations avec l'administration belge afin que cette imposition soit perçue au stade employeur qui l'inscrit normalement dans ses prix de revient et pour qu'il en résulte aussi plus de justice fiscale entre tous les salariés français [15 novembre 1963] (n° 543). — Réponse [10 décembre 1963] (p. 3105).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 627, 628). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 549** (*cf. supra*) [14 mai 1963] (p. 1051, 1052). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1071). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 508** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1804). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de M. M. Deguise et Sempé, relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2273). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2604). — Observations sur le réseau routier. — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 543** (*cf. supra*) [10 décembre 1963 (p. 3105). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3148). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3148). — Discussion des articles. — Art. 12 *septiès*. — Explique son vote sur l'amendement de M. Pauzet (p. 3163).

NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commisison des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (n° 28).

Questions orales :

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le problème des pensions d'invalidité des sapeurs-pompiers bénévoles et lui demande s'il compte prendre des mesures indispensables pour assurer la parité avec les pensions militaires [1er février 1963]. — (N° 464). — La retire [25 juin 1963].

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur le non-respect des règles statutaires auxquelles étaient soumis les inspecteurs centraux et inspecteurs du Trésor, anciens sous-chefs de service, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le rétablissement de leurs droits [1er février 1963]. — (N° 465). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1607).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le nombre très élevé des auxiliaires de préfecture payés par les départements et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la prise en charge de ces auxiliaires par l'Etat en vue de leur titularisation [1er février 1963] (n° 466). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1438).

M. Jean Nayrou demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles dispositions il envisage de prendre pour répondre au vote unanime du Sénat demandant que soit accordé le bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants [20 février 1963] (n° 468). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1437).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le rôle joué par les cours postscolaires agricoles et lui fait part de ses appréhensions en constatant que les crédits de son ministère ne laissent espérer aucune amélioration ou extension de ces cours ; il lui demande, en conséquence, comment il entend faire face au problème posé par la création et le développement des centres postscolaires agricoles et ménagers qui sont pour les jeunes ruraux l'aboutissement normal de l'école publique [20 février 1963] (n° 469). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1429, 1430).

M. Jean Nayrou expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* la position délicate dans laquelle se trouve l'école Freinet, question sur laquelle l'attention de son prédécesseur avait été appelée, et lui demande de tout mettre en œuvre pour sauver une expérience qui honore la pédagogie française [20 février 1963] (n° 470). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1430, 1431).

M. Jean Nayrou expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'intérêt qu'il y aurait à réserver à la montagne pyrénéenne (et ariégeoise en particulier) des crédits plus importants en raison du rôle qu'elle peut et doit jouer. Il lui rappelle également tous les bienfaits qu'apporterait à la plaine s'étendant de la montagne à la région toulousaine un système d'irrigation depuis longtemps en projet et lui demande ce qu'il compte faire pour apporter une solution à ces problèmes [20 février 1963] (n° 471). — Réponse [14 mai 1963] (p. 1053).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur la situation des salariés atteints de myélite, névraxite, syringomyélie, maladie de Parkinson, sclérose en plaques et lui demande de les faire bénéficier des droits conférés par le code de la sécurité sociale (art. 293) en ajoutant les maladies énumérées ci-dessus aux quatre affections réputées maladies de longue durée [7 mai 1963] (n° 477). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1611, 1612).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* sur la situation des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, atteints de myélite, névraxite, syringomyélie, maladie de Parkinson, sclérose en plaques, et lui demande de les faire bénéficier des droits de mise en congé de longue durée avec intégralité de traitement durant les trois premières années et demi-traitement pendant les deux années qui suivent [7 mai 1963] (n° 478). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1613, 1614).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur les problèmes posés par le développement de la terrible maladie qu'est la sclérose en plaques et lui demande comment il compte organiser la lutte contre ce fléau social. Il lui demande également de quelle manière il envisage d'aider ou au besoin de promouvoir la création de maisons de retraite spécialisées [7 mai 1963] (n° 479). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1618, 1619).

M. Jean Nayrou demande à *M. le ministre du travail* s'il envisage de prendre rapidement les mesures nécessaires en vue du règlement des plafonds fixés pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, en raison de la hausse constante du coût de la vie [12 juin 1963] (n° 501). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1799, 1800).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'ampleur des dégâts causés aux récoltes par les pluies de l'été, dégâts amplifiés par les précipitations torrentielles de la semaine du 9 au 15 septembre 1963 et lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur des agriculteurs sinistrés [1er octobre 1963] (n° 525). — Réponse [8 octobre 1963] (p. 2068, 2069).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur les dégâts causés à la voirie départementale, communale et rurale par les pluies torrentielles de la semaine du 9 au 15 septembre 1963 et lui demande quelles dispositions il compte prendre pour aider les collectivités, comme cela se produisit en d'autres circonstances et, notamment, en un cas semblable en février 1952 [1er octobre 1963] (n° 526). — Réponse [10 décembre 1963] (p. 3104).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — (p. 177, 178). — **Suite de la discussion** [31 janvier 1963]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission de législation, intervient dans la discussion du budget de l'INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 275 à 277). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 470, 471). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 578, 579). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à supprimer les crédits de ce titre (attribution du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants)* pour en souligner l'insuffisance (p. 596, 597). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 471** (*cf. supra*) [14 mai 1963] (p. 1052). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 469, 470, 468 et 466** (*cf. supra*) [25 juin 1963] (p. 1430, 1431, 1437 et 1438). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 477, 478 et 479** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1612, 1613, 1619). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son sous-amendement tendant à laisser, dans le texte proposé par l'amendement de M. Verdeille, une plus grande libreté d'action et de choix à l'association communale* (p. 1722) ; *ses sous-amendements tendant à inclure les forêts domaniales et les terrains faisant partie du domaine privé de l'Etat dans les domaines soumis à l'action des sociétés communales de chasse* (p. 1722) ; les retire (p. 1723). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 501** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1799). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès de M. le Premier ministre, à sa **question orale n° 525** (*cf. supra*) [8 octobre 1963] (p. 2068, 2069). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2602). — Observations sur la situation des personnels de la S. N. C. F. et des ponts et chaussées. — Discussion des articles ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à diminuer le crédit de ce titre pour en souligner l'insuffisance* (p. 2611) ; le retire (*ibid.*) ; TITRE IV : *son amendement tendant à réduire ce crédit afin d'obtenir du Gouvernement l'octroi du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants* (p. 2611, 2612). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, intervient dans la discussion de ce budget (p. 2715 à 2718). — Observations ayant porté notamment sur : la réforme administrative ; la protection civile ; les crédits du fonds routier. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2857 ; p. 2864, 2865). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 526** (*cf. supra*) [10 décembre 1963] (p. 3104).

NICOLAY (M. FRANÇOIS DE) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Décédé le 21 novembre 1963. — Eloge funèbre prononcé par M. Gaston Monnerville, président du Sénat [26 novembre 1963] (p. 2866, 2867).

NOURY (M. JEAN) [Ille -et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession [18 juillet 1963] (n° 184).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (jeunesse et sports), dans la dicussion du **projet de loi de finances pour 1963** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 463, 464, 465). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi portant réglementation de la profession d'éducateur physique ou sportif** [19 février 1963]. — Discussion générale (p. 1754, 1755). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement à l'alinéa D du 2° tendant à faire participer les fédérations et les groupements privés à l'organisation de la profession d'éducateur physique ou sportif dans tous les domaines qui leur sont propres* (p. 1756) ; Art. 4 : *amendement de M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* (p. 1757). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2532). — Observations sur : la lutte contre le cancer ; la situation des personnes âgées. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la section de la jeunesse et des sports, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2836, 2857 et 2858). — Intervient, au nom de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi portant approbation de l'accord commercial France-Japon** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3172).

P

PAMS (M. GASTON) [Pyrénées-Orientales].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines

règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 [5 juin 1963] (n° 108).

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin [5 juin 1963] (n° 109).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 552, 553). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'une convention sur le transport aérien international** [26 juillet 1963] (p. 1961). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3002 à 3004). — Observations sur les compagnies Air-Inter et Air-Union.

PARISOT (M. HENRI) [Vosges].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Intervention :

Intervient, en remplacement de M. Piales, rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne de recherches astronomiques dans l'hémisphère austral** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3175).

PASCAUD (M. GUY) [Charente].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

PATENOTRE (M. FRANÇOIS) [Aube].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

PATRIA (M. PIERRE) [Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

PAULY (M. PAUL) [Creuse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [29 janvier 1963] (n° 45).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 462, 463). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à la question orale de M. Nayrou sur le **rétablissement des droits statutaires des inspecteurs du Trésor** [9 juillet 1963] (p. 1607). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1698, 1699). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2855 à 2857).

PAUMELLE (M. HENRI) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 50 *ter* : observations (p. 609). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 1034). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2275).

PAUZET (M. MARC) [Gironde].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat [15 février 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Question orale :

M. Marc Pauzet demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il envisage d'assurer le soutien des cours des vins blancs de consommation courante, et dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il compte prendre. Il lui rappelle sa suggestion, faite à l'occasion de la récente discussion d'une question orale relative à la viticulture, de déterminer une place de cotation des vins blancs dont les cours seraient retenus, au même titre que pour les vins rouges, pour déclencher les mécanismes d'intervention sur le marché du vin. Il signale enfin qu'au cours de la campagne 1962-1963, les cours des vins blancs se sont situés, d'une façon à peu près continue, au-dessous du prix plancher, lequel est d'ailleurs très inférieur au prix de revient, en fonction de la moyenne de production [1er octobre 1963] (n° 524). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2181).

Question orale avec débat :

M. Marc Pauzet demande à *M. le ministre de l'agriculture* de définir la politique qu'entend suivre le Gouvernement en matière viticole et les mesures qu'il envisage pour préparer l'entrée de la viticulture française dans le Marché commun. Il lui demande en outre, comment il prévoit la nécessaire harmonisation des législations viticoles, notamment en ce qui concerne les plantations nouvelles de vignes et la réglementation du marché, problèmes non résolus dans le règlement de politique agricole commune du 14 janvier 1962 [30 avril 1963]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1624 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE VII. — Dispositions diverses. — Art. 43 : *son amendement tendant à élever le plafond d'application du taux réduit des droits de mutation à titre onéreux pour les biens ruraux* (p. 93) ; *soutient l'amendement de M. Blondelle relatif aux mutations à titre onéreux de fonds de cheptel* (p. 93) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 50 *ter : son amendement tendant à modifier le § II de cet article afin d'étendre le bénéfice de l'exonération visée à certains agriculteurs* (p. 609) ; le retire (*ibid*) ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale du budget de l' AGRICULTURE (p. 615 à 619). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *son amendement tendant à réduire les autorisations de programme de ce titre de 40.800.000 francs afin de souligner l'insuffisance des dotations en matière d'hydraulique agricole* (p. 655, 656) ; le retire (p. 657) ; Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article disposant que le Gouvernement devra déposer avant*

le 15 mai 1963 un projet de loi de programme relatif aux travaux d'adductions d'eau rurales (p. 660, 661) ; Art. 66 : *soutient l'amendement de M. Molle tendant à compléter cet article par des dispositions relatives à l'enregistrement des acquisitions réalisées par les exploitants agricoles faisant usage de leur droit de préemption* (p. 663, 664). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc* (p. 796, 797). *Amendement de M. Bène* (p. 799). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1624 à 1627). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1878, 1879). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [24 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 74 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la poursuite des infractions à la réglementation du marché du vin* (p. 2151) ; le retire (p. 2152). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réduction de la taxe sur l'essence ordinaire** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2156). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa **question orale n° 524** (*cf. supra*) [29 octobre 1963] (p. 2181). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE ET HABITAT RURAL. — Discussion générale (p. 2422 à 2425). — Observations ayant porté notamment sur le développement de l'enseignement agricole et de la recherche agronomique ; l'équipement rural ; le stockage, le conditionnement et la transformation des produits agricoles ; les S. A. F. E. R. (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) ; le problème des prix agricoles. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 45 *bis* (*nouveau*) : explique son vote sur l'amendement de M. Bajeux (p. 2784). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 32 : *son amendement tendant à réduire de 20 millions de francs le montant des autorisations de programme au titre des « prêts divers de l'Etat » pour souligner l'insuffisance des crédits affectés aux caisses régionales agricoles* (p. 2912, 2913) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 90 (*nouveau*) : *soutient l'amendement de M. Monichon tendant à insérer cet article modifiant les art.* 1584 *et* 1595 bis *du code général des impôts* (taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux) (p. 3021). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies : son amendement tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral moyen départemental à l'hectare, retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles* (p. 3161, 3162).

PELLENC (M. MARCEL) [Vaucluse].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963].

Membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1963 adopté par l'Assemblée nationale (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [29 janvier 1963] (n° 43).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [14 février 1963] (n° 56).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] (n° 68).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, d'autre part [20 février 1963] (n° 69).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [21 février 1963] (n° 70).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme [9 mai 1963] (n° 88).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière, adopté par l'Assemblée nationale [4 juin 1963] (n° 106).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière [12 juin 1963] (n° 124).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1959 [27 juin 1963] (n° 152).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1960 [27 juin 1963] (n° 153).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale [23 juillet 1963] (n° 201).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1963 [26 juillet 1963] (n° 226).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire [22 octobre 1963] (n° 13).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [13 novembre 1963] (n° 23).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 [4 décembre 1963] (n° 47).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale [11 décembre 1963] (n° 77).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [17 décembre 1963] (n° 90).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 74, 75, 76). — Discussion des articles. — CHAPITRE I. — MUTATIONS DE JOUISSANCE. — Art. 2 : *son amendement relatif aux garanties concernant les cessions camouflées de bail* (p. 80, 81). — CHAPITRE III. — VENTES DE BIENS MEUBLES CORPORELS ET INCORPORELS. — Art. 8 : *son*

amendement tendant à supprimer le paragraphe 2° de cet article (p. 82) ; art. 9 : *son amendement rédactionnel* (p. 83) ; art. 10 : *amendement de M. du Halgouet* (p. 84) ; art. 12 : *amendement de M. Molle* (p. 84) ; *son amendement tendant à compléter ce texte par une disposition relative au tarif réduit des droits de mutation dans les partages de succession ou de communauté pour les exploitations agricoles* (p. 86) ; CHAPITRE IV. — MUTATIONS A TITRE GRATUIT. — Art. 22 : *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par une disposition indiquant que la preuve sera admise si la cession a acquis date certaine avant l'ouverture de la succession* (p. 89). — CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS DIVERSES. — Art. 43 : *amendement de M. Blondelle soutenu par M. Pauzet* (p. 93) ; Art. 44 : *son amendement rédactionnel* (p. 94) ; Art. 47 *bis : amendement de M. Guy Petit*, p. 95) ; *amendement de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances* (p. 95 96) ; Article additionnel 47 *ter nouveau : amendement de Mme Cardot* (p. 96). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — CHAPITRE V (précédemment réservé). — RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION. — Art. 24 : observations sur la réforme de la fiscalité immobilière (p. 131) ; sur l'assujettissement à la taxe à la valeur ajoutée (p. 133) ; *amendement de M. Coutrot* (p. 137) ; *son amendement au paragraphe I, alinéa* (a), *tendant à exonérer de la T. V. A. les constructions réalisées au profit des descendants ou ascendants* (p. 139) ; *alinéa* (b) : *son amendement tendant à exonérer de la T. V. A. les constructions remplissant les conditions pour bénéficier d'une aide financière de l'Etat* (p. 139) ; le retire (p. 140) ; paragraphe IV : *amendement de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances* (p. 145, 146) ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa par une disposition relative aux droits réduits en ce qui concerne les terrains dépassant 2.500 mètres carrés* (p. 146, 147) ; paragraphe VI : *son amendement tendant à insérer un alinéa nouveau disposant que l'article 24 du présent texte ne sera pas applicable aux opérations en cours d'exécution* (p. 147) ; *son amendement tendant à compléter l'article 24 par un paragraphe VII prévoyant une définition des travaux immobiliers par arrêté ministériel* (p. 148). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 165 et suivantes). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire les crédits afférents à la délégation à l'aménagement du territoire* (p. 319) ; le retire (p. 321). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire la dotation des théâtres nationaux afin qu'il soit tenu compte des conclusions de la commission de contrôle* (p. 452) ; le retire (p. 453) ; Art. 70 (*nouveau*) : *son amendement tendant à compléter le paragraphe 1er de cet article par une disposition qui permettrait de compenser les pertes de recettes pour les communes résultant de la modification des impositions des exploitations cinématographiques* (p. 455) ; (p. 458). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 505) ; (p. 514, 515). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 57 sexies A (nouveau) relatif au service des chèques postaux* (p. 516). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — En remplacement de M. Monichon, rapporteur spécial, intervient dans la discussion du budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 606, 607). — Discussion des articles. — Art. 50 *ter : amendement de M. Pauzet* (p. 609). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE (suite). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à la suppression de ce crédit en vue d'obtenir l'amélioration, demandée au Gouvernement, du sort des anciens combattants* (p. 699, 700). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire le crédit de 2 millions de francs, le ministère des rapatriés disposant de crédits trop largement évalués* (p. 740, 741) ; *son amendement tendant à réduire de 500.000 francs le crédit d'un million prévu au titre III pour le fonctionnement des commissions* (p. 741) ; TITRE IV : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 748). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 21 : *son amendement tendant à supprimer les crédits du fonds d'investissement routier pour en souligner l'insuffisance* (p. 757) ; sur la recevabilité de l'amendement de M. Vallin soutenu par Mme Dervaux (p. 758). — **Suite de la discussion** [12 février 1953]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — Discussion des articles. — Art. 57 *quater nouveau* : sur la recevabilité des amendements de M. Courrière et Mme Dervaux (p. 783, 784) ; *amendement de M. Courrière* (p. 785). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 31 : *son amendement tendant à supprimer les crédits du chapitre 42-01 (nouveau) de l'état G destinés au Conseil européen pour la recherche nucléaire* (p. 788) ; Art. 53 *bis :* sur la recevabilité des amendements de Mme Cardot (p. 791) ; Art. 57 *septies : amendement de M. Bousch* (p. 792, 793) ; Art. 59 : *son amendement rédactionnel* (p. 794) ; Art. 62 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition fixant le 1er avril 1963 comme date d'entrée en vigueur de la taxe parafiscale destinée à la formation professionnelle dans les transports* (p. 794) ; Art. 76 (*nouveau*) : *son amendement relatif aux droits et formalités pour le transport des récoltes* (p. 796). — **Suite de la discussion** [14 février 1963] ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, présente les observations de la commission (p. 836, 837, 838). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 *bis nouveau : amendements de MM. Marrane et Courrière* (p. 856) ; Art. 25 : *son amendement relatif à la taxation des entreprises individuelles de construction* (p. 859) ; *son amendement relatif à la durée des mesures transitoires* (p. 860, 861) ; *son amendement relatif aux dates d'application de la réforme* (p. 862) ; Art. *additionnel 25 bis : amendement de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances* (p. 865) ; Art. 29, paragraphe I : *son amendement tendant à préciser que les trois quarts de la superficie totale de chaque construction devront être réservés à l'habitation* (p. 866) ; *amendement de M. Dailly* (p. 867) ; sur les amendements tendant à insérer un article 24 *bis nouveau* (précédemment réservés) (p. 873, 874) ; présente les conclusions de la commission sur l'application de l'art. 40 de la Constitution (p. 875). — **Suite de la discussion de ce projet de loi, en deuxième lecture** [20 février 1963]. — Discussion générale (p. 902, 903). — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement tendant à supprimer l'alinéa 2e de cet article* (p. 903) ; Art. 20 *quater : son amendement tendant à rétablir cet article, supprimé par l'A. N., dans le texte voté par le Sénat en première lecture* (p. 903, 904) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 22 : *son amendement tendant à rétablir cet article voté par le Sénat en première lecture* (p. 905) ; Art. 24 : demande le renvoi en commission du texte proposé par le Gouvernement (p. 906) ; répond aux observations présentées par M. Chochoy (p. 907) ; Art. 26 : (p. 909) ; Art. 29 : *son amendement relatif à l'attribution des primes aux sociétés immobilières d'investissement* (p. 910) ; *amendement de M. Dailly* (p. 911) ; Art. 29 *bis : son amendement tendant à insérer cet article précisant que le montant des primes accordées aux sociétés immobilières sera fixé chaque année par la loi de finances* (p. 912) ; sur l'art. 24 (précédemment réservé) (p. 912). — Intervient en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant accord de coopération monétaire avec les républiques membres de l'Union ouest-africaine** [21 février 1963]. — Discussion générale (p. 923, 924). — En qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire, présente les conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [21 février 1963]. — Discussion générale (p. 924 et 925) ; sur l'ensemble (p. 932). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1018, 1019). — Prend part, en qualité de rapporteur général, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1198 à 1202). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Jager* (p. 1213) ; Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1217) ; demande que soit réservé le vote sur cet article ainsi que sur son amendement tendant à le supprimer (p. 1219) ; sur les art. 4 et 4 *bis* (réserves) : observations (p. 1220). — **Suite de la discussion** [6 juin 1963 ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1227, 1228) ; Art. 4 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1228) ; Art. 5 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1229, 1230) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1230, 1231 et 1232) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1233) ; Art. 10 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1235) ; Art. 11 : *son amendement tendant à n'appliquer la majoration du droit d'apport qu'aux actes portant augmentation de capital présentés à la formalité de l'enregistrement à l'expiration d'un délai de trois mois après publication de la loi* (p. 1237) ; Art. 14 : (p. 1238) ; sur l'art. 17 *bis* proposé par la commission des finances établissant un prélèvement spécial frappant les paris sur le tiercé (p. 1248, 1249) ; (p. 1250, 1251) ; Art. 17 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1256) ; Art. 19 : sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Bardol (p. 1258) ; retire l'amendement qui tendait à insérer l'article additionnel 17 *bis* instituant un prélèvement spécial sur les rapports du pari tiercé (p. 1258) ; Art. 18 : *amendement de M. Namy* (p. 1259). — **Suite de la discussion** [12 juin 1963]. — En qualité de rapporteur pour le

Sénat de la commission mixte paritaire, présente les conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur le projet de loi en discussion (p. 1323, 1324) ; Art. 17 : *amendement déposé par le Gouvernement* (p. 1331). — **Discussion en deuxième lecture** [19 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1366). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1490 et suivantes). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1871 à 1876). — Discussion des articles. — Art. 6 *ter (nouveau)* : *son amendement tendant à insérer cet article additionnel relatif au pouvoir de contrôle de la Cour des comptes* (p. 1898) ; Art. 10 *ter : amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, relatif aux logements pour les rapatriés* (p. 1902) ; Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer cet article destiné à valider un arrêté relatif à la caisse autonome des retraites des ingénieurs des mines* (p. 1903, 1904) ; Art. 13 : *son amendement tendant à supprimer cet article qui valide un certain nombre de nominations au sein du ministère des postes et télécommunications* (p. 1904, 1905) ; Art. 13 *ter (nouveau)* : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1906) ; Art. 14, ETAT A : *ses amendements tendant à réduire les crédits destinés aux emplois de statisticiens pour le ministère de l'agriculture ainsi qu'aux emplois qui avaient été demandés pour le centre de formation en Algérie* (p. 1908) ; *son amendement tendant à réduire de* 500.000 *F les crédits destinés à « Télex-Consommateurs »* (p. 1909) ; *son amendement tendant à supprimer le crédit destiné à la réalisation d'une voiture de course* (p. 1909, 1910) ; Art. 16, ETAT C : *son amendement tendant à réduire les crédits destinés à l'aménagement et à l'ameublement du domaine des Trianons* (p. 1911, 1912) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à réduire de* 27 *millions les crédits destinés à l'aménagement du port de Papeete* (p. 1912) ; Art. 20 : *son amendement tendant à limiter à* 20 *p.* 100 *de revalorisation les crédits militaires* (p. 1914, 1915) ; Art. 25 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1917). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963]. — En qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de cette commission (p. 1990, 1991). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réduction de la taxe sur l'essence ordinaire** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2155). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale : observations sur la politique budgétaire et le plan de stabilisation du Gouvernement (p. 2317 à 2321). — Examen des articles. — TITRE 1er. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 2 : *amendement de M. Dailly* (p. 2344) ; *son amendement tendant à maintenir pour* 1964 *les mêmes bases d'imposition que celles retenues pour* 1963 *mais de réduire le demi-décime à un quart de décime* (p. 2345) ; Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2347, 2348) ; Art. 10 : *son amendement tendant à prélever sur le carburant détaxé les quantités de carburant utilisées par le corps de sapeurs-pompiers chargés de la lutte contre les incendies de forêts* (p. 2349, 2350). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1963]. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* et 16 : *amendements de M. Dulin* (p. 2362, 2367) ; Art. 2 *bis* à 8 (précédemment réservés) : observations ayant porté notamment sur l'art. 3 concernant la taxation des plus-values foncières (p. 2371 à 2373) ; Art. 2 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2378) ; observations sur la demande de vote bloqué présentée par le Gouvernement visant en particulier l'art. 3 (p. 2381) ; *son amendement tendant, après l'art.* 3, *à insérer un nouvel article stipulant :* a) *que cet impôt doit être dépersonnalisé ;* b) *qu'il ne doit pas avoir d'effet rétroactif ;* c) *que l'on doit admettre l'exonération des plus-values lorsque certaines formes de remploi sont effectuées* (p. 2390, 2391) ; Art. 16 : *ses amendements rédactionnels* (p. 2404). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — Observations sur la suite des travaux (p. 2545). — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 2550, 2551). — Observations ayant porté notamment sur les rapports de la France et des pays auxquels elle apporte son concours. — Discussion des articles. — Art. 18 : *son amendement tendant, au titre IV, à augmenter la réduction de crédits de* 5 *millions de francs* (« service des volontaires du progrès ») (p. 2555) ; le retire (p. 2556). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — TRAVAIL. — Discussion des articles. — Art. 70 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au régime de la sécurité minière* (p. 2671). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — II. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion des articles. — TITRE III : *son amendement tendant à réduire de un million de francs le crédit destiné à l'émission « Telex-consommateurs »* (p. 2800, 2801). — TAXES PARAFISCALES. — Discussion générale (p. 2801). — Discussion des articles. — ETAT E : *amendement de M. Marie-Anne* (p. 2815). — RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Art. 35, *ligne* 123 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe relatif à la mise en recouvrement de la taxe radio en cas d'achat d'un nouvel appareil* (p. 2826, 2827) ; après l'article 35 : sur l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de Mme Dervaux tendant à accorder aux fonctionnaires de la radio le bénéfice d'une mise à la retraite anticipée (p. 2828). — Prend la parole sur une motion d'ordre (déroulement des travaux budgétaires [25 novembre 1963] (p. 2835) [26 novembre 1963] (p. 2884, 2885) [28 novembre 1963] (p. 2981). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *son amendement tendant à réduire la dotation du titre III concernant la création d'un bureau de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France* (p. 2993) ; le retire (p. 2994) ; *son amendement tendant à la suppression de la moitié des crédits destinés à la création d'une nouvelle organisation administrative chargée de l'application de la législation sur les secteurs sauvegardés* (p. 2994) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à réduire la dotation du titre III de* 5.569.150 *francs* (travaux de la commission parlementaire des théâtres nationaux) (p. 2994, 2995) ; le retire (*ibid.*) ; *amendements de MM. Fruh et Lamousse* (p. 2996) ; *son amendement tendant à la suppression de l'augmentation des crédits de subvention accordés aux maisons de la culture* (p. 2997, 2998) ; le retire (*ibid.*) ; après l'article 81 : sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Lamousse (p. 2999) ; Art. 82 : *son amendement tendant à supprimer le paragraphe Ier de cet article relatif au mode d'imposition de certains spectacles* (ibid.). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion des articles. — Art. 71 *ter (nouveau)* : *amendement de M. Louis Gros* (p. 3009, 3010). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS, ARTICLES RÉSERVÉS, ARTICLES ADDITIONNELS. — Art. 38 : *son amendement tendant à insérer dans l'état H un chapitre* 43-03 *relatif au fonds national de la promotion sociale* (p. 3014) ; Art. 63 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe garantissant les avantages auxquels ils ont droit aux agents contractuels ou temporaires résistants, intégrés dans une administration* (p. 3016) ; Art. 64 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux agents français des services d'Afrique du Nord* (p. 3017) ; Art. 84 : *son amendement tendant à proroger jusqu'au* 1er *janvier* 1966 *l'application de l'article* 719 *du code général des impôts* (p. 3019). — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963] ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire expose les conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1964 (p. 3075 à 3078). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3144 à 3147). — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la répression des abus et des fraudes en matière de dépenses d'assurance-maladie* (p. 3151, 3153) ; Après l'art. 3 : *amendement de M. Bernier* (p. 3155) ; Art. 4 : *son amendement tendant à modifier le délai de recours pour les sinistrés (dommages de guerre) contre le rejet implicite par l'administration* (p. 3155) ; *sous-amendement du Gouvernement* (p. 3156) ; Art. 6 : *son amendement tendant à rétablir pour le paragraphe II le texte présenté par le Gouvernement* (avances aux institutions gérant des régimes complémentaires de sécurité sociale) (p. 3157) ; sur l'application de l'article 40 aux sous-amendements de M. Lagrange (p. 3159) ; Art. 12 *septies : amendement de M. Pauzet* (p. 3161, 3162) ; *son amendement rédactionnel* (p. 3163) ; Art. 15 : *son amendement tendant à rétablir dans sa dotation initiale le crédit envisagé par le Gouvernement pour l'institut européen d'administration des affaires* (p. 3165) ; Art. 26 : *son amendement tendant à modifier le début de cet article afin de permettre le report des crédits envisagés pour la réparation des dommages causés par les cyclones dans les départements d'outre-mer* (p. 3166) ; le retire (*ibid.*). — **Discussion en deuxième lecture** [17 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3224 à 3226). — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Lagrange* (p. 3227).

PELLERAY (M. PAUL) [Orne)].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 698 : *amendement de M. Vignon* (p. 1920). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture de la proposition de loi relative au droit de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** [9 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 2 B (*nouveau*) : *amendement de M. Bajeux* (p. 1036). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Observations sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1256). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* : (p. 2366). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 2782).

PERDEREAU (M. LUCIEN) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

PERIDIER (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation de l'accord général de coopération technique, de l'accord de coopération culturelle, de l'accord de coopération en matière de justice, de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière et de la convention consulaire conclus les 2 février 1962 et 9 mars 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali [25 juillet 1963] (n° 224).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise [6 décembre 1963] (n° 61).

Questions orales :

M. Jean Péridier attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'importance des dégâts causés aux vignobles par les gelées d'hiver 1963 et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés [16 mai 1963] (n° 486).

M. Jean Péridier demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il ne considère pas que la mesure de déblocage d'une certaine quantité de vins est prématurée, les dernières cotations inférieures aux prix de campagne fixés par le Gouvernement lui-même ne justifiant pas une telle mesure, qui risque une fois de plus, au moment où les vignerons connaissent une situation critique, d'entraîner uniquement une baisse des prix à la production. Il lui demande aussi de lui faire connaître quelle sera dans l'avenir sa politique en matière d'importation de vins étrangers [8 octobre 1963] (n° 530). — Réponse [29 octobre 1963] (p. 2182 et suivantes).

Question orale avec débat :

M. Jean Péridier demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour l'organisation de la campagne viticole [18 décembre 1962]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1621 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 237). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1393 à 1396). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1621 à 1624). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant accords et conventions entre la France et le Mali** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1964). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 530** (cf. *supra*) (p. 2182 et suivantes). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2439, 2440). — Observations sur la situation des viticulteurs. — **Suite de la discussion** [6 décembre 1963]. — TEXTE ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 3086). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification des accords et conventions entre la République française et la République togolaise** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3183).

PESCHAUD (M. HECTOR) [Cantal].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

PETIT (GÉNÉRAL ERNEST) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2093, 2094). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion générale (p. 2763, 2764). — Observations ayant porté notamment sur le problème de la force de frappe. — Discussion des articles. — Art. 20 : *son amendement tendant à fixer à 1 franc par jour le prêt aux soldats* (p. 2771).

PETIT (M. GUY) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Guy Petit rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que, par lettres des 28 mars, 9 juillet et 2 septembre 1962, il a attiré son attention et celle de son prédécesseur sur l'intérêt qu'il attachait à ce qu'une décision soit prise en ce qui concerne l'affectation des sommes dues au titre de la taxe locale par les organismes à caractère social ou philantropique, ou soi-disant tels. Ce problème porte sur l'application de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 qui prévoit dans son article 29 qu'un décret en fixera les modalités d'application. Depuis le 29 décembre 1958, c'est-à-dire depuis cinq ans, l'on attend la publication de ce décret pour connaître les conditions auxquelles devront répondre les établissements visés pour bénéficier totalement ou en partie des taxes sur le chiffre d'affaires. Cinq ans pour préparer un décret paraissent suffisamment longs, car pendant ce temps les budgets des collectivités locales continuent à être frustrés des sommes qui devraient leur revenir et les redevables ont tout loisir de profiter de ce délai pour vendre quelquefois leurs biens et se rendre insolvables par la suite. Par lettre du 14 mai 1962, le ministre de la santé publique avait laissé espérer une solution rapide de ce problème, mais depuis lors aucun progrès ne semble avoir été fait. Il lui demande quelles sont les raisons qui s'opposent à la promulgation de ce décret et combien de temps il va falloir encore attendre avant sa publication [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE VII. — Dispositions diverses. — Art. 47 *bis* : *son amendement tendant à compléter le § I de cet article par un alinéa excluant des dispositions de l'article* 1371 *du code général des impôts les transformations en appartements des immeubles à usage d'hôtels* (p. 94, 95). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : *amendement de M. Coutrot* (p. 137) ; *son amendement au 2e alinéa du § IV tendant à assimiler pour la réfaction des* 80 *p.* 100 *les immeubles en l'état futur d'achèvement, aux immeubles achevés* (p. 144) ; le retire (p. 145). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 311, 312) ; (p. 319). — Explique son vote sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 807, 808). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté

en **deuxième lecture, relatif au fonctionnement de la cour de sûreté de l'Etat** [19 février 1963] (p. 887). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [5 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Jager* (p. 1214) ; explique son vote sur cet article (p. 1216) ; Art. 2 : *amendement de M. Pellenc tendant à la suppression de cet article* (p. 1218, 1219) ; Art. 5 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer ce texte* (p. 1230). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1825, 1826, 1827). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1884). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE II. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES. — Art. 15 *bis* : (p. 2366) ; Art. 2 *bis* à 8 (*précédemment réservés*). — Art. 3 : observations sur la taxation des plus-values foncières (p. 2379, 2380). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Explique son vote sur les crédits demandés (p. 2586). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2843 à 2845). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES **(suite)**. — Discussion des articles. — Art. 21 : observations sur la politique de la force de frappe (p. 2872, 2873).

PHILIPPON (M. GUSTAVE) [Haute-Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 33 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 38). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à permettre le recours contre le tiers responsable d'un accident de trajet** [18 juillet 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à modifier l'article L 470 du code de la sécurité sociale en ce qui concerne le droit à réparation* (p. 1740). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2348).

PIALES (M. PAUL) [Cantal].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [8 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'assemblée nationale autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier, signés à Paris le 5 octobre 1962 [28 novembre 1963] (n° 43).

PICARD (M. ANDRÉ) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

PINSARD (M. JULES) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est nommé membre du comité national de propagande en faveur du vin [4 décembre 1963].

PINTON (M. AUGUSTE) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », signée à Bruxelles le 13 décembre 1960 [9 janvier 1963] (n° 36).

Proposition de loi modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer [30 avril 1963] (n° 76).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi de MM. Auguste Pinton, Henri Cornat, René Jager, Modeste Legouez et Robert Liot modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer [20 juin 1963] (n° 135).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la mission relative aux autoroutes et aux liaisons aériennes intérieures effectuée par une délégation de la commission en Italie, en Autriche et en Allemagne, du 18 au 27 avril 1963 [27 juin 1963] (n° 149).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [25 juillet 1963] (n° 219).

Question orale :

M. Auguste Pinton attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur les difficultés croissantes que connaissent les exploitants des services ruraux de transports de voyageurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider ces transporteurs, trop souvent mis dans l'impossibilité de poursuivre une activité cependant indispensable à la vie de nombreuses communes situées loin des grands axes de communication. Il lui suggère de mettre à l'étude, en accord avec le ministre des finances, des mesures réglementaires tendant à accorder à ceux de ces exploitants dont l'activité serait estimée indispensable par les conseils généraux ; d'une part, une subvention qui serait attribuée de plein droit et calculée en fonction de la capacité de transport jugée nécessaire ; d'autre part, pour leurs investissements en matériel roulant, des facilités d'emprunt à taux réduit analogues à celles qui sont consenties aux agriculteurs ou aux hôteliers [6 juillet 1962] (n° 428). — Réponse [25 juin 1963] (p. 1434).

Question orale avec débat :

M. Auguste Pinton demande à *M. le ministre d'Etat* chargé des départements et territoires d'outre-mer si n'estime pas opportun : 1° d'encourager, dans les circonstances actuelles, le peuplement de la Nouvelle-Calédonie où la densité de la population n'atteint encore que 4 habitants au kilomètre carré ; 2° de favoriser la diversification de l'activité économique de ce territoire en mettant l'accent, dans un premier temps, d'une part, sur le développement de l'agriculture, d'autre part, sur celui de l'équipement hôtelier et touristique [16 mai 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 12 : *amendement de MM. Vignon et Messaud* (p. 30) ; Art. 22 : *amendement de Mme Dervaux* (p. 33) ; Art. 33 : *amendement présenté par le Gouvernement* (p. 38) ; Art. 47 (p. 40). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention internationale pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol »** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 105, 106) ; (p. 107). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 218). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : *amendement de M. Tailhades* (p. 495). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 531, 532). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 555, 556) ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; intervient dans la discussion générale de la section I du budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 570 à 572). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Dailly* (p. 601). — **Suite de la discussion** [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 680, 681). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 749). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 751, 753, 754). — Discussion des articles. — Art. 21 : observations sur les crédits affectés au fonds routier

(p. 755, 756). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *amendements de MM. Pellenc, Jager et Bardol tendant à supprimer cet article* (p. 1236) ; Art. 19 : observations sur les économies proposées par le Gouvernement (p. 1249 ; p. 1256). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1386 à 1388). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 428** (cf. *supra*) [25 juin 1963] (p. 1434). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de loi modifiant l'art. 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [27 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1452, 1453). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Cornat au 2e alinéa du texte proposé pour l'art.* 94 (p. 1454, 1455) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'art.* 94 bis *par un nouvel alinéa précisant que la renonciation doit être faite par écrit devant l'inspecteur du travail du lieu de l'emploi* (p. 1455) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 2 nouveau relatif à la périodicité des congés du lieu d'emploi au lieu de la résidence habituelle* (p. 1456). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1818, 1819, 1820) ; (p. 1830). — **Suite de la discussion** [26 juillet 1963]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1959). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *son amendement, au 2e alinéa, prévoyant que les objecteurs seraient, en temps de guerre, versés dans les formations sanitaires des unités combattantes* (p. 1986) ; le retire (*ibid.*). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Georges Guille relative à la **politique étrangère de la France** [15 octobre 1963] (p. 2094). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture,** relatif au **statut des objecteurs de conscience** [6 novembre 1963] (p. 2284). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2583). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2597, 2598, 2599). — Observations ayant porté notamment sur la modernisation du réseau routier ; la construction des autoroutes et la sécurité routière ; la desserte du tunnel sous le mont Blanc (p. 2610). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2624). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3005). — Observations sur la compagnie Air Inter et sur l'avion supersonique *Concorde*. — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** de la **proposition de loi modifiant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [3 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3049). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Grand* (p. 3050). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1963] ; sur la question préalable déposée par M. Raymond Bonnefous (p. 3193, 3194).

PISANI (M. EDGARD), **ministre de l'agriculture** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** [16 mai 1963]. — Discussion de l'article unique : *son amendement relatif à l'organisation de services médicaux du travail* (p. 1063) ; *son amendement tendant à préciser que l'obligation d'organiser des services médicaux incombe soit à l'employeur intéressé, soit, en cas de service commun à plusieurs entreprises, aux caisses de mutualité sociale* (p. 1064) ; *son amendement tendant, dans certains cas, à donner au ministre de l'agriculture la faculté de faire accompagner l'inspecteur des lois sociales d'un spécialiste qualifié* (p. 1064) ; répond à M. Verneuil (p. 1065). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs et mytiliculteurs inscrits maritimes** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1066). — Discussion des articles. — Art 1er : *amendement de M. Grand* (p. 1067) ; dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle des produits antiparasitaires agricoles** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1069, 1070) ; dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1072). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1719, 1720). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Verdeille* (p. 1722) ; *sous-amendements de M. Nayrou* (p. 1722) ; *sous-amendement de M. Claudius Delorme* (p. 1723) ; répond aux observations présentées par M. Marcilhacy sur le contrôle du maniement des armes de chasse (p. 1723, 1724) ; Art. 3 : *amendement de M. Verdeille* (p. 1725) ; Art. 7 : *amendement de M. Verdeille* ; observations sur les moyens de financement des associations communales (p. 1725, 1726) ; Art. 2 (précédemment réservé) : *son sous-amendement au texte proposé par l'amendement de M. Verdeille tendant à exclure du champ d'application de la loi certains terrains faisant partie du domaine privé de l'Etat* (p. 1726) ; Art. 5 : (p. 1727). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1776 à 1780). — Discussion des articles. — Art. A (nouveau) : *amendements de M. Brun* (p. 1781) ; *amendement de M. Monichon* (*ibid.*) ; Art. 1er : *amendement de M. Brun* (p. 1782) ; Art. 2 : *amendement de M. Houdet et sous-amendement de M. Blondelle* (p. 1783) ; *amendement de M. Audy* (p. 1784) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1785, 1786) ; *amendement de M. Brun* (p. 1787) ; Art. 3 : *amendement de M. Blondelle* (p. 1787) ; demande que cet article et l'amendement de M. Blondelle soient réservés (*ibid.*) ; Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1788, 1789) ; *amendement de M. Audy* (*ibid.*) ; *amendement de M. Audy* (p. 1790) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1791) ; *amendement de M. Audy* (p. 1791) ; *amendement de M. Audy* (p. 1792). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963]. — Art. 4 (*suite*) : *amendement de M. Audy et sous-amendement de M. Brun* (p. 1846, 1847) ; *amendement de M. Audy* (p. 1848) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1849) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1850) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1851) ; *amendement de M. Audy* (ibid.) ; *son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa, un alinéa 1er bis précisant que les centres régionaux tiendront compte, pour l'élaboration des plans, des usages locaux* (p. 1851) ; Art. 4 *bis* : *amendements de MM. Audy et Brun* (p. 1852, 1853) ; Art. 5 : *amendement de M. Soudant* (p. 1853, 1854) ; *amendement de M. Audy* (p. 1855) ; Art. 5 *bis* : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la protection des forêts de feuillus* (p. 1855, 1856) ; Art. 6 : *amendement de M. Audy* (p. 1857) ; *amendement de M. Brun* (p. 1858, 1859) ; après l'article 8 : *amendements de MM. Audy et Minvielle* (p. 1861, 1862 et 1863) ; Art. 9 : *amendement de M. Audy* (p. 1863) ; Art. 10 : *amendement de M. Brun* (p. 1864) ; *amendement de M. Audy* (p. 1865, 1866) ; Art. 11 : *amendement de M. Audy* (p. 1867) ; Art. 18 (*nouveau*) : *amendement de M. Audy* (p. 1868) . — **Discussion en deuxième lecture** [25 juillet 1963]. — **Discussion des articles.** — Art. 2 : *amendement de M. Brun* (p. 1941) ; Art. 5 *bis* : (p. 1942) ; sur l'ensemble (*ibid.*).

PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1963, adopté par l'Assemblée nationale (2e partie : Moyens des services et dispositions spéciales) [29 janvier 1963] (N° 46).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 403, 404 et 405). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 14, ETAT A : observations sur les crédits du ministère de la santé publique (p. 1910) et notamment sur l'aide à apporter à certaines écoles d'infirmières. — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2524 à 2526). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire de près de moitié le crédit accordé pour souligner le désir de la commission des affaires sociales de limiter provisoirement à quelques régions la réforme préconisée* (p. 2541, 2542) ; (p. 2544).

POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des communautés européennes [19 décembre 1963].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1383 à 1386).

POMMERY (M. JOSEPH DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réparation des dommages causés aux cultures par les sangliers [4 juin 1963] (N° 105).

POROI (M. ALFRED) [Polynésie française].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 392, 393). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ETAT E, ligne 123 : RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2820, 2821). — Observations sur l'installation d'une chaîne de télévision en Polynésie française. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2955). — Observations sur la construction de l'hôpital de Papeete ; sur l'installation du centre d'expérimentation du Pacifique et les dépenses supplémentaires découlant de l'implantation militaire.

PORTMANN (M. GEORGES) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention et du protocole signés à Tananarive le 29 septembre 1962 entre la France et Madagascar, en vue d'éliminer les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale [4 juillet 1963] (n° 163).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention signée le 24 juillet 1962, entre la France et le Liban, en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir une assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et d'impôts sur les successions [4 juillet 1963] (n° 164).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la principauté de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963, complétée par un protocole, ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette convention [25 juillet 1963] (n° 217).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963 [19 novembre 1963] (n° 33).

Question orale avec débat :

M. Georges Portmann, considérant l'impossibilité financière pour l'Etat de satisfaire actuellement la totalité des besoins hospitaliers du pays, demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'hospitalisation privée, seule susceptible d'offrir à l'ensemble des Français le complément d'équipement qu'ils sont en droit d'attendre en un domaine aussi vital [9 juillet 1963].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — **Discussion générale (p. 222 et suivantes) ; (p. 231).** — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Duclos* (p. 233) ; TITRE IV : *son amendement tendant à rétablir le crédit de* 70.000 *francs destiné au comité français du mouvement européen* (p. 233). — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 235 et suivantes). — **Suite de la discussion** [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 415). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 618). — Intervient au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1643 à 1645). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1687) ; p. 1703). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1878). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant convention fiscale franco-monégasque** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1951, 1955). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'une convention entre la France et le Liban** [26 juillet 1963] (p. 1963) ; dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'une convention entre la France et Madagascar** (*ibid*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2537). — Observations sur la situation des médecins contrôleurs des lois d'aide sociale. — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963] ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion du budget des AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2564 à 2567) ; (p. 2583). — Discussion des articles. — ETAT B, Art. 18 : *son amendement tendant au rejet des crédits demandés* (p. 2585). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2676 à 2678). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire ce crédit pour souligner l'insuffisance des crédits affectés au fonds culturel* (p. 2701). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant convention entre la France et l'Espagne en matière fiscale** [21 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2702). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2856); (p. 2889). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — SERVICES GÉNÉRAUX ; VII : CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ; III. — JOURNAUX OFFICIELS. — Observations sur le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme (p. 2973, 2974). — Discussion des articles. — Art. 18, ETAT B : *amendement de M. Jozeau-Marigné :* suppression de l'augmentation du crédit prévu pour le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme (p. 2979). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 3002). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3147, 3148). — Observations sur le fonds culturel. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 3152).

PRÉLOT (M. MARCEL) [Doubs].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture,

relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales et validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961 [6 novembre 1963] (n° 20).

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi constitutionnelle, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture, portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [11 décembre 1963] (n° 79).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 698 (p. 19) ; *amendement de M. Vignon* (*ibid*) ; *amendement de M. Vignon à l'alinéa 6°* (p. 21). — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 26 : *son amendement tendant à harmoniser ce texte avec celui de l'article 698 du code de procédure pénale* (p. 34) ; art. 49 : observations (p. 41). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **résolution portant modification des articles 44 et 45 du règlement du Sénat** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1060, 1061). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Estève* (p. 1061) ; Art. 2 : observations (*ibid*, p. 1062). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** [30 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1152). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 16, ETAT C : (p. 1913). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [26 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Dailly* (p. 1987). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2304). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article* (p. 2305, 2306) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2306, 2307). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [28 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Observations sur la commission Chenot ; les comités d'expansion régionaux (p. 2977, 2978). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3234, 3235) ; (p. 3239).

PRÊTRE (M. HENRI) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [9 février 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 692). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant, pour les mineurs infirmes une prestation familiale d'éducation spécialisée** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1744).

R

RABOUIN (M. ETIENNE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux donations mutuelles entre époux et aux clauses de réversibilité [24 octobre 1963] (n° 14).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi relative aux donations mutuelles entre époux** [29 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2185).

RAPPUZZI (Mlle IRMA) [Bouches-du-Rhône].

Est nommée membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

Mlle Irma Rapuzzi demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux producteurs français métropolitains de fruits et légumes un prix rémunérateur des produits de leurs exploitations et pour éviter les trop grandes distorsions entre les prix de vente à la production et les prix de vente au détail [4 juillet 1963]. — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1634 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 280 à 282). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 562 à 565). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 728 à 730) ; (p. 738). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire le crédit afin d'obtenir l'assurance que le versement de l'allocation de subsistance sera prolongé au-delà de douze mois* (p. 742) ; (p. 749). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole et viticole du Gouvernement** [9 juillet 1963] (p. 1634 à 1636). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1837). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1891, 1892) ; (p. 1895). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2341). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion générale de ce budget (p. 2587 à 2590). — Observations ayant porté, notamment, sur notre réseau actuel de voies navigables et sur le problème routier. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE — COMMISSARIAT AU TOURISME. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2836 à 2838).

RAYBAUD (M. JOSEPH) [Alpes-Maritimes].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1963 restant en discussion [25 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Questions orales :

M. Joseph Raybaud expose à *M. le Premier ministre* que le Gouvernement s'est engagé le 19 juillet 1962, en acceptant les amendements qui ont constitué l'article 23 de la loi complémen-

taire d'orientation agricole, à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale « un projet de loi tendant à la réorganisation de l'inspection sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale » et à assurer en ce domaine un juste équilibre entre les libertés locales et la tutelle technique de l'Etat, conformément à l'article 258 nouveau du code rural. Ce projet de loi doit, en outre, fixer « les conditions dans lesquelles pourront être fermés, aménagés ou créés les abattoirs publics non retenus au plan d'équipement ». Estimant que les municipalités, qui ont assuré d'importants investissements pour moderniser leurs abattoirs et leurs services vétérinaires, sont particulièrement intéressées par cette réforme, il lui demande s'il entend consulter leurs représentants pour l'élaboration des textes prévus et dans quel délai ceux-ci seront proposés au Parlement [30 janvier 1963] (n° 463).

M. Joseph Raybaud demande à *M. le ministre des rapatriés* de bien vouloir lui préciser les résultats de l'action qu'il a entreprise pour obtenir dans les meilleurs délais le fonctionnement régulier de la caisse générale des retraites de l'Algérie. Il lui rappelle, en effet, la situation particulièrement angoissante des fonctionnaires tributaires de ladite caisse, dont les pensions ne sont pas encore liquidées ou des anciens fonctionnaires qui, soit ne perçoivent pas les arrérages de leurs pensions, soit les perçoivent avec des retards considérables [14 mai 1963] (n° 483).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 279, 280). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion du budget des AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 438 à 440). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 573 à 576). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 628, 629). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE ET HABITAT RURAL. — Discussion générale (p. 2425, 2426). — Observations sur l'équipement collectif des communes rurales. — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR (p. 2718, 2719). — Observations sur les « réseaux urbains » (travaux d'adduction d'eau, d'éclairage public, de voies privées). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2839, 2840). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2982 à 2984).

REPIQUET (M. GEORGES) [la Réunion].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris le 14 mai 1963 [11 décembre 1963] (n° 71).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — Art. 53 : *soutient l'amendement de M. Bousch relatif au cumul des pensions par une veuve en sa qualité de veuve* (p. 186) ; le retire (p. 187). — **Suite de la discussion** [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 380, 381). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi portant approbation de l'accord commercial France-Japon** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3171, 3172).

RESTAT (M. ETIENNE) [Lot-et-Garonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Question orale :

M. Etienne Restat rappelle à *M. le Premier ministre* que la loi n° 60-808 du 5 août 1960 dite d'orientation agricole prévoyait dans son article 41 que le Gouvernement déposerait avant le 1er janvier 1962 un projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles. La date indiquée dans la loi d'orientation étant largement dépassée, il lui demande, devant les destructions de récoltes et l'importance des dégâts causés aux cultures, tant en métropole que dans les départements d'outre-mer au cours de l'année 1963, à quelle date le projet de loi ci-dessus indiqué sera déposé, et s'il a l'intention de le faire adopter par le Parlement au cours de la présente session [3 octobre 1963] (n° 529).

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2428 à 2430). — Observations ayant porté notamment sur les calamités agricoles et l'aménagement des circuits de distribution pour les fruits et légumes.

RIBEYRE (M. PAUL) [Ardèche].

Est élu membre suppléant : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 398 à 403). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *soutient l'amendement de M. Bousch tendant à supprimer le second alinéa de cet article relatif à la redevance pour la construction de locaux dans la région parisienne* (p. 1898).

RICHARD (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Question orale :

M. Jacques Richard expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que, en vertu des dispositions du décret du 1er août 1963 approuvant les statuts de la Société de l'autoroute Paris-Normandie et la convention passée le 28 juin 1963 entre l'Etat et cette société, un poste de péage sera institué sur l'autoroute de l'Ouest à Orgeval, soit à 22,500 kilomètres du début de l'autoroute alors que celui de l'autoroute du Sud est situé à 45 kilomètres. Il lui demande : 1° de lui faire connaître les critères qui sont, ou seront, retenus pour déterminer l'emplacement des postes de péage des autoroutes de la région parisienne ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour que, dans un souci d'équité vis-à-vis des usagers de la route, les postes de péage, installés dans cette région, soient placés à des distances sensiblement équivalentes par rapport aux têtes d'autoroutes [1er octobre 1963] (n° 523).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — JOURNAUX OFFICIELS ; CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (p. 322). — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE ; SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE ; GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES (p. 322, 323, 324). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (jeunesse et sports), intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 460, 461, 462). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Demande la parole

pour un rappel au règlement et propose une discussion commune sur les articles 17, 17 *bis* et 19 (p. 1245) ; observations sur ces trois articles (p. 1252, 1253). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [23 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1829 à 1832). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 13 *ter (nouveau)* : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1906). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à rendre les dispositions de cet article applicables aux tirs aux pigeons vivants* (p. 2295) ; le retire (p. 2296). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2345). — Art. 9 : observations sur l'impôt sur le tiercé (p. 2347). **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour la jeunesse et les sports, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2852 à 2855). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — IV. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2965). — V : SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE (*ibid.*). — VI : GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES (*ibid.*).

RITZENTHALER (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 642, 643).

ROMAINE (M. EUGÈNE) [Creuse].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e **partie**) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 50 *ter* : observations (p. 609). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 643). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1771). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion des articles. — Art. 73 : *amendement de M. Courrière* (p. 2774). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Après l'article 91 *(nouveau)* : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif aux candidats à la fonction publique appelés sous les drapeaux* (p. 3022, 3023).

ROTINAT (M. VINCENT) [Indre].

Est nommé président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée par une délégation de cette commission en Afrique et à Madagascar [9 juillet 1963] (n° 173).

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963] (p. 1383). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [22 novembre 1963]. — ARMÉES. — Discussion des articles. — Art. 20 : *amendement de M. de Chevigny relatif au sport hippique* (p. 2773) ; Art. 73 : *amendement de M. Courrière* (p. 2774). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, dans la discussion, en troisième lecture, du **projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (statut des objecteurs de conscience)** [5 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3066).

ROUBERT (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

Est élu membre titulaire : de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1963 [13 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière [20 février 1963] ; de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1963 portant maintien de la stabilité économique et financière [11 juin 1963].

Est nommé président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Interventions :

Prend part, en qualité de président de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [30 janvier 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 221, 222). — **Suite de la discussion** [1er février 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Discussion générale (p. 314, 315). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 449). — Sur l'ensemble de la loi de finances [12 février 1963] (p. 809, 810). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 24 *bis nouveau : soutient l'amendement de M. Courrière tendant à insérer, après cet article, un article additionnel prévoyant une compensation pour les communes lésées par le remplacement du droit d'enregistrement par la T. V. A.* (p. 856) ; Art. 25 : *amendement de M. Voyant* (p. 858) ; Art. 29, § Ier : *sur l'amendement de synthèse présenté par M. Giscard d'Estaing* (p. 868) ; § II : *son amendement tendant à compléter* in fine *ce paragraphe par une disposition relative à l'imposition des dividendes et produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement* (p. 871) ; le retire (*ibid*) ; observations sur l'application de l'article 40 (p. 874, 875). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion de la **résolution portant modification des articles 44 et 45 du règlement du Sénat** [16 mai 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 1062). — Au nom de la commission des finances et au nom du Sénat adresse ses remerciements à M. Léonard, premier président de la Cour des comptes, pour le dépôt du rapport pour l'année 1962 [28 mai 1963] (p. 1124). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1237) ; Art. 15 : *amendement de M. Molle* (p. 1241). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article ;* observations sur les retraites versées aux avocats des barreaux d'Algérie (p. 1902). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963] ; demande la réunion de la commission en vue d'examiner la demande de vote bloqué présentée par le Gouvernement visant en particulier l'article 3 (p. 2380) ; sur les conclusions de la commission des finances (p. 2381, 2382) ; sur la demande de M. Boulin, secrétaire d'Etat, d'être entendu par la commission des finances avant d'user de la procédure prévue par l'article 44 de la Constitution (p. 2386) ; sur l'audition de M. le secrétaire d'Etat par la commission des finances (p. 2392).

ROUGERON (M. GEORGES) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 698 (p. 20. — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 266, 267). — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 283). — **Suite de la discussion** [9 février

1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 674, 675) ; (p. 686). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif à la protection des animaux** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2293). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur la prohibition du tir aux pigeons volants (p. 2296). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2530). — Observations sur la protection de l'enfance. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2888). — Explique son vote sur le **projet de loi portant modification de l'article 28 de la Constitution** (modification des dates d'ouverture des sessions parlementaires) [18 décembre 1963] (p. 3240).

ROY (M. LOUIS) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

ROY (M. PIERRE) [Vendée].

Devenu sénateur le 23 janvier 1963 en remplacement de M. Jacques de Maupeou, décédé.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [8 février 1963] ; [3 octobre 1963].

S

SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Meuse].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 393, 394). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 2934).

SEMPE (M. ABEL) [Gers].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui faire connaître la définition de « département favorisé ». Il ne comprend pas en effet pourquoi la réforme des tarifs marchandises de la Société nationale des chemins de fer français peut entrer en vigueur dans le Gers ou les Hautes-Pyrénées par exemple, et exclure le Tarn ou l'Aveyron. En effet les distances moyennes de ces départements pris à titre d'exemple (Gers et Hautes-Pyrénées) pour les marchandises reçues, engrais, etc. et les produits agricoles expédiés, sont supérieures à celles des départements non visés. Il lui demande comment il pourrait être admis que le coût d'une tonne d'engrais irait d'un département à l'autre de 2.900 anciens francs à 4.200 anciens francs, et qu'en même temps une tonne de blé paierait 5.000 anciens francs ici et 1.200 anciens francs ailleurs. Il lui demande comment de telles mesures peuvent se concilier avec la nécessité d'une parité des prix de revient et de vente, entre tous les agriculteurs français, à l'égard de nos partenaires de l'Europe des six. Il lui demande enfin s'il ne s'est pas soucié de l'étude de la situation de fait existant dans les départements victimes de la sécheresse [1er octobre 1962] (n° 440). Réponse [25 juin 1963] (p. 1435, 1436).

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il n'envisage pas d'augmenter les attributions de carburant détaxé au bénéfice des agriculteurs détenteurs de tracteurs à essence, et de tout le matériel de culture complémentaire. En effet, l'attribution actuelle est de 60 litres par hectare. Or, il s'avère que la consommation réelle lorsque tous les travaux sont activés par le tracteur dépasse 120 litres et se décompose comme suit : céréales, labours, 40 litres ; double discage et semences, 15 litres ; épandage, engrais et moisson, 30 litres ; transport du fumier, déchaumage et transport de la récolte, 15 litres, soit un total minimum de 100 litres ; vignobles : 40 litres pour labours, 40 litres pour discage, 10 litres pour traitements, 10 litres pour vendanges et transport, soit également 100 litres à l'hectare. Par ailleurs, de nombreux travaux courants ne sont pas couverts par ces 100 litres-hectare, tels que : entretien de la propriété, préparation des replantations de vigne, arrachage, transports de bêtes au marché. etc. Il lui demande s'il envisage une uniformisation des prix de revient de l'utilisation du matériel tracté avec ceux constatés dans les autres états européens, notamment une majoration des attributions de carburant détaxé, qui aurait pour résultat de mettre sur un pied d'égalité les propriétaires de tracteurs à essence avec ceux détenant des tracteurs Diesel [9 janvier 1963] (n° 458). — Réponse [14 mai 1963] (p. 1049, 1050).

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui préciser l'interprétation exacte du décret n° 64-455 du 6 mai 1963 au sujet des indemnités viagères de départ concernant les exploitants âgés ou invalides se trouvant dans la situation ci-après exposée : M. X..., agriculteur, exploite dans le Gers une surface de 10 hectares de terre labourable avec son fils. Agé de soixante-cinq ans, il veut bénéficier de la rente viagère complémentaire qui peut s'ajouter à ses avantages vieillesse. Il décide de vendre son exploitation à son fils et de répartir sa valeur entre son fils héritier principal et deux autres enfants majeurs qui ont quitté l'exploitation familiale ou la quitteront à leur majorité. Il lui demande s'il peut espérer recevoir l'avantage viager en supplément des avantages vieillesse prévus par la loi, au même titre que M. Y..., son voisin, qui vend ses 10 hectares d'une valeur identique à un tiers et reçoit le montant total de la vente, soit environ 30.000 francs [4 juin 1963] (n° 495). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1616).

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui préciser l'interprétation exacte des textes publiés par le *Journal officiel* des 24 et 25 mai au sujet des prêts à long terme pouvant être obtenus par M. X. fils, après prise de possession des dix hectares appartenant à son père, pour compléter le désintéressement de ses frères et acquérir une surface complémentaire de quatre hectares dont la valeur demandée est de 45.000 francs, la somme nécessaire à l'acquisition et au désintéressement étant de 60.000 francs. Il lui précise que ces opérations peuvent avoir lieu dans un département où la définition des structures minima et maxima n'ont pas encore été établies, en application de l'article 7 de la loi du 5 août 1960, ou bien dans le département ayant défini une surface minima de seize hectares. Il lui demande également quel serait le montant de l'emprunt à long terme qui pourra être obtenu dans une situation de surfaces et de prix identiques, lorsque l'acquéreur est âgé de trente-six ans et propriétaire exclusif des dix hectares de base [11 juin 1963] (n° 498). — Réponse [9 juillet 1963] (p. 1617).

Question orale avec débat :

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* de lui faire connaître : 1° les dotations budgétaires sur lesquelles seront payées les indemnités devant revenir aux producteurs de céréales, maïs, fruits et légumes et aux viticulteurs dont les récoltes ont subi au cours de la présente campagne des dégâts supérieurs à 25 p. 100 ; 2° les critères de répartition de ces indemnités. Il lui demande en outre : 1° que la caisse de crédit agricole octroie par priorité tous les prêts à moyen terme ; 2° que les viticulteurs sinistrés à plus de 25 p. 100 se voient accorder la remise de deux à cinq annuités dont le paiement peut être effectué par la section viticole du fonds de solidarité ; 3° que les viticulteurs sinistrés soient exonérés du hors-quantum et des prestations viniques de la présente campagne ; 4° que les producteurs de fruits puissent bénéficier de la même remise d'annuités que les viticulteurs ; 5° que des crédits supplémentaires soient mis à la disposition du génie rural pour la réparation des dégâts causés à l'habitat des exploitants et aux chemins ruraux ; 6° que la discussion du projet de loi garantissant les agriculteurs contre les calamités atmosphériques soit inscrite par priorité à l'ordre du jour de la prochaine session sans qu'il en résulte une réduction du montant des indemnités dues au titre de la présente campagne [3 octobre 1963]. — Réponse [5 novembre 1963] (p. 2265 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 510, 511). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 750, 751). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 458** (*cf. supra*) [14 mai 1963] (p. 1050). —

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant définition des exploitations agricoles types** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1072). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à ses **questions orales n°s 495 et 498** (*cf. supra*) [9 juillet 1963] (p. 1616, 1617). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1701 à 1703). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2265, 2266 et 2267) ; (p. 2276). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2432 à 2434). — Observations ayant porté notamment sur l'ensemble des problèmes posés par l'assurance maladie ; le F. A. S. A. S. A. (fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles) ; les S. A. F. E. R. (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Dulin* (p. 2464). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2589) ; (p. 2608). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [12 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 12 *septies : amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles* (p. 3162).

SINSOUT (M. CHARLES) [Dordogne].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics [24 juillet 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 (*nouveau*) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget* (p. 796, 797).

SOLDANI (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

SOUDANT (M. ROBERT) [Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commisison des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1147 du code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle [24 octobre 1963] (n° 16).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier l'article 1147 du code rural, en ce qui concerne les accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle [19 décembre 1963] (n° 97).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 634, 635). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 1726, 1727). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à porter à dix hectares d'un seul tenant au lieu de quatre la limite dans laquelle est prescrite l'obligation de reboiser* (p. 1853) ; le retire (p. 1854). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la **proposition de loi relative aux accidents du travail dus à une faute intentionnelle** [7 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2290). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article autorisant une rétroactivité limitée aux accidents survenus depuis le 1er janvier 1962* (p. 2291, 2292) ; le retire (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Molle* (*ibid.*). — Intervient en remplacement de M. Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 2781, 2782). — Observations ayant porté notamment sur le fonds d'action sociale de l'A. M. E. X. A. (Assurance maladie des exploitants agricoles) ; les prestations invalidité de cette assurance des exploitants ; l'exonération de cotisations au titre de l'assurance maladie ; la récupération sur les successions. — Discussion des articles. — Art. 44 : *amendement de M. Dulin tendant à fixer à 22 francs par an la cotisation prévue à l'article 1124 du code rural.* — *Se rallie à l'amendement du Gouvernement* (p. 2783). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative aux accidents du travail agricole dus à une faute intentionnelle** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3253).

SOUFFLET (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, autorisant la ratification du traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande [20 juin 1963] (n° 133).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux changements d'arme des officiers d'active [25 juillet 1963] (n° 220).

Interventions :

Intervient dans la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion des articles. — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 12 : *amendement de M. Vignon* (p. 31). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 554, 555). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963]. — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif aux changements d'arme des officiers d'active** [26 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1971, 1972). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement au premier alinéa tendant à la suppression des mots « sur proposition d'une commission spécialement désignée »* (p. 1972). — Intervient sur les propos tenus par monsieur Monnerville au congrès radical d'Evian le 27 septembre 1963 [3 octobre 1963] (p. 2062). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion des articles. — Art. 66 : *amendement de M. René Dubois* (p. 2544). — **Suite de la discussion** [28 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE. — Discussion des articles. — Art. 71 *ter* (*nouveau*) : *amendement de M. Louis Gros* (p. 3010).

SURAN (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 524, 525). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — TITRE Ier. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES. — Art. 9 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2350). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2435, 2436). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des

affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2622 à 2624). — Observations ayant porté notamment sur l'aide financière de l'Etat en faveur de la construction de logements ; la politique d'urbanisme et l'expansion régionale.

SYMPHOR (M. PAUL) [Martinique].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [4 février 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 409).

T

TAILHADES (M. EDGAR) [Gard].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE. - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 468, 469 et 470). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à supprimer l'aide à l'enseignement privé* (p. 494) ; ETAT C, TITRE V : *son amendement tendant à supprimer les crédits de ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à l'éducation nationale* (p. 495). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1692 à 1694). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2876 à 2878).

TALAMONI (M. LOUIS) [Seine].

Redevenu Sénateur le 1er février 1963 en remplacement de M. Waldeck L'Huillier, élu député à l'Assemblée nationale.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [9 février 1963] ; [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi portant amnistie [4 décembre 1963] (N° 49).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative portant maintien de la stabilité économique et financière** [6 juin 1963]. — Discussion des articles. — Après l'article 16 *bis* : *son amendement tendant à insérer un article additionnel visant à porter de 30 p. 100 à 50 p. 100 la réduction du prix des billets de congés payés* (p. 1244). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1304, 1305). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Métayer, Cogniot et Jung relatives à la **rentrée scolaire de 1963** [22 octobre 1963] (p. 2132, 2133). — Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [24 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2165). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **politique d'aide de la France** [5 novembre 1963] (p. 2255, 2256). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [14 novembre 1963]. — Examen des articles. — Explique son vote sur l'article 3 (p. 2385). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 2514, 2515). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2573, 2574). — Explique son vote sur le **projet de loi portant convention entre la France et l'Espagne en matière fiscale** [21 novembre 1963] (p. 2702). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2724, 2725). — Observations sur les problèmes relatifs aux personnels communaux. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 2786, 2787). — Observations sur la situation des fonctionnaires actifs et retraités. — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2949, 2950) ; explique son vote sur les crédits figurant à ce budget (p. 2952). — Intervient dans la discussion du **projet de loi prorogeant certaines dispositions relatives au logement des rapatriés** d'Algérie [4 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3061). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [13 décembre 1963]. — Discussion des articles. — Art. A : *amendement de M. Bertaud* (p. 3204).

TELLIER (M. GABRIEL) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963]

TINANT (M. RENÉ) [Ardennes].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission accomplie par une délégation de cette commission chargée d'étudier l'ensemble des questions culturelles intéressant la France et certains pays d'Afrique et de l'Océan Indien [5 février 1963] (n° 50).

Question orale :

M. René Tinant demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures ont été prises à ce jour pour la réparation des dégâts causés par le dégel de mars dernier à la voirie nationale et, en collaboration avec M. le ministre de l'intérieur, aux voiries départementales et communales ; quels délais seront nécessaires pour terminer ces travaux. Il lui demande également s'il envisage de définir et de financer un programme de construction de routes résistant aux méfaits de l'hiver. Dans l'affirmative, une priorité sera-t-elle donnée aux régions du Nord, du Nord-Est et de l'Est où les barrières sont habituellement posées chaque hiver pendant plusieurs périodes, entravant considérablement l'activité économique de ces régions ? Quels seront les axes retenus en priorité ? [4 juin 1963] (n° 494). — Réponse [23 juillet 1963] (p. 1798, 1799).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 290). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 489). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 633, 634). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1690 à 1692). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'emploi des enfants dans le spectacle** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1728, 1729, 1730). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *amendement de Mme Cardot tendant à abroger les articles* 58, 59 *et* 60 *du livre II du code du travail et à les remplacer par des articles nouveaux ;* Art. 58 (nouveau) (p. 1731) ; Art. 58 *a* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à assouplir la procédure des autorisations visées à l'article précédent* (p. 1732) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 58 *c* (nouveau) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un alinéa interdisant toute publicité qui tendrait à attirer les enfants vers des professions pseudo-artistiques* (p. 1733, 1734). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 494** (*cf. supra*) [23 juillet 1963] (p. 1798, 1799). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [24 juillet 1963]. — Discussion des articles. — Art. 5 (p. 1854). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Deguise et Sempé relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [5 novembre 1963] (p. 2269, 2270. — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [15 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 2461). — Observations sur l'aide à l'enseignement agricole. — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2606). — Observations sur la réparation des dégâts causés par le gel au réseau routier. — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2883, 2884).

TINAUD (M. JEAN-LOUIS) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

TORIBIO (M. RENÉ) [Guadeloupe].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octo..e 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. Discussion générale (p. 378, 379). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 57 *septies* : *son amendement tendant à insérer après cet article, un article additionnel relatif à l'application des dispositions de sécurité sociale aux départements d'outre-mer* (p. 791, 792). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif aux travaux d'équipement rural en matière d'hydraulique** [21 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 8 *(nouveau) : amendement de M. Lalloy* (p. 921). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2943 à 2945). — Observations ayant porté notamment sur la lenteur de la réforme foncière dans le département de la Guadeloupe ; l'application de la loi d'orientation agricole dans les départements d'outre-mer. — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements d'outre-mer** [19 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3248, 3249).

TOURNAN (M. HENRI) [Gers].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signé à Paris le 14 mai 1963 [4 décembre 1963] (n° 50).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 2788, 2789). — Observations sur les problèmes soulevés par les marchés publics. — II. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 2797, 2798). — Observations sur la situation du corps des commissaires aux prix. — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord commercial France-Japon** [12 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3170, 3171).

TRON (M. LUDOVIC) [Hautes-Alpes].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale [18 juillet 1963] (n° 193).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale [11 décembre 1963] (n° 78).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — (p. 174 et suivantes). — Discussion des articles. — ETAT C. — TITRE V : *son amendement tendant à réduire de 3 millions la dotation des autorisations de programme* (p. 181) ; observations sur les constructions administratives nouvelles dans le centre de Paris (p. 182) ; retire son amendement (*ibid.*) ; Art. 13 : *amendement de M. le général Ganeval soutenu par M. Yver* (p. 183) ; *son amendement tendant à compléter l'article* 16 *du décret du* 29 *octobre* 1936 *par une disposition étendant les exemptions de cumul aux personnels militaires retraités en application d'une loi de dégagement des cadres* (p. 185) ; *le retire* (p. 186) ; *son amendement tendant à compléter l'art.* 24 *bis du décret du* 29 *octobre* 1936 *par une disposition relative à la liquidation d'une seconde pension* (p. 186) ; *amendements de MM. Ganeval et Tron* (p. 186) ; Art. 53 *bis : son amendement tendant à insérer cet article modifiant l'art. L.* 133 *du code des pensions civiles et militaires* (p. 187) ; Art. 55 A *(nouveau) : amendement de M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget* (p. 188). — II. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Observations (p. 189 et suivantes). — Discussion des articles. — Art. 55. — *Son amendement tendant à compléter le § II de cet article en vue d'imposer l'inscription des obligations qui incomberont aux soumissionnaires de marchés dans les projets de marchés* (p. 196) ; Art. 55 *septies :* observations sur cet article, sorte de codification de la comptabilité publique (p. 198). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 578). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat** [9 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1020, 1021). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959** [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1495, 1496) ; (p. 1499). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1963** [24 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1881 à 1883). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [25 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1927 à 1929). — Discussion des articles. — Art. 7 : *son amendement tendant à demander au directeur départemental d'aviser directement le contribuable lorsque le dossier est déféré au tribunal* (p. 1931) ; *son amendement rédactionnel au § 3 de cet article* (*ibid.*) ; Art. 8 *bis : amendement de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances* (p. 1932) ; après l'article 10 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 10 *bis nouveau tendant à créer un comité départemental spécial habilité à connaître des demandes en remise ou en modération présentées par les entreprises créancières de l'Etat* (p. 1933, 1934) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 19 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1935) ; Art. 21 *bis nouveau : son amendement tendant à insérer cet article précisant que les compensations de droits prévues à l'article* 21 *sont opérées dans les mêmes conditions au profit du contribuable* (p. 1936) ; Art. 24 : *son amendement, au § 2 de cet article, tendant à porter le délai de vingt à trente jours* (p. 1936) ; *son amendement rédactionnel au § 5* (p. 1937) ; Art. 26 : *amendements rédactionnels* (*ibid.*) ; après l'article 26 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 26 *bis nouveau étendant la compétence de la commission départementale à l'examen des majorations et pénalités* (p. 1938) ; Art. 32 : *son amendement tendant à ramener le taux des intérêts de retard de* 0,75 *p.* 100 *par mois à* 0,50 *p.* 100 *par mois* (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [24 octobre 1963] ; Art. 33 : (p. 2145) ; *son amendement, au § 2, tendant à prévoir un allongement de vingt à trente jours des délais accordés aux contribuables* (p. 2145) ; Art. 37 : *son amendement tendant à supprimer le § 3 de cet article* (p. 2146) ; le retire (p. 2147) ; Art. 40 : *son amendement tendant à maintenir l'article* 244 *du code général des impôts* (p. 2147) ; demande que cet article soit réservé (p. 2148) ; Art. 41 : *son amendement tendant à porter de vingt à trente jours les délais accordés aux contribuables* (p. 2148) ; Art. 42 : *son amendement tendant à ramener à* 0,50 *p.* 100 *le taux annuel des intérêts de retard* (p. 2148) ; le retire (*ibid.*) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à supprimer les articles* 45 *à* 70 *du projet de loi* (p. 2150) ; Art. 76 *bis : son amendement rédactionnel* (p. 2152) ; *son amendement relatif à la composition des commissions départementales* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un § 3 prévoyant que pour chaque affaire les organismes professionnels intéressés pourront désigner celui des membres titulaires ou suppléants qui leur paraît le plus compétent* (p. 2152) ; Art. 26 *bis (suite)* : (p. 2153, 2154) ; Art. 40 (*suite*) (p. 2154) ; sur l'ensemble : observations sur le fonctionnement du comité départemental spécial prévu à l'art. 10 *bis* (p. 2155). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Discussion générale (p. 2330 à 2333). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2785, 2786). — Discussion des articles. —

TITRE II : *son amendement rédactionnel* (p. 2792). — II. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 2793, 2794). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2841). — Observations sur l'équipement touristique des hautes vallées de montagne. — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi portant unification des procédures, délais et pénalités en matière fiscale** [13 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3197). — Discussion des articles. — Art. 8 *bis* : (p. 3197) ; Art. 26 *bis* (supprimé par l'Assemblée nationale) : observations sur cet article relatif au fonctionnement de la commission départementale (*ibid.*, p. 3198) ; Art. 40 : *amendement de M. Delalande* (p. 3199).

V

VALLIN (M. CAMILLE) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Questions orales :

M. Camille Vallin expose à *M. le ministre de l'industrie* qu'une importante entreprise sidérurgique de la région lyonnaise, Les Hauts Fourneaux de Chasse, est menacée de fermeture dans les mois qui viennent ; que cette décision, si elle n'était pas rapportée, aurait des conséquences sociales graves pour des centaines de familles de travailleurs ; qu'au surplus l'arrêt de l'activité de ces hauts fourneaux venant après celui des hauts fourneaux de Givors survenu en 1961 consacrerait la disparition totale de la sidérurgie dans le Sud-Est de la France ; que la disparition de ces hauts fourneaux modernes qui ont bénéficié d'investissements considérables au cours de ces dernières années est injustifiable dans une région où les conditions géographiques et économiques exceptionnellement favorables commandent au contraire le développement de l'industrie locale ; qu'il serait d'autant plus anormal et scandaleux de voir liquider ces hauts fourneaux que le IV[e] Plan prévoit la construction ou la modernisation de quarante et un hauts fourneaux, dont sept d'une capacité de production semblable ; que les projets de fermeture suscitent non seulement la protestation des organisations syndicales ouvrières, mais aussi des organisations patronales et notamment des neufs chambres de commerce de toute la région du Sud-Est. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour empêcher à tout prix cet arrêt d'activité qui constituerait une véritable liquidation du patrimoine national et une atteinte grave à l'intérêt national et permettre le maintien en activité dans de bonnes conditions des hauts fourneaux de Chasse [30 avril 1963] n° 474). — Réponse [7 mai 1963] (p. 1004 à 1007).

M. Camillle Vallin appelle l'attention de *M. le ministre des armées* sur l'émotion provoquée parmi les travailleurs des arsenaux notamment ceux de Lyon, Limoges et Rennes par les projets du Gouvernement qui tendent, soit à supprimer le caractère d'établissement d'Etat aux arsenaux, ateliers et établissements dépendant du ministère des armées, soit à les fermer. De telles mesures porteraient un grave préjudice aux personnels qui perdraient leur emploi ou leur statut. En outre, elles aboutiraient à permettre à des intérêts privés de disposer des établissements appartenant à la nation. En conséquence, il lui demande : *a*) s'il n'envisage pas, plutôt que de remettre aux trusts ces établissements d'Etat, de procéder à une reconversion des fabrications ; *b*) quelles mesures il compte prendre, en tout état de cause, pour que les travailleurs de ces établissements ne soient pas privés de leur gagne-pain et pour que soient respectés les droits des personnels [4 juillet 1963] (n° 515). — Réponse [8 octobre 1963] (p. 2069, 2070).

M. Camille Vallin appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation des travailleurs de la société Lines frères qui a fermé son usine de Givors depuis le 2 mai dernier. Il lui rappelle que de nombreuses démarches effectuées tant auprès des services du ministère de l'industrie qu'auprès de la commission interministérielle d'information pour la décentralisation industrielle, en vue de faciliter la remise en marche de cette entreprise, n'ont pas encore abouti malgré les promesses renouvelées de la part des organismes intéressés. Tenant compte du fait que cette affaire devait être réglée avant le 22 juillet et que les intéressés, malgré leur insistance, se sont trouvés dans l'impossibilité d'être reçus par lui-même, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour obtenir des services intéressés qu'ils exigent le remboursement par la société anglaise Lines des primes d'équipement qu'elle a perçues de la part de l'Etat, et pour apporter l'appui nécessaire à la remise en activité de cette entreprise que réclament, avec les 270 ouvriers et ouvrières, toutes les organisations politiques et syndicales, ainsi que l'ensemble de la population de la localité [11 juillet 1963] (n° 517).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2[e] partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 277 à 279). **Suite de la discussion** [1[er] février 1963]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 332, 333). — **Suite de la discussion** [6 février 1963]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 507, 508). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 525 à 527). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 572, 573). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 474** (*cf. supra*) [7 mai 1963] (p. 1005 à 1007). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales relatives à la **politique du Gouvernement en matière de collectivités locales** [11 juin 1963] (p. 1299 à 1302). — Explique son vote sur le **projet de loi portant ratification du traité sur la coopération franco-allemande** [20 juin 1963] (p. 1413, 1414). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** [4 juillet 1963] (p. 1594). — Intervient dans la discussion des questions orales avec débat sur la **réforme de l'enseignement** [16 juillet 1963] (p. 1699, 1700). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics** [26 juillet 1963] (p. 1958). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 515** (*cf. supra*) [8 octobre 1963] (p. 2070). — Intervient dans la discussion en deuxième lecture, du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 63 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à maintenir ce texte et à remplacer les taux de* 4 *p.* 100 *et* 3 *p.* 100, *par les taux de* 1,5 *p.* 100 *et* 1 *p.* 100 (p. 2222, 2223 et 2224) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 2231). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Explique son vote sur ce budget (p. 2586). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 2599, 2600). — Observations sur le problème routier et sur la situation des personnels des ponts et chaussées. — **Suite de la discussion** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2625, 2626). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 2648, 2649).

VANRULLEN (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [19 décembre 1963].

Question orale :

M. Emile Vanrullen rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que les cinq pays du Marché commun ont supprimé les formalités de passage en douane pour les remorques de camping ; que seule la France a maintenu l'obligation de présenter un tryptique et que, de ce fait, par réciprocité, la même formalité est exigée des campeurs français à leur entrée dans les cinq autres pays du Marché commun ; que cette entrave à la circulation, incompréhensible lorsque l'on se déclare partisan de l'intégration européenne, est surtout nuisible pour le tourisme français car elle écarte de notre territoire les campeurs étrangers ; il lui demande si le Gouvernement envisage un alignement sur ses partenaires du Marché commun en supprimant l'obligation du tryptique pour les caravanes de tourisme, au moins en faveur des ressortissants du Marché commun. [6 décembre 1963] (n° 547). — Réponse [17 décembre 1963] (p. 3214, 3215).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2[e] partie) [9 février 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 677, 678). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, à sa **question orale n° 547** (*cf. supra*) [17 décembre 1963] (p. 3214, 3215).

VASSOR (M. JACQUES) [Indre-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [8 février 1963]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion des articles. — Art. 50 *ter* : observations sur le rachat des cotisations par les agriculteurs français réfugiés d'Afrique du Nord (p. 610). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 616). — **Suite de la discussion** [12 février 1963]. — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 76 *nouveau : amendement de M. Audy* (p. 800, 801). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1718). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la structure foncière des forêts françaises** [22 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1774, 1775). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Monichon* (p. 1789).

VERDEILLE (M. FERNAND) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse [11 juillet 1963] (n° 174).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963 (seconde partie)** [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 284 à 286). — **Suite de la discussion** [11 février 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 746 à 748). — Discussion des articles. — Art. 21 : *son amendement tendant à supprimer les crédits du fonds d'investissement routier pour en souligner l'insuffisance* (p. 755). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** [18 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1715 à 1718). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement rédactionnel définissant notamment la nature juridique des associations ainsi que l'autorité habilitée à les agréer* (p. 1720) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 1er bis *nouveau relatif à la création des associations communales de chasse* (p. 1720) ; Art. 2 : *son amendement relatif à la détermination des terrains dévolus à l'association communale de chasse* (p. 1721) ; *sous-amendement de M. Nayrou* (p. 1722) ; *sous-amendement de M. Claudius Delorme* (p. 1723) ; *sous-amendement du Gouvernement* (p. 1724) ; *demande que cet article 2 soit réservé* (*ibid*) ; Art. 3 : *son amendement relatif à la constitution des associations communales* (*ibid.*) ; Art. 4 : *son amendement rédactionnel* (p. 1725) ; Art. 5 : (*ibid.*) ; Art. 6 : (*ibid.*) ; Art. 7 : *son amendement relatif à l'apport des droits de chasse et au maintien du principe d'une aide financière aux associations communales* (p. 1725, 1726) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 9 nouveau précisant qu'un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application de cette loi* (p. 1726) ; Art. 2 (précédemment réservé) ; *sous-amendement du Gouvernement* (nouvelle rédaction) (p. 1726) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (p. 1727). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [21 novembre 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 2725 à 2728). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — TITRE III : observations sur les crédits destinés à la fourniture de livres scolaires (p. 2895, 2896). — **Suite de la discussion** [27 novembre 1963]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 2910, 2911). — Observations sur le Fonds d'investissement routier. — Discussion des articles. — Ar. 32 : *amendement de M. Brousse* (zones témoins) (p. 2914).

VERILLON (M. MAURICE) [Drôme].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'adoption et à la légitimation adoptive** [22 janvier 1963]. — Discussion générale (p. 113). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [1er février 1963]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 359, 360). — **Suite de la discussion** [5 février 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 472, 473). — **Suite de la discussion** [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 581, 582). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [18 novembre 1963]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 2532). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — TAXES PARAFISCALES. — Art. 35, ÉTAT E, *ligne* 123 : RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE. — (p. 2819, 2820). — observations sur la gestion administrative et financière de la R. T. F. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 2840, 2841). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1963]. — EDUCATION NATIONALE - JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 2863, 2864) ; observations sur les classes de neige et les auberges de la jeunesse (p. 2889).

VERMEERSCH (Mme JEANNETTE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zone [21 février 1963] (I., n° 71).

VERNEUIL (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan ([3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** [16 mai 1963]. — Observations sur l'infection due au bacille de Bang (p. 1065).

VIGIER (M. JEAN-LOUIS) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [19 novembre 1963]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 2580).

VIGNON (M. ROBERT) [Guyane].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant et complétant le code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat [9 janvier 1963] (n° 33).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale [9 janvier 1963] (n° 34).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant le code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, projet pour lequel le Gouvernement a déclaré l'urgence [11 janvier 1963] n° 38).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale, projet pour lequel le Gouvernement a déclaré l'urgence [11 janvier 1963] (n° 39).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi réprimant dans les territoires d'outre-mer les infractions au régime des servitudes aéronautiques [5 juin 1963] (n° 114).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion des **projets de loi portant répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et instituant une Cour de sûreté de l'Etat** [9 janvier 1963]. — Discussion générale commune (p. 3 et suivantes). — Discussion des articles. — Modification du code de procédure pénale. — Art. 30 : *son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 17) ; Art. 63 et 77 : *ses amendements tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 18) ; Art. 698 : *son amendement rédactionnel* (*ibid*) ; *son amendement tendant à supprimer l'alinéa 3° de cet article concernant la provocation ou la participation à un attroupement* (p. 19) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit l'alinéa 6° : « entraves armées à la circulation routière »* (p. 19) ; *son amendement à l'alinéa 11° tendant à reprendre la rubrique du code pénal* (p. 21) ; *son amendement tendant à préciser la rédaction de l'alinéa* 15° (p. 21) ; le retire (*ibid*) ; *son amendement rédactionnel à l'avant-dernier alinéa* (p. 21) ; *amendement de Mme Dervaux* (p. 22) ; Art. 699 : *son amendement tendant à abroger ce texte* (p. 22) ; Art. additionnel 4 (*nouveau*) : *amendement de M. Bardol* (p. 24). — Cour de sûreté de l'Etat. — Art. 1er : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 26) ; *son amendement tendant à supprimer la fin du 4e alinéa de cet article* (p. 27) ; Art. 2 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 27) ; Art. 12 : *son amendement tendant à la suppression d'indemnités particulières* (p. 29) ; Art. 16 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 32) ; Art. 17 : *amendement de M. David* (p. 32) ; Art. 19 : *amendement de M. David* (*ibid*) ; Art. 26 : *son amendement, au 1er alinéa, tendant à en préciser le sens* (p. 34) ; Art. 28 : *son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par l'A.N.* (p. 36) ; Art. 25 (précédemment réservé) (p. 36) ; Art. 36 : *son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas de cet article* (p. 39) ; Art. 47 : (p. 40, 41) ; Art. 49 : *son amendement rédactionnel* (p. 41) ; Art. 53 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 42) ; article 30 du code de procédure pénale (*précédemment réservé*) (p. 42). — **Suite de la discussion** [11 janvier 1963] ; prend la parole, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion générale commune (p. 58, 59). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [2 février 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 381, 382). — Discussion des articles. — *Soutient l'amendement de M. Desaché tendant à insérer un article additionnel 52 bis A relatif à la taxe sur les billets de cinéma* (p. 386) ; *soutient l'amendement de M. Desaché tendant à insérer un article additionnel 65 bis (nouveau) qui étend à la Guyane l'exonération de la taxe à la valeur ajoutée pour l'importation de certains produits* (p. 386). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi réprimant dans les territoires d'outre-mer les infractions au régime des servitudes aéronautiques** [13 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1339). — Intervient, en remplacement de M. Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [13 juin 1963]. — Discussion générale (p. 1339). — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement M. Longchambon* (p. 1340, 1342). — Intervient dans la discusison du **projet de loi de finances pour 1964** [27 novembre 1963]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 2948).

VILLOUTREYS (M. PIERRE DE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [3 octobre 1963].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 novembre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-1465 du 27 novembre 1962 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation [19 juin 1963] (n° 131).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie [10 octobre 1963] (n° 1).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif aux tarifs douaniers** (*décret du 27 novembre* 1962) [4 juillet 1963]. — Discussion générale (p. 1579). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie** [24 octobre 1963]. — Discussion générale (p. 2168). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [16 novembre 1963]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 2475 à 2477). — Observations ayant porté notamment sur la situation des charbonnages de France ; la caisse de compensation des prix des combustibles minéraux solides ; le B.R.P. ; l'industrie automobile (p. 2488). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1963]. — PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 2560, 2561). — Observations sur l'A.N.E.C.L.A. (Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur le **projet de loi relatif au statut des objecteurs de conscience** [3 décembre 1963] (p. 3040).

VOYANT (M. JOSEPH) [Rhône].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier certains articles du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux [26 juillet 1963].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Question orale avec débat :

M. Joseph Voyant demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat la politique du Gouvernement tendant à assurer le financement nécessaire à la mise en chantier des nombreux projets de construction de logements bénéficiant d'un permis de construire, afin d'éviter dans l'avenir la grave pénurie actuelle de logements, concernant plus particulièrement les H. L. M. et les logements primés à 10 francs et à 6 francs, destinés à satisfaire les nombreuses demandes de familles de condition modeste.

Il lui demande, en outre, à quelle date sera publié le texte réglementaire prévu à l'article 2 de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, tant attendu par les organisations professionnelles d'agents immobiliers et de constructeurs d'immeubles, généralisant les garanties financières à la clientèle immobilière et à celle des souscripteurs d'appartements qu'elles se sont imposées et évitant des scandales tel celui du C. N. L. [16 mai 1963].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [16 janvier 1963]. — Discussion des articles. — CHAPITRE IV. — Mutations à titre gratuit. — Art. 23 : *son amendement relatif à l'exonération des immeubles construits depuis 1947* (p. 89). — CHAPITRE VI. — Timbre. — Art. 33 : *son amendement tendant à exonérer du droit de timbre : les expéditions des règlements de copropriétés délivrées par les notaires aux copropriétaires ; les projets d'actes de partage des sociétés de construction* (p. 91). — **Suite de la discussion** [24 janvier 1963]. — CHAPITRE V. — Régime fiscal des opérations de construction. — Art. 24 : observations sur les demandes de primes à la construction (p. 140) ; *amendement de M. Chochoy* (p. 141) ; paragraphe IV : *amendement de M. Pellenc* (p. 147). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [6 février 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 529, 530) ; (p. 538, 539). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement*

de M. Bousch (p. 540). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [15 février 1963]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *son amendement tendant à étendre le bénéfice de cet article aux immeubles « en l'état futur d'achèvement »* (p. 858) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa étendant l'application des dispositions de l'article 25 aux opérations de lotissement* (p. 862) ; Art. 26 : *son amendement relatif au régime de taxation pour les immeubles destinés principalement à l'habitation* (p. 864) ; Art. 29, paragraphe II : *son amendement tendant à remplacer l'alinéa c par des dispositions exonérant les sociétés mères et filiales* (p. 870) ; observations (p. 872). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation** [30 octobre 1963]. — Discussion des articles. — Art. 63 *bis* (nouveau) : *amendement de M. Vallin* (p. 2223, 2224) ; *amendement de M. Molle tendant à insérer un article additionnel* 63 ter (*nouveau*) (p. 2224, 2225) ; Art. 79 : *amendement de M. Delalande* (p. 2229). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [20 novembre 1963]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 2631) — observations sur l'octroi de prêts personnalisés et de l'allocation logement. — **Suite de la discussion** [25 novembre 1963]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE — INFORMATION. — Discussion générale (p. 2834).

W

WACH (M. PAUL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [31 janvier 1963]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 283).

WAZIERES (M. RAYMOND DE) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [3 octobre 1963].

Y

YVER (M. MICHEL) [Manche].

Est nommé secrétaire du Sénat [3 octobre 1963].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [3 octobre 1963].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement [14 novembre 1963].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée [10 décembre 1963] (n° 68).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [29 janvier 1963]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — ETAT C. — Art. 53 : *soutient l'amendement de M. le général Ganeval tendant à modifier cet article afin de maintenir la réglementation actuelle relative aux pensions de certaines catégories de fonctionnaires militaires* (p. 183) ; *soutient l'amendement de M. le général Ganeval tendant, dans l'alinéa 2 du texte proposé pour l'article 6 du décret du 29 octobre 1936, après les mots « pensions proportionnelles », à insérer les mots « ou d'ancienneté »* (p. 184) ; *soutient l'amendement de M. le général Ganeval relatif au cumul des pensions de veuve* (p. 186) ; le retire (p. 187) ; Art. 53 *bis* : *soutient l'amendement de M. le général Ganeval tendant à insérer cet article modifiant l'art. L.* 133 *du code des pensions civiles et militaires* (p. 187) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [8 février 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 618). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant modification de la loi relative au recrutement de l'armée** [11 décembre 1963]. — Discussion générale (p. 3137).

YVON (M. JOSEPH) [Morbihan].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [3 octobre 1963].

Est nommé membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [27 novembre 1963].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 décembre 1963].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes), dans la dicussion du **projet de loi de finances pour 1963** (2e partie) [7 février 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 568, 569). — **Suite de la discussion de ce budget** [11 février 1963]. — III. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 711 à 713). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III. — *Amendement de M. Golvan* (p. 721) ; Art. 36 : *son amendement tendant à insérer, après cet article, un article additionnel modifiant la loi sur les pensions de retraite des veuves de marins victimes d'accidents professionnels* (p. 722, 723, 724). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs et mytiliculteurs inscrits maritimes** [16 mai 1963]. — Discussion générale (p. 1066). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1964** [13 novembre 1963]. — Examen des articles. — DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES AFFECTÉES. — Art. 13 : (p. 2351, 2352). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes), intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 2595, 2596). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1963]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 2704, 2705, 2706. — Observations ayant porté notamment sur la situation de l'armement naval ; le taux de la retraite des veuves de marins péris en mer. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV (p. 2710).

Z

ZUSSY (M. MODESTE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [3 octobre 1963].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés de communes, de syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance [9 mai 1963] (n° 91). — La retire [30 mai 1963].

TABLE ANALYTIQUE

A

ABATTEMENTS DE ZONE

Proposition de loi, présentée par Mme Jeannette VERMEERSCH, *sénateur*, **tendant à supprimer les abattements de zone** [22 février 1963] (I., n° 71). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ABATTOIRS PUBLICS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 463.

ACCESSION A CERTAINES ADMINISTRATIONS DE JEUNES GENS DISPENSES D'OBLIGATIONS MILITAIRES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 491.

ACCIDENT DE TRAJET

Proposition de loi, présentée par M. Marius DURBET, *député*, **tendant à permettre le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable.** — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 6 juin 1963. — Voy. : Impressions, n°s 127, 288, 32. —**Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 115). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Léon Messaud [11 juillet 1963] (I., n° 177). — Discussion [18 juillet 1963] (I., n° 1737 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Messaud, rapporteur ; Gustave Philippon. — *Article unique* (p. 1739). — Amendement par M. Léon Jozeau Marigné tendant à insérer dans le code de la sécurité sociale un article L. 470-1 relatif au recours contre le tiers responsable (*ibid.*) et amendement par M. Gustave Philippon tendant à modifier l'article L. 470 du code de la sécurité sociale, en ce qui concerne le droit à réparation (*ibid.*) ; rejet du second amendement et adoption du premier (p. 1740). — Amendement de M. Léon Messaud proposant une nouvelle rédaction du § III de l'article, relatif à la date d'application de la loi (p. 1741), adoption (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion : MM. Léon Jozeau Marigné ; Gilbert Grandval, ministre de la santé publique ; Léon Messaud, rapporteur ; Gustave Philippon. — Sur l'ensemble de l'article (p. 1741). — ADOPTION MODIFIÉE (N° 67). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n°s 472, 476, 84. — **Deuxième transmission au Sénat** [25 juillet 1963] (I., n° 223). — Renvoi à la commission des affaires sociales. Rapport par M. Roger Lagrange [26 juillet 1963] (I., n° 228). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1975 et 1976). — **Sont entendus dans la discussion générale :** MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Article unique* (p. 1975). — Amendement par M. Léon Jozeau Marigné tendant à modifier le § III de cet article afin d'éviter la rétroactivité jusque 1946 (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 1976). — Sur l'ensemble (*ibid.*). —ADOPTION MODIFIÉE (n° 89). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n°s 510, 511, 92.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, *sénateur*, **tendant à adjoindre la recherche de l'oxyde de carbone à celle de l'alcool sur la personne des conducteurs d'automobiles auteurs d'accidents de la circulation** [25 juillet 1963] (I., n° 222). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE. — Voy. : CODE RURAL.

ACCIDENTS MORTELS AU CAMP DE MONTLHERY. — Voy. QUESTIONS ORALES, 452.

ACCORD MONETAIRE FRANCO-AFRICAIN. — Voy. : TRAITES ET CONVENTIONS.

ACCORDS DE COMMERCE. — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS.

ACCORDS DE COOPERATION. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

ACCORDS DE MOSCOU. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 527.

ADDUCTIONS D'EAU. — Voy. : BUDGET DE 1964, AGRICULTURE, ETAT C, TITRE VI.

ADOPTION, voy. : CODE CIVIL.

AERONEFS

Voy. : CODE DE L'AVIATION CIVILE.

Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

AERONEFS - DROITS REELS, voy. : CODE DE L'AVIATION CIVILE.

AGRICULTURE - ECONOMIE CONTRACTUELLE

Proposition de loi, présentée par M. Edmond BRICOUT, *député*, **tendant à définir les principes et les modalités de l'économie contractuelle en agriculture.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 281, 481, 134. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** ». — Transmission au Sénat [13 décembre 1963] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

AIDE A L'AGRICULTURE, voy. : QUESTIONS ORALES, 465.

AIDE AUX AGRICULTEURS ET VITICULTEURS DE L'AUDE, voy. : QUESTIONS ORALES, 497.

AIDE AUX AVEUGLES, AUX GRANDS INFIRMES ET AUX VIEILLARDS, voy. : QUESTIONS ORALES, 518.

ALGERIE

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'Exécutif provisoire algérien.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 février 1963. — Voy. : Impressions n°s 138, 145, 13. — **Transmission au Sénat** [14 février 1963] (I., n° 60). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Gustave Héon [14 février 1963] (I., n° 61). — **Discussion** [19 février 1963] (p. 891 et 892). — *Sont entendus dans la discussion*

générale : MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Gustave Héon, rapporteur. — *Article unique* (p. 892). — ADOPTION (n° 22). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 1er mars 1963 (*J. O.* du 2 mars 1963).

ALGERIE (VICTIMES CIVILES, RAPATRIES...), voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963.

ALLOCATION DE CHAUFFAGE DES MINEURS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 410 (1962).

ALLOCUTIONS PRONONCEES AU SENAT

Allocution par M. Gaston MONNERVILLE, *président du Sénat,* en hommage à la mémoire de Sa Sainteté le pape Jean XXIII [4 juin 1963] (p. 1161). — *Est entendu :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voy. : BUDGET DE 1963, SERVICE DU PREMIER MINISTRE [1er février 1963] (p. 319 et suiv.).

Voy. : QUESTIONS ORALES, 519.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 10, 14.

AMNISTIE

Proposition de loi, présentée par M. Gustave ALRIC, *sénateur,* **portant amnistie** [11 juin 1963] (I., n° 117). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82).

Proposition de loi, présentée par M. Antoine COURRIÈRE, *sénateur,* **portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie** [11 juillet 1963] (I., n° 176). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82).

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, **portant amnistie à l'égard de certains détenus politique** [15 octobre 1963] (I., n° 10). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., N° 82).

Proposition de loi, présentée par M. Louis TALAMONI, **portant amnistie** [4 décembre 1963] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82).

ANCIENS COMBATTANTS, Voy. LÉGION D'HONNEUR.

ANTILLES FRANÇAISES (CYCLONE)

Message de sympathie aux sinistrés des Antilles françaises, par M. le Président du Sénat [1er octobre 1963] (p. 2038). — Remerciements par M. Georges Marie-Anne [8 octobre 1963] (p. 2071).

ARMEE DE MER

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif à certains personnels des réserves de l'armée de mer.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 11 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 217, 295, 37. — Transmission au Sénat [13 juin 1963] (I., n° 126). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [9 juillet 1963] (I. n° 169). — **Discussion** [11 juillet 1963] (p. 1664 et 1665). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. André Monteil, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. *Article unique* (p. 1665). — ADOPTION (n° 64). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 22 juillet 1963 (*J. O.* du 23 juillet 1963).

ARSENAUX

Voy. : QUESTIONS ORALES, 515.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 35.

ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Proposition de loi, présentée par M. Mohamed KAMIL, *sénateur,* **relative à la composition, à la formation et au fonctionnement de l'Assemblée territoriale de la Côte française des Somalis** [9 mai 1963] (I., n° 84). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Louis Courroy [18 juin 1963] (I., n° 129). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1449 et suivantes). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Louis Courroy, rapporteur ; Mohamed Kamil. *Explication de vote :* M. Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 451). — ADOPTION (n° 49). — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 19 juillet 1963. Voy. : Impressions n°s 411, 67. —

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

ASSEMBLEE UNIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Scrutin pour l'élection de douze délégués représentant la France [19 décembre 1963] (p. 3246, 3251 et 3252).

ASSISTANCE PUBLIQUE

Proposition de loi, présentée par M. Raymond BOSSUS, *sénateur,* **tendant au remplacement de l'appellation « Assistance publique » par « Administration hospitalière et sociale de la ville de Paris ».** [26 juillet 1963] (I., n° 232). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ASSOCIATION COTRAVAUX, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 18.

ASSURANCE FUNICULAIRES

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **instituant une obligation d'assurance pour les exploitants de chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, de téléphériques ou d'autres engins de remontée mécanique.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 mai 1963. — Voy. : Impressions n°s 132, 254, 26. — **Transmission au Sénat** [28 mai 1963] (I., n° 102). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [20 juin 1963] (I., n° 137). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1488 et 1489). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports. — Sur l'ensemble (p. 1489). — ADOPTION (n° 52). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 18 juillet 1963 (*J. O.* du 19 juillet 1963).

ASSURANCE MALADIE (FRAUDES), voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963 [12 décembre 1963].

ASSURANCE VIEILLESSE, voy. : INSCRITS MARITIMES.

ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE, voy. : BUDGET DE 1963 (PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES).

ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail,* **sur l'extension de l'assurance vieillesse agricole aux départements d'outre-mer.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 700, 723, 133. — Transmission au Sénat [12 décembre 1963] (I., n° 84). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [17 décembre 1963] (I., n° 87). — **Discussion** [19 décembre 1963] (p. 3249 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Bernier, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (p. 3251). — ADOPTION (n° 49). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

AUTOMOBILES DES SOCIETES, Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 14, OBSERVATIONS.

AUTOROUTES

Voy. : BUDGET DE 1963, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Voy. : QUESTIONS ORALES, 523.

AUXILIAIRES DE PREFECTURE, Voy. : QUESTIONS ORALES, 466.

AVEUGLES, GRANDS INFIRMES ET VIEILLARDS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 518.

AVOCATS ET AVOUES NOMMES NOTAIRES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 504.

B

BAIL AFFERME DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,* **relatif au bail à ferme dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [30 avril 1963] (I., n° 72). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [2 juillet 1963] (I., n° 159). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1581 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jacques Delalande, rapporteur ; Georges Marie-Anne. — *Discussion des articles* (p. 1584 et suiv.). — Art. 5 (p. 1584). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif au droit à l'indemnité d'éviction (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif à l'interdiction de cession de bail (*ibid.*), adoption (p. 1585). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif à la fixation du prix du bail par le tribunal (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer la deuxième phrase du 1er alinéa, relative au cas où le bénéficiaire de la reprise se borne à la direction et à la surveillance de l'exploitation (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier le 2e alinéa de l'article 10, relatif au droit de reprise appartenant aux sociétés (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier le 3e alinéa de l'article 10, relatif à la reprise pour l'installation de descendants du propriétaire (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 18 (p. 1586). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à préciser l'exception au droit de préemption en cas d'échange (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Sur l'ensemble (p. 1587). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 58). — Adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 10 octobre 1963. — Voy. : Impressions, n°s 431, 552, 97. — **Transmission au Sénat (Deuxième lecture)** [15 octobre 1963] (I., n° 7). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [7 novembre 1963] (I., n° 21). — **Discussion** [3 décembre 1963] (p. 3051). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (p. 3052). — ADOPTION (n° 22). — TEXTE DÉFINITIF. DEUXIÈME LECTURE.

Promulgation : loi du 17 décembre 1963 (*J. O.* du 18 décembre 1963).

BALISAGE DEPARTEMENTS D'AMERIQUE, Voy. : BUDGET DE 1964, TRAVAUX PUBLICS, ETAT B.

BANANES DES ANTILLES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 520.

BASSINS NAUTIQUES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 503.

BAUX RURAUX, Voy. : CODE RURAL.

BAUX A FERME DES HOSPICES ET ETABLISSEMENTS D'INSTRUCTION PUBLIQUE

Proposition de loi, présentée par M. André DAVOUST, *député,* **tendant à abroger le décret impérial du 12 août 1807 concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique, ainsi que le dernier alinéa de l'article 812 du code rural.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 6 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 40, 298, 36. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 116). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Geoffroy [20 juin 1963] (I., n° 138). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1581). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Geoffroy, rapporteur ; Octave Bajeux. — *Article unique* (p. 1581). — ADOPTION (n° 57). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 16 juillet 1963 (*J. O.* du 20 juillet 1963).

BIENS DES FEMMES MARIÉES, Voy. : CODE CIVIL, art. 595.

BOUTEILLES A VIN DU RHIN, Voy. : QUESTIONS ORALES, 513.

BUDGET DE 1959

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **portant règlement définitif du budget de 1959.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 105, 350, 41. — **Transmission au Sénat** [25 juin 1963] (I., n° 144). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [27 juin 1963] (I., n° 152). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1489 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Bernard Chochoy ; Georges Marrane ; Ludovic Tron ; Etienne Dailly ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch. — Sur l'ensemble (p. 1539) et par scrutin public (n° 40). — ADOPTION (n° 53). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 13 juillet 1963 (*J. O.* du 16 juillet 1963).

BUDGET DE 1960

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **portant règlement définitif du budget de 1960.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 143, 351, 42. — **Transmission au Sénat** [25 juin 1963] (I., n° 145). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [27 juin 1963] (I., n° 152). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1539 et suiv.). — Sur l'ensemble (p. 1579) et par scrutin public (n° 41). — ADOPTION (n° 54). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 19 juillet 1963 (*J. O.* du 20 juillet 1963).

BUDGET DE 1963

Projet de loi de finances pour 1963 (2e partie. Moyens des services et dispositions spéciales), présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Adopté par l'Assemblée nationale le 25 janvier 1963. Voy. : Impressions n°s 22, 25, 9. — **Transmission au Sénat** [29 janvier 1963] (I., n° 42). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan ; à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [29 janvier 1963] (I., n° 43). — Avis par M. René Jager, rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du plan [29 janvier 1963] (I., n° 44). — Avis par M. Paul Pauly, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles [29 janvier 1963] (I., n° 45). — Avis par M. André Plait, rapporteur au nom de la commission des affaires sociales [29 janvier 1963] (I., n° 46). — Avis par M. le général Jean Ganeval, rapporteur au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [29 janvier 1963] (I., n° 47). — **Discussion** [29 janvier 1963] (p. 162 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jacques Duclos ; Antoine Courrière ; Pierre de La Gontrie ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Lecanuet ; Yves Estève ; Marcel Champeix ; Etienne Dailly ; Georges Guille ; André Armengaud. *Discussion*

des articles (p. 174 et suiv.). — Art. 12, 13, 14, 18 et 19 sont réservés jusqu'à l'achèvement de l'examen par ministère ou par budget annexe, de l'ensemble des crédits et des articles du projet qui s'y rattachent (p. 174).

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES (p. 174). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur ; Jean Nayrou ; Georges Marrane ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — ETAT B : FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — TITRE II (p. 180). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à réduire le crédit de 1.600.000 francs destinés aux dépenses nécessitées par les réunions de parlementaires de la Communauté (*ibid.*), adoption (p. 181). — ETAT C : FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES (p. 181). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation des autorisations de programme de 3 millions de francs (*ibid.*), observations sur les constructions administratives nouvelles dans le centre de Paris, retrait (p. 182). — Art. 53 (p. 182). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant à modifier l'article 53 afin de maintenir la réglementation actuelle relative aux pensions de certaines catégories de fonctionnaires militaires (p. 183), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 184). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant, dans l'alinéa 2 du texte proposé pour l'article 16 du décret du 29 octobre 1936, après les mots « pensions proportionnelles », à insérer les mots « ou d'ancienneté » (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 185). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 16 du décret du 29 octobre 1936 par une disposition étendant les exemptions de cumul aux personnels militaires retraités en application d'une loi de dégagement de cadres (*ibid.*), retrait (p. 186). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à la liquidation d'une seconde pension (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval relatif au cumul des pensions de veuve (*ibid.*) et amendement de M. Jean-Eric Bousch relatif au cumul des pensions par une veuve en sa qualité de veuve (*ibid.*), retrait des deux amendements (p. 187). — Art. additionnel 53 *bis* nouveau (p. 187). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 53 *bis* nouveau modifiant l'article L. 133 du code des pensions civiles et militaires (*ibid.*) et amendement par M. le général Jean Ganeval tendant au même objet (*ibid.*), retrait du second amendement (*ibid.*), adoption du premier amendement (*ibid.*). — Article additionnel 55 A nouveau (p. 187). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à insérer un article additionnel 55 A nouveau validant certaines dispositions de trois décrets du 1er juin 1956 relatifs aux personnels de l'Etat en Allemagne (*ibid.*), rejet (p. 188). — Art. 57 *septies* (p. 189). — Amendement par M. André Fosset tendant à compléter cet article par un paragraphe III relatif au personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française (p. 189), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; André Fosset ; Pierre de La Gontrie ; Georges Marrane ; Jean Nayrou ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Ludovic Tron, rapporteur ; Michel Yver. — II. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (p. 189). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur ; Marc Desaché, rapporteur ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; René Jager, rapporteur pour avis ; Georges Marie-Anne ; Abel-Durand ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Art. 55 (p. 196). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le paragraphe II de l'article 55 en vue d'imposer l'inscription des obligations qui incomberont aux soumissionnaires de marchés dans les projets de marchés (*ibid.*), adoption modifiée (*ibid.*). — Art. 55 *septies* (p. 197). — Observations sur cet article de codification de la comptabilité publique (p. 198), adoption (*ibid.*). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 198). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur ; Etienne Dailly ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

IMPRIMERIE NATIONALE (p. 202). — *Sont entendus :* MM. Jacques Duclos, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

MONNAIES ET MÉDAILLES (p. 204). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Suite de la discussion [30 janvier 1963] (p. 216 et suiv.).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations sur l'absence des ministres devant le Sénat et la politique gouvernementale (p. 216 à 221). — *Sont entendus :* MM. Roger Carcassonne ; Etienne Dailly ; Jean Lecanuet, rapporteur pour avis ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Auguste Pinton ; Maurice Bayrou ; Pierre de La Gontrie ; Edmond Barrachin ; Antoine Courrière ; Pierre Marcilhacy ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; Georges Portmann, rapporteur ; Vincent Delpuech, rapporteur pour avis ; Raymond Guyot ; André Armengaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — ETAT B, TITRE III (p. 233). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à réduire le titre III des crédits relatifs aux traitements du ministre et du secrétaire d'Etat (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — TITRE IV (p. 233). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rétablir le crédit de 70.000 F destiné au comité français du mouvement européen (*ibid*), adoption (*ibid.*). — ETAT C, TITRE V (p. 233). — Observations sur l'opportunité d'un débat sur les affaires étrangères (p. 234). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Etienne Dailly ; Jacques Duclos ; André Dulin ; Jean Lecanuet, rapporteur pour avis ; Georges Portmann, rapporteur pour avis.

AFFAIRES ALGÉRIENNES (p. 235). — *Sont entendus :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Jean Péridier ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — ETAT B, TITRES III ET IV ; ETAT C, TITRES V ET VI, rejet (p. 242).

SAHARA (p. 242). — *Est entendu :* M. Jean-Marie Louvel, rapporteur. — *Explication de vote :* M. Antoine Courrière.

COOPÉRATION (p. 243). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur ; Léon David ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — ETAT C, TITRE VI (p. 249). — Art. additionnel 52 *bis* A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 52 *bis A* nouveau relatif aux documents budgétaires concernant la coopération (*ibid.*), adoption (*ibid.*).

Suite de la discussion [31 janvier 1963] (p. 256 et suiv.).

LÉGION D'HONNEUR (p. 256). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur ; Marcel Darou ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat.

ORDRE DE LA LIBÉRATION (p. 258). *Est entendu :* M. Paul Chevallier, rapporteur.

JUSTICE (p. 258). — *Sont entendus :* MM. Pierre Garet, rapporteur ; Louis Namy ; Pierre Marcilhacy ; Bernard Chochoy ; Léon Messaud ; Georges Rougeron ; Jacques Delalande ; Jacques Gadoin ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Abel-Durand ; Mme Marie-Hélène Cardot. — TITRE III (p. 270). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à réduire le crédit de 50.000 F pour exprimer la crainte de certaines réformes judiciaires (*ibid.*), adoption (p. 271).

INTÉRIEUR (p. 271 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Masteau, rapporteur ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis ; Camille Vallin ; Joseph Raybaud ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Bernard Chochoy ; Georges Rougeron ; Paul Wach ; Adolphe Chauvin ; Fernand Verdeille ; Jacques Descours-Desacres ; Victor Golvan ; Michel Kistler ; Michel Kauffmann ; Abel-Durand ; Louis Namy ; Claude Mont ; René Tinant ; Etienne Dailly ; Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Bernard Chochoy. — ETAT B, TITRE III (p. 296). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire le crédit pour obtenir le règlement de la situation des policiers provenant des forces françaises libres (*ibid.*), retrait (p. 297). — TITRE IV (p. 297). — Amendement de M. Antoine Courrière tendant à réduire les crédits de 85 millions de francs pour obtenir l'amélioration du sort des communes à qui les reboisements enlèvent une partie de leurs revenus (*ibid*), adoption (p. 298). Article additionnel 56 *ter* nouveau (p. 298). — Amendement par M. Raymond Bonnefous tendant à insérer un article additionnel 56 *ter* nouveau relatif à l'intégration de certains agents supérieurs du ministère de l'intérieur dans le cadre des administrateurs civils (*ibid*), adoption (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bonnefous ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Jacques Masteau, rapporteur.

TRAVAIL (p. 300). — *Est entendu :* M. Michel Kistler, rapporteur.

Suite de la discussion [1er février 1963] (p. 304 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX ; JOURNAUX OFFICIELS ; CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur ; Michel Champleboux, rapporteur pour avis ; Roger Menu, président de la commission des affaires sociales et rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; MM. Maurice Coutrot ; Guy Petit ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Antoine Courrière ; Léon David ; Adolphe Dutoit ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; Bernard Chochoy ; Raymond

Bossus. — Etat B. Services du Premier ministre. Section I. Services généraux. Titre III (p. 319). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits afférents à la délégation à l'aménagement du territoire (p. 320), observations, retrait (p. 321). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Antoine Courrière ; Maurice Coutrot ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — Journaux officiels ; Conseil économique et social (p. 322). — Est entendu : M. Jacques Richard, rapporteur. — Secrétariat général de la défense nationale ; Service de documentation extérieure et de contre-espionnage ; Groupement des contrôles radio-électriques (p. 322). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur.

Travail (*suite*) (p. 324). — *Sont entendus :* MM. Adolphe Dutoit ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Lucien Bernier, rapporteur pour avis ; Roger Lagrange ; Jacques Duclos ; Francis Dassaud ; Léon Messaud ; Bernard Chochoy ; Camille Vallin ; Roger Menu ; Jean Bardol ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Etat B, Titre III (p. 338). — Observations sur l'indemnisation des fonctionnaires des services extérieurs du ministère du travail (*ibid*).

Dépenses militaires (p. 339). — Sont entendus : MM. André Maroselli, rapporteur ; Pierre de Chevigny, rapporteur pour avis ; Julien Brunhes, rapporteur section Air ; Jacques Ménard, rapporteur pour avis ; Antoine Courrière, rapporteur section Marine ; André Monteil, rapporteur pour avis ; Jean Berthoin, rapporteur section commune ; Gustave Alric, rapporteur services d'outre-mer ; général Jean Ganeval, rapporteur pour avis ; André Colin, rapporteur essences et poudres ; Raymond Guyot ; Edouard Le Bellegou ; Maurice Verillon ; le général Antoine Bethouart ; Léon David ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Etienne Dailly, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Henriet.

Crédits. Art. 15 (p. 366). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à réduire les crédits du titre III de 2 millions de francs si la durée du service militaire est réduite à une année (*ibid.*), et amendement par M. Raymond Guyot tendant au même but (*ibid.*), les votes sur les amendements sont réservés (p. 367). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à une augmentation du prêt des militaires (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). Le vote sur l'article 15 est réservé (*ibid.*). — Art. 16 (p. 367). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une réduction de crédits de 223 millions de francs relatif aux intercepteurs de porte-avions et aux tranches navales (*ibid.*), vote réservé (p. 368). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à supprimer les 816 millions de francs destinés à la force de frappe (*ibid.*), et amendement par M. Raymond Guyot tendant au même but (*ibid.*), les votes sur les amendements sont réservés (p. 369). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Jean Bardol ; Jean Berthoin, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; André Maroselli, rapporteur ; André Monteil, rapporteur pour avis.

Suite de la discussion [2 février 1963] (p. 374 et suiv.).

Départements d'outre-mer (p. 374). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur ; Georges Marie-Anne ; René Toribio ; Alfred Isautier ; Georges Repiquet ; Robert Vignon ; Mme Renée Dervaux ; MM. Lucien Bernier ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 386). — Art. additionnel 52 *bis* A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Desaché, tendant à insérer un article additionnel 52 *bis* A nouveau relatif à la taxe sur les billets de cinéma (*ibid.*), adoption modifiée (*ibid.*). — Art. additionnel 65 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Desaché tendant à insérer un article additionnel 65 *bis* nouveau qui étend à la Guyane l'exonération de la taxe à la valeur ajoutée pour l'importation de certains produits (*ibid.*), adoption (p. 387). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Marie Louvel, rapporteur ; Robert Vignon.

Territoires d'outre-mer (p. 387). *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur ; Ahmed Abdallah ; Mohamed Kamil ; Henri Claireaux ; Henri Lafleur ; Alfred Poroï ; François Schleiter ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Suite de la discussion [4 février 1963] (p. 398 et suiv.).

Santé publique et population (p. 398). — *Sont entendus :* MM. Paul Ribeyre, rapporteur ; André Plait, rapporteur pour avis ; Raymond Bossus ; Paul Chevallier ; Jacques Henriet ; Roger Delagnes ; Paul Symphor ; Léon Messaud ; Bernard Lemarié ; Lucien Grand ; Mme Suzanne Crémieux ; MM. René Dubois ; Jacques Descours-Desacres ; Georges Portmann ; Jean-Louis Fournier ; Léon Motais de Narbonne ; Lucien Bernier ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Marie Louvel. *Crédits et articles* (p. 421). Art. additionnel nouveau (p. 422). — Amendement par M. Jacques Descours Desacres tendant à insérer *in fine* du projet de loi un article additionnel nouveau disposant que le décret portant répartition par département des charges d'aide sociales entre l'Etat et les collectivités locales sera revisé avant le 1er juillet 1963 (*ibid.*), retrait (*ibid.*). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Marie Louvel.

Anciens combattants et victimes de guerre (p. 422). — *Sont entendus :* M. Martial Brousse, rapporteur ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; MM. Jacques Duclos ; Marcel Darou ; Robert Boulin,, secrétaire d'Etat au budget.

Suite de la discussion [5 février 1963] (p. 437 et suiv.).

Affaires culturelles (p. 438). — *Sont entendus :* MM. Joseph Raybaud, rapporteur ; Edouard Bonnefous, rapporteur (cinéma) ; Vincent Delpuech ; Charles Fruh, rapporteur pour avis ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis ; André Cornu, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jean Lecanuet ; Pierre Garet ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. Etat B, Titre IV (p. 452). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation des théâtres nationaux afin qu'il soit tenu compte des conclusions de la commission de contrôle (*ibid.*), observations, retrait (p. 453). — Article additionnel 41 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer après l'article 41 un article additionnel nouveau prévoyant le dépôt d'une loi de programme pour la réparation des monuments historiques (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 455). — Art. 70 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le paragraphe 1 de cet article par une disposition qui permettrait de compenser les pertes de recettes pour les communes résultant de la modification des impositions des exploitations cinématographiques (*ibid.*), l'irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution est invoquée, renvoi à la commission des finances (p. 456). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Marie Louvel ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

Dépenses militaires (fin) (p. 458). — Articles et amendements dont le vote a été précédemment réservé (*ibid.*). — Adoption sans modification ni amendement demandée par le Gouvernement aux termes de l'article 44, 3e alinéa de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa du règlement du Sénat pour les articles 15 et 16 du projet de loi (*ibid.*), rejet par scrutin public (n° 11) (*ibid.*).

Affaires culturelles (fin) (p. 458). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 70 du projet de loi, précédemment renvoyé à la commission des finances (*ibid.*) ; l'article 40 de la Constitution n'est pas reconnu applicable (*ibid.*) ; l'amendement est adopté (*ibid.*).

Education nationale, jeunesse et sports (p. 459). — *Sont entendus :* MM. Pierre Métayer, rapporteur ; Jacques Richard, rapporteur (jeunesse et sports) ; Paul Pauly, rapporteur pour avis ; Jean Noury, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; MM. Edgar Tailhades ; Marcel Darou ; Adolphe Dutoit ; Jean Nayrou ; Bernard Chochoy ; Maurice Vérillon ; Adolphe Chauvin ; Georges Lamousse ; Clément Balestra ; Victor Golvan ; André Monteil ; Jean de Bagneux ; Michel Kistler ; Georges Marrane ; Georges Marie-Anne ; Jacques Henriet ; Etienne Dailly ; Claude Mont ; Louis Gros ; René Tinant ; Henri Longchambon ; Jean Fleury ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; André Armengaud. — Etat B, Titre IV (p. 494). — Amendement par M. Edgar Tailhades tendant à supprimer l'aide à l'enseignement privé (*ibid.*) et amendement identique par Mme Renée Dervaux (*ibid.*). Le vote sur ces amendements et sur le titre IV est réservé (p. 495). — Etat C, Titre V (p. 495). — Amendement par M. Edgar Tailhades tendant à supprimer les crédits de ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à l'éducation nationale (*ibid.*) et amendement identique par Mme Renée Dervaux (*ibid.*). — Le vote sur ces amendements et sur le titre V est réservé (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Mme Renée Dervaux ; MM. Louis Gros ; Pierre Métayer ; André Monteil ; Auguste Pinton ; Edgar Tailhades.

Suite de la discussion [6 février 1963] (p. 502).

Education nationale (fin) (p. 502). — Crédits et amendements dont le vote a été précédemment réservé (*ibid.*). — Etat B, Titre IV. — Amendement par M. Edgar Tailhades tendant à supprimer l'aide à l'enseignement privé et amendement identique par Mme Renée Dervaux (*ibid.*), rejet par scrutin public (n° 12). — Adoption de l'Etat B, Titre IV (*ibid.*). — Etat C,

TITRE V. — Amendement de M. Edgar Tailhades tendant à supprimer les crédits de ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits affectés à l'éducation nationale et amendement identique par Mme Renée Dervaux (*ibid.*), rejet par scrutin public (n° 13). — Adoption de l'ETAT C, TITRE V (*ibid.*).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 502). — *Sont entendus :* MM. Bernard Chochoy, rapporteur ; Jean-Louis Fournier ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis ; Camille Vallin ; Gérard Minvielle ; Abel Sempé ; Yves Hamon ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 516). — *Art. additionnel 57 sexies* A nouveau (*ibid.*). — Amendement de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 57 *sexies* A nouveau relatif au service des chèques postaux (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Bernard Chochoy, rapporteur ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (p. 516). — *Sont entendus :* MM. Georges Marrane, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Michel Kistler ; Pierre Garet ; Marcel Lambert ; Abel-Durand ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Léon Jozeau-Marigné.

CONSTRUCTION (p. 522). — *Sont entendus :* MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur ; Jacques Descours Desacres, rapporteur (prêts H. L. M.) ; Charles Surau, rapporteur pour avis ; Camille Vallin ; Bernard Chochoy ; Joseph Voyant ; Maurice Coutrot ; Auguste Pinton ; Michel Kistler ; Pierre Garet ; Georges Marie-Anne ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Louis Jung. — ETAT B. TITRE III (p. 539). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à diminuer le montant des crédits (création du corps de l'inspection générale) (*ibid.*), observations, rejet (p. 540). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à diminuer le montant des crédits (création d'emplois de contractuels) (*ibid*), observations, rejet (p. 541). Art. 24 (p 541) réservé (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à ajouter un § IV à l'art. 27, concernant les opérations de construction intéressant les communes rurales (p. 542), observations, l'art. 27 et l'amendement sont réservés (p. 543). — Art. additionnel après l'art. 33 (ibid.). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à insérer après l'article 33 un article additionnel relatif à la construction (*ibid.*), l'amendement est réservé (*ibid.*). — Art. additionnels après l'art. 51 (*ibid.*) — Amendement par M. Marc Desaché tendant à insérer un article additionnel nouveau dispensant le souscripteur d'occuper par lui-même le logement construit (*ibid.*), et amendement par M. Marc Desaché tendant à insérer un article additionnel nouveau complétant l'article additionnel précédent en ce qui concerne les primes à la construction (*ibid.*), observation, retrait (p. 544). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch, rapporteur ; Bernard Chochoy ; Maurice Coutrot ; Eugène Motte ; Joseph Voyant.

Suite de la discussion [7 février 1963] (p. 550).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE (p. 550). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur ; Gaston Pams, rapporteur pour avis ; Léon David ; André Méric ; Jacques Soufflet ; Auguste Pinton ; Jean Bène ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; René Dubois ; André Cornu ; Georges Marie-Anne ; Edouard Bonnefous ; Raymond Bossus.

CONSTRUCTION (fin) (p. 561). — Art. 27 précédemment réservé (suite). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à ajouter un § IV à l'art. 27, concernant les opérations de construction intéressant les communes rurales (*ibid.*), adoption par scrutin public (n° 14) (*ibid.*). Art. additionnel après l'art. 33, précédemment réservé (p. 562). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à insérer après l'article 33 un article additionnel relatif à la priorité rurale pour les primes à la construction, précédemment réservé (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Bernard Chochoy ; Jean-Eric Bousch, rapporteur.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (*suite*) ; I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — *Sont entendus :* Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur ; MM. Antoine Courrière, rapporteur (chemins de fer, Régie autonome des transports parisiens) ; Jean Bertaud, au nom de M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Auguste-François Billiemaz, rapporteur pour avis ; Auguste Pinton ; Camille Vallin ; Edouard Bonnefous ; Joseph Raybaud ; Adolphe Dutoit ; René Jager ; Ludovic Tron ; Jean Nayrou ; André Méric ; Maurice Vérillon ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Roger Lachèvre ; Jacques Henriet ; Paul Chevallier ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Maurice Bayrou ; Adolphe Dutoit ; Raymond Bossus ; Victor Golvan ; Marc Desaché ; Abel-Durand ; Louis Jung ; Georges Marie-Anne. ETAT B. — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 596). — TITRE IV. Amendement par M. Jean Nayrou tendant à supprimer les crédits de ce titre (retraite des cheminots, bénéfice de la double campagne) pour en souligner l'insuffisance et amendement identique par M. Adolphe Dutoit (*ibid.*), observations, les votes sur les amendements et le titre IV sont réservés (p. 597). — ETAT C. — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 598), TITRE VI. Amendement par M. Marcel Pellenc, tendant à réduire les dotations du titre VI de 32 millions de francs sur le montant de la part de l'Etat dans le financement de la tranche 1963 du « métro express » (*ibid.*), observations, retrait (p. 600). — Après l'art. 57 *sexies* (ibid.). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à insérer après l'art. 57 *sexies* un article additionnel nouveau relatif à certaines intégrations dans le corps des administrateurs civils (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer *in fine* un article additionnel nouveau dispensant de péage l'utilisation des sections d'autoroutes situées à l'intérieur des limites du district de Paris (*ibid*), observations, retrait (p. 602). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Adolphe Chauvin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly ; Jean Fleury ; Auguste Pinton.

Suite de la discussion [9 février 1963] (p. 606).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 606). — *Sont entendus :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Dulin, rapporteur pour avis ; Geoffroy de Montalembert ; Octave Bajeux ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, art. 50 *ter* (p. 608). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à modifier le § II de l'article afin d'étendre l'exonération de cotisations (p. 609), observations, retrait (*ibid*). — Après l'art. 50 *ter* (p. 610). — Amendement par M. André Dulin tendant à insérer, après l'art. 50 *ter*, un article additionnel nouveau invitant le Gouvernement à promulguer avant le 1er avril 1963 le décret fixant les conditions de rachat des cotisations d'assurance vieillesse (*ibid*), observations, retrait (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Dulin ; Henri Paumelle ; Marc Pauzet ; Eugène Romaine ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jacques Vassor.

AGRICULTURE (p. 610). — *Sont entendus :* MM. Paul Driant, rapporteur ; Lucien Grand ; André Dulin ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis ; Jacques Vassor ; Martial Brousse ; Georges Portmann ; Michel Yver.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. ETAT B. TITRE IV (p. 622). — Amendement par M. Jean Nayrou tendant à supprimer les crédits de ce titre (retraite des cheminots, bénéfice de la double campagne) et amendement identique par M. Adolphe Dutoit, dont les votes ont été précédemment réservés avec le titre IV (*ibid*), adoption par scrutin public (n° 15).

AGRICULTURE (fin) (p. 622). — *Sont entendus :* MM. Emile Durieux ; Marcel Brégégère ; Raymond Brun ; Roger Carcassonne ; Jean Bène ; Charles Naveau ; Joseph Raybaud ; Octave Bajeux ; Marcel Legros ; Léon David ; Victor Golvan ; Lucien Grand ; René Tinant ; Robert Soudant ; Martial Brousse ; Georges Bonnet ; François Monsarrat ; Robert Bruyneel ; Jean Bardol ; Eugène Ritzenthaler ; Eugène Romaine ; Maurice Lalloy ; André Dulin ; Michel Kauffmann ; Marcel Lebreton ; Alfred Isautier ; Claude Mont ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Emile Durieux. ETAT C (AGRICULTURE) TITRE VI (p. 655). Amendement par M. Marc Pauzet, rapporteur pour avis, tendant à réduire les autorisations de programme du titre VI de 40.800.000 francs afin de souligner l'insuffisance des dotations en matière d'hydraulique agricole (*ibid.*), observations, retrait (p. 657). — Amendement précédent repris par M. Antoine Courrière (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (art. 42). — Amendement par M. André Dulin, tendant à réduire la dotation du titre VI de 17.710.000 francs (recherche agronomique) (p. 657), observations, retrait (*ibid.*). Amendement par M. André Dulin, tendant à réduire la dotation du titre VI de 53.500.000 francs (remembrement) (*ibid.*), observations, adoption (p. 658). — Art. 50 (p. 658). — Amendement par M. Georges Marie-Anne tendant à modifier le 2° alinéa du § I de l'article 50 relatif à l'intégration des agents des services départementaux du conditionnement (*ibid.*), observations, adoption (p. 659). — Art. 50 *quater* (p. 659). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à préciser que l'acquisition d'exploitation donnant droit aux prêts à long terme peut être soit totale, soit partielle (*ibid.*), observations, retrait (p. 660). — Art. additionnel 41 *bis* nouveau

(*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à insérer un article additionnel 41 *bis* nouveau disposant que le Gouvernement devra déposer avant le 15 mai 1963 un projet de loi de programme relatif aux travaux d'adductions d'eau rurales (*ibid.*) ; — sous-amendement par M. Lucien Bernier tendant à compléter l'amendement précédent par l'extension aux départements d'outre-mer du projet de loi de programme (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 661). — Après l'art. 50 *quater* (p. 662). — Amendement par M. Alfred Isautier tendant à insérer, après l'art. 50 *quater*, un article additionnel nouveau, relatif au prix du sucre (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer, après l'art. 50 *quater* un article additionnel nouveau relatif à la taxe sur le sucre (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 663). — Art. 66 (p. 663). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à compléter l'art. 66 par un 3e alinéa relatif à l'exercice du droit de préemption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à compléter l'art. 66 par des dispositions relatives à l'enregistrement des acquisitions réalisées par les exploitants agricoles faisant usage de leur droit de préemption (*ibid.*), adoption des deux amendements (pp. 664 et 665). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Gustave Alric ; Octave Bajeux ; Jean Bardol ; Lucien Bernier ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Martial Brousse ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Paul Driant, rapporteur ; Hector Dubois ; André Dulin ; Alfred Isautier ; Maurice Lalloy ; Georges Marie-Anne ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis.

Suite de la discussion [9 février 1963] (p. 670 et suiv.).

INDUSTRIE (p. 670). — *Sont entendus :* MM. Gustave Alric, rapporteur ; Jean Bertaud, au nom de M. Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis ; Georges Rougeron ; Jean Bardol ; Jean-Marie Louvel ; Emile Vanrullen ; Roger Carcassonne ; Antoine Courrière ; Maurice Coutrot ; Auguste Pinton ; Jean-Eric Bousch ; Louis Courroy ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Henriet ; Jacques Descours Desacres. — ETAT B, TITRE IV (p. 638). — Observations sur les houillères nationales. *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (suite) (p. 689). — *Sont entendus :* MM. Jean-Louis Fournier ; Marcel Lambert ; Jacques Descours Desacres ; le général Antoine Béthouart ; Raymond Bossus ; Henri Prêtre ; Guy de La Vasselais ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Dulin ; Mme Renée Dervaux ; M. Martial Brousse, rapporteur ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis. — *Crédits et articles* (p. 698). — Vote bloqué demandé par le Gouvernement en vertu de l'art. 44, 3e alinéa, de la Constitution, et de l'art. 42, 7e alinéa du règlement du Sénat (*ibid.*) vote par scrutin public, réservé (p. 699). — ETAT B. TITRE IV (p. 699). — Amendements identiques par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, par M. Marcel Darou, par M. Jacques Duclos, tendant à la suppression des crédits (amélioration demandée au Gouvernement du sort des anciens combattants) (*ibid.*). — Art. 48 *bis* (p. 701). — Amendement par M. Jacques Descours Desacres tendant à modifier le 1er alinéa de l'article (*ibid.*). — Après l'art. 48 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant à insérer, après l'article 48 *bis*, un article additionnel nouveau relatif à l'intégration de certains fonctionnaires du ministère des anciens combattants (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer, après l'art. 48 *bis*, un article additionnel nouveau relatif aux anciens militaires ayant participé aux opérations d'Algérie (p. 702) et amendement par M. Raymond Bossus tendant au même but (*ibid.*). — Amendements identiques par M. le général Antoine Béthouart et par M. Marcel Darou tendant à reporter la date d'application de l'art. 55 de la loi de finances pour 1962 au 1er juillet (p. 703). — Amendements identiques par M. Etienne Dailly et par M. Jean-Eric Bousch tendant à insérer, après l'article 48 *bis*, un article additionnel nouveau relatif à la condition des orphelins (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Martial Brousse, rapporteur ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; MM. Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Marcel Darou ; Jacques Descours Desacres ; général Jean Ganeval ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

Suite de la discussion [11 février 1963] (p. 708 et suiv.).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — II. — MARINE MARCHANDE (p. 708). — *Sont entendus :* MM. Roger Lachèvre, rapporteur ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Lucien Grand ; Abel-Durand ; Jean Bardol ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. ETAT B. TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — III. — MARINE MARCHANDE. TITRE IV (p. 720). — Amendement par M. Victor Golvan, tendant à supprimer les crédits afin d'obtenir du Gouvernement une solution au problème des transports maritimes avec les îles atlantiques ou méditerranéennes (*ibid.*), observations sur les relations avec la Corse et les autres îles, retrait (p. 721). — Après l'art. 36 (p. 722). — Amendement par M. Joseph Yvon, rapporteur pour avis, tendant à insérer, après l'art. 36, un article additionnel nouveau modifiant la loi sur les pensions de retraite des veuves de marins victimes d'accidents professionnels (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement, aux termes de l'art. 41 de la Constitution, renvoi (p. 724). *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand ; Jean Bardol ; Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Dulin ; Victor Golvan ; Roger Lachèvre, rapporteur ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis.

RAPATRIÉS (p. 726). — *Sont entendus :* MM. André Fosset, rapporteur ; Louis Namy ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Léon Motais de Narbonne ; Raymond Brun ; Maurice Carrier ; Louis Gros ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Armengaud. ETAT B (RAPATRIÉS). TITRE III (p. 740). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire le crédit de 2 millions de francs, le ministère des rapatriés disposant de crédits trop largement évalués (*ibid*), observations, adoption (p. 741). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire de 500.000 francs le crédit d'un million prévu au titre III pour le fonctionnement des commissions (*ibid.*), adoption par scrutin public (n° 16) (p. 742).

ETAT B (RAPATRIÉS). TITRE IV (p. 752). — Amendement par Mlle Irma Rapuzzi tendant à réduire le crédit de 711 millions 975.000 francs afin d'obtenir l'assurance que le versement de l'allocation de subsistance sera prolongé au-delà de douze mois (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement, aux termes de l'art. 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, renvoi (p. 743). — Titre IV et amendement sont réservés (*ibid.*). — Art. 41 (p. 743). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 57 A (nouveau) (p. 743). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 57 A nouveau relatif à l'agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (*ibid.*) et amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à un but sensiblement identique (*ibid*), retrait du premier amendement et adoption du second (p. 744). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Fosset, rapporteur ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Mlle Irma Rapuzzi.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (p. 744). — *Sont entendus :* MM. Jacques Descours-Desacres ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Fernand Verdeille.

RAPATRIÉS (fin) (p. 748). ETAT B (RAPATRIÉS). TITRE IV. Amendement par Mlle Irma Rapuzzi (allocation de subsistance) précédemment réservé (*ibid.*), recevabilité reconnue par la commission des finances, observations, rejet par scrutin public (n° 17). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Descours-Desacres, rapporteur ; Louis Gros ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Auguste Pinton ; Mlle Irma Rapuzzi.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (fin) (p. 749). — *Sont entendus :* MM. Abel Sempé ; Auguste Pinton ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Descours Desacres, rapporteur ; Etienne Dailly. — *Crédits et articles* (p. 754). — Art. 21 (*ibid.*). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer pour insuffisance les crédits du fonds d'investissement routier (*ibid.*) et amendement identique de M. Fernand Verdeille (*ibid*). — Observations sur le fonds d'investissement routier, le tunnel du Mont Blanc, les autoroutes (p. 754 à 757), adoption des amendements (p. 757). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire de 150.000 francs les crédits du § II de l'art. 21 (administrateurs dans les conseils d'administration des entreprises contrôlées par l'Etat) (*ibid.*), observations, adoption (p. 758). — Après l'article 21 (*ibid.*). — Amendement par M. Camille Vallin, tendant à insérer un article additionnel nouveau disposant que le prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les carburants affecté au fonds routier sera porté à 15 p. 100 (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (*ibid.*) — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur ; Maurice Pellenc, rapporteur général ; Auguste Pinton ; Fernand Verdeille.

Suite de la discussion [12 février 1963] (p. 763 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION. — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur ; Jacques Baumel, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; MM. Léon Motais de Narbonne ; Roger Carcassonne ; Mme Suzanne Crémieux ; MM. Vincent Delpuech ; Jacques Duclos ; Pierre Marcilhacy ; Yvon Coudé du Foresto ; Georges Marie-Anne ; Abel-Durand ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [fin] (p. 780). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, 3e alinéa, de la Constitution, adoption par scrutin public (n° 18).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. MARINE MARCHANDE [fin] (p. 781). — Amendement précédemment réservé, par M. Joseph Yvon, rapporteur pour avis, tendant à insérer, après l'article 36, un article additionnel nouveau modifiant la loi sur les pensions de retraite des veuves de marins victimes d'accidents professionnels (*ibid.*), irrecevabilité reconnue, aux termes de l'article 41 de la Constitution (p. 782).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. INFORMATION [suite] (p. 782). — ETAT B. SECTION II. INFORMATION (*ibid.*). — Observations sur la radiotélévision française et la liberté d'information, suppression des crédits par scrutin public (n° 19) (*ibid.*). — Art. 57 *quater* nouveau (p. 783). — Amendement par M. Antoine Courrière, tendant à modifier cet article, par des dispositions relatives à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires de la radiotélévision française (*ibid.*) et amendement identique par Mme Renée Dervaux, tendant à reprendre les mêmes dispositions sous forme d'article additionnel (*ibid.*), observations, irrecevabilité des deux amendements aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 784). — Après l'article 57 *quater* (p. 784). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux fonctionnaires de la radio-télévision française placés dans le cadre d'extinction en application de l'art. 5 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 (*ibid.*), irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'art. 41 de la Constitution, réservé (p. 785). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jean Lecanuet ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS (p. 785 et suiv.). — Art. 31. Etat G. Chapitre 42-01 (nouveau) (p. 788). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le chapitre 42-01 (nouveau) de l'état G (mesure d'ordre), adoption (*ibid.*). — Après l'art 53 *bis* (p. 790). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant, après l'art. 53 *bis*, à insérer un article additionnel nouveau relatif à la revision des pensions des personnels ayant occupé des fonctions supprimées ou transformées (*ibid*) et amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer, après l'art. 53 *bis*, un second article additionnel nouveau relatif aux bonifications accordées par des lois d'exception (p. 791), observations, irrecevabilité des deux amendements aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Après l'art. 56 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à insérer, après l'article 56 *ter*, un article additionnel nouveau relatif à l'intégration des commis de préfecture (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Après l'art. 57 *septies*. — Amendement par M. Lucien Bernier tendant à insérer, après l'art. 57 *septies*, un article additionnel nouveau relatif à l'application des dispositions de sécurité sociale aux départements d'outre-mer (*ibid.*), observations, adoption (p. 792). — Amendement par M. Jean-Eric Bousch tendant à insérer, après l'art. 57 *septies*, un article additionnel nouveau relatif à la nomination d'administrateurs des postes et télécommunications (*ibid.*), adoption (p. 793). — Art. 59 (p. 793). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une modification rédactionnelle du 1er alinéa de l'art. 59 (*ibid.*), adoption (p. 794). — Art. 62 (*ibid.*). — Observations sur la formation professionnelle dans les transports. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'art. 62 par une disposition fixant le 1er avril 1963 comme date d'entrée en vigueur de la taxe parafiscale destinée à la formation professionnelle dans les transports (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 71 (p. 795). — Amendement rédactionnel par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, adoption (*ibid.*). — Art. 74 (*ibid.*). Amendement par M. Lucien Bernier, tendant à prolonger de deux ans les délais impartis aux entreprises exerçant leur activité dans les départements d'outre-mer pour l'application de la réforme du contentieux fiscal du 28 décembre 1959 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 75 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Bernier, semblable aux précédents (*ibid.*), adoption (p. 796). — Art 76 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pelenc, rapporteur général, relatif aux droits et formalités pour le transport des récoltes (*ibid.*) et amendement semblable par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, concernant plus particulièrement le titre de transport (*ibid.*), adoption du second amendement modifié (p. 797). — Après l'art. 76 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Filippi, tendant à insérer *in fine* un article additionnel nouveau relatif aux taxes et impositions en Corse (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bène tendant à insérer *in fine* un article additionnel nouveau modifiant la législation en vigueur en matière de vérification pour le cépage clairette (*ibid.*), observations, rejet (p. 799). — Amendement par M. Marcel Audy, tendant à insérer *in fine* un article additionnel nouveau demandant l'unification des taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers (*ibid.*), observations, adoption (p. 801). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Marcel Audy ; Jean Bène ; Lucien Bernier ; Raymond Bonnefous ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Julien Bruhnes ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Bernard Chochoy ; Yvon Coudé du Foresto ; Maurice Coutrot ; Jean Filippi ; Jean Fleury ; Louis Jung ; Marcel Lebreton ; Pierre de La Gontrie ; Léon-Jean Grégory ; Georges Marie-Anne ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Charles Sinsout ; René Toribio ; Jacques Vassor.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — II. — INFORMATION (fin). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant, après l'article 57 *quater* à insérer un article additionnel nouveau relatif aux fonctionnaires de la radio-télévision française placés dans le cadre d'extinction en application de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959, précédemment réservé (p. 801). — Irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'article 41 de la Constitution, reconnue pour le 2e alinéa de l'amendement (*ibid.*), retrait du 1er alinéa (p. 802).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : MM. Louis Namy ; André Monteil ; Antoine Courrière ; Jean-Eric Bousch ; Guy Petit ; Etienne Dailly ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Sur l'ensemble (p. 810) et par scrutin public (n° 20). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 16).

Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 14 février 1963. Voy. : Impressions n°s 147, 172, 15.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 15, alinéa 2 de la Constitution) [12 février 1963] (p. 810). — Election des membres de la commission [13 février 1963] (p. 817). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [14 février 1963] (I., n° 56). — **Discussion** [14 février 1963] (p. 836 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Antoine Courrière ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 838). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44 , 3e alinéa, de la Constitution (*ibid.*). — Art. 14 (p. 839). — Observations sur le remembrement. — Art. 15 (p. 840). — Observations sur le port de Toulon et l'escadre de la Méditerranée. — Art. 42 (p. 841). — Observations sur les indices des pensions des anciens combattants. — Art 50 (p. 842). — Observations sur le personnel des services départementaux du conditionnement des départements d'outre-mer. — Art. 57 *octies* (p. 844). — Observations sur la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer. — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Bernier ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Bernard Chochoy ; Marcel Darou ; André Dulin ; Edouard Le Bellegou ; Georges Marie-Anne. — *Explications de vote* (p. 847) : MM. Gustave Alric ; Antoine Courrière ; Adolphe Dutoit ; Jean-Eric Bousch. — Sur l'ensemble (p. 848) et par scrutin public (n° 22). — ADOPTION (n° 18). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 23 février 1963 (*J. O.* du 24 février 1963. Erratum *J. O.* du 9 mars 1963).

BUDGET DE 1964

Projet de loi de finances pour 1964, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 549, 568, 581, 582, 584, 585, 586, 587, 589, 592, 593, 594, 595, 596, 599, 600, 603, 606, 629, 631, 632, 638, 639, 701. — **Transmission au Sénat** [13 novembre 1963] (I. n° 22). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, au fond ; et pour avis, à la commission des affaires économiques et du plan ; à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. —

Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [13 novembre 1963] (I., n° 23). — Avis par M. Charles Fruh, au nom de la commission des affaires culturelles [13 novembre 1963] (I., n° 24). — Avis par M. René Jager, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [13 novembre 1963] (I., n° 25). — Avis par M. le général Jean Ganeval, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [13 novembre 1963] (I., n° 26). — Avis par Mme Marie-Hélène Cardot, au nom de la commission des affaires sociales [13 novembre 1963] (I., n° 27). — Avis par M. Jean Nayrou, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [13 novembre 1963] (I., n° 28). — **Discussion** [13 novembre 1963] (p. 2314 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Emile Hugues ; Jacques Duclos ; Pierre de la Gontrie ; Jacques Masteau ; Jean Berthoin ; Ludovic Tron ; André Armengaud ; Yvon Coudé du Foresto ; Georges Marie-Anne ; Jacques Descours Desacres ; Mlle Irma Rapuzzi. — *Discussion des articles* (p. 2342 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à supprimer cet article qui prévoit la majoration des cotisations établies au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (*ibid.*), observations ; rejet (p. 2345). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à revenir à l'assiette et au quotient familial appliqués l'an dernier (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Les articles 2 *bis* à 8 et 16 sont réservés. — Art. 9 (p. 2345). — Observations sur le prélèvement spécial progressif sur les rapports du pari tiercé. — Art. 10 (p. 2349). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par une disposition permettant aux sapeurs-pompiers d'user du contingent d'essence détaxée (*ibid.*), observations, adoption (p. 2350). — Art. 13 (*ibid.*). — Observations sur le maintien du droit de timbre sur les connaissements et l'établissement national des invalides de la marine, rejet par scrutin public (n° 3).

Suite de la discussion [14 novembre 1963] (p. 2360 et suiv.). — Art. 15 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. André Dulin, prévoyant une nouvelle rédaction de l'article disposant que les taux de la taxe sur les corps gras alimentaires seront doublés (*ibid.*), observations, retrait (p. 2366). — Rejet de l'article 15 *bis* par scrutin public (n° 4). — Article additionnel 15 *ter* nouveau (p. 2367). — Amendement par M. André Dulin, tendant à insérer un article 15 *ter* nouveau disposant que les taux de la taxe sur les corps gras alimentaires seront doublés (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 16 (p. 2367). — Amendement par M. André Dulin tendant à l'alignement de l'allocation de la mère au foyer sur l'allocation de salaire unique à la date du 1er janvier au lieu du 1er juillet et à prévoir un crédit de 20 millions à cet effet (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. André Dulin tendant à supprimer la majoration de l'impôt foncier non bâti et à réduire les cotisations des exploitants (*ibid.*), observations, adoption (p. 2368). — Art. 2 *bis* (*ibid.*). — Observations sur la fiscalité immobilière. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (p. 2378), adoption (*ibid.*). — A la demande du Gouvernement *vote unique* (en applicatiton de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat) : 1° contre l'amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant à insérer un article additionnel 2 *ter* nouveau affectant aux collectivités locales le produit de la taxation des plus-values foncières ; 2° pour l'adoption de l'article 3 modifié par les amendements de M. Pierre Garet et de M. Jean Bertaud [le premier amendement dispose que les plus-values à retenir pour les biens agricoles qui seraient soumis aux dispositions de l'article ne porteraient pas sur le matériel professionnel, c'est-à-dire notamment sur les serres et sur les récoltes et le cheptel végétal. Le deuxième amendement dispense de mettre au nominatif les titres des sociétés dont l'actif est principalement constitué par des immeubles loués à des organismes à but charitable, social ou culturel] ; 3° contre l'amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau affectant les deux tiers du produit de la taxe sur les plus-values aux collectivités locales (p. 2382). — *Explications de vote :* MM. Louis Talamoni, Jean Filippi. — Scrutin public (n° 5). — Rejet. — Après l'article 3 (p. 2386). — A la demande du Gouvernement, *vote unique* (en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7 du règlement du Sénat) : 1° sur l'article 4 dans la rédaction votée par l'Assemblée nationale modifiée par l'amendement de M. Marcel Molle tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article, après les mots : « qu'elles ont acquis », d'insérer les mots « à titre onéreux » ; 2° sur les articles 5, 6, 7 et 8 dans la rédaction votée par l'Assemblée nationale à l'exclusion de tous autres amendements et de tout article additionnel (p. 2393). — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Pierre de La Gontrie ; Edmond Barrachin. — Scrutin public (n° 6). — Rejet. — Art. 16 et Etat A (p. 2394 et suiv.). — Amendements d'harmonisation par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget et par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, adoption (p. 2404). Adoption par scrutin public (n° 7).

Suite de la discussion [15 novembre 1963] (p. 2416 et suiv.).

AGRICULTURE ET HABITAT RURAL (ibid.). — *Sont entendus :* MM. Paul Driant, rapporteur spécial pour l'agriculture ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial pour l'habitat rural ; Bernard Chochoy ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis ; Joseph Raybaud ; André Dulin ; Etienne Restat ; Léon David ; Marcel Brégégère ; Abel Sempé ; Emile Durieux ; Charles Suran ; Daniel Benoist ; Martial Brousse ; Jean Péridier ; Max Monichon ; Louis Guillou ; Jean Errecart ; Michel Kauffmann ; Yvon Coudé du Foresto ; Victor Golvan ; Roger Delagues ; Roger Carcassonne ; Yves Hamon ; Jean Filippi ; Roger du Halgouet ; Claudius Delorme ; Maurice Lalloy ; Yves Estève ; Albert Boucher ; Hector Dubois ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Martial Brousse ; Etienne Dailly ; René Tinant ; Maurice Lalloy ; Lucien Grand. — ETAT B. AGRICULTURE. TITRE IV (p. 2462), amendement par M. Martial Brousse tendant à supprimer les crédits destinés au fonds national de vulgarisation des produits agricoles (*ibid.*), observations, adoption (p. 2463). — ETAT C, TITRE VI (*ibid.*). Amendement par M. André Dulin tendant à réduire le crédit des autorisations de programme concernant les adductions d'eau (*ibid.*), observations, adoption (p. 2465). — Amendement par M. André Dulin, tendant à réduire le crédit des autorisations de programme concernant l'habitat rural (*ibid.*), observations, adoption (p. 2466). — ART. 43 A (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à compléter cet article par un paragraphe II disposant qu'une annexe sera déposée chaque année au budget de l'agriculture faisant apparaître : 1° les crédits spécifiquement destinés à l'agriculture ; 2° les crédits destinés au monde rural ; 3° les crédits intéressant l'économie générale du pays (*ibid.*), observations, adoption (p. 2467). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Martial Brousse ; Etienne Dailly ; Jean Deguise ; Paul Driant, rapporteur spécial ; André Dulin ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Marc Pauzet ; Abel-Sempé.

Suite de la discussion [16 novembre 1963] (p. 2470 et suiv.).

IMPRIMERIE NATIONALE (ibid.). — *Sont entendus :* MM. Jean Bardol, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

INDUSTRIE (p. 2471). — *Sont entendus :* MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis ; Jean Bardol, Raymond Bossus, Emile Durieux, Henri Desseigne, Jean-Eric Bousch, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Marie-Hélène Cardot. — ETAT C. TITRE VI (p. 2488). — Amendement, par M. Etienne Dailly, tendant à supprimer les autorisations de programme et les crédits de paiement inscrits à ce titre concernant le bureau de recherches géologiques et minières (*ibid.*), observations, rejet (p. 2490). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat ; Etienne Dailly.

JUSTICE (p. 2490 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Garet, rapporteur spécial ; Marcel Molle, rapporteur pour avis ; André Fosset, Louis Namy, Edouard Le Bellegou, Pierre Marcilhacy, Abel-Durand, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — ETAT B. TITRE IV (p. 2502). — Amendement, par M. Pierre Garet, tendant à réduire de 30.000 F le crédit prévu à ce titre en faveur de l'association pour le développement de l'action pénitentiaire et postpénale (*ibid.*), observations, rejet (p. 2503). — Amendement, par M. Abel-Durand, tendant à insérer un article additionnel 51 *ter* nouveau relatif à la pension des magistrats mis à la retraite (*ibid.*) ; observations ; l'irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution est invoquée et reconnue applicable (p. 2504). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel-Durand, Pierre Garet, rapporteur spécial ; Pierre Marcilhacy.

Suite de la discussion [18 novembre 1963] (p. 2508 et suiv.).

RAPATRIÉS (p. 2508). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Edouard Le Bellegou, Léon Motais de Narbonne, Henri Longchambon, Maurice Carrier, Louis Talamoni, Vincent Delpuech, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 2520 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. René Dubois, rapporteur spécial ; André Plait, rapporteur pour avis ; Lucien Grand, Raymond Bossus, Maurice Coutrot, Léon Messaud, Georges Rougeron, Daniel Benoist, Jacques Henriet, Maurice Vérillon, Jean Noury, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Jean de Bagneux, Lucien Bernier, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit. — ETAT B. TITRE III (p. 2541). — Amendement par M. André Plait tendant à réduire le crédit du titre III (moyens et services) de 500.000 francs, concernant la réforme des services extérieurs du ministère de la santé (*ibid.*) ; observations ; amendement, par M. Raymond Bossus, tendant à réduire de 1 million les crédits du même titre concernant la réforme des services extérieurs du ministère de la santé (*ibid.*), et amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant au même objet (*ibid.*) ; observations ; retrait des deux premiers amendements et adoption du troisième (p. 2544). — ART. 66 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article afin de transférer les crédits pour la lutte contre le cancer des centres de dépistage vers les centres régionaux de traitement (*ibid.*) ; observations ; retrait (p. 2545). *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bossus, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Dubois, rapporteur spécial ; Antoine Caurrière, Max Fléchet, André Plait, rapporteur pour avis ; Jacques Soufflet.

LÉGION D'HONNEUR. ORDRE DE LA LIBÉRATION (p. 2545). — *Sont entendus :* M. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Mme Renée Dervaux, MM. Marcel Darou, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Art. additionnel nouveau (p. 2548). — Amendement, par M. Marcel Darou, tendant à insérer un article additionnel nouveau réservant un contingent spécial de médailles militaires et de légions d'honneur aux anciens combattants (*ibid.*) ; observations ; adoption (p. 2549).

MONNAIES ET MÉDAILLES (p. 2549). — *Est entendu :* M. Paul Chevallier, rapporteur spécial.

COOPÉRATION (p. 2550). — *Sont entendus :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Claude Mont ; Adolphe Dutoit ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — TITRE IV (INTERVENTIONS PUBLIQUES) (p. 2555). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à augmenter de 5 millions de francs la réduction de crédit du titre IV concernant « les volontaires du progrès » (*ibid.*), observations, retrait (p. 2556). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Louis Jung ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

SERVICE DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 2556). — *Sont entendus :* MM. Max Fléchet, rapporteur ; Jean Filippi, rapporteur pour avis ; Pierre de Villoutreys ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Suite de la discussion [19 novembre 1963] (p. 2564 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE (*suite.*). — AFFAIRES ALGÉRIENNES (p. 2564). — *Sont entendus :* MM. Georges Portmann, rapporteur spécial ; André Cornu ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes ; Etienne Dailly ; Louis Talamoni ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Marcel Lebreton ; Antoine Courrière ; Marcel Champeix ; Edouard Le Bellegou ; Julien Brunhes ; René Blondelle ; Jean-Louis Vigier ; Auguste Pinton. — Etat B (p. 2583). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer les crédits (p. 2585) et amendement identique par M. Edouard Le Bellegou (*ibid.*), observations, adoption des deux amendements par scrutin public (n° 8). — ETAT C (p. 2586). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer l'ensemble des crédits figurant à l'état C au titre des affaires algériennes (*ibid.*), et amendement identique par M. Edouard Le Bellegou (*ibid.*), observations, adoption des deux amendements par scrutin public (n° 9). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Bayrou ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes ; Antoine Courrière ; Edouard Le Bellegou ; André Monteil ; Guy Petit ; Georges Portmann, rapporteur spécial ; Camille Vallin.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; CHEMINS DE FER ; RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (p. 2587). — *Sont entendus :* Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; MM. Abel Sempé ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan, au nom de M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la même commission (travaux publics ; routes, voies navigables) ; Auguste-François Billiemaz, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (S. N. C. F. - R. A. T. P.) ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (ports maritimes) ; Auguste Pinton ; Roger Morève ; Camille Vallin ; Adolphe Dutoit ; Raymond Bossus ; Jean Nayrou ; Paul-Jacques Kalb ; Louis Jung ; Charles Naveau ; Marc Desaché ; André Méric ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Eugène Motte ; Jacques Henriet ; René Tinant ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Guy de La Vasselais. — ETAT B. TITRE III (p. 2610). — Observation sur le balisage des départements français d'Amérique (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Nayrou, tendant à réduire les crédits du titre III en ce qui concerne les conducteurs de travaux publics (p. 2611), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit et amendement par M. Jean Nayrou tendant à réduire les crédits du titre IV, afin d'obtenir du Gouvernement l'octroi du bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants (*ibid.*), observations, adoption (p. 2612). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Bernier ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Adolphe Dutoit ; Jean Nayrou ; Mlle Irma Rapuzzi.

Suite de la discussion [20 novembre 1963] (p. 2620 et suiv.).

CONSTRUCTION (p. 2620 et suiv.) (*ibid.*). — *Sont entendus :* MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Charles Suran, rapporteur pour avis ; Auguste Pinton ; Lucien Grand ; Camille Vallin, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Bernard Chochoy ; André Méric ; Joseph Voyant ; Michel Kauffmann ; Pierre Garet ; Léon Jozeau-Marigné ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Gustave Héon ; Louis Jung. — *Etats et articles* (p. 2638 et suiv.). — Art. 29 et 33 réservés (*ibid.*). — Art. 33 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le § IV de cet article, relatif à l'utilisation en métropole d'une partie de la dotation prévue pour les H. L. M. en Algérie (*ibid.*), observations, retrait (p. 2639). — Art. 52 (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à supprimer cet article qui prévoit les conditions de cession des parts sociales dans les sociétés visées par les lois du 28 juin 1938 et du 7 février 1953 lorsqu'une demande de prêt ou de prime a été déposée (*ibid.*), observations, adoption (p. 2640). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Léon Jozeau-Marigné ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 2641 et suiv). — *Sont entendus :* MM. Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Gérard Minvielle ; Jean Errecart ; Roger Delagnes ; Camille Vallin ; Michel Kauffmann ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Etats et articles* (p. 2653). — Art. additionnel 75 *bis* (*nouveau*) (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer, après l'article 75, un article additionnel 75 *bis* (*nouveau*) relatif au concours du budget général aux charges des chèques postaux (*ibid.*), observations, adoption (p. 2654). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis ; Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (p. 2654 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean Bardol, au nom de M. Georges Marrane, rapporteur spécial ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Garet ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

TRAVAIL (p. 2657 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Michel Kistler, rapporteur spécial ; Roger Lagrange, rapporteur pour avis ; Adolphe Dutoit ; Léon Messaud ; Jacques Henriet ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Etats et articles* (p. 2664). — ETAT B, TITRE III. — Observations relatives aux avantages aux veuves de guerre (*ibid.*). — Art. 67 (p. 2665). — Amendement par M. Bernard Chochoy, tendant à supprimer cet article relatif au transfert des charges des dépenses de prestations relatives à la maternité (*ibid.*), amendements identiques par M. Adolphe Dutoit, par M. Roger Lagrange, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (p. 2666), observations, adoption des amendements (p. 2669). — Art. additionnel 67 *bis* (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 67 *bis* (nouveau) relatif aux mentions de prix à porter sur les feuilles de remboursement, par les pharmaciens (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 2670). — Art. 70 (*ibid.*). — Amendements identiques par M. Adolphe Dutoit, par M. Roger Lagrange, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à la sécurité minière (*ibid.*), observations, adoption (p. 2671). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bardol ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Léon David ; Adolphe Dutoit ; Jacques Henriet ; Michel Kistler, rapporteur spécial ; Roger Lagrange, rapporteur pour avis ; Roger Menu ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

Suite de la discussion [21 novembre 1963] (p. 2676 et suiv.).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (*ibid.*). — *Sont entendus :* MM. Georges Portmann, rapporteur spécial ; le général Antoine Béthouart, rapporteur pour avis ; Vincent Delpuech, rapporteur pour avis ; Henri Longchambon ; André Armengaud ; Raymond Guyot ; Marius Moutet ; Pierre Marcilhacy ; Louis Gros ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Léon Motais de Narbonne. — ETAT B, TITRE IV (p. 2701). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire de 4.300.000 francs le crédit du titre IV, concernant le fonds culturel (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Georges Portmann, rapporteur spécial.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (*suite*). MARINE MARCHANDE (p. 2703 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Jean Bardol ; Jean Filippi ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

INTÉRIEUR (p. 2711 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Roger Morève ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis ; Joseph Raybaud ; Abel-Durand ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean Errecart ; Louis Namy ; Louis Talamoni ; Fernand Verdeille ; Claude Moret ; Jacques Descours Desacres. — ETAT B, TITRE III (p. 2733). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire le crédit du titre III de 620.000 francs, crédit destiné au fonctionnement des conférences interdépartementales (*ibid.*), observations, adoption (p. 2734). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bonnefous ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Etienne Dailly ; Jacques Masteau, rapporteur spécial.

Suite de la discussion [22 novembre 1963] (p. 2740 et suiv.).

ARMÉES (p. 2740). — *Sont entendus :* MM. Antoine Courrière au nom de M. André Maroselli, rapporteur spécial ; Jean Berthoin, rapporteur spécial pour la section commune ; Julien Brunhes, rapporteur spécial pour la section Air ; André Colin, rapporteur spécial pour le service des poudres ; Gustave Alric, rapporteur spécial pour le service des essences ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis ; Pierre de Chevigny, rapporteur pour avis ; Jacques Ménard, rapporteur pour avis ; André Monteil, rapporteur pour avis ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean Lecanuet ; le général Ernest Petit ; Jacques Duclos ; Pierre Métayer ; Edouard Le Bellegou ; Bernard Chochoy. — *Crédits et articles* (p. 2771 et suiv.). — Art. 20. TITRE III (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Guyot tendant à augmenter la réduction des crédits de paiement de 1.170.238.551 francs, afin d'obtenir le prêt à 1 franc (*ibid.*), observations, rejet (p. 2772). — Amendement par M. Raymond Guyot tendant à une réduction de crédits de 20 millions de francs pour inciter le Gouvernement à ramener la durée du service militaire à 1 an (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre de Chevigny tendant à augmenter, au titre III, la réduction de crédits de 2.918.408 francs (suppression de 1.500 chevaux sur les 2.000 de l'armée, sport hippique) (*ibid.*), observations, adoption (p. 2773). — Art. 21 (*ibid.*). — Amendements identiques par M. Edouard Le Bellegou et par M. le général Ernest Petit, tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 3.987 millions de francs (force de frappe) (*ibid.*). — Article et amendements réservés (*ibid.*). — Art. 73 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le début du § 1 de cet article, relativement aux limites d'âge des généraux de gendarmerie (p. 2774), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le § III et modifier le début du § IV (avancement des officiers) (*ibid.*), observations, adoption (p. 2775). — Art. additionnel 75 *bis* A (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, tendant à insérer un article additionnel 75 *bis* A (nouveau), relatif aux engagés volontaires en 1944 avant l'âge de 17 ans (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant au même but que l'amendement précédent (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Pierre de Chevigny ; Antoine Courrière, rapporteur spécial ; Mme Renée Dervaux ; MM. le général Jean Ganeval ; Edouard Le Bellegou ; le général Ernest Petit ; Eugène Romaine ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Suite de la discussion [25 novembre 1963] (p. 2780 et suiv.).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 2780). — *Sont entendus :* MM. Max Monichon, rapporteur spécial ; Robert Soudant, au nom de M. André Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Paul Pelleray. — *Crédits et articles* (p. 2782 et suiv.). — Art. 44 (*ibid.*). — Amendement par M. André Dulin, tendant à fixer à 22 francs par an la cotisation prévue à l'article 1124 du code rural (*ibid.*), retrait (p. 2783) et amendement par M. Robert Boulin, tendant à fixer cette cotisation à 22,20 francs (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 45 *bis* (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à insérer un article additionnel 45 *bis* (nouveau), relatif au revenu cadastral servant de base au calcul des cotisations sociales agricoles (*ibid.*), observations, adoption (p. 2784). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Octave Bajeux ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Descours-Desacres ; Max Monichon, rapporteur spécial ; Marc Pauzet ; Robert Soudant, au nom de M. André Dulin, rapporteur pour avis.

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. CHARGES COMMUNES (p. 2785 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Louis Talamoni ; Marcel Boulangé, Henri Tournan ; Georges Marie-Anne ; Adolphe Dutoit ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière. — *Crédits et articles* (p. 2792 et suiv.). — ETAT B (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rectifier une erreur matérielle dans le chiffre des crédits du titre II (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — TITRE III (*ibid.*). Observations sur les pensions de veuve de retraité proportionnel et sur la réforme générale du code des pensions (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; M. Ludovic Tron, rapporteur spécial. II. — SERVICES FINANCIERS (p. 2793 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; René Jager, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Marc Desaché, rapporteur spécial (affaires économiques) ; Henri Tournan ; Georges Marie-Anne ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 2800 et suiv.). — ETAT B, TITRE III (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire de 1 million de francs le crédit du titre III destiné à « telex-consommateurs » (*ibid.*), observations, adoption (p. 2801). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

TAXES PARAFISCALES (p. 2801 et suiv.). — *Est entendu :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — ETAT E (p. 2802 et suiv.). — Amendement par M. Georges Marie-Anne tendant à rétablir la ligne 107. Redevance sur les importations de rhum contingenté (p. 2815), observations, adoption (*ibid.*). — La ligne 123 concernant la radiodiffusion-télévision française est réservée, le vote sur l'ensemble et l'art. 35 et l'état E sont réservés (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Alfred Isautier ; Georges Marie-Anne ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 2815 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Jean Fleury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Vérillon ; Alfred Poroï ; Georges Marie-Anne ; Mme Renée Dervaux ; MM. Max Monichon ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol. — Le vote sur la ligne 123 de l'ETAT E est réservé (p. 2826). — ART. 35 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Georges Marie-Anne, au 2e alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 35 par un paragraphe relatif à la mise au recouvrement de la taxe radio en cas d'achat d'un nouvel appareil (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution invoquée par le Gouvernement et non reconnue par la commission des finances (p. 2827), adoption (*ibid.*). — Art. 35 et Etat E réservés jusqu'au vote sur la ligne 123 (*ibid.*). — Après l'art. 35 (p. 2828). — Amendement par Mme Renée Dervaux, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à la mise à la retraite anticipée des fonctionnaires de la radio (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution, reconnue par la commission des finances (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* Mme Renée Dervaux ; MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — INFORMATION (p. 2828 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Jean Fleury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Vincent Delpuech ; Mme Renée Dervaux ; MM. Henri Claireaux ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Joseph Voyant.

II. — COMMISSARIAT AU TOURISME (p. 2836 et suiv.). — *Sont entendus :* Mme Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; MM. Jean Bertaud, au nom de M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Joseph

Raybaud ; Maurice Vérillon ; Ludovic Tron ; Victor Golvan ; Raymond Brun ; Guy Petit ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Suite de la discussion [26 novembre 1963] (p. 2851 et suiv.).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (p. 2851). — *Sont entendus :* MM. Pierre Métayer, rapporteur spécial ; Jacques Richard, rapporteur spécial (jeunesse et sports) ; Paul Pauly, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Georges Portmann ; Jean Noury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (jeunesse et sports) ; Jean Nayrou ; Henri Longchambon ; Jacques Bordeneuve ; Georges Cogniot ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Edgar Tailhades ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Maurice Vérillon.

DÉPENSES MILITAIRES (*ibid.*) (p. 2867 et suiv.). ART. 21 (précédemment réservé, *ibid.*). — Amendements identiques par M. Edouard Le Bellegou et par M. le général Ernest Petit (précédemment réservés) et par M. André Colin, tendant à réduire les autorisations de programme de 3.987 millions de francs (force de frappe) (*ibid.*), observations ; adoption par scrutin public (n° 11) (p. 2876). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Georges Guille ; Jean Lecannet ; Guy Petit.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (fin) (p. 2876). Ligne 123 de l'état E, rejet par scrutin public (n° 12).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (fin) (p. 2876 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edgar Tailhades ; André Monteil ; Bernard Chochoy ; Maurice Coutrot ; Georges Marrane ; René Tinant ; Louis Jung ; Jacques Henriet ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Georges Rougeron ; Maurice Vérillon ; Georges Portmann ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 2895 et suiv.). — ART. 53. ETAT B. TITRE III (*ibid.*). Observations sur le manque de formation de la jeunesse (ignorance de la signification du 11 novembre), sur la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur, sur les livres scolaires, sur les frais de déplacement des professeurs. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits du titre III de 90.306.000 francs (disjonction pour insuffisance des crédits de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'enseignement technique) (p. 2896). — Irrecevabilité aux termes de l'art. 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, invoquée par le Gouvernement mais reconnue non applicable par la commission des finances (p. 2897). — Adoption de l'amendement par scrutin public (n° 13) (p. 2898). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits du titre III de 56.100.000 francs (recherche scientifique), adoption (*ibid.*) et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits du titre III de 38.726.965 francs (enseignement technique), adoption (*ibid.*). — TITRE IV (*ibid.*), observations sur les bourses d'enseignement supérieur. — ART. 19. ETAT C. TITRE V (p. 2898). — Adoption de deux amendements par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement (insuffisance de crédits) (*ibid.*). — TITRE VI (*ibid.*). — Adoption de deux amendements par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant au même but que les précédents (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à réduire les autorisations de programme de 385.600.000 francs (constructions scolaires de l'enseignement primaire et maternel) (*ibid.*), observations, adoption par scrutin public (n° 14) (p. 2900). — ART. 53 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à compléter cet article par un alinéa étendant aux collèges d'enseignement général l'aide prévue pour les autres établissements (p. 2901), irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'art. 40 de la Constitution, renvoi à la commission des finances (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Edouard Bonnefous ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Bernard Chochoy ; Etienne Dailly ; Mme Renée Dervaux ; MM. Pierre Métayer, rapporteur spécial ; Claude Mont ; Georges Lamousse ; Fernand Verdeille.

Suite de la discussion [27 novembre 1963] (p. 2508 et suiv.).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (*ibid.*). — *Sont entendus :* MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Fernand Verdeille. — *Crédits et articles* (p. 2911 et suiv.). — Art. 30 (p. 2912). — Observations sur les intérêts français en Tchécoslovaquie et l'accord franco-tchécoslovaque (*ibid.*). — Art. 32 (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à réduire de 20 millions de francs les autorisations de programme au titre des « prêts divers de l'Etat » (investissements en matière d'équipements agricoles) (*ibid.*), observations, retrait (p. 2913). — Amendement par M. Martial Brousse tendant à réduire de 34.350.000 F les autorisations de programme (zones témoins et vulgarisation agricole) (*ibid.*), observations, adoption (p. 2915). — Observation sur l'électrification rurale (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion* : MM. André Armengaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Martial Brousse ; Jacques Descours Desacres ; Paul Dréant ; Max Monichon ; Marc Pauzet ; Fernand Verdeille.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (p. 2916 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Martial Brousse, rapporteur spécial ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Raymond Bossus ; Marcel Darou ; Jean-Louis Fournier ; Michel Kistler ; Jacques Descours Desacres ; Louis Martin ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean Bardol ; André Méric ; Adolphe Dutoit ; François Schleiter. — Vote unique demandé par le Gouvernement, en application de l'art. 44, al. 3 de la Constitution, sur les dispositions de l'art. 18, état B, titres III et IV, concernant le ministère des anciens combattants, et sur les articles 46 à 51 *bis* du projet de loi de finances dans le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2937). — *Explication de vote :* M. André Méric. — Rejet par scrutin public (n° 15) (p. 2937).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (p. 2937). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; Lucien Bernier ; Alfred Isautier ; René Toribio ; Georges Marie-Anne ; Robert Vignon ; Louis Talamoni ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (p. 2953). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; Henri Claireaux ; Alfred Poroï ; Henri Lafleur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Suite de la discussion [28 novembre 1963] (p. 2964 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — IV. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE (p. 2965). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial. — V. — SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE (p. 2965). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial. VI. — GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES (p. 2965). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial. I. — SERVICES GÉNÉRAUX. — VII. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — III. — JOURNAUX OFFICIELS (p. 2966). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Michel Champleboux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, pour l'énergie atomique ; Mme Renée Dervaux ; M. André Colin ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Georges Portmann ; René Dubois ; Hector Dubois ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Descours Desacres ; Marcel Prélot. — *Crédits et articles* (p. 2978 et suiv.). ART. 18. ETAT B. TITRE III (*ibid.*). — Observations sur le reclassement des fonctionnaires français des cadres locaux de nationalité française de la France d'outre-mer (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à la suppression de l'augmentation de crédit prévue pour le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme (*ibid.*), observations, adoption (p. 2980). — Art. additionnel 62 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 62 *bis* nouveau tendant à faire obligation au Gouvernement de déposer chaque année, à l'appui de la loi de finances, un document annexe récapitulant les dépenses effectuées au titre de l'énergie atomique, ainsi que les ressources qui doivent permettre d'y faire face (*ibid.*), observations, adoption (p. 2981). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur pour avis ; René Dubois ; Hector Dubois ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Léon Jozeau-Marigné ; Georges Portmann.

AFFAIRES CULTURELLES (p. 2982 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous, rapporteur spécial (cinéma) ; Charles Fruh, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres) ; Vincent Delpuech ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean de Bagneux, au nom de M. André Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments et sites) ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Mme Renée Dervaux ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 2993 et suiv.). — ART. 18. ETAT B. TITRE III

(*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre III de 296.962 F (création d'un bureau de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France) (*ibid.*), observations, retrait (p. 2994). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre III de 31.277 francs (organisation administrative nouvelle chargée de l'application de la législation sur les secteurs sauvegardés) (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre III de 5.569.150 F (travaux de la commission parlementaire des théâtres nationaux) (*ibid.*), observations, retrait (p. 2995). — TITRE IV (p. 2995). — Amendement par M. Charles Fruh tendant à réduire la dotation du titre IV de 1.005.390 F (festivals) et amendement par M. Georges Lamousse, tendant à réduire ce même crédit de 283.000 F (festivals) (*ibid.*), observations, retrait du second amendement et rejet du premier (p. 2997). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre IV de 555.000 F (maisons de la culture) (*ibid.*), observations, retrait (p. 2998). — Après l'art. 81 (*ibid.*). — Amendement par M. Georges Lamousse tendant, après l'art. 81, à insérer un article additionnel nouveau modifiant l'art. 1561, 2°, du code général des impôts (détaxe de certains films) (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement, aux termes de l'art. 40 de la Constitution, reconnu applicable par la commission des finances (p. 2999). — Art. 82 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le paragraphe I de cet article concernant le régime d'imposition des spectacles d'art chorégraphique (*ibid.*), observations, adoption (ibid.). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Vincent Delpuech ; Charles Fruh, rapporteur pour avis ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (fin). — II. — AVIATION CIVILE (p. 3000 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Georges Portmann ; Gaston Pams, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Léon David ; Auguste Pinton ; Marc Desaché ; René Dubois ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 3008). — Art. additionnel 71 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Gros, tendant à insérer un article additionnel 71 *ter* nouveau qui, par un transfert de crédits, permettrait à la direction des relations culturelles de faire bénéficier certaines personnes de passages gratuits sur des avions voyageant en partie à vide (*ibid.*), observations, adoption (p. 3010). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Georges Portmann ; Jacques Soufflet.

ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS, ARTICLES RÉSERVÉS, ARTICLES ADDITIONNELS (p. 3010 et suiv.). — Art. 38. Etat H (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer, dans l'état H, après le chapitre 41-95, le chapitre « 43-03 : Fonds national de la promotion sociale » (p. 3014), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 53 (précédemment réservé (p. 3015). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à compléter cet article par une disposition étendant l'aide aux collèges d'enseignement général (précédemment réservé) ; l'irrecevabilité invoquée par le Gouvernement, aux termes de l'art. 40 de la Constitution, n'a pas été reconnue par la commission des finances (*ibid.*) ; observations, adoption (*ibid.*). — Art. 63 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par un paragraphe garantissant les avantages auxquels ils ont droit aux agents contractuels ou temporaires résistants, intégrés dans une administration (p. 3016), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Filippi tendant à compléter l'art. 63 par un paragraphe concernant les fonctionnaires des services publics marocains et tunisiens reclassés dans l'administration métropolitaine (*ibid.*), observations, retrait (p. 3017). — Art. 64 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux agents français des services d'Afrique du Nord (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 76 (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au droit de mutation exigible sur les acquisitions immobilières susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles (*ibid.*), observations, retrait (p. 3018). — Art. 84 (p. 3019). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1966 l'application de l'art 719 du code général des impôts (droit d'apport) (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Après l'art. 87 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Descours Desacres, tendant à insérer un article additionnel nouveau créant une redevance au profit des communes sur le territoire desquelles sont installés gazoducs, oléoducs et lignes électriques (*ibid.*), observations, retrait (p. 3020). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux travaux réalisés par les communes (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'art. 41 de la Constitution (p. 3021). — Art. 90 additionnel nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à insérer un article additionnel 90 nouveau modifiant les art. 1584 et 1595 *bis* du code général des impôts (taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux) (*ibid.*), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Art. additionnel 91 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy, tendant à insérer un article additionnel 91 nouveau relatif à l'unification des taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers (*ibid.*), observations, adoption (p. 3022). — Après l'art. 91 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Eugène Romaine tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux candidats à la fonction publique appelés sous les drapeaux (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement, aux termes de l'art. 40 de la Constitution, reconnu applicable par la commission des finances (p. 3023). — *Ont pris part à la discussion :* MM. le général Antoine Béthouart ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Raymond Brun ; Bernard Chochoy ; Yvon Coudé du Foresto ; Antoine Courrière ; Jacques Descours-Desacres ; Léon-Jean Grégory ; Pierre de La Gontrie ; Max Monichon ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Eugène Romaine ; Alex Roubert, président de la commission des finances. — *Explications de vote :* MM. André Colin ; Jean Bardol ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Pierre Garet ; Roger Lachèvre ; Maurice Bayrou. — Sur l'ensemble (p. 3029) et par scrutin public (n° 16). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 18). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, le 29 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 701, 707, 127.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2, de la Constitution) [28 novembre 1963] (p. 3029). — Election des membres de la commission [3 décembre 1963] (p. 3035). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [4 décembre 1963] (I., n° 47). — **Discussion** [6 décembre 1963] (p. 3075 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Courrière ; Yves Estève ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Georges Portmann. — *Discussion des articles* (p. 3082 et suiv.). — Vote unique à la demande du Gouvernement, aux termes des art. 44 et 45 de la Constitution (*ibid.*), sur le texte de la commission paritaire, modifié par les amendements déposés par le Gouvernement. — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Bernard Chochoy ; Jacques Descours-Desacres ; Lucien Grand ; Henri Longchambon ; Max Monichon ; Jeoffroy de Montalembert ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jean Périolier. — *Explications de vote* (p. 3096) : MM. Jacques Descours-Desacres ; Louis Namy. — Sur l'ensemble et par scrutin public (n° 18). — ADOPTION (n° 26) TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 19 décembre 1963 (*J. O.* du 20 décembre 1963).

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES, voy. : BUDGET DE 1964. INDUSTRIE, ETAT B, TITRE VI.

C

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Dépôt du rapport de la commission de surveillance [3 octobre 1963] (p. 2060).

CAISSE GENERALE DES RETRAITES DE L'ALGERIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 483.

CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 11.

CALAMITES AGRICOLES (GARANTIE), voy. : QUESTIONS ORALES, 529.

CALAMITES ATMOSPHERIQUES

Voy. : ANTILLES FRANÇAISES (CYCLONE).

Voy. : DÉGATS CAUSÉS A LA VOIRIE.

Voy. : DÉGATS CAUSÉS AUX RÉCOLTES.

CAMPAGNE VITICOLE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 3.

CARAVANES DE TOURISME (DOUANE), voy. : QUESTIONS ORALES, 547.

CARBURANT DETAXE, voy. : QUESTIONS ORALES, 458.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES, voy. : RAPPORTS DU GOUVERNEMENT.

CENTRES POSTSCOLAIRES AGRICOLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 469.

CHASSE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture*, **relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse** [7 juin 1960] (I., n° 182). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [16 novembre 1961] (p. 1524). — Rapport par M. Fernand Verdeille [26 avril 1962] (I., n° 166). — Rapport supplémentaire par M. Fernand Verdeille [11 juillet 1963] (n° 174). — **Discussion** [18 juillet 1963] (p. 1715 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Fernand Verdeille, rapporteur ; Jacques Vassor ; Louis Namy ; Edgard Pisani. *Discussion des articles* (p. 1720 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1er (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 1er *bis* (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille, tendant à insérer un article additionnel 1er *bis* nouveau relatif à la liste des départements où devront être créées des associations communales de chasse (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 (p. 1721). — Amendement, par M. Fernand Verdeille, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Jean Nayrou tendant à faire précéder le 2e alinéa du texte proposé des mots suivants : « A la demande de l'association communale, ces apports... » ; sous-amendement par M. Jean Nayrou tendant à supprimer les mots « ... des forêts domaniales » dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé ; sous-amendement par M. Jean Nayrou tendant à insérer un nouvel alinéa disposant que les terrains faisant partie du domaine privé de l'Etat sont soumis de plein droit à l'action de l'association communale ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à modifier l'avant-dernier alinéa relatif au domaine de l'Etat (*ibid.*), observations, adoption du 1er sous-amendement de M. Jean Nayrou (p. 1722), retrait des deux autres sous-amendements de M. Jean Nayrou (p. 1723) ; sous-amendement par M. Claudius Delorme tendant à porter à 4 hectares la zone de sécurité autour des habitations (*ibid.*), retrait (p. 1724), l'article est réservé (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*), adoption modifiée (p. 1725). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille relatif à la constitution des associations intercommunales de chasse (*ibid.*), adoption (*ibid*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article relative à l'apport des droits de chasse et au maintien de l'aide financière aux associations commerciales (*ibid.*), adoption modifiée (p. 1726). — Art. additionnel 9 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à insérer un article additionnel 9 nouveau disposant qu'un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application de la loi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 2, précédemment réservé (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif au domaine de l'Etat, adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2, observations, adoption modifiée (p. 1727). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à modifier l'intitulé du projet de loi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées** ». — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Claudius Delorme ; Jean de Lachomette ; Pierre Marcilhacy ; Jean Nayrou ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; René Soudant ; Fernand Verdeille, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1727). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 65).

CHEMINOTS, voy. : QUESTIONS ORALES, 468.

CHEQUES POSTAUX, voy. : QUESTIONS ORALES, 548.

CLAIRETTE, voy. : BUDGET DE 1963, APRÈS L'ART. 76.

CODE CIVIL. — ADOPTION ET LEGITIMATION ADOPTIVE

Proposition de loi, présentée par M. Frédéric DUPONT, *député*, **modifiant certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale.** — *Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juin* 1962. — Voy. : Impressions nos 872, 1774 (1960), 411 (1962). — **Transmission au Sénat** [28 juin 1962] (I., n° 245). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [16 janvier 1963] (I., n° 41). — **Discussion** [22 janvier 1963] (p. 108 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Louis Namy, Maurice Verillon ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Discussion des articles.* — Art. A (p. 114). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à l'adoption des mineurs de 16 ans (*ibid.*), adoption (p. 115). — Art. 1er (p. 115). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à l'adoption d'un enfant naturel (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Article additionnel 1er *bis* nouveau (p. 115). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 1er *bis* nouveau relatif à l'autorisation d'adoption en cas de refus abusif des parents (*ibid.*), adoption (p. 116). — Art. 2 (p. 116). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, concernant le paragraphe 1 de l'article et relatif à la tierce-opposition (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, concernant le paragraphe 1 de l'article et relatif à la tierce-opposition (*ibid.*). — Discussion commune, adoption de l'amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, modifié (p. 117), adoption de l'amendement par M. Jean Foyer, dans son 2e alinéa (*ibid.*). — Art. 3 (p. 117). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à la mention de l'adoption sur les actes d'état civil (p. 118), adoption (*ibid.*). — Art. 4 (p. 118). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à certaines mentions sur l'acte de naissance d'un enfant adopté (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 5 (p. 118). — Amendement rédactionnel par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (p. 119). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy relatif aux pupilles de l'Etat (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à modifier le dernier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 368 du code civil (*ibid.*), sous-amendement, par M. Pierre Marcilhacy, tendant à ajouter référence aux formalités prévues au 2e alinéa de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889 (*ibid.*), adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Art. 6 (p. 119). — Amendement, par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à supprimer cet article, conséquence de la suppression de l'art. 4 (*ibid.*), adoption (p. 120). — Art. 8 (p. 120). — Amendement, par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à supprimer cet article relatif à l'irrévocabilité de la légitimation adoptive et au refus d'adhésion (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Article additionnel 9 nouveau (p. 120). — Amendement Par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 9 nouveau relatif au transfert des droits de puissance paternelle (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 10 nouveau (p. 120). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 nouveau modifiant l'article 81 du code de la famille et d'aide sociale concernant les règles du secret (*ibid.*), observations. — Sous-amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, relatif à la communication des dossiers par le service de l'aide sociale aux magistrats de l'ordre judiciaire (p. 123), rejet du sous-amendement (p. 123) et adoption de l'amendement (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi (p. 123), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale.** — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Léon Messaud. — Sur l'ensemble (p. 123). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 15). — **Adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 7 février 1963.** — Voy. : Impression n° 12.

Deuxième transmission au Sénat [8 février 1963] (I., n° 53). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [14 février 1963] (I., n° 59). — **Discussion** [19 février 1963] (p. 887 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. — *Discussion des articles.* — Art. 1er *bis* (p. 888). — Amendement rédactionnel par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 1er *ter* (p. 888). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à l'article 355 du code civil (*ibid.*), observations, retrait (p. 889). — Art. 5 (p. 889). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une rédaction simplifiée de cet article qui prévoit les conditions dans lesquelles peut s'exercer la légitimation adoptive (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer les deux derniers alinéas du texte modificatif proposé pour l'article 368 du code civil (p. 890), adoption (*ibid.*). — Art. 10 (p. 890). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à modifier le 3e alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 81 du code de la famille (*ibid.*), observations, adoption (p. 891). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer le dernier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 81 du code de la famille (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (p. 891). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 21). — Adoption définitive par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, le 20 février 1963. — Voy : Impressions nos 181, 182, 19.

Promulgation : loi du 1er mars 1963. (*J. O.* du 2 mars 1963. — Erratum *J. O.* du 12 mars 1963.)

CODE CIVIL (ART. 75. — MARIAGE)

Proposition de loi, présentée par M. Jacques DESCOURS-DESACRES, *sénateur*, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil [19 juillet 1962] (I., n° 300, 1961-1962). — **Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.** — **Rapport par M. Gustave Héon** [9 mai 1963] (I., n° 86). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1157). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Gustave Héon, rapporteur ; Jacques Descours-Desacres ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bertrand. — *Article unique* (*ibid.*) — ADOPTION (n° 38). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 297, 427, 73.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

CODE CIVIL (ART. 595, 1429, 1430 ET 1738)

Proposition de loi, présentée par M. Jean GEOFFROY, *sénateur*, tendant à modifier les articles 595, 1429, 1430 et 1718 du code civil relatifs aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits ainsi que l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés [5 juin 1963] (I., n° 112). — **Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.** — **Rapport par M. Marcel Molle** [5 novembre 1963] (I., n° 19). — **Discussion** [7 novembre 1963] (p. 2300 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Molle, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2301). — Art 2 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Foyer, tendant à une modification de forme (p. 2302), adoption (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Foyer, tendant à modifier le 2e alinéa relatif à la location des biens de l'aliéné (*ibid.*), observations, rejet (p. 2303). — *Nouvel intitulé :* Proposition de loi **tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits, ainsi que les articles 31 et 32 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.** — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jean Geoffroy ; Marcel Molle, rapporteur. — *Explication de vote :* M. Octave Bajeux. — Sur l'ensemble (p. 2304). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 15).

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (TITRE Ier DU LIVRE II)

Projet de loi, présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population*, **modifiant le titre Ier (protection maternelle et infantile) du livre II du code de la santé publique.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 537, 628, 105. — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1963] (I., n° 32). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART. L 506), voy. : Opticien-lunetier.

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE, *sénateur*, **tendant à modifier l'article L. 470 du code de la sécurité sociale** [18 juillet 1963] (I. n° 196). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports*, **relatif aux droits réels sur les aéronefs et à la saisie et vente forcée de ceux-ci.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 173, 487, 70. — *Nouvel intitulé :* **« Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des titres Ier et IV du livre Ier du code de l'aviation civile, relatives aux droits réels sur les aéronefs et aux saisie et vente forcée de ceux-ci ».** — **Transmission au Sénat** [24 juillet 1963] (I., n° 207). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [15 octobre 1963] (I., n° 9). — **Discussion** [29 octobre 1963] (p. 2186 et suiv). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Abel-Durand, rapporteur. *Discussion des articles* (p. 2188). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Abel-Durand tendant à fixer à deux mois au lieu de trois le délai d'inscription de la créance au registre d'immatriculation de l'aéronef (p. 2189), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Sur l'ensemble (p. 2189). ADOPTION MODIFIÉE (n° 9). Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 19 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 624, 748, 153.

Promulgation : loi du 31 décembre 1963 (*J. O.* du 3 janvier 1964 ; erratum *J. O.* du 5 février 1964).

CODE DE PROCEDURE PENALE

I. — Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **modifiant et complétant le code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 janvier 1963. — Voy. : Impressions nos 46, 58 (1962), 6 (1963). — **Tranmission au Sénat** [9 janvier 1963] (I., n° 31). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Vignon [9 janvier 1963] (I., n° 33). — **Discussion** [9 janvier 1963] (p. 3 et suiv.). — *Discussion générale commune* avec celle du projet de loi **fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale** (I., n° 32, 1962-1963. — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Vignon, rapporteur ; Marcel Champeix ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Antoine Courrière ; Emile Hugues ; André Maroselli ; Pierre Marcilhacy ; Edouard Le Bellegou ; Robert Bruyneel ; Louis Namy ; Georges Boulanger ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre de La Gontrie ; Charles Fruh. — *Discussion des articles.* — Art. 1er (p. 17). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à reprendre le texte du Gouvernement pour le 2e alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 30 du code de procédure pénale (*ibid.*), adoption (p. 18). — Troisième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 30 du code de procédure pénale, réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à reprendre le texte du Gouvernement pour l'article 63 du code de procédure pénale en ce qui concerne le droit pour la personne gardée à vue de se faire examiner par un médecin, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, relatif à l'article 77 du code de procédure pénale, conséquence de l'adoption de l'amendement précédent, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur (*ibid.*), adoption (p. 19). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur tendant à la suppression du paragraphe 3° concernant la provocation ou la participation à un attroupement de l'article 698 du code de procédure pénale

(*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à préciser les « entraves » à la circulation du 6e alinéa de l'article 698 du code de procédure pénale (*ibid.*), réservé (p. 20). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à supprimer le même alinéa 6 de l'article 698 du code de procédure pénale (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, précédemment réservé, tendant à préciser les « entraves » à la circulation, adoption modifiée (p. 21). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur, relatif à l'alinéa 11 de l'article 698 du code de procédure pénale (*ibid.*), adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, relatif à l'alinéa 15 de l'article 698 du code de procédure pénale visant les « extorsions de fonds » (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à modifier le texte modificatif pour l'article 698 du code de procédure pénale, antépénultième et pénultième alinéas (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement, par Mme Dervaux, tendant à compléter le texte modificatif pour l'article 698 du code de procédure pénale par une disposition concernant notamment les délits de presse (p. 22), rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à supprimer l'article 699 du code de procédure spéciale relatif au jugement des mineurs (*ibid.*) et amendement identique de M. Louis Namy (*ibid.*) (p. 22). — Vote par scrutin public (n° 4), adoption (p. 24). — Art. 1er réservé (*ibid.*). — Art. 4 (p. 24). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à insérer un article 4 nouveau relatif à l'activité des partis politiques et des organisations syndicales (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 1er précédemment réservé (p. 42). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à supprimer le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 30 du code de procédure pénale (p. 43), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Jean Bardol ; Raymond Bonnefous, président de la commission ; Antoine Courrière ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Emile Hugues ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Louis Namy ; Paul Pelleray ; Marcel Prélot ; Georges Rougeron ; Robert Vignon, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 43) et par scrutin public (n° 6). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 11). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 11 janvier 1963. — Voy. : Impressions nos 97, 100, 7.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) (9 janvier 1963, p. 43). — Election des membres de la commission (10 janvier 1963, p. 54). — Rapport par M. Robert Vignon [11 janvier 1963] (I., n° 38). — **Discussion** [11 janvier 1963] (p. 58 et suiv.). — *Discussion générale commune* avec celle du projet de loi **fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale** (I., n° 32, 1962-1963). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Vignon, rapporteur pour le Sénat de la commission paritaire ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Discussion des articles.* — Art. 1er (p. 59), adoption (p. 60). — *Explications de vote :* MM. Edouard Le Bellegou ; Léon Jozeau-Marigné ; Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 62) et par scrutin public (n° 7). — ADOPTION (n° 12). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 15 janvier 1963 (*J. O.* du 16 janvier 1963).

II. — Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **complétant l'article 775 du code de procédure pénale** [25 juin 1963] (I., n° 141). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [16 juillet 1963] (I., n° 181). — **Discussion** [17 octobre 1963] (p. 2112). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Abel-Durand rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 2).

CODE DE PROCEDURE PENALE (ART. 698). Voy. : CODE DE SURETÉ DE L'ETAT.

CODE DES DOUANES

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **modifiant diverses dispositions du code des douanes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 116, 338, 64. — **Transmission au Sénat** [24 juillet 1963] (I., n° 206). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [10 octobre 1963] (I., n° 3). — **Discussion** [24 octobre 1963] (p. 2157 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. *Discussion des articles* (p. 2159 et suiv.). — Art. additionnel A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à insérer un article additionnel A nouveau relatif au procédé de ratification des textes douaniers et à la modification corrélative de divers articles du code des douanes (*ibid.*), observations, adoption (p. 2164). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit tendant à supprimer l'article 5 qui modifie les articles 169 à 174 du code des douanes relatifs à l'admission temporaire (p. 2165) ; observations, rejet (p. 2166). — Art. 23 (p. 2167). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à une nouvelle rédaction du § 2 du texte proposé pour l'article 341 *bis* du code des douanes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Raymond Bonnefous, président de la commission ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Etienne Dailly ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 2167). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 5). Adoption en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 11 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 602, 706, 131.

Deuxième transmission au Sénat [12 décembre 1963] (I., n° 80). — Rapport par M. Jean Bertaud [12 décembre 1963] (I., n° 81). — **Discussion** [13 décembre 1963] (p. 3200 et suiv.). — *Discussion de l'art. A* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à rétablir cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 3204). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bertaud rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Etienne Dailly ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 3204). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 42). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 13 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 745, 759, 761, 139.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [13 décembre 1963] (p. 3204) . — Election des membres de la commission [17 décembre 1963] (p. 3210 et 3224). — Rapport par M. Jean Bertaud [18 décembre 1963] (I. n° 91).

Troisième transmission au Sénat [18 décembre 1963] (I., n° 93). — Rapport par M. Jean Bertaud [18 décembre 1963] (I., n° 94). — **Discussion** [18 décembre 1963] (p. 3241). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article A* (p. 3241). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à rétablir cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une nouvelle rédaction (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 46). TROISIÈME LECTURE.

Adoption définitive en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 19 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 774, 775, 155.

Promulgation : loi du 31 décembre 1963 (*J. O.* du 3 janvier 1964. Erratum *J. O.* du 14 janvier 1964).

CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Projet de loi, présenté par M. Jacques MARETTE, *ministre des postes et télécommunications,* **portant modification des articles L. 115, L. 116 et L. 123 du code des postes et télécommunications.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 16 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 212, 458, 57. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1963] (I., n° 187). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [24 juillet 1963] (I., n° 205). — Discussion [26 juillet 1963] (p. 1965 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Abel-Durand, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 1967). — ADOPTION (n° 84). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

CODE DU TRAVAIL (ART. 107 A DU LIVRE Ier)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **complétant l'article 107 *a* du livre Ier du code du travail.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 juin 1963. — Voy. : impressions nos 51, 327, 28. — **Transmission au Sénat** [5 juin 1963] (I., n° 113). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Lambert [27 juin 1963] (I., n° 148). — **Discussion** [11 juillet 1963] (p. 1660). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Lambert, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Article unique* (p. 1660). — ADOPTION (n° 61). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 19 juillet 1963 (*J. O.* du 20 juillet 1963).

CODE DU TRAVAIL (ART. 290 DU LIVRE Ier)

Proposition de loi, présenté par M. Roger CARCASSONNE, *sénateur,* **tendant à modifier l'article 290 du livre Ier du code du travail** [18 décembre 1963] (I., n° 92). — Renvoi à la commis-

sion des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DU TRAVAIL DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Proposition de loi présentée par M. Auguste PINTON, *sénateur*, **modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [30 avril 1963] (I., n° 76). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [16 mai 1963]. — Rapport par M. Bernard Lemarié [20 juin 1963] (I., n° 134). — Avis par M. Auguste Pinton [20 juin 1963] (I., n° 135). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1451 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Bernard Lemarié, rapporteur ; Auguste Pinton, rapporteur pour avis. *Article unique* (p. 1453). — Amendement par M. Henri Cornat, tendant à définir la « résidence habituelle » (p. 1454). — Sous-amendement par M. Roger Menu tendant à compléter la définition de l'amendement (p. 1455), rejet par scrutin public (n° 39). — Adoption de l'amendement de M. Henri Cornat (p. 1455). — Amendement par M. Auguste Pinton relatif à la renonciation à certains avantages par les travailleurs (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Adoption de l'article unique (p. 1456). — Art. additionnel 2 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Auguste Pinton tendant à insérer un article additionnel 2 nouveau relatif aux congés et voyages (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Bernard Lemarié, rapporteur, faisant référence aux conventions collectives (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Modification d'intitulé :* **Proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer.** — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Henri Cornat, Léon David, Louis Jacquinot, ministre d'Etat ; Bernard Lemarié, rapporteur ; Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Auguste Pinton, rapporteur pour avis. — Sur l'ensemble (p. 1456). — ADOPTION (n° 50). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 412, 464, 68.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [24 juillet 1963] (I., n° 204). — Renvoi à la commission des affaires sociales et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Avis par M. Auguste Pinton [25 juillet 1963] (I., n° 219). — Rapport par M. Bernard Lemarié [26 juillet 1963] (I., n° 230). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1996 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Bernard Lemarié, rapporteur ; René Jager, au nom de M. Auguste Pinton, rapporteur pour avis. *Discussion des articles* (p. 1997). Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lemarié tendant à insérer, dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 94 *bis* du code, après les mots « peut renoncer », les mots « pour l'avenir » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lemarié tendant à supprimer le texte proposé pour l'article 94 *ter* du code relatifs aux contrats à durée illimitée (*ibid.*), observations, adoption (p. 1998). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lemarié tendant à supprimer cet article, conséquence de la suppression de l'article 94 *ter* (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Louis Jacquinot, ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer ; René Jager, rapporteur pour avis ; Bernard Lemarié, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1998). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 93). DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n°s 515, 516, 94.

Transmission au Sénat (troisième lecture) [29 juillet 1963. — *J. O.* 1er octobre 1963, p. 2039] (I., n° 233). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Bernard Lemarié [22 novembre 1963] (I., n° 37). — **Discussion** [3 décembre 1963] (p. 3048 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, au nom de M. Bernard Lemarié, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Auguste Pinton. — *Discussion des articles* (p. 3049 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lemarié tendant à supprimer le texte présenté pour l'art. 94 *ter* du code du travail dans les territoires d'outre-mer (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 3050). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lemarié, tendant à supprimer cet article devenu sans objet, adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 20). TROISIÈME LECTURE. — Adoptée en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 709, 725, 138.

Transmission au Sénat (quatrième lecture) [18 décembre 1963] (I., n° 95). COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2, de la Constitution) [20 décembre 1963] (p. 3257).

CODE ELECTORAL

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **portant modification des articles 12, 14 et 87 du code électoral relatifs à l'inscription sur la liste électorale et au vote par procuration** [5 juin 1962] (I., n° 213). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Rapport par M. Georges Boulanger [6 décembre 1962] (I., n° 13). — **Discussion** [13 juin 1963] (p. 1339 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Vignon, au nom de M. Georges Boulanger, rapporteur. — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Longchambon, tendant à compléter l'article 2 par une disposition permettant au procurataire d'un Français résidant hors de France de pouvoir disposer de deux procurations (*ibid.*), observations, adoption (p. 1340). — Art. additionnel 3 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Longchambon, tendant à insérer un article additionnel 3 (nouveau) permettant aux Français de l'étranger le vote par correspondance aussi bien que par procuration (*ibid.*), observations, rejet (p. 1343). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; le général Antoine Béthouart ; Louis Gros ; Henri Longchambon ; Jacques Maziol, ministre de la construction ; Robert Vignon. — Sur l'ensemble (p. 1343). — ADOPTION (n° 42). — Adopté par l'Assemblée nationale, le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 352, 484, 71.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 3 juillet 1963).

CODE GENERAL DES IMPOTS (ART. 31)

Proposition de loi présentée par M. Modeste LEGOUEZ, *sénateur*, **tendant à compléter l'article 31 du code général des impôts** [19 décembre 1963] (I., n° 109). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE GENERAL DES IMPOTS (ART. 1577)

Proposition de loi, présentée par M. Gustave HÉON, *sénateur*, **tendant à compléter l'article 1577-III du code général des impôts (minimum garanti de la taxe locale)** [28 mai 1963] (I., n° 2033). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE PENAL (ART. 335-4, PROXENETISME)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **tendant à compléter l'article 335-4 du code pénal** [4 octobre 1962] (I., n° 4, 1962-1963). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale — Rapport par M. Jean Geoffroy [9 mai 1963] (I., n° 87). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1156 et 1157). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Geoffroy, rapporteur sur l'ensemble (p. 1157). — ADOPTION (n° 37).

CODE PENAL (ART. 383)

Proposition de loi, présentée par M Jean DE BAGNEUX, *sénateur* **tendant à modifier l'article 383 du code pénal en vue de protéger contre le cambriolage les habitations privées classées monuments historiques et ouvertes au public** [20 juin 1963] (I. n° 136). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE RURAL (ART. 811 ET 845)

Proposition de loi, présentée par M. René BLONDELLE, *sénateur*, **tendant à modifier les articles 811 et 815 du code rural** [3 novembre 1960] (I., n° 27). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan.* — *Rapport par M. Jacques Delalande* [3 novembre 1960] (I., n° 28). — *Avis par M. Michel de Pontbriand* [3 novembre 1960] (I., n° 29). — **Discussion** [9 décembre 1960] ADOPTION (n° 40). — *Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juin* 1962. — Voy. : Impressions

n°s 1689, 1708, 408. — *Nouvel intitulé :* Projet de loi **tendant à modifier les articles 811, 837, 838, 842, 843, 845 et 861 du Code rural relatifs aux décrets de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux.**

Transmission au Sénat (Deuxième lecture) [3 juillet 1962] (I., n° 252). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Molle* [13 décembre 1962] (I., n° 15). — *Avis par M. Octave Bajeux* [13 décembre 1962] (I., n° 20). — **Discussion** [9 mai 1963] (p. 1023 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Molle, rapporteur ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Octave Bajeux, rapporteur pour avis. — *Discussion des articles* (p. 1024). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Hector Dubois tendant à fixer à douze ans la durée minimum des baux ruraux, observations, retrait (p. 1025). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Molle (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Louis André relatif à la reprise en cas de décès (*ibid.*), observations, retrait (p. 1026). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à préciser que la reprise triennale ne peut être exercée par un acquéreur à titre onéreux qu'à l'expiration du bail en cours lors de l'acquisition (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 1er A nouveau (p. 1026). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 1er A nouveau relatif à la résiliation (*ibid.*), adoption (p. 1027). — Après l'art. 1er A nouveau (p. 1027). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à insérer un article additionnel 1er A *bis* nouveau disposant que l'art. 830-1 du code rural est applicable aux instances en cours (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 1er *ter*. — Amendement par M. Octave Bajeux et amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, relatifs à la substitution d'un autre bénéficiaire du droit de reprise à celui qui figure dans le congé (*ibid.*), observations, adoption des deux amendements (p. 1028). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Molle, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 1er *ter* A nouveau (p. 1028). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 1er *ter* A nouveau relatif au droit de reprise en cas de décès ou de donations entre vifs (*ibid.*) et sous-amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, relatif au droit de reprise en cas de décès (p. 1029), rejet du sous-amendement et adoption de l'amendement (*ibid.*). — Art. 1er *quater* (p. 1029). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Molle, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 1er *quinquies* (p. 1029). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à préciser que le premier alinéa de l'article 843 du code rural est abrogé (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 1er *sexies* nouveau (p. 1029). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à insérer un article 1er *sexies* nouveau disposant que les trois derniers alinéas de l'article 844 du code rural sont abrogés (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 2 (p. 1029). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, relatif : 1° à l'application des dispositions concernant la législation sur les cumuls ; 2° aux conditions dans lesquelles l'exploitation peut être considérée comme personnelle pour le propriétaire qui effectue la reprise ; 3° à la reprise par les personnes morales ; 4° à la suppression du dernier alinéa du texte de l'Assemblée nationale (p. 1030), observations. — Sous-amendement par M. Octave Bajeux exigeant du bénéficiaire de la reprise, des connaissances agricoles suffisantes (p. 1032). — Sous-amendement par M. Octave Bajeux relatif à l'invalidation possible du congé par le tribunal paritaire (p. 103) et sous-amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, relatif au droit de reprise partielle (*ibid.*). — Les sous-amendements ne sont pas adoptés. — Adoption de l'amendement (p. 1035). — Art. 2 A (nouveau) (p. 1035). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 A nouveau modifiant l'art. 846 du code rural (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Octave Bajeux, relatif à l'article 846 du code rural (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné tendant à insérer un article additionnel 2 A nouveau modifiant le début de l'article 846 du code rural (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 2 B nouveau (p. 1036). — Amendement par M. Octave Bajeux, tendant à insérer un article additionnel 2 B nouveau modifiant le deuxième alinéa de l'article 846 du code rural, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 *bis* (p. 1036). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 861 du code rural relatif aux baux des collectivités publiques (*ibid.*), observations, adoption (p. 1038). — Art. 3 (p. 1038). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à préciser les dispositions nouvelles applicables aux baux et instances en cours (*ibid.*). — Sous-amendement rédactionnel par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat (*ibid.*), adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (p. 1039). — Sous-amendement par M. Jean Deguise, précisant que les nouvelles dispositions seront applicables à tous les litiges dans lesquels n'est pas intervenue une décision judiciaire passée en force de chose jugée (*ibid.*) ; rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, relatif à la forclusion (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à remplacer dans le deuxième alinéa de l'article 3 le mot : « fonds », par le mot : « bien » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* **Proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846 et 861 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux.** — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Louis André ; Octave Bajeux, rapporteur pour avis ; René Blondelle ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean Deguise ; Jacques Delalande ; Claudius Delorme ; Hector Dubois ; Pierre de La Gontrie ; Léon Jozeau-Marigné ; Marcel Molle, rapporteur ; Paul Pelleray. — Sur l'ensemble (p. 1039). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 28) DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. Voy. : Impressions, n°s 1233, 421, 86. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier les articles 811, 830-1, 837, 838-1, 842, 843, 844, 845, 846, 861 et 865 du code rural relatifs aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux.** »

Transmission au Sénat (troisième lecture) [26 juillet 1963] (I., n° 227). — Renvoi à la commission des loi constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [26 juillet 1963] (p. 1950). — Election des membres de la commission [26 juillet 1963] (p. 1970 et 1989). — Rapport par M. Marcel Molle [10 octobre 1963] (I., n° 4). — **Discussion** [17 décembre 1963] (p. 3215 et suiv.) — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Marcel Molle, rapporteur; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 3219). — Art. 2 (p. 3220). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à modifier les 6e et 7e alinéas du texte proposé pour l'art. 845 du code rural (*ibid.*), observations, adoption (p. 3221). — Amendement par M. Jean de Broglie, tendant à modifier le paragraphe II relatif à l'article 845-1 du code rural. (Limite d'âge pour l'exercice du droit de reprise) (*ibid.*), observations, adoption (p. 3222). — Art. 2 *ter* (p. 3223). — Amendement par M. Jean de Broglie, tendant à modifier le texte modificatif proposé pour l'article 862 du code rural. (Conversion du métayage en fermage) (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, tendant à préciser les conditions d'application du nouveau texte (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code rural relatives aux droits de reprise et de renouvellement en matière de baux ruraux** ». *Ont pris part à la discussion :* MM. Octave Bajeux ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Molle, rapporteur. — ADOPTION (n° 43). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

CODE RURAL (Art. 841).

Proposition de loi, présentée par M. Edmond THORAILLER, *député*, **tendant à relever de forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du code rural.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 14 novembre 1961. — Voy. : Impressions, n°s 508 (1959), 1387, 1516, 332 (1961). — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1961] (I., n° 63). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné* [13 décembre 1962] (I., n° 22). — **Discussion** [9 mai 1963] (p. 1039 et suiv.) — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. *Discussion des articles* (p. 1040). — Art. 1er (ibid.). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné tendant à supprimer cet article pour double emploi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 1er *bis* (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Léon Jozeau-Marigné (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 2 (p. 1040). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, disposant qu'en cas de non-conciliation, le tribunal pourra être saisi au fond à tout moment par la partie

la plus diligente (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 1041). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à supprimer cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid*). Amendemant par M. Léon Jozeau-Marigné, relatif à l'opposition de la forclusion (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Claudius Delorme ; Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1041). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 29).

CODE RURAL (ART. 1147)

Proposition de loi, présentée par M. Yves GUENA, *député*, **tendant à modifier l'article 1147 du code rural en ce qui concerne les accidents du travail agricoles dus à une faute intentionnelle.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 4 juillet 1963. Voy. : Impressions, n°s 170, 304, 51. — **Transmission au Sénat** [9 juillet 1963] (I., n° 167). — Rapport par M. Robert Soudant [24 octobre 1963] (I., n 16). — **Discussion** [7 novembre 1963] (p. 2290 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Soudant, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2291). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Soudant tendant à une nouvelle rédaction de l'article, limitant la rétroactivité aux accidents survenus depuis le 1er janvier 1962 (*ibid.*), observations, retrait (p. 2292). — Amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à une nouvelle rédaction de l'article, disposant que la loi est applicable aux accidents survenus après le 31 décembre 1961 et, lorsque l'instance est engagée, aux accidents antérieurs à cette date (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Marcel Molle à l'amendement précédent, tendant à compléter l'article par un deuxième alinéa relatif aux accidents causés par les préposés (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy ; Robert Soudant, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 2292). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 13). — Adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale, le 19 décembre 1963. Voy. : Impressions n°s 636, 717, 154.

Deuxième transmission au Sénat [19 décembre 1963] (I., n° 96). — Rapport par M. Robert Soudant [19 décembre 1963] (I., n° 97). — **Discussion** [19 décembre 1963] (p. 3253 et 3254). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Soudant, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Sur l'ensemble (p. 3254). — ADOPTION (n° 50) DEUXIÈME LECTURE TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 décembre 1963 (*J. O.* du 31 décembre 1963).

CODE RURAL (BAUX RURAUX)

Proposition de loi, présentée par M. Jean BARDOL, *sénateur*, **tendant à modifier certains articles du code rural, en vue d'améliorer le statut des baux ruraux** [30 avril 1963] (I., n° 80). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution, de demander la nomination d'une commission spéciale.

COLLECTIFS. Voy : LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES.

COLLECTIVITES LOCALES

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 13, 15.

Voy. : TAXES ADDITONNELLES A CERTAINS DROITS D'ENREGISTREMENT.

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL (A LA CHARGE DES COMMUNES), Voy. : QUESTIONS ORALES, 538.

COMBATS DE COQS, Voy. : PROTECTION DES ANIMAUX.

COMITE D'INVESTISSEMENTS DU FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (F. I. D. O. M.), Voy. : QUESTIONS ORALES, 456.

COMMISSION LAROQUE, Voy. : QUESTIONS ORALES, 518.

COMMUNES (ADMINISTRATION), Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 16.

COMMUNICATIONS DU PREMIER MINISTRE

Communication par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre*, du décret de M. le Président de la République en date du 6 février 1963, complétant le décret du 21 décembre 1962 **portant convocation du Parlement en session extraordinaire** (ordre du jour complémentaire) [7 février 1963] (p. 561).

Communication par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre*, d'une lettre déférant au Conseil Constitutionnel le texte de loi **portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière** [30 avril 1963] (p. 980).

Communication de M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre*, **relative à une modification de l'ordre du jour des 25 et 26 juillet 1963** [24 juillet 1963] (p. 1891).

COMMUNICATIONS DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lettre par laquelle M. Jacques CHABAN-DELMAS, *président de l'Assemblée nationale* **fait connaître la composition du bureau élu le 30 avril 1963** [7 mai 1963] (p. 1004).

Lettre de M. Jacques CHABAN-DELMAS, *président de l'Assemblée nationale*, **relative à la nomination des membres de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée** [14 mai 1963] (p. 1048).

Lettre de M. Jacques CHABAN-DELMAS, *président de l'Assemblée nationale*, **relative au report de la date limite de dépôt des candidatures pour la Haute Cour de justice** [28 mai 1963] (p. 1118).

CONCILIATION ET ARBITRAGE, Voy. : QUESTIONS ORALES, 540.

CONGES ANNUELS (POUR LES RESSORTISSANTS DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, AFFECTES DANS LA METROPOLE), Voy. : QUESTIONS ORALES, 542.

CONGES DE LONGUE DUREE, Voy. : QUESTIONS ORALES, 478.

CONGES PAYES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 537.

CONGRES DU PARLEMENT

Projet de loi constitutionnelle **portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution** (date et durée des sessions) [20 décembre 1963]. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Edmond Barrachin ; Jacques Duclos [*J. O.*, Congrès, p. 6 et suiv.].

CONGRES RADICAL D'EVIAN, Voy. : INCIDENT.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décisions.

Décision de rejet des requêtes **portant contestation du résultat des opérations électorales du 23 septembre 1962 : 1° dans le département de l'Aisne** (élection de MM. René Blondelle, Jean Deguise et Louis Roy) ; 2° **dans le département des Ardennes** (élection de Mme Marie-Hélène Cardot et de M. René Tinant) ; 3° **dans le département de la Guyane** (élection de M. Robert Vignon) [11 janvier 1963] (p. 58, 66 et 67).

Décision de rejet de la contestation dirigée contre l'**élection à l'Assemblée nationale de M. Waldeck L'Huillier,** à la suite du scrutin du 25 novembre 1962 [1er février 1963] (p. 348).

Décision de rejet des requêtes **portant contestation du résultat des opérations électorales du 23 septembre 1962 dans le territoire des îles Wallis et Futuna** (élection de M. Henri Loste) [30 avril 1963] (p. 980 et 983).

Décision relative aux deux propositions de loi déposées respectivement par MM. Camille Vallin et Francis Dassaud, sénateurs, et par plusieurs de leurs collègues, **relatives à l'extension à tous les salariés du secteur privé du bénéfice de la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par les arrêtés interministériels du 28 septembre 1948 et du 28 janvier 1950 ainsi que du supplément à cette prime prévu par les dispositions de la loi et du décret du 30 juillet 1960** [12 juin 1963] (p. 1322 et 1333).

Décision relative à la résolution **tendant à modifier les articles 44 et 45 du règlement du Sénat** [12 juin 1963] (p. 1322 et 1333).

Décision relative à la loi organique modifiant les articles 3 et 39, 2e alinéa, de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 **portant loi organique relative au statut de la magistrature** [3 octobre 1963] (p. 2060).

CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES, 457.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 16.

CONSEILS GENERAUX

Proposition de loi, présentée par M. Raymond BOSSUS, *sénateur,* **tendant à permettre effectivement aux conseils généraux de s'administrer librement** [11 juin 1963] (I., n° 123). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSEILS GENERAUX, voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 16.

CONSEILS MUNICIPAUX

Proposition de loi, présentée par M. Georges MARRANE, *sénateur,* **tendant à donner aux conseils municipaux le droit de s'administrer librement et à la Ville de Paris les mêmes droits qu'aux autres villes françaises** [7 mai 1963] (I., n° 83). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSERVERIES, voy. : QUESTIONS ORALES, 511.

CONSTITUTION

Proposition de loi constitutionnelle, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur,* **portant révision de la Constitution** [7 février 1963] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSTITUTION (ART. 28)

Projet de loi constitutionnelle **portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution,** présenté par M. Charles DE GAULLE, *Président de la République.* — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 décembre 1960. — Voy. : Impressions nos 1060, 1061, 232. — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1960] (I., n° 126). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot* [16 décembre 1960] (I., n° 127). — **Discussion** [16 décembre 1960] (p. 2413). REJET (n° 58). — Adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1960. — Voy. : Impressions nos 1072, 245.

Deuxième transmission au Sénat [16 décembre 1960] (I., n° 132). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot* [16 décembre 1960] (I., n° 136). — **Discussion** [16 décembre 1960] (p. 2417). REJET (n° 59). — Adopté en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1961. — Voy. : Impressions nos 1095, 1315, 276.

Troisième transmission au Sénat [19 juillet 1961] (I., n° 323). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot* [12 octobre 1961] (I., n° 12). — Rapport supplémentaire par M. Marcel Prélot [11 décembre 1963] (I., n° 79). — **Discussion** [18 décembre 1963] (p. 3234 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Prélot, rapporteur ; Jacques Duclos ; Antoine Courrière ; Edmond Barrachin ; Abel-Durand ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Explications de vote :* MM. Jacques Duclos ; Georges Rougeron. — Adoption par scrutin public (n° 24). — ADOPTION (n° 45). TROISIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

CONSTITUTION (ART. 34)

Proposition de loi organique, présentée par M. Edouard LE BELLEGOU, *sénateur,* **tendant, conformément au dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution, à préciser et à compléter les dispositions dudit article** [4 juillet 1963] (I., n° 166) — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSTRUCTION

Projet de loi, présenté par M. Jacques MAZIOL, *ministre de la construction,* **relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction** [4 octobre 1962] (I., n° 3). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean-Marie Bouloux* [13 décembre 1962] (I., n° 18). — **Discussion** [19 décembre 1962] (p. 1384 à 1388). ADOPTION (n° 3). — Adoption modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, le 21 mai 1963. — Voy. : Impressions nos 53, 34 (1962), 25 (1963). — **Transmission au Sénat** [28 mai 1963] (I., n° 101). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean-Marie Bouloux [5 juin 1963] (I., n° 110). — **Discussion** [13 juin 1963] (p. 1343). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économique et du plan. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 43). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 28 juin 1963 (*J. O.* du 29 juin 1963).

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS, Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 19.

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES — SOCIETES D'ACQUISITION

Projet de loi présenté par M. Pierre SUDREAU, *ministre de la construction,* **relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction** [5 octobre 1961] (I., n° 3). — *Renvoi à une commission spéciale. — Rapport par M. Jacques Delalande* [24 mai 1962] (I., n° 207). — **Discussion** [19 juin 1962] (p. 523 et suiv.). — ADOPTION [21 juin 1962] (I., n° 96). — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 octobre 1963. — Voy. : Impressions nos 60, 550, 95. — **Transmission au Sénat (deuxième lecture)** [15 octobre 1963] (I., n° 5). — Renvoi à une commission spéciale. — Rapport par M. Jacques Delalande [24 octobre 1963] (I., n° 15). — **Discussion** [30 octobre 1963] (p. 2199 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Delalande, rapporteur. — *Discussion des articles* (ibid.). — Art. 4 (p. 2200). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à compléter l'article « in fine » par les mots « autrement dénommée promesse synallagmatique de vente » (*ibid.*) ; l'article et l'amendement sont réservés (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif à la qualité de maître de l'œuvre (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 5 (*ibid.*). — Art. 5 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer cet article 5 *bis* nouveau disposant qu'un contrat de vente en l'état futur d'achèvement ne peut être conclu, à peine de nullité, avant l'achèvement des fondations de l'immeuble, observations, adoption (p. 2201). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement de M. Jacques Delalande tendant à supprimer cet article pour en renvoyer les dispositions à un autre article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif au syndicat de copropriété (*ibid.*), observations, adoption (p. 2202). — Art. 8 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer les mots « à leurs frais et risques » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement de M. Jacques Delalande tendant à modifier l'intitulé de la section II (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à une nouvelle rédaction de l'article relatif à la promesse synallagmatique de vente, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques

Delalande tendant à modifier l'intitulé de la section II, précédemment réservé, adoption (p. 2203). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, adoption (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à une nouvelle rédaction, observations, adoption modifiée par un sous-amendement du Gouvernement (*ibid.*). — Art. additionnel 10 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer un article additionnel 10 *bis* nouveau relatif à la renonciation au contrat (*ibid.*), adoption (p. 2204). — Art. additionnel 10 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement de M. Jacques Delalande, tendant à insérer un article additionnel 10 *ter* nouveau relatif à la résolution, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer les mots « vendu à terme », observation, adoption (*ibid.*). — Art. 11 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à une nouvelle rédaction (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 11 *bis* A (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à reprendre dans cet article les dispositions de l'article 6 supprimé (p. 2205), adoption (*ibid.*). — Art. 11 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à modifier le 2e alinéa de cet article, relatif à la garantie des vices apparents et cachés, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 11 *quinquies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer un article additionnel 11 *quinquies* nouveau relatif à la nullité de la promesse d'achat ou de vente, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande (*ibid.*), adoption (p. 2206). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande relatif au compte ouvert au nom de l'acheteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à ajouter, au second alinéa, après le mot « acquis », les mots « de plein droit », observations, adoption (p. 2207). — Art. 14 (*ibid*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, adoption (*ibid.*). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, consécutif à la modification de l'article 13, adoption (*ibid.*). — Amendement au 2e alinéa de cet article, par M. Jacques Delalande consécutif également à la modification de l'article 13, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au 3e alinéa, par M. Jacques Delalande, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer la mention de l'intitulé du chapitre III, conséquence des précédentes adoptions (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Après l'art. 15 (*ibid.*). — Art. 17, 18 et 18 *bis* (*ibid.*). — Amendements par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer ces articles, conséquence des précédentes adoptions (p. 2208), adoption (*ibid.*). — Art. 21 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à modifier la forme du 1er alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 22 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer les 2e et 3e phrases du 1er alinéa de cet article (p. 2209), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au début du 5e alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Article 26 (*ibid*). — Amendement par M. Jacques Delalande à la seconde phrase du second alinéa, conséquence de l'adoption de l'article 13 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer le 5e alinéa, ajouté par l'Assemblée nationale (*ibid.*), adoption (p. 2210). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Jacques Delalande, au second alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 29 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Jacques Delalande, au premier alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 30 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à insérer au 2e alinéa de cet article les mots « dans les conditions prévues à l'article 32 », adoption (*ibid.*). — Art. 31 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier la fin du 1er alinéa de cet article pour préciser que le syndicat est mandataire légal des propriétaires pour assurer l'achèvement des travaux (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 32 (*ibid.*). — Observations relatives aux défaillants. — Art. 35 (p. 221). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier le troisième alinéa de cet article en disposant que le contrat de vente ou de construction sera annexé aux statuts (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 36 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à rétablir l'article dans le texte voté au Sénat en première lecture (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 37 *bis* (p. 2212). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article, relatif à la révision des statuts (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 46 (p. 2213). — Amendement par M. Jacques Delalande précisant que c'est bien au profit d'un associé qu'est contractée l'obligation de la société (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à disposer au deuxième alinéa, que la société peut donner caution hypothécaire pour la garantie des emprunts contractés (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Art.* 47 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer le mot « candidat » au deuxième alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Art.* 48 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Jacques Delalande, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier pour harmonisation le troisième alinéa de cet article (*ibid.*), *adoption* (*ibid.*). — Amendement tendant à modifier pour harmonisation le quatrième alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (p. 2214). — Art. 49 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier pour harmonisation le second alinéa de l'article, adoption (*ibid.*). — Art. 50 (*ibid.*). Trois amendements par M. Jacques Delalande modifiant la rédaction de cet article, conséquence des modifications apportées aux articles précédents (*ibid.*). — Art. 51 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer le second alinéa de cet article relatif à la nullité des cessions de parts (*ibid.*), adoption (p. 2215). — Art. 53 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à rétablir les deux derniers alinéas dans le texte adopté par le Sénat en première lecture (*ibid.*), *adoption* (*ibid.*). — Art. 55 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à une rédaction plus précise de l'article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à rendre les dispositions de cet article applicables, dès la publication de la loi, aux sociétés régies par la loi du 28 juin 1938 ou par l'art. 80 de la loi du 7 février 1953 (p. 2216), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 56 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Maziol, ministre de la construction, tendant à modifier le premier alinéa de cet article relatif au retrait anticipé des associés (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 57 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à proposer une nouvelle rédaction de cet article concernant la gestion de l'immeuble après construction et le cas des promesses de cessions de parts (*ibid.*), observations adoption (*ibid.*). — *Art.* 58 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle relatif aux sociétés coopératives de construction (p. 2217), observations, retrait (*ibid.*). — *Art.* 58 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant au premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « à une autre coopérative » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Art.* 62 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à reprendre l'expression « réception des travaux » pour fixer la date de l'achèvement de l'immeuble (p. 2218), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au quatrième alinéa de l'article, par M. Jacques Delalande (p. 2219), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 62 *bis* A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à insérer un article additionnel 62 *bis* A nouveau concernant les nullités relatives (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 62 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à une nouvelle rédaction de l'article limitant les inconvénients de la clause compromissoire et la longueur de la procédure (*ibid.*), sous-amendement par M. Marcel Molle, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article, sous-amendement par M. Jacques Maziol, ministre de la construction, au deuxième alinéa de l'article, sous-amendement par M. Jacques Maziol, ministre de la construction, au dernier alinéa de l'article (*ibid.*), adoption des deux sous-amendements de M. Jacques Maziol, le sous-amendement de M. Marcel Molle et l'article sont réservés (p. 2220). — Art. 62 *quater* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer cet article relatif à l'affichage du prix de revient prévisionnel au mètre carré (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 62 *ter* (précédemment réservé). — Sous-amendement par M. Marcel Molle, observations, rejet (p. 2221), adoption de l'amendement par M. Jacques Delalande (*ibid.*). — Art. 63 (*ibid.*). — Deux amendements par M. Jacques Delalande tendant, le premier à modifier le § 2, le second à supprimer les § 5 *bis* et 5 *ter* (*ibid.*), observations, adoption (p. 2222). — Amendement par M. Jacques Delalande au § 5 *quater* tendant à ne prévoir la réglementation de la marge de commercialisation que dans le cas où la construction bénéficie de l'aide de l'État (*ibid.*), l'amendement et l'article 63 sont réservés (*ibid.*). — Art. 63 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer cet article relatif aux frais de notaire (*ibid.*), observations, rejet (p. 2224). — Amendement par M. Camille Vallin tendant à limiter l'augmentation du coût de la construction (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 63 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à insérer un article additionnel 63 *ter* nouveau disposant qu'un règlement d'administration publique déterminera la marge de commercialisaiton de la construction (*ibid.*), observations, rejet (p. 2225). — Amendement précédemment réservé au § 5 *quater* de l'article, par M. Jacques Delalande (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 64 (*ibid.*). — Deux amendements rédactionnels par M. Jacques Delalande (p. 2226), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à reprendre le 3e § dans le texte voté par le Sénat en 1re lecture (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande concernant le numérotage des chapitres, adoption (*ibid.*). — Art. 65 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande ten-

dant à supprimer le mot « sciemment » partout où il figure dans les textes concernant les pénalités (*ibid.*), observations, adoption (p. 2227). — Amendement d'harmonisation par M. Marcel Molle, au § 6 de l'article (*ibid*). — Art. 66 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer cet article, adoption (*ibid.*). — Art. 68 et 70 (*ibid.*). — Deux amendements, par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer le mot « sciemment » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 72 (p. 2228). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, adoption (*ibid.*). — Art. 73 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à supprimer le mot « sciemment » au début du § 1er de cet article, adoption (*ibid*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à reprendre, pour la fin du § 1er, le texte du Sénat adopté en première lecture (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Molle, tendant à reprendre, pour le § 2, le texte adopté par le Sénat en première lecture, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 73 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à insérer un article additionnel 73 *ter* nouveau relatif à la responsabilité des délits commis par le président du comité (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 75 *bis* (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer cet article pour harmonisation, adoption (p. 2229). — Art. 78 A (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à proposer une nouvelle rédaction pour cet article qui détermine les conditions d'entrée en vigueur de la loi (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 78 (*ibid.*). Deux amendements de coordination par M. Jacques Delalande (p. 2230), adoption (*ibid.*). — Art. 79 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à revenir au délai de six mois pour les formalités à accomplir par les sociétés de construction existantes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à rétablir l'alinéa 6 supprimé par l'Assemblée nationale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 79 *bis* (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer cet article, en conséquence des votes précédents, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 81 *bis* nouveau (p. 2231). — Amendement, par M. Jacques Delalande, tendant à insérer un article additionnel 81 *bis* nouveau prévoyant la transformation des sociétés de construction régies par la loi du 28 juin 1938 en sociétés de construction prévues par la présente loi (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Bernard Chochoy ; Jacques Delalande, rapporteur ; Vincent Delpuech ; Jacques Maziol, ministre de la construction ; Marcel Molle ; Joseph Voyant. *Explications de vote :* MM. Camille Vallin ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission spéciale. — Sur l'ensemble (p. 2232). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 11). DEUXIÈME LECTURE.

CONTRAT DE TRAVAIL

Proposition de loi, présentée par M. Pierre GARET, *sénateur*, **tendant au maintien du contrat de travail pour le personnel s'absentant pour satisfaire à des obligations de défense civile** [17 décembre 1963] (I., n° 88). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. (*Assentiment.*)

CONVENTIONS COLLECTIVES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 18.

COOPERATION CULTURELLE EN AFRIQUE ET A MADAGASCAR, voy. : QUESTIONS ORALES, 492.

COOPERATION FRANCO-ALLEMANDE, voy. : CONVENTIONS ET TRAITÉS.

COOPERATION MONETAIRE, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

COOPERATION TECHNIQUE FRANCO-MAROCAINE, voy. : QUESTIONS ORALES, 471.

CORRESPONDANCES MINISTERIELLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 521.

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer*, **relatif aux conditions d'admission des étrangers à la Côte française des Somalis.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 339, 489, 66. — **Transmission au Sénat** [24 juillet 1963] (I., n° 208). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Louis Courroy [24 juillet 1963] (I., n° 210). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1995). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Louis Courroy, rapporteur ; Louis Jacquinot, ministre d'Etat, chargé des départements et territoires d'outre-mer. — *Article unique* (ibid.). — ADOPTION (n° 92). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

COUR DE JUSTICE MILITAIRE

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **modifiant et complétant l'article 5 du code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 6 du code de justice militaire pour l'armée de mer.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 juin 1963. — Voy. : Impressions nos 114, 287, 35. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 122). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [9 juillet 1963] (I., n° 168). — **Discussion** [11 juillet 1963] (p. 1663 et 1664). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (p. 1664). — ADOPTION (n° 63). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 22 juillet 1963 (*J. O.* du 23 juillet 1963).

COUR DES COMPTES

Dépôt du rapport annuel [28 mai 1963] (p. 1124).

COUR DE SURETE DE L'ETAT

1. Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 janvier 1963. — Voy. : Impressions nos 47, 59, 5. — **Transmission au Sénat** [9 janvier 1963] (I., n° 32). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Vignon [9 janvier 1963] (I., n° 34). — **Discussion** [9 janvier 1963] (p. 3 et suiv.). — *Discussion générale commune* avec celle du projet de loi **modifiant et complétant le code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat** (I., n° 31, 1962-1963, cf. ce projet de loi). — *Discussion des articles.* — Art. 1er (p. 25). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à modifier les 3e et 4e alinéas de l'article, relatif aux officiers juges (p. 26), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à supprimer la fin du 4e alinéa de l'article relatif au jugement des mineurs (p. 27), adoption (*ibid.*). — Art. 2 (p. 27). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou relatif à la nomination du premier président, des présidents et membres des chambres permanentes de la Cour de sûreté de l'Etat (*ibid.*), rejet (p. 28). — Art. 6 (p. 28). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou relatif à la position de détachement renouvelable (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. 9 (p. 28). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, conséquence de la modification du 3e alinéa de l'art. 1er (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 12 (p. 29). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, relatif aux traitements et indemnités des magistrats (*ibid.*), et amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant également à la suppression des indemnités particulières prévues (*ibid.*). — Observations. — Adoption de l'amendement de M. Robert Vignon, rapporteur, modifié (p. 31) et l'amendement par M. Edouard Le Bellegou, sans objet, est retiré (*ibid.*). — Art. 16 (p. 31). — Observations sur la prolongation du délai de garde à vue (*ibid.*). — Amendement par M. Léon David tendant à supprimer cet article relatif à la garde à vue (*ibid.*), rejet (p. 32). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant, par une modification de l'article, à supprimer la garde à vue (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, relatif à la garde à vue, sans objet, retiré (*ibid.*). — Art. 17 (p. 32). — Amendement par M. Léon David tendant à supprimer cet article relatif aux perquisitions et saisies de nuit (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 19 (p. 32). — Amendement par M. Léon David tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux perquisitions et saisies de nuit (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 22 (p. 33). — Amendement par Mme Renée Dervaux tendant à supprimer cet article afin que l'art. 139 du code de procédure pénale reste applicable (*ibid.*), observations, rejet (p. 34). — Art. 25 (p. 34). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à remplacer la référence à l'art. 53 par la référence à l'art. 28 (*ibid.*), article et amendement sont réservés (*ibid.*). — Art. 26 (p. 34). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, précisant, au 1er alinéa de l'article,

que le juge d'instruction doit énoncer les faits imputés et préciser leur qualification légale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Prelot tendant à harmoniser les 5e et 6e alinéas de l'article avec le nouvel article 698 du code de procédure pénale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à modifier le dernier alinéa de l'article relatif aux décisions de classement (p. 35), adoption (*ibid.*). — Art. 28 (p. 35). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à rétablir cet article (*ibid.*), adoption (p. 36). — Art. 25 précédemment réservé (p. 36). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur, précédemment réservé (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 29 *bis* (p. 36). — Amendement par M. Jacques Henriet tendant à insérer un article additionnel 29 *bis* nouveau relatif à la responsabilité de l'Etat en cas de garde à vue injustifiée (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 33 (p. 37). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à prévoir l'audition du bâtonnier ou d'un représentant du conseil de l'ordre avant toute sanction contre un avocat (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article relatif aux conséquences des sanctions disciplinaires (*ibid.*), observations (p. 38). — Retrait de l'amendement précédent de M. Edouard Le Bellegou (p. 39). — Adoption de l'amendement modifié de M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice (*ibid.*). — Art. 36 (p. 39). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à supprimer les trois derniers alinéas relatifs aux mineurs (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 47 (p. 40). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, sur la durée du délai de garde à vue (*ibid.*), adoption modifiée (p. 41). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 49 (p. 41). — Amendement rédactionnel par M. Robert Vignon, rapporteur (*ibid.*), observations sur l'abaissement de la limite d'âge des magistrats, adoption (p. 42). — Art. 53 (p. 42). — Amendement par M. Robert Vignon, rapporteur, tendant à supprimer cet article dont les dispositions ont été reprises dans l'articles 28 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Raymond Bonnefous, président de la commission ; Georges Boulanger ; Robert Bruyneel ; Etienne Dailly ; Léon David ; Jacques Delalande ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jacques Henriet ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Jacques Masteau ; Léon Messaud ; Auguste Pinton ; Marcel Prélot ; Gustave Philippon ; Jacques Soufflet ; Robert Vignon, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 42), et par scrutin public (n° 5). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 10). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 11 janvier 1963. — Voy. : Impressions nos 96, 101, 8 (1963).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [9 janvier 1963] (p. 43). — Election des membres de la commission [10 janvier 1963] (p. 54). — Rapport par M. Robert Vignon [11 janvier 1963] (I., n° 39). — **Discussion** [11 janvier 1963] (p. 58 et suiv.). — *Discussion générale commune* avec celle du projet de loi **modifiant et complétant le code de procédure pénale en vue de la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat** (I., n° 31, 1962-1963, cf. ce projet de loi). — *Articles.* — Art. 1er (p. 62). — Art. 9, 12, 16, 20, 25 à 27 (p. 63). — Art. 28, 33, 36 et 37, 47 et 49 (p. 64). — Sur l'ensemble (p. 64) et par scrutin public (n° 8). — ADOPTION CONFORME (n° 13), TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 15 janvier 1963 (*J. O.* du 16 janvier 1963).

2. — Projet de loi, **présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 février 1963. — Voy. : Impressions nos 142, 146, 14. — **Transmission au Sénat** [14 février 1963] (I., n° 57). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [14 février 1963] (I., n° 58). — Déclaration d'urgence. — **Discussion** [14 février 1963] (p. 824 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Charles Fruh ; Louis Namy. *Discussion de l'article unique* (p. 831). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, tendant à compléter l'article unique par une disposition relative au contrôle de légalité par la voie du recours en cassation pour toute décision rendue par la cour militaire de justice (*ibid.*), observations, vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'art. 44, 3e alinéa, de la Constitution (p. 832). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand ; Jean Deguise ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — *Explications de vote* (p. 833) : MM. Léon Motais de Narbonne ; Paul Levêque ; Maurice Bayrou ; Pierre de La Gontrie. — Sur l'ensemble (p. 835), et par scrutin public (n° 21). — REJET (n° 17).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [14 février 1963] (p. 835). — Election des membres de la commission [15 février 1963] (p. 876). — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [19 février 1963] (I., n° 63). — Adopté, en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, le 19 février 1963. — Voy. : Impressions nos 174, 16.

Deuxième transmission au Sénat [19 février 1963] (I., n° 64). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [15 février 1963] (I., n° 65). — **Discussion** [19 février 1963] (p. 880 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Antoine Courrière ; Georges Marrane ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre de La Gontrie. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, 3e alinéa, de la Constitution (p. 883). — *Explications de vote* (*ibid.*) : M Pierre de La Gontrie ; Edouard Le Bellegou ; Maurice Bayrou ; Abel Durand ; Jean Lecanuet ; Jacques Duclos ; Charles Fruh ; Guy de La Vasselais. — Sur l'ensemble (p. 887) et par scrutin public (n° 23). — REJET (n° 20). — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 19 février 1963. — Voy. : Impressions nos 180, 18.

Promulgation : loi du 20 février 1963 (*J. O.* du 22 février 1963).

COURS POSTSCOLAIRES AGRICOLES ET MENAGERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 469.

CROIX-ROUGE, voy. : QUESTIONS ORALES, 482.

D

DEFENSE

Proposition de loi, présentée par M. André CORNU, *sénateur*, **tendant à modifier l'article 28 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense.** — [15 mai 1963] (I., n° 92). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

DEGATS CAUSES A LA VOIRIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 526.

DEGATS CAUSES AUX RECOLTES, voy : QUESTIONS ORALES, 525.

DELITS DE DIFFAMATION ET D'INJURE, voy. : PRESSE.

DEMI-DECIME RAMADIER, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 17.

DETENTION PREVENTIVE, voy. : QUESTIONS ORALES, 488.

DOMAINE PUBLIC MARITIME

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics*, **relatif au domaine public maritime.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 62, 418, 419, 53. — **Transmission au Sénat** [9 juillet 1963] (I., n° 172). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [18 juillet 1963] (p. 1715). — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [18 juillet 1963] (I., n° 194). — Avis par M. Victor Golvan [24 juillet 1963] (I., n° 202) **Discussion** [10 octobre 1963] (p. 2076 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Victor Golvan, rapporteur pour avis. — *Discussion des articles* (p. 2078 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement rédactionnel, par M. Pierre Marcilhacy, au 3e alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Victor Golvan, relatif aux terrains gagnés sur la mer (*ibid.*), observations, adoption (p. 2079). — Amendement, par M. Victor Golvan, tendant à modifier l'avant-dernier alinéa

de l'article 1er relatif à l'attribution des accroissements artificiels du rivage (*ibid.*), observations, retrait (p. 2080). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de l'article 1er relatif à l'attribution des accroissements artificiels du rivage (*ibid.*), observations (*ibid.*), et sous-amendement, par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, relatif aux plages artificielles (ibid.), observations, adoption du sous-amendement (*ibid.*) et de l'amendement (p. 2081). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Victor Golvan, retrait (*ibid.*) — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, tendant à compléter l'article 3 par un second alinéa relatif à l'acquisition par droit de préférence des parcelles déclassées (*ibid.*) et sous-amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, précisant que la vente des parcelles déclassées n'est pas obligatoire (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Victor Golvan, tendant à remplacer, dans tout le corps de l'article, le mot « immeuble » par le mot « terrain » (*ibid.*), observations, adoption (p. 2032). — Amendement, par M. Victor Golvan, tendant à modifier le 2e alinéa de l'article 4 afin de fixer à vingt mètres la limitation de réserve aux seuls propriétaires de terrains bâtis (*ibid.*), observations, sous-amendement, par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, tendant à fixer la limitation de réserve tantôt à vingt mètres, tantôt à cinquante mètres (*ibid.*), rejet de l'amendement (p. 2083) et sous-amendement sans objet (*ibid.*). — Amendement, par M. Victor Golvan, tendant à insérer un nouvel alinéa, après le second alinéa de l'article, relatif à une nouvelle extension de la réserve dans les limites nécessaires à la construction d'une voie d'accès (*ibid.*), observations, rejet (p. 2084). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Antoine Courrière ; Vincent Delpuech ; Victor Golvan, rapporteur pour avis ; Marc Jacquet, ministre des travaux publics ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 2084). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 1). — Adoption définitive, en seconde lecture, par l'Assemblée nationale, le 14 novembre 1963. — Voy : Impressions nos 576, 650, 106.

Promulgation : loi du 28 novembre 1963. (*J. O.* du 29 novembre 1963.)

DOMMAGES CAUSES AUX CULTURES PAR LES SANGLIERS

Proposition de loi, présentée par M. André BEAUGUITTE, *député*, **concernant la réparation des dégâts occasionnés aux propriétés foncières par les sangliers** [8 octobre 1959] (I., n 290). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 17 juillet 1962. — Voy. : Impressions nos 1740, 1840, 438. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi relative à la réparation des dommages causés aux cultures par les sangliers** ». — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1962] (I., n° 286). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Michel de Pontbriand [4 juin 1963] (I., n° 105).

DONATION ENTRE EPOUX

Proposition de loi, présentée par M. Henri COLLETTE, *député*, **relative aux donations mutuelles entre époux et aux clauses de réversibilité.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 16 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 201, 416, 60. — **Transmission au Sénat** [16 juillet 1963] (I., n° 183). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Rabouin [24 octobre 1963] (I., n° 14). — **Discussion** [29 octobre 1963] (p. 2185 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Rabouin, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Sur l'ensemble (p. 2186). — ADOPTION (n° 8). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 novembre 1963 (*J. O.* 7 novembre 1963).

DON DE BLE AU MAROC, voy. : QUESTIONS ORALES, 485.

DOUBLE CAMPAGNE AUX CHEMINOTS

Voy. : BUDGET DE 1964, TRAVAUX PUBLICS.

Voy. : QUESTIONS ORALES, 468.

DROITS DE BANDITE

Proposition de loi, présentée par M. Joseph RAYBAUD, *sénateur*, **portant suppression des droits dits « de bandite »** [3 mai 1962] (I., n° 169). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Hugues* [17 mai 1962] (I., n° 192). — **Discussion** [22 mai 1962] (p. 292). — ADOPTION (n° 81). — Adoption modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture le 16 mai 1963. — Voy. : Impressions nos 15, 130, 22. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1963] (I., n° 95). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffragè universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Hugues [5 juin 1963] (I., n° 111). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1447). — *Est entendu dans ıa discussion générale :* M. Léon Jozeau-Marigné, au nom de M. Emile Hugues rapporteur. — ADOPTION (n° 47). TEXTE DÉFINITIF. DEUXIÈME LECTURE.

Promulgation : loi du 5 juillet 1963 (*J. O.* du 9 juillet 1963).

DROITS DE DOUANE

1. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 62-1465 du 27 novembre 1962, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 juin 1963. — Voy. : Impressions nos 20, 296, 33. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 120). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [19 juin 1963] (I., n° 131). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1579 et 1580). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur ; Léon David. *Article unique* (p. 1580). — ADOPTION (n° 55). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 11 juillet 1963 (*J. O.* du 12 juillet 1963).

2. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-140 du 20 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 juin 1963. — Voy. : impressions nos 204, 294, 34. — Transmission au Sénat [11 juin 1963] (I., n° 121). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [19 juin 1963] (I., n° 132). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1580 et 1581). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. *Article unique* (p. 1581). — ADOPTION (n° 56). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 11 juillet 1963 (*J. O.* du 12 juillet 1963).

3. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-18 du 11 janvier 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 16 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 106, 361, 56. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1963] (I., n° 186). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [10 octobre 1963] (I., n° 2). — **Discussion** [24 octobre 1963] (p. 2167). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. *Article unique* (p. 2168). — ADOPTION (n° 6). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 octobre 1963 (*J. O.* du 1er novembre 1963).

4. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 61, 752, 140. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 108). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

5. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 409, 755, 142. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 106). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

6. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-197 du 27 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 205, 740, 143. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 105). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

7. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 215,

756, 144. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 104). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

8. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 216, 757, 145. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I.,n° 103). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

9. Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 219, 758, 146. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 102). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

10. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 239, 734, 147. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 101). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

11. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 543, 736, 149. — Transmission au Sénat [19 décembre 1963] (I., n° 99). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

12. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-936 du 12 septembre 1963 portant modification du tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 546, 737, 150. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 98). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

DROITS DE DOUANE, voy. : NOUVELLE-CALÉDONIE.

DROIT DE GREVE, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 16.

DROITS REELS SUR AERONEFS, voy. : CODE DE L'AVIATION CIVILE.

DROITS SCOLAIRES

Proposition de loi, présentée par Mme Renée DERVAUX, *sénateur*, **tendant à assurer aux enfants aveugles, infirmes, sourds-muets, ou très déficients, les droits scolaires obligatoires pour les autres enfants** [18 juillet 1962] (I., n° 294). *Renvoi à la commission des affaires culturelles.* — Pour avis, à la commission des affaires sociales [16 mai 1963]. — Rapport par Mme Renée Dervaux [30 avril 1963] (I., n° 81) ; avis par Mme Marie-Hélène Cardot [13 juin 1963] (I., n° 125). — Discussion [13 juin 1963] (p. 1343). — Exception d'irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'article 41 de la Constitution. — *Est entendu :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — Irrecevabilité constatée par consultation du président du Sénat [20 juin 1963] (p. 1378).

DUREE DES HEURES DE TRAVAIL, voy. : QUESTIONS ORALES, 473.

E

EAU POTABLE, voy. : QUESTIONS ORALES, 460.

Projet de loi présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports*, **relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 497, 571, 107. — **Transmission au Sénat** [21 novembre 1963] (I., n° 36). — Renvoi à une commission spéciale.

ECOLE FREINET, voy. : QUESTIONS ORALES, 470.

ECOLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 462.

EDUCATION PHYSIQUE

Projet de loi, présenté par M. Christian FOUCHET, *ministre de l'éducation nationale*, **réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 303, 364, 49. — **Transmission au Sénat** [2 juillet 1963] (I., n° 175). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jean Noury [18 juillet 1963] (I., n° 184). — **Discussion** [19 juillet 1963] (p. 1754 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Noury, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. *Discussion des articles* (p. 1756 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury tendant à prévoir la consultation des fédérations et groupements prévus pour accorder l'équivalence des diplômes étrangers (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (p. 1757). — Amendement par M. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat, tendant à remplacer le 2e alinéa de cet article par des dispositions offrant des garanties supplémentaires aux usagers et prévoyant une obligation d'assurance (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jean Noury. — Sur l'ensemble (p. 1758). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 69). Adoption définitive, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n° 82.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

EDUCATION SPECIALISEE, voy. : PRESTATION FAMILIALE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE.

EFFORT DE CONSTRUCTION DES EMPLOYEURS, voy. : CONSTRUCTION.

ELECTIONS CANTONALES ET MUNICIPALES (DATES)

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales et validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1961. — Voy. : Impressions n°s 1222, 1328, 277. — **Transmission au Sénat** [19 juillet 1961] (I., n° 324). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot* [12 octobre 1961] (I., n° 11). — **Discussion** [17 octobre 1961] ; *nouvel intitulé :* « **Projet de loi validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961 prorogeant les pouvoirs des conseils généraux élus en avril 1955 et fixant au mois de juin 1961 la date de renouvellement de leur mandat** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 1). — Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 10 mai 1962. — Voy. : Impressions n°s 1463, 1592, 386. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales et validant rétroactivement le décret n° 61-250 du 18 mars 1961** ».

Deuxième transmission au Sénat [15 mai 1962] (I., n° 184). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot* [6 novembre 1963] (I., n° 20). — **Discussion** [7 novembre 1963] (p. 2304 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Prélot, rapporteur ; Edouard Le Bellegou. *Discussion des articles* (p. 2305). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Prélot, tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article, disposant que les deux sessions ordinaires des conseils généraux devront se tenir en dehors des sessions ordinaires du Parlement (*ibid.*), observations, rejet (p. 2306). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Prélot tendant à supprimer cet article relatif à la date d'élection de la commission départementale (*ibid.*). observations, rejet (p. 2307). — Article additionnel 5 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Prélot, tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau modifiant les articles 220, 225 et 254 du code électoral (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel Durand ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Prélot, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 2307). — ADOPTION (n° 16). — TEXTE DÉFINITIF. DEUXIÈME LECTURE.

Promulgation : loi du 19 novembre 1963 (*J. O.* du 20 novembre 1963 ; erratum *J. O.* du 23 novembre 1963).

EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE

Proposition de loi, présentée par M. Paul GUILLON, *député*, **tendant à modifier et à compléter les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle et à réglementer l'usage des rémunérations perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 25 juin 1963. — Voy.: Impressions n°s 324, 363, 47. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1963] (I., n° 151). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Pour avis à la commission des affaires culturelles [4 juillet 1963] (p. 1487). — Rapport par Mme Marie-Hélène Cardot [16 juillet 1963] (I., n° 180). — **Discussion** [18 juillet 1963] (p. 1727 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur; MM. René Tinant, rapporteur pour avis; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Discussion des articles* (p. 1730 et suiv.). — Art. additionnel A (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel A nouveau modifiant les articles 58, 59 et 60 de la section III du chapitre V du titre Ier du livre II du code du travail (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. René Tinant relatif aux autorisations accordées aux groupes amateurs, observations, retrait (p. 1732), sous-amendement par M. René Tinant relatif à la publicité abusive tendant à attirer les mineurs vers des professions artistiques (p. 1733), observations, adoption (p. 1734), adoption de l'ensemble de l'amendement de Mme Marie-Hélène Cardot (p. 1735). — Art. additionnel B (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel B nouveau établissant un nouvel article 170 de la section III du chapitre II du titre IV du livre II du code du travail (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel C (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel C nouveau modifiant l'intitulé de deux sections du code du travail (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel D (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel D nouveau prévoyant l'extension des dispositions sur le pécule et sur l'interdiction de publicité (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel E (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel E nouveau relatif aux infractions à la loi (*ibid.*), adoption (p. 1736). — Art. additionnel F (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel F nouveau fixant à 16 ans l'âge de la fréquentation scolaire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 1er à 7, 9 et 10 (*ibid.*). — Neuf amendements par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à la suppression de ces articles (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à supprimer cet article (*ibid.*), adoption (p. 1737). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à supprimer cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles:* M. Jean de Bagneux; MMmes Marie-Hélène Cardot, rapporteur; Suzanne Crémieux; MM. Emile Durieux; Gilbert Grandval, ministre du travail; René Tinant, rapporteur pour avis. — Sur l'ensemble (p. 1737). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 66). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. — Voy.: Impressions n°s 473, 477, 83.

Promulgation: loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

EMPRUNT

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat à moyen ou long terme.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 8 mai 1963. — Voy.: Impressions n°s 224, 225, 21. — **Transmission au Sénat** [9 mai 1963] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [9 mai 1963] (I., n° 88). — **Discussion** [9 mai 1963] (p. 1017 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget; Marcel Pellenc, rapporteur général; Pierre de La Gontrie; Emile Hugues; Ludovic Tron; Georges Marrane; Roger Lachèvre. — *Article unique* (p. 1022). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à limiter les exonérations fiscales prévues pour cet emprunt à un délai de cinq ans (*ibid.*), observations — *Ont pris part à la discussion:* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget; Antoine Courrière; Jean Filippi; Marcel Pellenc, rapporteur général. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en vertu de l'article 44 de la Constitution. — Scrutin public (n° 25). — ADOPTION (n° 27). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation: loi du 10 mai 1963 (*J. O.* du 12 mai 1963).

EMPRUNT, Voy.: QUESTIONS ORALES, 510.

ENFANTS AVEUGLES, Voy.: DROITS SCOLAIRES.

ENFANTS HANDICAPES PHYSIQUES OU MENTAUX

Proposition de loi, présentée par M. Jean de BAGNEUX, *sénateur*, **tendant à assurer aux enfants handicapés physiques et mentaux le bénéfice des dispositions de la loi du 28 mars 1882** [4 juillet 1963] (I., n° 162). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par Mme Renée Dervaux [11 juillet 1963] (I., n° 175). — **Discussion** [19 juillet 1963] (p. 1758 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* Mme Renée Dervaux, rapporteur; MM. Jean de Bagneux; Maurice Coutrot; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports; René Dubois. *Article unique* (p. 1762). — ADOPTION (n° 70).

ENFANTS INFIRMES ET DEFICIENTS (OBLIGATIONS SCOLAIRES), Voy.: DROITS SCOLAIRES.

ENREGISTREMENT: REFORME DE L'ENREGISTREMENT DU TIMBRE ET DE LA FISCALITE IMMOBILIERE

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1962. Voy.: Impressions 1397, 1796, 441 (1re législ.). — **Transmission au Sénat** [26 juillet 1962] (I., n° 321). — *Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc* [13 décembre 1962] (I., n° 16). — *Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [13 décembre 1962]. — Avis par M. Marcel Molle [16 janvier 1963] (I., n° 40). — **Discussion** [16 janvier 1963] (p. 74 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général; Marcel Molle, rapporteur pour avis; Georges Marrane; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. — *Discussion des articles* (p. 80 et suiv.). — Art. 2 (p. 80). — Amendement par M. Pellenc, rapporteur général, relatif aux garanties en ce qui concerne les cessions camouflées de bail (*ibid.*), adoption (p. 81). — Art. additionnel 7 *bis* nouveau (p. 81). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant à insérer un article additionnel 7 *bis* nouveau relatif à la nullité invoquée à l'encontre des accords en cours d'instance, antérieurement passés par acte notarié (*ibid.*), observations, rejet (p. 82). — Art. 8 (p. 82). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le paragraphe 2 de cet article relatif au délai d'enregistrement des actes portant mutation de propriétés de yachts (*ibid.*), adoption (p. 83). — Art. 9 (p. 83). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 10 (p. 83). — Amendement par M. Roger du Halgouët relatif aux ventes publiques d'animaux inscrits à un livre généalogique (*ibid.*), adoption (p. 84). — Art. 12 (p. 84). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant à supprimer cet article relatif aux partages de biens meubles et immeubles comportant une soulte ou une plus-value (*ibid.*), observations relatives au partage d'immeubles et au partage de successions et de communautés, retrait (p. 85). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par deux alinéas relatifs au tarif réduit des droits de mutation dans les partages de successions ou de communauté pour les exploitations agricoles (*ibid.*); adoption (p. 86). — Art. 19 (p. 86). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant à modifier les délais d'enregistrement des déclarations de succession (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 87). — Art. 20 *ter* (p. 87). — Amendement par M. André Armengaud relatif au problème de l'imposition des successions dont une partie de l'actif est frappée d'indisponibilité à l'étranger (*ibid.*), retrait (p. 88). — Art. additionnel 20 *quater* nouveau (p. 88). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant à insérer un article additionnel 20 *quater* nouveau relatif à l'évaluation des meubles dans l'actif successoral (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 22 (p. 89). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à la date des cessions de titres (*ibid.*); adoption (*ibid.*). — Art. 23 (p. 89). — Amendement par M. Joseph Voyant relatif à l'exonération des immeubles construits depuis

1947 (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 90). — Art. 24 à 29 (p. 90), réservés (*ibid.*). — Art. 30 (p. 90). — Observations relatives à la situation, quant au timbre, les registres des officiers ministériels (*ibid*). — Art. 33 p. 90). — Observations relatives aux actes dispensés de timbre (p. 91). — Amendement par M. Joseph Voyant tendant à exonérer du droit de timbre : 1° les expéditions de règlements de co-propriété ; 2° les projets d'actes de partage des sociétés de construction (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 40 *ter* (p. 92). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, relatif aux attributions préférentielles d'exploitations agricoles (*ibid.*), retrait (*ibid*). — Art. 43 (p. 92). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à élever le plafond d'application du taux réduit des droits de mutation à titre onéreux pour les biens ruraux (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 93). — Amendement par M. René Blondelle relatif aux mutations à titre onéreux de fonds de cheptel (*ibid.*), retrait (*ibid*). — Art. 44 (p. 93). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (p. 94), adoption (*ibid.*). — Art. 47 *bis* (p. 94). — Amendement par M. Guy Petit relatif à la transformation en appartements d'immeubles à usage d'hôtel (*ibid.*), adoption (p. 95). — Amendement rédactionnel par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques (*ibid*), adoption (p. 96). — Art. additionnel 47 *ter* nouveau (p. 96). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel 47 *ter* nouveau relatif à une réduction du droit de mutation à titre onéreux pour les acquisitions faites par des associations en instance de reconnaissance d'utilité publique (*ibid.*), retrait (p. 97). — Art. 48 (p. 97). — Observations relatives au régime de la taxation des ventes lorsque le prix est indexé (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Marc Desaché ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Coudé du Foresto ; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Léon Jozeau-Marigné ; Roger du Halgouët ; Marcel Molle, rapporteur pour avis ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit ; Joseph Voyant.

Suite de la discussion [24 janvier 1963] (p. 128 et suiv.). — — Art. précédemment réservés. — Art. 24 (p. 128). — Observations sur le régime fiscal des opérations de construction (p. 129 et suiv.). — Amendement par M. Georges Marrane tendant à supprimer cet article, relatif à la taxe à la valeur ajoutée dans les constructions d'immeubles (p. 133), retrait (p. 134). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant à préciser le § 1er, 5e alinéa (*ibid.*), *adoption* (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Coutrot tendant à exonérer de la taxe à la valeur ajoutée, les apports et les cessions de terrains à bâtir effectués par les collectivités locales au profit des organismes d'H. L. M. (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 138). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant, au § I alinéa *a*), à insérer : « ou collectives », après : « sur des maisons individuelles » (*ibid.*), retrait (p. 139). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à exonérer de la taxe à la valeur ajoutée les constructions faites au profit des descendants ou ascendants (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à modifier le § I, alinéa *b*) relatif aux logements réservés à la location construits avec l'aide de l'Etat (*ibid.*), retrait (p. 140). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, relatif au dernier alinéa du § I (*ibid.*), adoption (p. 141). — Amendement par M. Antoine Courrière, tendant à compléter le § I par un nouvel alinéa précisant que les acquisitions de terrains effectuées par les collectivités locales ou les offices H. L. M. ne seront pas soumises à la taxe à la valeur ajoutée (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, portant référence, au 2e alinéa du § II à la réglementation relative au permis de construire (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis, tendant, au 1er alinéa du § III, à substituer l'acquéreur au vendeur pour le paiement de la taxe à la valeur ajoutée lors de la première acquisition de terrain (p. 142), adoption (p. 143). — Amendement par M. Emile Hugues tendant à modifier le dernier alinéa du § III par une disposition écartant l'application de l'art. 4 de la loi du 21 décembre 1961 lorsqu'il s'agit d'opérations donnant lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 143), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la constitution (p. 144). — Amendement par M. Guy Petit tendant à modifier le 2e alinéa du § IV afin d'assimiler pour la réfaction de 80 p. 100 les immeubles en l'état futur d'achèvement aux immeubles achevés (*ibid.*), retrait (p. 145). — Amendement par M. Valéry-Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant à modifier les 3e et 4e alinéas du § IV relatif aux taux de réfaction (p. 141), adoption (p. 146). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le 4e alinéa du § IV par une disposition relative aux droits réduits en ce qui concerne les terrains dépassant 2.500 mètres carrés (*ibid*), adoption (p. 147). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un alinéa nouveau au début du § VI disposant que l'art. 24 du présent texte ne sera pas applicable aux opérations en cours d'exécution (*ibid.*), adoption modifiée (p. 148). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'art. 24 par un § VII prévoyant une définition des travaux immobiliers par arrêté ministériel (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, Jean-Eric Bousch, Robert Bruyneel, Adolphe Chauvin, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Jacques Descours Desacres, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Georges Marrane, Léon Messaud, Marcel Molle, rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit, Alex Roubert, président de la commission des finances ; Joseph Voyant.

Suite de la discussion [15 février 1963] (p. 856 et suiv.). — Article additionnel 24 *bis* nouveau (p. 856). — Amendement, par M. Georges Marrane, tendant à insérer un article additionnel 24 *bis* nouveau prévoyant une compensation pour les communes lésées par le remplacement du droit d'enregistrement par la taxe à la valeur ajoutée et amendement, par M. Antoine Courrière, tendant à un but identique (*ibid.*) ; irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution invoquée par le Gouvernement ; les amendements sont réservés (*ibid.*). — Art. 25 (p. 856). — Amendement, par M. Etienne Dailly, relatif aux plus-values pour les scissions-fusions et les fusions d'une part, pour les cessions et cessations d'entreprises d'autre part (p. 857) ; irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 858). Vote unique sur l'article 25 demandé par le Gouvernement en vertu de l'article 44, 3e alinéa, de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Etienne Dailly (*ibid.*). — Amendement, par M. Joseph Voyant, tendant à étendre l'article 25 aux immeubles « en état futur d'achèvement » (*ibid.*). — Amendement, par M. Etienne Dailly, tendant à compléter l'article 25 par une disposition relative à l'imposition des plus-values de cession (*ibid.*). — Amendement, par M. Etienne Dailly, corrélatif au précédent (p. 859). — Amendement, par M. Etienne Dailly, relatif aux droits sociaux et droits immobiliers (*ibid.*). — Amendement, par M. Pellenc, rapporteur général, relatif à la taxation des entreprises individuelles de construction (*ibid.*). —Amendement, par M. Etienne Dailly, tendant, au paragraphe IV, 2e alinéa, de l'article 25, à remplacer les mots « permis de construire délivré » par les mots « accord préalable » (p. 860). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à la durée des mesures transitoires (*ibid.*). — Amendement, par M. Etienne Dailly, relatif à l'imposition des constructeurs renonçant à l'aide de l'Etat (p. 861). — Amendement, par M. Pellenc, rapporteur général, relatif aux dates d'application de la réforme (p. 862). — Amendement, par M. Joseph Voyant, tendant à compléter l'article 25 par un alinéa étendant l'application des dispositions de l'article 25 aux opérations de lotissement (*ibid.*). — Amendement, par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant, dans les deux alinéas du paragraphe VI de l'article 25, à substituer les mots « à la date de publication de la présente loi » aux mots « au 1er octobre 1962 ». — Adoption de l'article 25 et de l'amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, par vote unique, aux termes de l'article 44 de la Constitution (p. 863). — Article additionnel 25 *bis* nouveau (p. 864). — Amendement, par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant à insérer un article additionnel 25 *bis* nouveau relatif à la taxation des entreprises individuelles de construction (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 26 (p. 864). — Amendement, par M. Joseph Voyant, relatif au régime de taxation quand les trois quarts de la surface construite sont réservés à l'habitation (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement, par M. Joseph Voyant, prévoyant que les dispositions du présent article sont applicables aux opérations de lotissement (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. 27 (p. 864). — Amendement, par M. Joseph Voyant, prévoyant que les dispositions du présent article sont applicables aux opérations de lotissement (p. 865), retrait (*ibid.*). — Art. 29 (p. 865). — Discussion commune des amendements portant sur l'alinéa C du § I de l'article (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Desaché, tendant à permuter les alinéas (p. 866). — Amendement par M. Joseph Voyant tendant à insérer « exclusif » au § I, alinéa C (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à préciser que les trois quarts de la superficie totale de chaque construction devront être réservés à l'habitation (*ibid.*). — Amendement, par M. Marc Desaché, tendant au même but (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement, par M. Jean Filippi, tendant à préciser également la proportion de superficie

construite qui doit être réservée à l'habitation (p. 867). — Amendement, par M. Guy Petit, relatif aux constructions à destination hôtelière (*ibid.*). — Amendement, par M. Guy Petit, tendant à supprimer les mots : « construits suivant des programmes agréés par le ministre de la construction et par le ministre des finances et des affaires économiques » (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Desaché, tendant à permuter les alinéas (*ibid.*). — Amendement par M. Vincent Delpuech tendant à insérer : « en ce qui concerne la construction nouvelle » (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa *b* du § I[er] de l'article 29 (p. 868). — Amendement par M. Marc Desaché tendant à compléter l'article C du § 1[er] de l'article 29 par une disposition relative au délai de réponse à la demande d'agrément (*ibid.*). — Amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, proposant une synthèse des amendements précédents (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 869). — Amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing tendant à modifier l'alinéa *c* du § I[er] de l'article 29 relatif aux statuts des sociétés immobilières d'investissement (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à compléter l'alinéa *c* du § I[er] de l'article 29 par une disposition prévoyant qu'une limitation des actions souscrites devra être prévue (*ibid.*), observation, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à compléter l'alinéa *b* du paragraphe II de l'article 29 par une disposition exonérant les sociétés immobilières d'investissement de l'impôt sur les sociétés pour la fraction de leur bénéfice net provenant des primes à la construction encaissées et des plus-values sur immeubles par elles réalisées (p. 870), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Alex Roubert tendant, au § II, à compléter *in fine* l'alinéa *a* par les mots « ou de créances hypothécaires sur des immeubles consacrés à la location » (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant tendant, au § II de l'article 29, à remplacer l'alinéa *c* par des dispositions exonérant les sociétés mères et filiales (*ibid.*) et amendement identique par M. Marc Desaché (*ibid.*), observations, adoption (p. 871). — Amendement par M. Alex Roubert tendant à compléter *in fine* le § II de l'article 29 par une disposition relative à l'imposition des dividendes et produits distribués par les sociétés immobilières d'investissements (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Vincent Delpuech tendant à compléter l'alinéa *b* du § III de l'article 29 par un 2[e] alinéa relatif à l'apport des anciens immeubles aux sociétés nouvelles (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant à supprimer le dernier alinéa du § III de l'article 29 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à supprimer une partie du dernier alinéa du § III de l'article 29 (*ibid.*), sans objet, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à compléter l'article 29 par un § VII prévoyant que les dispositions de l'article 15 de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'aide financière intéressant l'épargne sont applicables aux actions des sociétés immobilières d'investissement (p. 872), adoption (*ibid.*). — Après l'article 29 (p. 872). — Amendement par M. Georges Marrane tendant à insérer, après l'article 29, un article additionnel nouveau tendant à l'extension du taux réduit des droits de mutation prévu par l'article 1373 (2°) du code général des impôts, aux acquisitions d'immeubles nécessaires au fonctionnement des associations reconnues d'utilité publique ayant pour objet l'assistance, la bienfaisance ou l'hygiène sociale (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (p. 873). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer, après l'article 29, un article additionnel nouveau, faisant bénéficier du taux réduit des droits de mutation les organisations de tourisme ou de culture populaire (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (*ibid.*). — Amendements par M. Georges Marrane et par M. Antoine Courrière tendant à insérer un article additionnel 24 *bis* nouveau, précédemment réservé (*ibid.*), observations, renvoi (p. 875). — L'article 40 de la constitution invoqué par le Gouvernement n'est pas reconnu applicable (*ibid.*). — Adoption de l'amendement (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bossus ; André Courrière ; Etienne Dailly ; Vincent Delpuech ; Mme Renée Dervaux ; MM. Marc Desaché ; Jacques Descours Desacres ; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Roger Lachèvre ; Jacques Masteau ; Marcel Molle, rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Alex Roubert, président de la commission des finances. *Explication de vote :* M. Antoine Courrière. — Sur l'ensemble (p. 875). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 19). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 19 février 1963. — Voy. : Impressions n°[s] 177, 178, 17.

Deuxième transmission au Sénat [20 février 1963] (I., n° 67). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [20 février 1963] (I., n° 68). — **Discussion** [20 février 1963] (p. 902 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Discussion des articles* (p. 903 et suiv.). — Art. 8 (p. 903). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le paragraphe 2 de cet article relatif au délai d'enregistrement des actes portant mutation de propriété de yachts (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 20 *quater* (p. 903). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rétablir cet article relatif à l'évaluation des meubles dans l'actif successoral, observations, retrait (p. 904). — Art. 22 (p. 904). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à la date des cessions de titres (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (p. 905). — Observations, renvoi en commission, réservé (p. 907). — Art. 29 (p. 909). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en vertu de l'art. 44, 3[e] alinéa, de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly relatif à la proportion des immeubles construits destinés à l'habitation (p. 910). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, modifiant l'alinéa *c* du paragraphe 1 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le texte voté en première lecture pour le paragraphe IV, troisième alinéa (*ibid.*). — Rejet de l'art. 29 par vote unique (p. 911). — Art. additionnel 49 *bis* (nouveau). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 29 *bis* (nouveau) relatif au montant total des primes à la construction (p. 912), adoption (*ibid.*). — Art. 24 précédemment réservé (p. 912). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en vertu de l'art. 44, troisième alinéa, de la Constitution (*ibid.*), rejet (p. 913). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat : Marcel Molle ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — Sur l'ensemble (p. 913). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 23). — Adopté en troisième lecture par l'Assemblée nationale, el 21 février 1963. — Voy. : Impressions n°[s] 180, 20.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2, de la Constitution) (20 février 1963, p. 913). — Election des membres de la commission (20 février 1963, p. 914). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (I., n° 70). — **Discussion** [21 février 1963] (p. 924 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Bernard Chochoy ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat. — *Discussion des articles* (p. 926 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat. *Explications de vote :* MM. Bernard Chochoy ; Raymond Bossus. — Sur l'ensemble (p. 932) et par scrutin public (n° 24). — ADOPTION (n° 26). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 15 mars 1963 (*J. O.* du 17 mars 1963. — Erratum *J. O.* du 24 mars 1963).

ENSEIGNEMENT EN ALGERIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 492.

ENSEIGNEMENT PUBLIC, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 23.

EQUIPEMENT COLLECTIF, voy. : QUESTIONS ORALES, 490.

EQUIPEMENT RURAL

Projet de loi, présenté par M. Edgard PISANI, *ministre de l'agriculture,* **relatif à la réalisation de certains travaux d'équipement rural, notamment en matière d'hydraulique** [27 juillet 1962] (I., n° 325). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy* [6 décembre 1962[(I., n° 9). — **Discussion** [18 décembre 1962] (I., n° 1). Adopté par l'Assemblée nationale, le 5 février 1963. Voy. : Impressions n°[s] 48, 134, 10. — **Transmission au Sénat (deuxième lecture)** [6 février 1963] (I., n° 51). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [13 février 1963] (I., n° 55). — **Discussion** [21 février 1963] (p. 918 et suiv.). *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Maurice Lalloy, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. *Discussion des articles* (p. 919 et suiv.). — Art. 7 (nouveau) (p. 920). — Observations sur la police des eaux (*ibid.*). — Art. 8 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, relatif à l'extension de la loi aux départements d'outre-mer (*ibid.*), retrait (*ibid.*). *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertrand, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat ; Maurice Lalloy, rapporteur ; René Toribio. — Sur l'ensemble (p. 921). — ADOPTION (n° 24). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 7 mars 1963 (*J. O.* du 8 mars 1963. — Erratum *J. O.* du 29 mars 1963).

EQUIPEMENT URBAIN, voy. : QUESTIONS ORALES, 481.

ESCLAVAGE, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

ESSENCE

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **modifiant la taxe intérieure de consommation applicable à l'essence ordinaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 octobre 1963. — Voy. : Impressions n°s 578, 579, 100. — **Transmission au Sénat** [22 octobre 1963] (I., n° 12). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [22 octobre 1963] (I., n° 13). — **Discussion** [24 octobre 1963] (p. 2155 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Emile Durieux ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marc Pauzet. — *Explication de vote :* M. Léon David. — Sur l'ensemble (p. 2157). — ADOPTION (n° 4). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 26 octobre 1963 (*J. O.* du 27 octobre 1963).

ETAPLES (Situation scolaire), voy. : QUESTIONS ORALES, 423 (1962).

« EUROCONTROL », voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

EXPLOITATIONS AGRICOLES TYPES

Proposition de loi, présentée par M. Jean BRAJEUX, *sénateur,* **tendant à prolonger le délai de deux ans fixé par l'article 7 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 prévoyant la définition des exploitations types** [27 juillet 1962] (I., n° 323, 1961-1962). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Jean Deguise [9 mai 1963] (I., n° 89). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1071 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Deguise, rapporteur ; Modeste Legouez ; Jean Bardol ; Charles Naveau ; Abel Sempé ; Michel Kauffmann ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. Article unique (p. 1072). — ADOPTION (n° 34).

EXPROPRIATION, voy. : QUESTIONS ORALES, 489.

F

FAIT PERSONNEL

En application de l'art. 36, alinéa 2, du règlement, sont intervenus : MM. Marcel Champeix ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly [23 juillet 1963] (p. 1840 et 1841).

FILIATION MATERNELLE NATURELLE, voy. : QUESTIONS ORALES, 535.

FINANCES LOCALES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 17.

FISCALITE IMMOBILIERE

Voy. : BUDGET DE 1964, art. 2 *bis* à 8.

Voy. : ENREGISTREMENT : RÉFORME DE L'ENREGISTREMENT DU TIMBRE ET DE LA FISCALITÉ IMMOBILIÈRE.

FISCALITE (PROCEDURE, DELAIS ET PENALITES)

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **portant unification ou harmonisation des procédures, délais et pénalités en matière fiscale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 226, 420, 429, 54. — **Transmission au Sénat** [16 juillet 1963] (I., n° 178). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, et pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Ludovic Tron [18 juillet 1963] (I., n° 193). — **Discussion** [25 juillet 1963] (p. 1927 et suivantes). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Ludovic Tron, rapporteur ; Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. *Discussion des articles* (p. 1930 et suivantes). — Art. 7 (p. 1931). — Amendement par M. Ludovic Tron, tendant à compléter le paragraphe I° du 2° par une disposition prévoyant que le directeur départemental des impôts donnera avis au contribuable de sa décision de soumettre le litige au tribunal compétent (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Amendement rédactionnel au paragraphe III de l'article 7 (*ibid*), adoption (*ibid*). — Article additionnel 8 *bis* nouveau (p. 1932). — Amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant à insérer un article additionnel 8 *bis* nouveau exonérant du droit de frais de justice les jugements et arrêts des tribunaux administratifs en matière de contributions directes et de taxes sur le chiffre d'affaires (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Art. 9 (*ibid*). — Amendement par M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques, tendant à reprendre le texte gouvernemental, sans recours devant la cour d'appel (*ibid*), observations, adoption (p. 1933). — Article additionnel 10 *bis* nouveau (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron, tendant à insérer un article 10 *bis* additionnel nouveau créant un comité spécial départemental chargé d'étudier la situation des débiteurs du Trésor créanciers de l'Etat (*ibid*), observations, retrait (p. 1934). — Art. 19 (p. 1935). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à supprimer cet article relatif à l'extension du droit de répétition de l'administration des contributions directes (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Art. 20 (*ibid*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, tendant à supprimer « quelle qu'en soit la forme» après « tous actes » interruptifs de prescription (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Article additionnel 21 *bis* nouveau (p. 1936). — Amendement par M. Ludovic Tron, tendant à insérer un article additionnel 21 *bis* nouveau relatif aux compensations de droits (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Art. 24 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à modifier le paragraphe II de cet article afin de porter à 30 jours, au lieu de 20, le délai de réponse du contribuable, lorsqu'un redressement est envisagé (*ibid*), observations, adoption (p. 1937). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à modifier la fin du 1er alinéa du paragraphe V de cet article, relatif aux notifications de la commission départementale (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Art. 26 (*ibid*). — Amendement rédactionnel par M. Ludovic Tron au début du paragraphe I de cet article (*ibid*), adoption (*ibid*). — Amendement rédactionnel par M. Ludovic Tron au paragraphe II de cet article (*ibid*), adoption (*ibid*). — Article additionnel 26 *bis* nouveau (p. 1938). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à insérer un article additionnel 26 *bis* nouveau relatif à la compétence de la commission départementale des impôts (*ibid*). — L'amendement est réservé (*ibid*). — Art. 32 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à réduire le taux des intérêts de retard (*ibid*), réservé (*ibid*). — Retrait de l'ordre du jour (*ibid*). — **Suite de la discussion** [24 octobre 1963] (p. 2144 et suiv.). — Art. 33 (*ibid*). — Observations (p. 2145). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant, au paragraphe II de l'article 33, à porter à 30 jours au lieu de 20 le délai de réponse du contribuable (*ibid*), observations, adoption (p. 2146). — Art. 37 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à supprimer le paragraphe III de l'article 37 relatif aux majorations pour insuffisance ou inexactitude de déclaration ou de versement (*ibid*), observations, retrait (p. 2147), adoption de l'article modifié par la fixation à 50 p. 100 du taux de l'insuffisance (*ibid*). — Art. 40 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à modifier le paragraphe II de l'article 40 afin de maintenir applicable l'article 244 du code général des impôts (avis du comité consultatif) (*ibid*), observations, l'article est réservé (p. 2148). — Art. 41 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à porter à 30 jours le délai de réponse du contribuable (*ibid*), adoption (*ibid*). — Art. 42 (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant, au paragraphe IV de cet article, à fixer à 0,50 p. 100 au lieu de 0,75 p. 100 le taux des intérêts de retard (*ibid*), observations, retrait (*ibid*). — Art. 45 à 70 (p. 2149 et 2150). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à supprimer ces articles (p. 2150), adoption (*ibid*). — Art. 74 (p. 2151). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à supprimer cet article relatif à la répression des infractions relatives au marché du vin (*ibid*), observations, retrait (p. 2152). — Art. 76 *bis* (*ibid*). — Amendement rédactionnel par M. Ludovic Tron au paragraphe I de cet article (*ibid*), adoption (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à modifier la fin du paragraphe II, 2e alinéa, de cet article, relatif à la composition des commissions départementales (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à compléter cet article par un paragraphe III relatif à la délégation dans les commissions départementale de représentants des chambres de commerce, de métiers et d'agriculture (*ibid*), observations, adoption (p. 2153). — Art. 78 (*ibid*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à porter à 10 ans au lieu de 5 le délai de conservation de

documents sur lesquels peut s'exercer le droit de communication de l'administration (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Article additionnel 26 *bis* nouveau (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à insérer un article additionnel 26 *bis* nouveau étendant aux pénalités la compétence de la commission départementale des impôts (*ibid*), observations, adoption (p. 2154). — Art. 32 (précédemment réservé) (*ibid*). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à réduire le taux des intérêts de retard (*ibid*), retrait (*ibid*). — Art .40 (précédemment réservé). — Amendement par M. Ludovic Tron tendant à modifier le paragraphe II de l'article 40 afin de maintenir applicable l'article 244 du code général des impôts (avis du comité consultatif), observations, adoption (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Ludovic Tron, rapporteur. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; André Armengaud. — Sur l'ensemble (p. 2155). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 3).

Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 5 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 601, 660, 124.

Deuxième transmission au Sénat [6 décembre 1963] (I., n° 53). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Ludovic Tron [11 décembre 1963] (I., n° 78). — **Discussion** [13 décembre 1963] (p. 3197 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Ludovic Tron, rapporteur. — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Art. 40 (p. 3198). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à modifier le § 2 de cet article, en ce qui concerne l'avis du comité consultatif (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 45 de la Constitution (p. 3199). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Bobert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Delalande ; Ludovic Tron, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 3199). — ADOPTION (n° 41). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 27 décembre 1963 (*J. O.* du 29 décembre 1963).

FONCTIONNAIRES

Projet de loi, présenté par M. Robert BURON, *ministre des travaux publics et des transports*, **ouvrant à certains fonctionnaires de l'ordre technique une option en faveur d'une pension acquise au titre de la loi du 2 août 1949 à la date de leur mise à la retraite.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 juillet 1962. — Voy. : Impressions n°s 1296, 1784, 424. — **Transmission au Sénat** [17 juillet 1962] (I., n° 277). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Georges Marie-Anne [30 avril 1963] (I., n° 75). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1487 et 1488). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; Georges Marie-Anne, rapporteur ; Vincent Delpuech. *Article unique* (p. 1488). — Amendement par M. Georges Marie-Anne, rapporteur, tendant à supprimer les mots « relevant du ministère des travaux publics et des transports (secrétariat général à l'aviation civile) » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — ADOPTION (n° 51). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 19 juillet 1963 (*J. O.* du 20 juillet 1963).

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ADMINISTRATION PREFECTORALE,

Voy. : QUESTIONS ORALES, 475.

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER,

Voy. : BUDGET DE 1963, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

Projet de loi, présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail*, **relatif au fonds national de l'emploi.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 630, 661, 689, 116. — **Transmission au Sénat** [3 décembre 1963] (I., n° 46). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [6 décembre 1963] (I., n° 66). — **Discussion** [10 décembre 1963] (p. 3106 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Gilbert Grandval, ministre du travail ; Roger Lagrange, rapporteur ; Adolphe Dutoit ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Eugène Motte ; Lucien Bernier ; André Armengaud. — *Discussion des articles* (p. 3114 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant, au deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « à caractère consultatif » (*ibid.*), observations, rejet (p. 3115). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit tendant à étendre les dispositions de l'article aux jeunes gens démobilisés (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit, tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par une phrase disposant que des logements décents, assurant l'unité des familles, seront réservés à ces travailleurs salariés (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 3116). — Amendement par M. Adolphe Dutoit, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux droits des travailleurs refusant de quitter une région de sous-emploi (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots « après avis du comité supérieur de l'emploi », par les mots « après avis conforme du comité supérieur de l'emploi », observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article, devenu sans objet, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à modifier le début du dernier alinéa de cet article en ce qui concerne les travailleurs n'ayant pas encore atteint soixante ans (p. 3117), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit, tendant à étendre le bénéfice de l'allocation spéciale aux travailleurs dans l'incapacité de se reclasser, même s'ils n'ont pas atteint l'âge de soixante ans (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, tendant à préciser les informations d'ordre budgétaire que le rapport annuel du ministre devra contenir (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 5 (p. 3118). — Amendement par M. Léon Messaud, tendant à préciser que le règlement d'administration publique d'application sera pris dans les six mois de la promulgation de la loi (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Adolphe Dutoit ; Gilbert Grandval, ministre du travail ; Michel Kistler ; Roger Lagrange, rapporteur ; Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Léon Messaud. — Sur l'ensemble (p. 3118). — ADOPTION (n° 27). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 18 décembre 1963 (*J. O.* du 20 décembre 1963).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE,

Voy. : QUESTIONS ORALES, 501.

FONDS NATIONAL DE VULGARISATION DES PRODUITS AGRICOLES,

Voy : BUDGET DE 1964, AGRICULTURE ETAT B, TITRE IV.

FORETS FRANÇAISES

Projet de loi, présenté par M. Edgar PISANI, *ministre de l'agriculture* **pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 11 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 213, 430, 55. — **Transmission au Sénat** [16 juillet 1963] (I., n° 179). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, et pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Brun [18 juillet 1963] (I., n° 197). — **Discussion** [22 juillet 1963] (p. 1766 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Raymond Brun, rapporteur ; Marcel Audy ; Eugène Romaine ; Gérard Minvielle ; Jean Bardol ; Louis Jung ; Jacques Vassor ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Edgar Pisani, ministre de l'agriculture ; Georges Marie-Anne ; Marcel Prélot. — *Discussion des articles* (p. 1781 et suiv.). — Art. A (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Raymond Brun, rapporteur (*ibid*), adoption (*ibid.*). — Second amendement rédactionnel par M. Raymond Brun (*ibid.*), adoption (*ibid*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à introduire, au dernier alinéa de l'article, la notion de rentabilité et de gestion économique (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à supprimer les mots « ayant pour objet d'améliorer la situation et l'organisation de la propriété forestière » au 1er alinéa de cet article (p. 1782), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet tendant à modifier les trois premiers alinéas de l'article, relatifs à l'élection des administrateurs des centres régionaux (*ibid.*) et sous-amendement par M. René Blondelle, relatif aux administrateurs élus par les organisations représentatives dans certains départements et tendant à la suppression du dernier alinéa de l'amendement

précédent (p. 1783), observations, adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (p. 1784). — Amendement par M. Marcel Audy, tendant à modifier le cinquième alinéa de l'article afin qu'un ingénieur des eaux et forêts soit placé auprès de chaque centre régional (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à compléter « *in fine* » le cinquième alinéa de cet article par les mots : « il remplit le rôle de conseiller technique et n'a pas le droit de veto » (p. 1785) observations, adoption (p. 1786). — Amendement par M. Raymond Brun, tendant à préciser que le propriétaire doit être avisé personnellement avant la visite des personnels du centre (*ibid.*), observations retrait (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. René Blondelle, tendant à remplacer cet article par une disposition reportant à la loi de finances pour 1964 le financement des centres régionaux de la forêt (*ibid.*), observations, l'amendement et l'article sont réservés (p. 1787). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à excepter de l'application de l'article 4 les futaies résineuses (p. 1788), observations, rejet (p. 1789). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à introduire la notion d'âge de plantations pour l'établissement du plan de gestion (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy, relatif à l'étude par les centres des plans de gestion (*ibid.*), observations, retrait (p. 1790). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à prévoir un seuil de surface pour l'application de l'article 4 (*ibid.*), observations, rejet (p. 1791). — Amendement par M. Marcel Audy, tendant à insérer, entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 4, un alinéa supplémentaire plaçant en dehors du champ d'application de la loi, le propriétaire d'une surface inférieure à 25 hectares (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy, tendant à modifier le début du deuxième alinéa de l'article 4 afin que le propriétaire ait le droit d'avancer ou de retarder le programme d'exploitation (*ibid.*), observations, adoption (p. 1792). — **Suite de la discussion** [24 juillet 1963] (p. 1846 et suiv.). — Art. 4 (suite). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à une nouvelle rédaction de l'art. 4, al. 3, relatif à l'abattage en cas d'urgence (p. 1846) et sous-amendement par M. Raymond Brun tendant à compléter « in fine » l'amendement par « ...sous réserve que, pendant ce délai, le centre n'ait pas fait opposition à cette coupe. » (*ibid.*), adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 1847). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à ajouter un nouvel alinéa relatif à l'abattage pour la consommation rurale et domestique (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Raymond Brun au 4e alinéa de l'article 4 (*ibid.*), adoption (p. 1848). — Amendement par M. Marcel Audy tendant, à la fin du 4e alinéa de l'article 4, à remplacer les mots « sans autorisation préalable de l'administration des eaux et forêts » par les mots « sans autorisation du centre régional » (*ibid.*), observations, retrait (p. 1849). — Amendement par M. Roger Houdet tendant à compléter le 4e alinéa de l'article 4 par les mots « après avis du centre régional » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à compléter le 4e alinéa de l'article 4 par une disposition visant l'exploitation résultant d'un usage courant (*ibid.*), observations, retrait (p. 1850). — Amendement par M. Max Monichon fixant à 5 ans au lieu de 3 le délai prévu au 7e alinéa de l'article 4 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à modifier le début du 9e alinéa de l'article 4 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à compléter le 9e alinéa de l'article 4 par une disposition permettant de porter l'appel du refus d'agrément devant le directeur général des eaux et forêts (*ibid.*), observations, adoption (p. 1851). — Amendement par M. Marcel Audy relatif à l'aide de l'Etat (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement de M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un alinéa 1er *bis* après le 1er alinéa de l'article 4 disposant « Le centre régional tient compte, le cas échéant, pour l'approbation des plans de gestion, des usages locaux. » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 *bis* (p. 1852). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à supprimer cet article relatif à l'attribution des prêts du fonds forestier (*ibid.*) et amendement par M. Raymond Brun tendant à laisser à un règlement d'administration publique les règles d'attribution (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à modifier la fin de l'amendement précédent (p. 1853), retrait de l'amendement de M. Marcel Audy (*ibid.*), adoption de l'amendement de M. Raymond Brun modifié par le sous-amendement de M. Edgard Pisani (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Soudant tendant à porter à 10 hectares la limite minimale dans laquelle il faudra automatiquement reboiser (*ibid.*), observations, retrait (p. 1854). — Amendement par M. Marcel Audy tendant, à l'article 5, à insérer après les mots « après toute coupe rase de résineux » les mots « sans possibilité de régénération naturelle » (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 1855). — Art. 5 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau relatif à l'organisation du régime transitoire (*ibid.*), observations, adoption (p. 1856). — Art. 6 (*ibid*). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à ajouter, au début de cet article, après les mots « En cas de coupe », les mots « spéculative et destructive, de caractère nettement abusif et... » (p. 1857), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Raymond Brun, au début de l'article 6 (*ibid.*), adoption (p. 1858). — Amendement rédactionnel par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, au premier alinéa de l'article 6 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy relatif à l'abattage des taillis (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à modifier les dispositions relatives aux infractions, aux 3e et 4e alinéas de l'article 6 (*ibid.*), observations, adoption (p. 1859). — Art. 3 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. René Blondelle tendant à une nouvelle rédaction de l'article 3 palliant les inconvénients du financement (*ibid.*) et amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à un but semblable (*ibid.*), retrait de l'amendement de M. Edgard Pisani (*ibid.*), adoption de l'amendement de M. René Blondelle (p. 1860). — Après l'art. 8 (p. 1861). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à insérer, après l'article 8, un article additionnel nouveau prévoyant l'exemption d'impôt foncier pour les nouvelles plantations (*ibid.*) et amendement par M. Gérard Minvielle tendant à éviter les moins-values de recettes aux communes résultant de l'exonération d'impôt foncier (*ibid.*), observations, retrait des deux amendements (p. 1863). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à modifier le § III de cet article afin que l'obligation d'adhérer au groupement ne puisse être imposée au propriétaire ayant boisé avant la constitution du groupement forestier (*ibid.*), observations, retraits (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun tendant à modifier l'art. 17 de la loi du 5 août 1960 d'orientation agricole (p. 1864), observations, rejet (p. 1865). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à compléter l'article 10 par une disposition relative à la priorité d'achat lors de la mise en vente de terrains à vocation forestière par une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S. A. F. E. R.) (p. 1865), observations, adoption modifiée (p. 1867). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à modifier le début du texte proposé pour l'article 111 du code forestier, observations, retrait (*ibid.*). — Art. 18 (p. 1868). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à remplacer le mot « gestion » par le mot « propriété » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Marcel Audy, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; René Blondelle, Raymond Brun, rapporteur ; Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Hector Dubois, Roger Houdet, Marcel Lemaire, Gérard Minvielle, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Robert Soudant, Jacques Vassor. — *Explications de vote :* MM. Marcel Audy, Geoffroy de Montalembert, Hector Dubois, Louis Jung, Max Monichon, Gérard Minvielle. — Sur l'ensemble (p. 1869). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 72). Adopté, en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 496, 499, 81.

Deuxième transmission au Sénat [25 juillet 1963] (I., n° 216). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [25 juillet 1963] (I., n° 221). **Discussion** [25 juillet 1963] (p. 1940 et suivantes). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 1940). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun relatif au nombre des administrateurs désignés (p. 1941), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 5 *bis* (*ibid.*). — Observations relatives à l'interprétation des termes « massifs boisés de 100 hectares » (p. 1942). — Sur l'ensemble (*ibid*). — ADOPTION (n° 75). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES TRANSPORTS, Voy. : BUDGET DE 1963, ART. 62.

FRANÇAIS RAPATRIES

Projet de loi présenté par M. François MISSOFFE *ministre des Rapatriés*, **instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 novembre 1963. — Voy : Impressions n° 573, 642, 102. — **Transmission au Sénat** [14 novembre 1963] (I., n° 29). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [28 novembre 1963] (I., n° 44). — **Discussion** [4 décembre 1963] (p. 3058 et suiv.).

— *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Fosset, rapporteur ; François Missoffe, ministre des rapatriés. — Sur l'ensemble (p. 3060). — ADOPTION (n° 23). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 11 décembre 1963 (*J. O.* du 12 décembre 1963).

FRUITS ET LEGUMES, voy. : QUESTIONS ORALES, 31.

G

GENDARMERIE

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **modifiant l'article premier de la loi du 30 mars 1928 en ce qui concerne l'admission des sous-officiers de gendarmerie au statut des sous-officiers de carrière** [30 avril 1963] (I., n° 79). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Janeval [18 juin 1963] (I., n° 127). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1447 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Bernard Chochoy. — *Article unique* (p. 1448). — Amendement par le général Jean Ganeval, tendant à conserver le bénéfice des dispositions antérieures aux sous-officiers totalisant déjà trois années de service (p. 1449), adoption (*ibid.*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 48). — Adopté par l'Assemblée nationale le 24 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 414, 456, 78.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

GRANDS ENSEMBLES ET HABITATIONS INDIVIDUELLES, Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 46.

GREVE DANS LES SECTEURS PUBLICS

Projet de loi, présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre,* **relatif à certaines modalités de la grève dans les services publics.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 433, 459, 61. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1963] (I., n° 189). — Renvoi à la commission des affaires sociales et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Roger Lagrange [19 juillet 1963] (I., n° 198). — **Discussion** [23 juillet 1963] (p. 1808 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Roger Lagrange, rapporteur ; Emile Hugues ; André Méric ; Auguste Pinton ; Adolphe Dutoit ; André Colin ; Guy Petit ; Raymond Bossus ; André Armengaud ; Jacques Richard ; Jean Lecanuet ; Pierre Métayer ; Mlle Irma Rapuzzi. — Motion présentée par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 1837). — *Sont entendus :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Julien Brunhes ; Antoine Courrière. Rejet de la **motion par scrutin public (n° 42).** — *Explication de vote :* M. Pierre de La Gontrie. — Vote bloqué, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution (p. 1839). — *Articles (ibid.).* — Sur l'ensemble (*ibid.*). — **REJET par scrutin public (n° 43) (n° 71).**

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2 de la Constitution) [23 juillet 1963] (p. 1840). Adoption par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. Voy. : Impressions n°s 494, 505, 87. — Election des membres de la commission [24 juillet 1963] (p. 1871 et 1883). — **Rapport par M. Roger Lagrange [25 juillet 1963] (I., n° 211).** — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1956 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Edouard Barrachin ; Antoine Courrière ; Camille Vallin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Roger Menu, président de la commission mixte paritaire. — *Explication de vote :* M. Auguste Pinton. — Sur l'ensemble (p. 1959). — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'art. 44 de la Constitution. — **Rejet par scrutin public (n° 46).** — REJET (n° 77). — Adoption en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 508, 89.

Deuxième transmission au Sénat [26 juillet 1963] (I., n° 231). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — **Discussion [26 juillet 1963] (p. 1973 et 1974).** — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Antoine Courrière. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'art. 44 de la Constitution (p. 1973). — Rejet par scrutin public (n° 47). — REJET (n° 87). DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 512, 513, 93.

Promulgation : loi du 31 juillet 1963 (*J. O.* du 2 août 1963).

GREVES-SURPRISES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 27.

GROUPEMENT DES COLLECTIVITES POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT.

Rapport sur le fonctionnement de ce groupement au cours de l'année 1962, déposé par le président du conseil de surveillance [9 juillet 1963] (p. 1620).

H

HABITATIONS A LOYER MODERE (H. L. M.)

Voy. : QUESTIONS ORALES, 484.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 19.

HABITATIONS PRIVEES CLASSEES MONUMENTS HISTORIQUES, voy. : CODE PÉNAL.

HABITAT RURAL, voy. : BUDGET DE 1964, AGRICULTURE.

HAUTE COUR DE JUSTICE

Scrutin pour l'élection : 1° d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice ; 2° de six juges suppléants de la Haute Cour de justice [29 janvier 963] (p. 162).

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [1er février 1963] (p. 348).

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [5 février 1963] (p. 457 et 476).

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [12 février 1963] (p. 782 et 801).

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 mai 1963] (p. 1080 et 1101).

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice [15 octobre 1963] (p. 2093 et 2104).

HAUTS FOURNEAUX DE CHASSE, voy. : QUESTIONS ORALES, 474.

HONGREURS, voy. : BUDGET DE 1963 (PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES).

HOPITAUX, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 32, 545.

HORAIRES DES MAITRES DE COLLEGES, voy. : QUESTIONS ORALES, 502.

HOSPITALISATION PRIVEE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 32.

I

IMPOT SUR LE REVENU DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 543.

INCIDENT

Intervention de M. Jacques SOUFFLET, *sénateur,* **relative aux propos tenus par M. Gaston Monnerville, au congrès radical d'Evian, le 27 septembre 1963 ;** réponse de M. le président [3 octobre 1963] (p. 2062 et 2063).

INDEMNITES AUX PRODUCTEURS DE CEREALES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 38.

INDEMNITES VIAGERES DE DEPART AUX AGRICULTEURS AGES, voy. : QUESTIONS ORALES, 495.

INDUSTRIE TOURISTIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 42.

INSCRITS MARITIMES.

1. Proposition de loi, présentée par Mme Irma RAPUZZI, *sénateur,* **tendant à modifier les dispositions du décret n° 54-372 du 29 mars 1954, en faveur des inscrits maritimes relevant de l'établissement national des invalides de la marine marchande** [15 mai 1962] (I., n° 188). — *Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.* — Rapport par M. Marcel Lambert [27 juin 1963] (I., n° 147).

2. Proposition de loi, présentée par M. Alain de LACOSTE-LAREYMONDIE, *député,* **tendant à préciser que les ostréiculteurs et les mytiliculteurs inscrits maritimes relevant de la caisse de retraite des marins ne dépendent pas du régime de l'assurance vieillesse des personnes non salariées de l'agriculture.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 28 juin 1962. — Voy: Impressions n°s 589, 884, 1065, 415. — **Transmission au Sénat** [3 juillet 1962] (I., n° 254). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Lucien Grand [30 avril 1963] (I., n° 78). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1065 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Joseph Yvon ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. *Discussion des articles* (p. 1066). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, proposant une nouvelle rédaction du texte modificatif présenté pour l'article 1060 (6°) du code rural (*ibid.*), observations, adoption (p. 1068). — Article additionnel 1er *bis* nouveau (ibid.). — Amendement par M. Lucien Grand, tendant à insérer un article additionnel 1er *bis* nouveau complétant l'article 645 du code de sécurité sociale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 2 (p. 1068). — Amendement par Lucien Grand tendant à compléter « in fine » cet article par une disposition précisant qu'aucun remboursement de prestations ne pourra être réclamé en application de la présente loi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi (p. 1069), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi relative au régime social des ostréiculteurs, mytiliculteurs et pisciculteurs inscrits maritimes** ». — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bardol ; Lucien Grand, rapporteur ; Roger Lachèvre ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — ADOPTION MODIFIÉE (n° 32).

INSPECTEURS DU TRESOR, voy. : QUESTIONS ORALES, 465.

INSPECTION SANITAIRE DES DENREES ALIMENTAIRES D'ORIGINE ANIMALE, voy : QUESTIONS ORALES, 463.

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 15, ETAT C.

INSTITUTEURS, voy. : QUESTIONS ORALES, 507.

INTEMPERIES, voy : QUESTIONS ORALES, 465.

INVESTISSEMENTS

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur,* **tendant à fixer les conditions dans lesquelles les capitaux d'origine publique peuvent être investis dans les entreprises industrielles et commerciales** [4 juillet 1963] (I., n° 161). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

IRRIGATION, voy. : QUESTIONS ORALES, 471.

J

JUSTICE, voy. : ALGÉRIE.

L

LEGION D'HONNEUR

Proposition de loi, présentée par M. Guy de LA VASSELAIS, *sénateur,* **tendant à considérer la présence ininterrompue au front (zone de combat) pendant quatre années, de 1914 à 1918, comme titre de guerre entrant dans le décompte des titres exigés des anciens combattants de la guerre de 1914-1918 pour l'attribution de la médaille militaire ou la croix de chevalier de la Légion d'honneur** [30 avril 1963] (I., N° 73). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LEGITIMATION ADOPTIVE, voy. : CODE CIVIL.

LIBAN, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

LIBERATION (ANNIVERSAIRE), voy. : QUESTIONS ORALES, 546.

LIBERTE DE LA PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur,* **tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et à instituer des sanctions de caractère professionnel** [27 juin 1963] (I., n° 154). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LIBERTE DE LA PRESSE, voy. : PRESSE.

LIBERTE D'INFORMATION, voy. : BUDGET de 1963, INFORMATION.

LIBERTES LOCALES ET AUTONOMIE COMMUNALE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 13.

LICENCIEMENTS A L'USINE TIMKEN-ASNIERES, voy. : QUESTIONS ORALES, 426.

LISTES ELECTORALES, voy. : CODE ÉLECTORAL.

LOGEMENT DES PERSONNES RAPATRIEES D'ALGERIE, voy. : RAPATRIÉS D'ALGÉRIE.

LOGEMENTS D'ETUDIANTS DE LILLE, voy. : QUESTIONS ORALES, 505 et 506.

LOGEMENTS HABITATIONS A LOYER MODERE, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 25.

LOGEMENTS LOCATIFS 1963, voy. : QUESTIONS ORALES, 484.

LOI DE FINANCES POUR 1963, voy. : BUDGET de 1963.

LOI DE FINANCES POUR 1964, voy. : BUDGET de 1964.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963 PORTANT MAINTIEN DE LA STABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Projet de loi rectificative pour 1963 présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **portant maintien de la stabilité économique et financière.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 29 mai 1963. Voy. : Impressions n°s 240, 290, 27. — **Transmission au Sénat** [30 mai 1963] (I., n° 104). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [4 juin 1963] (p. 1163). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [4 juin 1963] (I., n° 106). — Avis par M. René Jager, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [5 juin 1963] (I., n° 107). — **Discussion** [5 juin 1963]

(p. 1194 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Valéry Giscard d'Etaing, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Courrière ; René Jager, rapporteur pour avis ; Georges Marrane ; Pierre Métayer ; André Armengaud ; Jean-Eric Bousch ; Camille Vallin ; Amédée Bouquerel ; Pierre de La Gontrie, André Fosset. *Discussion des articles* (p. 1212 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. René Jager, tendant à modifier la 2e phrase du § 1er de cet article, relative au prix d'achat effectif (p. 1213), observations, adoption (p. 1214). — Amendement par M. René Jager, tendant à supprimer le 2e alinéa du § 2 de cet article, relatif aux ventes réclames (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. René Jager tendant à modifier le 3e alinéa du § 2 de cet article, relatif aux ventes à perte des produits périssables (*ibid.*), observations, rejet (p. 1215). — Explications de vote : MM. Edouard Le Bellegou ; Guy Petit. — Le vote sur l'article 1er est réservé (p. 1217). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à la concurrence déloyale (*ibid.*), observations. — L'amendement et l'article sont réservés (p. 1219). — Art. 4 et 4 *bis*, réservés (*ibid.*). — Art. 1er (précédemment réservé, modifié par les deux amendements de M. René Jager précédemment adoptés). — Scrutin public (n° 27). Adoption (p. 1221). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Joseph Beaujannot ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Pierre de La Gontrie ; Emile Hugues ; René Jager, rapporteur pour avis ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit ; Jacques Richard. — **Suite de la discussion** [6 juin 1963] (p. 1226 et suiv.). — Art. 2 et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (précédemment réservés). — Adoption de l'amendement par scrutin public (n° 28) (p. 1227). — Art. 4 (p. 1227). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à supprimer cet article (*ibid.*), observations, adoption par scrutin public (n° 29). — Art. 4 *bis* (p. 1228). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (*ibid.*) et amendement par M. René Jager, rapporteur pour avis, tendant au même objet, observations, adoption (p. 1229). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 1230). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (*ibid.*), adoption (p. 1233). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. René Jager, rapporteur pour avis, disposant qu'un décret en conseil d'Etat précisera les conditions d'application du présent article (*ibid.*), adoption (p. 1234). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendements identiques par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, par M. René Jager, rapporteur pour avis et par M. Jean Bardol, tendant à supprimer cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 1237). — Art. II (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à n'appliquer la majoration du droit d'apport qu'à l'expiration d'un délai de trois mois (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 1238). — Observations relatives à l'impôt sur les automobiles des sociétés (*ibid.*). — Art. additionnel 14 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à insérer un article additionnel 14 *bis* nouveau relatif à la taxe sur les betteraves livrées à la sucrerie et à la distillerie (*ibid.*), observations, retrait (p. 1240). — Art. 15 (*ibid.*). — Observations relatives aux prestations de base versées aux rapatriés d'Algérie (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois, tendant à compléter cet article par une disposition relative aux avocats d'Algérie (p. 1241), observation, adoption (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement par M. Georges Portmann, tendant, à la fin du paragraphe I, à remplacer la date du 1er janvier 1959 par celle du 1er janvier 1960, et amendement semblable par M. Jean Bardol (*ibid.*), adoption (p. 1243) par scrutin public (n° 30). — Art. additionnel 16 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer un article additionnel 16 *bis* nouveau visant à régler la situation des sociétés de famille (*ibid.*), observations, adoption (p. 1244). — Après l'art. 16 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à insérer un article additionnel, après l'art. 16 *bis*, tendant à la réduction du prix des billets de congés payés (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 17, art. additionnel nouveau 17 *bis*, art. 19 (majoration de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu : « demi-décime Ramadier » ; prélèvement sur le tiercé). Discussion commune (p. 1244 à 1256). — Amendements identiques par M. Marcel Pellenc, rapporteur général et par M. Pierre Métayer, tendant à supprimer l'article 17 (p. 1256), adoption par scrutin public (n° 31). — Amendement par M. Jean Bardol, à l'art. 19, tendant à la réalisation d'économies (p. 1257), irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (p. 1258). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à fixer à 650 millions de francs le montant minimum des économies (*ibid.*), et sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à fixer ce chiffre à 738 millions de francs (*ibid.*), adoption du sous-amendement par scrutin public (n° 33). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à insérer un article additionnel 17 *bis* nouveau instituant un prélèvement spécial sur le tiercé (p. 1258), retrait (*ibid.*). Art. 18 (p. 1259). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à augmenter de 1,50 à 2 p. 100 le prélèvement sur les réserves des sociétés (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à supprimer les mots « portant maintien de la stabilité économique et financière » de l'intitulé du projet de loi (*ibid.*), rejet (p. 1260). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand ; André Armengaud ; Jean Bardol ; Edouard Barrachin ; Maurice Bayrou ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au Budget ; Jean-Eric Bousch ; Robert Bruyneel ; Roger Carcassonne ; André Cornu ; Yvon Coudé du Foresto ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Vincent Delpuech ; René Dubois ; Yves Estève ; André Fosset ; René Jager, rapporteur pour avis ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Molle, rapporteur pour avis ; Max Monichon ; André Monteil ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Paul Pelleray ; Guy Petit ; Auguste Pinton ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; Jacques Richard ; Louis Talamoni. — *Explications de vote :* MM. Louis Namy ; Abel-Durand ; Maurice Bayrou. — Sur l'ensemble (p. 1261) et par scrutin public (n° 34). REJET (n° 39).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2 de la Constitution) [6 juin 1963] (p. 1261). — Voy. Impressions nos 306, 340, 38. — Election des membres de la commission [11 juin 1963] (p. 1282). — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 juin 1963. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [12 juin 1963] (I. n° 124). — **Discussion** [12 juin 1963] (p. 1323 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Emile Hugues ; Vincent Delpuech ; Yvon Coudé du Foresto ; André Armengaud ; Georges Marrane. — Vote unique demandé par le Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution (p. 1328). — Scrutin public (n° 35). — REJET (n° 40). Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 18 juin 1963. — Voy. Impressions nos 345, 40.

Deuxième transmission au Sénat [19 juin 1963] (I., n° 130). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport oral par M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — **Discussion** [19 juin 1963] (p. 1366 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; René Jager, rapporteur pour avis ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Sur l'ensemble (p. 1371). — *Explications de vote :* MM. Pierre de La Gontrie ; Antoine Courrière ; Max Fléchet. Scrutin public (n° 36). — REJET (n° 44) DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive par l'Assemblée nationale en 3e lecture le 20 juin 1963. — Voy. : Impressions nos 359, 360, 45.

Promulgation : loi du 2 juillet 1963 (*J. O.* du 3 juillet 1963. — Erratum *J. O.* du 11 juillet 1963).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1963

1. Projet de **loi de finances rectificative pour 1963,** présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques.* — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 449, 466, 62. — **Transmission au Sénat** [22 juillet 1963] (I., n° 199). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, et pour avis à la commission des affaires sociales. — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [23 juillet 1963] (p. 1808). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [24 juillet 1963] (p. 1869). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [23 juillet 1963] (I., n° 201). — Avis par Mme Marie-Hélène Cardot, au nom de la commission des affaires sociales [23 juillet 1963] (I., n° 200). — Avis par M. Amédée Bouquerel, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [24 juillet 1963] (I., n° 203). — **Discussion** [24 juillet 1963] (p. 1871 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Cornu ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Antoine Courrière ; Paul Chevallier ;

Marc Pauzet, également rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; Georges Portmann ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Armengaud ; Ludovic Tron ; Guy Petit ; Bernard Chochoy ; Jean Bardol ; Marc Desaché ; Maurice Carrier ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Raymond Bossus ; Georges Marie-Anne ; Vincent Delpuech ; André Dulin ; Maurice Coutrot. *Discussion des articles* (p. 1897 et suiv.). — Art. 6 *ter* (nouveau) (p. 1898). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 6 *ter* (nouveau), relatif au contrôle de la gestion des finances publiques par la Cour des comptes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean-Eric Bousch, tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article, relatif aux taxes instituées par la loi du 2 août 1960 prévoyant des redevances pour freiner l'expansion des locaux à usage industriel et à usage de bureaux dans la région parisienne (*ibid.*), observations, adoption (p. 1899). — Art. 9 (*ibid.*). — Observations relatives à un compte spécial du Trésor pour l'Algérie. — Art. 10 (*ibid.*). — Observations sur les victimes civiles d'Algérie (p. 1900). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à compléter l'article 10, alinéa I *in fine* par une disposition faisant référence au code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (p. 1901), adoption (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer, après l'alinéa I de cet article, un alinéa nouveau relatif aux droits accessoires, avantages et institutions (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à supprimer la fin du dernier alinéa de l'article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 10 *ter* (*ibid.*). — Observations sur l'attribution de logements aux rapatriés d'Algérie. — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à étendre la réservation de logements H. L. M. à la location et non pas seulement à l'accession à la propriété (*ibid.*), observations, adoption (p. 1902). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux retraites de la caisse nationale des barreaux français (*ibid.*), observations, adoption (p. 1903). — Art. additionnel 11 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset tendant à insérer un article additionnel 11 *bis* nouveau tendant à permettre aux caisses d'assurances vieillesse ayant pris en charge des rapatriés, d'établir des demandes de subvention (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à supprimer cet article relatif à la validation de l'arrêté du 14 décembre 1955 portant approbation de modifications du règlement de la caisse autonome de retraites des ingénieurs des mines (*ibid.*), observations, adoption (p. 1904). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article permettant l'exonération fiscale de futurs emprunts (*ibid.*), observations, rejet (p. 1905). — Art. 13 *ter* (p. 1906). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article validant un arrêté concernant certaines nominations au grade d'inspecteur général des télécommunications (*ibid.*), observations, adoption (p. 1907). — Après l'article 13 *sexies* (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à la ratification des ordonnances concernant les mesures susceptibles de réduire la consommation de l'alcool (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14. — Crédits. Etat A (p. 1908). — Trois amendements par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits du titre III pour : 1) l'agriculture ; 2) les territoires d'outre-mer ; 3) les finances et affaires économiques (services financiers), afin de s'opposer à la création d'emplois nouveaux (*ibid.*), observations, adoption des trois amendements (p. 1909). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire de 500.000 F le crédit du titre IV de « Finances et affaires économiques. — II. Service financiers » [télex-consommateurs] (*ibid.*), adoption (ibid.). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le crédit destiné à la réalisation d'une voiture de course à la ligne « Services du Premier ministre, I. Services généraux. — Titre IV » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 15, Etat B (p. 1910). — Amendement récapitulatif par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, adoption (*ibid.*). — Art. 16, Etat C (p. 1911). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits Affaires culturelles, titre V, autorisations de programme destinés à l'aménagement et l'ameublement des Trianons (*ibid.*), observations, retrait (p. 1912). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation destinée à l'aménagement du port de Papeete, titre VI, autorisations de programme, Territoires d'outre-mer (*ibid.*), observations, adoption (p. 1913). — Amendement par M. Paul Pauly tendant à augmenter les subventions d'équipement des bibliothèques municipales, titre VI, autorisations de programme, Education nationale (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à rétablir un crédit de 50.000 F destiné à une subvention à l'association Cotravaux (*ibid.*), observations, rejet (p. 1914). — Art. 20 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les autorisations de programme au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1963, afin de limiter à 20 p. 100 de revalorisation les crédits militaires (*ibid.*), observations, adoption (p. 1915). — Art. 25 (p. 1916). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à rétablir cet article relatif aux comptes de prêts et de consolidation (construction) (*ibid.*), observations, vote unique à la demande du Gouvernement sur l'art. 25 et l'ensemble du projet de loi en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1920). — Scrutin public (n° 44). — Adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Edouard Barrachin ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; MM. Bernard Chochoy ; André Cornu ; Etienne Dailly ; André Fosset ; Léon Jozeau-Marigné ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Plait ; Paul Ribeyre ; Jacques Richard ; Alex Roubert ; Jacques Soufflet. Adoption modifiée (n° 73).

Commission mixte paritaire (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [24 juillet 1963] (p. 1920). — Election des membres de la commission [25 juillet 1963] (p. 1926 et 1939). — Adoption par l'Assemblée nationale, le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 504, 507, 90. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [26 juillet 1963] (I., n° 220). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1990 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; André Armengaud ; Etienne Dailly ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Yvon Coudé du Foresto ; Bernard Chochoy. *Discussion des articles* (p. 1998). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une nouvelle rédaction (p. 1994). — Art. 10 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à supprimer cet article (*ibid.*). — Art. 20 (p. 1995). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une nouvelle rédaction (*ibid.*). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (*ibid.*). — Scrutin public (n° 49). — Adoption (n° 51). Commission mixte paritaire. Texte définitif.

Promulgation : loi du 31 juillet 1963 (*J. O.* du 2 août 1963).

2. Projet de **loi de finances rectificative pour 1963**, présenté par M. Valéry Giscard d'Estaing, *ministre des finances et des affaires économiques*. — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 décembre 1963. Voy. : Impressions nos 680, 708, 716, 128. — **Transmission au Sénat** [11 décembre 1963] (I., n° 76). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [11 décembre 1963] (I., n° 77). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3144 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Emile Durieux, Georges Portmann, Charles Naveau, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière, Georges Marie-Anne. — *Discussion des articles* (p. 3150 et suiv.). — Art. 3 (p. 3151). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article ayant pour objet les abus et les fraudes en matière de dépenses d'assurance maladie (*ibid.*) ; observations ; adoption (p. 3153). — Après l'article 3 (*ibid.*). — Amendement, par M. Lucien Bernier, tendant à insérer, après l'article 3, un article additionnel nouveau tendant à étendre aux travailleurs salariés des départements d'outre-mer une série de dispositions existant en métropole pour l'attribution des prestations familiales (*ibid.*) ; observations ; irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 3155). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le délai de recours pour les sinistrés (dommages de guerre) contre le rejet implicite par l'administration (*ibid.*). — Observations. — Sous-amendement, par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à fixer la date limite du délai au 31 mars 1964 (*ibid.*) ; observations ; adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (p. 3156). — Art. 6 (p. 3157). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, pour le paragraphe II de cet article, à revenir au texte présenté par le Gouvernement (avances aux institutions gérant des régimes complémentaires de sécurité sociale) (*ibid.*) ; observations ; sous-amendement, par M. Roger Lagrange, tendant à supprimer les mots : « compte tenu du supplément de recettes procuré chaque année par les cotisations des nouveaux adhérents résidant précédemment en Algérie » (*ibid.*) et sous-amendement, par M. Roger Lagrange, tendant à remplacer le taux de 10 p. 100 par celui de 7 p. 100 (*ibid.*) ; irrecevabilité du deuxième sous-

amendement aux termes de l'article 40 de la Constitution ; adoption de l'amendement modifié par le premier sous-amendement (p. 3160). — Art. 12 *septies* (p. 3161). — Amendement, par M. Marc Pauzet, tendant à supprimer cet article relatif au revenu cadastral moyen départemental à l'hectare, retenu pour la répartition des cotisations sociales agricoles (*ibid.*) ; observations ; rejet (p. 3163). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, au début de cet article (*ibid.*) ; observations ; retrait (*ibid.*). — ART. 15. ETAT C (p. 3164). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre les chiffres du Gouvernement pour le titre VI. Subventions d'investisesment. Affaires étrangères. Institut européen d'administration des affaires (p. 3165) ; observations ; adoption (*ibid.*). — Art. 26 (p. 3166). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le début de l'article afin de permettre le report des crédits envisagés pour la réparation des dommages causés par les cyclones dans les départements d'outre-mer (*ibid.*) ; observations ; retrait (p. 3167). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, Octave Bajeux, Jean Bardol, Lucien Bernier, Jean Bertaud, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Martial Brousse, Bernard Chochoy, Etienne Dailly, Paul Driant, René Dubois, Lucien Grand, Jacques Henriet, Roger Lagrange, Marcel Lemaire, Georges Marie-Anne, Charles Naveau, Marc Pauzet, Marcel Pellenc, rapporteur général ; Georges Portmann, Abel Sempé, René Toribio. — *Explications de vote :* MM. Lucien Bernier, Georges Marie-Anne. — Sur l'ensemble (p. 3169) et par scrutin public (n° 20). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 31). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 17 décembre 1963. — Voy. Impressions n°s 743, 749, 135.

Deuxième transmission au Sénat [17 décembre 1963] (I., n° 89). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [17 décembre 1963] (I., n° 90). — **Discussion** [17 décembre 1963] (p. 3224 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Discussion des articles* (p. 3226 et suiv.). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement, par M. Lucien Grand, tendant, au paragraphe II de cet article, après les mots : « de l'ordre des médecins et de l'ordre des chirurgiens dentistes », à ajouter : « désignés par les conseils régionaux des ordres » (*ibid.*) ; observations ; retrait (p. 3227). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement, par M. Roger Lagrange, tendant, au paragraphe II de cet article, à remplacer : « charge nette », par : « charge supplémentaire » (*ibid.*) ; observations ; retrait (p. 3228). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Lucien Grand, Roger Lagrange, Marcel Pellenc, rapporteur général. — Sur l'ensemble (p. 3228) et par scrutin public (n° 23). — ADOPTION (n° 44). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 23 décembre 1963).

LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES, 512.

M

MADAGASCAR, voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

MAGASINS (HEURES D'OUVERTURE), voy. : QUESTIONS ORALES, 473, 487.

MAIRES (NOMINATIONS), voy. : QUESTIONS ORALES, 509.

MAISON D'ARRET, voy. : QUESTIONS ORALES, 482.

MALADIES DE LONGUE DUREE, voy. : QUESTIONS ORALES, 477.

MARCHE DES PRODUITS LAITIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 508.

MARCHES DE COMMUNES

Proposition de loi, présentée par M. Modeste ZUSSY, *sénateur*, **tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés de communes, de syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance** [9 mai 1963] (I. n° 91). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Retrait [30 mai 1963] (p. 1158).

MARECHAUX EXPERTS, voy. : BUDGET DE 1963 (PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES).

MARIAGE, voy. : CODE CIVIL (art. 75).

MAROC, voy. : QUESTIONS ORALES, 471, 472, 485.

MEDAILLE MILITAIRE, voy. : LÉGION D'HONNEUR.

MEDECINE PREVENTIVE DU TRAVAIL AGRICOLE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture*, **relatif à la protection médicale du travail agricole** [7 juillet 1959] (I., n° 139). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Maurice Carrier* [10 décembre 1959] (I., n° 74). **Discussion** [18 juillet 1960] (p. 922). ADOPTION (n° 82). — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960. — Voy. : Impressions n°s 798, 1350, 391. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la médecine préventive du travail agricole** ».

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [22 mai 1962] (I., n° 202). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand* [13 décembre 1962] (I., n° 19). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1062 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Lucien Grand, rapporteur. *Article unique* (p. 1063). — Amendement par Lucien Grand tendant à intituler le chapitre III du titre I^er^ du livre VII du code rural « Protection médicale du travail agricole », adoption. — Amendement par M. Lucien Grand relatif aux conditions dans lesquelles pourra être rendue obligatoire par décret l'organisation de services médicaux (*ibid.*), retrait (*ibid*). — Amendement sensiblement identique au précédent par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand relatif à la compétence technique des médecins praticiens (p. 1064), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand proposant pour l'article 1000-2 du code rural un texte précisant l'obligation d'organiser les services médicaux (*ibid.*), retrait. — Amendement sensiblement identique par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (*ibid*), adoption (*ibid*). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à supprimer le texte présenté pour l'article 1000-3 du code rural (*ibid.*) retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à une nouvelle rédaction de l'art. 1000-3 du code rural, relatif aux conditions d'exercice de leurs fonctions par les médecins désignés (*ibid.*), adoption (p. 1065). — Amendement par M. Lucien Grand proposant une nouvelle rédaction de l'art. 1000-3 du code rural relatif aux infractions aux dispositions précédentes (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Jacques Verneuil. — Sur l'ensemble (p. 1065). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi : « **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé.* — ADOPTION MODIFIÉE (n° 31). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1963. — Voy : Impressions n°s 286, 655, 109. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la médecine préventive du travail agricole** ».

Transmission au Sénat (troisième lecture) [21 novembre 1963] (I., n° 35). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

MESURES DE POLICE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT (n° 8).

MILITAIRES PRISONNIERS EN ALGERIE, voy. : OBSERVATIONS LORS DE L'EXAMEN DU BUDGET ALGÉRIE [30 janvier 1963] (p. 237 et suiv.). — [31 janvier 1963] (p. 271).

MINEURS INFIRMES, voy. : PRESTATION FAMILIALE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE.

MISSIONS D'INFORMATION, voy. : POUVOIRS D'ENQUÊTE ET MISSIONS D'INFORMATION.

MONUMENTS HISTORIQUES

Projet de loi, présenté par M. André MALRAUX, *ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,* **étendant aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions législatives concernant les monuments historiques et relatives aux objets mobiliers.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 17 juillet 1962. — Voy.: Impressions n°s 1532, 1831, 434. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1962] (I., n° 295). — *Renvoi à la commisison des affaires culturelles. — Rapport par M. Louis Jung* [6 décembre 1962] (I., n° 12). — **Discussion** [19 décembre 1963] (p. 3246 et 3247). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Louis Jung, rapporteur; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (p. 3247). — ADOPTION (n° 47). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation: loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE, voy.: QUESTIONS ORALES, 480.

MYTILICULTEURS, voy.: INSCRITS MARITIMES.

N

NOTAIRES, voy.: QUESTIONS ORALES, 504.

NOUVELLE-CALEDONIE (CONSEIL DE GOUVERNEMENT)

Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer,* **portant réorganisation du conseil de Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 10 décembre 1963. — Voy.: Impressions n°s 710, 129. — **Transmission au Sénat** [11 décembre 1963] (I., n° 75). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — **Discussion** [13 décembre 1963] (p. 3190 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale; Henri Lafleur; Louis Namy; Maurice Bayrou; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Motion tendant à opposer la *question préalable* aux termes de l'article 44 du règlement du Sénat, par M. Raymond Bonnefous, président de la commission (p. 3193). — *Sont entendus:* MM. Raymond Bonnefous; Auguste Pinton; rejet de la motion par scrutin public (n° 21) (p. 3194). — *Discussion des articles* (p. 3194 et suiv.). — *Explication de vote:* M. Lucien Bernier. — Sur l'ensemble (p. 3197) et par scrutin public (n° 22). — ADOPTION (n° 40). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation: loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

NOUVELLE-CALEDONIE (ROUTE TERRITORIALE N° 1)

Projet de loi présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat, chargé des départements et territoires d'outre-mer,* **ratifiant le décret n° 62-1484 du 7 décembre 1962 portant non-approbation de la délibération n° 3 du 8 juin 1962 de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, relative à l'exonération des droits de douane sur le matériel, les pièces de rechange, le ciment et les produits hydrocarbonés nécessaires à l'exécution de la route territoriale n° 1 (section Nouméa—Tontouta).** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 octobre 1963. — Voy.: Impressions n°s 214, 413, 96. — **Transmission au Sénat** [15 octobre 1963] (I., n° 6). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [30 octobre 1963] (I., n° 17). — **Discussion** [3 décembre 1963] (p. 3050). — *Sont entendus dans la discussion générale:* MM. Raymond Brun, rapporteur; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 21). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation: loi du 14 décembre 1963. (*J. O.* du 15 décembre 1963.)

NOUVELLE-CALEDONIE, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 21.

O

OBJECTEURS DE CONSCIENCE, voy.: RECRUTEMENT.

OFFICES PUBLICS D'HABITATIONS A LOYER MODERE (H. L. M.), voy.: QUESTIONS ORALES, 484.

OFFICES, SERVICES CONCEDES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS MAROCAINS, voy.: QUESTIONS ORALES, 472.

OFFICIERS D'ACTIVE

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif aux changements d'arme des officiers d'active.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1963. — Voy: Impressions n°s 509, 514, 91. — **Transmission au Sénat** [25 juillet 1963] (I., n° 214). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [25 juillet 1963] (I., n° 220). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1971 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale:* M. Jacques Soufflet, rapporteur; Pierre Messmer, ministre des armées. — *Discussion des articles* (p. 1972). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement, par M. Jacques Soufflet, tendant, au 1er alinéa de cet article, après les mots « le ministre des armées pourra... », à supprimer les mots: « sur proposition d'une commission spécialement désignée » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (p. 1973). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 86). — Adoption définitive, en seconde lecture, par l'Assemblée nationale le 26 juillet 1964. — Voy.: Impressions n°s 509, 514, 91.

Promulgation: loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

OFFICIERS (EMPLOI DANS L'ENSEIGNEMENT)

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 5 décembre 1963. — Voy.: Impressions n°s 657, 712, 705, 125. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 65). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Pour avis à la commission des affaires culturelles [6 décembre 1963] (p. 3097). — Rapport par M. le général Jean Ganeval [10 décembre 1963] (I., n° 70). — Avis par M. Jean Fleury [11 décembre 1963] (I., n° 62). — **Discussion** [11 décembre 1963] (p. 3124 et suiv.). — Discussion commune avec celle du projet de loi, **édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire** (I., n°s 64 et 69). — *Discussion des articles* (p. 3124 et suiv.). — Art. 1er. Réservé (*ibid.*). — Art. 2. (*ibid.*) — Amendement par M. Jean Fleury, rapporteur pour avis, tendant à insérer, après la 1re phrase du 1er alinéa une disposition relative aux diplômes exigés (*ibid.*), observations, retrait (p. 3135), amendement modifié repris par M. Georges Lamousse (*ibid*), rejet (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, rapporteur, tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par les mots: « ou à l'échelon exceptionnel de leur grade lorsqu'il en existe un » (*ibid.*), observations, adoption (p. 3136). — Art. 1er (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par Mme Renée Dervaux tendant à étendre les dispositions de cet article au personnel de l'ancienne assemblée de l'Union française (*ibid.*) et amendement tendant à un but semblable, de M. André Fosset, par le moyen de l'insertion d'un article additionnel 6 nouveau (*ibid.*), discussion commune, opposition du Gouvernement aux termes de l'art. 49, al. 5, du règlement du Sénat (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion:* Mme Renée Dervaux; MM. Jean Fleury, rapporteur pour avis; le général Jean Ganeval, rapporteur; Georges Lamousse; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (p. 3136) et par scrutin public (n° 19). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 29). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy.: Impressions n°s 742, 751, 136.

Promulgation: loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

OFFICIERS (REDUCTION EFFECTIFS)

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 5 décembre 1963. — Voy.: Impressions n°s 711, 713, 126. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 64). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [10 décembre 1963] (I., n° 69). —

Discussion [11 décembre 1963] (p. 3124 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* (commune avec celle du projet de loi **relatif à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale**) (I., n°s 65, 70 et 72) : MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Marius Moutet ; Jean Fleury, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; MM. André Monteil ; Georges Lamousse. — *Discussion des articles* (p. 3133 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant à compléter cet article par une disposition précisant que, toutes les pensions d'ancienneté étant acquises à vingt-cinq ans de service, aucun abattement n'existe plus (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « ou à l'échelon exceptionnel de leur grade, lorsqu'il en existe un » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant à modifier la rédaction du début du premier alinéa de cet article (p. 3134), observations, adoption. — *Ont pris part à la discussion :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (p. 3134). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 28). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 741, 750, 136.

Promulgation : loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

OPTICIEN-LUNETIER

Proposition de loi, présentée par M. Armand BARNIAUDY, *député*, **tendant à modifier l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant.** — *Adopté par l'Assemblée nationale, le 12 décembre* 1961. — Voy. : Impressions n°s 917, 1251, 1540 et 364. — **Transmission au Sénat** [13 décembre 1961] (I., n° 128). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Paul Lévêque* [3 mai 1962] (I., n° 167). — **Discussion** [17 mai 1962] (p. 241). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 73). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi modifiant les dispositions des articles L. 505 et L. 506 du code de la santé publique relatifs à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** ». — *Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale,* le 10 juillet 1962. — Voy. : Impressions n°s 1723, 1793, 422. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier détaillant** ».

Deuxième transmission au Sénat [11 juillet 1962] (I., n° 268). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Paul Lévêque [28 mai 1963] (I., n° 99). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1151 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Paul Lévêque, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Prelot ; Bernard Lemarié ; Hector Dubois ; Jean Bertaud. — *Discussion des articles* (p. 1153). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Paul Lévêque, rapporteur, tendant à rétablir cet article (*ibid.*), observations, rejet (p. 1154). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat ; Edgar Faure ; Paul Lévêque, rapporteur. — ADOPTION (n° 36). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 10 juin 1963 (*J. O.* du 11 juin 1963).

ORGANISME EXTRA-PARLEMENTAIRE, voy : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

ORGANISMES A CARACTERE SOCIAL OU PHILANTHROPIQUE, voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 48.

ORIENTATION AGRICOLE

Voy : EXPLOITATIONS TYPES.

Voy : QUESTIONS ORALES, 459.

ORTHOPHONISTES

Projet de loi, présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre,* **relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste** [26 juillet 1963 - *J. O.* 1er octobre 1963] (I., n° 234). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

OSTREICULTEURS INSCRITS MARITIMES, voy. : INSCRITS MARITIMES.

OXYDE DE CARBONE, voy. : ACCIDENTS DE LA CIRCULATION.

P

PAPEETE, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 16.

PAPE JEAN XXIII (DECES), voy. : ALLOCUTIONS PRONONCÉES AU SÉNAT.

PAPETERIE (INDUSTRIE DE LA), voy. : QUESTIONS ORALES, 541.

PARLEMENT EUROPEEN

Proposition de loi, présentée par M. Emile HUGUES, *sénateur,* **tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct** [2 juillet 1963] (I., n° 158). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la constitution d'une commission spéciale.

PECHE

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **concernant la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1er mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales** [7 mai 1963] (I., n° 82). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [16 mai 1963] (I., n° 94). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1446 et 1447). — *Est entendu dans la discussion générale.* M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur. *Article unique* (p. 1447). — ADOPTION (n° 46).

PENSION DE VEUVE DE RETRAITE PROPORTIONNEL, voy. : BUDGET DE 1964, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

PENSION DES ANCIENS COMBATTANTS

Voy. : BUDGET DE 1963 (discussion générale).

PENSIONS D'INVALIDITE DES SAPEURS-POMPIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 464.

PERSONNEL CONSTRUCTION A BOULOGNE-SUR-MER, voy. : QUESTIONS ORALES, 528.

PERSONNEL HOSPITALIER, voy. : QUESTIONS ORALES, 531.

PERSONNELS DE RESERVE DE L'ARMEE DE MER, voy. : ARMÉE DE MER.

PLAN DE STABILISATION

Voy : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963 PORTANT MAINTIEN DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.

Voy. : QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT, 39.

POLICE, voy. : QUESTIONS ORALES, 488.

POLITIQUE AGRICOLE ET VITICOLE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 3, 6.

POLITIQUE ATOMIQUE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 33.

POLITIQUE D'AIDE A L'AFRIQUE DU NORD, voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 43.

POLITIQUE DES SALAIRES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 18.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 11.

POLITIQUE ETRANGERE

Voy. : OBSERVATIONS SUR LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT APRÈS LA RUPTURE DE LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES (MARCHÉ COMMUN) [12 février 1963] (p. 802 et 803).

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 33.

POLITIQUE EUROPÉENNE, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 4.

POLLUTION DES EAUX

Voy.: EAU POTABLE.

Voy.: QUESTIONS ORALES, 460.

POMMES DE TERRE (IMPORTATION), Voy.: QUESTIONS ORALES, 30.

PONT D'ARLES-TRINQUETAILLE, Voy.: QUESTIONS ORALES, 544.

PONTS DETRUITS, Voy.: QUESTIONS ORALES, 432.

POUVOIRS D'ENQUETE ET MISSIONS D'INFORMATION

I. — **Demandes.**

1. Lettre par laquelle M. Vincent ROTINAT, *président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'effectuer une visite des installations atomiques françaises à Pierrelatte, Marcoule et Cadarache** [16 janvier 1963] (p. 98). — Octroi de l'autorisation demandée [2 février 1963] (p. 374).

2. Lettre par laquelle M. Roger MENU, *président de la commission des affaires sociales,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier les problèmes sanitaires, démographiques et sociaux en Côte française des Somalis, aux Comores et à la Réunion** [11 février 1963] (p. 725). — Octroi de l'autorisation demandée [19 février 1963] (p. 880).

3. Lettre par laquelle M. Jean BERTAUD, *président de la commission des affaires économiques et du plan,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **deux missions d'information chargées d'étudier: la première la mise en valeur du territoire et des formes d'organisation économique et sociale du secteur agricole en Israël; la seconde les problèmes de construction et de financement des autoroutes en Allemagne, en Autriche et en Italie, et de l'organisation des liaisons aériennes intérieures dans ces trois pays** [13 février 1963] (p. 818). — Octroi de l'autorisation demandée [19 février 1963] (p. 880).

4. Lettre par laquelle M. Philippe D'ARGENLIEU, *vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées,* fait connaître que la commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier les bases et installations militaires d'Afrique et de Madagascar** [15 février 1963] (p. 876). — Octroi de l'autorisation demandée [19 février 1963] (p. 880).

5. Lettre par laquelle M. Louis GROS, *président de la commission des affaires culturelles,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information en vue d'étudier en Iran les problèmes posés par la coopération technique que la France apporte à ce pays et d'examiner l'effort fait pour la diffusion de notre culture au Japon** [18 juillet 1963] (p. 1715). — Octroi de l'autorisation demandée [26 juillet 1963] (p. 1950).

6. Lettre par laquelle M. Jean BERTAUD, *président de la commission des affaires économiques et du plan,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **deux missions d'information chargées d'étudier: la première, au Pays-Bas et en Allemagne fédérale, le marché de la viande et les problèmes posés par la mise en œuvre de la politique agricole commune; la seconde, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie, le problème des transports urbains** [18 décembre 1963] (p. 3234). — Octroi de l'autorisation demandée [19 décembre 1963] (p. 3246).

7. Lettre par laquelle M. Louis GROS, *président de la commission des affaires culturelles,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **une mission d'information chargée d'étudier dans divers pays européens l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'enseignement agricole** [18 décembre 1963] (p. 3234). — Octroi de l'autorisation demandée [19 décembre 1963] (p. 3246).

8. Lettre par laquelle M. Roger MENU, *président de la commission des affaires sociales,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **une mission d'information chargée d'étudier en Norvège, en Suède et en Finlande les solutions données dans ces pays aux problèmes des équipements sanitaires et sociaux** [18 décembre 1963] (p. 3234). — Octroi de l'autorisation demandée [19 décembre 1963] (p. 3246).

9. Lettre par laquelle M. Vincent ROTINAT, *président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **deux missions d'information: la première, chargée d'étudier les problèmes de défense et de coopération dans diverses républiques africaines; la seconde, de se rendre en Inde** [18 décembre 1963] (p. 3234). — Octroi de l'autorisation demandée [19 décembre 1963] (p. 3246).

II. — **Rapports.**

1. Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le **fonctionnement du service des télécommunications en Suède.** — Par MM. Bernard CHOCHOY, *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [9 janvier 1963] (I., n° 35).

2. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite de la mission accomplie par une délégation de cette commission, chargée d'étudier l'ensemble des **questions culturelles intéressant la France et certains pays d'Afrique et de l'Océan Indien.** — Par M. René TINANT, *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [5 février 1963] (I., n° 50).

3. Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 29 août au 24 septembre 1962, par une délégation de cette commission chargée d'étudier **l'infrastructure de certains aérodromes,** par M. Yvon COUDÉ DU FORESTO *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [19 février 1963] (I., n° 62).

4. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission relative aux **autoroutes et aux liaisons aériennes intérieures,** effectuée par une délégation de cette commission en Italie, en Autriche et en Allemagne, du 18 au 27 avril 1963. — Par M. Auguste PINTON, *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [27 juin 1963] (I., n° 149).

5. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Israël, du 21 avril au 1er mai 1963, relative aux **conditions de la mise en valeur du territoire et aux formes d'organisation économique et sociale du secteur agricole.** — Par M. Roger HOUDET, *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [27 juin 1963] (I., n° 150).

6. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une **mission effectuée par une délégation de cette commission en Afrique et à Madagascar.** — Par M. Vincent ROTINAT, *président de la commission,* et plusieurs de ses collègues [9 juillet 1963] (I., n° 173).

7. Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 19 au 22 mars 1963, par une délégation de cette commission, sur le **fonctionnement du service des télécommunications en Suisse.** — Par M. Bernard CHOCHOY, *sénateur,* et plusieurs de ses collègues [18 juillet 1963] (I., n° 190).

PRESIDENT KENNEDY

Hommage à la mémoire du président des Etats-Unis d'Amérique John F. Kennedy, victime d'un attentat politique, par M. Gaston MONNERVILLE, *président du Sénat,* auquel s'associe M. Robert BOULIN, *secrétaire d'Etat au budget,* au nom du Gouvernement [22 novembre 1963] (p. 2775 et 2776).

PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE, *sénateur,* **tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse** [9 janvier 1963] (I., n° 37). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles,

de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

PRESTATION FAMILIALE D'EDUCATION SPECIALISEE

Projet de loi, présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population,* **instituant pour les mineurs infirmes une prestation familiale dite d'éducation spécialisée.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juin 1963. — Voy. : Impressions n°s 283, 343, 48. — **Transmission au Sénat** [2 juillet 1963] (I., n° 156). — Renvoi à la commission des affaires sociales et, pour avis, à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Lucien Grand [16 juillet 1963] (I., n° 182). — Avis par M. René Dubois [18 juillet 1963] (I., n° 185). — **Discussion** [18 juillet 1963] (p. 1741 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; René Dubois, rapporteur pour avis ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Abel Durand ; Henri Prêtre. *Discussion des articles* (p. 1744 et suiv.). — Art. additionnel 2 *bis* (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Bernier, tendant à insérer un article additionnel 2 *bis* nouveau disposant que le nouvel article L 527 du code de la sécurité sociale sera déclaré applicable aux départements d'outre-mer (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 1745). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à accorder le bénéfice de l'allocation, aux femmes seules ayant un enfant infirme à charge et ne travaillant pas (*ibid.*)., observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, tendant à modifier la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 543 1 nouveau du code de la sécurité sociale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à modifier le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 543 1 (*ibid.*) et amendement par M. Lucien Bernier tendant à compléter l'article L. 543 1 par une disposition prévoyant l'extension aux départements d'outre-mer (*ibid.*), adoption du second amendement et retrait du premier (p. 1746). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Bernier ; Lucien Grand, rapporteur ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — Sur l'ensemble (p. 1756). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 68). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 25 juillet 1963. — Voy. : Impressions : n°s 479, 480, 85.

Deuxième transmission au Sénat [25 juillet 1963] (I., n° 225). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand [26 juillet 1963] (I., n° 229). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1974). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Lucien Grand, rapporteur. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 88). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1963 (*J. O.* du 2 août 1963).

PRESTATIONS AGRICOLES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 480.

PRESTATIONS AUX REFUGIES D'ALGERIE, Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 15, OBSERVATIONS.

PRETS A L'ETRANGER, Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 9.

PRETS A LONG TERME AGRICOLES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 498.

PRIME DE TRANSPORT

1. — Proposition de loi, présentée par M. Camille Vallin, sénateur, tendant à **étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948** [16 mai 1961] (I., n° 214). — *Renvoi à la commission des affaires sociales sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article* 43 *de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Adolphe Dutoit* [23 juillet 1962] (I., n° 307). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1154 et suivantes). — Discussion commune avec celle de la proposition de loi présentée par M. Francis Dassaud le 17 mai 1962, I., n° 200). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Dutoit, rapporteur ; Pierre Dumas secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — Irrecevabilité en vertu de l'article 41 de la Constitution invoquée par le Gouvernement (p. 1156). — Rapport supplémentaire par M. Adolphe Dutoit [25 juin 1963] (I., n° 146). — Deuxième rapport supplémentaire par M. Adolphe Dutoit [4 juillet 1963] (I., n° 160). — **Suite de la discussion** [4 juillet 1963] (p. 1587 et 1588). *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Foyer, ministre de la justice, garde des sceaux ; Roger Menu ; irrecevabilité de l'art. 2 du projet aux termes de l'art. 41 de la Constitution, invoquée par le Gouvernement. — Nouvelle rédaction de l'art. 2 (p. 1593). — *Sont entendus :* MM. Roger Menu ; Adolphe Dutoit ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Camille Vallin. — Sur l'ensemble (p. 1594). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi relative à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé** ». — ADOPTION (n° 60).

2. Proposition de loi, présentée par M. Francis DASSAUD, *sénateur,* **relative à l'extension de l'allocation de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé de province** [17 mai 1962] (I., n° 200). — *Renvoi à la commission des affaires sociales sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article* 43 *de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Adolphe Dutoit* [23 juillet 1962] (I., n° 307). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1154 et suiv.). — Discussion commune avec celle de la proposition de loi présentée par M. Camille Vallin le 16 mai 1961 (I., n° 214). — Rapport supplémentaire par M. Adolphe Dutoit [25 juin 1963] (I., n° 146). — Deuxième rapport supplémentaire par M. Adolphe Dutoit [4 juillet 1963] (I., n° 160). — Suite de la discussion commune [4 juillet 1963] (p. 1587, 1588, 1593 et suiv., cf. ci-dessus).

PRIMES A LA CONSTRUCTION, voy. : QUESTIONS ORALES, 476.

PRIX AGRICOLES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 40.

PRIX LIMITES DE VENTE DE CERTAINS LEGUMES, voy. : QUESTIONS ORALES, 461.

PROBLEME SCOLAIRE, voy. : QUESTIONS ORALES, 462.

PRODUITS ANTIPARASITAIRES

Projet de loi, présenté par M. Edgard PISANI, *ministre de l'agriculture,* **modifiant la loi du 2 novembre 1943, relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole** [19 février 1963] (I., n° 66). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [9 mai 1963] (I., n° 90). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1069 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Maurice Lalloy, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Jean Deguise ; Michel Kauffmann. — Sur l'ensemble (p. 1070). — ADOPTION (n° 33). — Adopté par l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1963. Voy. : Impressions n°s 238, 495, 76.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

PRODUITS LAITIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 508.

PRODUITS MARAICHERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 29, 31.

PROGRAMME D'EQUIPEMENT MILITAIRE

Dépôt d'un rapport du Gouvernement en application des art. 3 à 5 de la loi n° 60-1305 du 8 décembre 1960 **relative à certains équipements militaires** [17 octobre 1963] (p. 2112).

PROTECTION AUX ANIMAUX

Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **relatif à la protection des animaux.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 12 juillet 1961. Voy. : Impressions 666, 1181, 272. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1961] (I., n° 312). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy* [19 juillet 1961] (I., n° 322). — **Discussion** [9 novembre 1961] (p. 1402 et suiv.). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 14). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 10 octobre 1963. — Voy. : Impressions 1519 (1re législature), 207, 555, 98.

Deuxième transmission au Sénat [15 octobre 1963] (I., n° 8). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [30 octobre

1963] (I., n° 18). — **Discussion** [7 novembre 1963] (p. 2292 et suiv.) — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Georges Rougeron. *Discussion des articles* (p. 2293 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Emile Durieux tendant à modifier l'article pour permettre les combats de coqs (*ibid.*), observations, retrait (p. 2295). — Amendement par M. Bernard Lafay relatif aux tirs aux pigeons (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Richard, relatif aux tirs aux pigeons (*ibid.*), observations, retrait (p. 2296). — Amendement par M. Emile Durieux, tendant, au dernier alinéa de l'article 1er, après les mots « aux courses de taureaux » à insérer : « et aux combats de coqs » (*ibid.*), observations, rejet par scrutin public (n° 2). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Lucien Bernier ; Emile Dubois ; Adolphe Dutoit ; Abel-Durand ; Jean Foyer, garde des sceaux ministre de la justice ; Bernard Lafay ; Pierre de La Gontrie ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jacques Richard ; Georges Rougeron. — Sur l'ensemble (p. 2299). — ADOPTION (n° 14). TEXTE DÉFINITIF. DEUXIÈME LECTURE.

Promulgation : loi du 19 novembre 1963 (*J. O.* du 20 novembre 1963. Erratum *J. O.* du 21 novembre 1963).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. Voy : CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

PROTECTION MEDICALE DU TRAVAIL AGRICOLE. Voy : MÉDECINE PRÉVENTIVE DU TRAVAIL AGRICOLE.

PROXENETISME, voy. : CODE PÉNAL (art. 335-4).

Q

QUESTIONS ORALES

410 — M. Jean BARDOL demande à *M. le ministre de l'industrie* de supprimer la taxe à la valeur ajoutée (T. V. A.) appliquée à **l'allocation de chauffage accordée au personnel des houillères et aux retraités et veuves.** L'article 22 du statut des mineurs précise au paragraphe *a* que les membres du personnel des mines ont droit à une attribution de combustible fournie par l'exploitant Si cette attribution n'est pas possible, ils ont droit à une indemnité compensatrice versée par l'exploitant. Cet avantage est également accordé aux agents retraités et aux veuves. Le charbon attribué aux ayants droit est considéré comme un charbon non commercial. Sa qualité laisse d'ailleurs très sérieusement à désirer et les mineurs revendiquent à juste titre son amélioration. C'est pourtant sur cette attribution de combustible non commercial et de basse qualité qu'est appliquée la T. V. A. qui s'élève actuellement à environ 600 anciens francs pour une tonne. L'application de cette taxe à un avantage social découlant d'un droit reconnu par le statut des mineurs, et alors qu'il ne s'agit ni d'une vente, ni d'une opération commerciale, est donc abusive. Cela motive donc sa suppression [19 juin 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1424). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol.

411. — M. Jean BARDOL attire l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la **situation des mineurs silicosés.** L'article 89 de la loi de finances (*Journal officiel* du 24 décembre 1960) précise que : « Tout mineur, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers, reconnu atteint, dans les conditions prévues par la législation sur les réparations des maladies professionnelles, d'une incapacité permanente au moins égale à 30 p. 100 résultant de la silicose professionnelle, peut, s'il le désire, obtenir la jouissance immédiate d'une pension proportionnelle de retraite correspondant à la durée et à la nature de ses services miniers. » Les dispositions de cet article ne concernent que les travailleurs présents à la mine à la date de la demande de pension. Elles ne jouent malheureusement pas pour les silicosés ayant quitté la mine avant le 1er janvier 1961. Ces mineurs silicosés pourraient être classés en deux catégories : 1° les mineurs silicosés à plus de 30 p. 100, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers et ayant quitté volontairement la mine pour éviter l'aggravation de leur état. Il serait juste que ces mineurs puissent bénéficier également des avantages de l'article 89 de la loi de finances puisque le but de la retraite anticipée est justement d'éviter l'aggravation de la maladie professionnelle ; 2° les mineurs silicosés à plus de 30 p. 100, justifiant d'au moins quinze ans de services miniers et qui ont été admis obligatoirement à l'invalidité générale avant le 1er janvier 1961 à cause même de leur pourcentage de silicose. Il est absolument injuste que ces mineurs, les plus gravement atteints, ne puissent bénéficier comme les autres, s'ils le désirent, des avantages de la retraite anticipée. Dans l'état actuel des textes, ils ne pourront faire valoir leurs droits à la pension vieillesse qu'à l'âge de cinquante ans et même de cinquante-cinq ans pour ceux ayant effectué moins de vingt ans de travail au fond. C'est seulement à cet âge qu'ils pourront cumuler leur rente de silicose avec la pension de retraite correspondant à la durée et à la nature de leurs services miniers (le cumul de la rente de silicose et de la pension d'invalidité n'étant pas autorisé). Ces mineurs gravement silicosés et admis à l'invalidité générale sont donc l'objet d'une véritable injustice. Leurs souffrances physiques et morales sont encore accentuées par leurs difficultés matérielles de vie. Pour le seul bassin du Nord et du Pas-de-Calais, 712 décès imputables à la silicose ont été relevés pour l'années 1961. Il faut faire beaucoup plus en faveur des mineurs atteints de la plus terrible des maladies professionnelles. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de permettre à tous les silicosés à 30 p. 100 justifiant de quinze ans de services miniers de bénéficier, s'ils le désirent, des dispositions de l'article 89 de la loi de finances précitée [19 juin 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1425). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol.

423. — M. Jean BARDOL attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la situation de la ville d'Etaples, dans le Pas-de-Calais. Alors que le projet départemental de carte scolaire avait prévu : 1° le principe de la création d'un collège d'enseignement technique à Etaples ; 2° l'ouverture dans cette même commune de classes techniques dès la rentrée de 1962, il apparaît officiellement qu'aucun de ces projets n'a été retenu. C'est à Montreuil-sur-Mer (3.253 habitants) qu'est créé un collège d'enseignement technique dépendant du lycée technique de Boulogne. La décision qui prive Etaples d'un établissement technique pourtant indispensable ne s'explique pas et crée une légitime émotion parmi la population. En effet, de multiples raisons militent en faveur de l'ouverture à Etaples de cet établissement : 1° l'importance de la population d'Etaples : 8.650 habitants au dernier recensement ; 2° la proximité immédiate de localités importantes (Cucq-Trépied, Camiers, le Touquet, etc.) qui font d'Etaples le centre d'une agglomération de près de 20.000 habitants ; 3° le taux de natalité dans la commune (l'un des plus élevés de France) et la proportion considérable d'enfants d'âge scolaire. Faute de qualification professionnelle, ces enfants ne peuvent prétendre, dans le meilleur des cas, dans une région déjà frappée par le chômage, qu'à l'emploi de marin pêcheur ou de manœuvre du bâtiment ; 4° la décision de création d'une zone industrielle à Etaples (première tranche en cours de réalisation) ; 5° la facilité des communications (trains, autobus) entre Etaples et les localités voisines ; 6° la réservation au nouveau plan d'urbanisme de la ville d'une vaste zone scolaire (plus de trois hectares) à proximité du collège d'enseignement général en voie d'achèvement. Dans ce C. E. G., dès la rentrée 1962, du fait de l'achèvement de la deuxième tranche des travaux, deux ou trois salles de classe seront vacantes. En outre, va commencer cette année la réalisation de la troisième tranche qui permettra de disposer, dans quelques mois, de nouveaux locaux dont deux salles spécialement prévues pour l'enseignement ménager ; 7° l'existence à proximité de cette zone d'une vaste cantine scolaire à l'équipement ultra-moderne, de plateaux d'éducation physique et d'une grande salle de sports en voie d'achèvement. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir réexaminer le problème et de donner les instructions nécessaires pour que le **collège d'enseignement technique prévu à Etaples soit ouvert dès la rentrée 1962** [28 juin 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1426). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol.

426 — Mme Renée DERVAUX appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur les décisions de la direction de l'usine Timken-Asnières de licencier 192 ouvriers et employés, dont sept délégués et anciens délégués. Cette entreprise donne comme prétexte à ces licenciements une baisse de production et des difficultés sur les marchés étrangers, alors que le Marché commun devait apporter une expansion économique à notre pays. Ces arguments ne peuvent être acceptés par les travailleurs à qui la direction refuse la communication de son bilan d'activité, ceci en violation des lois sur l'organisation des comités d'entreprise. Devant l'émotion soulevée parmi les travailleurs et les commerçant locaux qui comprennent que cette situation est préjudiciable à leurs intérêts, au moment où l'on discute le IVe plan de développement économique et social, elle lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour que les

services de l'inspection du travail s'opposent aux **licenciements** envisagés par la direction de l'**usine Timken-Asnières** ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour obliger la direction de cette usine à rétablir et à respecter les attributions qui sont dévolues aux comités d'entreprise en ce qui concerne la marche des affaires de l'usine ; 3° comment il concilie l'application du IVe plan présenté comme « plan de développement économique et social » avec une politique économique se traduisant par des licenciements, c'est-à-dire une politique contraire à l'intérêt des travailleurs [3 juillet 1962]. — **Réponse** [7 mai 1963] (p. 1008). — *Sont entendus :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Mme Renée Dervaux.

427. — M. Louis GROS rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* la situation des **Français exploitant des terres collectives au Maroc,** en vertu de contrats de location de longue durée ou bénéficiaires de conventions d'aliénation perpétuelle de jouissance qui, à la suite de l'application du dahir du 9 mai 1959, ont dû abandonner, sans préavis ni indemnité, les domaines qu'ils avaient mis en valeur et qu'ils exploitaient depuis de nombreuses années en vertu de droits régulièrement et légalement acquis. Il lui demande s'il est permis d'espérer que ces Français recevront, dans un avenir prochain, la juste indemnisation qui leur est due [9 juillet 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963]. — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Louis Gros.

428. — M. Auguste PINTON attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur les difficultés croissantes que connaissent les exploitants des **services ruraux de transports de voyageurs.** Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider ces transporteurs trop souvent mis dans l'impossibilité de poursuivre une activité cependant indispensable à la vie de nombreuses communes situées loin des grands axes de communication. Il lui suggère de mettre à l'étude, en accord avec M. le ministre des finances, des mesures réglementaires tendant à accorder à ceux de ces exploitants dont l'activité serait estimée indispensable par les conseils généraux : d'une part, une subvention qui serait attribuée de plein droit et calculée en fonction de la capacité de transport jugée nécessaire ; d'autre part, pour leurs investissements en matériel roulant, des facilités d'emprunt à taux réduit analogues à celles qui sont consenties aux agriculteurs ou aux hôteliers [6 juillet 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1434). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Auguste Pinton.

432. — M. Louis JUNG expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la non-reconstruction des **ponts détruits par faits de guerre** représente un danger et une entrave très grave à la circulation. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement pense prendre afin d'accélérer la reconstruction des ponts et dans quels délais ces travaux pourraient être réalisés [10 juillet 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1435). *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Louis Jung.

440. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui faire connaître la définition de « département favorisé ». Il ne comprend pas en effet pourquoi la **réforme des tarifs marchandises de la S. N. C. F.** peut entrer en vigueur dans le Gers ou les Hautes-Pyrénées par exemple, et exclure le Tarn ou l'Aveyron. En effet, les distances moyennes de ces départements pris à titre d'exemple (Gers et Hautes-Pyrénées) pour les marchandises reçues, engrais, etc., et les produits agricoles expédiés, sont supérieures à celles des départements non visés. Il lui demande comment il pourrait être admis que le coût d'une tonne d'engrais irait d'un département à l'autre de 2.900 anciens francs à 4.200 anciens francs, et qu'en même temps une tonne de blé paierait 5.000 anciens francs ici et 1.200 anciens francs ailleurs. Il lui demande comment de telles mesures peuvent se concilier avec la nécessité d'une parité des prix de revient et de vente, entre tous les agriculteurs français, à l'égard de nos partenaires de l'Europe des Six. Il lui demande enfin s'il ne s'est pas soucié de l'étude de la situation de fait existant dans les départements victimes de la sécheresse [1er octobre 1962]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1435). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Brégégère.

451. — M. Jean BARDOL signale à *M. le ministre de l'information* que les travaux accomplis au relais émetteur de **télévision** du mont Lambert (près de Boulogne-sur-Mer) ont eu et ont encore de fâcheuses répercussions. La majorité des téléspectateurs ont été pratiquement privés d'émissions pendant deux mois. D'autre part, ils ont été dans l'obligation de faire procéder au changement de leur antenne, ce qui leur a occasionné des frais importants. En outre, la nouvelle disposition du relais émetteur ne donne pas satisfaction. Les images reçues sont de mauvaise qualité dans la majeure partie de l'agglomération boulonnaise. Les protestations justifiées élevées par les téléspectateurs et par le groupement des radio-électriciens sont restées jusqu'alors sans effet. Il lui demande en conséquence de bien vouloir : 1° exempter les téléspectateurs de leur redevance annuelle en réparation du préjudice matériel et financier subi ; 2° prendre les dispositions techniques nécessaires à une bonne réception des émissions de la région boulonnaise [5 décembre 1962]. — **Réponse** [14 mai 1963] (p. 1048). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol.

452. — M. Louis NAMY expose à *M. le ministre des armées* que le 4 décembre 1962 deux jeunes soldats du contingent, affectés au 151e train stationné au camp de Montlhéry, ont trouvé la mort à la suite de l'éboulement d'une sablière dans laquelle ils effectuaient une corvée. Il lui rappelle qu'il y a quelques mois un accident mortel dont un jeune soldat fut victime s'est déjà produit dans cette unité lors d'une corvée de vidange d'une fosse d'aisance. Considérant la multiplication de tels **accidents mortels au camp de Montlhéry** — accidents nullement imputables à la fatalité — il lui demande : 1° pourquoi les mesures de sécurité de rigueur dans les entreprises privées ou nationalisées effectuant des travaux dangereux ne sont pas prises par les autorités militaires lorsqu'elles font exécuter par les militaires des travaux du même genre ; 2° quelles sanctions il entend prendre à l'encontre des responsables de tels accidents mortels plongeant des familles dans la douleur ; 3° quelles dispositions réglementaires il estime devoir édicter ou rappeler aux chefs d'unités, afin que ces accidents ne se reproduisent pas [13 décembre 1962]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1466 et 1467). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Louis Namy.

454. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* s'il ne lui paraît pas possible de faire attribuer dans chaque localité, **pour les services publics essentiels, un numéro d'appel téléphonique identique.** Ces services pourraient être les pompiers, la police, la mairie, la préfecture ou la sous-préfecture, les médecins ou les hôpitaux [18 décembre 1962]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1606 et 1607). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Marcilhacy.

456. — M. Georges MARIE-ANNE expose à **M. le Premier ministre** ce qui suit : aux termes du décret n° 60-408 du 26 avril 1960, le Parlement est représenté au **comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer par :** quatre députés choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer, à raison d'un pour chaque département, et désignés par le président de l'Assemblée nationale, sur proposition de la commission de la production et des échanges de cette Assemblée ; deux députés représentant la commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis par les représentants des départements d'outre-mer et désignés par le président du Sénat, sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette Assemblée ; un sénateur représentant la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants des Assemblées aux organismes extraparlementaire font l'objet d'une nouvelle désignation au moins après chaque élection générale. Mais le texte précité n'ayant pas fixé expressément la durée du mandat des députés et sénateurs représentant le Parlement au comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer, il s'ensuit que, bien que l'Assemblée nationale ait été récemment renouvelée dans son intégralité et le Sénat pour un tiers de ses membres, les députés et sénateurs désignés en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation, sauf ceux qui n'ont pas été réélus. Il est évident qu'il s'agit là d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager : 1° de modifier le décret n° 60-408 du 26 avril 1960 de telle sorte que les représentants du Parlement au comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer soient soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale pour l'Assemblée nationale et chaque renouvellement triennal pour le Sénat ; 2° de porter de deux à quatre le nombre des sénateurs des départements d'outre-mer à désigner par le président du Sénat sur proposition de la commission des affaires économiques et du plan de cette Assemblée [27 décembre 1962]. — **Réponse** [7 mai 1963] (p. 1007). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Georges Marie-Anne.

457 — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le Premier ministre* ce qui suit : le décret n° 60-69 du 12 janvier 1960 réglant la composition du **conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique** a prévu entre autres dispositions que

le conseil comprend : deux députés choisis parmi les représentants des départements ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président de l'Assemblée nationale ; deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements d'outre-mer ou des territoires d'outre-mer et désignés par le président du Sénat. Selon les usages généralement admis en la matière, les représentants du Parlement à cet organisme extraparlementaire auraient dû faire l'objet d'une nouvelle désignation, au moins après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Mais le texte précité n'ayant pas expressément prévu la durée du mandat des représentants du Parlement au conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique, les représentants désignés auprès de cet organisme en 1959 sont reconduits tacitement dans leur délégation, bien qu'il y ait eu récemment renouvellement de l'Assemblée nationale dans son intégralité et renouvellement du Sénat pour le tiers de ses membres. Il s'agit là, de toute évidence, d'une situation anormale. Il lui demande s'il ne serait pas disposé à envisager : 1° de modifier le décret n° 60-69 du 12 janvier 1960 par une disposition qui stipulerait que les représentants du Parlement auprès du conseil de surveillance de la Caisse centrale seront soumis à une nouvelle désignation après chaque élection générale ou triennale de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; 2° de préciser par ailleurs : *a*) que les deux députés choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un député pour les départements d'outre-mer et un député pour les territoires d'outre-mer ; *b*) que les deux sénateurs choisis parmi les représentants des départements ou territoires d'outre-mer comprendront un sénateur pour les départements d'outre-mer et un sénateur pour les territoires d'outre-mer [27 décembre 1962]. — **Réponse** [7 mai 1963] (p. 1007). — *Sont entendus :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Georges Marie-Anne.

458. — M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il n'envisage pas d'augmenter les attributions de **carburant détaxé au bénéfice des agriculteurs** détenteurs de tracteurs à essence, et de tout le matériel de culture complémentaire. En effet, l'attribution actuelle est de 60 litres par hectare. Or, il s'avère que la consommation réelle lorsque tous les travaux sont activés par le tracteur dépasse 120 litres et se décompose comme suit : céréales labours, 40 litres ; double discage et semences, 15 litres ; épandage, engrais et moisson, 30 litres ; transport du fumier, déchaumage et transport de la récolte, 15 litres, soit un total minimum de 100 litres ; vignobles : 40 litres pour labours, 40 litres pour discage, 10 litres pour traitements, 10 litres pour vendanges et transport, soit également 100 litres à l'hectare. Par ailleurs, de nombreux travaux courants ne sont pas couverts par ces 100 litres-hectare, tels que : entretien de la propriété, préparation des replantations de vigne, arrachage, transports de bêtes au marché, etc. Il lui demande s'il envisage une uniformisation des prix de revient de l'utilisation du matériel tracté avec ceux constatés dans les autres Etats européens, notamment une majoration des attributions de carburant détaxé, qui aurait pour résultat de mettre sur un pied d'égalité les propriétaires de tracteurs à essence avec ceux détenant des tracteurs Diesel [9 janvier 1963]. — **Réponse** [14 mai 1963] (p. 1049). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Abel Sempé.

459. — M. Charles Naveau demande à *M. le ministre de l'agriculture* si, dans le cadre de l'évolution actuelle de notre économie nationale basée sur les déclarations optimistes du pouvoir en matière financière et sur ses intentions si souvent énoncées de pratiquer une politique sociale, il juge suffisantes les dispositions de la **loi d'orientation agricole** et de la loi complémentaire pour apporter au monde agricole la parité économique qui lui a été promise [11 janvier 1963]. — **Réponse** [14 mai 1963] (p. 1050). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Charles Naveau.

460. — M. Roger Delagnes expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que depuis de nombreuses années et malgré de multiples protestations, l'usine Progyl de Pont-de-Claix déverse dans le Drac des quantités importantes de produits phénolés ; ces produits vont ensuite dans l'Isère et puis dans le Rhône. L'eau de ce fleuve est polluée au point qu'elle est impropre à la consommation. Personne n'a d'ailleurs jamais démontré que ces produits ne compromettaient pas la santé publique. Des villes comme Arles (40.000 habitants), les Saintes-Maries-de-la-Mer (3.000 habitants), Saint-Gilles (10.000 habitants) sont privées d'**eau potable**. Ces faits résultent d'une enquête minutieuse dont le sérieux ne saurait être mis en doute. M. le préfet des Bouches-du-Rhône et les services de la santé publique sont au courant de cette affaire particulièrement grave et, tenant compte de cette situation, il lui demande de faire connaître quelles mesures il compte prendre pour assurer aux populations de la région d'Arles (plus de 50.000 habitants), le droit à une eau potable, en faisant cesser ces déversements [24 janvier 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1437). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Roger Delagnes.

461. — M. Emile Durieux appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur certaines conséquences résultant de l'arrêté n° 24755 du 14 janvier 1963 fixant les **prix limites de vente de certains légumes** ; il apparaît en effet, selon des indications émanant d'organisations agricoles particulièrement qualifiées, que seule la production maraîchère métropolitaine aurait été soumise à la taxation alors que certains produits importés, de même nature, les endives en provenance de Belgique notamment, ne le seraient pas. Tenant compte de ces informations, il lui demande : 1° si les faits sont exacts et, dans l'affirmative, les raisons qu'il peut invoquer pour justifier cette discrimination ; 2° comment il peut concilier la position prise par le Gouvernement dans ce domaine avec les règles essentielles de la politique agricole commune [24 janvier 1963].

462. — M. Bernard Chochoy appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le grave **problème scolaire** qui se trouve actuellement posé **dans la ville de Saint-Omer** (Pas-de-Calais) ; il lui signale que l'état vétuste des bâtiments scolaires dans cette ville est tel qu'il soulève de véhémentes et légitimes protestations, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et de sécurité pour les maîtres et les élèves ; qu'un incident récent s'est notamment produit dans une classe du C. E. G. de filles, heureusement en dehors des heures de classe ; il lui rappelle à ce sujet que la municipalité, les associations de parents d'élèves, le syndicat des instituteurs ont élevé de nombreuses protestations qui sont restées sans effet ; que, depuis 1954, le projet de création d'un collège d'enseignement général est envisagé ; que ledit projet est classé sur la liste départementale avec le numéro 2 d'urgence ; que ce classement et cette urgence ont été reconnus par le conseil général du Pas-de-Calais ; que les inspecteurs généraux sont venus et ont constaté également l'urgence de cette réalisation ; que malgré tous ces faits et alors même que des crédits de paiement restent inemployés chaque année pour les constructions scolaires, la population de cette ville attend toujours cette construction indispensable ; que les menaces de grève administrative, voire de démission du conseil municipal sont envisagées devant cette situation regrettable ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures immédiates pour remédier à ces difficultés : *a*) en accordant les crédits nécessaires pour permettre enfin la construction du collège d'enseignement général ; *b*) en prévoyant, en attendant la réalisation de ce groupe scolaire, l'implantation rapide de quinze classes préfabriquées pour faire face à l'urgence qui s'impose [29 janvier 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1428). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Bernard Chochoy.

463. — M. Joseph Raybaud expose à *M. le Premier ministre* que le Gouvernement s'est engagé le 19 juillet 1962, en acceptant les amendements qui ont constitué l'article 23 de la loi complémentaire d'orientation agricole, à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale « un projet de loi tendant à la réorganisation de l'**inspection sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale** » et à assurer en ce domaine un juste équilibre entre les libertés locales et la tutelle technique de l'Etat, conformément à l'article 258 nouveau du code rural. Ce projet de loi doit, en outre, fixer « les conditions dans lesquelles pourront être fermés, aménagés ou créés **les abattoirs publics** non retenus au plan d'équipement ». Estimant que les municipalités, qui ont assuré d'importants investissements pour moderniser leurs abattoirs et leurs services vétérinaires, sont particulièrement intéressées par cette réforme, il lui demande s'il entend consulter leurs représentants pour l'élaboration des textes prévus et dans quel délai ceux-ci seront proposés au Parlement [30 janvier 1963].

464. — M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le problème des **pensions d'invalidité des sapeurs-pompiers bénévoles** et lui demande s'il compte prendre des mesures indispensables pour assurer la parité avec les pensions militaires [1er février 1963]. — Retrait par son auteur [25 juin 1963] (p. 1438).

465. — M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur le non-respect des règles statutaires auxquelles étaient soumis les **inspecteurs centraux et inspecteurs du Trésor**, anciens sous-chefs de service, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le rétablissement de leurs droits [1er février 1963]. — **Réponse**

[9 juillet 1963] (p. 1607). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Paul Pauly.

466. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le nombre très élevé des **auxiliaires de préfecture** payés par les départements et lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la prise en charge de ces auxiliaires par l'Etat en vue de leur titularisation [1er février 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1438). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

467. — M. André DULIN demande à *M. le Premier ministre* quelles dispositions entend prendre le Gouvernement pour apporter d'urgence à l'**agriculture** française qui voit ses récoltes détruites en grande partie par les gelées persistantes sévissant sur notre pays, l'**aide nécessaire**, particulièrement en semences de printemps et en crédits, permettant de limiter, si possible, cette catastrophe qui touche toute l'économie de notre pays. Il lui demande, en outre, s'il ne pense pas qu'un problème de cette importance nécessiterait un additif à l'ordre du jour de la session parlementaire extraordinaire actuelle [2 février 1963].

468. — M. Jean NAYROU demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles dispositions il envisage de prendre pour répondre au vote unanime du Sénat demandant que soit accordé le bénéfice de la **double campagne aux cheminots** anciens combattants [20 février 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1436). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

469. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le rôle joué par les cours postscolaires agricoles et lui fait part de ses appréhensions en constatant que les crédits de son ministère ne laissent espérer aucune amélioration ou extension de ces cours ; il lui demande, en conséquence, comment il entend faire face au problème posé par la création et le développement des **centres postscolaires agricoles et ménagers** qui sont pour les jeunes ruraux l'aboutissement normal de l'école publique [20 février 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1429). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

470. — M. Jean NAYROU expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* la position délicate dans laquelle se trouve l'**école Freinet**, question sur laquelle l'attention de son prédécesseur avait été appelée, et lui demande de tout mettre en œuvre pour sauver une expérience qui honore la pédagogie française [20 février 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1430). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

471. — M. Jean NAYROU expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'intérêt qu'il y aurait à réserver à la montagne pyrénéenne (et ariégeoise en particulier) des crédits plus importants en raison du rôle qu'elle peut et doit jouer. Il lui rappelle également tous les bienfaits qu'apporterait à la plaine s'étendant de la montagne à la région toulousaine un système d'**irrigation** depuis longtemps en projet, et lui demande ce qu'il compte faire pour apporter une solution à ces problèmes [20 février 1963]. — **Réponse** [14 mai 1963] (p. 1052). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

472. — M. Louis GROS rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* le rôle essentiel, à tous les échelons, des agents français des offices, services concédés et établissements publics marocains, dans l'œuvre de **coopération technique franco-marocaine** pour le fonctionnement de ces services et la formation des cadres marocains. Il rappelle, en outre, que dans la lettre et l'esprit de la loi du 4 août 1956, il n'était fait aucune distinction entre ces agents et ceux de la fonction publique. Il lui demande s'il n'estime pas équitable et également nécessaire au succès de la coopération technique de reconnaître à tous ces agents la qualité, la situation et les avantages d'agents de la coopération technique et d'éviter ainsi des inégalités de traitements nuisibles à l'harmonie et à l'efficacité de l'effort commun [30 avril 1963]. — **Réponse** [25 juin 1963] (p. 1433). — *Sont entendus :* MM Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Louis Gros.

473. — M. Maurice COUTROT demande à *M. le ministre du travail* de lui préciser : 1° en vertu de quelle disposition la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du département de la Seine a été autorisée à accepter l'**ouverture de grands magasins au-delà des horaires normaux** prévus jusqu'ici ; 2° les raisons pour lesquelles, au surplus, cette décision a été prise sans consultation préalable des délégués du personnel et du comité d'entreprise ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour préserver les droits essentiels des travailleurs employés dans ces magasins et pour maintenir la législation prévue et appliquée jusqu'ici en ce qui concerne la durée normale des heures de travail dans les commerces non alimentaires [30 avril 1963].

474. — M. Camille VALLIN expose à *M. le ministre de l'industrie* qu'une importante entreprise sidérurgique de la région lyonnaise, Les **Hauts Fourneaux de Chasse** est menacée de fermeture dans les mois qui viennent ; que cette décision, si elle n'était pas rapportée, aurait des conséquences sociales graves pour des centaines de familles de travailleurs ; qu'au surplus l'arrêt de l'activité de ces hauts fourneaux venant après celui des hauts fourneaux de Givors survenu en 1961 consacrerait la disparition totale de la sidérurgie dans le Sud-Est de la France ; que la disparition des ces hauts fourneaux modernes qui ont bénéficié d'investissements considérables au cours de ces dernières années est injustifiable dans une région où les conditions géographiques et économiques exceptionnellement favorables commandent au contraire le développement de l'industrie locale ; qu'il serait d'autant plus anormal et scandaleux de voir liquider ces hauts fourneaux que le IVe plan prévoit la construction ou la modernisation de quarante et un hauts fourneaux, dont sept d'une capacité de production semblable ; que les projets de fermeture suscitent non seulement la protestation des organisations syndicales ouvrières, mais aussi des organisations patronales et notamment des neuf chambres de commerce de toute la région du Sud-Est. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour empêcher à tout prix cet arrêt d'activité qui constituerait une véritable liquidation du patrimoine national et une atteinte grave à l'intérêt national et permettre le maintien en activité dans de bonnes conditions des hauts fourneaux de Chasse [30 avril 1963]. — **Réponse** [7 mai 1963]. — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; M. Camille Vallin.

475. — M. Jacques BORDENEUVE demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour régler dans les meilleurs délais les dossiers qui intéressent l'amélioration de la **situation des fonctionnaires et des agents de l'administration préfectorale** et, notamment, en ce qui concerne : *a*) l'augmentation des effectifs pour tenir compte de l'accroissement de la population et de l'augmentation des tâches ; *b*) la prise en charge et la titularisation des auxiliaires ; *c*) la discussion du nouveau statut des commis nouvelle formule et le transfert total des commis ancienne formule, dans le grade de rédacteur ; l'application de la circulaire du 6 mai 1959 ; *d*) le passage des agents de bureau dans le grade de commis ; *e*) la mise au point d'un nouveau statut des agents dits « de service » ; *f*) le soutien au sein du Gouvernement des propositions de relèvement indiciaires en faveur des sténodactylographes, des dactylographes et des mécanographes ; *g*) l'octroi de surnombre au titre des tableaux de 1962 dits des « 25 p. 100 » ; *h*) l'application rapide aux non-intégrés des décisions résultant des décrets des 14 avril et 31 octobre 1962 ; *i*) la promulgation du nouveau statut du cadre B et le règlement du contentieux de 1960 (reclassement de dix-huit mois) ; *j*) la revision du statut du cadre A (achèvement de l'alignement sur les régies financières et normalisation de l'accès à la 1re classe d'attaché) [30 avril 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1468 et 1469). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Bordeneuve.

476. — M. Marcel BRÉGÉGÈRE expose à *M. le ministre de la construction* que la diminution des crédits affectés à l'attribution des **primes à la construction** a entraîné, dans la liquidation des demandes présentées un retard considérable : il lui signale qu'en ce qui concerne notamment le département de la Dordogne, le conseil général vient de constater que ce retard atteint maintenant près de deux années, ce qui porte un préjudice énorme à l'ensemble de la population ; que cette politique pratiquée dans ce domaine est absolument contraire au progrès social et, tenant compte de ces faits, il lui demande quelles sont les mesures immédiates qu'il envisage de prendre pour remédier à cet état de choses dans tous les départements qui trouvent dans cette situation regrettable et plus particulièrement dans le département de la Dordogne [30 avril 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1470 et 1471). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Brégégère.

477. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur la situation des salariés atteints de myélite, névraxite, syringomyélie, maladie de Parkinson, sclérose en plaques et lui demande de les faire bénéficier des droits conférés par le code de la sécurité sociale (art. 293) en ajoutant les maladies énumérées ci-dessus aux quatre affections réputées **maladies de longue durée** [7 mai 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1611 et 1612). — *Sont entendus :* MM. Pierre Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

478. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* sur la situation des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques atteints de myélite, névraxite de syringomyélie, maladie de Parkinson, sclérose en plaques, et lui demande de les faire bénéficier des droits de mise en **congé de longue durée** avec intégralité de traitement durant les trois premières années et demi-traitement pendant les deux années qui suivent [7 mai 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1613 et 1614). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

479. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur les problèmes posés par le développement de la terrible maladie qu'est la **sclérose en plaques** et lui demande comment il compte organiser la lutte contre ce fléau social. Il lui demande également de quelle manière il envisage d'aider ou au besoin de promouvoir la création de maisons de retraite spécialisées [7 mai 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1618 et 1619). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

480. — M. Marcel BOULANGÉ signale à *M. le ministre de l'agriculture* que certaines **prestations agricoles** risquent d'être payées par les caisses de mutualité sociale agricole avec un retard important, parce que le budget annexe des prestations sociales n'est pas en mesure de faire face à ses engagements en temps utile. C'est ainsi que la caisse de Vesoul devait encore percevoir une somme de 2.0I06.246,25 F pour la période du 1er janvier au 30 avril 1963 et pour le reliquat impayé au 31 décembre 1962 ; il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier à cette situation [9 mai 1963].

481. — M. Marcel BOULANGÉ expose à *M. le ministre de l'intérieur* que les travaux proposés par les préfets au titre du **programme d'équipement urbain** — adduction d'eau et assainissement notamment — n'ont pas encore fait l'objet d'une décision ministérielle pour l'exercice 1963. En effet la commission qui doit examiner les dossiers n'a pas encore été convoquée et de ce fait les notifications ne pourront être faites aux différents départements que vers la fin du mois de juin. Si l'on tient compte des délais d'adjudication il apparaît que les travaux afférents à l'année en cours ne pourront commencer au mieux avant le mois d'août, ce qui handicape considérablement les départements où l'hiver commence tôt. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour simplifier les procédures au sein du ministère et hâter des décisions que les maires attendent avec une impatience d'autant plus légitime qu'ils craignent une forte augmentation du prix des travaux qui risque de remettre en cause le financement des projets [9 mai 1963].

482. — M. René DUBOIS demande à *M. le ministre de la justice* quelles sont actuellement les directives médicales prescrites dans l'ensemble des **maisons d'arrêt** exceptionnellement surchargées, alors que les prisonniers se trouvent entassés à plusieurs par cellules, pour leur assurer un minimum de sécurité sanitaire, éviter les contagions de maladies transmissibles rendues plus fréquentes et plus graves par la cohabitation et la promiscuité permanente de l'internement, et à qui incombe la responsabilité ou la négligence d'avoir laissé en milieu pénitentiaire un officier supérieur, poursuivi devant une juridiction d'exception et donc non condamné, mais seulement en prévention, atteint d'une affection pulmonaire ayant entraîné le décès sans que le transport en milieu hospitalier ait seulement été effectué. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable que la Croix-Rouge fasse une enquête, afin de voir affirmer les mesures de sauvegarde auxquelles tout prisonnier peut prétendre dans un pays civilisé [9 mai 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1475 et 1476). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; René Dubois.

483. — M. Joseph RAYBAUD demande à *M. le ministre des rapatriés* de bien vouloir lui préciser les résultats de l'action qu'il a entreprise pour obtenir dans les meilleurs délais le fonctionnement régulier de la **caisse générale des retraites de l'Algérie.** Il lui rappelle en effet la situation particulièrement angoissante des fonctionnaires tributaires de ladite caisse dont les pensions ne sont pas encore liquidées ou des anciens fonctionnaires qui, soit ne perçoivent pas les arrérages de leurs pensions, soit les perçoivent avec des retards considérables [14 mai 1963].

484. — M. Bernard CHOCHOY signale à *M. le ministre de la construction* qu'à l'heure actuelle *les* **offices publics d'H. L. M.** n'ont pas encore reçu notification des crédits dont ils disposeront pour la construction de **logements locatifs au titre de l'année 1963.** Il craint, dans ces conditions, que la réalisation des programmes de l'année subisse un retard considérable. En effet, la notification des crédits conditionne la mise au point définitive des projets par les architectes, puis l'adjudication. Aussi, dans la meilleure hypothèse, les chantiers de 1963 ne pourront pas être ouverts avant octobre-novembre, et aucun crédit de paiement ne sera utilisé avant la fin de l'exercice. En 1962, 40 milliards d'anciens francs de crédits de paiement H. L. M. n'ont pas pu être utilisés pour des raisons analogues. Des retards de ce genre, que M. le ministre des finances apprécie peut-être en ce qu'ils facilitent la trésorerie de l'Etat, placent les organismes H. L. M. en situation difficile car ils sont dans l'impossibilité de satisfaire, à un rythme normal, les centaines de milliers de demandes de logements en instance. De plus, cette désinvolture à l'égard des organismes H. L. M. témoigne du peu d'intérêt que leur porte le Gouvernement, alors qu'ils pourraient être, si on leur en donnait réellement les moyens, à la fois un régulateur du marché du bâtiment et le meilleur instrument pour mettre honnêtement un terme à la crise du logement et qu'ils ont pratiquement été les seuls constructeurs à venir au secours de l'Etat pour donner un toit aux rapatriés d'Algérie. Il lui demande : 1° si, compte tenu des besoins connus, de l'augmentation des prix et des assurances maintes fois répétées que les objectifs du plan seraient rapidement atteints et dépassés, les crédits consentis aux offices H. L. M. en 1963 seront plus élevés que ceux de 1962 ; 2° à quelle date ces crédits seront mis à la disposition des offices [14 mai 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1471 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Bernard Chochoy.

485. — M. le général Antoine BÉTHOUART rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* qu'en vue d'apporter une aide aux populations sinistrées du Gharb la France a fait **don au Maroc, par l'intermédiaire de l'O. N. U., de 7.000 tonnes de blé ;** que ce blé est arrivé au Maroc sur deux bateaux battant pavillon allemand et a été consigné à son arrivée à Casablanca par une agence maritime anglaise, ce qui est très regrettable ; que, sans rien retirer à la valeur de ce geste, il eût été normal que les conditions de sa réalisation soient telles qu'aucun doute ne fût possible sur la qualité du donateur et que le mérite en revînt très explicitement à notre pays. Il lui demande pour quelles raisons ce don français n'a pas été transporté sous pavillon français et consigné à son arrivée par une maison française, ainsi qu'il eût été naturel, et souhaitable qu'à l'avenir, en de pareilles circonstances, des dispositions soient prises pour qu'à l'imitation d'autres pays ayant déjà fait des gestes du même ordre, mais sous leur pavillon national, toutes opérations soient effectuées sous pavillon français et par des intermédiaires également français [16 mai 1963].

486. — M. Jean PÉRIDIER attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'importance des dégâts causés aux vignobles par les gelées d'hiver 1963 et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour venir en **aide aux viticulteurs sinistrés** [16 mai 1963].

487. — Mme Renée DERVAUX expose à *M. le ministre du travail :* 1° que l'article 3 du décret du 31 décembre 1938, pris en application de la loi du 21 juin 1937, stipulant que le nombre d'heures comprises entre le commencement et la fin de la journée de travail ne peut excéder onze heures — y compris les heures consacrées au repos — lorsque le personnel est réparti en équipes, ne permet pas à un magasin d'ouvrir, même une fois par semaine, jusqu'à 22 heures : 2° que l'article 23 du livre II du code du travail interdit également à un magasin, dont le personnel est composé en majorité de femmes, d'ouvrir jusqu'à 22 heures, alors que la reprise du travail le lendemain est fixée à l'heure normale (9 heures du matin), le repos de nuit devant avoir une durée de 11 heures consécutives. Elle lui demande en conséquence : 1° en vertu de quelle disposition **l'ouverture d'un magasin jusqu'à 22 heures** a été autorisée ; 2° les raisons pour lesquelles cette autorisation a été accordée sans consultation préalable des organisations syndicales ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour l'application stricte des textes en vigueur et le respect des horaires de travail [16 mai 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1610). — *Sont entendus :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Mme Renée Dervaux.

488. — Mme Renée DERVAUX expose à *M. le ministre de l'intérieur* que la pendaison d'un enfant de treize ans dans une cellule de la **prison militaire de Metz,** survenant après la « pendaison » de Michel Loubet dans une cellule du commissariat du 9e arrondissement, soulève l'émotion et l'inquiétude dans le pays. Quelles pressions, quelles menaces et quels sévices sont donc pratiqués pour amener un enfant et un jeune homme à choisir la mort après un passage de quelques heures dans des locaux de la **police ?** De plus, dans les deux cas, le médecin appelé est arrivé trop tard. Est-ce un manque de surveillance, de la négligence ? Ou ne serait-ce pas plutôt dû au mépris de l'homme, quel qu'il

soit, qui, même pour une raison futile, a franchi la porte d'un poste de police ? D'autre part, dans le cas de l'enfant de Metz, malheureuse victime d'une société injuste, sa place est-elle vraiment dans une cellule de prison ? On l'a isolé, soit-disant pour éviter une fâcheuse promiscuité ; mais le laisser seul avec sa détresse et son espoir de liberté envolé, n'était-ce pas le vouer au désespoir ? A cet enfant qui voulait vivre libre, mais qui jusqu'ici n'avait connu que la misère et les barreaux, il eût fallu offrir autre chose que la cellule d'une prison et la perspective d'une maison de redressement. En conséquence, elle lui demande si des mesures sont envisagées pour que de tels faits ne se renouvellent plus [28 mai 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1614 et 1615). — *Sont entendus :* M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Mme Renée Dervaux.

489. — M. Emile HUGUES rappelle à *M. le ministre de la justice* que la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 prévoit, dans son article 18, la **réforme de la composition de la juridiction d'expropriation :** il lui demande pour quelles raisons le Gouvernement n'a pas encore publié les textes d'application de cette réforme et dans quels délais il compte la mettre en œuvre [28 mai 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1476 et 1477). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Emile Hugues.

490. — M. Emile HUGUES reppelle à *M. le ministre de la construction* que la loi n° 61-691 du 3 juillet 1961 dispose que, dans les secteurs en voie d'urbanisation ou de rénovation, les propriétaires des terrains nus ou bâtis peuvent être tenus de participer à l'effort d'**équipement collectif** dont ils bénéficient sous la forme d'une **redevance d'équipement** ; il souhaite connaître les résultats obtenus par l'application de cette loi [28 mai 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1474 et 1475). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Emile Hugues.

491. — M. Bernard CHOCHOY rappelle à *M. le ministre des armées* que la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, portant à 18 mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée précise notamment que « les jeunes gens dont deux frères sont morts pour la France » sont dispensés de leurs obligations de service militaire actif ; lui signale que cette mesure, parfaitement normale, est cependant la cause d'injustices dans un certain nombre de cas ; qu'en effet, pour être admis dans certaines administrations, et notamment dans la gendarmerie par exemple, on exige préalablement des candidats l'accomplissement du service militaire ; qu'il en résulte que les candidats se trouvant dans la situation précitée sont automatiquement écartés des concours pour la simple raison qu'ils n'ont accompli aucun service ; qu'ils se trouvent ainsi pénalisés du seul fait que la disposition précitée les a normalement exemptés d'office de l'accomplissement du service militaire ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il ne conviendrait pas de prendre rapidement une mesure précisant notamment que, dans le cas où les **jeunes gens** sont **exemptés de tout service militaire** dans les conditions prévues par les dispositions de la loi du 30 novembre 1950, il ne peut être tenu compte de cette situation pour refuser, par la suite, d'admettre leur candidature dans les mêmes conditions que les candidats ayant rempli leurs obligations militaires pour les **concours ou examens ouverts par les administrations de l'Etat,** quelles qu'elles soient [28 mai 1963]. **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1467 et 1468). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Bernard Chochoy.

492. — M. Bernard CHOCHOY appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le problème des candidatures aux postes de **coopération culturelle en Afrique et à Madagascar ;** lui rappelle les conversations qui ont eu lieu à ce sujet les 25 et 26 avril dernier au ministère de la coopération avec les responsables de ce ministère, ceux de la direction de la coopération avec la Communauté et l'étranger, les représentants des syndicats nationaux de l'enseignement secondaire, de l'enseignement technique et des instituteurs ; lui précise notamment que le problème de l'**affectation des militaires du contingent à des postes d'enseignement en Afrique** avait été soulevé à la demande des représentants du syndicat des instituteurs ; qu'à la suite de cette requête, il avait été précisé que des discussions étaient en cours entre le ministère des armées, celui de la coopération, celui de l'éducation nationale pour régler cette situation ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande de vouloir lui préciser : 1° les conclusions qui ont pu être adoptées à la suite de ces discussions ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour qu'une solution rapide intervienne [28 mai 1963]. — **Réponse** [2 juillet 1963] (p. 1477 et 1478). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Bernard Chochoy.

493. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* si c'est sur son ordre que le personnel de son cabinet chargé du **courrier avec les parlementaires** omet toujours, dans les réponses, de donner le nom de la personne ayant fait l'objet d'une intervention, et, dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui peuvent motiver une attitude aussi discourtoise vis-à-vis des parlementaires [30 mai 1963].

494. — M. René TINANT demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures ont été prises à ce jour pour la réparation des **dégâts causés par le dégel de mars dernier à la voirie nationale** et, en collaboration avec M. le ministre de l'intérieur, **aux voiries départementales et communales ;** quels délais seront nécessaires pour terminer ces travaux. Il lui demande également s'il envisage de définir et de financer un programme de construction de routes résistant aux méfaits de l'hiver. Dans l'affirmative, une priorité sera-t-elle donnée aux régions du Nord, du Nord-Est et de l'Est où les barrières sont habituellement posées chaque hiver pendant plusieurs périodes, entravant considérablement l'activité économique de ces régions ? Quels seront les axes retenus en priorité ? [4 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1798). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; René Tinant.

495. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui préciser l'interprétation exacte du décret n° 63-455 du 6 mai 1963 au sujet des indemnités viagères de départ concernant les exploitants âgés ou invalides se trouvant dans la situation ci-après exposée : M. X..., agriculteur, exploite dans le Gers une surface de 10 hectares de terre labourable avec son fils. Âgé de soixante-cinq ans, il veut bénéficier de la **rente viagère complémentaire** qui peut s'ajouter à ses avantages vieillesse. Il décide de vendre son exploitation à son fils et de répartir sa valeur entre son fils héritier principal et deux autres enfants majeurs qui ont quitté l'exploitation familiale ou la quitteront à leur majorité. Il lui demande s'il peut espérer recevoir l'avantage viager en supplément des avantages vieillesse prévu par la loi, au même titre que M. Y..., son voisin, qui vend ses 10 hectares d'une valeur identique à un tiers et reçoit le montant total de la vente, soit environ 30.000 francs [4 juin 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1616). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Abel Sempé.

496. — M. Martial BROUSSE rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le plan 1962-1966 prévoit le **remembrement** annuel de 600.000 hectares. Il lui indique que : 1° les crédits affectés à ces opérations n'ont permis de remembrer en 1962 que 250.000 hectares ; 2° toujours faute de crédit, il ne sera remembré en 1963 qu'environ 300.000 hectares. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les opérations de remembrement prévues par le plan de quatre ans, soit 2.400.000 hectares, soient effectuées [5 juin 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1607 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Martial Brousse.

497. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs du département de l'Aude victimes des gelées de l'hiver et des récents orages de grêle qui ont dévasté plusieurs cantons de la région de Castelnaudary, d'Alzonne, de Saissac, de Mas Cabardes et des Corbières [5 juin 1963].

498. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui préciser l'interprétation exacte des textes publiés par le *Journal officiel* des 24 et 25 mai au sujet des **prêts à long terme** pouvant être obtenus par M. X. fils, après prise de possession des dix hectares appartenant à son père, pour compléter le désintéressement de ses frères et acquérir une surface complémentaire de 4 hectares dont la valeur demandée est de 45.000 francs, la somme nécessaire à l'acquisition et au désintéressement étant de 60.000 francs. Il lui précise que ces opérations peuvent avoir lieu dans un département où la définition des structures minima et maxima n'ont pas encore été établies, en application de l'article 7 de la loi du 5 août 1960, ou bien dans le département ayant défini une surface minima de 16 hectares. Il lui demande également quel serait le montant de l'emprunt à long terme qui pourra être obtenu dans une situation de surfaces et de prix identiques, lorsque l'acquéreur est âgé de trente-six ans et propriétaire exclusif des 10 hectares de base [11 juin 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1617). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Abel Sempé.

499. — M. André MÉRIC rappelle à *M. le Premier ministre* que depuis deux mois le personnel horaire de Sud-Aviation poursuit un mouvement revendicatif pour obtenir une augmen-

tation justifiée des salaires. Quotidiennement durant une heure ou deux ce personnel est en grève ; que lorsque ces travailleurs ont cru devoir dans le calme et la dignité rendre publique leur action, ils se sont heurtés à des forces de police nombreuses qui ont cru devoir se livrer à des arrestations et à des actes de violences et que la liberté est brimée dans la République lorsque le prolétariat n'a plus le droit de manifester dans la rue ; que, par ailleurs, les propositions faites par la direction générale de cette entreprise nationalisée tendant à augmenter les salaires de 2 p. 100, tant horaires que mensuels, sont inacceptables, compte tenu du retard existant entre les salaires octroyés par **Sud-Aviation** et ceux servis à Toulouse par d'autres entreprises nationalisées telles que : O. N. I. A., Renault, Air France, etc. ; que le personnel horaire de Sud-Aviation de Toulouse réclame l'intervention d'un accord société identique à celui en vigueur à Nord-Aviation, car il se trouve défavorisé par rapport au personnel Sud-Aviation employé à Bouguenais, Cannes, Marignane, Rochefort et Saint-Nazaire ; qu'en outre la direction a refusé la revision des primes d'ancienneté en fonction du relèvement des salaires depuis 1949 qui, depuis cette date, n'ont pas été modifiées. Il lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les légitimes revendications du personnel de Sud-Aviation de Toulouse, et s'il ne serait pas utile de mettre en place une convention collective nationale pour les personnels des constructions aéronautiques [11 juin 1963]. — **Réponse** [16 juillet 1963] (p. 1674 et 1675). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, André Méric.

500. — M. Daniel Benoist expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le Conseil constitutionnel a annulé les dispositions de l'article 28 du texte du projet de loi récemment adopté par le Parlement et portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. Cette loi substitue ainsi aux droits d'enregistrement jusqu'ici en vigueur une imposition nouvelle dont le produit sera exclusivement affecté aux recettes de l'Etat, alors que précédemment une partie de ces droits était perçue au profit des **collectivités locales.** Ce nouveau texte prévoit que ces collectivités bénéficieront de **ressources** nouvelles provenant de **taxes additionnelles à certains droits d'enregistrement,** mais le nouveau régime fiscal n'en entraîne pas moins, pour certaines collectivités locales, une moins-value de leurs recettes. Aussi, le Parlement avait-il adopté un amendement présenté par un de nos collègues sénateur, spécifiant que les collectivités locales bénéficieraient d'une compensation intégrale pour les moins-values subies du fait de la nouvelle loi. Considérant que cet amendement mettait à la charge de l'Etat une dépense nouvelle, le Premier ministre a saisi, le 5 mars 1963, le Conseil constitutionnel, en se référant à l'article 40 de la Constitution qui stipule que les propositions ou amendements de membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. Le Conseil constitutionnel lui a donc donné raison. En conséquence, la disposition litigieuse a été supprimée et la loi ainsi modifiée a été publiée au *Journal officiel* du 17 mars 1963. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre en faveur des collectivités locales qui se trouvent ainsi privées de ressources dont elles bénéficiaient jusqu'alors [11 juin 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1609 et 1610). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Daniel Benoist.

501. — M. Jean Nayrou demande à *M. le ministre du travail* s'il envisage de prendre rapidement les mesures nécessaires en vue du règlement des plafonds fixés pour l'attribution de l'**allocation supplémentaire du fonds national de solidarité,** en raison de la hausse constante du coût de la vie [12 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1799). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean Nayrou.

502. — M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :* 1° sur quelle disposition réglementaire il s'est appuyé pour justifier sa circulaire du 20 mai 1963 fixant à vingt-quatre heures hebdomadaires l'horaire de service minimum des maîtres de collèges d'enseignement général ; 2° ce qu'il entend par service minimum ; 3° s'il ne croit pas que cette circulaire est en contradiction flagrante avec le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 fixant à dix-huit heures le service hebdomadaire des instituteurs exerçant dans les classes primaires ou secondaires des lycées et collèges et des établissements d'enseignement technique [12 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1800). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Métayer.

503. — M. Daniel Benoist expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* les difficultés rencontrées par un certain nombre de communes qui désirent réaliser **l'installation de bassins nautiques** sur leur territoire, signale qu'en effet, la fameuse circulaire n° 21 SA du 1er septembre 1961 qui introduit la notion de bassin-école reçoit différentes interprétations suivant les préfectures et les ministères, du fait du double financement, l'un venant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports, l'autre du ministère de l'éducation nationale ; que, pour l'installation de certains de ces bassins, il n'est pas fait mention du nombre de classes que doit compter la commune pour obtenir la subvention du ministère de l'éducation nationale ; que pour d'autres, il est précisé qu'il faut que la commune possède sur son territoire un groupe d'écoles de plus de trente classes ; rappelle qu'à l'heure actuelle, de nombreux dossiers sont en souffrance, la subvention d'Etat, de 50 p. 100 au maximum, n'étant établie que sur la moitié des travaux relevant de l'un ou de l'autre ministère ; et tenant compte de cette situation, il lui demande de vouloir bien préciser la politique qu'il entend appliquer dans ce domaine [18 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1800). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Daniel Benoist.

504. — M. Jacques Henriet expose à *M. le ministre de la justice* que le décret n° 62-1226 du 19 octobre 1962 permet aux **avocats et avoués, rapatriés d'Algérie,** d'être **nommés notaires en métropole,** après avoir accompli un stage de six mois dans une étude de notaire et avoir subi avec succès un examen devant une commission siégeant à Paris ; que depuis octobre 1962 les rapatriés aspirant aux fonctions de notaire en métropole ont pu accomplir valablement le stage imposé, mais qu'ils n'ont pu subir l'examen prévu audit décret, aucun examen n'ayant eu lieu à ce jour et la date d'ouverture des sessions n'étant pas encore fixée ; que, de ce fait, ils sont gênés dans la possibilité de se réinstaller et qu'ils subissent un préjudice grave. Il lui demande en conséquence de bien vouloir organiser, dès que possible, des sessions d'examen, au besoin même pendant la période des vacances judiciaires, étant donné l'urgence [20 juin 1963]. — **Réponse** [9 juillet 1963] (p. 1615 et 1616). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Le Sassier-Boisauné.

505. — M. Marcel Darou attire l'attention *de M. le ministre de l'éducation nationale* sur la pénible situation des **étudiants de l'académie de Lille** en ce qui concerne le problème du **logement.** Actuellement, sur 16.000 étudiants, 1.200 seulement sont logés en cité universitaire ; de nombreux étudiants sont obligés de chercher un logement chez l'habitant. Très peu d'étudiants mariés sont logés : 50 environ sur 1.400. Les statistiques prévoient 18.000 étudiants en octobre 1963 ; 32.000 en 1969. Si des dispositions ne sont pas prises, la situation, sérieuse et préoccupante aujourd'hui, deviendra dramatique et catastrophique. Il est donc absolument indispensable de construire de nombreux logements pour étudiants célibataires et mariés, au loyer accessible surtout pour les étudiants aux ressources modestes. Il faudrait d'urgence construire de nouvelles cités à Lille et dans la banlieue lilloise, réquisitionner des terrains et réaliser immédiatement les objectifs, trop insuffisants d'ailleurs, du IVe plan ; mais cet effort, s'il se réalise, serait nettement insuffisant. Dans ces conditions, il lui demande : 1° de prendre d'urgence toutes dispositions pour la construction des logements prévus au IVe plan en donnant, en particulier, les moyens réglementaires et financiers aux domaines pour acquérir les terrains, en simplifiant les démarches administratives, en débloquant les crédits indispensables à ces réalisations ; 2° d'étudier la possibilité d'accorder des crédits supplémentaires pour réaliser une première tranche de 2.000 logements avant 1965 afin de donner aux étudiants célibataires et mariés les moyens de poursuivre leurs études dans l'intérêt de la nation et dans le cadre de la démocratisation de l'enseignement [20 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1804). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Marcel Darou, Jean Bardol (réponse commune aux questions 505 et 506).

506. — M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les difficultés de **logement** éprouvées par les **étudiants de l'académie de Lille.** Sur 16.000 étudiants, 1.215 seulement sont logés dans les cités universitaires. 50 appartements environ sont affectés à des étudiants mariés alors que leur nombre s'élève à 1.400. De nombreux étudiants logent chez l'habitant et la limite de saturation semble atteinte. D'après les statistiques du B. U. S., le nombre des étudiants s'élèvera à 18.000 en octobre de cette année, à 20.000 en 1964, pour atteindre 32.000 en 1969. Il est donc absolument indispensable de construire rapidement de nombreux logements au loyer accessible aux étudiants aux ressources les plus modestes. Or, aucune construction n'est actuellement en cours. Des démarches sont entreprises pour la construction d'une nouvelle cité de

360 chambres. Mais quand sera-t-elle édifiée ? Le problème n'en sera pas réglé pour autant, pas plus qu'il ne le sera par les constructions projetées à Annappes. Il faut noter d'ailleurs que les objectifs, pourtant nettement insuffisants du IVe plan, ne sont même pas atteints. Les crédits prévus ne sont pas utilisés et le décalage entre les prévisions et les réalisations grandit chaque année. Le retard sur les objectifs sera déjà en octobre de 1.485 chambres. Ce retard ne va que s'amplifier et la proportion d'étudiants ayant la possibilité de loger en cité ne fera que diminuer. C'est un moyen supplémentaire d'écarter des études universitaires les jeunes gens disposant de peu ou pas de ressources. Dans ces conditions, il lui demande : 1° de bien vouloir prendre d'urgence les mesures nécessaires à la construction effective des logements prévus, en particulier en donnant les moyens réglementaires et financiers aux Domaines pour acquérir les terrains, en simplifiant les démarches administratives, en débloquant les crédits indispensables ; 2° d'accorder les crédits nécessaires à la construction de 2.000 logements supplémentaires d'ici à 1965 (pour étudiants célibataires et mariés), les logements prévus s'avérant dans tous les cas nettement insuffisants [20 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1801). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Darou ; Jean Bardol (réponse commune aux questions 505 et 506).

507. — M. Pierre MÉTAYER rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* la situation dans laquelle se trouvent présentement les **instituteurs,** et lui demande : 1° les raisons pour lesquelles le décret indiciaire portant normalisation de l'échelle II du traitement des instituteurs n'a pas été publié, contrairement aux engagements pris par le Gouvernement ; 2° les motifs qu'il invoque pour refuser d'examiner les conditions d'application de la normalisation de l'échelle II et de la majoration prévue pour l'ensemble de la fonction publique de 25 points bruts pour les débuts de carrière de la catégorie B ; 3° ce qu'il compte faire pour améliorer la situation des chargés d'école exerçant dans des conditions difficiles dans les petites communes rurales, en apportant notamment une majoration indiciaire du traitement, sans qu'il puisse être tenu compte d'une notion quelconque d'effectif, ce qui serait contraire à toutes les traditions universitaires françaises [25 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963]. — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Métayer.

508. — M. Charles NAVEAU rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* les réserves qu'il lui a faites récemment en ce qui concerne la fixation d'un prix unique du lait pour la campagne de mai 1963 à mars 1964 ainsi que sur l'accord de principe de la part des organisations professionnelles spécialisées chargées de le faire appliquer ; réaffirme la nécessité de fixer des prix saisonniers officiels si l'on veut assurer l'approvisionnement en hiver tout en garantissant la rentabilité à la production ; signale que les craintes qu'il avait formulées d'une certaine anarchie du marché du lait par époque et par région se concrétisent déjà par des manifestations paysannes légitimes ; que l'interprofession est dans l'impossibilité d'établir une juste péréquation des prix entre les périodes de grande et de faible production du fait que le marché des produits laitiers s'aventure dans la plus grande inconnue, tant que ne sera pas définie une véritable politique de soutien des prix par les moyens de stockage qui se sont révélés nécessaires et efficaces les années précédentes ; précise, en outre, que l'augmentation du prix du lait de 6,14 p. 100 par rapport au prix de l'année précédente qui est inférieur à ce qu'aurait donné l'application de la loi Laborde, ne correspond déjà plus aux indices du coût actuel de la vie résultant du fait inflationniste et qu'il y a lieu de prévoir un nouveau rajustement pour l'hiver prochain. Il lui demande de vouloir bien définir enfin sa position dans le domaine du **marché des produits laitiers,** non seulement dans l'immédiat, mais également pour les années à venir [27 juin 1963]. — **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1803). *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Charles Naveau.

509. — M. Raymond Bossus appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur le mécontentement justifié des citoyens et de nombreux élus républicains d'arrondissements de Paris qui ont été informés par le *Journal officiel,* soit de mutations, soit de **nominations à différents postes de maires et maires adjoints** dans les arrondissements de Paris. Il lui demande : 1° en vertu de quels critères ces nominations ont été effectuées ; 2° s'il estime normal que celles-ci aient eu lieu sans aucune consultation des élus parisiens ; 3° s'il considère que l'appartenance au parti gouvernemental est la condition nécessaire pour assumer les fonctions de maires et maires adjoints des arrondissements de Paris [2 juillet 1963]. **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1805). *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Raymond Bossus.

510. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire connaître le **pourcentage de titres de l'emprunt** autorisé par la loi n° 63-464 du 10 mai 1963 qui a été **réservé aux caisses publiques et bureaux de poste,** distributeurs habituels des bons du Trésor aux petits et moyens épargnants [2 juillet 1963]. **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1806). *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Marcilhacy.

511 — M. Victor GOLVAN expose à *M. le ministre du travail* la situation difficile dans laquelle se trouvent les **travailleurs saisonniers** dont l'activité dépend exclusivement des mouvements de la pêche à la sardine. Selon le protocole d'accord signé le 7 décembre 1959 et adopté dans le cadre de l'article 2 de la convention du 31 décembre 1958 créant le « régime d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi », les ouvrières des usines de conserve de poisson cotisent obligatoirement sans pouvoir espérer un bénéfice quelconque Les conditions exigées des travailleurs saisonniers pour l'octroi des allocations spéciales prévoient qu'ils doivent justifier, dans tous les cas, d'au moins 1.000 heures de travail salarié au cours des douze mois précédant la cessation d'activité. Depuis 1959, pratiquement, aucune ouvrière travaillant dans les usines de conserve de sardine n'a pu réaliser cet horaire, même en 1962 où la pêche aurait pu être excellente mais où elle a dû être limitée, le nombre d'heures global moyen de la saison n'a été que de 850 heures. L'hiver a été rude et la pêche déficitaire. La saison sardinière 1963 s'annonce mauvaise, un salaire brut de 388 F durant la première quinzaine de juin 1962 est tombé à 222 F pendant la même période de juin 1963 et la situation de bien des familles est alarmante. Déjà les ouvrières, venues des communes voisines des ports de pêche, envisagent un départ plus ou moins rapide, pour se placer dans les emplois plus rentables. Si la campagne sardinière reprend dans les mois à venir, les conserveries ne pourront absorber la pêche, faute de personnel et nous verrons en 1963 se reposer les mêmes problèmes qu'en 1962. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir intervenir auprès de la direction des caisses d'A. S. S. E. D. I. C., pour que soient améliorées les conditions d'action des allocations spéciales de chômage. Il lui demande également de bien vouloir accorder au personnel des **usines de conserve de poisson** le bénéfice des allocations aux salariés partiellement privés de travail [2 juillet 1963]. **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1800). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Victor Golvan.

512. — M. Victor GOLVAN demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les motifs pour lesquels les décrets d'application de la loi du 2 août 1961 relative à la **lutte contre la pollution atmosphérique** ne sont pas encore publiés. L'organisation mondiale de la santé estime qu'au niveau actuellement atteint, la pollution atmosphérique constitue un danger sérieux et certain et les retards apportés sont largement préjudiciables à la santé publique [2 juillet 1963]. **Réponse** [23 juillet 1963] (p. 1806). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Victor Golvan.

513. — M. Michel KAUFFMANN expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le décret n° 55-673 du 20 mai 1955 a institué la protection de la **bouteille flûte dite à « Vin du Rhin » ;** que cette protection a été réclamée par les organisations de la viticulture alsacienne et de son commerce, pour mettre un terme aux abus de plus en plus fréquents d'y loger des produits d'autres origines, un arrêté du 13 mai 1959 paru au *Journal officiel* du 3 juin ayant donné suite à ce désir en mentionnant les exceptions tolérées ; que, toutefois, afin de permettre l'écoulement des vins déjà embouteillés, frappés désormais de l'interdiction d'emploi de la bouteille susvisée, le service de la répression des fraudes avait accordé un délai de deux ans (d'ailleurs déjà prévu dans le décret du 20 mai 1955) pour la mise en application de l'arrêté du 13 mai ; que ce délai, qui venait à expiration le 31 juillet 1961, fut prorogé d'un an par une circulaire du 14 juillet 1961 et fut par la suite prolongé à nouveau jusqu'au 31 décembre 1962, et ne trouve pas encore son application aujourd'hui à la suite d'autres manœuvres de tergiversation. Il lui demande les raisons de ces lenteurs et les mesures qu'il compte prendre pour que les textes parus soient enfin mis en application [2 juillet 1963]. — **Réponse** [8 octobre 1963] (p. 2068). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Michel Kauffmann.

514. — M. Louis NAMY expose à *M. le ministre des armées* que, le 14 juin 1963, un grave incendie causant de nombreuses victimes et des dégâts importants s'est déclaré dans une usine de produits chimiques près d'Arpajon (Seine-et-Oise), au moment précis où un bi-réacteur du **centre d'essai en vol de**

Brétigny-sur-Orge survolait Arpajon à très basse altitude. Tous les témoins oculaires confirment ce fait. Sans aborder les relations possibles de cause à effet qu'une enquête précisera, entre cet incendie et le survol à basse altitude de la région par cet appareil à réaction, il lui demande : 1° les raisons motivant, sur cette région très urbanisée, de tels **vols dangereux** qui troublent la population et, malgré de multiples protestations du conseil général de Seine-et-Oise, restées sans effet ; 2° quelles mesures il entend prendre pour que cesse un tel état de choses [2 juillet 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2176). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Namy.

515. — M. Camille VALLIN appelle l'attention de *M. le ministre des armées* sur l'émotion provoquée parmi les travailleurs des arsenaux, notamment ceux de Lyon, Limoges et Rennes, par les projets du Gouvernement qui tendent soit à supprimer le caractère d'établissement d'Etat aux **arsenaux, ateliers et établissements dépendant du ministère des armées,** soit à les fermer. De telles mesures porteraient un grave préjudice aux personnels qui perdraient leur emploi ou leur statut. En outre, elles aboutiraient à permettre à des intérêts privés de disposer des établissements appartenant à la nation. En conséquence, il lui demande : *a*) s'il n'envisage pas, plutôt que de remettre aux trusts ces établissements d'Etat, de procéder à une reconversion des fabrications ; *b*) quelles mesures il compte prendre, en tout état de cause, pour que les travailleurs de ces établissements ne soient pas privés de leur gagne-pain et pour que soient respectés les droits des personnels [4 juillet 1963]. — **Réponse** [8 octobre 1963] (p. 2069). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Camille Vallin.

516. — M. Marcel MOLLE rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale :* que, par décret du 2 avril 1962 pris en application du décret du 5 septembre 1953 et de l'arrêté du 23 février 1962, il a décidé que les élèves fréquentant des établissements privés sous contrat d'association pourraient bénéficier des **subventions de transport** prévues à l'article 1er de l'arrêté du 23 février 1962, que cet avantage a été étendu aux élèves fréquentant des établissements privés sous contrat simple par circulaire du 24 juillet 1962. Il lui demande si les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 23 février 1962 accordant l'aide financière de l'Etat aux enfants ne pouvant en l'absence de service de transport bénéficier des subventions prévues à l'article 1er, sont également applicables aux enfants fréquentant les établissements privés sous contrat ; et, dans la négative, comment il peut justifier cette mesure discriminatoire, qui semble au surplus en contradiction avec l'esprit des textes relatifs à l'aide accordée aux enfants ayant des difficultés pour la fréquentation d'établissements scolaires éloignés de leur domicile [4 juillet 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2177). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Molle.

517. — M. Camille VALLIN appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation des travailleurs de la **société Lines Frères** qui a fermé son usine de Givors depuis le 2 mai dernier. Il lui rappelle que les nombreuses démarches effectuées tant auprès des services du ministère de l'industrie qu'auprès de la commission interministérielle d'information pour la décentralisation industrielle, en vue de faciliter la remise en marche de cette entreprise, n'ont pas encore abouti malgré les promesses renouvelées de la part des organismes intéressés. Tenant compte du fait que cette affaire devait être réglée avant le 22 juillet et que les intéressés, malgré leur insistance, se sont trouvés dans l'impossibilité d'être reçus par lui-même, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour obtenir des services intéressés qu'ils exigent le remboursement par la société anglaise Lines des primes d'équipement qu'elle a perçues de la part de l'Etat, et pour apporter l'appui nécessaire à la remise en activité de cette entreprise que réclament, avec les 270 ouvriers et ouvrières, toutes les organisations politiques et syndicales, ainsi que l'ensemble de la population de la localité [11 juillet 1963].

518. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* qu'unanimement il a été constaté dans tous les congrès d'organisations groupant les aveugles, infirmes et vieillards, que le Gouvernement ne met pas en application ce qui a été préconisé par le rapport de la commission Laroque qui, dans ses conclusions, proposa de rattraper en quatre ans le retard social à l'égard de la vieillesse et de l'infirmité ; appelle à nouveau son attention sur le fait que, en raison de l'augmentation constante du coût de la vie, la misère des **aveugles, grands infirmes et vieillards** ne cesse de s'aggraver (deux millions de Français ne reçoivent actuellement que 3 francs par jour) ; en conséquence, il lui demande quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour l'application du plan Laroque en vue de permettre à ces différentes catégories de connaître une vie plus normale. Il aimerait savoir également quelles mesures indispensables vont être prises en vue de l'élévation des plafonds de ressources, pour qu'aucune pension ou allocation ne soit inférieure à 60 p. 100 du S. M. I. G. [11 juillet 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2178). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

519. — M. Louis COURROY a l'honneur de demander à *M. le ministre de l'industrie* s'il a pensé, véritablement, à rétablir les **zones dites d'urgence,** et cela dans le cadre de l'expansion économique et de l'aménagement du territoire. En effet, dans le département des Vosges en particulier, plusieurs cantons et régions avaient été classés comme bénéficiant des avantages accordés lors de cette décision ; cela avait permis l'implantation de plusieurs industries nouvelles. Lors de la discussion du budget au Sénat, il a été porté à la connaissance de l'Assemblée que cette décision entrerait dans le cadre d'une réorganisation de l'**aménagement du territoire.** Aujourd'hui, et malgré les promesses faites, on se trouve toujours devant des décisions isolées, rendues difficiles par suite de l'interprétation des services officiels. La situation économique des vallées vosgiennes en particulier demande l'aide totale du Gouvernement aux industries nouvelles et à celles qui, installées dans la région, veulent procéder à des aménagements indispensables à leur survie. Le rétablissement des bénéfices accordés aux « zones d'urgence » doit donc être décidé rapidement [11 juillet 1963].

520. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre de l'agriculture* ce qui suit : le tarif commun extérieur de la Communauté de Bruxelles prévoit pour les bananes importées des pays tiers un droit commun de 20 p. 100. C'est à ce taux de protection que les droits inscrits nationaux des six partenaires doivent parvenir au terme de la dernière étape d'application du traite de Rome. La France applique bien ce droit de 20 p. 100, mais la République fédérale allemande n'a jusqu'à présent qu'un droit national de 6 p. 100. Bien plus, en dérogation à ce droit de 6 p. 100, elle a obtenu pour 1963 l'autorisation d'importer en franchise des pays tiers un contingent de 347.000 tonnes. Elle vient de demander que cette franchise soit étendue à un contingent supplémentaire de 125.000 tonnes soit donc au total de 347.000 t plus 125.000 t = 472.000 t correspondant sensiblement à la totalité de ses besoins annuels. La production nationale française de bananes originaires des départements des Antilles ne bénéficierait ainsi d'aucune marge préférentielle sur le marché allemand et n'aurait de ce fait aucune chance de modifier si peu que ce soit les courants commerciaux traditionnels des importateurs allemands de bananes. Ces derniers se sont jusqu'à présent refusé au moindre effort en faveur des bananes des Antilles bien qu'elles répondent à toutes les exigences de qualité et de prix (37.000 F la tonne F. O. B.). Or, dans ce même temps, à la faveur de l'application aux départements des Antilles des réductions progressives de droits de douane prévues au traité, on assiste à une véritable invasion du marché de ces départements par les produits industriels allemands (ciments, machines-outils, voitures automobiles, accumulateurs, tracteurs, etc.). Pour ce qui concerne ces départements, et sur le plan des échanges commerciaux, le Marché commun ne joue donc que dans un seul sens, et les producteurs antillais de bananes expriment leurs très vives doléances au sujet de cette situation. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour intégrer les **bananes des Antilles** dans les négociations concernant les produits de l'agriculture nationale, et assurer ainsi à la production bananière française la protection à laquelle elle est en droit de prétendre légitimement à l'intérieur du Marché commun [19 juillet 1963].

521. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* si c'est sur son ordre que toutes les **correspondances émanant de son cabinet** en réponse à des interventions de parlementaires ne portent jamais le nom du fonctionnaire dont il s'agit ; dans l'affirmative, quelle est la raison qui motive vis-à-vis des parlementaires une pareille désinvolture et vis-à-vis des fonctionnaires des postes et télécommunications, un pareil mépris du personnel [22 juillet 1963].

522. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* ce qui suit : au moment de l'implantation dans les départements d'outre-mer de la législation métropolitaine, un décret n° 48-633 du 31 mars 1948 inséré au *Journal officiel* du 6 août 1948 relatif au régime des eaux, et dont les dispositions sont devenues depuis l'article L. 90 du code du domaine de l'Etat, stipulait que : « **Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion,** toutes les eaux stagnantes ou courantes, tous les cours d'eau navigables, flottables ou non, naturels ou artificiels, font partie du domaine public de l'Etat... ». Il s'avère

que cette législation d'exception est un obstacle au développement de l'économie rurale du département de la Martinique en raison du fait qu'elle permet l'intervention abusive, mais légale, des autorités gestionnaires, sur n'importe quel trou, mare, abreuvoir, aménagé sur les propriétés privées pour recueillir les eaux de pluie nécessaires à l'élevage du bétail ou à l'arrosage des cultures. Elle s'oppose au développement de la pisciculture par l'initiative privée dans les rivières non navigables ni flottables et dans les viviers artificiels. Elle permet aux autorités gestionnaires actuelles de se confiner dans une attitude purement négative, voire répressive, alors que si la législation métropolitaine était appliquée, toutes les eaux non navigables ni flottables rentreraient sous le contrôle du ministère de l'agriculture, qui, par le truchement du génie rural qui en dépend, pourrait promouvoir les mesures nécessaires au développement de l'économie rurale. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas disposé : 1° à abroger l'article 90 du code du domaine de l'Etat ; 2° à introduire dans le département de la Martinique la législation métropolitaine sur le **régime des eaux** tel qu'il découle de la loi du 8 avril 1898 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée, du décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 concernant la police et la gestion des eaux placées sous l'autorité du ministre de l'agriculture [1er octobre 1963]. — **Réponse** [10 décembre 1963] (p. 3102 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

523. — M. Jacques RICHARD expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que, en vertu des dispositions du décret du 1er août 1963 approuvant les statuts de la Société de l'autoroute Paris—Normandie et la convention passée le 28 juin 1963 entre l'Etat et cette société, un poste de péage serait institué sur l'autoroute de l'Ouest à Orgeval, soit à 22,500 kilomètres au début de l'autoroute alors que celui de l'autoroute du Sud est situé à 45 kilomètres. Il lui demande : 1° de lui faire connaître les critères qui sont, ou seront, retenus pour déterminer l'emplacement des postes de péage des **autoroutes de la région parisienne ;** 2° les mesures qu'il compte prendre pour que, dans un souci d'équité vis-à-vis des usagers de la route, les postes de péage, installés dans cette région, soient placés à des distances sensiblement équivalentes par rapport aux têtes d'autoroutes [1er octobre 1963].

524. — M. Marc PAUZET demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il envisage d'assurer le soutien des cours des vins blancs de consommation courante, et dans l'affirmative, quelles sont les mesures qu'il compte prendre. Il lui rappelle sa suggestion, faite à l'occasion de la récente discussion d'une question orale relative à la viticulture, de déterminer une place de cotation des vins blancs dont les cours seraient retenus, au même titre que pour les vins rouges, pour déclencher les mécanismes d'intervention sur le marché du vin. Il signale enfin qu'au cours de la campagne 1962-1963, les cours des vins blancs se sont situés, d'une façon à peu près continue, au-dessous du prix plancher, lequel est d'ailleurs très inférieur au prix de revient, en fonction de la moyenne de production [1er octobre 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2181). — *Sont entendus*: MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marc Pauzet.

525. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'ampleur des **dégâts causés aux récoltes** par les pluies de l'été, dégâts amplifiés par les précipitations torrentielles de la semaine du 9 au 15 septembre 1963 et lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur des agriculteurs sinistrés [1er octobre 1963]. — **Réponse** [8 octobre 1963] (p. 2068). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

526. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur les **dégâts causés à la voirie départementale, communale et rurale,** par les pluies torrentielles de la semaine du 9 au 15 septembre 1963 et lui demande quelles dispositions il compte prendre pour aider les collectivités, comme cela se produisit en d'autres circonstances et, notamment, en un cas semblable en février 1952 [1er octobre 1963]. — **Réponse** [10 décembre 1963] (p. 3104). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

527. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le Premier ministre* si, compte tenu d'un usage établi à l'occasion d'autres problèmes, il ne pense pas qu'il est indispensable et urgent d'interroger par voie de **referendum** le peuple français **sur la politique d'armement nucléaire** du Gouvernement, ainsi que sur la ratification des **Accords de Moscou** [1er octobre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3041). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

528. — M. Jean BARDOL attire l'attention de *M. le ministre de la construction* sur la situation du **personnel de son administration à Boulogne-sur-Mer.** Ce personnel serait réduit de plus d'un tiers par la mutation ou le licenciement de 19 agents temporaires. L'immense majorité de ces agents travaille à la construction depuis 17 ou 18 ans. La mutation qui leur est proposée et qui doit intervenir, pour les uns le 30 septembre, pour les autres le 30 décembre, est un licenciement déguisé. En effet, une lettre circulaire du 20 août 1963 avise ces agents qu'ils sont mutés dans l'intérêt du service à la direction départementale du Lot, mais cette même circulaire « attire tout spécialement leur attention sur le fait qu'aucune garantie ne peut leur être donnée quant à la durée de leur maintien en fonctions au ministère de la construction et qu'aucun délai ne pourra leur être accordé pour rejoindre leur nouvelle affectation ». Ainsi, on demande à ces agents, âgés pour la plupart de 40 à 50 ans, chargés de famille, de partir s'installer à l'autre extrémité du pays, mais sans qu'il leur soit accordée la garantie d'emploi et des possibilités de logement. Bien au contraire, il est insisté sur la précarité de leur futur emploi. Le procédé est inélégant et l'intention évidente : l'administration place ces agents dans l'obligation de refuser, puis s'abrite derrière ce refus pour les licencier. Il lui demande donc de surseoir à toute mutation et à tout licenciement. Diverses possibilités d'utilisation de ce personnel qualifié (commis, agents de bureau, chefs de section, etc.) existent. Les nombreuses tâches en matière de construction et d'aménagement du territaire pourraient permettre le maintien d'un certain nombre d'agents temporaires en fonctions dans leur administration actuelle. Ces agents devraient être titularisés ou assurés de la sécurité dans leur emploi jusqu'à l'âge auvrant droit à la retraite. La procédure du reclassement dans les cadres titulaires d'une administration ou d'un établissement public de l'Etat, prévu par le décret n° 60579 du 15 juin 1960, offre également des possibilités réelles. Tous les agents intéressés ont postulé pour ce reclassement dans une autre administration de la localité, ce qui ne doit pas soulever de difficultés dans une sous-préfecture aussi importante que Boulogne-sur-Mer. Il lui demande donc de prendre les mesures nécessaires pour ne pas priver de leur emploi dans une ville déjà frappée par le chômage des fonctionnaires attachés à leur administration depuis plus de quinze années [1er octobre 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2184). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Namy, au nom de M. Jean Bardol.

529. — M. Etienne RESTAT rappelle à *M. le Premier ministre* que la loi n° 60-808 du 5 août 1960, dite d'orientation agricole, prévoyait, dans son article 41, que le Gouvernement déposerait avant le 1er janvier 1962 un **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.** La date indiquée dans la loi d'orientation étant largement dépassée, il lui demande, devant les destructions de récoltes et l'importance des dégâts causés aux cultures, tant en métropole que dans les départements d'outre-mer au cours de l'année 1963, à quelle date le projet de loi ci-dessus indiqué sera déposé, et s'il a l'intention de le faire adopter par le Parlement au cours de la présente session. [3 octobre 1963].

530. — M. Jean PÉRIDIER demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il ne considère pas que la mesure de déblocage d'une certaine quantité de **vins** est prématurée, les dernières cotations inférieures aux prix de campagne fixés par le Gouvernement lui-même ne justifiant pas une telle mesure, qui risque une fois de plus, au moment où les vignerons connaissent une situation critique, d'entrainer uniquement une baisse des prix à la production. Il lui demande aussi de lui faire connaître quelle sera dans l'avenir sa politique en matière **d'importation de vins étrangers** [8 octobre 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2182). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Péridier.

531. — M. Raymond BOSSUS rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* le mécontentement grandissant parmi l'ensemble du personnel hospitalier qui, depuis de nombreux mois, agit pour la défense de ses droits, de meilleurs traitements et des conditions de travail humaines ; que lors des derniers débats parlementaires, beaucoup d'inquiétudes ont été exprimées dans ce sens par de nombreux parlementaires, mais qu'à ce jour rien n'a été fait dans le sens justement désiré par le personnel ; qu'en conséquence de cette situation, notre capitale et son administration de l'assistance publique disposent d'un service ultramoderne qui vient d'être installé à l'hôpital de la Salpêtrière et ne peut être mis en activité par manque de personnel ; qu'à la veille de l'hiver (période de recrudescence des malades) les hôpitaux vont être surchargés malgré les quelques réalisations hospitalières prévues dans la région parisienne. En conséquence, il lui demande

quelles mesures il compte prendre : 1° pour satisfaire les légitimes revendications du personnel hospitalier (traitements et conditions de travail) ; 2° pour obtenir le recrutement et la formation d'infirmières et de personnel hospitalier [15 octobre 1963]. — **Réponse** [29 octobre 1963] (p. 2179). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

532. — M. Maurice Coutrot, tenant compte d'un certain nombre d'informations parues dans la presse, demande à *M. le ministre de l'intérieur* : 1° s'il est exact que l'on envisage d'apporter des réformes de structure dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne ; 2° si, préalablement à ces modifications, les collectivités départementales et communales de ces départements ont été ou seront consultées ; 3° s'il est également exact que le Parlement sera appelé à statuer sur ces éventuelles modifications [15 octobre 1963].

533. — M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la réorganisation de la région parisienne, au sujet de laquelle la presse fait état de projets qui tendent à la destruction des libertés communales et à la substitution de technocrates incontrôlables aux élus du peuple [17 octobre 1963].

534. — M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelle politique il compte appliquer envers le gouvernement raciste de l'Union Sud-Africaine ; s'agit-il d'une politique tendant à obliger ce gouvernement à respecter la Déclaration universelle des Droits de l'homme ou d'une politique de soutien permettant à ce gouvernement de ne pas appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies ? Il lui demande, en particulier, s'il est exact, comme l'affirment certains représentants du Mouvement de libération africain, que la France fournirait des armes au Gouvernement sud-africain [17 octobre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3041 et 3042). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Duclos.

535. — M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre de la justice* s'il est dans les intentions du Gouvernement de ratifier sans vote préalable d'une loi, une convention internationale qui lui a été soumise par la commission internationale de l'état civil et aux termes de laquelle les règles de la preuve de la filiation seraient profondément modifiées en ce qui concerne la filiation maternelle naturelle [22 octobre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3042). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

536. — M. Michel Kauffmann expose à *M. le ministre de l'agriculture* que si la taxe de résorption des excédents a trouvé sa justification dans les années excédentaires en betteraves et en sucre, il ne comprend pas les raisons qui ont incité le Gouvernement à ne pas la supprimer en totalité cette année où le marché international se révèle déficitaire en raison du renversement opéré depuis plus d'un an sur le marché mondial du sucre. L'ouragan Flora qui vient de dévaster les Caraïbes a encore accentué cette situation. La taxe de résorption constituant la participation des producteurs au financement des pertes subies à l'exportation les années de grosses récoltes ne trouve plus sa justification dans la campagne en cours pour laquelle, en raison du marché mondial, il existe des possibilités d'exportation de sucre et de betteraves à des prix supérieurs aux prix intérieurs français. Il lui demande pour quelles raisons la taxe de 7,50 F a été ramenée à 3,50 F et n'a pas été supprimée en totalité et quelles mesures il compte prendre pour laisser bénéficier les producteurs de betteraves d'une conjoncture favorable après les difficultés qu'ils ont connues les années passées [24 octobre 1963]. **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3045 et 3046). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Michel Kauffmann.

537. — M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre du travail* comment il convient d'interpréter la circulaire ministérielle TR 8745 du 4 octobre 1945 relative au paiement des congés payés. En effet, ladite circulaire précise que la période servant de référence pour le calcul de l'indemnité journalière est celle qui précède immédiatement le départ en congé et recommande, pour en fixer la durée et les limites, de prendre en considération le mois précédant le départ en congé. Si le délai d'un mois est recommandé pour éviter les inconvénients qui pourraient résulter de la prise en considération de périodes trop courtes, il ne semble pas que l'auteur de la circulaire ait envisagé l'éventualité d'une période de référence plus longue. Il lui demande de bien vouloir préciser si les employeurs sont habilités à effectuer le calcul des indemnités journalières de congé payé en se référant à une période qui, bien que précédant le départ en congé, est de durée supérieure à un mois, tel qu'il résulte de l'application de la circulaire ministérielle déjà citée. En effet, suivant que l'on applique au calcul des indemnités journalières la formule : salaire du mois précédent — nombre de jours ouvrables dans le mois — ou l'autre formule : salaire d'une période de durée supérieure à un mois — nombre de jours ouvrables dans la période, les résultats sont différents, quoique théoriquement les deux formules soient identiques. Or, l'application intégrale de la circulaire ministérielle (première formule) représente un avantage pour les travailleurs d'une entreprise de la métallurgie qui ont été payés selon la seconde formule. C'est pourquoi il désirerait connaître son opinion à ce sujet et savoir si les employeurs sont fondés d'appliquer la circulaire ministérielle dans un sens défavorable aux salariés [29 octobre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3043 et 3044). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Daniel Benoist.

538. — M. Bernard Chochoy rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* la situation difficile dans laquelle se trouvent les communes qui ont un collège d'enseignement général public ; que l'accroissement constant des charges pose pour celles-ci un problème qui tend à devenir insoluble dans la mesure où elles doivent, seules, financièrement faire face aux dépenses résultant de la construction de nouvelles classes, de l'augmentation des frais d'entretien, de matériel, etc. ; que cette situation est d'autant plus anormale que les collèges d'enseignement général privés, sous contrat d'association, ont vu leurs frais de fonctionnement (matériel) pris en charge par l'Etat ; que l'argumentation du Gouvernement pour expliquer cette différenciation, selon laquelle les collèges d'enseignement général privés sont considérés comme des établissements du second degré, alors que les collèges d'enseignement général publics ne seraient administrativement que le prolongement primaire, apparaît spécieuse, regrettable et inacceptable. Et, tenant compte de cette situation, il lui demande : 1° si dans le domaine des collèges d'enseignement général l'enseignement public de la nation peut espérer obtenir de l'Etat des avantages analogues à ceux qui sont accordés à l'enseignement privé ; 2° s'il peut lui faire connaître la conclusion des travaux de la commission d'études des problèmes municipaux, instituée par le décret du 29 octobre 1959, en vue de la prise en charge par l'Etat d'une partie des dépenses de fonctionnement des collèges d'enseignement général actuellement à la charge des communes [29 octobre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3046). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy.

539. — M. Bernard Chochoy rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les termes de sa question écrite n° 3655 à M. le ministre du travail, et tendant à régler le problème de l'attribution de la retraite vieillesse du régime général dès l'âge de soixante ans aux personnes titulaires de la carte de déporté ou d'interné résistant ou politique ; et, tenant compte de la réponse faite à cette question et publiée au *Journal officiel* des débats du Sénat, séance du 22 octobre 1963, il lui demande s'il est permis d'espérer que le projet de loi concrétisant cette situation pourra être rapidement soumis à l'examen du Parlement [5 novembre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3046 et 3047). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy.

540. — M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le Premier ministre* si, en considération des inconvénients et de l'inefficacité de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 organisant le préavis obligatoire pour la grève dans les services publics, il ne lui paraît pas indispensable de rechercher dans la conciliation et l'arbitrage obligatoires la solution au moins partielle des servitudes imposées aux usagers et la défense des droits légitimes des ouvriers et employés de l'Etat et des services nationalisés [6 novembre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3043). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

541. — M. Bernard Chochoy appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la situation de l'industrie de la papeterie, et notamment sur celle de la région Nord-Pas-de-Calais, spécialisée dans la fabrication des papiers similis ingraissables ; il lui précise : qu'il apparaîtrait, en effet, que des importations importantes en provenance des pays scandinaves et de la Hollande auraient été réalisées, que d'autres importations, moins importantes certes en provenance de Tchécoslovaquie, perturberaient également le marché intérieur français de par les prix de dumping pratiqués ; que, d'autre part, il semblerait que l'on assiste à la mainmise, par certaines sociétés étrangères, sur plusieurs papeteries françaises, ce qui a aussi

pour conséquence des acquisitions, de leur part, de papier en provenance de marchés extérieurs ; que ces constatations provoquent en définitive un malaise fort important dans la production française précitée, malaise qui, s'il n'était pas rapidement jugulé, aboutirait à la fermeture ou à la disparition de certaines entreprises et par voie de conséquence créerait pour les travailleurs de ce secteur une situation sociale grave ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande : 1° s'il est exact que d'importantes importations ont été faites et quel en est le volume par pays ; 2° s'il ne pense pas, tenant compte de l'esprit et de la lettre du traite de Rome, qu'il conviendrait de faire jouer, en faveur des industries des pays signataires de ce traité, les clauses de protection contre l'emprise des marchés étrangers ; 3° les mesures générales qu'il envisage de prendre pour la protection du marché français et des travailleurs qualifiés utilisés dans ces papeteries [13 novembre 1963]. — **Réponse** [3 décembre 1963] (p. 3044 et 3045). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy.

542. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer* ce qui suit : les **ressortissants des départements d'outre-mer** qui, à la suite des concours nationaux pour le recrutement des fonctionnaires de l'Etat, sont affectés en France métropolitaine ont, aux termes de la réglementation en vigueur, la possibilité de cumuler leurs **congés annuels** et de bénéficier tous les cinq ans d'un voyage aller et retour pour eux et leur famille. Par contre, ceux qui sont recrutés par les collectivités locales ou par les organismes autonomes (préfecture de police, préfecture de la Seine, hôpitaux, R. A. T. P., caisses de sécurité sociale, etc.) ainsi que ceux qui travaillent comme employés ou ouvriers dans les entreprises privées, ou même dans les corps d'ouvriers de l'Etat, sont condamnés, eu égard au prix élevé des transports maritimes ou aériens, à ne jamais plus pouvoir revoir leurs parents et leurs familles restés dans le département d'outre-mer d'origine. Compte tenu du fait que le mouvement de migration dans le sens départements d'outre-mer—métropole s'inscrit dans le cadre de la politique arrêtée par le Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer, il lui demande si des dispositions légales ou réglementaires ne pourraient pas être prises d'une manière ou d'une autre pour humaniser la situation de ces travailleurs et leur permettre, selon une périodicité à déterminer, de pouvoir passer leurs congés cumulés dans leur département d'outre-mer d'origine [13 novembre 1963]. — **Réponse** [10 décembre 1963] (p. 3105). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

543. — M. Charles NAVEAU signale à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* l'intolérable injustice qui existe, en matière **d'impôt sur le revenu des personnes physiques** entre les **contribuables salariés situés sur la frontière belge** selon qu'ils travaillent en France ou en Belgique et qui résulte des dispositions de la convention signée entre la France et la Belgique ; considérant que d'après cette convention la Belgique ne perçoit pas d'impôt cédulaire sur les salaires versés aux particuliers et qu'en conséquence l'employeur belge ne verse pas au Trésor français les 5 p. 100 sur les salaires comme le fait l'employeur français, il en résulte que le travailleur frontalier ne bénéficie pas de la réduction d'impôts correspondante ce qui le place dans le domaine fiscal en infériorité flagrante avec son homologue travaillant dans l'industrie française ; et, tenant compte de cette situation, il lui demande s'il ne conviendrait pas d'engager de nouvelles négociations avec l'administration belge afin que cette imposition soit perçue au stade employeur qui l'inscrit normalement dans ses prix de revient et pour qu'il en résulte aussi plus de justice fiscale entre tous les salariés français [15 novembre 1963]. — **Réponse** [10 décembre 1963] (p. 3105). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

544. — M. Roger DELAGNES expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que le **pont d'Arles-Trinquetaille** est actuellement le nœud routier entre Bordeaux et Marseille, l'Italie et l'Espagne ; qu'Arles est par ailleurs la porte de la Camargue dont on sait combien elle est visitée ; que le pont de Trinquetaille, qui n'a que 6 mètres de large, a un trafic d'une exceptionnelle densité ; qu'aux heures de pointe, des files de plus de 5.000 voitures s'étalent à ses deux extrémités et qu'il faut plus d'une heure et demie pour traverser la ville d'Arles ; que quatre à cinq millions de véhicules par an le traversent, c'est-à-dire autant de véhicules qu'il en circule sur les 11 mètres de la route nationale n° 7 après Avignon, route que l'on va doubler par une autoroute ; qu'un projet de construction d'un deuxième pont est actuellement à l'étude et prévu au III[e] plan d'investissement ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande si, en raison de son caractère d'extrême urgence, il ne serait pas possible, d'ores et déjà, de dégager par anticipation les crédits nécessaires à la construction de ce deuxième ouvrage [3 décembre 1963]. — **Réponse** [17 décembre 1963] (p. 3210 et 3211). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Delagnes.

545. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les premiers résultats connus par suite de l'application de sa circulaire du 11 octobre concernant les prix de journée des établissements d'hospitalisation pour l'année 1964 sur la mise en œuvre du plan de stabilisation économique et financier élaboré par le Gouvernement. C'est ainsi que les propositions de la direction de l'assistance publique de Paris par rapport au budget de 1964 de cette administration comportent, en comparaison des premières évaluations, une réduction de 12.721.000 francs sur les crédits de fonctionnement des **services hospitaliers.** Ces réductions toucheront : 1° les travaux de grosses réparations ; 2° les travaux de gros entretien ; 3° les honoraires médicaux pour soins donnés à des malades bénéficiant de l'aide médicale, etc. Relevant également qu'il a donné des instructions pour ralentir la création d'emplois nouveaux, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : *a*) comment il pense possible d'améliorer les conditions de soins donnés aux malades en prescrivant des économies, des compressions de dépenses, alors que le dernier débat budgétaire a démontré l'insuffisance du budget de la santé ; *b*) quelles sont les vues du Gouvernement sur l'élaboration des prix de journée d'hospitalisation, la composition de la commission chargée d'étudier cette question, le bilan de son activité et ses méthodes de travail [3 décembre 1963]. — **Réponse** [17 décembre 1963] (p. 3211 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

546. — M. Raymond BOSSUS fait connaître à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* l'émotion causée parmi les victimes de guerre et leurs associations en apprenant que le Gouvernement entendrait utiliser un million de francs pour commémorer en 1964 le **cinquantenaire du début de la guerre 1914-1918** et le **20[e] anniversaire de la libération du territoire métropolitain.** Tenant compte qu'il serait heureux que soit annulée l'organisation des fêtes commémorant une déclaration de guerre et souhaitant que la somme de 1 million soit utilisée dans de meilleures conditions, il lui propose de répartir ce crédit de la façon suivante : *a*) 500.000 francs à l'U. F. A. C. qui aura à charge de répartir cette somme entre ses unions départementales pour organiser les fêtes commémoratives de la fin de guerre 1914-1918 ; *b*) 500.000 francs aux conseils généraux qui, conjointement avec les comités départementaux de la libération, organiseront les fêtes anniversaires de la Libération [3 décembre 1963]. — **Réponse** [17 décembre 1963] (p. 3213 et 3214). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

547. — M. Emile VANRULLEN rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que les cinq pays du Marché commun ont supprimé les formalités de passage en douane pour les remorques de camping ; que seule la France a maintenu l'obligation de présenter un triptyque et que, de ce fait, par réciprocité, la même formalité est exigée des campeurs français à leur entrée dans les cinq autres pays du Marché commun ; que cette entrave à la circulation, incompréhensible lorsque l'on se déclare partisan de l'intégration européenne, est surtout nuisible pour le tourisme français car elle écarte de notre territoire les campeurs étrangers ; il lui demande si le Gouvernement envisage un alignement sur ses partenaires du Marché commun en supprimant l'**obligation du triptyque pour les caravanes de tourisme,** au moins en faveur des ressortissants du Marché commun [6 décembre 1963]. — **Réponse** [17 décembre 1963] (p. 3214 et 3215). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Emile Vanrullen.

548. — M. Daniel BENOIST demande à *M. le ministre des postes et télécommunications :* 1° dans quelles conditions un centre de **chèques postaux** est autorisé, sans avoir consulté le titulaire d'un compte, à entreprendre les démarches, par protestation par huissiers, pour un chèque qui avait été protesté et qui avait été endossé au nom du titulaire du compte ; celui-ci, en effet, pour ce chèque, dont le montant était de 38,25 francs, a vu retenir sur son compte par l'administration une somme de 28,20 francs, ce qui portait le préjudice à 66,45 francs, au titre de frais engagés, augmentant ainsi des deux tiers la somme non payée ; 2° si cette pratique est habituelle en fonction de règlements applicables, ce qui n'existe pas pour les comptes déposés dans les banques privées ; s'il ne pense pas que, de ce fait, un certain nombre de dépositaires aux comptes chèques

postaux seraient susceptibles de retirer leur confiance à cette administration, c'est-à-dire à l'Etat, au profit du secteur des banques privées [10 décembre 1963].

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

3. M. Jean PÉRIDIER demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour l'organisation de la **campagne viticole** [18 décembre 1962]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Marc Pauzet, n° 5 ; Marcel Brégégère, n° 6 ; Léon David, n° 29 ; Jean Deguise, n° 30 ; Mlle Irma Rapuzzi, n° 31). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Péridier, Marc Pauzet, Marcel Brégégère, Léon David, Jean Deguise, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Vincent Delpuech, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Emile Claparède, Georges Portmann, Octave Bajeux, Roger Delagnes, Emile Durieux, Victor Golvan, Roger Carcassonne.

4. M. Georges GUILLE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien préciser devant le Sénat l'orientation de la **politique européenne** de son Gouvernement, notamment en matière économique et de défense, au lendemain de la conférence de presse du Président de la République et des déclarations et réactions qu'elle a provoquées sur le plan international [16 janvier 1963]. — **Discussion** [21 mai 1963] (p. 1080 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Edouard Bonnefous, n° 12). — *Sont entendus dans la discussion généarle :* MM. Georges Guille, Edouard Bonnefous, André Monteil, André Dulin, Jacques Duclos, André Armengaud, Pierre de La Gontrie, Edmond Barrachin, Jacques Baumel, Marcel Darou, Antoine Courrière, Marius Moutet, Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Louis Namy.

5. — M. Marc PAUZET demande à *M. le ministre de l'agriculture* de définir la politique qu'entend suivre le Gouvernement en matière viticole et les mesures qu'il envisage pour préparer l'entrée de la viticulture française dans le Marché commun. Il lui demande, en outre, comment il prévoit la nécessaire harmonisation des législations viticoles, notamment en ce qui concerne les plantations nouvelles de vignes et la réglementation du marché, problèmes non résolus dans le règlement de politique agricole commune du 14 janvier 1962 [30 avril 1963]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Péridier, n° 3, cf. *supra*).

6. — M. Marcel BRÉGÉGÈRE, devant l'aggravation de la situation dans l'agriculture provoquée par la diminution permanente des revenus et la hausse continue des coûts de production, demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir la **politique agricole** qu'il entend poursuivre ainsi que les mesures immédiates qu'il compte prendre pour faire face à l'inquiétude présente du monde agricole [30 avril 1963]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Péridier, n° 3, cf. *supra*).

7. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre sur le plan économique, social et financier pour rétablir la parité entre les travailleurs du secteur public et du secteur privé, entre les revenus de l'agriculture et ceux du commerce et de l'industrie et, en général, pour faire cesser les injustices flagrantes dont sont victimes **les salariés, les retraités, les économiquement faibles, les personnes âgées et les titulaires de revenus fixes** devant la hausse croissante du coût de la vie que, jusqu'ici, le Gouvernement s'est montré incapable de juguler [30 avril 1963]. — **Discussion** [4 juin 1963] (p. 1164 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Jacques Duclos, n° 9, Roger Menu, n° 11, et Emile Hugues, n° 18). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Antoine Courrière ; Jacques Duclos ; Roger Menu ; Emile Hugues ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Fastinger ; André Méric ; Jacques Henriet ; Marcel Lambert.

8. — M. Jean ERRECART fait part à *M. le ministre de l'intérieur* de l'émotion profonde qui s'est emparée de toute la population du pays basque à la suite de l'accident tragique qui a coûté la vie à un jeune homme d'Aïnhoa, abattu le 23 avril 1963 par un C. R. S. d'une balle en plein front. L'enquête doit établir, d'une façon précise, les circonstances de cet accident, mais des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter dans l'avenir le retour de telles erreurs. Si les circonstances ont pu, à un certain moment, justifier dans notre département frontalier des **mesures exceptionnelles de police et de contrôle,** il semble, d'après les déclarations rassurantes faites par les ministres responsables eux-mêmes, qu'il est possible de revenir aujourd'hui à des contrôles plus souples et plus normaux. Il demande, en conséquence, à M. le ministre de l'intérieur quand il espère que cette région frontalière paisible pourra retrouver le calme et la tranquillité. Il lui signale que cela est particulièrement souhaitable pour une région dont la réputation d'hospitalité n'est pas à faire et qui tient à la conserver ; de tels accidents, comme des contrôles trop tracassiers et répétés, ne peuvent que gravement porter atteinte aux intérêts de toute cette population et, en particulier, aux intérêts légitimes de tous ceux qui vivent du tourisme. Il serait éminemment souhaitable que les hommes qui sont chargés de ces contrôles soient des hommes capables de rester maîtres de leurs réactions [30 avril 1963].

9. — M. Jacques DUCLOS signale à *M. le Premier ministre* que la substitution au slogan officiel des « caisses pleines » abondamment utilisé avant le référendum d'octobre 1962 et les élections législatives qui suivirent de mises en garde contre la « facilité » est interprétée par l'opinion publique, légitimement inquiète, comme traduisant la volonté du pouvoir d'aggraver les conditions de vie des masses travailleuses ; que le **projet visant à prêter d'importantes sommes à un gouvernement voisin** qui vient de commettre un crime le mettant au ban de l'humanité, s'ajoutant aux dépenses considérables résultant de la création d'une force de frappe atomique, aggrave l'inquiétude des masses populaires qui considèrent avec raison que le désarmement est la garantie suprême de la paix. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les légitimes revendications de la population laborieuse des villes et des campagnes, au lieu d'appuyer financièrement le gouvernement dont il est question plus haut et de jeter de très importants crédits dans le gouffre de la course aux armements [30 avril 1963]. — **Discussion** [4 juin 1963] (p. 1164 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Antoine Courrière, n° 7, cf. *supra ;* Roger Menu, n° 11 ; Emile Hugues, n° 18).

10. — M. Yvon COUDÉ DU FORESTO demande à *M. le Premier ministre* quelle est la politique qui va être suivie en matière d'**aménagement du territoire** en particulier pour éviter que des régions entières ne soient simplement transformées en réservoirs de main-d'œuvre, sans aucune possibilité d'amélioration du standard de vie de leur population. Il lui demande, en outre, quelles sont les relations qui existent entre les différents organismes : plan, délégation à l'aménagement du territoire et différents ministères, quelles sont les attributions exactes des uns et des autres et dans quelle mesure cette superposition d'organismes ne risque pas de créer des retards regrettables dans l'examen de tous les dossiers qui pourraient être soumis [7 mai 1963]. — **Discussion** [28 mai 1963] (p. 1118 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Antoine Courrière, n° 14). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Yvon Coudé du Foresto ; Bernard Chochoy ; Etienne Dailly ; Jean-Eric Bousch ; Adolphe Dutoit ; Antoine Courrière ; André Monteil ; Abel-Durand ; Mme Renée Dervaux ; MM. Marc Desaché ; Yves Estève ; Raymond Brun.

11. — M. Roger MENU demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat, comme cela fut envisagé au cours de la discussion budgétaire, quelle est la **politique du Gouvernement en matière économique et sociale.** Dans le cadre de l'application du IV[e] plan, il demande particulièrement quelle est la pensée actuelle du Gouvernement sur : la politique des revenus et la politique salariale, l'emploi et la durée du travail, la sécurité de l'emploi et les reconversions, l'intéressement des travailleurs dans une planification démocratique, les investissements sociaux, les prestations sociales, l'aide aux personnes âgées et la solidarité envers les plus déshéritées [7 mai 1963]. — **Discussion** [4 juin 1963] (p. 1164 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Antoine Courrière, n° 7, cf. *supra ;* Jacques Duclos, n° 9, et Emile Hugues, n° 18).

12. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre des affaires étrangères* de définir les grandes lignes de la politique extérieure de la France. Il lui demande notamment d'exposer les conceptions du Gouvernement en ce qui concerne le fonctionnement de la **Communauté Atlantique** [9 mai 1963]. — **Discussion** [21 mai 1963] (p. 1080 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Georges Guille, n° 4, cf. *supra*).

13. — M. Pierre de LA GONTRIE, au nom du groupe de la gauche démocratique, demande à *M. le Premier ministre* de définir la politique du Gouvernement en ce qui concerne **les libertés locales de l'autonomie communale,** bases essentielles de la démocratie, et de préciser sa position sur les modifications qui lui sont prêtées au sujet de la structure et de l'administration des collectivités locales. Il lui demande également quelles mesures

il compte prendre pour obtenir la diminution des charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur ces **collectivités,** afin de permettre à ces dernières, tant par le transfert effectif à l'Etat des charges qui lui incombent et qui sont injustement supportées par les communes, que par la création d'une véritable caisse de prêts et d'équipement, d'engager les investissements nécessaires à leur expansion. Il lui demande enfin comment il envisage d'associer efficacement les représentants élus des collectivités aux études de réformes administratives portant sur leurs droits et leurs moyens d'action, à la conception et à la réalisation des plans et décisions en matière d'aménagement du territoire, aux conférences départementales et régionales et d'une façon générale à tout ce qui peut concerner le développement et la prospérité des communes [9 mai 1963]. — **Discussion** [11 juin 1963] (p. 1275 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Antoine Courrière, n° 15, Jacques Duclos, n° 16 rectifié, et Adolphe Chauvin, n° 17). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de La Gontrie ; Antoine Courrière ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Adolphe Chauvin ; Jacques Masteau, Abel Durand ; Camille Vallin ; Raymond Bossus ; Louis Talamoni ; Marc Desaché ; Yvon Coudé du Foresto ; Louis Yung ; André Dulin ; Pierre Mistral ; Maurice Coutrot.

14. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir les principes directeurs qui conditionnent la politique d'**aménagement du territoire** et plus spécialement les mesures qu'il compte prendre pour la mise en valeur de la **région côtière du Midi méditerranéen** [14 mai 1963]. — **Discussion** [28 mai 1963] (p. 1118 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Yvon Coudé du Foresto, n° 10, cf. *supra*).

15. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* si son Gouvernement entend apporter des modifications aux structures administratives de l'Etat, s'il envisage de modifier la **forme des collectivités locales** et le mode de désignation des élus locaux et, en général, quelle est l'orientation de sa politique en la matière [14 mai 1963]. — **Discussion** [11 juin 1963] (p. 1275 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Pierre de La Gontrie, n° 13, cf. *supra,* Jacques Duclos, n° 16 rectifié, et Adolphe Chauvin, n° 17).

16. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir préciser quelle est la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne : 1° les prérogatives, la composition, le recrutement et le fonctionnement du **Conseil économique et social** tels qu'ils sont envisagés à la suite des récentes déclarations de M. le Président de la République et de M. le Premier ministre ; 2° l'attitude que le pouvoir entend adopter par rapport aux syndicats ouvriers quant à la préservation de leur indépendance et au respect du **droit de grève** que l'organe de presse du parti gouvernemental a déclaré vouloir mettre en cause ; 3° les projets de regroupement des départements dont la presse a fait état à diverses reprises et l'avenir des **Conseils généraux,** compte tenu du rôle de plus en plus important que des organismes économiques sont appelés à jouer à l'échelle des régions ; 4° les projets de regroupement des petites communes et de substitution de fonctionnaires d'Etat aux élus du peuple pour assurer l'**administration des communes** regroupées et des communes de plus de 30.000 habitants, les communes d'importance moyenne étant appelées à disparaître par voie d'intégration dans les districts [14 mai 1963]. — Remplacée par les questions n°s 16 rectifié et 22 [16 mai 1963].

16 (rectifié). — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir préciser quelle est la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne : 1° les projets de regroupement des **départements** dont la presse a fait état à diverses reprises et l'avenir des **conseils généraux,** compte tenu du rôle de plus en plus important que des organismes économiques sont appelés à jouer à l'échelle des régions ; 2° les projets de regroupement des petites communes et de substitution de fonctionnaires d'Etat aux élus du peuple pour assurer l'**administration des communes** regroupées et des communes de plus de 30.000 habitants, les communes d'importance moyenne étant appelées à disparaître par voie d'intégration dans les districts [16 mai 1963]. — **Discussion** [11 juin 1963] (p. 1275 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Pierre de La Gontrie, n° 13, cf. *supra,* Antoine Courrière, n° 15, et Adolphe Chauvin, n° 17).

17. — M. Adolphe CHAUVIN demande à *M. le Premier ministre* s'il est dans les intentions du Gouvernement de proposer prochainement une **réforme des finances locales,** considérée tant par l'administration que par les élus locaux comme étant indispensable et, au cas où cette réforme n'interviendrait pas prochainement, quelles dispositions le Gouvernement entend prendre pour assurer aux communes des ressources leur permettant de faire face à leurs besoins [14 mai 1963]. — **Discussion** [11 juin 1963] (p. 1275 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Pierre de La Gontrie, n° 13, cf. *supra,* Antoine Courrière, n° 15, Jacques Duclos, n° 16 rectifié).

18. — M. Emile HUGUES demande à *M. le Premier ministre* de définir la **politique des salaires** qu'entend suivre le Gouvernement. Il lui demande notamment de préciser par quelles mesures il compte assurer aux travailleurs une participation réelle à l'augmentation du revenu national et s'il entend laisser subsister la libre discussion des conventions collectives (n° 18) [14 mai 1963]. — **Discussion** [4 juin 1963] (p. 1164 et suiv.) (commune avec la discussion des question posées par MM. Antoine Courrière, n° 7, cf. *supra,* Jacques Duclos, n° 9, et Roger Menu, n° 11).

19. — M. Joseph VOYANT demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat la politique du Gouvernement tendant à assurer le financement nécessaire à la mise en chantier des nombreux projets de **construction de logements** bénéficiant d'un permis de construire, afin d'éviter dans l'avenir la grave pénurie actuelle de logements, concernant plus particulièrement les H. L. M. et les logements primés à 10 F et à 6 F, destinés à satisfaire les nombreuses demandes de familles de condition modeste. Il lui demande en outre à quelle date sera publié le texte réglementaire prévu à l'article 2 de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, tant attendu par les organisations professionnelles d'agents immobiliers et de constructeurs d'immeubles, généralisant les garanties financières à la clientèle immobilière et à celle des souscripteurs d'appartements qu'elles se sont imposées et évitant des scandales tel celui du C. N. L. [16 mai 1963].

20. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le Premier ministre* s'il entend déposer, au cours de la présente session, sur le bureau des assemblées parlementaires, ainsi que le Gouvernement en avait pris l'engagement formel, un projet de **statut de la radiodiffusion-télévision française** [16 mai 1963]. — **Discussion** [18 juin 1963] (p. 1350 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par Mme Renée Dervaux, n° 24, et M. Roger Carcassonne, n° 25). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Edouard Bonnefous ; Mme Renée Dervaux ; MM. Roger Carcassonne ; Jean Fleury ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre de La Gontrie.

21. — M. Auguste PINTON demande à *M. le ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer* s'il n'estime pas opportun : 1° d'encourager, dans les circonstances actuelles, le peuplement de la **Nouvelle-Calédonie** où la densité de la population n'atteint encore que 4 habitants au kilomètre carré ; 2° de favoriser la diversification de l'activité économique de ce territoire en mettant l'accent, dans un premier temps, d'une part sur le développement de l'agriculture, d'autre part sur celui de l'équipement hôtelier et touristique [16 mai 1963].

22. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir préciser quelle est la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne : 1° les prérogatives, la composition, le recrutement et le fonctionnement du **Conseil économique et social** tels qu'ils sont envisagés à la suite des récentes déclarations de M. le Président de la République et de M. le Premier ministre ; 2° l'attitude que le pouvoir entend adopter par rapport aux **syndicats ouvriers** quant à la préservation de leur indépendance et au respect du droit de grève que l'organe de presse du parti gouvernemental a déclaré vouloir mettre en cause [16 mai 1963].

23. — M. Louis GROS demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :* 1° quels sont les motifs qui ont amené le Gouvernement à envisager de modifier et compléter le décret du 6 janvier 1959 portant **réforme de l'enseignement public ;** 2° quels sont les moyens prévus pour réaliser cette réforme [4 juin 1963]. — **Discussion** [16 juillet 1963] (p. 1675 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Georges Lamousse, n° 26, et Georges Cogniot, n° 29). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Louis Gros ; Georges Lamousse ; Georges Cogniot ; Jacques Henriet ; Georges Portmann ; Pierre Métayer ; Louis Jung ; Adolphe Chauvin ; René Tinant ; Edgar Tailhades ; Henri Longchambon ; Mme Renée Dervaux ; MM. Paul Pauly ; Camille Vallin ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Abel Sempé ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Antoine Courrière.

24. — Mme Renée DERVAUX expose à *M. le Premier ministre que la* **radiodiffusion-télévision française** prenant une place de plus en plus grande dans la vie des Français, il est devenu indispensable de la doter d'un **statut** qui réponde à la fois aux desiderata des usagers, des personnels de la R. T. F. et à la nécessité d'une gestion démocratique de ce puissant et moderne moyen de propagande. Elle lui demande si le Gouvernement

a l'intention de déposer un tel statut sur le bureau des Assemblées [5 juin 1963]. — **Discussion** [18 juin 1963] (p. 1350 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Edouard Bonnefous, n° 20; cf. *supra*, et Roger Carcassonne, n° 25).

25. — M. Roger CARCASSONNE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour assurer à notre pays une **information objective et neutre**, et régler les conflits permanents suscités par la non-application du **statut de la R. T. F.** [6 juin 1963]. — **Discussion** [18 juin 1963] (p. 1350 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Edouard Bonnefous, n° 20, cf. *supra*, et par Mme Renée Dervaux, n° 24).

26. — M. Georges LAMOUSSE demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* : 1° de vouloir bien définir la politique qu'il entend poursuivre dans le domaine de la **réforme de l'enseignement**; 2° de préciser les moyens financiers qu'il compte mettre en œuvre pour l'appliquer [20 juin 1963]. — **Discussion** [16 juillet 1963] (p. 1675 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Louis Gros, n° 23, cf. *supra*).

27. — M. Marc DESACHÉ demande à *M. le Premier ministre*, à la suite des incidents déplorables de la journée du 27 juin provoqués par les **grèves surprises du personnel des services publics de l'Etat**, quelles mesures il compte prendre — sans porter atteinte au droit de grève prévu par la Constitution mais en l'organisant — pour que toutes ces manifestations intempestives qui n'ont rien de commun avec une grève démocratiquement décrétée, ne viennent plus troubler l'activité économique de la région parisienne ainsi que l'ordre social en enlevant aux travailleurs la possibilité de se rendre librement à leur lieu de travail et de rentrer normalement dans leur foyer en fin de journée [2 juillet 1963].

28. — M. Georges COGNIOT appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la crise la plus grave que traverse actuellement l'enseignement français depuis l'école maternelle jusqu'aux facultés. En conséquence, il lui demande : 1° quels sont les buts poursuivis par la réforme de l'enseignement envisagée par le Gouvernement ; 2° quels sont les moyens financiers que celui-ci entend consentir à l'éducation nationale pour assurer une rentrée scolaire normale en 1963 [4 juillet 1963]. — **Discussion** [16 juillet 1963] (p. 1675 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Louis Gros, n° 23, cf. *supra*).

29. — M. Léon DAVID, en face de la situation de plus en plus grave des exploitations familiales agricoles françaises, demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre, notamment en matière d'importation de produits maraîchers, fruitiers et de vins en provenance des pays du Marché commun et de tous autres pays [4 juillet 1963]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Péridier, n° 3, cf. *supra*).

30. — M. Jean DEGUISE demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il est exact que la **résiliation des contrats d'importation de pommes de terre de consommation** souscrits par la S. N. I. P. O. T. se solde par un versement d'une indemnité par le F. O. R. M. A. de trois millions de francs aux exportateurs étrangers. Il lui demande d'autre part de lui indiquer la totalité des sommes versées par le F. O. R. M. A. au titre de soutien des cours du marché intérieur de la pomme de terre de consommation et des primeurs pendant les années 1961 et 1962. Il lui serait agréable d'avoir cette réponse détaillée : sommes versées directement aux producteurs, aux négociants et à divers [4 juillet 1963]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Péridier, n° 3, cf. *supra*).

31. — Mlle Irma RAPUZZI demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux producteurs français métropolitains de **fruits et légumes** un prix rémunérateur des produits de leurs exploitations et pour éviter les trop grandes distorsions entre les prix de vente à la production et les prix de vente au détail [4 juillet 1963]. — **Discussion** [9 juillet 1963] (p. 1620 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Péridier, n° 3, cf. *supra*).

32. — M. Georges PORTMANN, considérant l'impossibilité financière pour l'Etat de satisfaire actuellement la totalité des besoins hospitaliers du pays, demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'hospitalisation privée, seule susceptible d'offrir à l'ensemble des Français le complément d'équipement qu'ils sont en droit d'attendre en un domaine aussi vital [9 juillet 1963].

33. — M. Georges GUILLE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien définir : 1° la **politique de la France, dans le domaine des armements atomiques et nucléaires**, au lendemain de l'accord conclu à Moscou le 25 juillet 1963 entre les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ; 2° la **politique étrangère** de la France, plus spécialement dans ses rapports avec les puissances membres de l'organisation atlantique [3 octobre 1963 et *J. O.* 5 septembre 1963]. — **Discussion** [15 décembre 1963] (p. 2088 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Guille ; le général Ernest Petit ; Auguste Pinton ; André Monteil ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; André Cornu ; Etienne Dailly ; Raymond Guyot.

34 — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour faire rattraper aux **salaires, traitements et retraites** du secteur public et para-public, ainsi qu'aux **prestations sociales**, le retard qu'ils ont pris par rapport aux hausses du coût de la vie et ce qu'il compte faire pour que les revenus agricoles soient harmonisés avec les prix industriels [3 octobre 1963 et *J. O.* 5 septembre 1963].

35. — M. Antoine COURRIÈRE, se faisant l'écho de l'émotion qui s'est emparée des ingénieurs et du personnel des **arsenaux** ainsi que des municipalités des villes dans lesquelles existent des arsenaux, en raison des projets du Gouvernement prévoyant la modification des structures de ces derniers, demande à M. le ministre des armées de bien vouloir définir sa politique en la matière [3 octobre 1963].

36. — M. Pierre MÉTAYER appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les conditions difficiles dans lesquelles s'effectuent les **rentrées scolaires de septembre 1963** et qui démentent les nombreuses et récentes affirmations optimistes du Gouvernement sur ce point et qui demande de lui faire connaître : 1° pour l'enseignement primaire, pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement technique, sur le plan national d'une part, et dans le cadre des trois départements constituant le district parisien d'autre part, le nombre de classes ouvertes financées d'abord par le budget de 1962, puis par le budget de 1963, collectifs compris, et ceci pour chacun des trois ordres d'enseignement ; 2° la moyenne actuelle des élèves par classe, tenant compte de cette situation et également pour chacun des trois enseignements ; 3° pour l'enseignement primaire, la répartition par titres universitaires : *a*) des anciens élèves de l'école normale ; *b*) des titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur ; *c*) des titulaires du brevet élémentaire ; *d*) des remplaçants classés par titres universitaires ; 4° pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement technique, la répartition ; *a*) des professeurs agrégés ; *b*) des professeurs certifiés ; *c*) des professeurs licenciés ; *d*) des délégués rectoraux classés par titres universitaires [3 octobre 1963]. **Discussion** [22 octobre 1963] (p. 2120 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Georges Cogniot, n° 37 et Louis Jung, n° 41). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Métayer ; Georges Cogniot ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Jung ; Jean de Bagneux ; Maurice Coutrot ; Louis Talamoni ; Antoine Courrière ; Adolphe Dutoit.

37. — M. Georges COGNIOT signale à *M. le ministre de l'éducation nationale* les conditions extrêmement pénibles — classes de 50 à 60 élèves — écoliers sans maîtres, surabondance de classes, baraques, etc., dans lesquelles s'est opérée la rentrée scolaire de septembre 1963 en dépit des affirmations optimistes prodiguées par le Gouvernement et il lui demande de lui faire connaître pour quelles raisons l'écart a été si dramatique entre les promesses et les réalités [3 octobre 1963]. — **Discussion** [22 octobre 1963] (p. 2120 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Pierre Métayer, n° 36, cf. *supra*, et Louis Jung, n° 41).

38. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre de l'agriculture* de lui faire connaître : 1° les dotations budgétaires sur lesquelles seront payées les **indemnités devant revenir aux producteurs de céréales**, maïs, fruits et légumes aux viticulteurs dont les récoltes ont subi au cours de la présente campagne des dégâts supérieurs à 25 p. 100 ; 2° les critères de répartition de ces indemnités. Il lui demande, en outre : 1° que la caisse de crédit agricole octroie par priorité tous les prêts à moyen terme ; 2° que les viticulteurs sinistrés à plus de 25 p. 100 se voient accorder la remise de deux à cinq annuités dont le paiement peut être effectué par la section viticole du fonds de solidarité ; 3° que les viticulteurs sinistrés soient exonérés du hors-quantum et des prestations viniques de la présente campagne ; 4° que les producteurs de fruits puissent bénéficier de la même remise

d'annuités que les viticulteurs ; 5° que des crédits supplémentaires soient mis à la disposition du génie rural pour la réparation des dégâts causés à l'habitat des exploitants et aux chemins ruraux ; 6° que la discussion du projet de loi garantissant les agriculteurs contre les calamités atmosphériques soit inscrite par priorité à l'ordre du jour de la prochaine session sans qu'il en résulte une réduction du montant des indemnités dues au titre de la présente campagne [3 octobre 1963]. — **Discussion** [5 novembre 1963] (p. 2264 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jean Deguise, n° 40, cf. *supra*).

39. — M. Jacques DUCLOS rappelle à *M. le Premier ministre* qu'il a déclaré dans une interview accordée il y a un mois : « Je ne crois pas que l'objet principal de ce régime... soit d'assurer la prospérité des Français », à qui, était-il ajouté, il s'agit d'assurer la dignité à défaut de prospérité. Il lui fait observer que ces propos apparaissent différents de ceux employés dans une déclaration officielle selon laquelle « la France des années 1960 avance à grands pas sur la route de la prospérité », et que le **plan d'austérité dit de stabilisation** élaboré par le Gouvernement soulève dans le pays de nombreuses protestations parfaitement légitimes de la part des masses laborieuses des villes et des campagnes. Il lui demande, en conséquence, pourquoi il en vient à traiter de mauvais Français ceux qui n'approuvent pas ce plan, lequel tend à freiner le relèvement des salaires et traitements des travailleurs, néglige les intérêts des masses paysannes, comporte d'écrasantes charges budgétaires improductives et fait bénéficier le grand capital de substantiels avantages [3 octobre 1963].

40. — M. Jean DEGUISE demande à *M. le ministre de l'agriculture* si le Gouvernement a l'intention de compenser, par une augmentation des **prix agricoles,** l'importante baisse de revenu des paysans, résultant du climat pourri de l'été 1963 et de toutes les hausses intervenues depuis un ans dans les coûts de production. Dans la négative, il souhaiterait connaître les mesures compensatoires prévues par les pouvoirs publics [10 octobre 1963]. — **Discussion** [5 novembre 1963] (p. 2264 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Abel Sempé, n° 38). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Deguise ; Abel Sempé ; André Dulin ; René Tinant ; Emile Durieux ; Léon David ; Charles Naveau ; Marcel Lebreton ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Henri Paumelle.

41. — M. Louis JUNG expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que la **rentrée scolaire 1963** dans l'enseignement primaire, secondaire et technique s'est faite dans des conditions alarmantes et ceci malgré les promesses réitérées faites devant le Sénat. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour améliorer cette situation dans l'avenir et si, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, la rentrée pourra se faire normalement [15 octobre 1963]. — **Discussion** [22 octobre 1963] (p. 2120 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Pierre Métayer, n° 36, cf. *supra,* et Georges Cogniot, n° 37).

42. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures il compte prendre pour redresser la situation de notre **industrie touristique,** lutter contre la concurrence étrangère et développer toutes les formes de tourisme populaire [15 octobre 1963].

43. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le Premier ministre* si, à la suite des nombreuses spoliations qui ont frappé les biens français dans différents territoires et notamment en **Afrique du Nord,** le Gouvernement envisage de modifier l'ensemble de sa **politique d'aide** et s'il ne juge pas le moment venu d'assortir les prêts et les dons de la France de garanties formelles [17 octobre 1963]. — **Discussion** [5 novembre 1963] (p. 2245 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Bonnefous ; Julien Brunhes ; André Armengaud ; Robert Bruyneel ; Louis Talamoni ; Edouard Le Bellegou ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; Etienne Dailly.

N° 44. — (Non utilisé.).

45. — M. Maurice COUTROT, tenant compte d'un certain nombre d'informations parues dans la presse, demande à *M. le ministre de l'intérieur :* 1° s'il est exact que l'on envisage d'apporter des **réformes de structure dans les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne ;** 2° si, préalablement à ces modifications, les collectivités départementales et communales de ces départements ont été ou seront consultées ; 3° s'il est également exact que le Parlement sera appelé à statuer sur ces éventuelles modifications [22 octobre 1963]. — **Discussion** [5 novembre 1963] (p. 2235 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jacques Duclos, n° 47). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Maurice Coutrot ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Raymond Bossus.

46. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre de la construction* si, en raison des accidents successifs qui se produisent dans les **grands ensembles** et du développement du banditisme dans la région parisienne, il ne lui apparaît pas nécessaire de renoncer à ces constructions aussi longtemps que les équipements collectifs et les services publics (police, pompiers, écoles, maisons de jeunes, terrains de sports notamment) n'auront pas pu être réalisés préalablement à de telles constructions, et de favoriser, au contraire, comme cela se fait à l'étranger, les programmes d'**habitations individuelles,** ou de logements à l'échelle humaine [24 octobre 1963].

47. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la **réorganisation de la région parisienne,** au sujet de laquelle la presse fait état de projets qui tendent à la destruction des libertés communales et à la substitution de technocrates incontrôlables aux élus du peuple [24 octobre 1963]. — **Discussion** [5 novembre 1963] (p. 2235 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Maurice Coutrot, n° 45 et cf. *supra*).

48. — M. Guy PETIT rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que, par lettres des 28 mars, 9 juillet et 2 septembre 1962, il a attiré son attention et celle de son prédécesseur sur l'intérêt qu'il attachait à ce qu'une décision soit prise en ce qui concerne l'**affectation des sommes dues au titre de la taxe locale par les organismes à caractère social ou philanthropique,** ou soi-disant tels. Ce problème porte sur l'application de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 qui prévoit dans son article 29 qu'un décret en fixera les modalités d'application. Depuis le 29 décembre 1958, c'est-à-dire depuis cinq ans, l'on attend la publication de ce décret pour connaître les conditions auxquelles devront répondre les établissements visés pour bénéficier totalement ou en partie des taxes sur le chiffre d'affaires. Cinq ans pour préparer un décret paraissent suffisamment longs, car pendant ce temps les budgets des collectivités locales continuent à être frustrés des sommes qui devraient leur revenir et les redevables ont tout loisir de profiter de ce délai pour vendre quelquefois leurs biens et se rendre insolvables par la suite. Par lettre du 14 mai 1962, le ministre de la santé publique avait laissé espérer une solution rapide de ce problème, mais depuis lors aucun progrès ne semble avoir été fait. Il lui demande quelles sont les raisons qui s'opposent à la promulgation de ce décret et combien de temps il va falloir encore attendre avant sa publication [17 décembre 1963].

QUOTITE DISPONIBLE

Proposition de loi, présentée par M. Etienne RABOUIN, *sénateur,* **tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatif aux donations entre époux** [9 novembre 1960] (I., n° 37). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle* [29 juin 1961] (I., n° 291. — **Discussion** [6 juillet 1961] (p. 733 et suite). ADOPTION (n° 114). — Adoption modifiée par l'Assemblée nationale le 16 mai 1963. — Voy. : Impressions n°s 13, 221, 23. *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à augmenter la quotité disponible entre époux** ».

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [21 mai 1963] (I., n° 96). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Pierre Marcilhacy [25 juin 1963] (I., n° 143). — **Discussion** [4 juillet 1963] (p. 1588 et suivantes). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Molle, *rapporteur ;* Jean Foyer, *garde des sceaux, ministre de la justice. — Discussion des articles* (p. 1589 et suivantes). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour l'art. 1094 du code civil permettant à l'époux de disposer en faveur de l'autre époux du quart de ses biens en propriété et de la moitié en usufruit ou encore des trois quarts en usufruit (*ibid*), observations, rejet (p. 1591). — Art. 4 (p. 1592). — Amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice tendant à supprimer cet article relatif aux rentes viagères entre particuliers (*ibid*), observations, rejet (p. 1593). — Amendement par M. Jean Foyer, tendant à supprimer « entre particuliers, notamment » dans le même article (*ibid*), observations, rejet (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Etienne Dailly ; Jean Foyer, *garde des sceaux, ministre de la justice ;* Jean Geoffroy ; Emile Hugues ; Léon Jozeau-Marigné ; Marcel Molle, *rapporteur.* — Sur l'ensemble (p. 1593). — ADOPTION (n° 59). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 13 juillet 1963 (J. O. du 17 juillet 1963).

R

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE, voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 20, 24, 25.

RADIO-TELEVISION FRANÇAISE

Proposition de loi, présentée par M. Jacques DUCLOS, *sénateur,* **portant statut de la radio-télévision française** [21 mai 1963] (I., n° 97). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RAPATRIES D'ALGERIE (logement).

Projet de loi, présenté par M. François MISSOFFE, *ministre des rapatriés,* **prorogeant certaines dispositions de l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1962 relative au logement des personnes rapatriées d'Algérie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 574, 643, 103. — **Transmission au Sénat** [14 novembre 1963] (I., n° 30). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [28 novembre 1963] (I., n° 45). **Discussion** [4 décembre 1963] (p. 3060 et 3061). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Fosset, *rapporteur ;* Louis Talamoni ; François Missoffe, *ministre des rapatriés.* — Sur l'ensemble (p. 3060). — ADOPTION (n° 24). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 11 décembre 1963 (*J. O.* du 12 décembre 1963).

RAPPORTS D'INFORMATION, Voy. : POUVOIRS D'ENQUÊTE ET MISSIONS D'INFORMATION.

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Dépôt d'un rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales pendant la période du 1er septembre 1962 au 1er septembre 1963 [29 octobre 1963] (p. 2176).

Dépôt d'un rapport sur la régionalisation du budget d'équipement pour l'année 1964 et sur la coordination des investissements publics au regard des objectifs de l'aménagement du territoire, établi en applicatoin de l'article 3 de la loi n° 62-900 du 4 août 1962 [13 novembre 1963] (p. 2314).

Dépôt d'un rapport sur la mise en œuvre du plan d'équipement sportif et socio-éducatif, établi en application de l'article 3 de la loi de programme n° 61-806 du 28 juillet 1961 [13 novembre 1963] (p. 2314).

RECRUTEMENT DE L'ARMEE (naturalisés).

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER *ministre des armées,* **portant modification des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 3 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 542, 695, 118. — **Transmission au Sénat** [5 décembre 1963] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Michel Yver [10 décembre 1963] (I., n° 68). — **Discussion** [11 décembre 1963] (p. 3137 et 3138). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Michel Yver, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (p. 2138). — ADOPTION (n° 30). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

RECRUTEMENT (OBJECTEURS DE CONSCIENCE)

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif à certaines modalités d'application du service national.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1963. — Voy. : Impressions n°s 432, 471, 493, 80. *Nouvel intitulé :* **« Projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement. »**

Transmission au Sénat [25 juillet 1963] (I., n° 215). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1976 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Philippe d'Argenlieu, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Louis Jung ; Jean Bertaud ; Antoine Courrière ; Pierre Marcilhacy ; Louis Courroy ; Robert Bruyneel ; Raymond Bossus ; René Dubois. — *Discussion des articles* (p. 1984 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à reprendre le texte du gouvernement (*ibid.*), observations, rejet (p. 1985). — Art. 3 à 5 (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Rejet des deux premiers alinéas. — Amendement par M. Philippe d'Argenlieu tendant à insérer un nouvel alinéa précisant les règles de discipline, de compétence judiciaire et le régime des pensions d'invalidité applicables aux jeunes gens affectés dans une formation civile (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Auguste Pinton tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 7 (p. 1986), rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly disposant qu' « en temps de guerre [les objecteurs] seront versés d'office dans les services sanitaires des unités combattantes » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à fixer la durée de service effectif à une fois et demie, au lieu de deux fois, celle du service militaire (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*). — Rejet des deux premiers alinéas. — Amendement par M. Philippe d'Argenlieu relatif à la mise en application, retrait (*ibid.*). — Rejet du dernier alinéa (p. 1987). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à supprimer les mots « en dehors de toutes considérations d'ordre philosophique » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à supprimer cet article relatif à la mise en vigueur de la présente loi (*ibid.*), observations, rejet (p. 1988). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à compléter cet article par un alinéa interdisant la délivrance du permis de chasse aux objecteurs de conscience (*ibid.*), observations, rejet (p. 1989). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Philippe d'Argenlieu, vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Jean Bertaud ; Louis Courroy ; Etienne Dailly ; Jean Filippi ; Louis Jung ; Pierre Marcilhacy ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Auguste Pinton ; Marcel Prélot. — *Explications de vote :* M. Antoine Courrière ; Adolphe Chauvin ; André Armengaud. — Sur l'ensemble (p. 1989). — Scrutin public (n° 48). — REJET (n° 90).

Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 15 octobre 1963. — Voy. : Impressions, n°s 551, 575, 99.

Deuxième transmission au Sénat [17 octobre 1963] (I., n° 11). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion** [6 novembre 1963] (p. 2282 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Philippe d'Argenlieu, vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Louis Courroy ; Louis Jung ; Raymond Bossus ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Antoine Courrière ; Auguste Pinton. — *Explications de vote :* M. Paul-Jacques Kalb. — Sur l'ensemble (p. 2285). — Scrutin public (n° 1). — REJET (n° 12). DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2 de la Constitution) [13 novembre 1963] (p. 2314). Election des membres de la commission [14 novembre 1963] (p. 2368 et 2380). — Rapport par M. Jacques Ménard [20 novembre 1963] (I, n° 34). — Rejet par l'Assemblée nationale le 21 novembre 1963. — Voy. Impressions n° 659, 113. — **Discussion** [3 décembre 1963] (p. 3039 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Ménard, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Louis Namy ; Antoine Courrière ; Pierre de Villoutreys ; Etienne Dailly. — Rejet de l'article unique (p. 3041). — REJET (n° 19).

Adoption en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 3 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 704, 117.

Troisième transmission au Sénat [4 décembre 1963] (I. n° 48). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion** [5 décembre 1963] (p. 3066 et 3067). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Pierre Messmer, ministre des armées ; Raymond Bossus ; Antoine Courrière. — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Rejet de l'art. 1er par scrutin public (n° 17). — Rejet des 11 articles du projet successivement. — REJET (n° 25). TROISIÈME LECTURE.

Adoption définitive en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 11 décembre 1963. — Voy : Impressions n°s 718, 722, 130.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

REDEVANCE D'EQUIPEMENT, voy. : QUESTIONS ORALES, 490.

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 26, 28.

REFORME DEPARTEMENTS SEINE, SEINE-ET-OISE ET SEINE-ET-MARNE

Voy. : QUESTIONS ORALES, 532.

Voy. : RÉGION PARISIENNE.

REGIME DES EAUX DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, voy. : QUESTIONS ORALES, 522.

REGIMES MATRIMONIAUX

Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur,* **portant réforme des régimes matrimoniaux** [21 mai 1963] (I., n° 98). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [25 juin 1963] (I., n° 142).

REGIME SOCIAL DES OSTREICULTEURS..., voy. : INSCRITS MARITIMES.

REGION COTIERE DU MIDI MEDITERRANEEN, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 14.

REGION PARISIENNE

Voy. : QUESTIONS ORALES, 532, 533.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 46, 47.

REMEMBREMENT

Voy. : BUDGET DE 1963, ART. 14 (p. 839).

Voy. : QUESTIONS ORALES, 496.

RENTES VIAGERES

Proposition de loi, présentée par M. Jacques DUCLOS, *sénateur,* **tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers** [29 janvier 1963] (I., n° 48). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'art. 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RENTES VIAGERES COMPLEMENTAIRES (AGRICULTURE), voy. : QUESTIONS ORALES, 495.

RENTREE SCOLAIRE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 36, 37, 41.

RETRAITE VIEILLESSE DES DEPORTES, voy. : QUESTIONS ORALES, 539.

REVERSIBILITE (CLAUSES DE), voy. : DONATIONS ENTRE ÉPOUX.

REVISION DE LA CONSTITUTION, voy. : CONSTITUTION.

S

SAINT-OMER (SITUATION SCOLAIRE), voy. : QUESTIONS ORALES.

SALAIRES, TRAITEMENTS ET REVENUS, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 7, 33.

SAPEURS-POMPIERS, voy. : QUESTIONS ORALES, 464.

SCLEROSE EN PLAQUES, voy. : QUESTIONS ORALES, 479.

SCOLARITE DES INFIRMES, voy. : DROITS SCOLAIRES.

SCOLARITE OBLIGATOIRE, voy. : ENFANTS HANDICAPÉS.

SECURITE SOCIALE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail* **relatif au maintien de certaines prestations de sécurité sociale aux bénéficiaires de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 699, 724, 132. — **Transmission au Sénat** [12 décembre 1963] (I., n° 83). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [17 décembre 1963] (I., n° 86). — **Discussion** [19 décembre 1963] (p. 3247 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Bernier, rapporteur ; René Toribio ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit. — *Discussion des articles* (p. 3249). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement, par M. Lucien Bernier, tendant à fixer une date à l'application de la présente loi (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 48). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation loi du 30 décembre 1963 (*J. O.* du 30 décembre 1963).

SECURITE SOCIALE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, voy. : BUDGET DE 1963, ART. 7 OCTIES (p. 844).

SECURITE SOCIALE DES JOURNALISTES

Projet de loi présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail,* **relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des journalistes rémunérés à la pige.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 juin 1963, — Voy. : Impressions n°s 131, 293, 31. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 119). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [4 juillet 1963] (I., n° 165). — **Discussion** [11 juillet 1963] (p. 1660 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail ; Vincent Delpuech. — *Discussion des articles* (p. 1663). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à modifier l'art. L. 514 du code de la sécurité sociale (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 3 (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Vincent Delpuech tendant à insérer un article additionnel 3 nouveau relatif aux liens juridiques entre les journalistes et les entreprises de presse (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Vincent Delpuech ; Gilbert Grandval, ministre du travail ; Roger Lagrange, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1663). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 62).

Adoption définitive en seconde lecture par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. Voy. : Impressions n°s 457, 462, 65.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

SENAT

I. — **Bureau.**

Installation du bureau d'âge [1er octobre 1963] (p. 2037).

Installation du bureau définitif [3 octobre 1963] (p. 2060).

II. — **Règlement.**

Proposition de résolution tendant à modifier **les articles 44 et 45 du règlement du Sénat.** — Présentée par la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prelot [20 décembre 1962] (I., n° 27). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1060 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Prelot, rapporteur ; Marcel Champeix. — *Discussion des articles* (p. 1061). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Yves Estève relatif à la question préalable (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid*). — Observations relatives à l'irrecevabilité des amendements ayant une incidence financière (p. 1062). — Sur l'ensemble (p. 1062). — ADOPTION (n° 30).

III. — **Sessions.**

Clôture de la session extraordinaire ouverte le 27 décembre 1962 et allocution de M. le président du Sénat [21 février 1963] (p. 932 et 933).

Ouverture de la 2e session ordinaire de 1962-1963 [1er mai 1963] (p. 979).

Clôture de la 2e session ordinaire de 1962-1963 et allocutions de M. le Président du Sénat et de M. Robert BOULIN, secrétaire d'Etat au budget, au nom du Gouvernement [26 juillet 1963] (p. 1999).

Ouverture de la 1re session ordinaire de 1963-1964 [1er octobre 1963] (p. 2037).

Clôture de la 1re session ordinaire de 1963-1964 et allocutions de M. le président du Sénat et de M. Jean de BROGLIE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, au nom du Gouvernement [20 décembre 1963] (p. 3258).

Voy. : FAIT PERSONNEL ; INCIDENT.

SENATEURS

I. — **Décès.**

Eloge funèbre de M. Jacques de MAUPEOU, sénateur de la Vendée, décédé le 22 janvier 1963, prononcé par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre DUMAS, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, au nom du Gouvernement [29 janvier 1963] (p. 161 et 162).

Eloge funèbre de M. François de NICOLAY, sénateur de la Sarthe, décédé le 21 novembre 1963, prononcé par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, auquel s'associe M. Valéry GISCARD D'ESTAING, ministre des finances, au nom du Gouvernement [26 novembre 1963] (p. 2866 et 2867).

II. — **Remplacement.**

1° Communication du remplacement de M. Jacques de MAUPEOU, décédé, par M. Pierre ROY en qualité de sénateur de la Vendée [29 janvier 1963] (p. 208).

2° Communication du remplacement de M. WALDECK L'HUILLIER par M. Louis TALAMONI en qualité de sénateur de la Seine [1er février 1963] (p. 348).

3° Communication du remplacement de M. François de NICOLAY, décédé, par M. André BRUNEAU en qualité de sénateur de la Sarthe [25 novembre 1963] (p. 2850).

SERVICES DE CONDITIONNEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, voy. : BUDGET DE 1963, ART. 50 (p. 842).

SERVICE MILITAIRE

Proposition de loi, présentée par M. Raymond GUYOT, *sénateur*, **tendant à ramener à un an la durée du service militaire** [10 décembre 1963] (I., n° 67). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

SERVICE MILITAIRE (ET CONCOURS...), voy. : QUESTIONS ORALES, 491.

SERVICE MILITAIRE (OBJECTEURS DE CONSCIENCE), voy. : RECRUTEMENT.

SERVICES RURAUX DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS, voy. : QUESTIONS ORALES, 428.

SERVITUDES AERONAUTIQUES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer*, **réprimant, dans les territoires d'outre-mer, les infractions au régime des servitudes aéronautiques** [30 avril 1963] (I., n° 77). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Vignon [5 juin 963] (I., n° 114). — Discussion [13 juin 1963] (p. 1338). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Vignon, rapporteur. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 41). — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 347, 486, 69.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

SIDERURGIE, voy. : QUESTIONS ORALES, 474.

SOCIETES CIVILES PROFESSIONNELLES

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur*, **tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles** [29 janvier 1963] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

SOCIETES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES DE CHASSE, voy. : CHASSE.

SOCIETES IMMOBILIERES D'ACQUISITION OU DE CONSTRUCTON, voy. : CONSTRUCTION D'IMMEUBLE.

SOCIETES LINES FRERES, voy. : QUESTIONS ORALES, 517.

SOMALIS, voy. : ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE LA CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS ; CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS.

SPECTACLES, voy. : EMPLOI DES ENFANTS DANS LES SPECTACLES.

STABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963.

STATUT DE LA MAGISTRATURE

Projet de loi organique présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **modifiant les articles 3 et 39, alinéa 2, de l'ordonnance n° 58-1272 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 16 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 229, 448, 58. — **Transmission au Sénat** [18 juillet 1963] (I., n° 188). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [18 juillet 1963] (I., n° 192). — **Discussion** [25 juillet 1963] (p. 1927). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Scrutin public obligatoire pour les projets de loi organique en vertu de l'article 59 du règlement. Adoption par scrutin public (n° 45). — ADOPTION (n° 74). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963).

STATUT DE LA RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 20, 24, 25.

SUBSTANCES EXPLOSIVES

Projet de loi, présenté par M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI, *ministre de l'industrie*, **relatif à la constatation des infractions à la législation sur les substances explosives** [30 avril 1963] (I., n° 74). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Roger Jager [16 mai 1963] (I., n° 93). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1150 et 1151). *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. René Jager, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre de La Gontrie. *Art. unique* (p. 1151). — Amendement par M. René Jager, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la désignation des personnes habilitées à relever les infractions à la législation et à la réglementation des substances explosives (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — ADOPTION (n° 35).

Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 300, 482, 74.

Promulgation : loi du 30 juillet 1963 (*J. O.* du 31 juillet 1963).

SUBVENTIONS DE TRANSPORTS AUX ECOLIERS, voy : QUESTIONS ORALES, 516.

SUD-AVIATION, voy : QUESTIONS ORALES, 499.

SURVEILLANCE MEDICALE DANS LES MAISONS D'ARRET, voy : QUESTIONS ORALES, 482.

T

TARIFS DOUANIERS, voy : DROITS DE DOUANE D'IMPORTATION.

TARIFS TRANSPORTS MARCHANDISES, voy : QUESTIONS ORALES, 440.

TAXES ADDITIONNELLES A CERTAINS DROITS D'ENREGISTREMENT, voy : QUESTIONS ORALES, 500.

TAXE A L'IMPORTATION (ITALIE)

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-43 du 24 janvier 1963, instituant une taxe compensatrice à l'importation de certaines marchandises originaires d'Italie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 juillet 1963. — Voy : Impressions, n[os] 135, 356, 50. — **Transmission au Sénat** [9 juillet 1963] (I., n° 170). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [10 octobre 1963] (I., n° 1). — **Discussion** [24 octobre 1963] (p. 2168). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques. *Article unique* (ibid). — ADOPTION (n° 7). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 octobre 1963 (*J. O.* du 1[er] novembre 1963).

TAXE COMPENSATOIRE (ALIMENTS DES ANIMAUX)

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963 qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy : Impressions n[os] 556, 735, 148. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 100). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

TAXE DE RESORPTION DES EXCEDENTS DE BETTERAVES, voy. : QUESTIONS ORALES, n° 536.

TAXE LOCALE (MINIMUM GARANTI), voy. : CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS, ART. 1577.

TELEPHONE (SERVICES PUBLICS), voy. : QUESTIONS ORALES, n° 454.

TIERCE (PRELEVEMENT SUR LE)

Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 17, 17 BIS, 19.
Voy. : BUDGET DE 1964, ART. 9.

TIMBRE, voy. : ENREGISTREMENT : RÉFORME DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DE LA FISCALITÉ IMMOBILIÈRE.

TOULON, voy. BUDGET DE 1963, ART. 15 (p. 840).

TOURISME, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 42.

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* autorisant la ratification de la **convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », signée à Bruxelles le 13 décembre 1960.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 27 décembre 1962. — Voy. : Impressions n[os] 52, 55, 4 (1963). — **Transmission au Sénat** [9 janvier 1963] (I., n° 30). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Auguste Pinton [9 janvier 1963] (I., n° 36). — **Discussion** [22 janvier 1963] (p. 104 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale : MM. Michel Habib-Deloncle,* secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Auguste Pinton, rapporteur ; Raymond Bossus. Article unique (p. 108) ; adoption (*ibid.*). — ADOPTION (n° 14) TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 30 janvier 1963 (*J. O.* du 31 janvier 1963).

2. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères* **autorisant la ratification du traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 juin 1963. Voy. : Impressions n[os] 231, 307, 39. — **Transmission au Sénat** [18 juin 1963] (I., n° 128). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [20 juin 1963] (I., n° 133). — **Discussion** [20 juin 1963] (p. 1378 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jacques Soufflet, rapporteur ; Pierre de La Gontrie ; Alain Poher ; Auguste Pinton ; Raymond Guyot ; Edgar Faure ; Jean Péridier ; Julien Brunhes ; Jacques Baumel ; Michel Kistler. — Motion tendant à opposer la *question préalable,* par M. Edouard Le Bellegou (p. 1402). — *Sont entendus :* MM. Edouard Le Bellegou ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Scrutin public (n° 37). — Rejet de la motion (p. 1409). — *Article unique* (ibid.). — Amendement par M. Jean Lecanuet, tendant à modifier le début de l'article unique en faisant référence aux traités de Rome et de Paris et à l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (*ibid.*), observations, irrecevabilité opposée par le Gouvernement aux termes de l'article 41 de la Constitution (p. 1412). — Irrecevabilité constatée par le Président du Sénat (*ibid.*). — Explications de vote : MM. le général Jean Ganeval ; Edouard Bonnefous ; Camille Vallin. — Scrutin public (n° 38). — ADOPTION (n° 45). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 26 juin 1963 (*J. O.* du 27 juin 1963).

3. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères* **autorisant la ratification de la convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 21 mai 1963. — Voy. : Impressions n[os] 67, 227, 24. — **Transmission au Sénat** [28 mai 1963] (I., n° 100). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [5 juin 1963] (I., n° 108). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1961). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Gaston Pams, rapporteur. — *Article unique* (p. 1961). — ADOPTION (n° 79). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963 (*J. O.* du 8 août 1963.)

4. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention signée le 24 juillet 1962, entre la France et le Liban, en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir une assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et d'impôts sur les successions.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1963. — Voy. : Impressions n[os] 115, 349, 44. — **Transmission au Sénat** [25 juin 1963] (I., n° 140). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [4 juillet 1963] (I., n° 164). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1962 et 1963). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Georges Portmann, rapporteur. — *Article unique* (p. 1963). — ADOPTION (n° 81). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

5. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères :* 1° **autorisant la ratification de la convention signée le 31 juillet 1962 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur le règlement de divers problèmes frontaliers ;** 2° **transférant la propriété d'un immeuble.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 6 juin 1963. — Voy. : Impressions n[os] 218, 299, 30. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1963] (I., n° 118). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [2 juillet 1963] (I., n° 155). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1960). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 78). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

6. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention et du protocole signés à Tananarive le 29 septembre 1962, entre la France et Madagascar, en vue d'éliminer**

les doubles impositions et d'établir une assistance mutuelle administrative en matière fiscale. — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juin 1963. — Voy. : Impressions nos 222, 348, 43. — **Transmission au Sénat** [25 juin 1963] (I., n° 139). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [4 juillet 1963] (I., n° 163). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1963). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 82). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

7. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la principauté de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963, complétée par un protocole, ainsi que de l'échange de lettres se rapportant à cette convention.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 24 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 453, 491, 75. — **Transmission au Sénat** [25 juillet 1963] (I., n° 212). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [25 juillet 1963] (I., n° 217). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1951 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Henri Longchambon ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Maurice Carrier. — *Article unique* (p. 1956). — ADOPTION (n° 76). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

8. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 juillet 1963. — Voy. : Impressions nos 133, 425, 52. — **Transmission au Sénat** [9 juillet 1963] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Raymond Boin [18 juillet 1963] (I., n° 191). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1961 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Raymond Boin, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Etienne Dailly. — *Article unique* (p. 1962). — ADOPTION (n° 80). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

9. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord général de coopération technique, de l'accord de coopération culturelle, de l'accord de coopération en matière de justice, de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière et de la convention consulaire conclue les 2 février 1962 et 9 mars 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1963. — Voy : Impressions nos 391, 474, 63. — **Transmission au Sénat** [24 juillet 1963] (I., n° 209). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [25 juillet 1963] (I., n° 224). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1964 et 1965). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Péridier, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 1965). — ADOPTION (n° 83) TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 6 août 1963. (*J. O.* du 8 août 1963.)

10. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève le 19 juin 1948.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 mai 1962. — Voy : Impressions nos 1299, 1666, 385. — **Transmission au Sénat** [15 mai 1962] (I., n° 183). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams* [14 juin 1962] (I., n° 223). — Rapport supplémentaire par M. Gaston Pams [5 juin 1963] (I., n° 109). — **Discussion** [29 octobre 1963] (p. 2189 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan, en remplacement de M. Gaston Pams, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2190). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Gaston Pams, tendant à rédiger comme suit cet article : « la présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertaud ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — Sur l'ensemble (p. 2190). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 10).

Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 19 décembre 1963. — Voy : Impressions nos 623, 747, 152.

Promulgation : loi du 31 décembre 1963. (*J. O.* du 3 janvier 1964.)

11. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, d'autre part.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 7 février 1963. — Voy : Impressions nos 56, 141, 11. — **Transmission au Sénat** [11 février 1963] (I., n° 54). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [20 février 1963] (I., n° 69). — **Discussion** [21 février 1963] (p. 922 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Article unique* (p. 924). — ADOPTION (n° 25). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 5 mars 1963 (*J. O.* du 6 mars 1963.)

12. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention et du protocole additionnel entre la France et l'Espagne, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les successions signés à Madrid le 8 janvier 1963.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 302, 648, 104. — **Transmission au Sénat** [14 novembre 1963] (I., n° 31). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [19 novembre 1963] (I., n° 33). — **Discussion** [21 novembre 1963] (p. 270 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Louis Talamoni ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 2702). — ADOPTION (n° 17). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 28 novembre 1963. (*J. O.* du 29 novembre 1963.)

13. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 355, 634, 110. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 38). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

14. — Projet de loi présenté par M. Raymond TRIBOULET, *ministre délégué chargé de la coopération,* **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 20 novembre 1963. — Voy. : Impressions, nos 467, 635, 111. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 39). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

15. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de commerce entre la République française et le Japon et du protocole relatif aux relations commerciales entre la République française et le Japon, signés à Paris, le 14 mai 1963.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 506, 651, 112. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 40). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 décembre 1963]. — Rapport par M. Henri Tournan [4 décembre 1963] (I., n° 50). — Avis par M. Georges Repiquet [11 décembre 1963] (I., n° 71). — **Discussion** [12 décembre 1963]

(p. 3170 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Tournan, rapporteur ; Georges Repiquet, rapporteur pour avis ; Jean Noury ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 3173). — ADOPTION (n° 32). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963.)

16. — Projet de loi présenté par M. Gaston PALEWSKI, *ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,* **autorisant la ratification : 1° de la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962, et ses protocoles annexes ; 2° de la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signé à Paris le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 novembre 1963. — Voy. : Impressions, n°s 534, 567, 621, 114. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 41). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport, par M. Henri Longchambon [4 décembre 1963] (I., n° 51). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3173 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Longchambon, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 3175). — ADOPTION (n° 33). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

17. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier, signés à Paris le 5 octobre 1962.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 538, 652, 115. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 42). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Paul Piales [28 novembre 1963] (I., n° 43). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3175 et 3176). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Parisot, au nom de M. Paul Piales, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 3176). — ADOPTION (n° 34). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 23 décembre 1963).

18. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention portant revision du traité instituant la Communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la IV^e^ partie de ce traité.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 597, 684, 691, 119. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 53). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [6 décembre 1963] (I., n° 59). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3180 et 3181). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. André Monteil, rapporteur. — *Article unique* (p. 3181). — ADOPTION (n° 36). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

19. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant : 1° la ratification de la convention d'association entre la Communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette Communauté, de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du protocole relatif aux importations du café vert dans les pays du Benelux ; 2° l'approbation de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 598, 681, 692, 120. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 54). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et pour avis, sur sa demande, à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. André Monteil [6 décembre 1963] (I., n° 60). — Avis par M. Jean Filippi [11 décembre 1963] (I., n° 73). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3176 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Jean Filippi, rapporteur pour avis ; André Armengaud ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (p. 3180). — ADOPTION (n° 35). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

20. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 646, 682, 690, 121. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 55). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et, pour avis, à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Roger Carcassonne [6 décembre 1963] (I., n° 62). — Avis par M. Maurice Lalloy [11 décembre 1963] (I., n° 74). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3181 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Carcassonne, rapporteur ; Maurice Laloy, rapporteur pour avis ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Renée Dervaux. — *Article unique* (p. 3183). — ADOPTION (n° 37). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

21. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord relatif au protocole financier annexé à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 647, 683, 122. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 56). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Roger Carcassonne [6 décembre 1963] (I., n° 63). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3183). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Roger Carcassonne, rapporteur ; Mme Renée Dervaux. — *Article unique* (ibid.). — ADOPTION (n° 38). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

22. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 4 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 590, 698, 697, 123. — **Transmission au Sénat** [6 décembre 1963] (I., n° 57). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [6 décembre 1963] (I., n° 61). — **Discussion** [12 décembre 1963] (p. 3183 et 3184). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Péridier, rapporteur ; André Armengaud ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 3184). — ADOPTION (n° 39). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 21 décembre 1963 (*J. O.* du 22 décembre 1963).

23. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 65, 753, 141. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 107). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

TRAVAILLEURS SAISONNIERS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 511.

TRIANONS (RESTAURATION), Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1963, ART. 16.

TRIBUNAUX DES FORCES ARMEES EN ALGERIE

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **modifiant l'article 12 de l'ordonnance n° 62-718 du 30 juin 1962 relative aux tribunaux des forces armées en Algérie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 24 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n°s 282, 455, 77. — **Transmission au Sénat** [25 juillet 1963] (I., n° 213). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Gustave Héon [25 juillet 1963] (I., n° 218). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1971). — *Sont entendus dans la discussion générale* MM. Gustave Héon, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 85). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi du 31 juillet 1963 (*J. O.* du 2 août 1963).

U

UNION FRANÇAISE (PERSONNEL), Voy : BUDGET DE 1953, ART. 57 *septiès.*

UNION SUD-AFRICAINE, Voy. : QUESTIONS ORALES, 534.

V

VICTIMES CIVILES EN ALGERIE, Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1963, ART. 10.

VINS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 530.

VINS BLANCS, Voy. : QUESTIONS ORALES, 524.

VITICULTEURS SINSTRES, Voy. : QUESTIONS ORALES, 486.

VITICULTURE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 5.

VOIRIE (DEGATS), voy. QUESTIONS ORALES, 494, 526.

« **VOLONTAIRES DU PROGRES** », voy. : BUDGET DE 1964, COOPÉRATION, TITRE IV.

VOLS DANGEREUX (BRETIGNY), voy. : QUESTIONS ORALES, 514.

VOTE PAR PROCURATION, voy. : CODE ÉLECTORAL.

Y

YOUGOSLAVIE (TREMBLEMENTS DE TERRE DE SKOPLJE).

Message de sympathie envers la nation yougoslave et son gouvernement par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, auquel s'associe M. Robert BOULIN, secrétaire d'Etat au budget, au nom du Gouvernement [26 juillet 1963] (p. 1998).

Z

ZONES D'URGENCE, voy. : QUESTIONS ORALES, 519.

TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

BUREAU DU SENAT

BUREAU D'AGE

1er octobre 1963.

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET.	MM. Louis GUILLOU. François de NICOLAY. François GIACCOBI. Georges DARDEL. Camille VALLIN. André FOSSET.

BUREAU DEFINITIF DU SENAT

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE. (Elu le 2 octobre 1962.)	MM. André MERIC. Léon JOZEAU-MARIGNE. Mme Marie-Hélène CARDOT. M. Amédée BOUQUEREL. (Elus le 4 octobre 1962.)	MM. Charles DURAND. Louis NAMY. Henri PARISOT. Eugène ROMAINE. Jacques SOUFFLET. René TORIBIO. Joseph VOYANT. Michel YVER. (Nommés le 3 octobre 1963.)	MM. Gérard MINVIELLE. Jacques GADOIN. Robert GRAVIER. (Elus le 4 octobre 1962.)

LISTE ALPHABÉTIQUE

de Mmes et MM. les Sénateurs.

(Au 31 décembre 1963.)

A

ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.
AHMED ABDALLAH, Comores.
Gustave ALRIC, Aube.
Louis ANDRE, Calvados.
Philippe D'ARGENLIEU, Sarthe.
André ARMENGAUD, Français établis hors de France.
Emile AUBERT, Basses-Alpes.
Marcel AUDY, Corrèze.

B

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.
Octave BAJEUX, Nord.
Clément BALESTRA, Var.
Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.
Jean BARDOL, Pas-de-Calais.
Edmond BARRACHIN, Seine.
Jacques BAUMEL, Seine.
Maurice BAYROU, Seine.
Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.
Jean BENE, Hérault.
Daniel BENOIST, Nièvre.
Lucien BERNIER, Guadeloupe.
Jean BERTAUD, Seine.
Jean BERTHOIN, Isère.
Roger BESSON, Allier.
Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.
Auguste-François BILLIEMAZ, Ain.
René BLONDELLE, Aisne.
Raymond BOIN, Haute-Marne.
Edouard BONNEFOUS, Seine-et-Oise.
Raymond BONNEFOUS, Aveyron.
Georges BONNET, Lozère.
Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
Raymond BOSSUS, Seine.
Albert BOUCHER, Loire-Atlantique.
Marcel BOULANGE, Territoire de Belfort.
Georges BOULANGER, Pas-de-Calais.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Jean-Eric BOUSCH, Moselle.
Robert BOUVARD, Haute-Loire.
Joseph BRAYARD, Ain.
Marcel BREGEGERE, Dordogne.
Martial BROUSSE, Meuse.
Raymond BRUN, Gironde.
André BRUNEAU, Sarthe.
Julien BRUNHES, Seine.
Florian BRUYAS, Rhône.
Robert BRUYNEEL, Loir-et-Cher.
Robert BURRET, Hautes-Pyrénées.

C

Omer CAPELLE, Somme.
Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.
Mme Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.
Maurice CARRIER, Français établis hors de France.
Marcel CHAMPEIX, Corrèze.
Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.
Maurice CHARPENTIER, Loiret.
Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.
Robert CHEVALIER, Sarthe.
Paul CHEVALLIER, Savoie.
Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.
Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.
Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Emile CLAPAREDE, Hérault.
Jean CLERC, Haute-Savoie.
Georges COGNIOT, Seine.
André COLIN, Finistère.
Henri CORNAT, Manche.
André CORNU, Côtes-du-Nord.
Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.
Antoine COURRIERE, Aude.
Louis COURROY, Vosges.
Maurice COUTROT, Seine.
Mme Suzanne CREMIEUX, Gard.

D

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Georges DARDEL, Seine.
Marcel DAROU, Nord.
Francis DASSAUD, Puy-de-Dôme.
Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.
Jean DEGUISE, Aisne.
Alfred DEHE, Nord.
Roger DELAGNES, Bouches-du-Rhône.
Jacques DELALANDE, Mayenne.
Claudius DELORME, Rhône.
Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.
Mme Renée DERVAUX, Seine.
Marc DESACHE, Indre-et-Loire.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Henri DESSEIGNE, Loire.
Paul DRIANT, Moselle.
Emile DUBOIS, Nord.
Hector DUBOIS, Oise.
René DUBOIS, Loire-Atlantique.
Roger DUCHET, Côte-d'Or.
Jacques DUCLOS, Seine.
Baptiste DUFEU, Isère.
André DULIN, Charente-Maritime.
Charles DURAND, Cher.
Hubert DURAND, Vendée.
Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.
Adolphe DUTOIT, Nord.

E

Jules EMAILLE, Nord.
Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.
Yves ESTEVE, Ille-et-Vilaine.

F

Pierre FASTINGER, Moselle.
Edgar FAURE, Jura.
Jean FILIPPI, Corse.
Max FLECHET, Loire.
Jean FLEURY, Seine.
André FOSSET, Seine.
Jean-Louis FOURNIER, Landes.
Charles FRUH, Seine.

G

Jacques GADOIN, Nièvre.
Général Jean GANEVAL, Seine.
Pierre GARET, Somme.
Jean de GEOFFRE, Maine-et-Loire.
Jean GEOFFROY, Vaucluse.
François GIACOBBI, Corse.
Victor GOLVAN, Morbihan.
Lucien GRAND, Charente-Maritime.
Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.
Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.
Louis GROS, Français établis hors de France.
Paul GUILLAUMONT, Yonne.
Georges GUILLE, Aude.
Louis GUILLOU, Finistère.
Raymond GUYOT, Seine.

H

Roger du Halgouet, Ille-et-Vilaine.
Yves HAMON, Finistère.
Jacques HENRIET, Doubs.
Gustave HEON, Eure.
Roger HOUDET, Seine-Maritime.
Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

I

Alfred ISAUTIER, Réunion.

J

René JAGER, Moselle.
Eugène JAMAIN, Cher.
Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.
Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Paul-Jacques KALB, Haut-Rhin.
Mohamed KAMIL, Côte française des Somalis.
Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.
Michel KISTLER, Bas-Rhin.

L

Jean LACAZE, Tarn-et-Garonne.
Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.
Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.
Bernard LAFAY, Seine.
Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.
Pierre de La GONTRIE, Savoie.
Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.
Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.
Marcel LAMBERT, Morbihan.
Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.
Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.
Robert LAURENS, Aveyron.
Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.
Guy de LA VASSELAIS, Eure-et-Loir.
Arthur LAVY, Haute-Savoie.
Francis LE BASSER, Mayenne.
Edouard LE BELLEGOU, Var.
Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.
Jean LECANUET, Seine-Maritime.
Modeste LEGOUEZ, Eure.
Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.
Marcel LEMAIRE, Marne.
Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.
Etienne LE SASSIER-BOISAUNE, Orne.
François LEVACHER, Eure-et-Loir.
Paul LEVEQUE, Seine-et-Marne.
Robert LIOT, Nord.
Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.
Henry LOSTE, Wallis et Futuna.
Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

M

Pierre MARCILHACY, Charente.
Georges MARIE-ANNE, Martinique.
Anrdé MAROSELLI, Haute-Saône.
Georges MARRANE, Seine.
Louis MARTIN, Loire.
Jacques MASTEAU, Vienne.
Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.
Jacques MENARD, Deux-Sèvres.
Roger MENU, Marne.
André MERIC, Haute-Garonne.
Léon MESSAUD, Haute-Garonne.
Pierre METAYER, Seine-et-Oise.
Gérard MINVIELLE, Landes.
Paul MISTRAL, Isère.
Marcel MOLLE, Ardèche.
Max MONICHON, Gironde.
Gaston MONNERVILLE, Lot.
François MONSARRAT, Tarn.
Claude MONT, Loire.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
André MONTEIL, Finistère.
Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.
Roger MOREVE, Indre.
Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.
Eugène MOTTE, Nord.
Marius MOUTET, Drôme.

N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.
Charles NAVEAU, Nord.
Jean NAYROU, Ariège.
Jean NOURY, Ille-et-Vilaine.

P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.
Henri PARISOT, Vosges.
Guy PASCAUD, Charente.
François PATENOTRE, Aube.
Pierre PATRIA, Oise.
Paul PAULY, Creuse.
Henri PAUMELLE, Seine-Maritime.
Marc PAUZET, Gironde.
Marcel PELLENC, Vaucluse.
Paul PELLERAY, Orne.
Lucien PERDEREAU, Loiret.
Jen PERIDIER, Hérault.
Hector PESCHAUD, Cantal.
Général Ernest PETIT, Seine.
Guy PETIT, Basses-Pyrénées.
Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.
Paul PIALES, Cantal.
André PICARD, Côte-d'Or.
Jules PINSARD, Saône-et-Loire.
Auguste PINTON, Rhône.
André PLAIT, Yonne.
Alain POHER, Seine-et-Oise.
Joseph de POMMERY, Meurthe-et-Moselle.
Michel de PONTBRIAND, Loire-Atlantique.
Alfred POROI, Polynésie française.
Georges PORTMANN, Gironde.
Marcel PRELOT, Doubs.
Henri PRETRE, Haute-Saône.

R

Etienne RABOUIN, Maine-et-Loire.
Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
Georges REPIQUET, Réunion.
Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.
Paul RIBEYRE, Ardèche.
Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.
Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.
Eugène ROMAINE, Creuse.
Vincent ROTINAT, Indre.
Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.
Georges ROUGERON, Allier.
Louis ROY, Aisne.
Pierre ROY, Vendée.

S

François SCHLEITER, Meuse.
Abel SEMPE, Gers.
Charles SINSOUT, Dordogne.
Edouard SOLDANI, Var.
Robert SOUDANT, Marne.
Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.
Charles SURAN, Haute-Garonne.
Paul SYMPHOR, Martinique.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
Louis TALAMONI, Seine.
Gabriel TELLIER, Pas-de-Calais.
René TINANT, Ardennes.
Jean-Louis TINAUD, Basses-Pyrénées.
René TORIBIO, Guadeloupe.
Henri TOURNAN, Gers.
Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

V

Camille VALLIN, Rhône.
Emile VANRULLEN, Pas-de-Calais.
Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.
Fernand VERDEILLE, Tarn.
Maurice VERILLON, Drôme.
Mme Jeannette VERMEERSCH, Seine.
Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.
Jean-Louis VIGIER, Seine.
Robert VIGNON, Guyane.
Pierre de VILLOUTREYS, Maine-et-Loire.
Joseph VOYANT, Rhône.

W

Paul WACH, Bas-Rhin.
Raymond de WAZIERES, Somme.

Y

Michel YVER, Manche.
Joseph YVON, Morbihan.

Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

Modifications survenues du 1er janvier au 31 décembre 1963.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTION	MOTIF	DATE	REMPLACÉ PAR	DATE
MM.				MM.	
Jacques DE MAUPEOU ..	Vendée.	Décès.	22 janvier 1963.	Pierre ROY	23 janvier 1963.
Waldeck L'HUILLIER ...	Seine.	Député.	6 décembre 1962.	Louis TALAMONI	1er février 1963.
François DE NICOLAY..	Sarthe.	Dècès.	21 novembre 1963.	André BRUNEAU	22 novembre 1963.

LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS par circonscriptions électorales.

(Au 31 décembre 1963.)

A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

Ain (2 sénateurs).

M. Auguste BILLIEMAZ.
M. Joseph BRAYARD.

Aisne (3 sénateurs).

M. René BLONDELLE.
M. Jean DEGUISE.
M. Louis ROY.

Allier (2 sénateurs).

M. Roger BESSON.
M. Georges ROUGERON.

Alpes (Basses-) (1 sénateur).

M. Emile AUBERT.

Alpes (Hautes-) (1 sénateur).

M. Ludovic TRON.

Alpes-Maritimes (3 sénateurs).

M. Emile HUGUES.
M. Joseph RAYBAUD.
M. Alex ROUBERT.

Ardèche (2 sénateurs).

M. Marcel MOLLE.
M. Paul RIBEYRE.

Ardennes (2 sénateurs).

Mme Marie-Hélène CARDOT.
M. René TINANT.

Ariège (1 sénateur).

M. Jean NAYROU.

Aube (2 sénateurs).

M. Gustage ALRIC.
M. François PATENOTRE.

Aude (2 sénateurs).

M. Antoine COURRIERE.
M. Georges GUILLE.

Aveyron (2 sénateurs).

M. Raymond BONNEFOUS.
M. Robert LAURENS.

Belfort (Territoire de) (1 sénateur).

M. Marcel BOULANGE.

Bouches-du-Rhône (5 sénateurs).

M. Roger CARCASSONNE.
M. Léon DAVID.
M. Roger DELAGNES.
M. Vincent DELPUECH.
Mlle Irma RAPUZZI.

Calvados (3 sénateurs).

M. Louis ANDRE.
M. Jacques DESCOURS DESACRES.
M. Jean-Marie LOUVEL.

Cantal (2 sénateurs).

M. Hector PESCHAUD.
M. Paul PIALES.

Charente (2 sénateurs).

M. Pierre MARCILHACY.
M. Guy PASCAUD.

Charente-Maritime (3 sénateurs).

M. André DULIN.
M. Lucien GRAND.
M. Jacques VERNEUIL.

Cher (2 sénateurs).

M. Charles DURAND.
M. Eugène JAMAIN.

Corrèze (2 sénateurs).

M. Marcel AUDY.
M. Marcel CHAMPEIX.

Corse (2 sénateurs).

M. Jean FILIPPI.
M. François GIACOBBI.

Côte-d'Or (2 sénateurs).

M. Roger DUCHET.
M. André PICARD.

Côtes-du-Nord (3 sénateurs).

M. Jean de BAGNEUX.
M. André CORNU.
M. Bernard LEMARIE.

Creuse (2 sénateurs).

M. Paul PAULY.
M. Eugène ROMAINE.

Dordogne (2 sénateurs).

M. Marcel BREGEGERE.
M. Charles SINSOUT.

Doubs (2 sénateurs).

M. Jacques HENRIET.
M. Marcel PRELOT.

Drôme (2 sénateurs).

M. Marius MOUTET.
M. Maurice VERILLON.

Eure (2 sénateurs).

M. Gustave HEON.
M. Modeste LEGOUEZ.

Eure-et-Loir (2 sénateurs).

M. Guy de LA VASSELAIS.
M. François LEVACHER.

Finistère (4 sénateurs).

M. André COLIN.
M. Louis GUILLOU.
M. Yves HAMON.
M. André MONTEIL.

Gard (2 sénateurs).

Mme Suzanne CREMIEUX.
M. Edgard TAILHADES.

Garonne (Haute-) (3 sénateurs).

M. André MERIC.
M. Léon MESSAUD.
M. Charles SURAN.

Gers (2 sénateurs).

M. Abel SEMPE.
M. Henri TOURNAN.

Gironde (4 sénateurs).

M. Raymond BRUN.
M. Max MONICHON.
M. Marc PAUZET.
M. Georges PORTMANN.

Hérault (3 sénateurs).

M. Jean BENE.
M. Emile CLAPAREDE.
M. Jean PERIDIER.

Ille-et-Vilaine (3 sénateurs).

M. Yves ESTEVE.
M. Roger du HALGOUET.
M. Jean NOURY.

Indre (2 sénateurs).

M. Roger MOREVE.
M. Vincent ROTINAT.

Indre-et-Loire (2 sénateurs).

M. Marc DESACHE.
M. Jacques VASSOR.

Isère (3 sénateurs).

M. Jean BERTHOIN.
M. Baptiste DUFEU.
M. Paul MISTRAL.

Jura (2 sénateurs).

M. Edgar FAURE.
M. Charles LAURENT-THOUVEREY.

Landes (2 sénateurs).

M. Jean-Louis FOURNIER.
M. Gérard MINVIELLE.

Loir-et-Cher (2 sénateurs).

M. Joseph BEAUJANNOT.
M. Robert BRUYNEEL.

Loire (4 sénateurs).

M. Henri DESSEIGNE.
M. Max FLECHET.
M. Louis MARTIN.
M. Claude MONT.

Loire (Haute-) (2 sénateurs).

M. Robert BOUVARD.
M. Jean de LACHOMETTE.

Loire-Atlantique (4 sénateurs).

M. ABEL-DURAND.
M. Albert BOUCHER.
M. René DUBOIS.
M. Michel de PONTBRIAND.

Loiret (2 sénateurs).

M. Maurice CHARPENTIER.
M. Lucien PERDEREAU.

Lot (1 sénateur).

M. Gaston MONNERVILLE.

Lot-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jacques BORDENEUVE.
M. Etienne RESTAT.

Lozère (1 sénateur).

M. Georges BONNET.

Maine-et-Loire (3 sénateurs).

M. Jean de GEOFFRE.
M. Etienne RABOUIN.
M. Pierre de VILLOUTREYS.

Manche (3 sénateurs).

M. Henri CORNAT.
M. Léon JOZEAU-MARIGNE.
M. Michel YVER.

Marne (3 sénateurs).

M. Marcel LEMAIRE.
M. Roger MENU.
M. Robert SOUDANT.

Marne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Raymond BOIN.
M. Pierre MATHEY.

Mayenne (2 sénateurs).

M. Jacques DELALANDE.
M. Francis LE BASSER.

Meurthe-et-Moselle (3 sénateurs).

M. Pierre de CHEVIGNY.
M. Robert GRAVIER.
M. Joseph de POMMERY.

Meuse (2 sénateurs).

M. Martial BROUSSE.
M. François SCHLEITER.

Morbihan (3 sénateurs).

M. Victor GOLVAN.
M. Marcel LAMBERT.
M. Joseph YVON.

Moselle (4 sénateurs).

M. Jean-Eric BOUSCH.
M. Paul DRIANT.
M. Pierre FASTINGER.
M. René JAGER.

Nièvre (2 sénateurs).

M. Daniel BENOIST.
M. Jacques GADOIN.

Nord (9 sénateurs).

M. Octave BAJEUX.
M. Marcel DAROU.
M. Alfred DEHE.
M. Emile DUBOIS.
M. Adolphe DUTOIT.
M. Jules EMAILLE.
M. Robert LIOT.
M. Eugène MOTTE.
M. Charles NAVEAU.

Oise (3 sénateurs).

M. Amédée BOUQUEREL.
M. Hector DUBOIS.
M. Pierre PATRIA.

Orne (2 sénateurs).

M. Etienne LE SASSIER-BOISAUNE.
M. Paul PELLERAY.

Pas-de-Calais (6 sénateurs).

M. Jean BARDOL.
M. Georges BOULANGER.
M. Bernard CHOCHOY.
M. Emile DURIEUX.
M. Gabriel TELLIER.
M. Emile VANRULLEN.

Puy-de-Dôme (3 sénateurs).

M. Michel CHAMPLEBOUX.
M. Francis DASSAUD.
M. Gabriel MONTPIED.

Pyrénées (Basses-) (3 sénateurs).

M. Jean ERRECART.
M. Guy PETIT.
M. Jean-Louis TINAUD.

Pyrénées (Hautes-) (2 sénateurs).

M. Paul BARATGIN.
M. Robert BURRET.

Pyrénées-Orientales (2 sénateurs).

M. Léon-Jean GREGORY.
M. Gaston PAMS.

Rhin (Bas-) (4 sénateurs).

M. Louis JUNG.
M. Michel KAUFFMANN.
M. Michel KISTLER.
M. Paul WACH.

Rhin (Haut-) (3 sénateurs).

M. Paul-Jacques KALB.
M. Eugène RITZENTHALER.
M. Modeste ZUSSY.

Rhône (5 sénateurs).

M. Florian BRUYAS.
M. Claudius DELORME.
M. Auguste PINTON.
M. Camille VALLIN.
M. Joseph VOYANT.

Saône (Haute-) (2 sénateurs).

M. André MAROSELLI.
M. Henri PRETRE.

Saône-et-Loire (3 sénateurs).

M. Roger LAGRANGE.
M. Marcel LEGROS.
M. Jules PINSARD.

Sarthe (3 sénateurs).

M. Philippe D'ARGENLIEU.
M. Robert CHEVALIER.
M. André BRUNEAU.

Savoie (2 sénateurs).

M. Paul CHEVALLIER.
M. Pierre de LA GONTRIE.

Savoie (Haute-) (2 sénateurs).

M. Jean CLERC.
M. Arthur LAVY.

Seine (22 sénateurs).

M. Edmond BARRACHIN.
M. Jacques BAUMEL.
M. Maurice BAYROU.
M. Jean BERTAUD.
M. Raymond BOSSUS.
M. Julien BRUNHES.
M. Georges COGNIOT.
M. Maurice COUTROT.
M. Georges DARDEL.
Mme Renée DERVAUX.
M. Jacques DUCLOS.
M. Jean FLEURY.
M. André FOSSET.
M. Charles FRUH.
M. le général Jean GANEVAL.
M. Raymond GUYOT.
M. Bernard LAFAY.
M. Georges MARRANE.
M. Le général Ernest PETIT.
M. Louis TALAMONI.
Mme Jeannette VERMEERSCH.
M. Jean-Louis VIGIER.

Seine-Maritime (5 sénateurs).

M. Roger HOUDET.
M. Marcel LEBRETON.
M. Jean LECANUET.
M. Geoffroy de MONTALEMBERT.
M. Henri PAUMELLE.

Seine-et-Marne (3 sénateurs).

M. Etienne DAILLY.
M. Maurice LALLOY.
M. Paul LEVEQUE.

Seine-et-Oise (8 sénateurs).

M. Edouard BONNEFOUS.
M. Adolphe CHAUVIN.
M. Roger LACHEVRE.
M. Pierre METAYER.
M. Louis NAMY.
M. Alain POHER.
M. Jacques RICHARD.
M. Jacques SOUFFLET.

Sèvres (Deux-) (2 sénateurs).

M. Yvon COUDE DU FORESTO.
M. Jacques MENARD.

Somme (3 sénateurs).

M. Omer CAPELLE.
M. Pierre GARET.
M. Raymond de WAZIERES.

Tarn (2 sénateurs).

M. François MONSARRAT.
M. Fernand VERDEILLE.

Tarn-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jean LACAZE.
M. Adrien LAPLACE.

Var (3 sénateurs).

M. Clément BALESTRA.
M. Edouard LE BELLEGOU.
M. Edouard SOLDANI.

Vaucluse (2 sénateurs).

M. Jean GEOFFROY.
M. Marcel PELLENC.

Vendée (2 sénateurs).

M. Hubert DURAND.
M. Pierre ROY.

Vienne (2 sénateurs).

M. Jean-Marie BOULOUX.
M. Jacques MASTEAU.

Vienne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Georges LAMOUSSE.
M. Gustave PHILIPPON.

Vosges (2 sénateurs).

M. Louis COURROY.
M. Henri PARISOT.

Yonne (2 sénateurs).

M. Paul GUILLAUMOT.
M. André PLAIT.

B) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe (2 sénateurs).

M. Lucien BERNIER.
M. René TORIBIO.

Guyane (1 sénateur).

M. Robert VIGNON.

Martinique (2 sénateurs).

M. Georges MARIE-ANNE.
M. Paul SYMPHOR.

La Réunion (2 sénateurs).

M. Alfred ISAUTIER.
M. Georges REPIQUET.

C) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Comores (1 sénateur).

M. Abdallah AHMED.

Côte française des Somalis (1 sénateur).

M. Mohamed KAMIL.

Nouvelle Calédonie (1 sénateur.)

M. Henri LAFLEUR.

Polynésie française (1 sénateur).

M. Alfred POROI.

Iles Wallis elt Futuna (1 sénateur).

M. Henry LOSTE.

Saint-Pierre et Miquelon (1 sénateur).

M. Henri CLAIREAUX.

D) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

(6 sénateurs).

MM. André ARMENGAUD,
le général Antoine BETHOUART, Maurice CARRIER, Louis GROS, Henri LONGCHAMBON, Léon MOTAIS DE NARBONNE.

LISTES DES MEMBRES DES GROUPES

remises à la Présidence du Sénat le 3 octobre 1963
avec les modifications intervenues au 31 décembre 1963.

GROUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Raymond Bossus, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Raymond Guyot, Georges Marrane, Louis Namy, Louis Talamoni, Camille Vallin, Mme Jeannette Vermeersch.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.
(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

Le président du groupe,
Jacques DUCLOS.

GROUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(49 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Jean Berthoin, Auguste-François Billiemaz, Raymond Boin, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Edgar Faure, Jean Filippi, Jacques Gadoin, François Giaccobi, Lucien Grand, Gustave Héon, Emile Hugues, Jean Lacaze, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie, Adrien Laplace, Charles Laurent-Thouverey, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre-René Mathey, Gaston Monnerville, François Monsarat, Roger Morève, Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Raymon de Wazières.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.
(1 membre.)

M. Guy de La Vasselais.

Le président du groupe,
Pierre de LA GONTRIE.

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(29 membres.)

MM. Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Marc Desaché, Yves Estève, Jean Fleury, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Roger du Halgouet, Paul-Jacques Kalb, Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Jacques Soufflet, Modeste Zussy.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.
(2 membres.)

MM. Alfred Poroï, Robert Vignon.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.
(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

Le président du groupe,
Maurice BAYROU.

GROUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(64 membres.)

MM. Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Robert Bruyneel, Robert Burret, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Roger Duchet, Hubert Durand, Pierre Fastinger, Max Fléchet, Charles Fruh, le général Jean Ganeval, Pierre Garet, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillaumot, Jacques Henriet, Roger Houdet, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Etienne Le Sassier-Boisauné, Paul Lévêque, Rémy Loste, Louis Martin, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôtre, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy Petit, André Picard, André Plaît, Joseph de Pommery, Georges Portmann, Henri Prêtre, Pierre Roy, François Schleiter, Jean-Louis Vigier, Pierre de Villoutreys, Michel Yver.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.
(2 membres.)

MM. André Bruneau, Jean-Louis Tinaud.

Le président du groupe,
Edmond BARRACHIN.

NOTA. — Apparentés : décès de M. François de Nicolay le 21 novembre 1963. — Adhésion de M. André Bruneau le 28 novembre 1963.

GROUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(28 membres.)

MM. Octave Bajeux, le général Antoine Béthouart, Georges Boulanger, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise, Henri Desseigne, Jules Emaille, André Fosset, Louis Guillou, Yves

Hamon, René Jager, Louis Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuet, Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René Tinant, Paul Wach.

Le président du groupe,
André COLIN.

FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

Rattachée administrativement au groupe des Républicains populaires aux termes de l'article 6 du règlement.

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

Le secrétaire,
Yvon COUDÉ DU FORESTO.

GROUPE DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(20 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Louis Courroy, Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Eugène Jamain, Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel Molle, Max Monichon, Marc Pauzet, Lucien Perdereau, Hector Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

Le président du groupe,
Hector PESCHAUD.

GROUPE SOCIALISTE

(52 membres.)

MM. Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Daniel Benoist, Lucien Bernier, Roger Besson, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champleboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Marcel Darou, Francis Dassaud, Roger Delagnes, Emile Dubois, Emile Durieux, Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Péridier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Henri Tournan, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

Le président du groupe,
Antoine COURRIÈRE.

SENATEURS NE FIGURANT NI SUR UNE LISTE NI A LA SUITE D'UNE LISTE DE GROUPE

(5 sénateurs.)

MM. Ahmed Abdallah, Jean-Marie Bouloux, René Dubois, Pierre Marcilhacy, Georges Marie-Anne.

NOTA. — Ajouter M. André Bruneau, du 25 au 28 novembre 1963.

COMMISSIONS PERMANENTES

ET

COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1963 avec les modifications intervenues au cours de l'année.)

Commission des affaires culturelles.

Président : M. Louis Gros.

Vice-présidents : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, René Tinant.

Secrétaires : MM. Robert Chevalier, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.

Membres : MM. Ahmed Abdallah, Jean de Bagneux, Clément Balestra, Jacques Baumel, Roger Besson, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Maurice Charpentier, Adolphe Chauvin, Georges Cogniot, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, M. Alfred Dehé, Mme Renée Dervaux, MM. Charles Durand, Hubert Durand, Jules Emaille, Yves Estève, Jean Fleury, Charles Fruh, François Giacobbi, Alfred Isautier, Louis Jung, Adrien Laplace, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Henri Paumelle, Hector Peschaud, Gustave Philippon, André Picard, Georges Rougeron, Pierre Roy, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Maurice Vérillon, Jean-Louis Vigier.

NOTA. — Décès de M. Jacques de Maupeou [22 janvier 1963]. — Nomination de M. Pierre Roy [8 février 1963].

Commission des affaires économiques et du plan.

Président : M. Jean Bertaud.

Vice-présidents : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.

Secrétaires : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.

Membres : MM. Louis André, Octave Bajeux, Auguste-François Billiemaz, Georges Bonnet, Albert Boucher, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Michel Champleboux, Henri Claireaux, Emile Claparède, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Léon David, Jean Deguise, Roger Delagnes, Henri Desseigne, Hector Dubois, Jacques Duclos, Emile Durieux Jean Errecart, Jean Filippi, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Roger du Halgouet, Yves Hamon, Roger Houdet, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Henri Longchambon, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Pierre Patria, Marc Pauzet, Paul Pelleray, Lucien Perdereau, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Abel Sempé, Charles Suran, Gabriel Tellier, René Toribio, Henri Tournan, Camille Vallin, Emile Vanrullen, Jacques Verneuil, Pierre de Villoutreys.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président : M. Vincent Rotinat.

Vice-présidents : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.

Secrétaires : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.

Membres : MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Bène, Daniel Benoist, Le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Roger Duchet, Edgar Faure, Le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean Lacaze, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Charles Laurent-Thouveray, Guy de La Vasselais, Jean Lecanuet, Etienne Le Sassier-Boisauné, Louis Martin, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, Henri Parisot, Jean Péridier, Le général Ernest Petit, Paul Ribeyre, François Schleiter, Edouard Soldani, Jacques Soufflet, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver.

NOTA. — Décès de M. François de Nicolay [21 novembre 1963]. — Nomination de M. Louis Martin [6 décembre 1963].

Commission des affaires sociales.

Président : M. Roger Menu.

Vice-présidents : MM. André Plait, André Dulin, Jean-Louis Fournier.

Secrétaires : MM. Marcel Lambert, François Levacher, Louis Roy.

Membres : MM. Emile Aubert, Marcel Audy, Lucien Bernier, Raymond Bossus, Joseph Brayard, André Bruneau, Robert Burret, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Marcel Darou, Francis Dassaud, Baptiste Dufeu, Adolphe Dutoit, Lucien Grand, Paul Guillaumot, Louis Guillou, Jacques Henriet, Roger Lagrange, Arthur Lavy, Francis Le Basser, Marcel Lemaire, Bernard Lemarié, Paul Lévêque, Robert Liot, Henry Loste, Georges Marie-Anne, André Méric, Léon Messaud, Eugène Motte, Alain Poher, Joseph de Pommery, Alfred Poroï, Eugène Romaine, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Vermeersch, M. Raymond de Wazières.

NOTA. — Démission de M. Louis Martin et nomination de M. André Bruneau [6 décembre 1963].

Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président : M. Alex Roubert.
Vice-Présidents : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Jean-Eric Bousch.
Secrétaires : MM. Yvon Coudé du Foresto, Martial Brousse, Julien Brunhes.
Rapporteur général : M. Marcel Pellenc.
Membres : MM. André Armengaud, Jean Bardol, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Max Fléchet, Pierre Garet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, Joseph Raybaud, Jacques Richard, Ludovic Tron.

LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX

I. — DÉPENSES CIVILES

a) Budget général.

	MM.
Affaires culturelles	Joseph Raybaud.
Cinéma	Edouard Bonnefous
Affaires étrangères	Georges Portmann.
Agriculture	Paul Driant.
Habitat rural	Geoffroy de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Martial Brousse.
Construction	Jean-Eric Bousch.
Coopération	André Armengaud.
Départements d'outre-mer	Jean-Marie Louvel.
Territoires d'outre-mer	
Education nationale	Pierre Métayer.
Jeunesse et sports	Jacques Richard.
Finances et affaires économiques :	
I. — Charges communes	Ludovic Tron.
II. — Services financiers	
Affaires économiques	Marc Desaché.
Industrie	Gustave Alric.
Intérieur	Jacques Masteau.
Justice	Pierre Garet.
Services du Premier ministre :	
Services généraux (I)	Yvon Coudé du Foresto.
Conseil économique et social (VII)	
Direction des Journaux officiels (III)	
Information (II)	Edouard Bonnefous
Secrétariat général de la défense nationale (IV)	Jacques Richard.
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (V)	
Groupement des contrôles radio-électriques (VI)	
Commissariat général du plan d'équipement et de productivité (VIII)	Max Fléchet.
Affaires algériennes (IX)	Georges Portmann.
Commissariat au tourisme (X)	Mlle Irma Rapuzzi.
Rapatriés	André Armengaud.
Santé publique et population	René Dubois.
Travail	Michel Kistler.
Travaux publics et transports:	
I. — Travaux publics et transports. Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens	Mlle Irma Rapuzzi. Antoine Courrière.
II. — Aviation civile	Yvon Coudé du Foresto.
III. — Marine marchande	Roger Lachèvre.

b) Budgets annexes.

	MM.
Caisse nationale d'épargne	Georges Marrane.
Imprimerie nationale	Jean Bardol.
Légion d'honneur	Paul Chevallier.
Ordre de la Libération	
Monnaies et médailles	
Postes et télécommunications	Bernard Chochoy.
Prestations sociales agricoles	Max Monichon.

II. — DÉPENSES MILITAIRES

Armées.

a) Budget général.

Section commune	Jean Berthoin.
Section Air	Julien Brunhes.
Section Forces terrestres	André Maroselli.
Section Marine	Antoine Courrière.

b) Budgets annexes.

Service des essences	Gustave Alric.
Service des poudres	André Colin.
Comptes spéciaux du Trésor	Jacques Descours Desacres.
Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959)	Edouard Bonnefous

Commissions des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Président : M. Raymond Bonnefous.
Vice-présidents : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.
Secrétaires : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, Georges Boulanger.
Membres : MM. Abel-Durand, Paul Baratgin, Robert Bouvard, Robert Bruyneel, Louis Courroy, Jacques Delalande, Emile Dubois, Pierre Fastinger, André Fosset, Jean Geoffroy, Gustave Héon, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Paul-Jacques Kalb, Edouard Le Bellegou, Pierre Marcilhacy, Pierre-René Mathey, Marcel Molle, François Monsarrat, Louis Namy, Jean Nayrou, Guy Petit, Louis Talamoni, Fernand Verdeille, Robert Vignon, Joseph Voyant, Paul Wach, Modeste Zussy.

NOTA. — Nomination de M. Louis Talamoni [9 février 1963].

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président : M. Antoine Courrière.
Secrétaire rapporteur : M. Yves Estève.
Membres : MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Louis Courroy, André Dulin, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

REPRESENTATION DU SENAT

COMMISSION SUPERIEURE DE CODIFICATION ET SIMPLIFICATION DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

(Décret du 20 juin 1961.)

Sont nommés : M. Abel-Durand, en remplacement de M. Marcel Prélot, démissionnaire [9 mai 1963] ; M. Edouard Le Bellegou, en remplacement de M. André Fosset, démissionnaire [18 juillet 1963].

CONSEIL SUPERIEUR POUR LE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL ET SOCIAL DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

(Décret du 3 août 1963.)

Sont nommés : Mme Marie-Hélène Cardot, M. Léon Messaud [2 juillet 1963].

CONSEIL SUPERIEUR DU SERVICE SOCIAL

(Décret du 3 juillet 1962.)

Est nommée : Mme Marie-Hélène Cardot [8 octobre 1963].

CONSEIL SUPERIEUR DE LA SECURITE SOCIALE

(Décret du 13 juillet 1963.)

Est nommé : M. Abel-Durand [8 octobre 1963].

COMMISSION SUPERIEURE DES ALLOCATIONS FAMILIALES

(Décret du 13 juillet 1963.)

Est nommé : M. Roger Menu [8 octobre 1963].

COMMISSION CENTRALE DES DEBITS DE TABACS

(Décret du 31 décembre 1947.)

Est nommé : M. Bernard Chochoy [22 octobre 1963].

COMMISSION CHARGEE DE LA SURVEILLANCE ET DU CONTROLE DES PUBLICATIONS DESTINEES A L'ENFANCE

(Décret du 15 juillet 1960.)

Sont nommés : Mme Suzanne Crémieux et M. Vincent Delpuech, membres titulaires ; MM. Robert Chevalier et Louis Guillou, membres suppléants [24 octobre 1963].

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE

(Décret du 30 septembre 1963.)

Sont nommés : MM. Joseph Yvon et Lucien Grand [27 novembre 1963].

MINISTÈRE EN FONCTION
au cours de l'année 1963.

2e Cabinet Georges POMPIDOU

(Nommé les 28 novembre et 6 décembre 1962.)

		MM.
1.	**Premier ministre**	Georges POMPIDOU.
	I. *Secrétaire d'Etat (affaires algériennes)*	Jean DE BROGLIE.
	II. *Secrétaire d'Etat (relations avec le Parlement)*	Pierre DUMAS.
2.	**Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles**	André MALRAUX.
3.	**Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer**	Louis JACQUINOT.
4.	**Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative**	Louis JOXE.
5.	**Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales**	Gaston PALEWSKI.
6.	**Justice**	Jean FOYER.
7.	**Affaires étrangères**	Maurice COUVE DE MURVILLE.
	III. *Secrétaire d'Etat*	Michel HABIB-DELONCLE.
8.	**Intérieur**	Roger FREY.
9.	**Armées**	Pierre MESSMER.
10.	**Finances et affaires économiques**	Valéry GISCARD D'ESTAING.
	IV. *Secrétaire d'Etat (budget)*	Robert BOULIN.
11.	**Ministre délégué chargé de la coopération**	Raymond TRIBOULET.
12.	**Education nationale**	Christian FOUCHET.
13.	**Travaux publics et transports.**	Marc JACQUET.
14.	**Industrie**	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
15.	**Agriculture**	Edgard PISANI.
16.	**Travail**	Gilbert GRANDVAL.
17.	**Santé publique et population.**	Raymond MARCELLIN.
18.	**Construction**	Jacques MAZIOL.
19.	**Anciens combattants et victimes de guerre**	Jean SAINTENY.
20.	**Postes et télécommunications.**	Jacques MARETTE.
21.	**Information**	Alain PEYREFITTE.
22.	**Rapatriés**	François MISSOFFE.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.